MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

HORS DIRECTIONS
Secrétariat Général
0706-DM

Affaire suivie par : Delphine MEYER
Tél. 03 89 32 69 24
Courriel : delphine.meyer@mulhouse-alsace.fr

Mulhouse, le 18 septembre 2018

CONVOCATION DES MEMBRES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Madame, Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir prendre part à la séance du conseil d'agglomération qui se tiendra

LUNDI 24 SEPTEMBRE 2018 à 17 h 30

AU PARC DES EXPOSITIONS DE MULHOUSE

Merci de bien vouloir prendre connaissance de l'ordre du jour de la séance du conseil d'agglomération qui figure ci-dessous.

Je vous invite également à télécharger la liasse qui accompagne le courriel de convocation et qui contient les projets de délibérations et leurs pièces jointes.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'expression de mes cordiales salutations.

Le Président

Fabian JORDAN

ORDRE DU JOUR DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU 24 SEPTEMBRE 2018

1°		Désignation du secrétaire de séance	F. JORDAN
2°	Procès-verbaux	Approbation des procès-verbaux des 28 mai et 18 juin 2018 (0706) **Voir fichiers « Projet PV CA 28-05-18 » et « Projet PV CA 18-06-18 » joints à la convocation**	F. JORDAN
3°	Projet de délibération n°542C	Information du Conseil d'agglomération sur les décisions prises par délégation (0706)	F. JORDAN

UN TERRITOIRE SOLIDAIRE, AU SERVICE DE SES HABITANTS : ENFANCE, CITOYENNETÉ, SPORT, HANDICAP, SENIORS, LOGEMENT ET POLITIQUE DE LA VILLE

- Enfance

4°	Projet de délibération n°591C	Passation d'avenants pour les sites périscolaires en gestion déléguée (4214)	J. MEHLEN
5°	Projet de délibération n°580C	Convention de financement pour l'éducation artistique et culturelle - année 2018 - actions éducatives (424)	J. MEHLEN

- Sport

6°	Projet de délibération n°577C	Renouvellement du partenariat avec l'association Mulhouse Olympic Natation - saison 2018/2019 et versement d'un acompte de subvention (431)	R. DANTZER (D. BUX)
7°	Projet de délibération n°578C	Mulhouse Olympic Natation - mesures d'accompagnement et de soutien à la filière de formation élite jeune et au développement de la natation (431)	R. DANTZER (D. BUX)
8°	Projet de délibération n°583C	Conclusion d'une convention partenariale de soutien au fonctionnement de l'antenne mulhousienne du Centre de ressources, d'expertise et de performance sportive de Strasbourg (CREPS) (4301)	R. DANTZER (D. BUX)

- Seniors

9°	Projet de délibération n°561C	Carte Pass'Temps senior 2019 (314)	B. GRETH (J. MEHLEN)

- Logement

10°	Projet de délibération n°571C	PIG II Lutte contre la précarité énergétique - cahier des charges d'assistance à maîtrise d'ouvrage des copropriétés dites « fragiles » (326)	F. ZELLER (V. HAGENBACH)
11°	Projet de délibération n°585C	Prorogation d'un an du Programme Local de l'Habitat (2012-2017) (322)	G. FUCHS (V. HAGENBACH)

- Politique de la ville

12°	Projet de délibération n°572C	Attribution d'une subvention à la Maison des Adolescents pour le dispositif LIREA « Lieu Ressources pour l'Elève Adolescent » (313)	C. RISSER (A. COUCHOT)
13°	Projet de délibération n°579C	Subvention pour la promotion de la citoyenneté et la prévention des troubles et violences en milieu scolaire (313)	C. RISSER (A. COUCHOT)

ADMINISTRATION GÉNÉRALE, FINANCES ET RESSOURCES

- Administration générale

14°	Projet de délibération n°558C	Désignation des délégués communautaires au sein des organismes et associations divers - délibération complémentaire (0706)	F. JORDAN
15°	Projet de délibération n°560C	Désignation des représentants dans les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et syndicats mixtes - représentation de Mulhouse Alsace Agglomération issue de la fusion au SIVOM de l'agglomération mulhousienne (0706)	F. JORDAN
16°	Projet de délibération n°546C	Extension du Pôle métropolitain aux communautés d'agglomération de Haguenau et de Saint Louis (045)	F. JORDAN
17°	Projet de délibération n°564C	Rapport d'activités 2017 (021)	M. STRIFFLER
18°	Projet de délibération n°545C	Adhésion à l'Association française des correspondants à la protection des données à caractère personnel (AFCDP) (046) **Le projet est reporté.**	L. HAYE

- Finances

19°	Projet de délibération n°549C	Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) : fixation du produit au titre de l'année 2019	A. HOME

20°	Projet de délibération n°567C	Rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes à compter de 2011 sur la gestion des piscines de la communauté d'agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) (050)	D. BUX
21°	Projet de délibération n°582C	Transferts et créations de crédits (050)	A. HOME P. MAITREAU

- <u>Ressources humaines</u>

22°	Projet de délibération n°581C	Délibération fixant les plafonds de prise en charge des frais liés à la mise en œuvre du compte personnel de formation (CPF) (2211)	F. JORDAN
23°	Projet de délibération n°554C	Fixation des ratios d'avancement de grade (2212)	F. JORDAN

<u>UN TERRITOIRE ATTRACTIF : EMPLOI, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, TOURISME ET COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE</u>

- <u>Développement économique</u>

24°	Projet de délibération n°584C	Convention de partenariat 2018-2020 entre Mulhouse Alsace Agglomération, la Chambre de Métiers d'Alsace et la ville de Mulhouse (211)	L. RICHE
25°	Projet de délibération n°550C	Autorisation de signature du Pacte Offensive Croissance emploi (POCE) (211)	L. RICHE
26°	Projet de délibération n°551C	Avenant à la concession publique d'aménagement RUDIE relatif à la réalisation de travaux conservatoires sur le bâtiment 48-T2 du site DMC (211)	L. RICHE
27°	Projet de délibération n°566C	Développement économique - participation au consortium PEPITE ETENA - signature de la convention 2018/2021 sans financement (211)	M. LUTZ

- <u>Enseignement supérieur</u>

28°	Projet de délibération n°535C	Enseignement supérieur - subvention au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) pour le compte de l'Institut des Sciences des Matériaux de Mulhouse (IS2M) dans le cadre du projet « Impression 4D » (2111)	A. LECONTE (M. LUTZ)
29°	Projet de délibération n°552C	Enseignement supérieur - subvention de fonctionnement 2018 à l'UHA (2111)	A. LECONTE (M. LUTZ)

- Tourisme

30°	Projet de délibération n°536C	Association pour la Gestion du Musée National de l'Automobile - collection Schlumpf : subvention d'investissement (217)	C. DHALLENNE (JC. EICHER)
31°	Projet de délibération n°537C	Association de la Cité du Train - Patrimoine SNCF : subvention d'investissement (217)	C. DHALLENNE (JC. EICHER)
32°	Projet de délibération n°538C	Association du Musée de l'Impression sur Etoffes de Mulhouse : subvention d'investissement (217)	C. DHALLENNE (JC. EICHER)
33°	Projet de délibération n°539C	Association du Musée du Papier Peint de Rixheim - subvention d'investissement (217)	C. DHALLENNE (JC. EICHER)
34°	Projet de délibération n°540C	Association pour le Musée de l'Energie Electrique : subvention d'investissement (217)	C. DHALLENNE (JC. EICHER)
35°	Projet de délibération n°541C	Association Musées Mulhouse Sud Alsace : subvention d'investissement (217)	C. DHALLENNE (JC. EICHER)
36°	Projet de délibération n°547C	Association des Amis du Musée de la Moto de Bantzenheim : subvention d'investissement (217)	C. DHALLENNE (JC. EICHER)
37°	Projet de délibération n°548C	Association de Sauvegarde et de Valorisation du Patrimoine du Bassin des Mines de Potasse d'Alsace / Kalivie : subvention d'investissement (217)	C. DHALLENNE (JC. EICHER)
38°	Projet de délibération n°559C	Nouvelles dispositions de la taxe de séjour (214)	JC. EICHER

- Coopération transfrontalière

39°	Projet de délibération n°565C	Soutien au projet transfrontalier Radio sans frontières - Radio Grenzenlos (216)	M. LAEMLIN (T. ENGASSER)

UN TERRITOIRE RESPONSABLE : TRANSPORT, URBANISME ET AMÉNAGEMENT, ENVIRONNEMENT ET ÉNERGIE

- Transport

40°	Projet de délibération n°569C	Retrait de la délibération du 25 septembre 2009 accordant une subvention à SNCF Réseau pour le TGV Est (132)	Marc BUCHERT
41°	Projet de délibération n°573C	Adhésion à l'Association des Chargeurs et Utilisateurs de Transports en Alsace (132)	Marc BUCHERT

42°	Projet de délibération n°574C	Location de vélos à assistance électrique : tarification (1312)	PA STRIFFLER (D. RAMBAUD)
43°	Projet de délibération n°594C	Lancement du compte mobilité (131)	D. RAMBAUD

- <u>Urbanisme et aménagement</u>

44°	Projet de délibération n°589C	ZAC 1 du Parc des Collines - clôture de la concession et suppression de la ZAC (322)	G. DUMEZ (Marc BUCHERT)

- <u>Environnement et énergie</u>

45°	Projet de délibération n°556C	Raccordement du Groupe Hospitalier de la Région Mulhouse Sud Alsace au réseau de chaleur de l'Illberg - avenant n°2 à la convention d'engagement de raccordement (1500)	R. SCHNEIDER J. SPIEGEL
46°	Projet de délibération n°593C	Délégation de service public relative aux réseaux de chaleur de Rixheim et de Rixheim-Riedisheim - passation d'un avenant (1500)	R. SCHNEIDER R. NEUMANN
47°	Projet de délibération n°590C	Signature du protocole m2A - Syndicat d'Electricité et de Gaz du Rhin - ENEDIS - ville de Mulhouse en vue de renforcer et moderniser les réseaux électriques (1500)	J. SPIEGEL
48°	Projet de délibération n°586C	Subvention à l'Association Terre de Liens pour l'accompagnement au développement de projets agricoles (042)	D. GOLDSTEIN J. SPIEGEL
49°	Projet de délibération n°568C	Schéma directeur des itinéraires pédestres - convention de subvention annuelle (131)	PA. STRIFFLER (D. RAMBAUD)
50°	Projet de délibération n°588C	Projet de recyclerie : convention de financement (042)	L. MILLION
51°	Projet de délibération n°553C	Rapport annuel 2017 sur « Le service public de prévention et de gestion des déchets » (12)	L. MILLION
52°	Projet de délibération n°570C	Biodiversité et environnement - versement de subventions pour 2018 (042)	M. STRIFFLER (J. SPIEGEL)

QUESTIONS DIVERSES

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-542C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

74 élus présents (104 en exercice, 13 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

INFORMATION DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LES DÉLIBÉRATIONS ET DÉCISIONS PRISES PAR DÉLÉGATION (0706/5.2.3/542C)

I. Délibérations du Bureau

Lors de sa séance du 16 janvier 2017, le Conseil d'Agglomération a délégué certaines compétences au Bureau.

Cette délégation de pouvoir est assortie de l'obligation pour le Bureau de rendre compte au Conseil d'Agglomération des délibérations qu'il a approuvées.

Il s'agit des délibérations suivantes :

Bureau du 11 juin 2018

Délibération du Bureau n°521B

Marchés publics : autorisation de signature

Le Bureau a autorisé le représentant du pouvoir adjudicateur à signer les contrats de fournitures et de services portant sur les lots de l'accord cadre multi-attributaire suivants, attribués par la commission d'appel d'offres, pour une durée de 4 ans :
acquisition de matériel et logiciels micro-informatique :
- lot 1 - matériel micro-informatique (PC, serveurs) :
  minimum : 608 000 euros HT
  maximum : 2 032 000 euros HT
- lot 2 - logiciel micro-informatique :

RETOUR OJ

minimum : 524 000 euros HT
maximum : 2 616 000 euros HT.

Délibération du Bureau n°524B

Marchés publics : avenants aux marchés à procédure adaptée

Le Bureau a autorisé la signature de deux avenants transactionnels aux marchés de travaux pour la construction d'une nouvelle base nautique de canoë-kayak à Riedisheim, afin d'apporter les adaptations nécessaires au bâtiment : concernant le lot n° 16 « mobilier n° A16/058 », destiné à la mise en place de casiers à clé, pour un montant de 4 716,00 euros HT, portant le montant du marché à 46 355,00 euros HT, et concernant le lot n° 05 « Couverture - bardage n° A16/061 », relatif à la couverture, la toiture terrasse et l'escalier extérieur, pour un montant de 17 303,79 euros HT, portant le montant du marché à 267 862,35 euros HT.

Délibération du Bureau n°498B

Projet « Investissement Territorial Intégré » (ITI) de l'agglomération mulhousienne 2014-2020 : inscription d'une nouvelle opération

Un nouveau programme opérationnel FEDER pour la période 2014-2020 a été mis en œuvre. Il prévoit une dotation de 7 000 000 d'euros pour m2A, sous forme d'Investissement Territorial Intégré (ITI).

Le Bureau de m2A a pour rôle d'arbitrer les choix stratégiques relatifs à la mise en œuvre du projet ITI en émettant un avis relatif à l'intégration des actions et sur le principe de leur financement par le FEDER.

Le Bureau a proposé d'inscrire l'opération ci-dessous au projet ITI et propose son financement par le FEDER sous réserve du respect des conditions émises :

- dans le cadre de la mesure N°3D « Soutenir le développement des entreprises au sein de l'agglomération mulhousienne » :
  - réalisation d'une légumerie d'insertion bio et locale par Terra Alter Est à Wittenheim pour un montant de 134 400 euros.

Délibération du Bureau n°477B

Renouvellement de l'engagement d'un Journaliste au service Communication

Le poste de Journaliste au service Communication de m2A, du niveau de la catégorie A, est déclaré vacant auprès du centre de gestion. Il requiert une formation supérieure ainsi qu'une expérience confirmée dans le domaine de la communication.

Conformément aux articles 3-4 et 3-3 2° de la loi n°

RETOUR OJ

84-53 du 26 janvier 1984 et compte tenu du fait qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par ladite loi et que la nature des fonctions et les besoins du service le justifient, le Bureau a décidé de transformer le contrat actuel de l'agent en contrat à durée indéterminée. En effet, l'agent justifie de six années minimum de services publics effectifs sur des fonctions relevant de la même catégorie hiérarchique.
Le niveau de rémunération de l'agent est fixé en référence à la grille indiciaire.

Délibération du Bureau n°478B

Conclusion d'un contrat à durée indéterminée avec l'Attaché de presse au service Communication

Le poste d'Attaché de presse au service Communication de m2A, du niveau de la catégorie A, requiert une formation supérieure de bac + 3 minimum ainsi qu'une connaissance du monde de la presse et des collectivités territoriales.

Conformément aux articles 3-4 et 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et compte tenu du fait qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par ladite loi et que la nature des fonctions et les besoins du service le justifient, le Bureau a décidé de transformer le contrat actuel de l'agent en contrat à durée indéterminée. En effet, l'agent justifie de six années minimum de services publics effectifs sur des fonctions relevant de la même catégorie hiérarchique.
Le niveau de rémunération de l'agent est fixé en référence à la grille indiciaire.

Délibération du Bureau n°506B

Engagement d'un Chef soigneur animalier au Parc Zoologique et Botanique

Le poste de Chef soigneur animalier au service du Parc Zoologique et Botanique est déclaré vacant auprès du centre de gestion. Il requiert une formation supérieure en Sciences et Technologies.
Conformément aux articles 3-3-1° et 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et compte tenu du fait qu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer ces fonctions, le Bureau a décidé de renouveler le contrat de l'agent assurant actuellement ces missions pour une durée déterminée maximale de trois ans.
Le niveau de rémunération de l'agent est fixé en référence à la grille indiciaire.

RETOUR OJ

Délibération du Bureau n°504B

Mise à disposition d'un agent de Mulhouse Alsace Agglomération au profit de l'Association Sportive des PTT Mulhouse Triathlon (ASPTT Mulhouse Triathlon)

Le Bureau a approuvé la mise à disposition d'un agent de Mulhouse Alsace Agglomération au profit de l'Association Sportive des PTT Mulhouse Triathlon pour assurer les fonctions d'éducateur territorial des activités physiques et sportives, du 1er septembre 2018 au 31 août 2021, soit une période de trois ans maximum. Pour ce faire, une convention entre m2A et l'association sera établie et définira les modalités administratives et financières de la mise à disposition de l'agent. Les traitements, accessoires et charges sociales afférentes donneront lieu à remboursement par l'association.

Délibération du Bureau n°505B

Mise à disposition d'un agent de Mulhouse Alsace Agglomération au profit de l'Association Mulhouse Olympic Natation (M.O.N.)

Le Bureau a approuvé la mise à disposition d'un agent de Mulhouse Alsace Agglomération au profit de l'Association Mulhouse Olympic Natation (M.O.N.) pour assurer les fonctions d'éducateur territorial des activités physiques et sportives, du 1er septembre 2018 au 31 août 2021, soit une période de trois ans maximum. Pour ce faire, une convention entre m2A et l'association sera établie et définira les modalités administratives et financières de la mise à disposition de l'agent. Les traitements, accessoires et charges sociales afférentes donneront lieu à remboursement par l'association.

Délibération du Bureau n°515B

Convention de co-maîtrise d'ouvrage - RD n°468 à Niffer - opérations de sécurité en traversée d'agglomération et réalisation de travaux de calibrage

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de travaux de voirie à Niffer, approuvé par délibération du Bureau du 4 décembre 2017, des sondages effectués impliquent un traitement spécifique dans une décharge spécialisée, dont le coût supplémentaire sera pris en charge par le Département. En outre, dans le souci d'une sécurité renforcée pour les usagers, m2A et le Département ont sollicité auprès du maître d'œuvre la modification des études de projet afin d'étendre le périmètre d'intervention du côté des entrées Nord et Sud Est de la commune. Par conséquent, cela engendre pour m2A un coût supplémentaire de 4 614,86 euros TTC, ce qui porte sa participation totale à 398 515,69 euros TTC, pour une opération d'un montant total de

RETOUR OJ

523 999,50 euros TTC.

Délibération du Bureau n°526B

Règlement des inscriptions aux animations aquatiques communautaires

Dans le cadre du déploiement de services numériques à destination de la population, le Bureau a approuvé le règlement des inscriptions aux animations aquatiques communautaires.

Délibération du Bureau n°465B

Contrat de ville - programmation communautaire de la politique de la ville 2018 - première phase

Dans le cadre de la programmation 2018, les actions en faveur de l'emploi et de l'insertion, ainsi que les actions de lutte contre le décrochage scolaire sont définies comme étant prioritaires.

Dans ce cadre, le Bureau a approuvé le programme d'actions 2018 et chargé le Président ou son Vice-Président délégué de le présenter aux instances concernées pour l'obtention de financements. Il a décidé d'attribuer 40 000 euros de subventions, répartis ainsi :

- Mobilité pour l'emploi : 8 000 euros
- SEMAPHORE : 5 000 euros
- Le 48, l'Atelier des Entrepreneurs : 3 000 euros
- CREPI ALSACE : 5 000 euros
- OLD SCHOOL : 3 000 euros
- Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville (ORIV) : 16 000 euros.

Délibération du Bureau n°501B

Parc Zoologique et Botanique - espace Horizon Afrique

Dans le cadre de l'aménagement d'un Horizon Afrique et d'un espace Lémuriens, dont le projet a été approuvé par délibération du Bureau du 19 juin 2017, le Bureau a approuvé le coût prévisionnel de cette opération, d'un montant de 8 485 200 euros TTC. L'Horizon Afrique vise deux objectifs :

- permettre aux visiteurs d'observer les espèces en toutes saisons
- les sensibiliser à la protection de deux écosystèmes menacés en Afrique.

À l'issue du concours restreint d'architecture et d'ingénierie, la société FABRE-SPELLER Architectes de Clermont-Ferrand a été sélectionnée en première place pour son projet répondant au programme et respectant au mieux le coût prévisionnel des travaux fixé à 5 143 000 euros HT. Aussi, la commission d'appel d'offres a décidé d'attribuer à cette société le marché de maîtrise d'œuvre pour un montant d'honoraires provisoire de 822 880 euros HT, soit 16 % du coût prévisionnel des travaux. De même, le Bureau a autorisé le président ou son représentant à

RETOUR OJ

signer le marché de maîtrise d'œuvre avec le cabinet FABRE-SPELLER Architectes et à solliciter les subventions et partenaires potentiels (Région, Département, démarche de mécénat…).

Délibération du Bureau n°455B

Co-maîtrise d'ouvrage pour la construction d'un bâtiment abritant un périscolaire, une bibliothèque et des associations à Flaxlanden

Dans le souci d'améliorer les conditions d'accueil et de travail du personnel des périscolaires et de répondre aux exigences en matière de sécurité et d'accessibilité, le Bureau a approuvé le projet d'aménagement de locaux périscolaires d'environ 250 m² et d'une bibliothèque à Flaxlanden. Pour ce faire, une convention de co-maîtrise d'ouvrage sera établie ; la maîtrise d'ouvrage opérationnelle étant assurée par la commune. Il a également approuvé la participation financière de m2A à hauteur de 600 000 euros, pour un coût total de l'ensemble de l'opération estimé à 1 459 040 euros HT, soit 1 750 848 euros TTC, dont un coût de travaux de 1 225 054 euros HT, soit 1 470 065 euros TTC. En contrepartie, la commune s'engage à mettre les locaux gracieusement à disposition de m2A pour le périscolaire. Elle supporte également la totalité des charges de l'affectataire et du propriétaire.

Enfin, le Bureau a autorisé le président ou son représentant à solliciter la CAF pour l'obtention de financements relatifs à l'exercice de la compétence périscolaire et extrascolaire, à hauteur de 35 %.

II. Décisions du Président

En application des délégations de pouvoir accordées le 16 janvier 2017, le Président a pris les décisions suivantes :

- en matière de marchés publics passés par voie de procédure adaptée

N°	Service	Titulaire du marché	Objet	Date notification	Montant du marché (HT)	Nature
C2018190	124	DORGLER Z.I Rue de l'Industrie 67730 CHATENOIS	Remplacement bras hydraulique	26/06/2018	9 603,00 €	Services
C2018187	070	LA POSTE 20 place Saint-Marc 76035 ROUEN CEDEX	Affranchissement courrier juillet 2018	20/08/2018	27 424,33 €	Services
C2018183	42	VONTHRON 2 rue Jean Mermoz B.P. 40016 68127 SAINTE-CROIX-EN-PLAINE	Bouclage du réseau sanitaire sur le bâtiment existant	07/08/2018	14 987,12 €	Travaux

RETOUR OJ

C2018182	42	VONTHRON 2 rue Jean Mermoz B.P. 40016 68127 SAINTE-CROIX-EN-PLAINE	Amélioration thermique sur le bâtiment existant - Crèche Eglantine	07/08/2018	14 975,00 €	Travaux
C2018181	215	ID VERDE 19 rue Saint Amarin 68200 MULHOUSE	Réalisation de travaux de voirie - chemin devant l'enclos asiatique au Parc zoologique et botanique de Mulhouse	13/06/2018	4 000,00 €	Travaux
C2018179	43	COMPTOIR AGRICOLE SCA 35 Route de Strasbourg 67270 HOCHFELDEN	Fournitures d'engrais et de semences Lot n° 2 fourniture de semences	02/08/2018	15 312,00 €	Fournitures
C2018178	43	SAS BHS 1 rue du Gue Malaye 95470 VEMARS	Fournitures d'engrais et de semences Lot n° 1 fourniture d'engrais	02/08/2018	16 692,00 €	Fournitures
C2018173	131	CLEAR CHANNEL 4 places des Ailes 92641 BOULOGNE BILLANCOURT	Cadres info avec brides de fixation	05/07/2018	8 208,50 €	Fournitures
C2018172	151	CLEMESSY 9 rue St Amarin B.P. 52499 68057 MULHOUSE CEDEX 2	Création d'un plancher technique de stockage au local électrique du site SOLEA Lot n° 2 Electricité courant fort - courant faible	30/07/2018	23 830,00 €	Travaux
C2018171	151	MULLER ROST Route Nationale 83 - WETTOLSHEIM 68927 WINTZENHEIM CEDEX	Création d'un plancher technique de stockage au local électrique du site SOLEA Lot n° 1 Charpente métallique	24/07/2018	39 218,60 €	Travaux
C2018170	15	EVAC EAU 4 impasse Denis Papin 67400 Illkirch	Remplacement des garnitures de pompes à la Centrale Thermique de l'Illberg Lot n° 1	31/07/2018	12 887,00 €	Travaux
C2018168	15	PROCATH 43 rue Jean Monnet 68200 MULHOUSE	Reconditionnement de la protection cathodique et remplacement des masses filtrantes des filtres de la piscine de Bourtzwiller	26/07/2018	18 600,00 €	Travaux
C2018167	124	CATRA 25 rue de Mulhouse 68170 RIXHEIM	Remplacement nez de pont	28/06/2018	8 909,00 €	Services
C2018161	1533	CABINET MERLIN 36 rue des Etats Généraux 78000 VERSAILLES	Etude relative au raccordement de nouveaux bâtiments au réseau de chaleur de l'Illberg	16/07/2018	8 200,00 €	Services
C2018160	42	APPLICAM S.A. 2 avenue Sebastopol BP 65052 57072 METZ CEDEX 3	Modification des tarifs périscolaires (mise à jour, paramétrage, tests sur base de recettes)	21/06/2018	4 500,00 €	Services
C2018158	124	EST PR 4 rue de l'Innovation 67210 OBERNAI	Fourniture de pièces détachées d'origine pour véhicules légers Citroën, DS et Peugeot	26/07/2018	100 000,00 €	Fournitures
C2018157	153	ENGIE AXIMA 1E rue de Kingersheim - POLE AIR - Projet et réalisations 68120 RICHWILLER	Entretien des équipements de chauffage, climatisation et ventilation de divers bâtiments communautaires	24/07/2018	65 000,00 €	Services
C2018156	1532	ALSTOM POWER SERVICE 141 rue Rateau	Remplacement du diffuseur d'air de combustion de la chaudière 222 de la	13/07/2018	9 500,00 €	Travaux

RETOUR OJ

		93126 LA COURNEUVE	piscine Curie			
C2018153	15	ATYS Concept Impasse des deux Crastes Parc d'Activités de Buch 33260 LA TESTE DE BUCH	Installation d'un système de télégestion des aires d'accueil des gens du voyage	24/07/2018	57 878,83 €	Fournitures
C2018152	131	CENTRALE D'ACHAT DU TRANSPORT PUBLIC 8 Villa de Lourcine 75014 PARIS	Acquisition de 2 autobus articulés avec valise diagnostic pour le service de transports publics urbains de voyageurs de l'agglomération mulhousienne	29/06/2018	780 743,23 €	Fournitures
C2018151	131	CENTRALE D'ACHAT DU TRANSPORT PUBLIC 8 Villa de Lourcine 75014 PARIS	Acquisition de 3 autobus standards avec valise diagnostic pour le service de transports publics urbains de voyageurs de l'agglomération mulhousienne	29/06/2018	800 439,23 €	Fournitures
C2018149	215	NATURE PLANET Stensgardvej 21 5500 MIDDELFART DENMARK	Fourniture de divers articles pour la boutique du Parc zoologique et botanique de Mulhouse	28/05/2018	8 353,93 €	Fournitures
C2018148	131	ADEXEL 7 rue de Naples 75008 PARIS	Assistance juridique, budgétaire et fiscale pour la mise en œuvre du régime fiscal de la future délégation de service public des Transports Urbains	03/07/2018	14 200,00 €	Services
C2018147	131	CEI - URBAN SYSTEM 1 rue de la Glacière 25660 SAONE	Titan interface du Compte Mobilité	03/07/2018	7 910,00 €	Services
C2018144	1532	EIFFAGE Energie - Agence de Belfort Zone industrielle Rue des courbes fauchées 90800 BAVILLIERS	Installation d'un système de vidéosurveillance sur l'Aire d'accueil des gens du voyage de Rixheim	02/07/2018	11 349,00 €	Travaux
C2018138	215	PREVEL SIGNALISATION 29 rue de Mulhouse 68170 RIXHEIM	Réalisation du décor de la rame SOLEA pour le compte du Parc zoologique et botanique de Mulhouse	22/05/2018	4 800,00 €	Services
C2018137	1533	ABB FRANCE 7 boulevard d'Osny 95892 CERGY PONTOISE	Migration en protection wattmétrique homopolaire des protections HTA de la Centrale thermique de Rixheim	18/06/2018	14 775,00 €	Travaux
C2018136	1533	COMPTE R 4 rue de l'Industrie 63220 ARLANC	Travaux de remplacement des plaques tubulaires et retubage de la chaudière bois de Rixheim	18/06/2018	28 200,00 €	Travaux
C2018132	021	WA PUBLICITE 14 rue de Lorraine 68270 WITTENHEIM	Tournage les talents m2A : 36 vidéos et pilote	14/06/2018	23 990,00 €	Services
C2018131	151	STRUCTURE CONCEPT 37 rue Victor Schoelcher 68200 MULHOUSE	Etude structure dans le cadre de l'aménagement d'un enclos pour les tapirs malais	12/06/2018	7 500,00 €	Services
C2018130	070	LA POSTE 20 place Saint-Marc 76035 ROUEN CEDEX	Affranchissement courrier mai 2018	13/06/2018	19 593,28 €	Services
C2018129	021	ALSACE PUBLICITE 18 rue de Thann 68945 MULHOUSE CEDEX 9	Insertion M2A piscines été	06/06/2018	4 135,20 €	Services
C2018128	215	MICHEL SAS 150 rue de Pfastatt BP 60046	Achat de béton pour l'aménagement de l'enclos des chameaux au Parc zoologique	08/06/2018	4 472,80 €	Fournitures

RETOUR OJ

		68261 KINGERSHEIM CEDEX	et botanique			
C2018126	042	DOREMI 1 rue Marc Seguin 2630 ALIXAN	Formation des artisans dans le cadre du dispositif DOREMI pour OKTAVE	07/06/2018	6 164,00 €	Services
C2018125	151	SCHERBERICH 162 rue du Ladhof 68000 COLMAR	Réparation de colombages bois et remplacement de la zinguerie d'un logement de fonction au Parc Zoologique de Mulhouse Lot n° 2 : Enduit - Maçonnerie	28/06/2018	12 980,00 €	Travaux
C2018124	151	BOIS & TECHNIQUES Z.I. Rue de l'Industrie 68360 SOULTZ	Réparation de colombages bois et remplacement de la zinguerie d'un logement de fonction au Parc Zoologique de Mulhouse Lot n° 1 : Charpente - structure bois	28/06/2018	41 081,04 €	Travaux
C2018123	151	FONDASOL 530 avenue René Jacot 25460 ETUPES	Etude géotechnique dans le cadre de l'aménagement d'un enclos pour les tapirs malais	05/06/2018	4 200,00 €	Services
C2018121	151	CIE 93 37 rue du Moulin 68460 LUTTERBACH	Remplacements des coffrets électriques au parc zoologique et botanique de Mulhouse	04/06/2018	5 101,00 €	Travaux
C2018109	124	GARAGE MAURICE 54 rue de Brunstatt 68200 MULHOUSE	MAPA / AC - Marché Subséquent n°25 - Acquisition d'une fourgonnette cinq places	01/06/2018	11 260,80 €	Fournitures
C2018103	151	PARO SECURITE 1 rue des Alpes 68390 SAUSHEIM	Prestations de gardiennage de chantier	29/05/2018	14 500,00 €	Services
C2018095	151	CLEMESSY 9 rue de Saint-Amarin BP 52499 68057 MULHOUSE CEDEX	Alimentation bus électriques SOLEA	29/05/2018	166 435,18 €	Travaux
C2018090	124	CATRA 25 rue de Mulhouse 68170 RIXHEIM	Fourniture de pièces détachées d'origine pour véhicules de marque PIAGGIO	01/06/2018	60 000,00 €	Fournitures

- en matière d'action en justice

Constitution de partie civile du 20 juin 2018 pour des faits de dégradations de bacs d'ordures ménagères

Décision du 26 juillet 2018 désignant un avocat pour interjeter appel du jugement du 30 mai 2018 ayant rejeté le recours de m2A en vue de l'annulation d'une convention de financement

Constitution de partie civile du 2 août 2018 pour des faits de dégradation de la porte d'un casier dans une piscine

- en matière de contrat de transaction

Indemnisation versée à un tiers suite à l'endommagement de son véhicule

- en matière d'habitat

RETOUR OJ

INFORMATIONS CONSEIL D'AGGLOMERATION
Décisions prises par le Conseiller Communautaire délégué
entre le 26 mai et le 31 août 2018

AIDE A LA PIERRE - LOGEMENT SOCIAL (Production)

Bailleur	Opération		Financement	Nbre logts	Montant des aides	
	Commune	Adresse			Crédits délégués	m2a
M. et Mme GROTZINGE	Kingersheim	36A rue Claude Debussy	Agrément PLS seul	1	0,00	0,00
			TOTAL	**1**	**0,00**	**0,00**

AIDE A LA PIERRE - LOGEMENTS PRIVES

Ingénierie des opérations programmées

Bénéficiaire	Opérations	Subvention ANAH
m2A	Etude pré-opérationnelle concernant 13 copropriétés en difficultés de m2A	34 608
m2A	Etude et diagnostic préalable ou de repérage des copropriétés fragiles de m2A	9 334
Ville de Mulhouse	Etude pré-opérationnelle OPAH RU et Fonderie	15 750
Ville de Mulhouse	Mission de coordination du plan de sauvegarde des copropriétés des Coteaux	8 505
m2A	Suivi animation de la tranche 1du PIG II	188 612
	TOTAL	**256 809**

Propriétaires bailleurs - au titre de la rénovation de l'habitat dégradé (ANAH)

Propriétaire	Adresse		Nbre logts	Montant travaux éligibles	Montant des aides	
	Commune	Rue			ANAH	m2A
ROMANO Dominique	Mulhouse	142 rue de Soultz	2	15 148	6 787	1 500
TRAWINSKI Jean-Marc	Brunstatt-Didenheim	11 rue de la 1ère Armée	1	96 046	30 752	1 500
		TOTAL	**3**	**111 194**	**37 539**	**3 000**

Propriétaires bailleurs - Réglementation prime intermédiation locative

Propriétaire	Adresse		Nbre logts	Subvention ANAH
	Commune	Rue		
WITTERHSEIM Nadine	Mulhouse	18 rue Flora	1	1 000
TRAUTMANN Philippe	Mulhouse	14 rue Joffre	1	1 000
SCI CAMAIN	Mulhouse	15 rue du Cap. Dreyfus	6	6 000
ROSFELDER Philippe	Bollwiller	4 rue du Muehlbach	1	1 000
DURAND Geneviève	Mulhouse	71 rue Vauban	1	1 000
CLAVERIE Jean-Louis	Mulhouse	3 rue des Halles	1	1 000
SCI LYMAJU	Mulhouse	19 rue de l'Ile Napoléon	2	2 000
SCI FABRIC	Mulhouse	21 rue des Fabriques	1	1 000
SCI Turenne	Mulhouse	6 rue de Turenne	1	1 000
		TOTAL	**15**	**15 000**

RETOUR OJ

INFORMATIONS CONSEIL D'AGGLOMERATION
Décisions prises par le Conseiller Communautaire délégué
entre le 26 mai et le 31 août 2018

Copropriétés fragiles - Assistance à maîtrise d'ouvrage

Syndic	Copropriété	Adresse	Subvention ANAH	Subvention m2A
AREA Gestion	Les Fleurs - Bât. L	1 rue d'Anvers - Illzach	1 200	0
		TOTAL	**1 200**	**0**

Propriétaires occupants - adaptation au handicap/maintien à domicile (ANAH)

Propriétaire	Adresse		Montant travaux éligibles	Montant des aides ANAH
	Commune	Rue		
KORHAN Semiha	Mulhouse	44 rue A. Camus	5 852	2 926
VONFELT Yvonne	Wittelsheim	11 rue des Contes	3 130	1 096
LANG Marcel	Mulhouse	54 rue de Didenheim	6 101	3 051
LOURGUIOUI Rébiha	Mulhouse	10 rue Antoine	6 585	2 305
KOHLER Berthe	Illzach	7 rue des Violettes	4 956	2 478
MEILLERE Jean	Heimsbrunn	24 rue du Général de Gaull	9 600	4 800
FEVRE Béatrice	Wittenheim	124 rue de la Camargue	7 036	3 518
HERMANN Charlotte	Reiningue	93a rue de Mulhouse	7 953	3 976
KOHLER Berthe	Illzach	7 rue des Violettes	5 696	370
SCHLUND Monique	Mulhouse	31 rue de Hochstatt	9 770	4 885
BRISINGER Sandrine	Ungersheim	20 rue de Paris	14 457	7 229
UNAL Ali	Pfastatt	6a rue de Lutterbach	4 665	1 633
LOPES MONTEIRO Edilia	Mulhouse	32 rue Daguerre	1 646	973
		TOTAL	**87 448**	**39 240**

Propriétaires occupants - Programme "Habiter Mieux" (ANAH)

Propriétaire	Adresse		Montant des aides	
	Commune	Rue	ANAH	m2A
CHAOUCH Djemaa	Mulhouse	13 rue Lefèbvre	12 526	0
MOUGE Dominique	Mulhouse	17 rue Josué Heilmann	6 493	0
AYARI Karim	Illzach	16 rue des Chasseurs	10 000	0
HARBAB Mohamed	Mulhouse	23 rue du 6e R.I.C.	12 000	1 000
BENKHALEF Abdelouhab	Staffelfelden	48 rue de la République	8 600	0
ZEKKARA Foued	Pfastatt	51 rue de l'Ancien Fossé	8 900	0
ABDOUSSI Ahmed	Mulhouse	15C bd des Alliés	8 579	0
DUFLO Guillaume	Sausheim	3 rue du Colonel Eggenspielle	2 894	0
DJILANI ALLALA Malika	Pfastatt	138 rue de la République	9 702	1 000
BOUAZIZ Moncef	Mulhouse	9 rue Georges Guynemer	11 620	1 000
JOMBART Gaetan	Pfastatt	3 rue de l'Industrie	12 000	1 000
AZZI Hicham	Wittenheim	15 rue de Pfastatt	12 000	1 000
ZAWADZKI Florian	Staffelfelden	8 rue du Prince Charmant	8 290	0
AK Yunus	Mulhouse	17 rue de Wittenheim	6 084	0

RETOUR OJ

INFORMATIONS CONSEIL D'AGGLOMERATION
Décisions prises par le Conseiller Communautaire délégué
entre le 26 mai et le 31 août 2018

HADERBACHE Abdelhafid	Morschwiller/Bas	39 rue de la 1ère Armée	2 750	0
GUNTHER Liliane	Mulhouse	rue JeanMartin	2 187	0
KUNDURACI Hatige	Mulhouse	Rue Jean de La Bruyère	4 313	0
SCHUBERT M. Louise	Wittelsheim	13 rue Niepce Daguerre	1 297	0
FIRAT Kemal	Illzach	9 rue des Roses	12 000	1 000
		TOTAL	**152 235**	**6 000**

Propriétaires occupants - Propriétaires bailleurs - Annulations-rejets-retraits (ANAH)

Propriétaire	Adresse		Motif
	Commune	Rue	
LEMEUX Ginette	Sausheim	39 rue de la Tuilerie	Rejet - dépassement du plafond de ressources
TAMRABET Naziha	Mulhouse	59 passage Marignan	Rejet - dépassement du plafond de ressources

RETOUR OJ

- en matière de louage de choses : convention temporaire d'occupation du bâtiment 24B au Village Industriel de la Fonderie avec l'association Le Printemps du Tango à l'occasion d'une milonga les 8 et 9 juin 2018. Les locaux ont été mis gracieusement à disposition.

Le Conseil d'Agglomération prend acte des décisions prises par délégation.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-591C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

73 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

PASSATION D'AVENANTS POUR LES SITES PERISCOLAIRES EN GESTION DELEGUEE (4214/1.2.2/591C)

Par une délibération en date du 26 mars 2018, le Conseil d'agglomération a adopté les nouveaux tarifs périscolaires applicables à compter de la rentrée scolaire 2018.

Par ailleurs et pour faire face à une forte demande, est envisagée la création d'environ 700 places supplémentaires à la rentrée 2018, dont 375 pour les sites en gestion directe (entraînant la création de 29 postes d'animation périscolaire) et environ 343 le midi et 293 le soir pour les sites en gestion déléguée.

Pour ces derniers (délégation de service public ou conventionnement par objectifs), des rencontres ont eu lieu avec chacun des gestionnaires depuis le mois d'avril, afin de mesurer l'impact de la modification des tarifs et d'un éventuel développement de places. Les rencontres avec les structures ont permis un dialogue qui doit mener à la conclusion d'avenants aux conventions ou contrats.

Certains de ces avenants auront un impact financier à la baisse pour m2A, permettant ainsi le développement de places nouvelles à contribution égale. Dans d'autres cas, le développement de places entraînera une hausse de la contribution ou de la subvention versée par m2A.

Les avenants aux délégations de service public entraînant une augmentation des charges supérieure à 5 % du montant initial des charges sur la durée de la DSP sont soumis pour avis à la Commission DSP.

Au 1er octobre, au vu des fréquentations réelles, le nombre de places développées dans chaque structure sera consolidé. Les projets d'avenants

RETOUR OJ

finalisés passeront ainsi ultérieurement au conseil d'agglomération, ajustés en fonction de l'état des fréquentations.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve la passation de ces avenants,
- autorise le Président ou son représentant à poursuivre les négociations et à établir et signer les avenants aux conventions.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-580C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

73 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

CONVENTION DE FINANCEMENT POUR L'EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE – ANNEE 2018 – ACTIONS EDUCATIVES (424/7.5.8/580C)

Le Pôle Education et Enfance de Mulhouse Alsace Agglomération mène depuis 2003 des actions dans le domaine de l'éducation artistique et culturelle. Les activités mises en œuvre sont accessibles à tous les enfants de l'agglomération.

Ces actions s'inscrivent dans le cadre d'une convention partenariale pluriannuelle entre la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Grand Est, m2A et la Ville de Mulhouse pour la période 2016 à 2018.

Chaque année civile, m2A sollicite l'octroi d'une subvention de l'État à titre de participation au financement des projets. La DRAC Grand Est soutient ainsi chaque année financièrement les actions menées.

Pour l'année 2017, le montant de la subvention versée par la DRAC Grand Est s'élevait à 69 000 €. La subvention programmée pour l'année 2018 s'élève à 84 650 € soit une augmentation d'un peu plus de 20 % du financement accordé par la DRAC Grand Est.

La convention financière annuelle précise la répartition de la subvention par action et permet le versement par la DRAC Grand Est de la subvention 2018 à m2A.

Pour l'année 2018, les actions menées et subventionnées sont les suivantes :

- Projets d'éducation artistique dans les sites périscolaires : 13 600 €
- Résidences d'artistes : 28 500 €

RETOUR OJ

- Education Artistique en 3 temps : 14 700 €
- Vacances et mercredis artistiques à la fonderie : 10 350 €
- Formation à la culture par la culture : 3 000 €
- Quartiers divers : 6 500 €
- Projets technologies numériques, arts et multimédia 3 000 €
- Jardins d'expressions : 2 000 €
- Mulhouse à l'œuvre : 3 000 €

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération:

- approuve la proposition de convention financière avec la DRAC Grand Est,
- autorise le Président ou son représentant à signer ladite convention et toute pièce nécessaire à sa mise en œuvre.

PJ : Convention financière annuelle 2018

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST

Direction régionale
des affaires culturelles
du Grand Est

Secrétariat général

Convention n° 2018/77

CONVENTION FINANCIÈRE ANNUELLE 2018

Entre

L'État (Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est) représenté par Madame Christine RICHET, Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est par intérim, agissant au nom de Monsieur le Préfet de la région Grand Est, ci-après désignée par le terme « l'État »,
d'une part,

Et

La Communauté d'agglomération Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par sa Vice-Présidente, Mme Josiane MEHLEN, siégeant au 2, rue Pierre et Marie Curie – 68200 MULHOUSE, dûment mandatée.
N° SIRET : 200 066 009 00016

et ci-après désigné « le bénéficiaire »
d'autre part.

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au *Journal officiel de l'Union européenne* du 26 juin 2014, notamment son article 53 ;
VU le régime cadre exempté de notification N°SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020 ;
VU la lettre de mission du Premier Ministre à Madame la Ministre de la culture datée du 09 août 2017 ;
VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
VU la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine ;
VU la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;
VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
VU le décret du 22 juin 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Luc Marx, Préfet de la région Grand Est, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet du Bas Rhin ;
VU le décret n° 2017-1893 du 30 décembre 2017 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 ;
VU l'arrêté du 25 septembre 2017 modifiant l'arrêté du 26 décembre 2013 relatif au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire du ministère de la culture et de la communication pris en application de l'article 105 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2018/288 du 19 juin 2018 portant délégation de signature à Madame Christine RICHET, directrice régionale des affaires culturelles de la région Grand Est par intérim, en qualité de responsable déléguée de budget opérationnel de programme régional ;
VU l'arrêté n° 2018/289 du 19 juin 2018 portant délégation de signature à Madame Christine RICHET, directrice régionale des affaires culturelles de la région Grand Est par intérim, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué, responsable d'unité opérationnelle ;
VU l'arrêté n° 2018/290 du 19 juin 2018 portant subdélégation de signature aux agents de la direction régionale des affaires culturelles (compétences générales et/ou ordonnancement secondaire) ;
VU le Budget opérationnel de programme 224 de la mission culture ;
VU l'avis favorable définitif sur le budget opérationnel de programme 224 du Contrôle budgétaire de la région Grand Est en date du 27 février 2018 ;
VU la demande de subvention de Mulhouse Alsace Agglomération datée du 3 ocotbre 2017 ;

SUR proposition de la directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est par intérim ;

RETOUR OJ

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le cadre et les modalités d'intervention financière de l'État en faveur de Mulhouse Alsace Agglomération à titre de participation au financement des projets suivants :

- Projets d'éducation artistique dans les sites périscolaires de m2A
- Vacances artistiques à la fonderie
- Quartiers divers
- Projets technologies numériques, arts et multimédia
- Résidences d'artistes
- Jardins d'expressions
- Mulhouse à l'oeuvre
- Mercredis artistiques à la fonderie
- EAC en 3 temps
- Formations à la culture par la culture

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2018.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total des projets est évalué comme suit :

- 15.600 € - Projets d'éducation artistique dans les sites périscolaires de m2A
- 11.350 € - Vacances artistiques à la fonderie
- 13.500 € - Quartiers divers
- 7.900 € - Projets technologies numériques, arts et multimédia
- 34.440 € - Résidences d'artistes
- 4.100 € - Jardins d'expressions
- 4.300 € - Mulhouse à l'oeuvre
- 4.200 € - Mercredis artistiques à la fonderie
- 15.700 € - EAC en 3 temps
- 4.000 € - Formations à la culture par la culture

conformément aux budgets prévisionnels joints en annexe et aux règles définies à l'article 3.2 ci-dessous.

3.2 Les coûts qui peuvent être pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :
  - respectent les conditions des paragraphes 4 et 5 de l'article 53 du règlement (UE) n°651/2014 ;
  - sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe ;
  - sont nécessaires à la réalisation du projet ;
  - sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
  - sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
  - sont dépensés par le bénéficiaire ;
  - sont identifiables et contrôlables ;
- et le cas échéant, les coûts indirects (ou « frais de structure ») éligibles tels qu'évalués dans l'annexe.

3.3 Lors de la mise en œuvre du projet, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1 Au titre du règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, l'État contribue financièrement au projet visé à l'article 1er de la présente convention.

RETOUR OJ

La contribution de l'État prend la forme d'une subvention. L'État n'en attend aucune contrepartie directe.

4.2 L'État contribue financièrement pour un montant de **84.650 € (QUATRE VINGT QUATRE MILLE SIX CENT CINQUANTE EUROS)**, au regard du montant total estimé des coûts éligibles tels que mentionnés aux budgets prévisionnelx joints en annexe.

Cette subvention se répartit comme suit :

- Projets d'éducation artistique dans les sites périscolaires de m2A : 13.600 €
- Vacances artistiques à la fonderie : 7.150 €
- Quartiers divers : 6.500 €
- Projets technologies numériques, arts et multimédia : 3.000 €
- Résidences d'artistes : 28.500 €
- Jardins d'expressions : 2.000 €
- Mulhouse à l'oeuvre : 3.000 €
- Mercredis artistiques à la fonderie : 3.200 €
- EAC en 3 temps : 14.700 €
- Formations à la culture par la culture : 3.000 €.

4.3 La contribution financière de l'État mentionnée au paragraphe 4.2 n'est applicable que sous réserve du respect des conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits en loi de finances pour l'État ;
- Le respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1er, 6 à 10 sans préjudice de l'application de l'article 12 ;
- La vérification par l'État que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

ARTICLE 5 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 L'État verse 84.650 € à la signature de la présente convention.

5.2 La subvention est imputée sur les crédits ouverts au budget opérationnel de programme de la DRAC Grand Est - *Exercice 2018* - programme 224, titre 6 fonctionnement, domaine fonctionnel 0224-02-21, activité 022400060802 (pratiques artistiques et culturelles hors temps scolaire) pour l'ensemble des dix projets sus-visés.

5.3 La contribution financière est créditée au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

Le versement est effectué au compte ouvert au nom de :

Titulaire du compte :	CA Mulhouse Agglomération
N° SIRET :	200 066 009 00016
N° Identifiant Chorus :	2100119895
Établissement bancaire :	Trésorerie de Mulhouse Municipale
IBAN :	FR25 3000 1005 81C6 8400 0000 016
BIC :	BDFEFRPPCCT

L'ordonnateur secondaire délégué de la dépense est la directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est par intérim.

Le comptable assignataire est le Directeur départemental des finances publiques de la Marne.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

Le bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Le compte rendu financier. Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;
- Les comptes annuels et, lorsqu'un texte législatif ou réglementaire l'impose, le rapport du commissaire aux comptes, le cas échéant, la référence de leur publication au *Journal officiel* ;

RETOUR OJ

- Le rapport d'activité, le cas échéant.

ARTICLE 7 – AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 Le bénéficiaire informe sans délai l'État de toute modification de son identification et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe l'État sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 Le bénéficiaire de cette subvention est tenu de faire figurer le logotype de l'État sur tous les supports de communication relatifs à l'opération subventionnée (dossiers de presse, programmes, affiches, cartons d'invitation, site internet...). A noter : l'ordre des logos qui doit apparaître est l'ordre protocolaire : Etat / Région / Département / Ville / autres partenaires. En cas de mention typographique, il est possible d'ajouter la mention "*Avec le soutien de la Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est*". Les logos et la charte graphique sont à télécharger sur le lien : http://www.culturecommunication.gouv.fr/Regions/Drac-Grand-Est/Aides-et-demarches/Telecharger-le-logo.

7.4 Le bénéficiaire déclare ne pas être bénéficiaire d'aide illégale et incompatible soumise à obligation de remboursement en vertu d'une décision de la Commission européenne.

ARTICLE 8 – SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par le bénéficiaire sans l'accord écrit de l'État, celui-ci peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte-rendu financier mentionné à l'article 6 peut entraîner la suppression de l'aide. Tout refus de communication des comptes peut également entraîner la suppression de l'aide.

8.3 L'État informe le bénéficiaire de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique avec accusé de réception.

ARTICLE 9 – ÉVALUATION

L'État procède à la réalisation d'une évaluation de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 – CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'État. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de l'aide.

10.2 L'État contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans ce cadre, l'État peut exiger le remboursement de tout ou partie de la subvention attribuée.

ARTICLE 11 – CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE L'AIDE

Le renouvellement de l'aide de l'État est subordonné à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 et aux contrôles de l'article 10.

ARTICLE 12 – AVENANTS

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'État et le bénéficiaire.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

RETOUR OJ

ARTICLE 13 – ANNEXES

Les annexes font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 14 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 15 – RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à ....., le
(en deux exemplaires)

Pour le bénéficiaire,
Mulhouse Alsace Agglomération
La Vice-Présidente,

Josiane MEHLEN

Pour la directrice régionale des affaires culturelles par intérim
par subdélégation,
le Secrétaire Général,

Pascal DOLEGA

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-577C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

73 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

RENOUVELLEMENT DU PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION MULHOUSE OLYMPIC NATATION – SAISON 2018/2019 ET VERSEMENT D'UN ACOMPTE DE SUBVENTION (431 /7.5.6/577 C)

Par décision du 17/12/2010, m2A a défini en tant que compétence optionnelle, le soutien aux clubs sportifs de haut niveau hébergés dans des équipements communautaires et a reconnu l'association MULHOUSE OLYMPIC NATATION comme d'intérêt communautaire.

Au titre de la saison sportive 2018/2019, il est proposé de renouveler le partenariat avec le club porteur de la labellisation Pôle France, qui inclut notamment un accompagnement financier au titre du soutien à :

- la poursuite de la diversification des offres de pratique compétitives et de loisirs à destination des habitants de l'agglomération adaptées aux différentes catégories d'âge et des actions de formation ;
- la préparation à long terme, incluant la gestion de la scolarité et un suivi personnalisé, d'un groupe de jeunes athlètes à potentiels aux prochaines échéances nationales, voire internationales (base estimative : 30 à 40 nageurs) : Championnats de France, d'Europe… ;
- la préparation d'athlètes de haut niveau dans la perspective des prochaines échéances olympiques (base estimative de 6 nageurs ayant des trajectoires de progression et un potentiel physique et technique en phase avec cet objectif) ;
- l'aide à l'intégration au Centre Sportif Régional reconnu d'intérêt communautaire, des jeunes athlètes inscrits en Pôles Espoir et France.

Ce soutien communautaire concernerait aussi diverses autres actions développées par le club qui s'inscrivent de manière plus générale dans les thématiques d'ordre éducatif et social.

RETOUR OJ

Le projet de convention d'objectifs et de moyens joint à la présente délibération précise l'ensemble des dispositions et modalités du partenariat avec le M.O.N. pour la saison 2018/2019.

Les modalités financières prévoient le versement de la participation de m2A en trois tranches, un acompte en octobre 2018, un second acompte en janvier 2019 et le solde en juillet 2019.

A titre d'information, pour la saison 2017/2018, le montant total de la subvention versée au M.O.N. était de 200 000 € (1er acompte de 50 000 €, 2nd acompte de 100 000 € et le solde de 50 000 €).
Il est proposé au Conseil d'Agglomération de bien vouloir autoriser le renouvellement de la convention partenariale avec le M.O.N., qui inclut l'allocation immédiate d'un acompte de subvention de 50 000 € au titre de l'aide au démarrage de la saison sportive.

Les crédits sont inscrits au budget 2018 :
Chapitre 65 : autres charges de gestion courante
Compte 6574 : subventions de fonctionnement aux associations et autres organismes de droit privé
Fonction 40 : sports
Service gestionnaire et utilisateur : 431
Ligne de crédit n° 15279

Après avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve ces propositions ;
- approuve les termes de la convention d'objectifs et de moyens avec l'association Mulhouse Olympic Natation ;
- approuve le versement d'un premier acompte de subvention de 50 000€ ;
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

P.J. : Projet de convention.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

Direction Services aux habitants
43 - Pôle Sports, Jeunesse et Centres sociaux
431 – Patrimoine nautique et patinoire

PROJET DE CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

(d'aide à l'élite sportive)

Saison sportive 2018/2019

entre

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION, représentée par M. Rémy DANTZER, Conseiller Communautaire délégué au Sport de haut niveau et au Centre Sportif Régional, dûment habilité, en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 24/09/2018 et désignée sous le terme « m2A » dans la présente convention,

d'une part,

et

L'association sportive MULHOUSE OLYMPIC NATATION, inscrite au Tribunal d'Instance de Mulhouse (volume XVII folio 40 – n° d'agrément Etat : 19239) dont le siège social est situé au 51 rue boulevard Stoessel – 68200 MULHOUSE représentée par son Président en exercice, M. Franck HORTER et désignée sous les termes « le M.O.N. » dans la présente convention

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

RETOUR OJ

PREAMBULE

Par décision du 17/12/2010, m2A a défini les contours de l'intérêt communautaire et a inscrit en tant que compétence optionnelle, le soutien aux clubs sportifs de haut niveau hébergés dans des équipements communautaires (avec désignation du M.O.N. dans ce cadre).

En vertu de la loi n°84-610 du 16 juillet 1984, les collectivités territoriales contribuent à la promotion et au développement des activités physiques et sportives.

L'article 2541-12 du C.G.C.T. permet aux collectivités territoriales d'Alsace-Moselle d'allouer des subventions à des fins d'intérêt général et de bienfaisance et notamment en direction du mouvement sportif.

Dans le cadre de sa politique de soutien à la vie associative et conformément aux dispositions légales et réglementaires en la matière, m2A entend poursuivre le partenariat engagé avec le M.O.N. après évaluation de la saison sportive précédente et à sa demande pour la saison 2018/2019.

Article 1 : OBJET

Par la présente convention, le M.O.N. s'engage à réaliser les programmes d'actions conformes à son objet social à travers son projet sportif de la saison 2018/2019 et à concourir aux objectifs généraux de la politique sportive communautaire (détaillés à l'article 3).

Pour sa part, m2A s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement et sous des formes appropriées, la réalisation de ces actions, reconnues d'intérêt local.

Article 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour la durée de la saison sportive 2018/2019.

Article 3 : DEFINITION DES OBJECTIFS ASSOCIATIFS SOUTENUS PAR m2A

Les actions menées par le M.O.N. durant la saison sportive 2018/2019 sont identifiées à travers le projet sportif remis et intégrées dans la convention finalisée.

De ce fait, aux objectifs généraux suivants de politique sportive communautaire, correspondront les réponses en termes d'actions, de moyens humains et / ou matériels mis en œuvre par le M.O.N. consécutives à l'expression de ses propres besoins et orientations sportives.

Ainsi, les objectifs suivants seront poursuivis par le M.O.N. et soutenus financièrement par m2A, en adéquation avec sa politique sportive :

- la poursuite de la diversification des offres de pratique compétitives et de loisirs à destination des habitants de l'agglomération adaptées aux différentes catégories d'âge et des actions de formation ;
- la préparation à long terme, incluant la gestion de la scolarité et un suivi personnalisé, d'un groupe de jeunes athlètes à potentiels aux prochaines échéances nationales, voire internationales (base estimative : 30 à 40 nageurs) : Championnats de France, d'Europe… ;

RETOUR OJ

- la préparation d'athlètes de haut niveau dans la perspective des prochaines échéances olympiques (base estimative de 6 nageurs ayant des trajectoires de progression et un potentiel physique et technique en phase avec cet objectif) ;
- l'aide à l'intégration au Centre Sportif Régional reconnu d'intérêt communautaire, des jeunes athlètes inscrits en Pôles Espoir et France.

Cet accompagnement concerne aussi, de manière globale les autres actions menées par le club, à savoir :

UN VOLET SPORTIF – ENGAGEMENTS DU CLUB

➢ **Objectif ① : ASSURER LE DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DU CLUB**

- conforter, par ses actions, l'attractivité et le rayonnement du centre d'entraînement et de formation à la natation sportive de haut niveau ;
- élever le niveau sportif des nageurs à travers la formation (tous niveaux confondus) ;
- intensifier la professionnalisation de l'élite sportive du M.O.N. afin de pouvoir se mesurer efficacement aux autres clubs.

➢ **Objectif ② : PARTICIPER AUX COMPETITIONS SPORTIVES ET MAINTENIR LE NIVEAU SPORTIF**

- l'affectation des moyens humains et financiers nécessaires (encadrement, établissement des plans de carrières, de budgets prévisionnels...) afin de permettre la participation et le maintien du niveau sportifs des nageurs du club aux différentes compétitions internationales, nationales, interrégionales, régionales et départementales propres à chaque catégorie ;
- la poursuite des actions s'inscrivant dans le cadre des filières d'accès au haut niveau F.F.N. :
  - Pôle France : entraînements, préparation, formation et compétition des athlètes de haut niveau pour les évènements sportifs internationaux ;
  - Pôle Espoirs Départemental : entraînements, préparation, formation et compétition des jeunes sportifs inscrits sur les listes « Espoir » ou « Jeunes » ;
- l'intégration des jeunes athlètes inscrits aux Pôles Espoir et France au Centre Sportif Régional Alsace, reconnu d'intérêt communautaire ;
- la préparation physique et mentale d'un groupe de 6 nageurs (base estimative *), pour les différentes compétitions sportives : championnats d'Europe, jeux olympiques de TOKYO (2020) ;

  ** nageurs ou nageuses identifié(e)s ayant des trajectoires de progression ainsi qu'un potentiel physique et technique en phase avec ces objectifs.*
- l'organisation de manifestations diverses grand public.

➢ **Objectif ③ : LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS DE FORMATION JEUNES / ENTRAÎNEURS ET DIRIGEANTS**

Actions envisagées au titre de la formation des jeunes : Plan « MOZART » ⇨ 650 enfants concernés de 4 à 8 ans

De manière parallèle au centre d'entrainement mis à disposition, le M.O.N. a diligenté un audit sportif et pédagogique permettant, depuis septembre 2017, de procéder à une refonte importante de l'école de natation :

RETOUR OJ

- au niveau du petit bassin d'apprentissage, l'accueil des jeunes ayant passé des tests d'évaluation pour favoriser la création de groupes homogènes et de qualité en phase avec les exigences de ces tests ;
- la proposition d'apprentissage personnalisé et de tous niveaux ;
- la création d'un emploi avec le concours financier de l'Etat, dont les missions sont d'assurer la gestion pédagogique et technique de la filière de formation locale (professionnalisation effective de l'ensemble de la filière sportive portant à 5 postes, l'effectif d'entraîneurs) ;
- l'investissement dans l'achat de matériel pédagogique dans l'objectif d'une mise en place de moyens de progression individualisés et progressifs (vêtements à variation de flottaison réglables et individuels) ;
- la proposition d'une action de regroupement biannuelle de l'ensemble des jeunes des piscines de m2A au centre d'entraînement, de manière à créer une passerelle avec les enfants de l'agglomération.

Actions habituelles et reconduites s'inscrivant au titre de la formation globale :

- la poursuite des programmes d'enseignement des différentes catégories de la F.F.N. dans le cadre du plan d'entraînement et de suivi (filière de développement sportif) : Initiation, perfectionnement, approche de la compétition, pré-compétition, compétition par niveau et haut niveau ;
- l'initiation progressive des enfants à une pratique régulière des disciplines de la natation, en tenant compte de leurs rythmes et âges ;
- la poursuite du partenariat avec le C.R.E.P.S. d'Alsace (antenne de Mulhouse), le Lycée Albert Schweitzer (pôle espoirs), le Collège Bel Air (section sportive scolaire 3) et l'Université ;
- la formation aux métiers du B.E.E.S.A.N. / formation à un métier technique.

Actions envisagées au titre de la formation des entraîneurs et dirigeants :

- la formation permanente assurée à Mulhouse au centre précité ;
- la continuité dans la formation de l'encadrement aux Brevets d'Etat.

UN VOLET EDUCATIF– ENGAGEMENTS DU CLUB

➢ **Objectif : LA TRANSMISSION DES VALEURS LIEES A LA DISCIPLINE SPORTIVE OU PROPRES AU CLUB**

Chaque début de saison sportive, le M.O.N. rappelle et sensibilise ses membres sur le nécessaire respect de la charte sur la pratique sportive (charte olympique) et de ses valeurs :

- les moniteurs du M.O.N. sont tenus de respecter également un code de conduite et de comportement exemplaires, inclus dans les statuts et le règlement intérieur ;
- des affichages du règlement intérieur sous formes écrite et vidéo sont réalisés au niveau du centre d'entraînement et de formation à la natation sportive de haut niveau.

RETOUR OJ

UN VOLET SOCIAL– ENGAGEMENTS DU CLUB

➢ **Objectif ① : FAVORISER L'ACCES A LA PRATIQUE SPORTIVE**

- l'accueil des centres socioculturels et des écoles élémentaires ;
- l'organisation et encadrement de l'opération « savoir nager » (stage d'apprentissage gratuit * de la natation à destination des enfants non nageurs âgés de 7 à 12 ans) ;
- la mise en place de stages de détection pour les non-licenciés ;
- l'organisation de journées « portes ouvertes », délivrance d'informations ciblées, tarifications diversifiées ;
- l'accueil adapté aux différentes catégories de publics de l'agglomération (moniteurs formés).

* *hors coût de licence/assurance.*

➢ **Objectif ② : L'ENCADREMENT D'ACTIONS PONCTUELLES ET LA PARTICIPATION A DES MANIFESTATIONS INITIEES PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION**

A la demande expresse de m2A, le M.O.N. s'engage à :

- encadrer des actions ou des manifestations ponctuelles de m2A ;
- participer à travers les représentants de son staff dirigeant, aux réunions thématiques, tables rondes… initiées par m2A ;
- contribuer, par des moyens appropriés, à la valorisation et au rayonnement de l'agglomération (ex. apposition du logo communautaire sur divers supports de communication tels que les bonnets de bain, les survêtements, accessoires sportifs, bulletin d'information du club, affiches de rencontres, réservation d'espaces de communication lors des manifestations sportives...).

UN VOLET ECONOMIQUE – ENGAGEMENTS DU CLUB

➢ **Objectif ① : LA MISE EN ŒUVRE DES MOYENS FINANCIERS NECESSAIRES A LA REALISATION DES ACTIVITES ASSOCIATIVES**

- le budget prévisionnel total du M.O.N. pour la réalisation de l'ensemble de ses activités sportives telles que prévues à travers son projet sportif s'élève pour la saison sportive 2018/2019 à ..... € ;
- dans ce cadre, le M.O.N. s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues à travers la présente convention.

➢ **Objectif ② : ASSURER LA REDDITION DES COMPTES ET DES ACTIONS REALISEES AUPRES DE M2A DANS LE CADRE DU DIALOGUE DE GESTION**

Le M.O.N. s'engage à respecter le dialogue de gestion instauré avec m2A qui porte sur à :

- la fourniture d'un compte rendu financier des actions dans les six mois suivant la fin de l'exercice ;

RETOUR OJ

- la fourniture d'une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité ;
- la fourniture d'un compte rendu d'exécution des opérations retenues dans les six mois suivant la fin de l'exercice ;
- la nomination d'un Commissaire aux Comptes et d'un suppléant choisis sur la liste des membres agréés ;
- le dépôt, le cas échéant, à la Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

UN VOLET ENVIRONNEMENTAL ENGAGEMENT DU CLUB

➢ **Objectif : LA MISE EN ŒUVRE D'ACTIONS EN FAVEUR DE LA MAÎTRISE DES ENERGIES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

En tant qu'utilisateur régulier d'équipements sportifs communautaires et en particulier le centre d'entraînement et de formation à la natation sportive de haut niveau, le M.O.N. mettra en œuvre les actions de sensibilisation suivantes de ses licenciés qui s'inscrivent dans le cadre d'une attitude responsable et citoyenne :

- l'extinction des lumières inutiles ;
- la fermeture des portes pour éviter les déperditions de chaleur ;
- la prise d'un temps de douche raisonnable et la fermeture des robinets d'eau après utilisation ;
- l'utilisation du mode de covoiturage ou de minibus pour les déplacements.

En outre, le M.O.N. devra se conformer aux instructions et injonctions faites par les représentants de m2A ayant attrait au fonctionnement courant du centre ainsi que toutes les autres prescriptions contenues dans la convention de mise à disposition de cet équipement.

Article 4 : MODALITES D'ATTRIBUTION ET DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Sous réserve de l'inscription des crédits aux budgets 2018 et 2019 de m2A et du respect par le M.O.N. des objectifs contractuels préalablement définis à travers la présente convention, une subvention sera allouée au titre de la saison sportive 2018/2019 en faveur du M.O.N. selon les modalités d'attribution et de versement suivantes :

Calendrier d'examen de la subvention par le Conseil d'Agglomération :

1er acompte de subvention	septembre 2018 (aide au démarrage saison sportive)
2ème acompte de subvention	décembre 2018 (soutien des actions en cours de saison initiées par le M.O.N.)
Solde de subvention	Juin 2019 (après évaluation des objectifs atteints en fin de saison sportive par le M.O.N.).

RETOUR OJ

Modalités / périodicité de versement de la subvention

Sous réserve de transmission effective des pièces justificatives nécessaires à son versement et de respects des engagements prescrits par la présente convention, la subvention sera créditée sur le compte bancaire ou postal du M.O.N. selon les procédures comptables en vigueur et la périodicité de versement suivante :

1er acompte de subvention	octobre 2018	⇨ Rédaction de la convention d'objectifs et de moyens 2018/2019.
2ème acompte de subvention	janvier 2019	⇨ Envoi d'un avenant précisant le montant de l'acompte alloué par m2A au M.O.N.
Solde de subvention	juillet 2019	⇨ Envoi d'un avenant précisant le montant du solde alloué par m2A au M.O.N.

Article 5 : MONTANT DU 1ER ACOMPTE DE SUBVENTION

Conformément au calendrier prédéfini et aux réserves prescrites à l'article 4 de la présente convention, en exécution de la décision du Conseil d'Agglomération du 24/09/2018, un acompte de subvention d'un montant de 50 000 € (Cinquante Mille Euros), sera alloué par m2A en faveur du M.O.N. au titre de l'aide au démarrage de sa saison sportive 2018/2019.

Article 6 : AFFECTATION PREVISIONNELLE DE L'AIDE FINANCIERE PAR LE M.O.N. (FLECHAGE DE LA SUBVENTION)

Le M.O.N. s'engage à affecter le montant de la subvention accordée par m2A (article 5 de la présente convention) au financement des actions suivantes, conformément aux orientations émises à travers le projet sportif 2018/2019 remis et en adéquation avec les objectifs de politique sportive communautaire :

RUBRIQUES	ACTIONS SPECIFIQUES REALISEES PAR LE M.O.N.	PART DE SUBVENTION AFFECTEE
Formation des jeunes (Plan MOZART…)	La mise en œuvre des moyens nécessaires dédiés à l'apprentissage de la natation (650 enfants concernés de 4 à 8 ans) et actions de formation globales dispensées.	28 570 €
Compétitions	La préparation sur le long terme, d'un groupe de jeunes athlètes à potentiels aux prochaines échéances nationales, voire internationales (base estimative : 30 à 40 nageurs ou nageuses né(e)s entre 2004 et 2010).	9 525 €
	La préparation d'un groupe d'athlètes de haut niveau identifiés (perspectives TOKYO 2020 – base estimative de 6 nageurs ou nageuses).	7 145 €
Aide à l'intégration des jeunes athlètes (Pôles Espoir et France) au Centre Sportif Régional	Toutes actions réalisées par le club dans ce cadre.	4 760 €
	Total :	**50 000 €**

RETOUR OJ

Article 7 : SUIVI DES ACTIONS

M2A conservera tout au long de la saison sportive 2018/2019 un contact régulier et suivi avec le M.O.N. afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être éventuellement en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

Article 8 : CONTRÔLE DE m2A

Le M.O.N. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A de la réalisation des objectifs et actions énumérés à l'article 3, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, le M.O.N. remettra, dans un délai de six mois, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 9 : ASSURANCES

Le M.O.N. souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Il paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de m2A puisse être mise en cause. Il doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

Article 10 : RESPONSABILITE

L'aide financière apportée par m2A aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable au M.O.N. ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 11 : MOYENS MIS A DISPOSITION PAR m2A

Dans le cadre de la répartition générale des installations sportives communautaires, des équipements et matériels suivants (qui font l'objet de conventions spécifiques) sont mis à disposition selon un calendrier établi par le Pôle Sports et Jeunesse en début de saison sportive) :

11.1 INSTALLATIONS SPORTIVES ET VEHICULES

➔ **Equipements sportifs aquatiques**

Centre d'entraînement et de formation à la natation sportive de haut niveau.

➔ **Minibus (en accord avec la Ville de Mulhouse)**

L'utilisation de cet équipement sportif et du véhicule précité est conditionnée par le respect des règlements en vigueur et des dispositions contractuelles qui seraient conclues.

Les valorisations en nature consenties par m2A s'élèvent à 8 874 € au titre de la saison sportive passée.

11.2 PERSONNEL COMMUNAUTAIRE

➔ **Développement de la politique sportive**

M2A met à la disposition du M.O.N., un Educateur des Activités Physiques et Sportives à raison d'un volume horaire de 12 heures hebdomadaires pour l'encadrement technique de cette discipline au sein du club. Une convention spécifique entre m2A et le M.O.N. précise les modalités de mise à disposition de l'agent avec prise d'arrêté individuel.

➔ **Assistance ponctuelle lors de manifestations**

En cas de manifestations importantes, m2A autorise ponctuellement le personnel à prêter son concours en tant que de besoin à la bonne réalisation des activités du M.O.N.

Article 12 : IMPOTS, TAXES ET RESPECT DES REGLEMENTATIONS

Le M.O.N. fera son affaire des divers impôts et taxes dont il est redevable par le fait de ses activités, sans que m2A puisse avoir à se substituer à lui en cas de défaillance de sa part. Le M.O.N. s'engage en outre, à être en règle avec les services de l'U.R.S.S.A.F. et les services fiscaux concernés par son activité.

Article 13 : AUTRES CONCOURS PUBLICS

Le M.O.N. pourra solliciter tout autre concours financier public, dans la limite des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

Article 14 : SANCTIONS

En cas de non-exécution des objectifs définis à l'article 3, le M.O.N. reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à m2A la totalité de la subvention.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, le M.O.N. devra rembourser à m2A la part non justifiée de la subvention versée sauf s'il a obtenu préalablement l'accord de m2A pour toute modification de l'objet. Les reversements sont effectués par le M.O.N. dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par m2A.

Article 15 : RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention lors de la saison sportive suivante est subordonnée a minima au respect par le M.O.N. des engagements prescrits par la présente convention et à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits à l'article 3.

M2A et le M.O.N. conviennent, qu'en cas de modification substantielle de la réglementation se rapportant au financement des associations, ou modifiant de façon conséquente les rapports entre les collectivités territoriales et les associations, de se rapprocher afin de définir, d'un commun accord, les réponses les plus appropriées.

RETOUR OJ

Article 16 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 17 : RÉSILIATION

En cas de non-respect par le M.O.N. des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par m2A à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 18 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige ou de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle.

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention sera soumis à la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, en 2 exemplaires originaux, le 2018.

Pour MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION Le Conseiller communautaire délégué au sport de haut niveau et au Centre sportif régional	Pour l'association sportive MULHOUSE OLYMPIC NATATION Le Président
Rémy DANTZER	Franck HORTER

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-578C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

73 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

MULHOUSE OLYMPIC NATATION – MESURES D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SOUTIEN A LA FILIERE DE FORMATION ELITE JEUNE ET AU DEVELOPPEMENT DE LA NATATION (431/7.5.6/578 C)

Au titre des mesures d'accompagnement et de soutien à la filière de formation élite jeune et de soutien au développement de la natation, une convention définissant les modalités de mise à disposition, à temps complet, d'un Maître Nageur Sauveteur de Mulhouse Alsace Agglomération a été conclue avec l'association Mulhouse Olympic Natation reconnue d'intérêt communautaire et labellisée Pôle France.

m2A assure le versement de la totalité des traitements à l'agent concerné, durant le temps représenté par ce renfort pédagogique d'un volume annuel de 1 872 heures.

En contrepartie, conformément aux dispositions du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, l'association rembourse annuellement à la collectivité, les rémunérations et les primes versées à l'agent.

Il est proposé de compléter ce dispositif, en attribuant au M.O.N., une subvention de compensation de 12 140 €, correspondant aux remboursements des sommes dues par le club, dans une limite annuelle de 516 heures.

Ce soutien s'inscrit pleinement au titre de l'accompagnement de la filière de formation élite jeune et du développement de la natation sur le territoire de l'agglomération.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget 2018.

RETOUR OJ

Chapitre 65 : autres charges de gestion courante
Compte 6574 : subvention de fonctionnement aux associations et autres organismes de droit privé
Fonction 40 : Piscines
Service gestionnaire : 431
Ligne de crédit n° 16544 : Subvention mise à disposition

Après avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération approuve cette proposition.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-583C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

73 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

CONCLUSION D'UNE CONVENTION PARTENARIALE DE SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT DE L'ANTENNE MULHOUSIENNE DU CENTRE DE RESSOURCES, D'EXPERTISE ET DE PERFORMANCE SPORTIVE DE STRASBOURG (CREPS) (4301/7.5./583 C)

La convention de partenariat pluriannuelle conclue avec le CREPS de Strasbourg, arrivée à échéance fin 2017, a donné lieu à une réunion de bilan afin d'apprécier la conformité des actions menées par son antenne mulhousienne du Centre Sportif Régional Alsace (CSRA) avec les objectifs opérationnels fixés.

Depuis 2007, l'implantation d'une antenne du CREPS de Strasbourg au Centre Sportif Régional a permis de répondre à une logique d'intérêt général d'amélioration de l'offre de formation aux métiers du sport et de l'animation ainsi que des conditions de vie des athlètes de l'agglomération en parcours d'excellence sportive (PES) ainsi que ceux identifiés comme sportifs à fort potentiel.

Pour 2018, une démarche prospective associant m2A, la Ville de Mulhouse et le CREPS définit à travers un projet de convention annuel, les conditions de participations respectives au maintien de l'antenne contribuant à la dynamisation et le rayonnement du Centre, en complémentarité avec la politique régionale d'accompagnement du sport de haut niveau.

Les missions confiées sont ainsi précisées :

- la formation et la préparation des sportifs figurant sur les listes ministérielles ou inscrits dans les PES ;
- l'enseignement des formations initiales et continues dans le champ des activités physiques et sportives ainsi que le champ de la jeunesse et de l'éducation populaire ;
- l'accueil et l'accompagnement des sportifs régionaux ;

RETOUR OJ

- la mise en œuvre des offres de formation aux métiers du sport et de l'animation conformément aux besoins identifiés par le schéma régional de formation.

Au titre de m2A, il est proposé de retenir les modes d'accompagnement annuels suivants de l'antenne délocalisée du CREPS (valorisés à hauteur de 15 000 €) :

- la mise à disposition de locaux administratifs, de formation et des moyens techniques suffisants permettant le bon fonctionnement de l'antenne dans le cadre des missions définies précédemment ;
- l'application d'une tarification préférentielle (repas) applicable au personnel permanent du CREPS, formateurs, jurys et stagiaires de la formation professionnelle dans le cadre des missions conduites par le CREPS présents au CSRA.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :

- approuve cette proposition ;
- charge Monsieur le Président ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

P.J. : Projet de convention.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

CONVENTION DE PARTENARIAT

entre

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION, représentée par M. Rémy DANTZER, Conseiller communautaire délégué au sport de haut niveau et au Centre Sportif Régional, dûment habilité par la délibération du Conseil d'Agglomération du 24/09/2018, ci-après dénommée « m2A » dans la présente convention

d'une part

et

La VILLE DE MULHOUSE, représentée par M. Christophe STEGER, Adjoint délégué aux Sports, dûment habilité par la délibération du Conseil Municipal du XX/XX/XXXX, ci-après dénommée « la Ville » dans la présente convention

et

Le **CENTRE DE RESSOURCES, D'EXPERTISE ET DE PERFORMANCE SPORTIVE DE STRASBOURG**, représenté par M. Daniel SCHMITT agissant en qualité de Directeur du CREPS de Strasbourg, ci-après dénommé « le CREPS »

d'autre part

- *Vu le code du sport et notamment ses articles L231-3, L231-6, R 221-1 à D 221-26, et A231-3 à A231-8 ;*
- *Vu le code général des collectivités territoriales ;*
- *Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;*
- *Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;*
- *Vu le décret n° 2011-630 du 3 juin 2011, relatif aux centres de ressources, d'expertise et de performances sportives ;*
- *Vu l'instruction n° DS/DSA1/2013/200 du 17 mai 2013 relative à l'élaboration du parcours de l'excellence sportive (PES) 2013/2017 ;*
- *Vu la note de service n° 2014-071 du 30 avril 2014 relative aux élèves, étudiants et personnels de haut niveau et sportifs espoirs ;*
- *Vu le projet et le budget prévisionnel présentés par le CREPS ;*

RETOUR OJ

PREAMBULE :

Les parties prenantes à la présente convention ont constaté l'absence de structures organisant la mutualisation des moyens nécessaires au développement et au fonctionnement optimal des parcours d'excellence sportive dans le Haut-Rhin et l'obligation faite aux stagiaires haut-rhinois en formation aux métiers de l'animation et du sport de se déplacer à Strasbourg pour trouver une formation adaptée à leurs besoins.

Le CREPS de Strasbourg, dans le cadre du projet de développement du Centre Sportif Régional mené par les collectivités précédemment nommées, a proposé à celles-ci, en réponse aux préoccupations d'intérêt général citées ci-dessus, de créer en 2007 une antenne du CREPS à Mulhouse, dans les locaux du Centre Sportif Régional Alsace.

La participation répond à une logique d'intérêt général d'amélioration de l'offre de formation aux métiers du sport et de l'animation ainsi que des conditions de vie des sportifs inscrits dans les parcours d'excellence sportive ainsi que ceux identifiés comme sportifs à fort potentiel dans le Haut-Rhin. Elle s'intègre également de manière opportune au projet de développement et de redynamisation du Centre Sportif Régional Alsace.

Cette convention a également vocation à s'intégrer dans le schéma régional de la loi « nouvelle organisation territoriale de la République » notamment en ce qui concerne l'acte de décentralisation des CREPS et des missions qui incombent à la nouvelle région pour le sport de l'élite régional et les formations professionnelles du champ jeunesse et sports.

CECI ETANT RAPPELE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

Article 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la participation des collectivités précitées au développement et au maintien d'une antenne du CREPS de Strasbourg à Mulhouse dans les locaux du Centre Sportif Régional Alsace.

Article 2 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée d'une année et prend effet à compter du 1er janvier et vient à expiration le 31 décembre 2018.

Cette convention demeurera cependant en vigueur jusqu'à l'extinction complète des obligations respectives des parties.

Elle peut faire l'objet d'un ou plusieurs avenants en fonction de l'évolution des orientations stratégiques décidées conjointement.

Elle ne peut être reconduite que de façon expresse.

En 2019, les parties s'engagent à se réunir afin de définir les modalités éventuelles de poursuite de leur partenariat.

RETOUR OJ

Article 3 - STRATEGIES ET ORIENTATIONS

L'ensemble des stratégies et orientations doit concourir au nouveau paysage de la nouvelle organisation territoriale.

A ce titre, l'ensemble des signataires de la présente convention oeuvre à l'accompagnement des missions relatives à :

- la formation et la préparation des sportifs figurant sur les listes ministérielles ou inscrits dans les parcours d'excellence sportive coordonnés par le CREPS ;
- la mise en œuvre des formations initiales et continues dans le champ des activités physiques et sportives ainsi que dans le champ de la jeunesse et de l'éducation populaire ;
- l'accueil et à l'accompagnement des sportifs régionaux ;
- la mise en œuvre des offres de formation aux métiers du sport et de l'animation conformément aux besoins identifiés par le schéma régional des formations.

Article 4 - ATTRIBUTIONS DU CREPS

Le CREPS a en charge la mise en œuvre opérationnelle, par tous moyens appropriés, des missions précisées à l'article 3 de la présente convention.

Le CREPS exerce ses activités et actions définies à l'article 3 sous sa seule responsabilité.

En aucun cas, la responsabilité des collectivités ne pourra être recherchée à raison de ces activités et actions, pour lesquelles il appartient au CREPS de souscrire les assurances adéquates.

Article 5 – MODE D'ACCOMPAGNEMENT RETENU PAR LES COLLECTIVITES PARTENAIRES

Les collectivités ont arrêté, chacune en ce qui les concerne, leurs modalités d'accompagnement du fonctionnement de l'antenne du CREPS.

5.1 : MODES D'ACCOMPAGNEMENT RETENUS PAR M2A

- ***La mise à disposition de locaux et d'équipements***

  M2A met, à titre gratuit, à disposition du CREPS des locaux administratifs, de formation (salle de cours, auditorium, salle de sports) et des moyens techniques suffisants (moyens audiovisuels) pour accueillir le dispositif et permettre le bon fonctionnement de l'antenne dans le cadre des missions d'intérêt général exercées.

  Les salles de cours et de sports nécessaires à la réalisation des actions de formation sont mises à disposition ponctuellement selon un calendrier défini en début de saison avec le Pôle Sports, Jeunesse et Centres sociaux de m2A.

RETOUR OJ

- ***L'application d'une tarification préférentielle (repas)***

  Une tarification préférentielle du repas fixée à 7,70 €, indexée sur le barème des avantages en nature de l'URSSAF sera appliquée par m2A au personnel permanent du CREPS, formateurs, jurys et stagiaires de la formation professionnelle dans le cadre des missions conduites par le CREPS présent au CSRA.

  Dans ce cadre, tout repas dûment commandé par le CREPS (consommé ou non), fera l'objet d'une facturation par m2A.

  Les modes d'accompagnement retenus ci-dessus par m2A font l'objet d'une valorisation à hauteur de 15 000 € pour une année civile.

5.2 : SOUTIENS AU FONCTIONNEMENT ACCORDES PAR LA VILLE DE MULHOUSE

- ***Soutien financier***

  Sous réserve de son approbation effective par le Conseil Municipal et du respect par le CREPS de ses engagements, la Ville apportera en faveur de ce dernier, un soutien de 5 000 € (Cinq Mille Euros) au titre de sa contribution financière annuelle aux moyens de fonctionnement de l'antenne délocalisée.

  Le versement s'effectue en un versement unique au vu du bilan financier de l'exercice clos et du bilan d'activité annuel.

- ***L'organisation d'un soutien scolaire et des études surveillées pour les athlètes listés rattachés au CREPS***

  La Ville de Mulhouse organise et prend financièrement à sa charge le coût du soutien scolaire et les études surveillées en faveur des athlètes de haut niveau listés rattachés au CREPS (valorisation : 1 000 €).

Article 6 - EVALUATION DE LA CONVENTION

Une réunion conjointe d'évaluation est organisée avec l'ensemble des partenaires. Elle permet entre autres, d'établir le bilan de l'ensemble des actions conduites par le CREPS.

Article 7 - AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 8 - RUPTURE, LITIGE ET CONTENTIEUX

En cas de litige ou contentieux entre les cosignataires, une solution de conciliation sera privilégiée. Dans l'impossibilité de l'une ou l'autre des parties de trouver une conciliation, seul le tribunal administratif du siège social du CREPS est compétent.

Les collectivités se réservent le droit de résilier la présente convention en cas de non-respect par le CREPS des clauses définies aux articles 3 et 4 de la présente convention.

RETOUR OJ

La résiliation prend effet au terme d'un préavis d'un mois.

Fait à XXXXXXXX en trois exemplaires originaux, le XXXXXXX 2018.

Pour MULHOUSE ALSACE,
AGGLOMERATION
Le Conseiller communautaire délégué
au sport de haut niveau et
au Centre Sportif Régional

Rémy DANTZER

Pour la VILLE DE MULHOUSE
L'Adjoint délégué aux Sports

Christophe STEGER

Pour le CREPS DE STRASBOURG,
Le Directeur

Daniel SCHMITT

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-561C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

73 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

CARTE PASS'TEMPS SENIOR 2019 (314/9.1/561C)

Mise en place en 2010 par la Communauté d'Agglomération à destination des 44418 seniors âgés de plus de 65 ans et habitant l'une des 39 communes de son territoire, la Carte Pass'Temps senior 2019 propose la gratuité de :

- 3 entrées au Parc Zoologique et Botanique
- 5 entrées dans une piscine communautaire et 2 entrées Forme et Bien-Etre
- 5 entrées à la Grange à Bécanes de Bantzenheim
- 1 entrée au Musée EDF Electropolis
- tous les matchs des Panthères Mulhouse Basket Alsace
- 1 initiation au canoë kayak, 1 séance de fitness, 1 séance d'étirements organisées par l'Association Sportive des Cheminots Mulhouse-Riedisheim
- des balades avec les Greeters organisées par l'Office du Tourisme et des Congrès de Mulhouse et sa région
- 1 séance d'initiation à l'aviron au Rowing Club Mulhouse,

et des tarifs réduits pour :

- l'accès à l'espace multimédia de Sémaphore et à la Maison du Temps Libre
- la Cité de l'Automobile, la Cité du Train, le Musée du Papier Peint, le Musée de l'Impression sur Étoffes
- les matchs de l'ASPTT volley féminin et du FCM football
- l'initiation à la sophrologie à la Maison du Temps Libre
- les représentations du Théâtre Alsacien de Mulhouse, du Théâtre du Lerchenberg, du Théâtre St-Fridolin, du Cercle Théâtral Alsacien de Mulhouse

RETOUR OJ

- certains spectacles de l'Opéra national du Rhin, de la Filature Scène nationale
- les séances du Cinéma Bel Air (6,50 € la séance), du Palace (2 entrées à 5,50 €) et de Kinépolis (6 € la séance)
- les concerts symphoniques de l'Orchestre Symphonique de Mulhouse : 8 € l'entrée
- l'achat d'une entrée senior, une entrée enfant de 4 à 14 ans offerte à l'Ecomusée
- l'achat d'une entrée senior, une entrée enfant gratuite au Parc du Petit Prince
- l'achat d'une entrée adulte, une entrée enfant (- de 13ans) offerte dans les piscines de l'agglomération
- un cycle de 6 séances de canoë kayak à l'Association Sportive des Cheminots Mulhouse-Riedisheim
- un cycle de séances d'aviron du Rowing Club Mulhouse
- une heure de mise à disposition d'un tricycle avec un pilote de l'Association Médiacycles et cumulable avec l'heure suivante
- les visites d'entreprises commercialisées par l'Office du Tourisme et des Congrès de Mulhouse et sa région et dans la boutique.

En 2017, 10 804 cartes ont été établies soit une augmentation de 15 % par rapport à 2016 constatée dans la plupart des communes. Le taux de pénétration du dispositif atteint presque le quart de la population ciblée ce qui témoigne de sa pertinence au regard des attentes des seniors.

Les communes ont la possibilité de s'associer au dispositif, en faisant figurer sur la carte une offre complémentaire, à leur charge, destinée à leur population âgée de 65 ans et plus.

Plusieurs communes proposent à nouveau des offres complémentaires en 2019.

La carte Pass'Temps senior 2019 sera disponible dans les mairies à compter du 2 janvier 2019.

Par ailleurs, pour permettre aux bénéficiaires de la carte Pass'Temps senior de profiter sans délai des nouvelles offres susceptibles d'intervenir en cours d'année, il est proposé de donner délégation au Président pour conclure les conventions modifiant l'offre communautaire de la carte Pass'Temps senior en cours d'année.

RETOUR OJ

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve ces propositions

- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires à la mise en œuvre de cette carte,

- donne délégation au Président pour conclure les conventions modifiant l'offre communautaire de la carte Pass'Temps senior en cours d'année.

P.J. 1 convention

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

MODELE M2A

CARTE PASS'TEMPS SENIORS

CONVENTION

Entre **Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)** représentée par Madame Béatrice GRETH, Conseillère communautaire déléguée aux Personnes Agées, en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 24 septembre 2018, et désignée sous le terme "la Communauté d'Agglomération"

d'une part,

et,

Le **.....** situé …… – 68……..., représenté par ……, ……..., et désigné sous le terme "le partenaire"

d'autre part,

Préambule

Dispositif communal et intercommunal à destination des personnes âgées de plus de 65 ans, la carte Pass'Temps Seniors vise à contribuer à la politique de prévention de l'isolement, à favoriser les activités intergénérationnelles, à faire découvrir des activités culturelles ou de loisirs.

Valable du 1er janvier au 31 décembre de chaque année, elle favorise l'accès à des équipements communautaires pour une part, et à des équipements ou services spécifiques dont le choix est laissé aux communes d'autre part.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération souhaite favoriser l'accès des seniors aux …… proposées par le partenaire dans les conditions déterminées par la présente convention.

Le partenaire s'inscrit dans le dispositif Carte Pass'Temps 2019 pour les seniors de l'ensemble des communes de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), selon les conditions à l'article 2.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de l'accès des détenteurs de la Carte Pass'Temps Seniors 2019 aux ……..

Article 2 : Conditions d'accès

Sur présentation de leur carte nominative, les détenteurs de la Carte Pass'Temps Seniors 2019 des communes de m2A pourront bénéficier ……...

RETOUR OJ

Article 3 : Obtention et validité de la carte

La carte est strictement personnelle et pourvue d'une photo d'identité. Elle est utilisable du 1er janvier au 31 décembre 2019.

La carte est retirée dans les mairies. S'agissant de la Ville de Mulhouse, le retrait se fait à La Clé des Aînés.

Article 4 : Contrepartie financière

Il n'est pas prévu de contrepartie financière spécifique à cette offre qui peut contribuer à faire connaître le partenaire à de nouveaux publics.

Le partenaire adressera au Service Personnes Agées un relevé quantitatif semestriel des bénéficiaires de l'offre en vue de suivre l'évolution de son utilisation.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention prend effet le 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019. Elle fera l'objet d'un premier bilan entre les deux parties au 30 juin 2019.

Chaque partie peut, sans indemnité, résilier la précédente convention par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de trois mois.

Article 6 : Compétence juridictionnelle

Les parties tenteront, avant d'ester en justice, de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention.

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le

en deux exemplaires originaux

Pour le ……,
……..,

Pour Mulhouse Alsace Agglomération,
La Conseillère communautaire déléguée aux Personnes Agées,

……

Béatrice GRETH

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-571C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

73 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

PIG II LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE – CAHIER DES CHARGES D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE DES COPROPRIÉTÉS DITES "FRAGILES" (326/8.5/571C)

À travers son nouveau PIG II 2018-2022, m2A a fait de la rénovation thermique des copropriétés de son territoire un enjeu fort de sa politique. C'est ainsi que la collectivité va favoriser, au cours des prochaines années, la rénovation de 1 600 logements situés en copropriétés dites "fragiles". La volonté est de massifier la rénovation énergétique et d'intervenir avant que ces copropriétés ne connaissent des difficultés renforcées.

Pour rappel, les copropriétés fragiles sont définies selon les critères ci-dessous :
- une classification énergétique du ou des bâtiments comprise entre D et G,
- un taux d'impayés des charges de copropriété sur la base du compte de gestion général de l'exercice clos de l'année N-2 compris :
  - entre 8 et 15 % du budget voté pour les copropriétés de plus de 200 lots,
  - entre 8 et 25 % du budget voté pour les autres copropriétés,
- un montant élevé des charges de chauffage collectif,
- un bâtiment ayant plus de 15 ans,
- 75 % au minimum des lots affectés à l'habitation.

L'ANAH a mis en place une aide au syndic pour le financement des travaux, et en amont de la phase travaux, une Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO) spécifique doit avoir été réalisée par la copropriété. Elle se décline en trois volets : accompagnement technique, social et financier. Cette AMO vise à s'assurer des effets positifs d'une phase de travaux et à identifier le régime d'aides le plus approprié.

RETOUR OJ

Pour favoriser la réalisation de cette AMO et la rénovation des copropriétés dites "fragiles", m2A a décidé de la subventionner à hauteur de 1 000 € par copropriété.

Cette aide financière serait donnée en contrepartie du respect du cahier des charges défini par m2A en lien avec l'ANAH. Ce dernier précise les modalités de sollicitation de l'aide de m2A et définit des exigences propres, notamment sur le volet social, mais aussi technique et financier. Il impose en particulier un taux de réponse minimum (70 %) pour les données sociales et une présentation des résultats des études en Assemblée Générale de la copropriété.

Enfin, les données qui seront transmises par les différents opérateurs permettront à la collectivité d'affiner sa connaissance du peuplement des copropriétés fragiles de l'agglomération, d'avoir une meilleure connaissance des caractéristiques techniques et financières des copropriétés et in fine d'intégrer ces éléments dans l'observatoire des copropriétés pour ajuster ses politiques publiques en la matière.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le cahier des charges joint,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ 1 : Cahier des charges AMO "copropriétés fragiles"

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Mission d'assistance à maitrise d'ouvrage
dans le cadre d'un projet de rénovation énergétique
d'une "copropriété fragile" au sens de l'instruction ANAH du 18 janvier 2017
Cahier des charges m2A

Avant-propos

À travers son nouveau PIG II 2018-2022, m2A a fait de la rénovation thermique des copropriétés de son territoire un enjeu fort de sa politique. C'est ainsi que la collectivité va favoriser la rénovation de 1 600 logements en "copropriétés fragiles". La volonté est de massifier la rénovation énergétique des copropriétés et d'intervenir avant que ces copropriétés ne connaissent des difficultés renforcées.

« Les copropriétés fragiles sont [des copropriétés] présentant des signes de premières fragilités sur le plan technique, financier, social ou juridique et risquant d'entrer dans une spirale de déqualification à la fois technique, de gestion et de fonctionnement pouvant les rendre à terme en difficulté ».

Les critères sont les suivants :

- une classification énergétique du ou des bâtiments comprise entre D et G, établie obligatoirement dans le cadre d'une évaluation énergétique ;
- un taux d'impayés des charges de copropriété sur la base du compte de gestion général de l'exercice clos de l'année n-2 :
    - entre 8 et 15 % du budget voté pour les copropriétés de plus de 200 lots,
    - entre 8 et 25 % du budget voté pour les autres copropriétés.
- un montant élevé des charges de chauffage collectif par rapport au budget,
- un bâtiment ayant plus de 15 ans (l'article 6 du RGA),
- 75% des lots ou des tantièmes doivent être affectés à usage d'habitation,

En complément de ces critères, d'autres éléments sont intégrés : le fonctionnement de la copropriété doit être sain au niveau des organes de gouvernance, avec :

- la présence d'un conseil syndical et du syndic de copropriété,
- un règlement de copropriété publié,
- un taux de présence à la dernière assemblée générale d'au moins 50% des tantièmes.

Les copropriétés répondant à ces critères pourront bénéficier du régime d'aide "copropriétés fragiles" de l'ANAH, sous réserve de la réalisation d'une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) "copropriétés fragiles" (cf. instruction ANAH du 18 janvier 2017). Cette AMO "copropriétés fragiles" est subventionnable par l'ANAH.

En complément de l'intervention de l'ANAH, m2A subventionnera l'AMO "copropriétés fragiles" selon le cahier des charges présenté ci-dessous à hauteur de 1 000 € par copropriété.

RETOUR OJ

1. Présentation du PIG « Habiter Mieux Louer Mieux » de m2A :

m2A a lancé un PIG sur la période 2012-2017, et suite à une évaluation du dispositif, la collectivité a souhaité avoir un dispositif plus qualitatif en plus d'un aspect quantitatif, notamment sur la question du traitement des copropriétés.

Pour les cibles habituelles de l'ANAH (propriétaire occupant, propriétaire bailleur) en maison individuelle et les copropriétés en rénovation énergétique, le PIG dispose d'une équipe en régie qui accompagne le propriétaire dans la définition de son programme de travaux, réalise une évaluation énergétique, accompagne dans le montage du dossier de subvention ANAH et des autres financeurs pour permettre la réalisation du projet de rénovation.

En plus de cette activité, m2A décide d'une action forte sur les "copropriétés fragiles" et propose à ces copropriétés qui sont potentiellement éligibles aux aides "copropriétés fragiles" de l'ANAH de bénéficier d'un pré-accompagnement réalisé par l'ADIL 68. A travers cet accompagnement, la collectivité souhaite s'assurer du bon fonctionnement de la copropriété au niveau de sa gouvernance et juridiquement, et ainsi prévenir des difficultés ultérieures.

Ce pré-accompagnement a plusieurs objectifs :
- Repérer en amont les "copropriétés fragiles" souhaitant se lancer dans un projet de rénovation,
- Accompagner les copropriétés jusqu'au vote de l'AMO "copropriétés fragiles",
- Les sécuriser juridiquement et dans leurs fonctionnements (gouvernance, organe de gestion, règlement de copropriété, immatriculation, taux de présence en AG…). Cette sécurisation constitue un préalable pour bénéficier de l'aide aux travaux,
- Informer les copropriétés des financements mobilisables dans le cadre de leur projet,
- Présenter les objectifs de l'AMO "copropriétés fragiles" de l'ANAH et de m2A et les opérateurs susceptibles d'accompagner les copropriétés,

Une fois le vote de l'AMO réalisé, la copropriété choisira un opérateur pour la réalisation de la mission AMO "copropriétés fragiles" ANAH. L'ADIL 68 pourra rester en support juridique tout au long de la réalisation de la mission d'AMO "copropriétés fragiles" et pendant la réalisation des travaux.

2. Objectifs de la mission d'accompagnement (AMO "copropriétés fragiles") :

L'objectif de cette AMO "copropriétés fragiles" est de permettre un accompagnement complet de la copropriété pour qu'elle puisse disposer de l'information la plus complète possible pour prendre sa décision sur son projet de rénovation, et choisir le projet de travaux et le système d'aide ANAH les plus adéquats à sa situation.

La mission se déclinera entre 3 volets :
- Un accompagnement technique : qui permet de définir le programme de travaux et d'accompagner le projet,

- Un accompagnement social : permettant de donner un éclairage sur la situation sociale de la copropriété pour qu'elle puisse s'inscrire dans le dispositif financier qui correspond le plus à sa situation et éviter ainsi une future fragilisation. Ce volet apportera une meilleure connaissance des spécificités et de la typologie de la copropriété, identifiera les situations sociales les plus fragiles et le système d'aide le plus adéquat pour répondre à la situation de la copropriété,
- Un accompagnement financier : qui a pour objectif de mobiliser les aides correspondant au projet de la copropriété et à sa situation, et de réaliser le montage des différents dossiers de subvention.

3. Pré-requis :

Pour que la copropriété puisse engager un projet et prendre une décision, elle doit avoir préalablement réalisé un audit ou une étude énergétique. La définition de la classe énergétique avant travaux est l'un des critères du dispositif "copropriétés fragiles", et à ce titre elle doit être justifiée par un audit ou évaluation énergétique.

Avant le lancement de la prestation et pour montrer sa volonté de s'engager dans la démarche, la copropriété aura désigné un référent énergie qui enregistrera les données de la copropriété sur la plateforme « coach copro » (https://www.coachcopro.com), et l'immatriculation de la copropriété devra avoir été réalisée sur le registre des copropriétés (https://www.registre-coproprietes.gouv.fr). L'ADIL 68 pourra l'accompagner dans ces démarches.

Le prestataire de l'AMO "copropriétés fragiles" devra faire partie de la liste des opérateurs du centre de ressources ANAH (annexe 1).

Le syndicat des copropriétaires représenté par son syndic devra mettre à disposition de l'ADIL et du prestataire de l'AMO l'ensemble des éléments suivants :

- Une copie du procès verbal des 3 dernières assemblées générales,
- Une copie des annexes comptables de l'année N-2,
- Une copie du règlement de la copropriété et de l'état descriptif de division,
- La liste des membres du conseil syndical et leurs coordonnées,
- La liste des copropriétaires à jour,

4. Dispositif d'aide :

L'ensemble des financements publics pouvant être mobilisé au titre de l'AMO ne devra pas dépasser 70% du coût de cette dernière.

4.1 ANAH[1] :

4.1.1 Participation financière :

La demande de subvention au titre des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage est déposée et instruite dans les conditions définies au chapitre III du RGA (Règlement Général de l'ANAH) dont une partie est présentée ci-dessous, ainsi que les dispositions locales retenues par m2A.

L'aide ANAH qui peut être octroyée au syndicat de copropriétaires se calcule par application d'un taux maximum de 30 %, appliqué au montant hors taxes de la dépense correspondante prise en compte dans la limite d'un plafond de 600 € par lot d'habitation principale.

4.1.2. Demande de subvention :

Les pièces à fournir pour la demande de subvention sont les suivantes :

- Lettre de demande de subvention ANAH (annexe 3) comportant le plan de financement prévisionnel des prestations d'ingénierie, cosignée par le syndic et le président du conseil syndical,
- Projet de contrat ou contrat signé d'assistance à maîtrise d'ouvrage comprenant le montant estimatif de la dépense[2],
- Fiche « Etat de la copropriété » renseignée et signée (annexe 2),
- Dans le cas d'une AMO partielle, les justificatifs de l'exécution des autres prestations de l'AMO seront joints à la demande de subvention,

Les éléments de la demande devront être envoyés au service instructeur de la DDT 68 ANAH Cité Administrative à Colmar. La notification d'accord de subvention sera adressée au syndicat des copropriétaires.

4.1.3 Demande de solde de subvention :

Les pièces à fournir pour la demande de solde sont les suivantes :

- Demande de paiement (document transmis avec la notification d'accord de subvention),
- Plan de financement définitif signé,
- RIB (du compte séparé au nom du syndicat de copropriétaires pour les copropriétés de plus de 15 lots),
- Facture,
- Contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage signé, le cas échéant.

Les éléments de la demande devront être envoyés au service instructeur de la DDT 68 ANAH Cité Administrative à Colmar.

1 Instruction du 18 janvier 2018

2 Dans le cas où la demande de financement auprès de l'Anah concerne des missions d'AMO partielles, le demandeur doit joindre les pièces attestant de la réalisation de l'ensemble de ces missions pour justifier de l'accompagnement complet de la copropriété.

RETOUR OJ

4.1.4 Validité des aides :

Le délai pour le démarrage de l'opération est fixé à un an après accord de subvention ANAH. L'achèvement de la mission devra être justifié par une demande de paiement de la subvention au titre de l'AMO adressée concomitamment à la demande de paiement du solde de la subvention pour travaux. Dans le cas où la prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage ne serait pas suivie par l'octroi d'une subvention pour travaux, le délai pour demander le solde de la subvention sera de trois ans à compter de la notification de la décision d'attribution de la subvention au titre de l'AMO. Ces délais pourront être prorogés d'un an dans les conditions de l'article 29 bis du RGA.

4.2 Mulhouse Alsace Agglomération :

En complément des aides de l'ANAH, m2A a également décidé d'attribuer une aide à la copropriété qui réalise une AMO "copropriétés fragiles".

4.2.1 Ingénierie – AMO "copropriétés fragiles" :

4.2.1.1 Participation Financière :

Pour accompagner les copropriétés qui votent la réalisation d'une mission d'AMO, m2A viendra en complément de l'aide de l'ANAH sur l'AMO "copropriétés fragiles" à hauteur de 1 000€ maximum par copropriété.

m2A se réserve la possibilité de recalculer le montant de sa subvention en cas de dépassement des 70% d'aides publiques. La notification de subvention interviendra après l'accord de subvention de l'ANAH.

4.2.1.2 : Demande de subvention :

Les pièces à fournir pour la demande de subvention sont :

- Lettre de demande de subvention m2A comportant le plan de financement prévisionnel,
- Copie de la lettre de demande de subvention adressée à l'ANAH,
- Projet de contrat ou contrat signé d'assistance à maîtrise d'ouvrage comprenant le montant estimatif de la dépense,
- Fiche « Etat de la copropriété » renseignée et signée (annexe 2),

Les éléments de la demande devront être envoyés au service habitat de m2A.

4.2.1.3 : Demande de solde :

Les pièces à fournir pour le solde de subvention sont :

- Demande de versement m2A qui sera transmise avec la notification des aides m2A,
- Plan de financement définitif signé,
- RIB,
- Facture,

- La restitution du travail de l'AMO, notamment le programme de travaux, le tableau récapitulatif des demandes de subvention travaux ANAH et m2A (annexe 6), ainsi que la synthèse de l'enquête sociale (annexe 5),

La demande de solde de subvention ingénierie devra être faite avant la demande de subvention pour travaux.

En cas de mixages des aides ANAH (aides aux syndics et aides individuelles), l'opérateur transmettra à m2A un tableau de répartition de l'aide ANAH en présentant plusieurs scénarios pour chaque copropriétaire : aide au syndic, aide individuelle, mixage des aides et la proposition de l'opérateur. La proposition devra être explicitée selon les résultats de l'enquête sociale. Le document sera également à fournir en cas de répartition autre de l'aide au syndic. Tout mixage des aides ANAH, devra faire l'objet d'un avis préalable de la CLAH.

4.2.2. Travaux :

Mulhouse Alsace Agglomération finance des aides aux travaux complémentaires de 1 000 € par logement pour les propriétaires occupants très modestes dans les copropriétés éligibles au dispositif "copropriétés fragiles".

5. Description de la prestation d'AMO "copropriétés fragiles" :

La mission d'AMO "copropriétés fragiles" comprendra 3 volets : un accompagnement technique, un accompagnement social et un accompagnement financier.
En complément de l'instruction de l'ANAH, m2A précise ses propres demandes relatives à l'AMO ci-dessous.

5.1 Accompagnement technique :

L'instruction du 17 janvier 2017 de l'ANAH précise que l'accompagnement technique consiste en :

- Un accompagnement et conseil du syndicat des copropriétaires dans l'élaboration d'un projet de travaux cohérent avec la maitrise d'œuvre le cas échéant,
- Un accompagnement du syndicat des copropriétaires au suivi des travaux.

Suite à la réalisation de l'audit ou de l'étude énergétique, le prestataire de l'AMO doit être en capacité d'accompagner la copropriété dans le choix du programme de travaux en cohérence avec cet audit ou cette étude et le gain énergétique prévu dans l'aide "copropriétés fragiles" ANAH. Il doit faire le lien avec la maîtrise d'œuvre sans se substituer à celle- ci. Il aura pour rôle de faire le lien entre le maitre d'œuvre, le syndic et être cohérent avec les exigences de l'ANAH.

Si le programme de travaux est inférieur à 100 000€ HT de travaux, et qu'un maitre d'œuvre n'est pas obligatoire au sens de la réglementation ANAH, le prestataire accompagnera le syndicat de copropriété dans le choix des entreprises et des devis de travaux. Il sera également chargé avec le syndic au suivi des travaux et à la cohérence des factures au vu des exigences des financeurs, notamment l'ANAH.

5.2. Accompagnement social :

Sur la phase accompagnement social, l'AMO "copropriétés fragiles" de l'ANAH prévoit la réalisation :

- *d'une enquête sociale permettant une analyse socio-économique de la copropriété. Cette enquête doit permettre de* :

  1) Connaître la situation financière des occupants et les difficultés sociales éventuelles :
     - Composition des ménages.
     - Ressources des occupants (propriétaires et locataires) au regard des plafonds Propriétaires Occupants modestes et très modestes permettant notamment d'identifier l'éligibilité des propriétaires occupants à des aides individuelles.
     - Existence de situations de dettes des copropriétaires.

  2) Connaître les conditions d'occupation :
     - Présence de situations sociales difficiles (handicap, personnes isolées, familles monoparentales…).
     - Identification de difficultés d'occupation (sur-occupation, problèmes sanitaires ou d'inconfort, squat…).
     - Evaluation des besoins d'accompagnement social.

- *recensement des copropriétaires pouvant être éligibles à tout type d'aides individuelles et accompagnement au montage de leurs dossiers.*

Dans le cadre de son aide "copropriétés fragiles", m2A souhaite un taux de retour d'au moins 70% sur l'enquête.
Si la copropriété comprend du logement locatif social, les locataires en question doivent également faire partie de l'enquête sociale, comme prévu dans l'instruction ANAH.

5.3 Accompagnement financier :

L'accompagnement financier consiste en :

- Accompagnement de la copropriété au montage du dossier de subvention, du plan de financement (éco-prêt à taux zéro Habiter Mieux, éco-prêt à taux zéro individuel ou collectif, préfinancement, tiers financement, crédit d'impôt…) et à l'obtention des financements complémentaires,
- Accompagnement du syndicat de copropriété au montage des dossiers de demandes de paiement d'acomptes et de solde des subventions.

En sus m2A demande que le prestataire présente en Assemblée Générale, le programme de travaux et le plan de financement global de l'opération. Il fera le lien avec les différents financeurs possibles pour optimiser au mieux le plan de financement des copropriétaires.

Pour toutes informations complémentaires, contacter :
Dorothée LEGRAIN, service Habitat m2A, dorothee.legrain@mulhouse-alsace.fr,
03 89 32 68 54

Annexe 1 : La liste des opérateurs pouvant réaliser l'AMO copropriétés fragiles

NOM	QUALITE	ADRESSE	REPRESENTANT	Mail
CITIVIA	SPL	5 rue Lefebvre BP 91157 68053 MULHOUSE	Mohamed KADRI	mohamed.KADRI@citivia.fr
SOLIHA ALSACE	Association	20 rue de Rosheim 67000 STRASBOURG	Caroline RUNG	c.rung@soliha.fr
SITZ Alexandre CGPI	Bureau études	16 rue de Bussang 68740 FESSENHEIM	M SITZ Alexandre 0664975630	alexandre.sitz@gmail.com
BB CONSULTING	Bureau études	29 RUE AMBROISE PARE 67200 STRASBOURG	M Bernard BRAUN 03 88 28 54 73 Port. 06 83 82 52 50	bbconsult67@gmail.com

Annexe 2 : Fiche « État de la copropriété »

FICHE ETAT DE LA COPROPRIETE	
Photo de la copropriété	Plan cadastral (www.cadastre.gouv.fr)
IDENTITE	
Nom de la copropriété	
N°	
Voie	
Code postal	
Commune	
Intercommunalité (CU, CA, Métropole....)	
Région	
La copropriété dispose-t-elle d'une assurance multirisques ?	Oui / Non
Numéro d'immatriculation au registre	
CONTACTS	
Président du conseil syndical	
Nom et prénom	
Adresse	
Téléphone	
Courriel	
Syndic	
Nom du syndic	
Nom et prénom du gestionnaire	
Adresse	
Téléphone	
Courriel	

INFORMATIONS GÉNÉRALES	
Nombre de bâtiments	
Nombre total de lots (tous lots confondus)	
Nombre total de tantièmes charges communes générales	
Nombre de lots d'habitation principale	
% de lots d'habitation principale par rapport au nombre total de lots	
Nombre de tantièmes d'habitation principale	
% de tantièmes d'habitation principale par rapport au total des tantièmes charges communes générales	
OCCUPATION	
Nombre total de propriétaires de logements	
Nombre de propriétaires occupants	
Tantièmes des propriétaires occupants	
Nombre de propriétaires bailleurs	
Tantièmes des propriétaires bailleurs	
FONCTIONNEMENT ET ORGANISATION DE LA COPROPRIETE	
Règlement de copropriété publié	Oui / Non
Type de syndic	Professionnel / Non professionnel / Administrateur provisoire
Nombre de membres du conseil syndical	
Date de la dernière assemblée générale	
% de présents et représentés en tantièmes charges communes générales à cette assemblée générale	
Présence d'une structure (ASL, AFUL, Union de syndicats ….) en charge du chauffage collectif ?	Oui / Non
ETAT DU BATI	
Période de construction	Avant 1949 / de 1950 à 1975 / de 1976 à 1995 / de 1996 à juin 2001 / Après juin 2001
Chaufferie collective	Oui / Non
Si oui type de combustible	Charbon / Fioul / Gaz naturel / Chauffage urbain / Géothermie / Biomasse / Autres à préciser
Production d'eau chaude sanitaire collective ?	Oui /Non
Si oui type de combustible	Charbon / Fioul / Gaz naturel / Chauffage urbain / Géothermie / Biomasse / Autres à préciser
Présence d'un arrêté d'insalubrité touchant les parties communes ?	Oui / Non

RETOUR OJ

Présence d'un arrêté de péril touchant les parties communes ?	Oui / Non
Présence d'un arrêté sur les équipements communs ?	Oui / Non
Présence d'une injonction d'enlèvement des particules au plomb touchant les parties communes	Oui / Non

Étiquette énergétique déterminée à l'issue de l'évaluation énergétique – Avant travaux			
Étiquette	**D**	**E**	**F ou G**
Nombre de bâtiments			
Nombre de logements			

Nombre de bâtiments concernés par un gain énergétique supérieur à 35 % après travaux	
Nombre de logements du ou des bâtiments concernés	

SITUATION FINANCIERE	
% des charges du chauffage collectif par rapport au budget prévisionnel année N-1	% / Sans objet
Montant du budget prévisionnel année N-1	
Montant des impayés des copropriétaires à la clôture de l'exercice année N-1	
Montant du budget prévisionnel année N-2	
Montant des impayés des copropriétaires à la clôture de l'exercice année N-2	
Montant du budget prévisionnel année N-3	
Montant des impayés des copropriétaires à la clôture de l'exercice année N-3	
Montant dette fournisseur N-1	

Je certifie exact les renseignements de cette fiche

Signature du Président du Conseil Syndical **Signature et cachet du syndic**

Annexe 3 : Modèle de demande de subvention pour des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO)

A [*lieu*],

Identité du demandeur :

A l'attention de
[*Nom de l'autorité décisionnaire - adresse du service instructeur*]

Objet : Demande de subvention pour des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) au syndicat de copropriétaires - [*Nom de la copropriété*]

J'ai l'honneur de solliciter l'octroi d'une subvention pour la réalisation de prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage, afin d'accompagner la copropriété dans la préparation, le montage et le suivi du dossier de subvention pour la réalisation de travaux permettant un gain énergétique d'au moins 35 %.

Les dépenses prévisionnelles s'élèvent à : ……..€ HT, soit ……. € TTC.

Le détail des coûts et des financements prévisionnels est le suivant :

Montant des prestations (HT) *(préciser par type de prestation)*	……..€
dont.....	……..€
dont.....	……..€
dont.....	……..€
Montant des prestations (TTC)	……..€
Financement Anah prévisionnel	……..€
Autres financements *(préciser par type de financeur)* :	……..€
dont……	……..€
dont……	……..€
Reste à charge de la copropriété	……..€

Pièces jointes à la présente demande :

- Projet de contrat ou contrat signé d'assistance à maîtrise d'ouvrage comprenant le montant estimatif de la dépense.
- Fiche « Etat de la copropriété » renseignée et signée.

Le syndic

Le président du conseil syndical

RETOUR OJ

Annexe 4 : Formulaire de demande de subvention ingénierie m2A

A l'attention de Mulhouse Alsace Agglomération
Service Habitat

Objet : Copropriétés fragiles - Demande de subvention m2A pour des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) au syndicat de copropriétaires.

J'ai l'honneur de solliciter l'octroi d'une subvention pour la réalisation de prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage, afin d'accompagner la copropriété dans la préparation, le montage et le suivi du dossier de subvention pour la réalisation de travaux, pour la copropriété :

Nom
Adresse

Le détail des coûts et des financements prévisionnels est le suivant :

Montant des prestations (HT) *(préciser par type de prestation)*	**.....€**
dont.....	.....€
dont.....	.....€
dont.....	.....€
Montant des prestations (TTC)	**.....€**
Financement Anah prévisionnel	.....€
Financement Mulhouse Alsace Agglomération	.....€
Autres financements *(préciser par type de financeur)* :	.....€
dont.....	.....€
dont.....	.....€
Reste à charge de la copropriété	.....€

Le syndic

Le président du conseil syndical

RETOUR OJ

326 - Habitat

Annexe 5 : Récapitulatif enquête sociale m2A

Nom de la copropriété :	
Adresse :	
Nombre de lots :	

Nombre de propriétaires rencontrés :		
Dont PO	**Dont PB**	**Dont locataire**
Taux de personnes rencontrées :		

Nom du copropriétaire		**Bâtiment**	**Lots**	**Typologie du logt 3**	**Statut du ménage4**	**Situation professionnelle5**	**Nombre d'occupant**		**Statut du propriétaire**				**Propriétaire bailleur**				**Ressources**		
Nom	**Prénom**						**Total**	**Dont mineurs**	**Type**	**Dont POM**	**Dont POTM**	**Année d'acquisition**	**Lgt conventionné**	**Lgt vacant**	**Durée de la vacance**	**Motif de la vacance**	**RFR N-2**	**RFR N-1**	**Budget mensuel du ménage**

3 Typologie du logement : F1, F2, F3, F4, F5, sup à F5
4 Statut du ménage : célibataire, couple, veuf, cohabitation, divorcé, monoparentale, recomposée
5 Situation professionnelle : sans emploi, actif, retraité, formation

RETOUR OJ

Annexe 6 :

Ressources			Difficultés d'occupation6	Accompagnement social			Eligibilité aux aides individuelles Anah				Eligibilité aux autres aides							
Montant mensuel des prestations sociales	Part des dépenses d'énergie sur le budget globale (%)	Montant des impayés de charges (€)		Déjà suivi	Besoin d'être accompagner	Si oui, ménage orienté ?	PTZ acquisition	POM	POTM	PB LC	CAF	Retraite	Région	Collectivité	Eco PTZ	CITE	Action Logement	Autre

6 Difficulté d'occupation : sur-occupation, problème d'hygiène, inconfort, squat, autre

RETOUR OJ

Annexe 7 : Liste de pièces à fournir pour un dossier de demande de subvention travaux Anah :

- Formulaire Anah de demande de subvention signé syndic de copropriété (Cerfa N° 12 713*07),
- Formulaire Anah engagement CEE,
- La synthèse de l'enquête sociale,
- La fiche « Etat de la copropriété »actualisée et signée,
- RIB au nom du syndicat des copropriétaires,
- Carte professionnelle du syndic,
- Règlement de copropriétés,
- Procès verbaux AG votant les travaux,
- Note de présentation du projet de travaux,
- DPE avant et après travaux
- Devis honoraire d'ingénierie (montant HT/TTC), notamment la maitrise d'œuvre7, le coordinateur SPS et les diagnostics techniques,
- Répartition des travaux d'économies d'énergie :
    - Montant HT/TTC
    - Parties communes/Parties privatives
- Devis signés et détaillés, si les entreprises ont déjà été sélectionné fournir la liste des entreprises (nom, adresse, numéro SIRET),
- Plan de financement prévisionnel avec les différents financeurs publiques, si les travaux sont supérieurs à 100 000€,
- Plan des différents logements et des caves avec les surfaces correspondantes,

L'Anah finance l'aide au syndicat à hauteur de 25% du montant HT des travaux subventionnable au titre des travaux de performances énergétiques dans la limite de 15 000€ HT de travaux par lot d'habitation principale.

Les travaux réalisés doivent permettre l'atteinte d'un gain énergétique après travaux de 35%, ce qui permet de bénéficier de la Prime Habiter Mieux à hauteur de 1 500€/logement. Les CEE sont valorisés exclusivement auprès de l'Anah et une seule fois pour le même bâtiment.

7 Maitrise d'œuvre obligatoire pour les travaux supérieur à 100 000€ HT de travaux.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-585C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

73 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

PROROGATION D'UN AN DU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (2012-2017) (322/8.5/585C)

Lors du Conseil d'Agglomération du 26 juin 2017, m2A a approuvé concomitamment la modification du Programme Local de l'Habitat (PLH) pour intégrer les six communes de l'ancienne communauté de communes Porte de France Rhin Sud, le lancement de l'élaboration d'un nouveau PLH et la prolongation du PLH en vigueur d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2018.

Document stratégique de programmation couvrant l'ensemble de la politique locale de l'habitat (parc public et privé, gestion du parc existant et des constructions nouvelles, populations spécifiques), le PLH doit de fait s'articuler avec divers documents aujourd'hui en cours d'élaboration. Certains d'entre eux relatifs aux questions de peuplement dans le logement social (Convention Intercommunale d'Attribution et Plan Partenarial de Gestion de la Demande), introduits par les lois ALUR et Egalité et Citoyenneté, sont entièrement nouveaux et leur rédaction est pilotée par m2A en lien avec l'Etat.

Par ailleurs, m2A souhaite inscrire le futur PLH dans une logique de co-construction, de partage avec l'ensemble des parties prenantes (communes, État, associations…) et ce, à chaque étape du document. Un atelier-projet a ainsi été créé à cet effet. Le 1er, portant sur le diagnostic, a eu lieu le 13 juin dernier et des ateliers de travail entre m2A et ses communes membres auront lieu en septembre.

Aussi, afin de permettre la construction d'un projet partagé, est proposé de proroger le PLH en vigueur d'un an supplémentaire, soit jusqu'au 31 décembre 2019, conformément à l'article L302-4-2 du code de la construction et de l'habitation (CCH).

RETOUR OJ

Au vu de ces éléments, il est proposé au Conseil d'Agglomération :

- d'approuver la nouvelle prorogation d'un an du PLH en vigueur portant ainsi son achèvement au 31 décembre 2019
- d'autoriser le Président ou son Vice-président délégué à formaliser et signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-572C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

73 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A LA MAISON DES ADOLESCENTS POUR LE DISPOSITIF LIREA « LIEU RESSOURCES POUR L'ELEVE ADOLESCENT » (313/7.5.6/572C)

Mulhouse Alsace Agglomération, dans le cadre de la Politique de la Ville et de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance co-signées par un grand nombre de partenaires dont l'Education Nationale, a mis en place une action spécifique dans le champ des troubles et violences en milieu scolaire sur son territoire.

LIREA (Lieu Ressources pour l'Elève Adolescent) a été conçu en partenariat étroit entre la Maison des Adolescents, m2A, l'Etat (pôle départemental Politique de la Ville) et l'Education Nationale (service social en faveur des élèves), et présenté à l'ensemble des principaux de collèges implantés sur le territoire de la communauté d'agglomération.
Destiné à contribuer à la prévention du décrochage, de l'absentéisme et des violences scolaires, il pourra bénéficier à l'ensemble des collèges, prioritairement ceux dont les élèves sont domiciliés dans les quartiers prioritaires de l'agglomération.

La Maison des Adolescents propose d'intervenir par la **mise en place d'ateliers à l'attention des élèves au sein des établissements scolaires**.
En complémentarité avec les dispositifs, intervenants et ressources existant dans l'établissement, le contenu de ces ateliers sera défini, au cas par cas, avec chaque établissement (droits, devoirs et attitudes nécessaires pour la vie en société, sensibilisation aux différences culturelles, apprendre à faire connaître son opinion sans colère et sans laisser un éventuel leader négatif se faire porte-parole d'une majorité silencieuse…).

RETOUR OJ

L'animation de ces ateliers par des professionnels de la Maison des Adolescents au sein des établissements scolaires et en collaboration avec le personnel du collège pourra permettre de faciliter le lien avec les élèves, l'orientation vers la Maison des Adolescents en cas de souffrance psychique repérée sera plus aisée.

En 2017, 208 élèves issus de 6 collèges différents ont pu bénéficier du dispositif LIREA.

Il est proposé de contribuer au financement de cette action par le versement d'une subvention **d'un montant de 11 400 €,** identique à 2017, à la Maison des Adolescents, qui sollicite par ailleurs le cofinancement de l'Etat dans le cadre du Contrat de Ville, à hauteur de 3 900 €.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget 2018

Chapitre 65 - Article 6574 – fonction 110
Service gestionnaire et utilisateur 313 – Familles et Parentalité
Ligne de crédit 17820 « Subvention LEA »

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve ces propositions
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Ne prennent pas part au vote : Nour BOUAMAIED (procuration) et Alain COUCHOT.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-579C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

73 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

SUBVENTION POUR LA PROMOTION DE LA CITOYENNETE ET LA PREVENTION DES TROUBLES ET VIOLENCES EN MILIEU SCOLAIRE (313/7.5.6./579C)

Mulhouse Alsace Agglomération, dans le cadre de la Politique de la Ville et de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance co-signées par un grand nombre de partenaires dont l'Education Nationale, a mis en place diverses actions de prévention dans le champ de la citoyenneté ainsi que des troubles et violences en milieu scolaire sur son territoire.

1) L'AVENTURE CITOYENNE

L'Aventure Citoyenne concerne, pour l'année scolaire 2017/2018, 25 classes de cycle 3 (CE2-CM2) d'écoles élémentaires du territoire m2A. Les élèves bénéficiaires doivent résider en majeure partie dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville de l'agglomération.

Cette action d'Education à la Citoyenneté, co-élaborée avec l'association THEMIS prend la forme de sept étapes dont les objectifs sont les suivants :

- favoriser l'éducation des enfants à une meilleure connaissance de leurs droits et des notions relatives au respect des personnes, à la non-violence, à l'apprentissage des règles de vie en société et des valeurs de la République,
- informer sur les droits de l'enfant à partir de la Convention Internationale des Droits de l'Enfants et son application dans le quotidien de la vie des enfants (famille, école, vie sociale),
- mettre en avant l'actualité des Droits de l'enfant comme outil de socialisation, de protection de l'enfant et d'éducation à la citoyenneté,

RETOUR OJ

- permettre aux enfants de s'engager dans une démarche d'apprentissage des bases de la citoyenneté, notamment européenne et de se situer de manière responsable dans la vie sociale,
- sensibiliser les enfants aux fondements des règles et de la Loi,
- réaliser avec l'enfant un parcours, sur la durée, qui le situe en tant que sujet de droit et partie prenante à part entière de la vie en société.

L'Aventure Citoyenne 2017/ 2018 a pour fil d'Ariane le sport, qui se décline dans ses différentes facettes, dimensions et valeurs au travers des 7 étapes. Environ 650 élèves peuvent investir leur citoyenneté de cette manière.

Il est proposé de contribuer au financement de cette action par le versement d'une subvention d'un montant de 48 800 €, identique à 2017, à l'association THEMIS pour l'année 2018 selon convention ci-jointe.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget 2018

Chapitre 65 - Article 6574 – fonction 110
Service gestionnaire et utilisateur 313 – Familles et Parentalité
Ligne de crédit 17819 « Sub. Thémis Aventure Citoyenne »

2) LES STAGES HORIZON

Mulhouse Alsace Agglomération co-organise avec les associations THEMIS et SAHEL-VERT ainsi que les services départementaux de l'Education Nationale une action de prévention de la délinquance, de lutte contre la récidive des comportements de rupture et de lutte contre l'absentéisme scolaire, appelée « STAGE HORIZON ». Programmée sur l'année scolaire, cette action concerne l'ensemble des établissements secondaires (collèges et lycées) du territoire m2A.

Les objectifs de ce dispositif sont les suivants :

- pour l'élève : enrayer un processus pouvant conduire à terme à une mesure d'exclusion ou prévenir la récidive en lui permettant de redonner du sens à ses apprentissages scolaires et de comprendre qu'il peut se situer positivement dans la société,
- pour la famille de l'élève concerné : participer à l'élaboration et au suivi d'une mesure éducative concernant son enfant et être à même d'assumer pleinement son rôle de parent,
- pour m2A : accompagner et soutenir une action de prévention de la délinquance fondée sur le principe de la « coproduction ».

Le « Stage Horizon » est la mise en œuvre d'un projet individuel personnalisé sur temps scolaire entre le jeune, ses parents, les responsables de l'établissement scolaire et des associations, avec un accompagnement scolaire, civique et pratique (action de solidarité, assurée par Sahel Vert).

Pour l'année scolaire 2017/2018, 21 jeunes d'une moyenne d'âge de 14 ans (19 garçons et 2 filles) ont pu bénéficier de ces stages d'environ 10 jours chacun.

RETOUR OJ

Il est proposé de contribuer au financement de cette action par le versement d'une subvention d'un montant global de 12 000 € réparti entre les deux associations THEMIS et SAHEL-VERT pour l'année 2017 selon la convention ci-jointe :

- versement de 6000 € à THEMIS
- versement de 6000 € à SAHEL VERT.

Chacune des associations maîtres d'ouvrage fera par ailleurs la demande de cofinancement auprès de l'État, à hauteur de 14 000 €.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget 2018

Chapitre 65 - Article 6574 – fonction 110
Service gestionnaire et utilisateur 313 – Familles et Parentalité
Ligne de crédit 17821 « Subvention Stage Horizon »

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve ces propositions
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

P.J. : 2 conventions

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

CONVENTION
AVENTURE CITOYENNE

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) représentée par son Vice-Président Monsieur Alain COUCHOT en vertu de la délibération du Conseil d'Agglomération du 24 septembre 2018 et désignée sous le terme « m2A »

Et

L'ASSOCIATION THEMIS ayant son siège social à Strasbourg au 24 rue du 22 novembre, représentée par sa Présidente, Madame Josiane BIGOT et désignée sous le terme « l'Association »
D'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

L'association THEMIS est une association d'accès aux droits pour les jeunes et les enfants. Dans le cadre de ces missions, elle intervient en partie dans des établissements scolaires et différentes structures qui accueillent des jeunes afin de sensibiliser et d'informer sur des questions de droit et de citoyenneté.

Mulhouse Alsace Agglomération, au titre de sa compétence Prévention-Citoyenneté dans le cadre de la Politique de la Ville et de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, co-organise avec l'association THEMIS une action de grande ampleur d'éducation à la citoyenneté : « l'Aventure Citoyenne ».

Cette action présentant un intérêt communautaire, m2A apporte son soutien financier à l'action selon les modalités décrites dans la présente convention.

Article 1 : Objet

Par la présente convention, l'Association s'engage à réaliser l'action : « l'Aventure Citoyenne ».
Cette action s'inscrit dans une dynamique de prévention de la délinquance, d'accès au Droit et de sensibilisation à la citoyenneté et aux valeurs de la république. Elle concerne, pour l'année scolaire 2017/2018, 25 classes de cycle 3 d'écoles élémentaires du territoire de m2A. Le nombre de classes concernées pour l'année scolaire 2018/2019 est fixé à 25 classes maximum, les élèves bénéficiaires devront résider en majeure partie dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville de l'agglomération.

RETOUR OJ

Article 2 : Description de l'action

L'Aventure Citoyenne est une action qui se compose de 7 étapes pour chaque classe dont les objectifs sont les suivants :

- Favoriser l'éducation des enfants à une meilleure connaissance de leurs droits, notamment les droits relatifs au respect des personnes, à la non-violence, aux règles de vie en société, aux valeurs de la République.
- Informer sur les droits de l'enfant à partir de la Convention Internationale des Droits de l'Enfants et son application dans le quotidien de la vie des enfants (famille, école, vie sociale).
- Mettre en avant l'actualité des Droits de l'enfant comme outil de socialisation, de protection de l'enfant et d'éducation à la citoyenneté.
- Permettre aux enfants de s'engager dans une démarche d'apprentissage des bases de la citoyenneté, notamment européenne, et d'instituer la possibilité pour les enfants de se situer de manière responsable dans la vie sociale.
- Sensibiliser les enfants sur les fondements des règles et de la loi.
- Réaliser avec les enfants un parcours, sur la durée, qui le situe en tant qu'enfant sujet de droit et partie prenante à part entière de la vie en société.

Chaque étape et chaque temps fort sont précédés d'un travail en amont, et ensuite d'une « reprise » en classe réalisée par l'enseignant avec les enfants.

Les référents des classes sur cette action sont indifféremment l'association THEMIS et/ou le service Familles et Parentalité de m2A pour travailler aux cotés des enseignants au bon déroulement de l'Aventure Citoyenne.

L'Aventure Citoyenne nécessite un important travail de coordination, de mobilisation, d'information, tant au niveau des partenaires appelés à se mobiliser sur le projet qu'au niveau des classes, actrices sur l'année de cette action.

m2A et l'association THEMIS s'engagent mutuellement à coordonner les interventions, s'impliquer dans la dynamique générale de l'action, veiller au cadre pédagogique du projet tel qu'il a été élaboré, participer aux réunions du Comité de Pilotage ou autres instances d'évaluation et de suivi constituées pour cette action.

Les phases dites de préparation avant les étapes, de mise en œuvre opérationnelle et d'évaluation continue et finale constituent trois temps formels de co-construction, d'ajustement et d'évaluation commune entre le Service Familles et Parentalité, représentant m2A et l'association THEMIS.

Article 3 : Montant de la subvention

m2A contribue financièrement pour un montant de 48 800€, à la réalisation de l'action « L'aventure Citoyenne » pour l'année 2018.

RETOUR OJ

Cette contribution financière ne peut être versée que sous réserve des deux conditions suivantes :

- Le respect par l'association des obligations mentionnées.
- La vérification par m2A que le montant de la contribution n'excède pas le coût de l'action.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention de m2A fait l'objet *d'un versement unique,* sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours, du bilan financier de l'année précédente et après signature de la convention.

Elle est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur. Le versement est effectué au compte n°21025732807, clé 39, établissement de crédit BFCC, agence Strasbourg.

Article 5 : Engagements de l'association

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice au cours duquel une subvention a été versée les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Une copie certifiée de son budget et le cas échéant le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce
- Son rapport d'activité

Elle s'engage à faire mention de la participation de m2A sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer m2A sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 6 : Evaluation

m2A procède, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions ou de l'action auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er, sur l'impact du programme d'actions ou de l'action

RETOUR OJ

au regard de l'intérêt général, en fonction d'indicateurs définis conjointement entre les parties.

Article 7 : Contrôle de m2A

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A de la réalisation des objectifs et actions énumérés à l'article 1er, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses liées à l'action.

Au terme de la convention, l'Association remet, dans un délai de six mois, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 8 : Assurances et Responsabilité

Il y est précisé que chaque partie s'assure en responsabilité civile et est responsable des actions qui lui incombent dans le cadre de l'Aventure Citoyenne.
La responsabilité de m2A ne pourra être engagée qu'au titre des actions qu'elle mène (exemple : intervention de m2A entrainant un dommage pour un enfant).

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1er janvier 2018.

Article 10 : Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1er sans l'accord écrit de la collectivité, l'Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à m2A la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 5.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'Association devra rembourser à m2A la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de m2A pour la modification de l'objet.

Il en ira de même si la subvention excède le coût de la mise en œuvre de l'action.

La décision de m2A intervient après examen des justificatifs présentés par l'association et audition préalable de ses représentants.

La collectivité en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception

Les reversements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par m2A.

RETOUR OJ

Article 11: Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 12 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 13 : Compétence juridictionnelle

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le

Etabli en deux exemplaires originaux

L'association THEMIS	Mulhouse Alsace Agglomération
Josiane BIGOT	Alain COUCHOT
Présidente	Vice-Président

RETOUR OJ

CONVENTION
STAGE HORIZON

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) représentée par son Vice-Président *Monsieur Alain COUCHOT* en vertu de la délibération du Conseil d'Agglomération du 24 septembre 2018 et désignée sous le terme « m2A »

Et

L'ASSOCIATION THEMIS ayant son siège social à Strasbourg, 24 rue du 22 novembre, représentée par sa Présidente, *Madame Josiane BIGOT*.

Et

L'ASSOCIATION SAHEL VERT ayant son siège social à Wittelsheim, rue d'Ensisheim, représentée par sa Présidente, *Madame Myriam CHAMPEAU*.

Désignées sous le terme « les Associations »

D'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

L'association THEMIS est une association d'accès aux droits pour les jeunes et les enfants. Dans le cadre de ces missions, elle intervient en matière d'éducation à la citoyenneté et apporte également aide, information et accompagnement en matière de droit des enfants ou des jeunes.

L'association SAHEL VERT a pour objet d'apporter son concours, par tous les moyens appropriés, aux actions de prévention, d'insertion et de solidarité menées localement ou en faveur des pays dits « en voie de développement », de créer des liens d'amitié et d'échange entre les personnes qui partagent ses idées et participent aux actions, et de mener ces projets dans le cadre du « développement durable ». L'association SAHEL VERT mène des actions de solidarité et accueille des jeunes qui participent à la production de biens et de services d'utilité publique.

Mulhouse Alsace Agglomération, au titre de sa compétence Prévention-Citoyenneté dans le cadre de la Politique de la Ville et de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, co-organise avec la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale une action de prévention de la délinquance, appelée « STAGE HORIZON ». Le renouvellement de cette opération est fondé sur la « Convention de partenariat relative à la prise en charge de jeunes en difficultés

RETOUR OJ

comportementales en milieu scolaire Stage Horizon » signée le 10 février 2004.

Cette action présentant un intérêt communautaire, m2A apporte son soutien financier à l'action selon les modalités décrites dans la présente convention.

Article 1 : Objet

Par la présente convention, les associations s'engagent à réaliser l'action « STAGE HORIZON ». Cette action s'inscrit dans une dynamique de prévention de la délinquance, de lutte contre la récidive des comportements de rupture et de lutte contre l'absentéisme scolaire. Les collèges et lycées du territoire m2A peuvent bénéficier de ce dispositif en contactant les associations.

Article 2 : Description de l'action

L'action « STAGE HORIZON » se réalisera sur une année scolaire à raison de « 200 journées jeunes » sur cette période, par les 2 associations compétentes et se concrétisera par la prise en charge en alternance de jeunes scolarisés exclus de leur établissement temporairement ou définitivement.

Définition d'une journée jeune : 1 jeune accueilli en « STAGE HORIZON » pour 1 journée (présence dans les 2 associations sur la journée) correspond à 1 jour/jeune.

1 jeune accueilli en « STAGE HORIZON » est présent obligatoirement dans les 2 associations (suivant un temps défini par un planning adapté et individualisé). La durée maximale d'accueil en STAGE HORIZON ne pourra dépasser, pour le même stage, 10 jours ouvrables pour les 2 associations.

Le territoire de référence est le périmètre de Mulhouse Alsace Agglomération et principalement les établissements scolaires dont les élèves proviennent des quartiers prioritaires de l'agglomération. Seuls les établissements scolaires (collèges et lycées) situés sur ce territoire pourront bénéficier du projet « STAGE HORIZON ».

Un projet pédagogique global de prise en charge, traduisant des objectifs de travail et une prise en charge de qualité, conforme aux intérêts des jeunes, sera réalisé et mis en œuvre par les 2 associations en concertation avec l'Education Nationale.
L'implication des établissements et de l'Education Nationale d'une manière générale sur ce projet sera particulièrement fondamentale et à ce titre recherchée.
Un certain nombre d'autres partenaires sera également étroitement associé à la mise en œuvre de l'action.

RETOUR OJ

Un Comité de Pilotage créé pour suivre le déroulement des prises en charge, évaluer la mise en œuvre des stages et ajuster le dispositif en fonction de l'évolution des besoins sera réuni régulièrement pour permettre une évaluation qualitative et quantitative de l'action « STAGE HORIZON ».

Les 2 associations s'engagent à y participer régulièrement et à l'alimenter par les informations en leur possession sur le déroulement des stages et les prises en charges réalisées.

Un bilan de l'action sera réalisé et remis par les associations, en concertation avec les principaux partenaires et utilisateurs des stages.

m2A s'engage à soutenir financièrement les Associations THEMIS et SAHEL VERT pour la réalisation de l'action « Stage Horizon ».

Article 3 : Montant de la subvention

m2A contribue financièrement pour un montant prévisionnel de 12 000 €, à la réalisation de l'action « Stage Horizon » pour l'année 2018.

Cette contribution financière ne peut être versée que sous réserve des deux conditions suivantes :

- Le respect par l'association des obligations mentionnées.
- La vérification par m2A que le montant de la contribution n'excède pas le coût de l'action.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention de m2A fait l'objet d'un versement unique, sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours, du bilan financier de l'année précédente et après signature de la convention.

Un versement au titre de l'année 2018 sera effectué à chaque association après réception du bilan de l'action de l'année scolaire 2017/2018 :

- 6 000 € pour l'association THEMIS
- 6 000 € pour l'association SAHEL VERT

La subvention est créditée au compte de l'Association THEMIS selon les procédures comptables en vigueur. Le versement est effectué au compte n°21025732807, clé 39 établissement de crédit BFCC, agence Strasbourg.

Pour l'Association Sahel Vert, elle est créditée au compte selon les procédures comptables en vigueur. Le versement est effectué au compte n°00087866049, clé 87 établissement du CCM du Bassin Potassique, agence de Wittelsheim.

RETOUR OJ

Les associations devront obligatoirement avoir déposé leur dossier de demande de subvention dans le guichet unique de subventions (GUS) accessible sur le site internet de la collectivité.

Article 5 : Engagements des associations

Les associations s'engagent à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice au cours duquel une subvention a été versée les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Une copie certifiée de son budget et le cas échéant le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce
- Son rapport d'activité

Elles s'engagent à faire mention de la participation de m2A sur tout support de communication et dans leurs relations avec les médias

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par les associations, pour une raison quelconque, celles-ci doivent en informer m2A sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 6 : Evaluation

m2A procède, conjointement avec les associations, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions ou de l'action auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er, sur l'impact du programme d'actions ou de l'action au regard de l'intérêt général, en fonction d'indicateurs définis conjointement entre les parties.

Article 7 : Contrôle de m2A

Les Associations s'engagent à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A de la réalisation des objectifs et actions énumérés à l'article 1er, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses liées à l'action.

Au terme de la convention, les Associations remettent, dans un délai de six mois, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

RETOUR OJ

Article 8 : Assurances

Les Associations souscrivent toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elles paient les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de m2A puisse être mise en cause. Elles doivent justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de prime correspondant.

Article 9 : Responsabilité

L'aide financière apportée par m2A aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable aux Associations ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 10 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1er janvier 2018.

Article 11 : Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1er sans l'accord écrit de la collectivité, les Associations reconnaîtront leur obligation d'avoir à rembourser à m2A la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 5.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, les Associations devront rembourser à m2A la part non justifiée de la subvention versée sauf si elles ont obtenu préalablement l'accord de m2A pour la modification de l'objet.

Il en ira de même si la subvention excède le coût de la mise en œuvre de l'action.

La décision de m2A intervient après examen des justificatifs présentés par les associations et audition préalable de ses représentants.

La collectivité en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception

Les reversements sont effectués par les Associations dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par m2A.

Article 12: Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

RETOUR OJ

Article 13 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 14 : Compétence juridictionnelle

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le.

Etabli en trois exemplaires originaux

L'association THEMIS
Josiane BIGOT
Présidente

L'association SAHEL VERT
Myriam CHAMPEAU
Présidente

Mulhouse Alsace Agglomération
Alain COUCHOT
Vice-Président

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-558C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

73 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS COMMUNAUTAIRES AU SEIN DES ORGANISMES ET ASSOCIATIONS DIVERS - DÉLIBÉRATION COMPLÉMENTAIRE (0706/5.3.4/558C)

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération issue de la fusion est représentée au sein d'associations et dans de nombreux organismes ainsi que le prévoient leurs statuts.

Dans ce cadre, il est proposé de procéder aux modifications suivantes :

Dir	ORGANISME/ ASSOCIATION	NOMBRE DE SIÈGES	NOMS
4	ATELIER DE LA VIE	1 titulaire 1 suppléant	**Pierre SALZE** *(à la place de Mme KEMPF)* Chantal RISSER
4	LA SOURIS VERTE - KINGERSHEIM	3	**Raymond KASTLER** *(à la place de Mme KEMPF)* - Josiane MEHLEN - Alain WINCKELMULLER
4	LE PETIT POUCET - WITTENHEIM	1	**Raymond KASTLER** *(à la place de Mme KEMPF)*
4	ASSOCIATION CRECHE PORTE HAUTE	2	**Pierre SALZE** *(à la place de Mme KEMPF)* - Chantal RISSER
4	AFSCO	1 titulaire 1 suppléant	**Pierre SALZE** *(à la place de Mme KEMPF)* Josiane MEHLEN
4	CENTRE SOCIOCULTUREL WAGNER	1 titulaire 1 suppléant	**Béatrice GRETH** *(à la place de Mme KEMPF)* Josiane MEHLEN

RETOUR OJ

4	CENTRE SOCIOCULTUREL PORTE DU MIROIR	1 titulaire 1 suppléant	**Béatrice GRETH** *(à la place de Mme KEMPF)* Josiane MEHLEN
4	CENTRE SOCIOCULTUREL PAPIN	1 titulaire 1 suppléant	**Béatrice GRETH** *(à la place de Mme KEMPF)* Josiane MEHLEN
4	CENTRE SOCIOCULTUREL BEL AIR	1 titulaire 1 suppléant	**Béatrice GRETH** *(à la place de Mme KEMPF)* **Pierrette KEMPF** *(à la place de Mme MEHLEN)*

m2A ayant été élue mandataire mutualiste de SMACL Assurances en mai 2018, cette dernière a saisi m2A par courriel en date du 26 juillet 2018 pour la désignation d'un représentant au sein de leur assemblée générale. À ce titre, il est proposé d'y désigner Mme Lara MILLION.

Dir	ORGANISME/ ASSOCIATION	NOMBRE DE SIÈGES	NOMS
HD	ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE SMACL Assurances	1	**Lara MILLION**

Dans le cadre des élections partielles intégrales de Brunstatt-Didenheim des 27 mai et 3 juin 2018, il est proposé de remplacer Mme Marie-Louise SCHAFFHAUSER qui n'est plus élue municipale par Mme Nicole BEHA pour représenter m2A au sein du collège Pierre Pflimlin de Brunstatt-Didenheim.

Dir	ORGANISME/ ASSOCIATION	NOMBRE DE SIÈGES	NOMS
HD	COLLEGE PIERRE PFLIMLIN DE BRUNSTATT-DIDENHEIM	1	**Nicole BEHA** (à la place de Mme SCHAFFHAUSER)

Par ailleurs, M. Jean-Pierre WALTER étant déjà administrateur en tant que président délégué de l'office de tourisme au sein du conseil d'administration de l'association Musée Mulhouse Sud Alsace, les statuts de l'association ne lui permettent pas d'y siéger également au titre de m2A. C'est pourquoi, il est proposé de le remplacer par Mme Michèle STRIFFLER.

Dir	ORGANISME/ ASSOCIATION	NOMBRE DE SIÈGES	NOMS
2	CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION MUSÉES MULHOUSE SUD ALSACE	4	Jean-Claude EICHER - Raymond KASTLER - **Michèle STRIFFLER** *(à la place de M. WALTER)* - Christine DHALLENNE

RETOUR OJ

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération approuve les désignations mentionnées ci-dessus.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-560C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

73 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DANS LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE (EPCI) ET SYNDICATS MIXTES - REPRÉSENTATION DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION ISSUE DE LA FUSION AU SIVOM DE L'AGGLOMÉRATION MULHOUSIENNE (0706/5.3.3/560C)

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération issue de la fusion est représentée au sein d'établissements publics de coopération intercommunale et de syndicats mixtes ainsi que le prévoient leurs statuts.

M. Christian VOGT ayant démissionné de son mandat municipal, il est proposé de le remplacer par M. Jérémie FRIDERICH pour représenter m2A au SIVOM de l'agglomération mulhousienne.

SIVOM DE L'AGGLOMÉRATION MULHOUSIENNE	55 titulaires	Ludovic HAYE - Benoit BERGDOLL - Christophe BITSCHENE - Fabien BLANGENWITSCH - Jean-Marie BOCKEL - Michel BOURGUET - Christian BROMBACHER - Maryvonne BUCHERT - Guy DUMEZ - Francis DUSSOURD - Jean-Claude EICHER - Thierry ENGASSER - Pierre FISCHER - Danièle GOLDSTEIN - Jean-Maurice HATTENBERGER - Michel LAUGEL -

RETOUR OJ

		Philippe GRUN - Serge HAUSS - Francis HILLMEYER - Antoine HOMÉ - Gilbert IFFRIG - René ISSELE - Fabian JORDAN - Bernard JOURDAIN - Jean-Paul JULIEN - Alain LECONTE - Lara MILLION - Danièle MIMAUD - Rémy NEUMANN - Thierry NICOLAS - Henri NOBEL - Bernard NOTTER - Michel POCHON - Alain POWIELAJEW - Bernard RAPP - Philippe RICHERT - Pierrette KEMPF - Jean ROTTNER - Pierre SCARAVELLA - Christiane SCHELL - Gilles SCHILLINGER - Christian SCHNEBELEN - Cécile SORNIN - Jo SPIEGEL - Madeleine STIMPL - Bernard STOCKER - Michèle STRIFFLER - Paul-Andre STRIFFLER - Jean TOME - Philippe TRIMAILLE - Antoine VIOLA - **Jérémie FRIDERICH** *(à la place de M. VOGT)* - Jean-Pierre WALTER - Marie Estelle WINNLEN - Fabienne ZELLER

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération approuve cette proposition.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-546C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

73 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

EXTENSION DU POLE METROPOLITAIN AUX COMMUNAUTES D'AGGLOMERATION DE HAGUENAU ET DE SAINT LOUIS (045/5.7.9/546C)

Par courrier du 1er mars 2018, Fabian Jordan, président du pôle métropolitain, a fait part aux présidents des EPCI membres du pôle du souhait émis par le comité du pôle métropolitain, assemblée plénière du pôle, lors de sa réunion du 15 février dernier, en réponse à une demande exprimée par les présidents des communautés d'agglomérations de Haguenau et de Saint-Louis, que le pôle métropolitain puisse être élargi à ces deux communautés d'agglomérations. Le comité du pôle a estimé que cette extension permettrait de renforcer la cohérence géographique et l'attractivité du pôle, ainsi que la visibilité des agglomérations alsaciennes au sein de la région Grand Est.

Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, il revient aux conseils communautaires des cinq EPCI concernés (Eurométropole de Strasbourg, Mulhouse Alsace Agglomération, Colmar Agglomération, communauté d'agglomération de Haguenau et Saint-Louis Agglomération) de prendre une délibération, rédigée en termes concordants, ayant pour objet l'approbation d'une part de cette extension du pôle métropolitain et d'autre part des ajustements qui en découlent pour les statuts de celui-ci. Tel est l'objet de la présente délibération.

Le Pôle métropolitain fonctionne de manière souple. Il ne dispose pas d'administration propre. Les actions qu'il engage au titre des « Orientations stratégiques » dont il s'est doté, sont mises en œuvre dans le cadre d'un partenariat entre services des collectivités membres. De ce fait, le pôle métropolitain n'apparaît pas comme un échelon institutionnel supplémentaire.

RETOUR OJ

Le pôle métropolitain a été constitué pour offrir aux agglomérations membres un cadre qui leur permette de réfléchir ensemble aux grands enjeux qui conditionnent l'avenir de leurs territoires, pour en dégager des priorités d'action partagées, et pour élaborer ensemble, sur ces bases, une expression commune des grandes agglomérations d'Alsace aussi bien à l'égard de leurs partenaires institutionnels (Etat, Région, Etats limitrophes, etc.) qu'à l'égard des territoires environnants avec lesquels ces entités urbaines ont partie liée.

Le pôle métropolitain offre par ailleurs à ses membres l'opportunité de mutualiser des engagements que ceux-ci peuvent avoir pris à l'égard de partenaires communs. Ainsi le comité du pôle métropolitain a-t-il décidé que le pôle pourrait prendre le relais des agglomérations membres pour le soutien apporté jusqu'alors par chacune d'elles à certains organismes ou à certaines initiatives partenariales comme, par exemple, la démarche de labellisation « French Tech Alsace », ou l'opération « Meet in Alsace » autour du développement du tourisme d'affaires.

Son extension aux communautés d'agglomération de Haguenau et de Saint-Louis portera le pôle à 1.060.000 habitants.

L'élargissement du pôle métropolitain nécessite une adaptation des statuts portant d'une part sur le nom du pôle et d'autre part sur la composition du comité métropolitain.

Les dispositions de l'article L. 5731-3 du code général des collectivités territoriales prévoient en effet que les modalités de répartition des sièges tiennent compte du poids démographique de chacun des EPCI sans qu'aucun d'eux ne puisse disposer de plus de la moitié des sièges. Sur ces bases, et aux termes des statuts joints à la présente délibération, le « *Pôle métropolitain d'Alsace* », nouveau nom proposé pour le pôle, sera administré par un comité composé de 37 membres titulaires et 22 membres suppléants (contre 31 titulaires et 20 suppléants actuellement), répartis de la manière suivante :

- 15 titulaires et 10 suppléants pour l'Eurométropole de Strasbourg (sans changement)
- 12 titulaires et 8 suppléants pour Mulhouse Alsace Agglomération (sans changement),
- 4 titulaires et 2 suppléants pour Colmar Agglomération (sans changement)
- 3 titulaires et 1 suppléant pour la communauté d'agglomération de Haguenau,
- 3 titulaires et 1 suppléant pour Saint-Louis Agglomération.

Le Bureau du Pôle métropolitain passera de 10 membres actuellement à 15 membres : 1 président, 4 vice-présidents et 10 membres. Les 4 vice-présidents sont choisis parmi les représentants des EPCI autres que celui dont le président est issu. La reconduction du principe d'une présidence alternée sera à nouveau proposée au comité par les exécutifs des EPCI membres.

Je vous demande de bien vouloir approuver le projet de délibération suivant :

RETOUR OJ

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'extension du Pôle métropolitain aux communautés d'agglomération de Haguenau et de Saint-Louis, et la nouvelle dénomination qui en résulte, le pôle devenant « Pôle métropolitain d'Alsace » ;

- adopte les statuts du pôle joints à la présente délibération ;

- autorise le Président ou son représentant à signer tous documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

PJ : projet de statuts

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Statuts du

Pôle métropolitain d'Alsace

PROJET

Approuvés par les Conseils de :

- l'Eurométropole de Strasbourg lors de sa réunion du …..
- la Communauté d'agglomération Mulhouse-Alsace Agglomération, désignée par Mulhouse Alsace Agglomération dans les statuts, lors de sa réunion du …
- la Communauté d'agglomération Colmar Agglomération, désignée par Colmar Agglomération dans les statuts, lors de sa réunion du ….
- la Communauté d'agglomération de Haguenau lors de sa réunion du ….
- la Communauté d'agglomération de Saint-Louis Agglomération, désignée par Saint-Louis Agglomération dans les statuts, lors de sa réunion du …

Statuts approuvés par arrêté préfectoral en date du …..

RETOUR OJ

TITRE 1ER – CREATION, SIEGE, DUREE DU POLE METROPOLITAIN

Article 1er - Constitution

En application des dispositions des articles L.5731-1, L.5731-2 et L.5731-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est constitué, entre l'Eurométropole de Strasbourg, Mulhouse Alsace Agglomération, Colmar Agglomération, la Communauté d'agglomération de Haguenau et Saint-Louis Agglomération, un pôle métropolitain qui prend la dénomination de « Pôle métropolitain d'Alsace ».

Article 2 – Objet

Le pôle métropolitain est, conformément aux dispositions de l'article L.5731-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, constitué en vue d'actions d'intérêt métropolitain, afin de promouvoir un modèle d'aménagement, de développement durable et de solidarité territoriale.

Article 3 – Siège

Le siège du pôle métropolitain est fixé à Strasbourg, 1 place de l'Etoile.

Article 4 – Durée

Le pôle métropolitain est constitué pour une durée illimitée.

TITRE 2 – ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT DU POLE METROPOLITAIN

Article 5 – Composition du Comité métropolitain

En application des dispositions de l'article L.5731-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le pôle métropolitain est administré par un comité métropolitain de 37 membres titulaires et de 22 membres suppléants, désignés par les organes délibérants des établissements publics qu'ils représentent :

- 15 membres titulaires et 10 membres suppléants pour l'Eurométropole de Strasbourg

PROJET

RETOUR OJ

- 12 membres titulaires et 8 membres suppléants pour Mulhouse Alsace Agglomération
- 4 membres titulaires et 2 membres suppléants pour Colmar Agglomération
- 3 membres titulaires et 1 membre suppléant pour la Communauté d'Agglomération de Haguenau
- 3 membres titulaires et 1 membre suppléant pour Saint-Louis Agglomération.

En l'absence du délégué titulaire, le délégué suppléant, dûment convoqué dans les formes et délais prévus par la loi, a voix délibérative.

Hormis les cas de démission, décès ou remplacement, la durée du mandat de délégué titulaire et suppléant au sein du Comité métropolitain est celle des conseillers communautaires et des conseillers municipaux.

Article 6 – Fonctionnement du Comité métropolitain

Le Comité métropolitain règle par ses délibérations les affaires de la compétence du pôle métropolitain.

Le Comité métropolitain délibère sur toutes les questions qui intéressent le fonctionnement du pôle métropolitain. Il vote le budget, décide des études à mener et des actions à engager, examine et approuve les comptes.

Le Comité métropolitain peut créer, pour l'exercice de ses compétences, des commissions chargées d'étudier et de préparer ses décisions.

Article 7 – Bureau

Conformément aux articles L.5731-3, L.5711-1 et L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le bureau du pôle métropolitain est composé du président, d'un ou de plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres.

Le nombre de vice-présidents est déterminé par le Comité métropolitain sans que ce nombre puisse être supérieur à 20%, arrondi à l'entier supérieur, de l'effectif total du comité syndical ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents.

Le Comité métropolitain désigne en son sein un Bureau composé de 15 membres, dont 1 Président, 4 vice-présidents et 10 membres. Les membres du Bureau sont élus au scrutin uninominal à un seul tour.

Les 4 vice-présidents sont choisis parmi les représentants de chacun des quatre EPCI autres que celui dont le président est issu. L'élection du Bureau est présidée par le doyen d'âge, le secrétariat étant assuré par le benjamin.

PROJET

RETOUR OJ

Il est procédé immédiatement et selon les mêmes modalités au remplacement de tout membre du Bureau dont le poste viendrait à être vacant pour quelque cause que ce soit.

Le Bureau se réunit sur convocation de son président. Il prépare les décisions du Comité métropolitain.

Le Comité métropolitain fixe les délégations accordées au Bureau dans les conditions fixées à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 8 – Président

Le Président est l'organe exécutif du pôle métropolitain.

Le Président convoque les réunions du Comité métropolitain. Il dirige les débats, prépare et exécute les décisions du Comité. Sa voix est prépondérante en cas d'égalité lors des votes. Il est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes du pôle métropolitain.

Le Président est seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une autre délégation, à d'autres membres du Bureau ; ces délégations subsistent tant qu'elles n'ont pas été rapportées.

Il peut également donner, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au directeur général du pôle métropolitain, et au directeur général adjoint des services. Le Président représente le pôle métropolitain en justice.

TITRE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Article 9 - Budget du pôle métropolitain

Le budget du pôle métropolitain pourvoit aux dépenses d'investissement et de fonctionnement nécessaires à la réalisation des missions et compétences pour lesquelles il est institué.

Conformément aux articles L.5731-3, L.5711-1 et L.5212-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, copie du budget et des comptes du pôle est adressée chaque année aux organes délibérants de ses membres.

Article 10 – Recettes

Les recettes du pôle métropolitain sont constituées par :

1. les contributions de l'Eurométropole de Strasbourg, de Mulhouse Alsace Agglomération, de Colmar Agglomération, de la Communauté

PROJET

RETOUR OJ

d'Agglomération de Haguenau et de Saint-Louis Agglomération. La contribution des membres est obligatoire pour ces derniers pendant la durée de pôle métropolitain et dans la limite des nécessités du service telle que les décisions du pôle l'ont déterminée. Le montant de la contribution des membres aux dépenses du pôle est fixé chaque année par le comité syndical. La contribution est fonction du nombre d'habitants. La population prise en compte est la population totale (population municipale et population comptée à part) de l'EPCI membre. Les contributions aux dépenses du pôle sont réparties entre les membres de la manière suivante : contribution de base x (x) euros par habitant. En cas d'adhésion ou de retrait d'un membre en cours d'année, le comité syndical précisera les conditions financières de l'adhésion ou du retrait de ce membre.

2. les subventions ou fonds de concours qui pourront être obtenus auprès de l'Etat, de l'Union européenne, des Départements, de la Région ou de toutes autres collectivités territoriales et établissements publics,
3. les subventions, recettes et produits divers.

Article 11 – Désignation du Receveur

Les fonctions de receveur du pôle métropolitain sont exercées par le Trésorier principal de l'Eurométropole de Strasbourg.

PROJET

RETOUR OJ

TITRE 4 – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 12 : admission et retrait des membres, modifications statutaires

En application des articles L.5731-3 et L.5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'admission de nouveaux membres, le retrait de l'un d'entre eux, ou toute modification aux présents statuts est opérée dans le respect des procédures prévues à cet effet par le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5211-18, L.5211-19, L.5211-17 et L.5211-20.

Article 13 : dissolution du pôle

En application des articles L.5731-3 et L.5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la dissolution du pôle métropolitain est opérée dans les conditions fixées par les articles L.5212-33, L.5212-34, L.5211-25-1 et L.5211-26 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 14 – Droit applicable

Le pôle métropolitain est soumis :

- conformément à l'article L.5731-3 du Code Général des Collectivités Territoriales aux règles applicables aux syndicats mixtes prévus par l'article L.5711-1 de ce code,
- conformément à l'article L.5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales aux dispositions communes régissant les établissements publics de coopération intercommunale ainsi qu'aux règles applicables aux syndicats de communes.

Article 15 – Règlement intérieur

Le pôle métropolitain adopte un règlement intérieur soumis à l'approbation du comité métropolitain statuant à la majorité de ses membres. Ce règlement est destiné à préciser les modalités de fonctionnement du comité.

PROJET

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-564C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

73 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2017
(021/5.7.9/564C)

Conformément à l'article L5211-39 du code général des collectivités territoriales, il appartient à la Communauté d'Agglomération de présenter son rapport d'activités annuel.

Le rapport se compose d'une présentation générale de notre agglomération : son organisation, ses ressources, les atouts économiques et humains de son territoire, ainsi que ses projets d'avenir.

Il retrace les actions entreprises ou soutenues par m2A au cours de l'année 2017 et s'articule autour de trois priorités stratégiques :

- un territoire attractif, en matière de développement économique et touristique, de soutien à l'emploi et à l'enseignement supérieur,
- un territoire responsable, par ses politiques d'aménagement durable et de gestion des déchets,
- un territoire solidaire, grâce à une offre de services favorisant l'épanouissement de ses habitants et contribuant à la cohésion sociale de l'agglomération.

RETOUR OJ

Le rapport d'activités sera transmis à chacune des communes membres, pour information de leur Conseil Municipal.

PJ : 1

Le Conseil d’agglomération prend acte de la présente communication.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ



RAPPORT D'ACTIVITÉ

2017

m2A participe activement au développement des infrastructures de transport, notamment des ports de Mulhouse-Rhin.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

RETOUR OJ

Mulhouse Alsace Agglomération

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION (m2A)

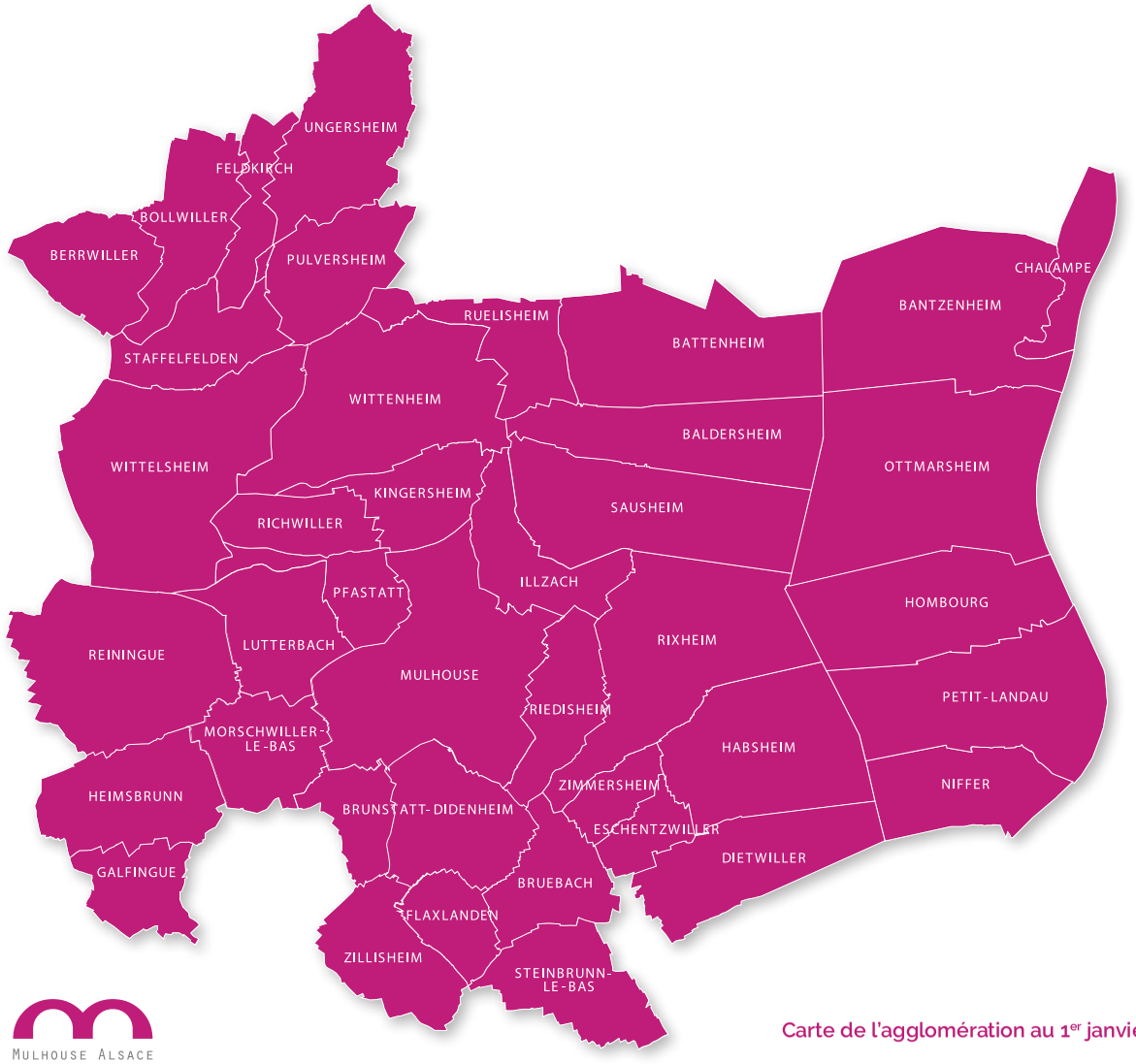
La communauté d'agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) compte depuis le 1er janvier 2017 39 communes membres :

Baldersheim, Bantzenheim, Battenheim, Berrwiller, Bollwiller, Bruebach, Brunstatt-Didenheim, Chalampé, Dietwiller, Eschentzwiller, Feldkirch, Flaxlanden, Galfingue, Habsheim, Heimsbrunn, Hombourg, Illzach, Kingersheim, Lutterbach, Morschwiller-le-Bas, Mulhouse, Niffer, Ottmarsheim, Petit-Landau, Pfastatt, Pulversheim, Reiningue, Richwiller, Riedisheim, Rixheim, Ruelisheim, Sausheim, Staffelfelden, Steinbrunn-le-Bas, Ungersheim, Wittelsheim, Wittenheim, Zillisheim, Zimmersheim.

Au 1er janvier 2017, m2A compte 277 999 habitants.

La communauté d'agglomération développe notamment les compétences suivantes pour les communes qui la composent :

- Aménagement de l'espace communautaire
- Chauffage urbain
- Cohésion sociale
- Culture et tourisme
- Déchets, propreté, collecte et déneigement
- Développement durable
- Développement économique
- Emploi
- Énergie et environnement
- Enseignement supérieur
- Équipements sportifs
- Habitat et logement
- Périscolaire
- Personnes âgées
- Petite enfance
- Prévention et citoyenneté
- Transport et déplacement



Carte de l'agglomération au 1er janvier 2017

Mulhouse Alsace Agglomération

RETOUR OJ



UNE DÉTERMINATION COLLECTIVE AU SERVICE DE NOTRE TERRITOIRE

Depuis le 1er janvier 2017, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) a vu son périmètre élargi grâce à la fusion avec l'ex communauté de communes Porte de France Rhin Sud.
Six nouvelles communes ont ainsi intégré notre agglomération qui compte aujourd'hui 39 membres, 39 forces, 39 atouts pour notre territoire.

Ce rapport d'activité illustre avant tout, le travail constant mené par l'ensemble de la collectivité et par ses partenaires pour donner vie aux trois piliers actuels de notre projet communautaire : attractivité économique, transition énergétique et service aux habitants ; un projet ambitieux qui fixe le cap de notre action jusqu'en 2020. Ces trois piliers ne sont pas que des mots. Ils expriment une vision de territoire et l'engagement concret de chacun d'entre nous, élus et agents, à faire de notre agglomération un modèle pour les autres intercommunalités.

Sur le plan de la gouvernance, notre nouveau modèle de co-construction, de dialogue et d'échanges réels fait ses preuves : comité d'impulsion, bureau, ateliers-projets, forum et conseil d'agglomération. Grâce à cette organisation horizontale, les élus débattent, travaillent ensemble sur des projets communs et trouvent des solutions partagées par tous.

Concernant nos réalisations, elles sont nombreuses et démontrent notre détermination collective à agir pour notre territoire. Sur le plan de l'économie, de l'innovation et de la recherche, m2A est sur tous les fronts : lancement des travaux de KM0, nouvelle gouvernance des ports de Mulhouse Rhin, chantier du Learning Center, soutien aux filières technologiques et aux pôles de compétitivité, challenge Industrie Mulhouse… Notre stratégie d'innovation « Campus Industrie 4.0 » nous permet de poursuivre également nos partenariats « privé-public » entre laboratoires, entreprises et centres de recherche.

Sur le plan des mobilités et de la transition énergétique, saluons notamment la création du « Compte Mobilité », une première en Europe portée avec fierté par les services de notre collectivité et nos partenaires. Autres succès, la mise en place d'un nouveau service de navette vers la bande rhénane et le développement des pistes cyclables qui s'inscrit dans le cadre de notre plan vélo. L'avenir passe par des mobilités douces et partagées.

En matière de services aux habitants, l'amélioration constante et le développement des équipements est aussi un axe central de notre stratégie d'attractivité. Périscolaire, petite enfance, plate-forme d'e-services pour simplifier les démarches administratives des usagers, notre agglomération travaille pour le bien-être collectif sur l'ensemble du territoire. Identifiés comme stratégiques, les équipements sportifs ont également bénéficié d'investissements majeurs. Nouveau fleuron, la base nautique de canoë-kayak est ainsi le symbole d'une volonté de service de haute qualité pour tous les habitants.
Vous l'aurez compris, 2017 a été une année riche de projets et d'actions au service d'un seul objectif : l'attractivité durable d'un territoire exemplaire, le nôtre !

Merci à tous et très belle lecture !

Fabian Jordan
Président



UN TERRITOIRE ATTRACTIF

UN TERRITOIRE ATTRACTIF

À la croisée des grands réseaux de transport, le territoire mulhousien est particulièrement attractif. Ce n'est pas son seul argument. Les infrastructures universitaires, la qualité de la main-d'œuvre ou encore l'esprit d'entreprendre sont aussi des atouts majeurs et surtout, des leviers pour développer des projets phares de croissance et d'emplois, plus globalement, un climat favorable au développement des entreprises.

RENFORCER LA COMPÉTITIVITÉ

Sous l'impulsion de ses élus, l'agglomération mulhousienne a poursuivi, en 2017, sa stratégie de développement économique initiée dès 2011 (« Mulhouse Alsace Eco 2020 »). Objectifs : améliorer la compétitivité de son territoire et favoriser la création d'emplois. Pour cela, l'agglomération s'appuie sur ses atouts majeurs : un emplacement géographique stratégique en France et en Europe, une accessibilité et des infrastructures logistiques et de transports exceptionnelles (EuroAirport, TGV, Tram-Train) et un tissu économique dynamique.

Pour gagner sa place au cœur du réseau des Métropoles du Rhin supérieur et compter parmi les régions les plus compétitives et attractives d'Europe, l'agglomération mulhousienne a placé l'innovation par le numérique et la qualité de son offre territoriale aux premiers rangs de ses priorités, notamment par la poursuite du développement du « croissant technologique ouest », qui concentre la majeure partie des acteurs de l'innovation (Parcs d'activités, Campus universitaire, gare TGV, hôtel d'entreprises, pépinières, site industriel réhabilité…).

En 2017, m2A a poursuivi le développement de son projet phare d'aménagement : « Quartier d'affaires Mulhouse TGV ». Débuté en 2011, ce quartier proposera, à l'horizon 2025, près de 57 000 m² consacrés aux activités tertiaires et ce, à proximité immédiate d'un hub de transport international. En 2017, 31 000 m² ont été aménagés, quatre immeubles construits et trois en projets dont deux faisant l'objet d'un permis de construire délivré.

m2A assure en outre l'entretien et la gestion au quotidien des zones d'activités en relation avec les communes d'implantations, définit avec elles les conditions et les niveaux d'interventions, supervise l'exécution des prestations et préconise les évolutions à envisager. Dans cette logique, elle a poursuivi l'aménagement des parcs et des zones d'activités (Collines, Didenheim, Dietwiller, Aire de la Thur, Carreau Marie-Louise avec l'implantation de l'entreprise ALOY…) et le développement de ses pépinières et ses hôtels d'entreprises (Technopôle et site DMC, village artisanal du Drouot, village industriel de la Fonderie…).





Après l'acquisition en 2015 d'une partie du site DMC (7,5 hectares), m2A a entrepris des travaux conservatoires et de réhabilitation de certains bâtiments du site, avec pour ambition de réussir, d'ici 2030, la reconversion de ce site industriel mondialement reconnu en un quartier combinant habitats, activités économiques et culturelles.

Au cours de l'année 2017, m2A a lancé un atelier-projet sur la faisabilité du PLUi (Plan Local d'Urbanisme intercommunal) afin de construire un projet de développement respectueux de l'environnement et de consolider les politiques nationales et territoriales d'aménagement avec les spécificités du territoire.

Depuis la fusion de m2A et de la CCPFRS au 1er janvier 2017, le Président de m2A conduit la procédure de révision du SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale). Ce projet initié en mars 2012 a pour double objectif de faire de l'agglomération un territoire accueillant pour les activités économiques, exemplaire du point de vue environnemental mais aussi de maintenir le dynamisme de croissance démographique. Au niveau du territoire alsacien, le SCOT prend également en compte le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, le Schéma Climat Air Energie, le Plan Climat Energie Territorial.

En septembre 2017 commençaient les travaux sur le site TUBA. Ce lieu unique en Alsace financé par des acteurs privés (66%) et par m2A favorise l'« Open Innovation » (innovation ouverte), facilitant les échanges entre citoyens, entrepreneurs et industriels qui souhaitent participer à la création de la ville de demain, les industriels qui veulent tester des idées et tous les acteurs de l'accompagnement qui y voient un outil efficace de validation des idées et des projets. Ce lieu d'échange permet également de faire de Mulhouse et son agglomération un territoire leader pour les expérimentations et les usages innovants. En 2017, m2A s'est engagée à verser une subvention de 60 000 € par an sur une période de 3 années.

Pour renforcer l'attractivité de son territoire, Mulhouse Alsace Agglomération participe activement au développement des infrastructures de transport. Alors que la concession des trois ports de Mulhouse-Rhin se termine, m2A et l'ensemble de ses partenaires ont souhaité se structurer pour mettre en œuvre un plan de développement ambitieux à long terme. Cette structure a pris la forme d'un Syndicat Mixte Ouvert.

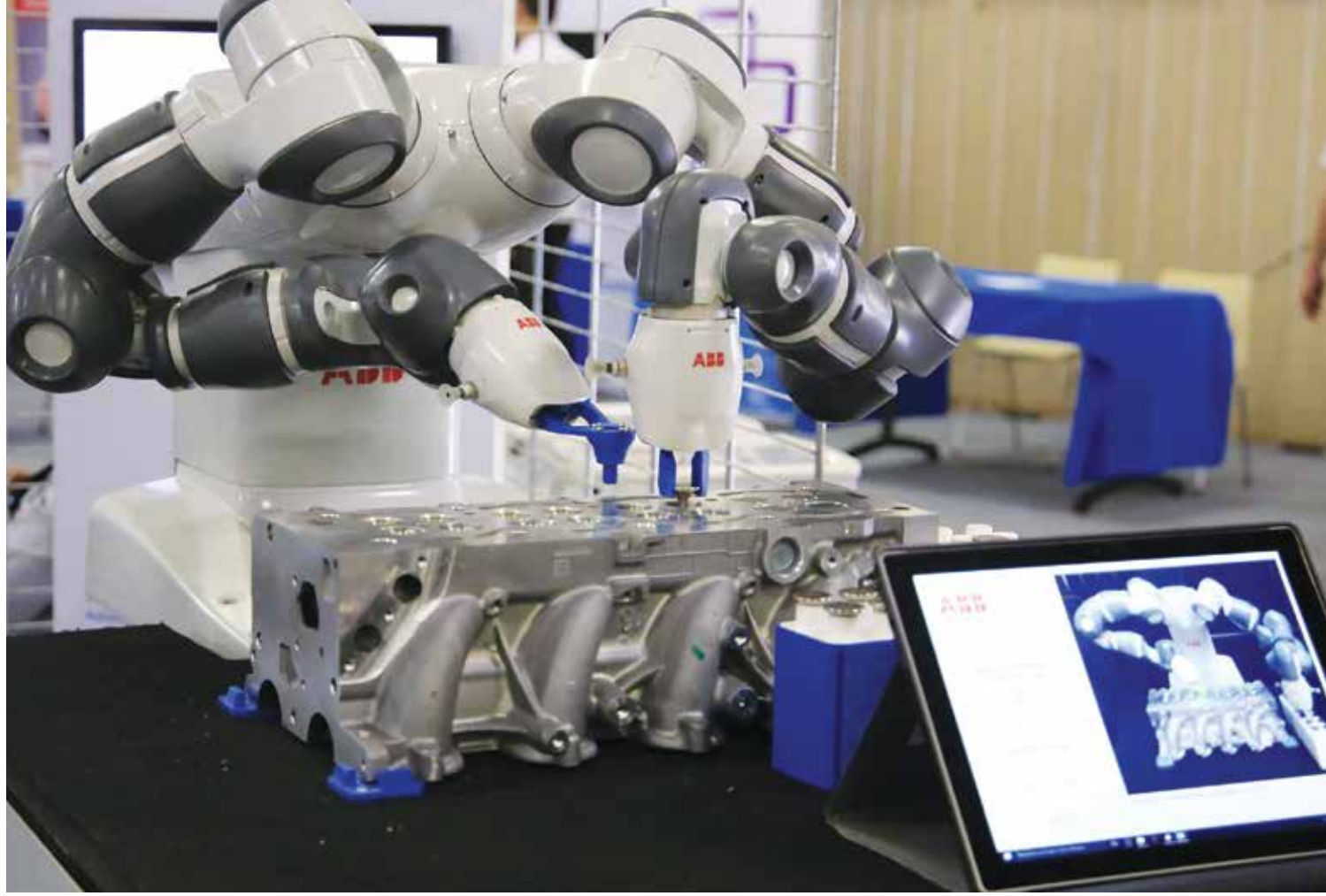
m2A s'est lancée dans la réhabilitation des carreaux miniers afin d'en faire des zones d'activités basées sur le développement durable. La friche Marie-Louise a été convertie en zone d'activité à dominantes industrielle et logistique. Cet aménagement a été subventionné à hauteur de 1,4 million d'euros (HT) par m2A. En 2017, une étude a été menée afin de déterminer l'opportunité d'engager la reconversion du carreau Amélie. Autre domaine de développement : m2A s'est engagée dans une relation de trois années avec la Région Grand Est afin de faire de l'agglomération une terre d'accueil des tournages de cinéma. En contrepartie, le territoire s'engage financièrement pour appuyer les productions par l'intermédiaire de la Région. En 2017, 20 000 € ont permis de fixer sur l'agglomération un tournage prévu ailleurs ; 30 heures de tournage ont été effectuées au cours de l'année et l'objectif est de multiplier ces heures en 2018. Ce sont des retombées économiques pour le territoire.
L'agglomération a également poursuivi sa démarche de soutien aux filières technologiques et aux pôles de compétitivité : « Véhicule du Futur », « Alsace Biovalley » et « Fibres Énergivie ».

SOUTENIR L'EMPLOI

La création d'emplois est l'un des objectifs majeurs de la stratégie économique de l'agglomération. En 2017, m2A a donc poursuivi une politique forte qui vise à valoriser davantage le capital humain. Qu'il s'agisse d'accompagner les demandeurs d'emploi, de favoriser l'adaptation des actifs aux mutations du marché de l'emploi ou de développer un réseau partenarial intervenant dans le domaine de l'orientation. m2A a également réaffirmé son engagement auprès des associations et a continué de soutenir des événements régionaux et des dispositifs pour adapter les compétences des demandeurs d'emplois aux évolutions du marché du travail.
Parallèlement, m2A favorise l'entrepreneuriat et les projets de création d'activité économique basé sur les valeurs de l'Economie Sociale et Solidaire dans une volonté de dynamique locale. Elle a ainsi lancé les projets ALOR (Agenda Local des Opportunités de Recrutement) et Court-circuit. m2A favorise également tout au long de l'année le travail transfrontalier grâce à l'élargissement de la convention partenariale pour l'emploi avec l'Allemagne.

RETOUR OJ





INNOVATION ET NUMÉRIQUE AU CŒUR DU PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

Grâce à un travail partenarial remarquable, m2A a rejoint le réseau national « French Tech » qui place désormais le territoire parmi les écosystèmes numériques français les plus propices au développement et à l'internationalisation des startups. La French Tech Alsace dont m2A fait partie a en effet intégré le réseau thématique *Health Tech* (santé, médecine, biotechnologies, dispositifs médicaux, bien-être et silver economy).

En juillet 2016, m2A a obtenu le label thématique French Tech « *IOT Manufacturing* », autrement dit « l'Industrie du futur » et la reconversion des industries aux nouvelles technologies (internet des objets, objets connectés, hardware, impression 3D, robots et drones).

Inscrit dans la démarche French Tech Alsace, le lancement des travaux sur le site KMØ dans les anciens locaux de la friche industrielle de l'ex-SACM (Société Alsacienne de Construction Mécanique) a eu lieu en 2017. L'objectif est de créer une cité numérique au sein du Village Industriel afin de réunir sur 11 000 m² un ensemble d'acteurs constituant un écosystème d'innovation et de création d'entreprises (startups, entreprises du secteur numérique, organismes de formation, TechLab). La particularité du projet est la présence d'un TechLab dédié à l'expérimentation, au prototypage et à la production en petite série qui offre la spécificité « Industrie et numérique » en phase avec le positionnement de l'agglomération sur la thématique « Industrie du Futur ». En février, un protocole de constitution de la SAS KMØ a été signé entre les porteurs publics et privés du projet (la Caisse de Dépôts, le Crédit Agricole Alsace Vosges et les co-fondateurs du KMØ).

KMØ

COÛT DES TRAVAUX DES ACCÈS DU SITE :
390 736 € TTC

SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU CPER VOLET TERRITORIAL :
260 509 €

Toujours dans le but de stimuler l'innovation dans les entreprises, et identifier de nouveaux projets grâce à une démarche d'open innovation, la première édition du « Challenge Industrie Mulhouse » a eu lieu fin mars 2017 à l'Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs Sud Alsace. 4 projets ont ainsi été développés. L'agglomération a attribué une subvention de 6 000 €.

Dans le cadre de sa stratégie d'innovation «Campus Industrie 4.0» visant à renforcer le lien entre laboratoires, entreprises et formation pour accompagner la révolution numérique et technologique, m2A et ses partenaires soutiennent également des projets concourant à la compétitivité des entreprises industrielles comme le Projet Novatech, l'ACCESS LAB ou encore la formation professionnelle pour «l'industrie du futur».

APPUI AU SALON « INDUSTRIES DU FUTUR » 2017 :
100 000 € TTC

APPUI AU PROJET « ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE » :
70 000 € TTC

APPUI AU PROJET CAMPUS INDUSTRIES 4.0 :
140 640 € TTC



RETOUR OJ



FAIRE RAYONNER L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, m2A aide les établissements d'enseignement supérieur de son territoire, notamment l'UHA (Université de Haute-Alsace) en lien étroit avec le tissu économique local dans le cadre de démarches de transferts de technologies. Ainsi, m2A mène des actions dans plusieurs domaines : immobilier, équipement de laboratoire, soutien au développement de la recherche, subvention pour des événements ou pour aider au développement de la vie étudiante.

En 2017, les travaux du Learning Center se sont poursuivis pour une ouverture prévue en 2019. Plus qu'une simple bibliothèque universitaire, ce bâtiment de 3 500 m² proposera des ressources pour apprendre, s'informer, s'ouvrir au monde, obtenir de nouvelles certifications en complément de ses diplômes, des lieux de travail individuels et collectifs, des outils pour apprendre autrement. Ce centre, ouvert sur la ville, sera un moyen de favoriser la diffusion de la culture scientifique et technique.





LE TOURISME COMME LEVIER DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

En 2017, Mulhouse et son agglomération ont poursuivi la mise en œuvre de la stratégie de développement sur le segment du tourisme urbain de court séjour. Ainsi, la ville centre est clairement positionnée comme une destination de City break (courts séjours) avec ses atouts « culture, patrimoine, shopping » et un lieu privilégié pour le tourisme d'affaires, notamment dans le cadre de la démarche régionale « Meet in alsace ».

Le tourisme étant une économie de l'offre, pour atteindre ses objectifs, l'agglomération, en collaboration avec son Office de Tourisme et l'ensemble des professionnels du secteur, poursuit le développement d'une offre créative et innovante, autour notamment de la zone nord du territoire, qui regroupe le Parc du Petit Prince et l'Ecomusée d'Alsace. La « Route de la Potasse » a été officiellement lancée en mai 2017. Cet itinéraire de 18 km au départ de Mulhouse permet de visiter des sites miniers emblématiques ayant marqué l'histoire et le paysage de notre territoire.

Avec l'ensemble des partenaires et acteurs du territoire, m2A s'est efforcée de rendre la destination lisible et accessible grâce au TGV, à l'EuroAirport, aux aménagements urbains et aux pistes cyclables, de diversifier l'offre en investissant dans les musées et le Parc Zoologique et Botanique (1er site touristique du Haut-Rhin) tout en soutenant les événements à fort potentiel touristique puis adapter l'offre aux attentes des publics en misant sur les labels (cyclo touristique, Famille+, art & histoire, tourisme & handicap). Elle peut s'appuyer sur des sites uniques tels que la Cité de l'Auto et le Parc du Petit Prince, mais aussi sur des sites historiques comme le mémorial 14-18 du Hartmannswillerkopf. Concernant ses propres infrastructures (camping de l'Ill, Auberge de Jeunesse, Office de Tourisme), m2A a continué d'investir pour améliorer la qualité de l'accueil et des prestations. Porte du Parc Naturel du Ballon des Vosges et au cœur d'une zone transfrontalière, le cadre naturel et la situation géographique de notre territoire sont des atouts de taille.

C'est pourquoi, en 2017, la collectivité a souhaité poursuivre les efforts entamés les années précédentes afin de mettre en avant tous les atouts touristiques et améliorer l'accueil des touristes.

LA ROUTE DE LA POTASSE

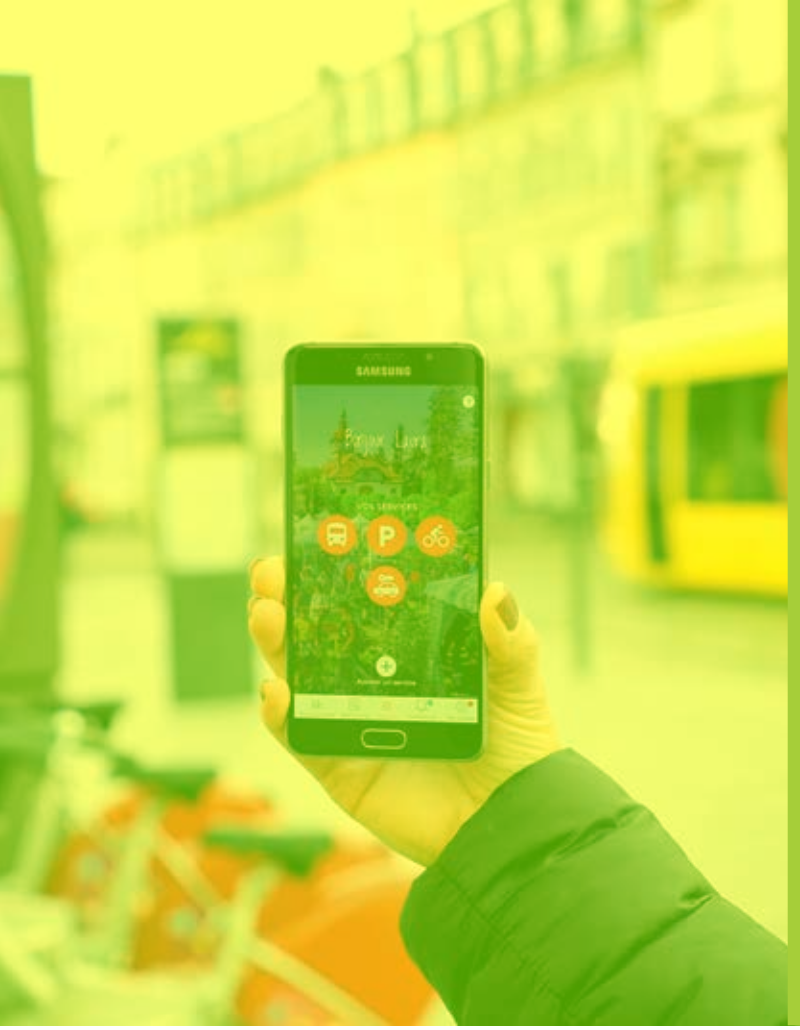
Tourisme sur l'agglomération :

4,7 millions DE VISITEURS

203 M€
DÉPENSÉS DONT 12
POUR L'HÉBERGEMENT

900 086 NUITÉES DÉCLARÉES
EN 2017
+ 10% PAR RAPPORT À 2016

RETOUR OJ



UN TERRITOIRE RESPONSABLE

UN TERRITOIRE RESPONSABLE

En 2017, m2A et ses partenaires ont poursuivi la mise en œuvre du Plan stratégique de la transition énergétique du territoire validé en 2015. Il constitue le fil conducteur de l'ensemble des politiques publiques et des services : de l'incitation à utiliser les transports publics, le vélo, la marche à pied en passant par la recherche permanente d'économie d'énergie ou encore le développement des énergies renouvelables.

UNE OFFRE DE TRANSPORT ADAPTÉE AUX BESOINS EN MOBILITÉ

Pour préserver le cadre de vie, préparer la transition durable de son territoire et répondre ainsi aux enjeux du climat/énergie, m2A s'est fixée une feuille de route : aménager de façon équilibrée et durable l'espace communautaire, augmenter de 25% la fréquentation des transports en commun tout en facilitant le quotidien des habitants, enfin, mettre en œuvre les actions définies dans son Plan climat (sobriété et autonomie énergétiques, préservation et valorisation des paysages et de la biodiversité, optimisation de la gestion des déchets…).



En 2017, m2A a lancé le projet du **Compte Mobilité**, s'inscrivant ainsi parmi les territoires européens pionniers dans la mouvance de la Smart City et du MaaS (Mobility as a Service). Ce projet, associant partenaires publics et privés, est un concept innovant récompensé par le Label OR lors du Forum des interconnectés le 6 décembre 2017. Il propose :

- un accès simplifié à différents services de mobilité, permettant de voyager librement avec le bus, le tram, le vélo, la voiture en libre-service,
- une facture éditée en fonction de la consommation réelle en garantissant le meilleur tarif,
- une seule application pour gérer l'ensemble de ses déplacements.

Cette démarche initiée en 2015 a été élaborée avec les acteurs locaux de services de mobilité (Soléa, JC Decaux, Citiz, Médiacycles, Citivia, Indigo…). Après une phase de test, le service sera proposé au grand public en septembre 2018.

Montant global du projet Compte Mobilité : 605 000 euros HT
240 000 euros : financés par Transdev et sa filiale Cityway
365 000 euros : financés par m2A dont une subvention de 71 000 euros de l'État dans le cadre de la transition énergétique et de 100 000 euros émanant de la Caisse de Dépôts et Consignations.

RETOUR OJ

VERS UNE MEILLEURE FRÉQUENTATION DES TRANSPORTS PUBLICS

Création du service Chronopro « Bel Air - Parc des Collines »

Cette navette visant à améliorer la desserte des entreprises du Parc des Collines à Mulhouse a été lancée le 4 septembre 2017.

- 7 arrêts depuis le pôle d'échanges « Bel Air »
- Transport à la demande
- Possibilité de réserver au dernier moment
- Gestion des réservations via une appli
- +53% de réservation entre septembre et décembre 2017

Desserte de 6 nouvelles communes

Au 1er janvier 2017, le périmètre de transports urbains de m2A s'est élargi en intégrant les communes de Bantzenheim, Chalampé, Hombourg, Ottmarsheim, Niffer et Petit-Landau. Un service de navette pour les desservir a été mis en service le 20 novembre 2017.

- 3 allers-retours par semaine pour chaque commune
- un service déclenché sur réservation pour une maîtrise des coûts
- accessible à tous avec la tarification Soléa

MOBILITÉ DOUCE : LE PLAN VÉLO DE L'AGGLOMÉRATION

En 2016, m2A a lancé l'élaboration d'un plan vélo pour servir de cadre aux actions engagées par celle-ci et les communes en vue de développer la pratique du vélo sur son territoire. Les grandes orientations :

- révision du Schéma directeur cyclable et aménagement d'un réseau structurant sécurisé, lisible et continu adapté au nouveau périmètre de l'agglomération
- développement du vélo à assistance électrique d'un usage pertinent sur des distances importantes à l'échelle de l'agglomération
- développement des services aux cyclistes en s'appuyant notamment sur les technologies numériques.

Actions réalisées en 2017 :

- Réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle entre Ottmarsheim et Chalampé en continuité de celle réalisée entre Hombourg et Ottmarsheim afin d'éviter la RD 52 très fréquentée par les poids lourds.
- Réalisation de la 1ère tranche entre le carrefour Linda et l'entrée de l'entreprise Solvay (3,5 km) en 2017 : 825 000 € TTC
- Engagement de la deuxième tranche entre l'entrée de Solvay et Chalampé (1 km) en 2018 : estimée à 180 000 € TTC
- Rencontres avec les 39 communes de l'agglomération pour concrétiser en 2018 la révision du Schéma directeur cyclable et la programmation des projets d'aménagements cyclables prioritaires jusqu'en 2019
- Achat de 565 vélos à assistance électrique, conception du service de location mis en service en mai 2018.

Pistes cyclables de m2A fin 2017 :

- 388 km de voies aménagées pour les vélos : pistes et bandes cyclables, double sens cyclables…
- 4 300 arceaux soit plus de 8 000 places de stationnement





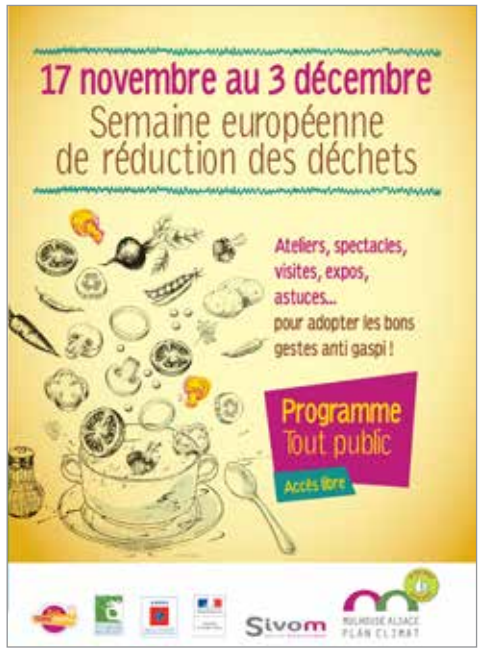


OPTIMISER LA COLLECTE ET RÉDUIRE LES DÉCHETS

En répondant à des préoccupations environnementales, économiques et sociales, l'agglomération mulhousienne a fait de la gestion et de la prévention des déchets un enjeu de développement durable et global du territoire.

En 2017, m2A a poursuivi son projet de conteneurisation et mise en place de la collecte sélective en porte-à-porte : préparation de l'arrivée des bacs pour la collecte en porte à porte des ordures ménagères et des déchets recyclables sur 8 nouvelles communes : Eschentzwiller, Zimmersheim, Bruebach, Steinbrunn-le-Bas, Flaxlanden, Zillisheim, Heimsbrunn, Galfingue. Le budget s'élève à 0,4M€ (enquêtes, fourniture et distribution des bacs).

Effectif en mars 2018, ce mode de collecte concerne un peu plus de 10 000 habitants, après les foyers des communes de Lutterbach, Reiningue, Morschwiller-le-Bas, Riedisheim et Brunstatt-Didenheim en 2016.



En 2013, m2A s'est engagée dans un Programme Local de Prévention des Déchets (PLP).
En 2017, une centaine de partenaires sont mobilisés.

Le projet s'appuie sur de nombreuses actions :

- Sensibilisation via un site internet dédié, hébergé sur le site de m2A : jetermoins.mulhouse-alsace.fr avec 13 388 utilisateurs, 18 398 sessions, 45 538 pages vues
- 946 composteurs vendus, 2 921 personnes sensibilisées lors des animations compostage, 26 placettes de compostage en fonctionnement, 7 en projet
- 25 000 autocollants stop-pub distribués sur un total de 87 171 exemplaires depuis mars 2014
- Organisation de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets (édition 2017) : 15 200 participants (plus du double qu'en 2016), 186 actions dont 72 % nouvelles, 99 partenaires, 15 jours d'actions. m2A y a organisé 2 évènements, l'ouverture de la SERD par une disco-soupe, le lancement du Défi zéro déchet (accompagnement pendant 6 mois de 85 personnes) et a participé au marché de Noël de Kingersheim sur le réemploi

NETTOYAGE ET PROPRETÉ DES RUES

Le nettoyage des rues et des places est assuré par 164 agents du service Propreté et Déneigement. Ils assurent aussi l'entretien des corbeilles à papiers et le nettoyage des marchés. Ils sont organisés en trois équipes de conducteurs de machines de propreté (balayage mécanisé) et six agences territoriales (balayage manuel). Les prestations de balayage mécanisé sont assurées en régie sur 38 communes.

Le balayage manuel est assuré en régie sur 17 communes, par un prestataire sur 5 communes et 19 communes assurent elles-mêmes la prestation. Les activités en régie sont réparties sur trois sites : le Centre Technique Communautaire de Didenheim, le Centre Technique Communautaire de Richwiller et l'Agence Centre rue de Rouffach à Mulhouse.

En 2017, le service a poursuivi l'optimisation de son organisation à travers le projet « Propreté 2020 » orienté vers la mise en place d'une gestion différenciée des espaces et des territoires, assortie d'un travail sur des thématiques clefs : plan corbeilles, lutte contre les incivilités, ramassage des encombrants.

L'objectif est de parvenir à l'homogénéisation des pratiques sur le territoire m2A à l'horizon 2020 et d'innover pour susciter l'intérêt, l'adhésion et l'appropriation des habitants.

LE DÉNEIGEMENT

La coordination de la viabilité hivernale est assurée par m2A (veille météo et déclenchement de l'alerte en cas de neige ou de verglas) qui met également un stock de sel de déneigement à disposition des équipes d'intervention des communes.





DÉCHETS - DÉNEIGEMENT :
RAMASSÉS SUR M2A EN 2017
(BALAYAGE MANUEL ET MÉCANISÉ) :
environ 5 000 tonnes

14 opérations de déneigement
DONT 8 COMPLÈTES EFFECTUÉES EN 2017

1 700 tonnes de sel
ONT ÉTÉ CONSOMMÉES SUR M2A.

PROPRETÉ 2020 :

10 000 euros DE BUDGET DE FONCTIONNEMENT EN 2017

28 opérations
DU GROUPE INTERVENTION POLYVALENT DE LA PROPRETÉ (GIPP)
ENTRE JUIN ET DÉCEMBRE 2017

8 communes concernées









PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ DES ESPACES NATURELS ET PÉRIURBAINS, LA QUALITÉ DE L'AIR

En partenariat avec le Conseil Départemental du Haut-Rhin, m2A coordonne un plan de gestion de l'espace rural et périurbain (GERPLAN) pour la préservation de la biodiversité et la qualité des paysages en lien étroit avec les communes et les associations partenaires.
En 2017, 20 actions ont été soutenues représentant une subvention globale de 39 396€ et concernant 8 communes et 6 associations.
Suite à l'appel à manifestation d'intérêt de l'Agence Française de la Biodiversité (AFB) lancé en juillet 2017 et la réponse positive à sa candidature en novembre 2017, m2A a signé une convention avec l'AFB en décembre 2017 pour la réalisation d'un Atlas de la biodiversité sur son territoire.

L'agence Atmo Grand Est assure, depuis 2010, la mission de « Gestion de la qualité de l'air » pour les 39 communes qui composent l'agglomération mulhousienne. Le territoire dispose de 4 stations de mesures dont une en « proximité trafic ». En 2017, m2A a mis en place un plan volontaire de mesures en cas de dépassements de seuils pour l'ozone et les particules. 15 jours de tarification indigo dans les transports en commun ont ainsi été proposés.



AGRICULTURE DURABLE ET PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL (PAT)



Le projet « agriculture durable », issu du Plan Climat Territorial, a été initié par m2A en 2009. L'agglomération s'attache à développer une agriculture respectueuse de l'environnement et produisant une alimentation saine.
Au printemps 2017, m2A, accompagnée de la fondation MACIF et d'un ensemble d'acteurs de la filière, s'est lancée dans la dynamique du Projet Alimentaire Territorial.

Parmi les actions concrètes développées par m2A en 2017 :

- développement de l'approvisionnement en circuits courts et bio dans la restauration collective :
- accompagnement de 5 structures de restauration collective
- travail avec la cellule périscolaire de m2A pour amplifier l'approvisionnement en produits bio et locaux dans les cantines scolaires

- développement de l'approvisionnement en circuits courts et bio pour les particuliers et des communes :
- accompagnement de structures souhaitant s'installer dans l'agglomération et favorisant la production ou la transformation de produits bio : Ferme du Château de Pfastatt, Terra Alter Est, projet SALSA sur DMC
- développement des paniers individuels destinés aux agents de la Ville de Mulhouse et m2A
- travail au maintien des terres agricoles en missionnant l'association Terre de Liens auprès des communes (Reiningue, Wittenheim, Kingersheim…)

m2A PIONNIÈRE EN MATIÈRE DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

m2A a lancé une nouvelle dynamique en adoptant en décembre 2015, un Plan stratégique et opérationnel de la transition énergétique. Il est organisé selon 7 axes :

> la mobilisation du territoire et des habitants
> l'optimisation de l'efficacité énergétique
> l'amélioration de l'efficacité énergétique
> le soutien au mix énergétique et au développement des énergies renouvelables
> le transport comme vecteur de transition énergétique
> l'accompagnement des communes dans la transition énergétique
> le soutien à l'innovation et à la croissance verte

Le label **« TEPCV » (Territoire à énergie positive pour la croissance verte)** a contribué à l'obtention d'un fonds de soutien de 2 000 000€ afin d'accroître sa démarche exemplaire. Cette subvention a été affectée à plusieurs projets tels que :
- l'acquisition de 6 nouveaux véhicules électriques,
- l'expérimentation d'un Compte mobilité pour favoriser les pratiques multimodales,
- l'acquisition et la mise en service de 5 bus électriques ainsi que l'installation de bornes de recharges afin de mettre en place une ligne de bus 100% électrique,
- le déploiement de vélos électriques sur l'agglomération.

Aux côtés de ses partenaires privés et institutionnels (Région, ADEME, Agence Locale de la Maîtrise de l'Énergie, EDF, Grdf…), m2A mène de nombreuses actions de **mobilisation citoyenne (plus de 47 700 personnes sensibilisées en 2017) :**
- Co-organisation de la manifestation franco-allemande **« Natur-e »** sur le thème des « plantes de nos chemins » à Chalampé en septembre 2017. Soutien : 7 000€,
- Organisation de la **Fête de l'Energie** à Mulhouse le 7 octobre - 2 000 personnes - 26 animations familiales - Soutien : 11 000€,
- Soutien à **Civigaz**, programme de lutte contre la précarité énergétique. 759 foyers sensibilisés en 2016 – 2017,
- 4e édition du **Défi famille à énergie positive.**

Créée en 2016, **OKTAVE**, plateforme locale de m2A du dispositif de rénovation énergétique pour les particuliers, intervient sur :
- la structuration de l'offre des professionnels,
- l'accompagnement technique et financier des particuliers,
- la mobilisation des financements.

En 2017 :
- 3e session de formation d'artisans,
- 1ère pierre du 1er chantier au printemps,
- validation de 3 chantiers à réaliser début 2018.

La **Centrale thermique de l'Illberg** (2 chaudières biomasse bois et de 2 chaudières gaz/fuel) assure la distribution de la chaleur par le réseau de chauffage urbain d'une longueur de 7,5 km pour le quartier des Coteaux (2 700 logements) et la zone universitaire.

En 2017 :
- réalisation des travaux d'extension de 6km du réseau vers les sites hospitaliers du Hasenrain, Emile-Muller 3 (Pôle Mères-Enfants) et Emile-Muller 3 et 4.
- raccordement de 5 sites supplémentaires sur le tracé de l'extension : Learning Center, 2 piscines, une école et une Maison de personnes âgées à Brunstatt-Didenheim.

La **Centrale thermique de Rixheim** (1 chaudière biomasse et 2 chaudières gaz) distribue la chaleur produite sur un réseau de 11,5km déployé sur la commune de Rixheim.

En 2017 :
- part de chaleur produite par la biomasse a été de 60 %, largement supérieure au 50% nécessaire pour facturer la chaleur au taux de TVA réduit de 5,5%,
- poursuite des raccordements dans la ZAC du Rinderacker,
- finalisation du raccordement modifié de la mairie de Rixheim.

Le label **« Cit'ergie »** récompense les collectivités engagées dans un processus de management de la qualité et de la performance appliquée à leur politique énergie-climat. m2A, la Ville de Mulhouse et Kingersheim se sont engagées dans la démarche en 2015.

En 2017, le processus s'est poursuivi pour les 3 collectivités.

RÉNOVATION DE **900** LOGEMENTS AVEC PLUS DE **50%** DE GAINS ÉNERGÉTIQUES

47 entreprises mobilisées
DANS LA DÉMARCHE
D'ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE

RETOUR OJ



UN TERRITOIRE SOLIDAIRE

UN TERRITOIRE SOLIDAIRE

Lier et mettre en cohérence la politique urbaine avec les politiques de l'emploi, améliorer les conditions d'accueil des enfants en milieu périscolaire, doter le territoire en équipements sportifs diversifiés et de qualité, soutenir les familles ou encore jouer pleinement la carte du tourisme, travailler à une meilleure répartition de l'habitat social pour conférer à son territoire un réel équilibre : tels sont les objectifs visés par m2A pour faire de l'agglomération mulhousienne, un territoire solidaire et attractif.

PETITE ENFANCE ET PÉRISCOLAIRE : DES CONDITIONS D'ACCUEIL TOUJOURS AMÉLIORÉES





m2A s'engage dans une politique de soutien aux familles en leur garantissant un haut niveau de service.

Dans le domaine de la Petite Enfance, l'agglomération a mis en place un service de préinscription en ligne qui a pour but de recenser l'ensemble des demandes de places d'accueil sur le territoire de m2A. Un poste de coordination « Petite enfance » destiné à assurer le suivi du service en ligne et l'interface entre les différents partenaires a été créé.

Coût de l'investissement : 115 800 €

Des subventions en investissement ont été versées au Multi accueil La Ribambelle à Wittenheim pour des travaux de rénovation (21 225€) et à la Maison de la petite enfance Couleurs de vie à Mulhouse pour le réaménagement de la cour extérieure (17 475€). Afin d'améliorer les conditions de l'accueil périscolaire et de développer les capacités des structures existantes en fonction des besoins des familles, m2A a également engagé des travaux sur plusieurs sites périscolaires.

En 2017, trois bâtiments ont ainsi été livrés :

- À Mulhouse, parallèlement à la restructuration de l'école « Cour de Lorraine », la construction d'une nouvelle structure d'accueil de 460 m², comprenant notamment deux salles d'activités, un gymnase mutualisé, un hall d'entrée, un office permettant la liaison froide, des vestiaires, sanitaires, un local de ménage et un bureau.

Coût de l'opération : 1,7 M €

- À Pulversheim, le bâtiment se compose d'une salle de restauration et d'une salle d'activités pour les maternelles, d'un office, d'un hall d'entrée, d'une salle d'activité pour les élémentaires, de vestiaires, de sanitaires, d'un local pour le ménage et d'un bureau pour la responsable du site.

Coût de l'opération : 1 101 000 €

- À Wittenheim, un bâtiment d'une superficie de 420 m² complété d'une cour de 314 m² a été construit (site Périscolaire Pasteur) afin d'accueillir les élèves de l'école maternelle La Forêt et de l'école élémentaire Pasteur dans de nouveaux locaux. Le bâtiment se compose d'une salle de restauration, de trois salles d'activités, d'un hall d'entrée, d'un office permettant la liaison chaude, de vestiaires, de sanitaires, d'un local ménage et d'un bureau.

Coût de l'opération : 870 000 €

Les bons gestes anti-gaspi – Participation des sites périscolaires à la Semaine européenne de réduction des déchets

Afin de sensibiliser les enfants à la prévention des déchets et au gaspillage alimentaire, plusieurs sites périscolaires de l'agglomération ont participé pour la seconde fois à la Semaine européenne de réduction des déchets en collaboration avec le SIVOM de l'agglomération mulhousienne.

Dix actions dans cinq sites périscolaires ont été menées : bourse aux jouets, troc de livres entre enfants, mise en place d'une boite à livres dans les communes, proposition de serviettes en tissus pour la restauration, activités manuelles avec des objets recyclés, épandage de compost, atelier créatif réemploi de boîtes de chaussures, atelier cuisine, mise en place de carré de jardin et d'un composteur.

LE SOUTIEN AUX FAMILLES

Lieu d'accueil, d'écoute, d'information et d'accompagnement à destination de tous les parents du territoire, la Maison des Parents répond aux questions des parents ou oriente les familles vers les professionnels susceptibles de les aider. Parallèlement, la **Maison des parents** organise des **actions collectives,** permettant des rencontres entre les jeunes, leurs parents et des spécialistes sur un sujet donné (échec scolaire, addiction, autorité, violence…).

Favoriser l'implication des parents

Organisée en différents lieux sur le territoire de l'agglomération, la 5e édition du Mois de la Parentalité avait pour thème « L'album de famille ». 90 manifestations ont ainsi été organisées sur ce thème décliné en cinq thématiques : « rêves et évasion », « vers l'autre », « créativité, « jeu », « sport et nature » et « du quotidien ».





PRÉVENTION ET CITOYENNETÉ

Chaque année m2A, en collaboration avec l'État et de l'Éducation nationale, organise différentes actions pour sensibiliser les collégiens et les lycéens aux risques routiers : distance de freinage, port du casque, téléphone au volant. Ainsi un crash test scooter organisé le 9 octobre 2017 sur l'Autodrome de la Cité de l'Automobile a rassemblé 500 collégiens de l'agglomération.

Dans le cadre des actions collectives d'éducation à la citoyenneté, l'Aventure Citoyenne organisée en partenariat avec l'association THEMIS et de l'Education Nationale, propose aux enfants un apprentissage de la citoyenneté au travers de leur quotidien. Sept étapes sont préparées en amont avec les enseignants des classes, avec une grande journée de clôture le 29 juin au cours de laquelle tous les enfants et les adultes se retrouvent pour un moment de fête et d'échange. 25 classes de CE2, CM1 et CM2, soit environ 700 enfants de 8 à 11 ans, ont participé à la 14e édition (sept 2016/juin 2017).

1 520 places
EN MULTI-ACCUEIL

175 places
EN JARDIN D'ENFANTS

1 520 places
ASSISTANTES MATERNELLES

500 collégiens
ONT PARTICIPÉ À LA JOURNÉE « SÉCURITÉ ROUTIÈRE » À LA CITÉ DE L'AUTOMOBILE

7 245 places
EN PÉRISCOLAIRE

RETOUR OJ







LE MAINTIEN À DOMICILE ET L'ACCÈS AUX ACTIVITÉS POUR LES PERSONNES ÂGÉES

En 2017, m2A a contribué au maintien à domicile des personnes âgées des 39 communes de l'agglomération en attribuant une subvention de fonctionnement de 174 373€ à l'association APAMAD. Pour prévenir l'isolement des seniors de plus de 65 ans, leur permettre de découvrir ou de pratiquer des activités culturelles ou de loisirs, m2A a créé la carte Pass'temps seniors.

m2A compte 47 100 seniors de 65 ans et plus. Près de 11 000 d'entre eux ont bénéficié des activités et des avantages liés à cette carte en 2017. La richesse de la palette actuelle des avantages tient à la combinaison possible d'une offre communautaire (Parc Zoologique, piscines, espace multimédia de Sémaphore, matchs de volley féminin) avec celles que chacune des communes peut ajouter, à sa charge. En 2017, une vingtaine de communes ont proposé au total 39 offres complémentaires (bibliothèque, cinéma, théâtre, musées, repas découverte dans une résidence, un restaurant pour seniors ou un centre socioculturel...).

La liste des offres est revisitée chaque année de manière concertée. Valable du 2 janvier au 31 décembre, gratuite, la carte Pass'temps seniors est à retirer dans les mairies. C'est l'occasion d'un contact régulier et suivi avec cette catégorie de population.

UNE POLITIQUE DE L'HABITAT ÉQUILIBRÉE

Dans le cadre de son Programme local de l'habitat (PLH) 2012-2017, m2A met en œuvre plusieurs politiques d'accompagnement et de soutien pour adapter l'offre de logements aux mutations sociales, économiques et environnementales. Engagée dans une politique volontariste d'intervention sur son parc de logements, m2A a progressivement mis en œuvre, avec le soutien de l'Agence Nationale pour l'Habitat (l'ANAH), des dispositifs d'observation. Parmi les actions engagées, une enquête sur les loyers du parc locatif privé a permis de connaître, précisément, les loyers qui se pratiquaient dans le parc privé au moment de la remise en location des logements, ceci commune par commune (voire par quartier pour Mulhouse).

En 2017, l'agglomération a également poursuivi ses **actions d'aides à la pierre**, à la fois pour le parc locatif social et pour le parc privé. Cela s'est traduit, pour le parc locatif social, par le développement de nouvelles offres, l'accompagnement des communes déficitaires selon l'art. 55 de la loi SRU, la réhabilitation énergétique du parc existant et par l'accompagnement vers la construction de bâtiments économes en énergie.

Pour le parc privé, m2A a accompagné les propriétaires dans leur projet de travaux et soutenu les actions de réhabilitation dans le cadre du Programme d'intérêt général **« Habiter Mieux - Louer Mieux ».**

PARTICIPATION FINANCIÈRE DE M2A POUR LES DÉLÉGATIONS D'AIDES À LA PIERRE EN 2017 :

900 000 €

MONTANT DES SUBVENTIONS « RÉHABILITATION THERMIQUE » ATTRIBUÉES PAR M2A EN 2017 :

300 000 €

NOMBRE DE LOGEMENTS FINANCÉS :

234

NOMBRE DE LOGEMENTS RÉHABILITÉS :

133



UNE OFFRE D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS DE TOUT PREMIER PLAN

Mulhouse Alsace Agglomération soutient le sport et la culture, à travers des subventions, mais également des équipements. C'est le cas du centre d'entraînement et de formation à la natation de haut niveau, construit par m2A et mis à la disposition de MON (Mulhouse Olympic Natation), mais également du Centre Sportif Régional d'Alsace.

Outre la rénovation d'équipements existants, m2A a engagé la construction d'une nouvelle base nautique de canoë-kayak en lieu et place de l'actuelle base située à Riedisheim. Il s'agit, pour l'agglomération, de mettre à la disposition des différents utilisateurs, un équipement de qualité répondant aux critères de pratique actuels de la Fédération Française de Canoë-Kayak.

Coût des travaux (partagés entre m2A, le département et la région) : 2 500 000 € TTC (Phase 1 et 2)

La piscine Aquarhin à Ottmarsheim vient d'être équipée d'un hangar destiné au rangement de véhicules et équipements techniques.

Coût de l'opération : 338 560 €

Des travaux ont été menés dans plusieurs piscines et à la patinoire :

- Stade nautique : remplacement du carrelage du bassin olympique et pataugeoire





- Piscine de l'Illberg et Centre de Formation à la Natation : branchement au réseau de chaleur de la Centrale thermique
- Bassin de la Doller : remplacement des pompes de circulation
- Piscine Pierre et Marie Curie : réfection des cabines individuelles, des plafonds et piliers, des murs de la cour et de la chaudière à charbon
- Piscine des Jonquilles : mise en place de rideaux motorisés sur les portes de secours
- Piscine d'Ungersheim : remplacement de l'armoire électrique principale
- Patinoire : remplacement des réseaux, travaux sanitaires eau chaude, échelles-crinoline et transformation de l'accueil-caisse

Coût global des travaux : 333 000 € TTC

LES MUSÉES ET LE PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE DE MULHOUSE

En 2017, m2A a versé une subvention d'investissement de 50 000 € à l'association Musées Mulhouse Sud Alsace qui fédère 11 musées de l'agglomération et du sud-alsace. Outre les actions culturelles et pédagogiques, l'association a reconduit les deux temps forts de l'année : l'installation de la boutique des Musées sur le Marché de Noël de Mulhouse et la Nuit des Mystères (30 000 visiteurs). L'ensemble du pôle muséographique représente un potentiel de 685 000 visiteurs annuels et un chiffre d'affaires d'environ 15 millions d'euros. Il emploie l'équivalent temps plein de 150 personnes.

« Nuit des Mystères »

Plus grande chasse aux trésors d'Europe, la Nuit des Mystères propose aux visiteurs de découvrir les musées et le territoire sous un angle ludique. Elle a comptabilisé 30 000 entrées dans les musées lors de l'édition 2017 portant sur le thème « Voyage autour du monde ».

Seul événement de cette envergure à l'échelle du territoire à l'occasion de la Nuit Européenne des musées, c'est une référence nationale en termes d'ouverture des musées aux plus jeunes visiteurs et de fidélisation. Elle permet d'augmenter la notoriété des musées à l'échelle locale et nationale et de rendre attractifs les musées à un public jeune.





Atout touristique majeur de l'agglomération, le Parc zoologique et Botanique de Mulhouse, l'un des zoos les plus beaux d'Europe, accueille plus de **1 200 animaux** (près de 200 naissances par an) et **3 000 plantes.**

Le Parc est aussi un centre de recherche scientifique reconnu dans la sauvegarde de la faune et de la flore.

En 2017, création d'un parcours « Faune locale » qui s'inscrit dans les objectifs historiques du Parc, à savoir la sensibilisation des visiteurs à la nature et à l'environnement

Le 10 février 2017 est une date exceptionnelle pour le Parc zoologique avec la première sortie de l'ours polaire Nanuq, né à Mulhouse quelques mois plus tôt. Il peut s'ébattre dans l'espace Grand Nord dédié à la faune arctique.

L'arène des macaques a été démolie en 2017 pour 198 424 €

Le service pédagogique du Parc Zoologique et Botanique de Mulhouse réalise enfin un important travail pour promouvoir le Parc dans et hors de ses frontières.

NOMBRE D'ENTRÉES PISCINES EN 2017 : **807 132**

NOMBRE D'ENTRÉES PATINOIRE EN 2017 : **86 442**

NOMBRE DE NUITÉES AU CENTRE SPORTIF RÉGIONAL EN 2017 : **13 680**

NOMBRE D'ENTRÉES AU PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE EN 2017 : **385 000**

RETOUR OJ



UNE NOUVELLE AGGLOMÉRATION INSTALLÉE EN 2017

En application de la loi NOTRe du 7 août 2015, la fusion entre la communauté d'agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) et la communauté de communes Porte de France Rhin Sud est devenue effective au 1er janvier 2017.

À cette date, m2A compte désormais 39 communes membres et 277 999 habitants. Elle est la 3ème agglomération de la Région Grand Est.

Lors de la séance d'installation du 9 janvier 2017, les membres du conseil d'agglomération ont élu Fabian JORDAN, maire de Berrwiller, en tant que président, ainsi que 15 vice-présidents et 50 conseillers communautaires délégués.

Un nouveau processus participatif a été instauré avec la mise en place de six instances de réflexion et de vote.

LA COLLECTIVITÉ ET SON FONCTIONNEMENT

LES INSTANCES POLITIQUES / DE DÉCISION

La communauté d'agglomération est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI), régi par les dispositions des articles L5211 et L5216 du code général des collectivités territoriales. Elle est dotée d'un organe délibérant, le conseil d'agglomération, où siègent les délégués des 39 communes membres, soit 104 élus. L'exécutif est assuré par le président, assisté d'un bureau, au sein duquel siègent le président, 15 vice-présidents et 50 conseillers communautaires délégués..



LE CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

Le conseil d'agglomération est l'instance délibérative de la communauté. Il se réunit environ cinq à six fois par an en séance publique.

Il arrête le budget et approuve la mise en œuvre de l'action communautaire. Il statue, notamment, sur les délégations de service public, la création des emplois dans les services communautaires et détermine les pouvoirs qu'il délègue au bureau ainsi qu'au président.

Le conseil d'agglomération réunit l'ensemble des élus communautaires, soit 104 membres titulaires. Il s'est réuni à 6 reprises et a adopté 258 délibérations en 2017. Élu en son sein au scrutin secret majoritaire, le président prépare et exécute les délibérations du conseil. Il est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes de la communauté. Il est le chef des services de la communauté d'agglomération.

LE BUREAU

Le bureau est composé du président, des vice-présidents et des conseillers communautaires délégués, soit 65 membres. Sont également invités les quatre maires des communes membres qui ne sont pas élus communautaires.

Le bureau :

- s'accorde sur les grandes orientations stratégiques, la mise en œuvre des projets, la création des ateliers projets et leur composition
- suit l'avancée des projets et des politiques menées et valide les étapes intermédiaires
- prépare l'ordre du jour du conseil d'agglomération
- prend des décisions, par délégation du conseil d'agglomération, telles que la préparation et l'exécution des marchés et accords-cadres ou la passation de différents types de contrats. Pour l'exercice de cette délégation, il a pouvoir de décision mais est tenu de rendre compte au conseil.

Conformément à l'article L5211-10 du CGCT, le bureau a reçu par délibération du 16 janvier 2017, délégation de pouvoir du conseil d'agglomération dans les domaines suivants :

> Finances

> Marchés publics et autres contrats de prestations

> Administration générale et ressources humaines

> Urbanisme - Gestion du domaine

> Politique de la Ville

> Habitat

> Transport

Il s'est réuni 9 fois et a adopté 97 décisions en 2017.

LES INSTANCES ISSUES DE LA NOUVELLE GOUVERNANCE, MISES EN PLACE EN 2017

LE COMITÉ D'IMPULSION

Composé du président, des 15 vice-présidents, ainsi que des 3 conseillers communautaires délégués aux missions transversales, il se réunit tous les 15 jours.

- Il porte une vision globale et stratégique.
- Il impulse le mouvement et les grandes orientations stratégiques.
- Il coordonne les politiques publiques menées.
- Il s'assure de la cohérence et du bon fonctionnement de la gouvernance.
- Il prépare l'ordre du jour du bureau.
- Il échange sur ce qui fait « la vie quotidienne » de m2A.
- Il organise la mise en agenda de l'action communautaire.

En 2017, les membres du Comité d'Impulsion se sont réunis 21 fois afin d'aborder plus de 120 points d'actualités de l'agglomération.

LES INSTANCES D'ACCOMPAGNEMENT

Ces instances visent à informer les élus, faciliter le dialogue entre les communes et la communauté d'agglomération et co-construire les projets à travers échanges et débats.

LES ATELIERS PROJETS, INSTANCE DE CO-CONSTRUCTION

Piloté par un binôme élu-collaborateur, les ateliers projets regroupent :

- des élus communautaires, élus municipaux
- une équipe administrative et technique (m2A et communes)
- des représentants du Conseil de développement
- des partenaires : AURM, Soléa, CITIVIA...

L'atelier projet a pour mission :

- d'étudier la faisabilité et la viabilité d'un projet, avant prise de décision
- d'accompagner la mise en œuvre et le suivi des grands projets de l'agglomération.



12 ateliers projets ont été créés en 2017 :

- Le PLUi
- La mobilité des séniors
- Le développement des mutualisations / coopérations
- Le transfert de la compétence eau
- Le développement économique du site DMC autour des enjeux d'émergence des nouvelles économies
- Le mix énergétique et le développement des énergies renouvelables
- Les services en ligne et le compte usager
- Le plan piscines
- Le développement touristique et économique du Parc Zoologique et Botanique de Mulhouse au travers d'un Master Plan
- La programmation des aménagements cyclables
- La politique de gestion des déchets 2017-2027
- Et l'atelier permanent Finances

Au total, 24 réunions ont été organisées en 2017 dans le cadre des ateliers projets.

LE FORUM, LIEU D'INFORMATIONS ET DE DÉBAT

Composé de l'ensemble des élus communautaires et ouverts aux élus municipaux, il s'est réuni 4 fois en 2017 et permet :

- de s'informer et de s'approprier les politiques menées par l'agglomération
- d'échanger et débattre des projets communautaires
- de contribuer aux travaux des ateliers projets.

Par ailleurs, des **rencontres thématiques** peuvent être organisées entre l'intercommunalité et les communes. Elles ont vocation à faciliter la bonne articulation entre les deux niveaux (comme

RETOUR OJ

par exemple l'articulation entre le scolaire, géré par les communes et le périscolaire, compétence m2A) et permettre d'échanger et de partager les différentes expériences menées.

En complément, à l'initiative du comité d'impulsion ou des maires, **la conférence des maires,** qui réunit le président et les maires des comunes membres, peut se réunir sur des sujets particuliers.

Lors des 4 forums organisés en 2017, 22 thématiques ont permis de rassembler plus de 150 personnes à chaque fois.

LA MISSION INTERCOMMUNALITÉ

Créée en 2017, la mission intercommunalité constitue une porte d'entrée de l'agglomération pour les élus communautaires, communaux et les techniciens communaux. L'objectif principal étant de simplifier les relations entre les différents acteurs de l'agglomération.

La mission est ainsi chargée d'organiser les comités d'impulsion, les forums et les rencontres thématiques.

La mission intercommunalité a accompagné l'ensemble des actions en matière de mutualisation / coopérations : ateliers projets, rencontres métiers, plateformes d'e-services. Elle se charge également de la newsletter adressée aux élus et gère la plateforme de partages à destination des élus communautaires et communaux.

LE CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION MULHOUSIENNE (CDD)

L'année 2017 ponctue trois années de mandature du Conseil de développement présidé depuis 2015 par Philippe Aubert.

Suite à l'arrivée des six communes de la communauté de communes Porte de France Rhin Sud, le Conseil de développement de la région mulhousienne est devenu le Conseil de développement de l'agglomération mulhousienne.

De manière traditionnelle, le CDD s'est saisi de sujets spécifiques au territoire comme le vieillissement de la population et la formation et l'emploi. Le premier a donné lieu à un avis écrit transmis aux élus communautaires.

Saisi par la Ville de Mulhouse, le Conseil de développement a donné un avis citoyen sur la révision de son Plan local d'urbanisme (PLU). Il a apporté également sa contribution dans l'élaboration du document de planification du Schéma de cohérence territoriale.

Convaincu de la nécessité de fournir un travail de qualité, le Conseil de développement a proposé à une dizaine de ses membres de se former à l'animation de groupe de travail.

Plusieurs membres ont préparé l'organisation d'un débat public sur le thème des changements de paradigmes dans notre société : rupture écologique, technologique, organique, économique et philosophique. Ils ont invité à Mulhouse le 14 décembre 2017 le philosophe et physicien Marc Halévy pour traiter la question : « *Qu'est-ce qui nous arrive ?* ». Quatre acteurs locaux, Isabelle Haeberlin, fondatrice d'Epices, Terence Figueiredo, fondateur de PowerHouse-Gaming, Michel Leclerc, fondateur du cabinet Relayance et Guillaume Reffay, cofondateur de la monnaie locale du Sud Alsace, ont été invités ensuite à prendre le relais des idées de Marc Halévy en témoignant de leur expérience sur le territoire.

En collaboration avec une compagnie d'artistes professionnels, un autre groupe de travail a lancé un projet théâtral pour sensibiliser à la citoyenneté une soixantaine de lycéens de quatre établissements du territoire, le lycée Stoessel, le lycée Roosevelt, le lycée Charles de Gaulle et l'école Jeanne d'Arc.

Avec une forte implication du Président, le Conseil de développement s'est engagé dans les réflexions sur la place du citoyen à l'échelle du Grand Est. Il a ainsi co-rédigé avec l'ensemble des Conseils de développement et le Conseil économique, social et environnemental du Grand Est un manifeste sous forme de Livre blanc intitulé « *Vers de nouvelles formes d'expressions citoyennes* », une initiative unique en France.

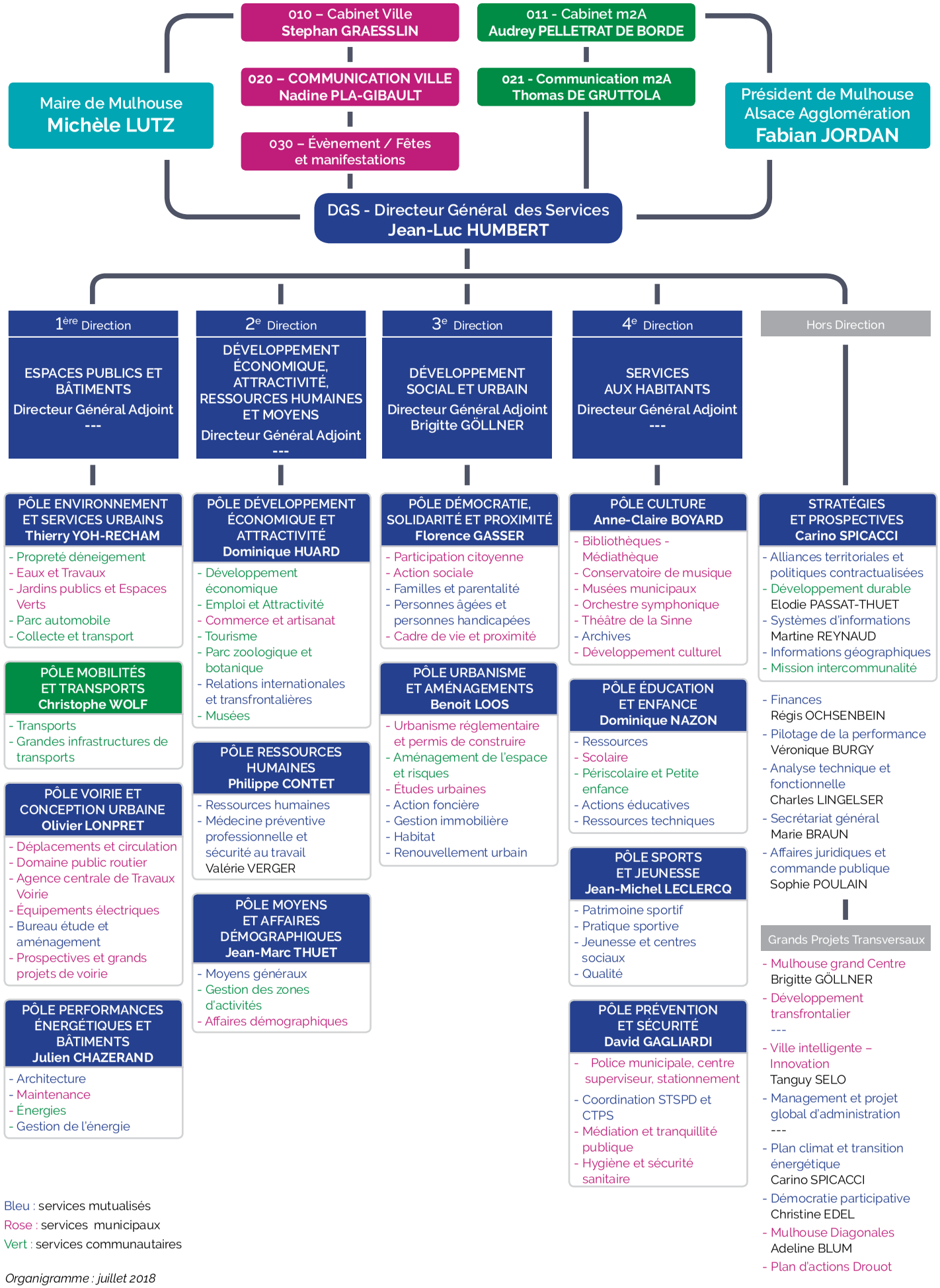
Le Président Philippe Aubert a participé en outre à la réflexion prospective « *Convergences Grand Est* » ou « Comment vivre ensemble sur le territoire. Comment faire société dans le Grand Est », lancée par le président de la Région Grand Est, Philippe Richert, en avril 2017.

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance de l'agglomération, des membres du CDD ont participé activement aux ateliers projets m2A pour réfléchir avec les élus communautaires et communaux aux grands sujets d'actualité du territoire.





ORGANIGRAMME



Bleu : services mutualisés
Rose : services municipaux
Vert : services communautaires

Organigramme : juillet 2018

RETOUR OJ



LES MOYENS FINANCIERS

Le compte administratif 2017 se monte à environ 233 M€ en dépenses de fonctionnement et à 60,43 M€ en dépenses d'investissement pour le budget principal.

Il est à noter qu'en complément du budget principal, m2A est doté de 3 budgets annexes, l'un pour la gestion des transports urbains, le deuxième pour les réseaux de chaleur et les centrales thermiques et le dernier pour la Zone d'Activité Economique (ZAE) de Bantzenheim (nouveau budget annexe issu de la fusion avec la Communauté de Communes Porte de France Rhin Sud au 1er janvier 2017).

Le budget annexe des transports urbains a été exécuté à hauteur de 60,59 M€ pour les dépenses de fonctionnement et 33,58 M€ pour les dépenses d'investissement. Le budget annexe du chauffage urbain s'est quant à lui élevé à 7,63 M€ en dépenses de fonctionnement et 13,3 M€ en dépenses d'investissement.
Enfin, le budget annexe de la ZAE de Bantzenheim a eu des dépenses de fonctionnement de 224 K€ et d'investissement de 1,4 M€.

LES GRANDES MASSES FINANCIÈRES DU BUDGET PRINCIPAL : L'ÉVOLUTION DES RESSOURCES COMMUNAUTAIRES

LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF)

La DGF 2017 s'élève **5 506 679 €**, soit en régression de 1 908 129 € (- 25,73%) par rapport à 2016.

LES RECETTES FISCALES

Pour 2017, les impôts ménage ainsi que l'ensemble des recettes se substituant à la taxe professionnelle ont représenté un montant de **106,43 M€**, en hausse de 15,7 M€ par rapport à 2016. Cet accroissement résulte de l'élargissement de périmètre de m2A au 1er janvier 2017.



LA TAXE D'ENLÈVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES (TEOM)

Elle permet de financer la collecte et le traitement des ordures ménagères qui sont des compétences communautaires.
Pour l'année 2017, le produit perçu s'est élevé à **36 967 799 €** (contre 36 170 886 en 2016).





LES DÉPENSES COMMUNAUTAIRES

LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement se sont élevées en 2017 à environ **233,09 M€**. Les dépenses se ventilent comme suit :

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA 2017 en M€
Charges à caractère général	**28,48 M€**
Charges de personnel	**67,03 M€**
Autres charges de gestion	**57,91 M€**
Attribution compensation et reversement	**66,20 M€**
Charges financières	**3,43 M€**
Charges exceptionnelles	**0,02 M€**
Dépenses d'ordre	**9,91 M€**
TOTAL	**233,09 M€**



Les frais de personnel représentent le poste de dépenses le plus important avec 28,76 % des dépenses de fonctionnement.
Le deuxième poste (28,8 %) est constitué par l'attribution de compensation (AC) versée par la Communauté aux communes. Elle est prévue par la loi du 12 juillet 1999 pour équilibrer la perte de ressources liée à la Taxe Professionnelle ou aux ressources qui la remplacent.
Les charges de gestion courante, comprenant essentiellement le versement de contributions (33 145 335 €) ou de subventions à divers organismes (23 478 948 €) représentent quant à elles 24,82 % des dépenses de fonctionnement.

LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Elles se sont globalement élevées à environ **60,43 M€**.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	CA 2017 en M€
Remboursement d'emprunts	**13,65 M€**
Immobilisations financières	**3,38 M€**
Subventions d'équipement versées	**10,44 M€**
Dépenses d'équipement	**18,34 M€**
Opérations pour compte de tiers	**1,61 M€**
Dépenses d'ordres et régularisations	**1,67 M€**
Déficit d'investissement reporté	**11,34 M€**
TOTAL	**60,43 M€**

Les dépenses d'équipement représentent **18 341 318 €** et englobent les gros postes suivants :

- propreté urbaine et parc auto pour **1 529 120 €** ;
- acquisition de terrains pour **681 005 €** ;
- réhabilitation du bâtiment DMC pour **682 758 €** ;
- parc zoologique et botanique pour **421 178 €** ;
- réalisation de pistes cyclables pour **833 926 €** ;
- petite enfance pour **109 128 €** ;
- centre de canoë-kayak pour **1 695 337 €** ;
- rénovation du stade nautique pour **2 633 200 €** ;
- périscolaire pour **3 164 698 €** ;
- Learning Center pour **3 141 855 €**.

RETOUR OJ

Direction de la Communication de Mulhouse Alsace Agglomération - Photos : AdobeStock / Thinkstock / m2A / T. Itty / C. Kohler / S. Nied / D. Villiseck / S. Bozon / M. Koffel / M. Caumes - août 2018

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

2 Rue Pierre et Marie Curie
BP 90019 - 68948 Mulhouse Cedex
Tél. : 03 89 32 58 58
www.mulhouse-alsace.fr

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-549C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

73 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

TAXE POUR LA GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET LA PREVENTION DES INONDATIONS (GEMAPI) : FIXATION DU PRODUIT AU TITRE DE L'ANNEE 2019 (0502/7.2/549C)

Par délibération du 12 février 2018, le Conseil d'agglomération a institué la taxe GEMAPI destinée à financer les actions menées pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations et fixé son montant à 448 650 € au titre de l'année 2018.

Le produit de la taxe est réparti, par les services fiscaux, entre toutes les personnes physiques ou morales assujetties aux taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière des entreprises, proportionnellement aux recettes que chacune de ces taxes a procurées l'année précédente.

Sur m2A, les taux de cette taxe additionnelle dont le produit a été fixé à 448 650€, sont pour 2018 les suivants :

	Taxe d'habitation	Foncier bâti	Foncier non bâti	Cotisation foncière des entreprises
Taux GEMAPI	0,0652 %	0,0493 %	0,159 %	0,0638 %

Pour un contribuable disposant d'un bien d'une valeur locative correspondant à la moyenne intercommunale, le montant ressort à 3 € (2 € au titre de la TH et 1 € au titre de la taxe foncier bâti).

RETOUR OJ

Chaque année, avant le 1er octobre, l'assemblée délibérante doit voter, pour l'année suivante, un produit sur la base d'un montant annuel prévisionnel de charges de fonctionnement et d'investissement. Pour 2019, il est proposé de maintenir le montant arrêté en 2018, soit 448 650 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération,

- décide d'arrêter le produit de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations à 448 650 € au titre de l'année 2019 ;

- charge le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-567C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

73 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES A COMPTER DE 2011 SUR LA GESTION DES PISCINES DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (m2A) (050/7.10.5/567C)

La Chambre Régionale des Comptes a procédé à l'examen de la gestion des piscines de la Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) sur les exercices 2011 à 2016.

A l'issue de cette procédure, la Chambre a arrêté des observations définitives qui doivent être portées à la connaissance des membres du Conseil d'Agglomération, en application de l'article R 241-18 du code des juridictions financières.

Vous trouverez, ci-après, ces observations.

P.J. : Rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes

Le Conseil d'agglomération prend acte du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes à compter de 2011 sur la gestion des piscines de m2A.

CERTIFIE CONFORME
Le Président

Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Chambre régionale
des comptes
Grand Est

RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION
(Gestion des piscines et centres aquatiques publics)

Les observations définitives présentées dans ce rapport
ont été arrêtées par la Chambre régionale des comptes Grand Est,
lors de sa séance du 20 juillet 2017.

3-5, rue de la Citadelle ▪ 57000 METZ ▪ T +33 3 54 22 30 49 ▪ grandest@crtc.ccomptes.fr

RETOUR OJ

CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES
GRAND EST

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (gestion des piscines)

EXAMEN DE LA GESTION
(à compter de l'exercice 2011)

RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES

SOMMAIRE

SYNTHESE 2

1. PROCEDURE 4

2. LES EQUIPEMENTS AQUATIQUES ET LEUR ENVIRONNEMENT 4
2.1 Périmètre de la communauté d'agglomération 4
2.2 Objectifs et orientations assignés aux piscines et centres aquatiques 4
2.3 Diversité des piscines et centres aquatiques de l'agglomération 5
2.4 Les établissements aquatiques avoisinant m2A 6

3. LES TRAVAUX DE GROS ENTRETIEN 7
3.1 La planification des travaux 7
3.2 Les gros travaux intervenus depuis 2011 7
3.3 La fermeture temporaire des établissements 8
3.4 La prise en compte du développement durable 10
3.5 Les visites techniques périodiques 11

4. L'EXPLOITATION DES EQUIPEMENTS 12
4.1 L'amplitude d'ouverture et la répartition des créneaux 12
4.2 Les enquêtes de satisfaction 12
4.3 L'entretien et la maintenance 13
4.4 Les contraintes de sécurité 14
4.5 La propreté et l'hygiène 16
4.5.1 Les agents chargés de la propreté 16
4.5.2 La promotion de l'hygiène 16
4.6 Le cycle de l'eau et de l'air 17
4.7 L'accessibilité 17
4.8 La gestion des ressources humaines 18
4.8.1 Le pôle sports et jeunesse 18
4.8.2 L'effectif au service des piscines 18
4.8.3 La qualification des agents spécialisés 20

5. LE COUT DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE ET SON FINANCEMENT 20
5.1 Recettes de fonctionnement 21
5.1.1 La stratégie tarifaire 21
5.1.1.1 Les délibérations communautaires annuelles 21
5.1.1.2 Les bénéficiaires de la gratuité 21
5.1.1.3 Les bénéficiaires de tarifs réduits 22
5.1.1.4 Les conventions avec les clubs et associations 23
5.1.1.5 Les recettes non liées à la pratique de la natation 24
5.1.2 L'évolution de la fréquentation des piscines entre 2011 et 2015 24
5.1.3 L'évolution des recettes tarifaires entre 2011 et 2015 25
5.1.4 La recette unitaire moyenne d'une entrée en piscine 26
5.1.5 Le système d'encaissement 27
5.2 Les charges de fonctionnement 27
5.2.1 La recherche d'économies d'eau et d'énergies 27
5.2.2 La recherche d'économies de ressources humaines 28
5.2.3 La question de l'équilibre financier des équipements 29
5.3 Le cas du centre d'entraînement et de formation à la natation de haut niveau 33

ANNEXE 1 : Les caractéristiques des équipements aquatiques de m2A 39
ANNEXE 2 : L'exploitation des équipements 48
ANNEXE 3 : Le coût de fonctionnement des piscines et leur financement 55
ANNEXE 4 : fiches synthétiques chiffrées par équipement 61

RETOUR OJ

CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES
GRAND EST

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (gestion des piscines)

EXAMEN DE LA GESTION
(à compter de l'exercice 2011)

RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES

SYNTHESE

La communauté d'agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) compte, jusqu'au 31 décembre 2016, 33 communes et 271 000 habitants, soit 35 % de la population du département du Haut-Rhin.

L'offre de surfaces d'eau proposée à l'usager par les piscines de m2A est supérieure à la moyenne nationale et correspond à 1 m² de bassin pour 31 habitants. L'agglomération a déterminé une offre de destination et de proximité en rapport avec la structuration, la saisonnalité et la répartition géographique des neuf équipements qui composent son parc aquatique payant entre 2011 et 2016 :

- la forme et le bien-être : la piscine Pierre et Marie Curie ;
- le loisir familial : la piscine de Bourtzwiller et le stade nautique ;
- le loisir sportif : les piscines des Jonquilles et de l'Illberg ;
- le haut-niveau : le centre d'entraînement et de formation à la natation ;
- le tout-en-un : le centre nautique de l'Ile Napoléon ;
- l'initiation : la piscine d'Ungersheim et le bassin d'apprentissage d'Illzach.

L'agglomération s'inscrivant dans le dispositif national « savoir nager », l'ensemble des équipements accueille des scolaires.

Entre 2011 et 2015, 4,6 M€ d'investissements ont été réalisés au profit des équipements nautiques. Entre 2016 et 2020, un total de 14,3 M€ d'investissements est prévu, dont la rénovation du bassin familial du stade nautique pour un montant de 3,5 M€.

L'agglomération met en œuvre une politique concrète de développement durable, d'entretien, de promotion de l'hygiène, de la sécurité et de l'accessibilité des établissements.

Afin de satisfaire au mieux les besoins de sa population, l'agglomération pratique la fermeture des bassins dont la fréquentation serait insuffisante voire nulle selon les saisons. Cette bonne pratique lui permet de redéployer ses moyens humains et de réaliser des économies. En 2015, l'effectif consolidé des huit piscines pourvues d'agents communautaires s'élève à 123 équivalents temps plein (ETP) ; il a baissé de 10 % par rapport à 2011 sous l'effet positif de la mutualisation des agents et de leur non-affectation à un établissement en particulier.

Un outil de pilotage permettant le suivi de chaque établissement est mis en œuvre par le pôle sports et jeunesse à compter de 2014. Si ses données ont permis une évolution qualitative dans le suivi du coût complet des établissements, elles peuvent encore être fiabilisées et améliorées par une meilleure ventilation des charges entrant dans ce coût (personnel vacataire, subvention, énergies, dotations aux amortissements, charges financières et exceptionnelles).

La fréquentation des piscines communautaires disposant de caisses a globalement augmenté de 5,8 % entre 2011 et 2015, passant de 514 553 entrées en 2011 à 544 214 entrées en 2015 (hors centre d'entraînement et de formation à la natation de haut niveau). Cette évolution recouvre des tendances très contrastées selon les établissements. Si la fréquentation des piscines de l'Illberg et de l'Ile Napoléon augmente nettement, trois établissements à vocation principalement scolaire voient leur attractivité chuter entre 2011 et 2015 : la piscine des Jonquilles perd 79,5 % de ses usagers, la piscine Curie en perd 30 % et la piscine de Bourtzwiller en perd 21 %.

RETOUR OJ

Les tarifs des équipements aquatiques de m2A permettent à tous les publics d'accéder aux bassins. Toutefois, la tarification en vigueur s'avère diffuse et complexe du fait d'une stratification successive des grilles tarifaires héritées des communautés de communes ayant fusionné avec m2A.

Les recettes tarifaires consolidées des piscines augmentent dans une mesure moindre que leur fréquentation : elles ne progressent que de 4,1 %, passant de 1,57 M€ en 2011 à 1,64 M€ en 2015. Hormis la piscine de l'Illberg qui draine 25 % des recettes en 2015, tous les établissements voient leurs recettes baisser de 7,2 % à 32,5 % durant la même période. Si la baisse des recettes de la piscine des Jonquilles est logique du fait de la chute de sa fréquentation, la baisse des recettes de l'Ile Napoléon de 12,6 % est paradoxale car la fréquentation de l'établissement a augmenté dans le même temps de 27 % ; il s'agit d'un effet de la fidélisation croissante des usagers et de la tarification bienveillante de l'agglomération pour les achats multiples.

Entre 2011 et 2015, la recette unitaire moyenne d'une entrée dans un établissement aquatique de m2A est de 3,26 € : elle s'avère modérée et stable. Des différences marquées existent néanmoins entre les établissements, dont le coût varie du simple (1,87 € à Ungersheim) au double (4,08 € à l'Ile Napoléon) sans qu'une explication vienne justifier la recette plancher de la piscine d'Ungersheim. La fiabilisation des données issues des recettes tarifaires et de fréquentation de chacun de ses établissements permettrait à la collectivité d'en analyser les évolutions et d'en expliquer les différences.

En 2011, les dépenses d'exploitation de l'ensemble des piscines s'élèvent à 8,03 M€, alors que les recettes correspondantes ne sont que de 1,85 M€. Il en résulte un déficit d'exploitation de 6,17 M€. En 2015, il se situait à 6,25 M€.

La chambre relève qu'un des établissements communautaires, moins fréquenté (10 024 usagers en 2015, soit 56 personnes par jour) et fortement déficitaire (- 476 787 € en 2015), ne semble plus répondre à sa vocation de service public. Par ailleurs, m2A n'a pas évalué le coût du maintien en activité, pendant deux mois, de deux piscines dont l'accès est réservé aux seuls clubs sportifs, en période de fermeture au grand public.

Avec 453 742 entrées en 2015, le centre d'entraînement et de formation à la natation de haut niveau est l'établissement le plus fréquenté de l'agglomération ; si son accès est limité aux 2 400 adhérents du Mulhouse Olympic Natation (MON), leur pratique s'avère intensive. Le centre d'entraînement est géré par une association, le MON, pour ce qui relève du sport de haut niveau, et par la SARL MON Club, pour ce qui relève des autres activités (loisirs, remise en forme, etc.).

L'accompagnement financier du club d'élite Mulhouse Olympic Natation (MON) manque de lisibilité et doit mieux s'inscrire dans le cadre de la régularité budgétaire et comptable. Le suivi analytique des dépenses et recettes occasionnées par le centre d'entraînement ne peut d'ailleurs être regardé comme satisfaisant. La mise en place, au premier semestre 2017, d'une nouvelle gouvernance au MON et d'un dialogue de gestion renforcé avec m2A, est susceptible de clarifier les relations financières entre les deux entités.

RETOUR OJ

1. PROCEDURE

L'examen de la gestion des piscines de la communauté d'agglomération dénommée Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) a porté sur les exercices 2011 à 2016. Annoncé par lettre du 20 octobre 2016 adressée à M. Jean-Marie Bockel, sénateur, président de m2A depuis le 1er janvier 2010, le contrôle a fait l'objet de l'entretien de clôture prévu par l'article L. 243-1 du code des juridictions financières, le 10 mars 2017.

Consécutivement à l'arrêté du préfet du Haut-Rhin pris le 15 juin 2016, la fusion de m2A avec la communauté de communes Portes de France Rhin Sud a entraîné la dissolution des deux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) concernés le 31 décembre 2016 et la création, le 1er janvier 2017, d'un nouvel EPCI toujours dénommé Mulhouse Alsace Agglomération mais comptant désormais 39 communes.

Le rapport d'observations provisoires délibéré par la chambre régionale des comptes Grand Est le 14 mars 2017 a été envoyé le 24 avril 2017 à M. Jean-Marie Bockel, sénateur, président de l'ancienne m2A. Des extraits de ce rapport ont été envoyés le même jour à M. Fabian Jordan, président à compter du 9 janvier 2017 de la nouvelle m2A, ainsi qu'à M. Laurent Horter, alors président de l'association Mulhouse Olympic Natation (MON). M. Bockel n'a pas fait parvenir de réponse. M. Jordan a répondu par courrier du 7 juillet 2017, enregistré au greffe le 10 juillet suivant. M. Franck Horter, nouveau président de l'association MON, a répondu par courrier du 4 juillet 2017, enregistré au greffe le 7 juillet suivant.

2. LES EQUIPEMENTS AQUATIQUES ET LEUR ENVIRONNEMENT

2.1 Périmètre de la communauté d'agglomération

Créée par arrêté préfectoral du 16 décembre 2009 et dénommée Mulhouse Alsace Agglomération par arrêté préfectoral du 23 mars 2010, m2A compte 33 communes en 2016 : Baldersheim, Battenheim, Berrwiller, Bollwiller, Bruebach, Brunstatt-Didenheim, Dietwiller, Eschentzwiller, Feldkirch, Flaxlanden, Galfingue, Habsheim, Heimsbrunn, Illzach, Kingersheim, Lutterbach, Morschwiller-le-Bas, Mulhouse, Pfastatt, Pulversheim, Reiningue, Richwiller, Riedisheim, Rixheim, Ruelisheim, Sausheim, Staffelfelden, Steinbrunn-le-Bas, Ungersheim, Wittelsheim (depuis janvier 2014), Wittenheim, Zillisheim, Zimmersheim.

En 2016, l'agglomération compte 271 000 habitants, dont 112 812 mulhousiens, soit 35 % de la population du département du Haut-Rhin. m2A comprend notamment six villes comptant entre 10 000 et 15 000 habitants.

L'effectif géré par l'EPCI s'élève, au 1er janvier 2015, à 1 613 agents (1 177 communautaires et 436 mutualisés avec la ville-centre).

2.2 Objectifs et orientations assignés aux piscines et centres aquatiques

Une offre communautaire complète

L'agglomération a déterminé une offre de destination en rapport avec la structuration et la saisonnalité des dix équipements qui composent le parc aquatique entre 2011 et 2016. La palette des destinations offerte à la population est la suivante :

- la forme et le bien-être : la piscine Pierre et Marie Curie ;
- le loisir familial : la piscine de Bourtzwiller et le stade nautique ;
- le loisir sportif : les piscines des Jonquilles et de l'Illberg ;
- le haut-niveau : le centre d'entraînement et de formation ;

RETOUR OJ

- le tout-en-un : le centre nautique de l'Ile Napoléon ;
- l'initiation : la piscine d'Ungersheim et le bassin d'apprentissage d'Illzach.

m2A propose également une offre de proximité en relation avec la répartition géographique de ses établissements. Leur point commun est l'accueil des scolaires et le développement de l'enseignement de la natation aux élèves des écoles primaires.

A défaut de qualification de service public à caractère industriel et commercial, et compte tenu du caractère résiduel de leurs activités lucratives, les piscines et équipements aquatiques de m2A doivent être regardés comme des services publics administratifs.

La prise en compte des orientations de l'Etat et des financements existants

L'agglomération s'inscrit notamment dans l'opération nationale du « savoir nager », qui a pour objectif que tous les enfants du cycle primaire sachent nager avant leur entrée au collège. Le schéma régional de développement du sport 2016 indique que 38 % des élèves de la ville de Mulhouse ne savent pas nager à leur entrée en 6ème ; en conséquence, le dispositif « j'apprends à nager » en temps scolaire et extrascolaire (stages) est expérimenté pour 1 600 enfants du 1er degré scolarisés au sein des écoles de m2A. Dans les faits, l'aide au dispositif « savoir nager » concerne les enfants de 544 classes de l'agglomération et représente plus de 8 300 heures de cours de natation. Le coût total de la gratuité de ce dispositif est estimé à 350 000 € pour la collectivité.

m2A a connaissance de l'existence de financements par le centre national de développement du sport (CNDS) pour l'Etat et du guide des aides régionales. Elle n'en a pas bénéficié pendant la période sous revue mais en a obtenu du CNDS en 2008-2009, pour la construction du centre d'entraînement et de formation à la natation de haut niveau et pour la mise en place de panneaux solaires (stade nautique, piscines de l'Illberg et de Bourtzwiller).

L'existence d'un schéma régional de développement du sport

L'agglomération a connaissance du schéma régional de développement du sport (SRDS) 2016, piloté par le conseil régional d'Alsace et le préfet de région, qui a vocation à servir de base au SRDS Grand Est. Il consiste à établir, en 2015, un état des lieux du sport alsacien, suivi de préconisations à mettre en œuvre sur la période 2016/2020. S'agissant de la natation, ce document indique que seulement un habitant sur 10 est à plus de 15 minutes d'un bassin couvert, et que l'Alsace compte 9 500 licenciés en la matière ; l'Alsace figure parmi les trois premières régions de province en termes de taux de licence par habitant. Il précise également que le complexe aquatique de Mulhouse est le seul en Alsace à pouvoir accueillir les meilleurs nageurs français grâce à son équipement et à un encadrement technique de qualité. Les interventions de la région consistent à soutenir les manifestations sportives, les sportifs de haut niveau et espoirs régionaux, les clubs professionnels et de haut niveau, les ligues et comités sportifs régionaux, les investissements sportifs.

2.3 Diversité des piscines et centres aquatiques de l'agglomération

Parmi les compétences optionnelles choisies par m2A figurent la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion d'équipements culturels, sportifs (piscines, plan d'eau, patinoire) et touristiques d'intérêt communautaire.

L'intérêt communautaire des piscines a été reconnu en 2004 par la communauté d'agglomération de Mulhouse Sud Alsace (CAMSA), fusionnant avec la communauté de communes du bassin potassique : il recouvre à cette date les quatre établissements mulhousiens et la piscine d'Ungersheim. En 2010, à l'occasion de la création de m2A et de la

RETOUR OJ

fusion avec deux autres communautés de communes, s'y ajoutent trois établissements : la piscine des Jonquilles et le bassin d'apprentissage d'Illzach, ainsi que le centre nautique de l'île Napoléon. Le centre d'entraînement et de formation à la natation de haut niveau de Mulhouse est mis en service en 2011 et porte à neuf le nombre d'établissements aquatiques de m2A, dont les caractéristiques figurent en annexe 1 :

- la piscine Pierre et Marie Curie (bains romains) à Mulhouse, mise en service en 1925 ;
- le stade nautique à Mulhouse, mis en service en 1962 et partiellement rénové en 2017 ;
- la piscine des Jonquilles à Illzach, mise en service en 1970 ;
- la piscine de l'Illberg à Mulhouse, mise en service en 1977 et partiellement rénovée en 2010 ;
- la piscine d'Ungersheim, mise en service en 1978 ;
- la piscine de Bourtzwiller (Mulhouse), mise en service en 1989 et rénovée en 2009 ;
- le bassin d'apprentissage (Illzach), mis en service en 1994 ;
- le centre nautique de l'Ile Napoléon à Rixheim-Habsheim, reconstruit en 2003 ;
- le centre d'entraînement et de formation à la natation de haut niveau à Mulhouse, mis en service en 2011.

La constitution du parc de piscines s'est réalisée pour l'essentiel par l'intégration des équipements des communes et établissements intercommunaux composant m2A. Seule la réalisation du centre d'entraînement résulte d'une initiative communautaire s'inscrivant dans le cadre d'une politique nationale de développement et d'enseignement de la natation. Il n'y a pas eu d'études stratégiques sur la constitution de ce parc.

L'offre de surfaces d'eau à l'usager proposée par l'ensemble des piscines de m2A est supérieure à la moyenne nationale (1 m² pour 40 habitants) : la surface hors œuvre nette des bassins intérieurs et extérieurs (dont toboggans mais hors pataugeoires) des neuf équipements s'élève à 8 615 m² au 31 décembre 2016 et correspond à 1 m² de bassin pour 31 habitants. Les petits bassins des espaces bien-être des piscines Curie et Ile Napoléon représentent en outre 54,4 m².

2.4 Les établissements aquatiques avoisinant m2A

Les offres comparables d'équipements aquatiques à proximité de m2A sont les suivantes :

- pour une pratique axée sur les loisirs, la pratique sportive et familiale : les piscines de Thann, Cernay, Ensisheim, Tagolsheim, telles que recensées sur la carte des piscines publiques du Haut-Rhin établie par l'ARS Grand Est ;
- pour une pratique axée sur le bien-être : les thermes en Allemagne (trois établissements) ;
- pour une pratique axée sur le loisir familial : Laguna (Weil am Rhein - Allemagne), Aquabasilea (Praten – Suisse) ;
- pour une pratique axée sur le loisir familial estival en Allemagne : Laguna (Weil am Rhein), Cassiopeia Therme (Badenweiler), la piscine de Müllheim.

L'offre des établissements allemands est plus élaborée que celle de m2A. Il s'agit davantage d'une offre complémentaire que d'une réelle concurrence, car ces équipements demeurent éloignés des communes de l'agglomération.

RETOUR OJ

3. LES TRAVAUX DE GROS ENTRETIEN

3.1 La planification des travaux

La planification pluriannuelle des investissements

L'agglomération dispose d'une planification pluriannuelle des investissements à réaliser entre 2010 et 2020. Elle fait notamment apparaître l'autorisation de programme n° 013 relative aux travaux de modernisation et de rénovation des équipements nautiques. Etablie par le pôle sports et jeunesse de la direction des services aux habitants, elle a été mise à jour au 2 novembre 2016 pour la période 2015-2020. Elle distingue deux types d'investissements : les opérations majeures concernant un établissement précis (la rénovation de la piscine de l'Illberg, du bassin familial du stade nautique, etc.) et les opérations courantes concernant tous les établissements (les gros entretiens, travaux hydrauliques et sanitaires, conformité électrique, accessibilité, rénovation des canalisations, du carrelage, etc.).

Entre 2011 et 2015, 4,6 M€ d'investissements ont été réalisés concernant les équipements nautiques.

Entre 2016 et 2020, un total de 14,3 M€ d'investissements étaient prévus par l'ancienne m2A. Pour 2017-2018, le projet majeur consistait à construire une piscine dans le bassin potassique (quart nord-ouest de l'agglomération) pour une estimation basse de 9,5 M€.

La consommation des crédits budgétaires affectés aux piscines s'inscrit dans un processus décisionnel organisé à partir de la direction générale. En parallèle, une commission thématique élargie est chargée de définir les grandes orientations de politique d'aménagement et de gestion du patrimoine sportif communautaire.

3.2 Les gros travaux intervenus depuis 2011

Les travaux réalisés jusqu'en 2015 et les subventions obtenues

Entre 2011 et 2015, le principal chantier a porté sur la rénovation de la piscine de l'Illberg (vestiaires et douches, isolation extérieure des façades et de la toiture), à hauteur de 2,8 M€ répartis en 16 lots comprenant notamment :

- une tranche 2011 pour un montant de 1 642 000 € HT ; un financement a été consenti par le département du Haut-Rhin à hauteur de 10 % du coût des travaux, soit 164 200 € ;
- une tranche 2012 pour un montant de 409 313 € ; le financement consenti par le département à hauteur de 10 % du coût des travaux s'est élevé à 40 931 € ;
- un marché complémentaire de fourniture et d'installation d'un système harmonisé et informatisé de contrôle d'accès et de billetterie.

S'agissant du centre d'entraînement et de formation à la natation de haut niveau, réceptionné le 12 août 2011, si son coût total s'est élevé à 5,5 M€ HT, l'agglomération a obtenu des financements externes à hauteur des trois quarts du montant de l'investissement (Cf. détails en fin de rapport).

Les travaux en cours

En 2016-2017, d'importants travaux de rénovation du bassin familial du stade nautique sont en cours. L'ensemble des revêtements carrelés de ce bassin, d'une surface de 2 000 m², étant détérioré, le projet autorisé par décision du bureau du 17 juin 2016 pour un montant total de 2 916 667 € HT (soit 3 500 000 € TTC) comprend :

RETOUR OJ

- la rénovation du bassin par un habillage en acier inoxydable posé sur la structure existante en vue de créer un bassin à débordement ;
- la rénovation et la mise aux normes d'accessibilité des trois pédiluves ;
- la rénovation des plages avec augmentation de leur surface de 130 m² ;
- le remplacement complet du système hydraulique.

Le seul impératif de mise aux normes ayant imposé à m2A la réalisation de gros travaux de réhabilitation concerne le système de filtration du bassin familial du stade nautique, dont la remise en service est prévue en juin 2017.

La rénovation de ce bassin a fait l'objet d'un marché à procédure adaptée comptant six lots, suivi par le pôle performances énergétiques et bâtiments pour la partie administrative comme technique. Les conditions de passation et d'attribution de ce marché à l'été 2016 n'appellent pas d'observation.

Le bilan financier de l'opération fait actuellement ressortir, à la fin de l'année 2016, un coût engagé de 2 378 726 € HT soit 2 854 371 € TTC, inférieur au budget prévisionnel du fait de l'attribution des lots aux entreprises ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses.

3.3 La fermeture temporaire des établissements

La moyenne annuelle et le motif des jours de fermeture

La politique de fermeture des piscines de m2A varie fortement selon les établissements. Elle s'étend en moyenne de 288 jours par an pour le stade nautique, qui ne dispose que de bassins extérieurs, à 14 jours par an pour les piscines disposant de bassins de 50 m, utilisées par les sportifs (Illberg notamment) ; cette fermeture minimale correspond aux deux vidanges annuelles obligatoires jusqu'en 2016 inclus.

Entre ces deux extrêmes, les piscines affectées au loisir familial (Ile Napoléon et Bourtzwiller), ne ferment qu'une vingtaine de jours dans l'année, essentiellement pour les vidanges, tandis que les piscines à forte vocation scolaire (Jonquilles, bassin d'apprentissage, Curie) sont fermées entre 113 et 185 jours par an, notamment pendant les vacances des élèves.

RETOUR OJ

Tableau 1 : Les jours de fermeture des piscines

Piscine	Nombre de jours de fermeture / an	Motifs de fermeture
Curie	113	Vidange : 1 jour Dimanche et jours fériés Eté (du 24 juin au 4 septembre) et autres congés scolaires (sauf bains romains hygiène)
Stade nautique	288	Ouverture estivale uniquement
Jonquilles	185	Deux vidanges par an (2x1 semaine) Les samedis après-midi, dimanches, jours fériés Fermeture durant les vacances scolaires
Illberg	14	Pour le public, deux vidanges par an (2x1 semaine), jours fériés et 70 jours de fermeture estivale. Pour les clubs, 14 jours de vidange (la piscine est en fonction tous les jours de l'année)
Ungersheim	125	7 jours de vidange Jours fériés et vacances scolaires
Bourtzwiller	21	Deux vidanges par an (2x1 semaine) jours fériés
Illzach	160	Deux vidanges par an (2x1 semaine) Dimanches et jours fériés Fermeture durant les vacances scolaires
Ile Napoléon	20	Deux vidanges par an (2x1 semaine) Jours fériés
Centre d'entraînement	14	Deux vidanges par an (2x1 semaine)

Source : m2A pôle sports et jeunesse

Le coût associé à la fermeture des établissements

Bien que les outils de gestion mis en place par m2A permettent de calculer les coûts journaliers d'un établissement, le coût d'une journée de fermeture n'a pas été calculé expressément pour tous les établissements. Ce calcul a notamment été pratiqué pour déterminer la date d'ouverture du stade nautique (bassins extérieurs), laquelle a été reculée d'un mois pour permettre une économie potentielle de 200 000 € (coût des fluides et des agents saisonniers).

L'agglomération ferme les bassins dont la fréquentation serait insuffisante voire nulle selon les saisons. Ainsi, le stade nautique n'est ouvert qu'en été, et la piscine de l'Illberg, qui est contigüe est fermée au grand public pendant cette période. Les piscines à vocation scolaire (le bassin d'apprentissage et Jonquilles à Illzach, voire Ungersheim) sont également fermées pendant l'été, de même que les espaces bien-être/remise en forme des piscines Curie et Ile Napoléon. Cette gestion des fermetures permet de réaliser des économies d'énergie et de redéployer le personnel auprès des équipements sur fréquentés en été, tout en gérant les congés estivaux des agents sans recourir excessivement aux vacataires.

La chambre relève néanmoins que la piscine de l'Illberg, fermée au public pendant 70 jours en été, demeure en service pour les clubs, qui représentent 12 794 passages individuels en 2015, soit en moyenne 2 500 usagers en 70 jours. L'agglomération n'a pas chiffré le coût du maintien en fonctionnement (chaufferie, traitement de l'air, filtration, personnel) de deux bassins d'une surface totale de 1 200 m² pour un nombre très réduit de bénéficiaires, au regard de la fréquentation annuelle de l'établissement qui est de 144 373 personnes en 2015, alors que deux bassins de 50 m se trouvent à proximité immédiate.

De la même façon, la piscine Curie est fermée au public pendant les petites vacances scolaires (soit huit semaines par an) mais demeure accessible aux clubs et associations : le

RETOUR OJ

nombre de passages enregistrés au cours de l'année 2015 pour les clubs et associations n'est que de 1 522, soit 235 personnes en moyenne pendant huit semaines.

La fermeture pour travaux

Il n'y a pas eu de fermeture complète d'établissement entre 2011 et 2016. Pendant la rénovation des vestiaires de la piscine de l'Illberg en 2011, des vestiaires provisoires ont été installés pour que les usagers puissent accéder aux équipements. L'établissement a néanmoins été fermé une partie de l'année 2011 et une partie de l'année 2012, où son nombre de jours d'ouverture annuels est tombé respectivement à 173 et 202 au lieu de 309 jours par an ultérieurement.

La mutualisation des agents entre les différents établissements et la mobilité qui en résulte permet de faire face aux absences préjudiciables à certaines piscines.

3.4 La prise en compte du développement durable

L'intégration du développement durable dans les travaux

La lutte contre le réchauffement climatique est une des priorités de m2A. La première action menée a été la signature d'un plan climat territorial en juillet 2007 et, en 2016, l'agglomération a signé un plan stratégique et opérationnel de transition énergétique.

Cela se traduit par de multiples actions en faveur des économies d'énergies sur l'ensemble des piscines. Cette dynamique porte à la fois sur le bâti, les installations et la formation des utilisateurs. Pour chaque projet de remplacement ou de rénovation partielle des équipements, m2A prévoit l'isolation du bâtiment, le remplacement des vitrages, des systèmes de ventilation simple flux avec séparation des espaces, des systèmes de production par des systèmes plus performants, le déploiement des éclairages à Led, etc.

Les critères permettant de choisir les matériaux et les équipements sont fixés, *a minima*, selon la réglementation thermique (RT) dans les équipements existants avec l'objectif bâtiment basse consommation (BBC), soit une baisse de 40 % par rapport à la consommation de référence du bâtiment, ou encore la norme RT 2012[1] dans le cadre d'une construction neuve.

m2A a bénéficié de financements de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et du fonds européen de développement économique et régional (FEDER) de 123 330 € et 58 760 € pour l'installation de 400 m² de capteurs solaires thermiques d'un montant de total de travaux de 275 000 € au stade nautique et à la piscine de l'Illberg en 2009. Cette opération a permis d'éviter 73 tonnes de CO_2, de substituer 352 000 kWh et d'économiser 15 000 € d'énergie par an. Les financements obtenus (de la région Alsace, de l'ADEME et du FEDER) concernent également la piscine de Bourtzwiller en 2009 pour l'installation de 140 m² de capteurs solaires thermiques.

Le coûteux remplacement de la centrale d'air du bassin d'apprentissage d'Illzach par une centrale d'air double flux équipée d'un déshumidificateur a permis de maîtriser l'apport d'air neuf extérieur pour le contrôle de l'hygrométrie intérieure.

[1] La RT 2012 a pour objectif de limiter la consommation d'énergie primaire des bâtiments neufs à un maximum de 50 kWhEP/(m².an) en moyenne, tout en suscitant :
- une évolution technologique et industrielle significative pour toutes les filières du bâti et des équipements,
- un très bon niveau de qualité énergétique du bâti, indépendamment du choix de système énergétique,
- un équilibre technique et économique entre les énergies utilisées pour le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire.

RETOUR OJ

S'agissant de la piscine de l'Illberg, l'opération de réhabilitation des vestiaires et d'une partie des façades a intégré l'isolation de la toiture, des façades, la ventilation double-flux et la pose de triple vitrage.

La prise en compte d'impératifs de développement durable dans la réalisation des travaux date d'une dizaine d'années. En 2008-2009, m2A s'était fixé des objectifs de performances énergétiques lors de la construction du centre d'entraînement et de formation à la natation. Il en résulte aujourd'hui une enveloppe thermique performante, une mutualisation des moyens de production avec la piscine de l'Illberg (le bâti du centre est chauffé par la piscine de l'Illberg sur puissance disponible), la pose de capteurs solaires thermiques et l'installation d'une bâche thermique sur le bassin extérieur.

L'absence de surcoûts ou de délais supplémentaires dans la construction

La question du surcoût d'une démarche de développement durable est toujours abordée en phase d'études. Il y a plusieurs types de surcoût, qui mènent à des réflexions multiples. Par exemple, s'agissant du choix d'un système de production de chaleur utilisant un type d'énergie déterminé, l'objectif est non seulement de choisir le meilleur système à coût maitrisé en installation, mais surtout en exploitation. Concernant l'isolation d'une toiture, m2A s'était fixé comme critère le « bâtiment basse consommation » ou RT 2012 mais a eu l'opportunité d'augmenter la performance des matériaux installés pour atteindre les critères du bâtiment passif ; il s'agissait d'un surcoût d'opportunité. Cette démarche a été engagée et réalisée pour les opérations des piscines de Bourtzwiller et de l'Illberg.

Pour m2A, la réflexion sur le développement durable concerne l'opération de construction mais *a fortiori* la maintenance subséquente. L'agglomération conduit ses projets en étroite collaboration avec le maître d'ouvrage, afin d'avoir l'assurance que l'installation sera efficacement exploitée.

Le fait d'intégrer des matériaux durables ou des matériels performants dans une opération de travaux n'amène pas de délais supplémentaires au calendrier de l'opération.

Les économies attendues et constatées dans le fonctionnement courant

L'ensemble des actions portées par m2A a pour but, au-delà de la réduction des gaz à effet de serre, de réduire les coûts de fonctionnement. A ce jour, l'agglomération ne dispose pas d'outil permettant d'identifier les économies générées, mais elle travaille à la mise en place d'un outil de gestion des énergies, développé en interne. Cet outil viendra remplacer l'ancien outil, utilisé par de nombreuses collectivités, qui permet d'obtenir les coûts annuels mais sans disposer d'une analyse fine. Les analyses attendues permettraient d'établir des ratios et des indicateurs en fonction des énergies utilisées, du mode d'exploitation de l'équipement (régie interne ou externe), des investissements réalisés ou à réaliser, etc. Elles permettraient, en outre, de cibler les actions prioritaires à engager sur les piscines les plus énergivores.

3.5 Les visites techniques périodiques

m2A fait procéder à des visites techniques périodiques complètes sur l'ensemble de ses établissements aquatiques. Les comptes rendus établis à la suite des visites effectuées en 2016, qui n'appellent pas d'observation, recouvrent :

- la vérification périodique des installations de chauffage et gaz ;
- la vérification et la maintenance de l'alarme incendie ;
- la vérification annuelle des installations électriques ;
- d'autres vérifications annuelles (extincteurs, désenfumage).

RETOUR OJ

4. L'EXPLOITATION DES EQUIPEMENTS

4.1 L'amplitude d'ouverture et la répartition des créneaux

L'amplitude d'ouverture quotidienne est de 10 heures pour la plupart des établissements, excepté la piscine de l'Illberg qui ouvre 13 heures par jour – soit 4 149 heures par an - et celle des Jonquilles qui n'ouvre que 6,5 heures par jour (scolaires) – soit 1 100 heures par an.

L'agglomération connaît la répartition des créneaux horaires de chaque piscine entre les différents types d'usagers ; pour l'année 2015, leur détail figure en annexe 2. A l'exception du bassin d'apprentissage qui n'accueille que des élèves scolarisés et des associations, tous les établissements consacrent des créneaux à plusieurs types d'usagers simultanés : le grand public (individuels et familles), les clubs et associations, scolaires ou extrascolaires, animations organisées par la piscine (cours, etc.).

A l'exception du bassin d'apprentissage dont la vocation est essentiellement scolaire et qui ne présente aucun créneau partagé, tous les établissements font cohabiter un public de pratique libre et un public de pratique d'animation ou membre d'associations sportives, pour une partie significative des heures d'ouverture allant de 12 à 25 % (Cf. détail en annexe 2). Cette cohabitation, qui permet de densifier l'utilisation des équipements, est rendue possible grâce à l'existence de plusieurs bassins ou par la séparation de lignes d'eau.

4.2 Les enquêtes de satisfaction

En 2013, la majorité des piscines de m2A ouvertes au public ont fait l'objet d'une enquête de satisfaction en vue d'améliorer la qualité du service. Le questionnaire, émis à l'occasion de la mise en place des nouveaux rythmes scolaires, contenait les items suivants et a permis de tirer un certain nombre d'enseignements :

- la provenance des usagers (Mulhouse, autre commune de m2A, ou hors m2A) ; elle varie logiquement selon la localisation de la piscine : une piscine mulhousienne (Curie, Illberg) attire une majorité d'habitants de la ville-centre, et une piscine excentrée (Ungersheim, au nord ; Ile Napoléon) attire les usagers d'autres communes de l'agglomération (2/3) voire d'autres intercommunalités (15 à 35 %) ;
- l'appréciation de l'accueil et des activités proposées ; la satisfaction des usagers supérieure à 90 % pour la totalité des établissements ;
- le matériel mis à disposition ; la satisfaction des usagers est supérieure à 89 % ;
- les créneaux horaires des activités aquatiques ; la satisfaction des usagers varie de 56 % (Bourtzwiller) à 94 % (Curie) selon les établissements ;
- la propreté de l'établissement ; la satisfaction des usagers varie de 74 % (Ile Napoléon) à 100 % (Bourtzwiller) selon les établissements ;
- les nouveaux rythmes scolaires (école le mercredi matin) : « une inscription des enfants le samedi ou le soir en semaine serait-elle souhaitée ». Les parents répondent majoritairement « oui » pour l'une ou l'autre des deux hypothèses ;
- la procédure d'inscription pour l'année scolaire 2013-2014 ; si l'accueil est apprécié au moins à 78 %, le degré de satisfaction varie de 66 % (Bourtzwiller) à 93 % (Curie) pour les créneaux de natation obtenus et de 52 % (Ile Napoléon) à 70 % (Bourtzwiller) pour les tarifs.

Ce type d'enquête sera annualisé à partir de 2017.

Une enquête de satisfaction thématique a été réalisée en 2012 à propos de l'espace de remise en forme du centre nautique de l'Ile Napoléon, en vue d'améliorer la qualité du service.

RETOUR OJ

Un outil « contact », disponible sur le site internet de m2A, permet aux usagers de s'exprimer : la direction générale des services et le pôle sports et jeunesse reçoivent les doléances exprimées et y répondent, en application de la charte Marianne.

4.3 L'entretien et la maintenance

Les intervenants et les prestations

Pour l'ensemble des établissements, les agents techniques de l'agglomération interviennent de façon hebdomadaire pour le traitement de l'eau, la filtration des bassins, la maintenance des bâtiments, l'entretien et l'exploitation des installations.

Un prestataire externe intervient pour un contrat de type P2 (entretien et maintenance des matériels) pour la centrale de traitement de l'air, la chaufferie, l'énergie solaire, la production d'eau chaude sanitaire de l'ensemble des piscines de l'agglomération. Ce prestataire disposait également d'un contrat spécifique pour le traitement et la désinfection des bassins d'apprentissage d'Illzach et de la piscine d'Ungersheim, échu au 31 décembre 2016 ; ces opérations sont désormais effectuées en régie, comme dans les autres établissements.

Le coût de la maintenance

Le coût de la maintenance de chacun des établissements figure en annexe 3. Globalement, les charges à caractère général (matières, fournitures, petits équipements, entretien, réparation et maintenance) passent de 496 985 € en 2011 à 557 852 € en 2015, soit une augmentation de 12 %.

Tableau 2 : L'évolution des coûts de la maintenance

En €	Ile Napoléon	Jonquilles	Illzach	Illberg	Stade nautique	Centre d'entraînement
Général 2011	97 354	26 406	30 366	55 854	108 874	4 661
Général 2015	73 242	25 157	18 743	44 834	93 174	15 160
Agents techniques 2015	103 169	32 785	Prestation externalisée	106 026		

En €	Curie	Bourtzwiller	Ungersheim	Toutes piscines	5301 Divers	TOTAL
Général 2011	109 415	35 752	15 511	12 791	/	496 985
Général 2015	130 134	42 783	17 791	61 960	34 875	557 852
Agents techniques 2015	200 449	41 535	Prestation externalisée	151 375	/	635 339

Source : m2A pôle sports et jeunesse

Par ailleurs, si le coût de maintenance de la piscine la plus ancienne (Curie) et de l'établissement le plus récent (centre d'entraînement) a augmenté significativement, celui des autres établissements a baissé ou est resté stable. Les mesures de fermeture de certains bassins en été (Illzach) ou leur rénovation (Illberg) ont permis de maîtriser les coûts individualisés de ces équipements.

Un effort d'identification des charges a été effectué en vue d'améliorer le chiffrage du coût complet des établissements. Cela explique l'évolution à la hausse des charges afférentes aux piscines ; en particulier, le coût du recours à des contrats de maintenance a presque doublé, passant de 56 030 € en 2011 à 106 384 € en 2015.

RETOUR OJ

Ces travaux ont permis d'isoler, à partir de 2014, le coût des agents techniques affectés à cinq établissements. Ce coût s'élève à 483 964 € en 2015, dont 200 449 € pour la seule piscine Curie en raison de la spécificité historique de ses installations. Une colonne « toutes piscines » (151 375 € en 2015) comprend en outre les rémunérations et charges sociales de trois agents techniques appelés à intervenir sur l'ensemble des établissements.

Pour prolonger ces travaux, il conviendrait d'ajouter aux charges de personnel identifiées précédemment par établissement celle correspondant aux agents techniques vacataires intervenant en été au stade nautique, à l'Ile Napoléon et à la piscine de Bourtzwiller. Ces agents font l'objet d'une facture mensuelle émise par le centre de gestion, qui s'élève à 357 097 € en 2015 ; elle comprend toutes les catégories d'intervenants (les agents d'entretien, techniques et maîtres-nageurs sauveteurs) et n'est pas ventilée entre les établissements de l'agglomération mais reportée dans les charges de personnel globales.

Le montant cumulé des colonnes « toutes piscines » et « divers » afférentes aux charges à caractère général, est multiplié par 6,5, passant de 12 791 € en 2011 à 96 835 € en 2015. La colonne « toutes piscines » (61 960 € en 2015) comprend notamment les achats centralisés de fournitures diverses pour les piscines ainsi que les contrats de maintenance s'étendant à tous les établissements.

Au total, la maintenance des neuf piscines, essentiellement effectuée en régie, a coûté 1,2 M€ en 2015. Cela représente 14 % du coût de fonctionnement total des établissements, lequel s'élève à 8,5 M€.

Le suivi de l'entretien et de la maintenance

S'il n'existe pas formellement de carnet de maintenance des installations, la collectivité réalise de façon fiable avec ses équipes, dans chaque établissement, le suivi quotidien, hebdomadaire et mensuel, ainsi que l'entretien et la maintenance des bâtiments et des installations. La programmation annuelle et pluriannuelle des travaux fait l'objet d'un ordre de priorité en fonction des exigences réglementaires et de mise aux normes, de bon fonctionnement de l'équipement, enfin de rénovation et d'embellissement.

4.4 Les contraintes de sécurité

Les visites des commissions de sécurité.

Les neuf équipements aquatiques de m2A sont qualifiés d'établissements recevant du public au sens de l'article R. 123.19 du code de la construction et de l'habitation et justifient des visites de la commission de sécurité, qu'il s'agisse des visites d'ouverture, de réception après travaux, périodiques ou de contrôle. Les équipements communautaires n'ont jamais dû être fermés du fait de non-conformités.

Seul le compte rendu de la piscine Curie en 2014 fait apparaître un avis défavorable, comme en 2008 et en 2011, en raison de l'insuffisance des dégagements permettant au public de gagner l'extérieur en cas d'incendie. Compte tenu de la structure particulière de l'ouvrage, l'avis sera toujours défavorable. La collectivité a pris le soin d'assurer l'établissement contre les risques encourus. La collectivité réalise par ailleurs des travaux de rénovation et de mise aux normes. Ainsi, ces dix dernières années ont été réalisés l'électricité, le cloisonnement des espaces, la structuration des locaux de stockage, etc.

RETOUR OJ

Le plan d'organisation de la surveillance et des secours.

m2A s'acquitte de ses obligations en matière de sécurité des usagers. Chaque piscine dispose d'un règlement intérieur pris par le maire de la commune sur le ban de laquelle elle est située (Mulhouse, Illzach, Rixheim et Ungersheim). Ce règlement est doublé par un règlement intérieur des équipements aquatiques de m2A daté du 21 janvier 2013 ; à l'instar du plan d'organisation de la surveillance et des secours propre à chaque établissement aquatique[2], le règlement communautaire rappelle la fréquentation maximale instantanée autorisée dans chaque équipement, qui s'étend de 193 à 4 500 usagers comme indiqué ci-dessous.

Tableau 3 : La fréquentation maximale instantanée des établissements aquatiques

Etablissement	Fréquentation maximale instantanée autorisée
Curie	515
Stade nautique	4 500
Jonquilles	532
Illberg	1 230
Ungersheim	250
Bourtzwiller	350
Bassin d'apprentissage	200
Ile Napoléon	578 en hiver, 1 161 avec les espaces extérieurs
Centre d'entraînement	193

Source : m2A pôle sports et jeunesse

A compter de 2014, avant chaque saison estivale, il est dispensé aux maîtres-nageurs sauveteurs titulaires et saisonniers une formation sur la sécurité et la gestion des conflits. Il a également été mis en place une procédure d'exclusion-expulsion permettant la gestion suivie des incivilités, des mineures aux plus graves. Depuis 2015, le dispositif est renforcé par la présence d'agents de tranquillité publique formés à la médiation.

Certains établissements comme la piscine des Jonquilles mettent à disposition des intervenants (deux par créneau horaire) pendant les cours dispensés aux scolaires, ainsi que du personnel de surveillance pour les scolaires et les leçons de natation.

La tenue du carnet sanitaire

Le carnet sanitaire tenu par les techniciens de m2A pour chacun des établissements a été présenté. L'ensemble des points de contrôle y figure et est relevé quotidiennement pour chaque bassin : transparence, température de l'eau et de l'air, pH, chlore (libre, total, combiné, stabilisant, libre actif), débitmètre réactif le cas échéant, relevé des compteurs pour l'appoint et le recyclage d'eau, interventions techniques / incidents / observations (vidange, nettoyage, remise en eau, chlore choc, lavage de filtre, analyses par un laboratoire indépendant, conditions météorologiques, etc.).

La rareté des accidents

Entre 2011 et 2016, il n'y a eu qu'une noyade, sans décès ni séquelle, à la piscine de Bourtzwiller. Pour prévenir les accidents pendant les créneaux de natation scolaire en primaire, cet établissement a édité un livret d'accueil indiquant les modalités d'organisation de

[2] Celui du centre d'entraînement est établi par son exploitant, le Mulhouse Olympic Natation.

RETOUR OJ

la sécurité et faisant écho à son plan d'organisation de la surveillance et des secours. Une autre noyade sans décès a été recensée à l'été 2015 au centre nautique de l'Ile Napoléon.

Les autres établissements n'ont pas eu à déplorer d'accident grave pendant la période sous revue. Aucune piscine n'a mis en œuvre de procédure particulière de prévention des accidents dès lors qu'elles disposent d'un plan d'organisation de la surveillance et des secours envisageant tous les types d'incidents susceptibles de se produire et qu'elles procèdent régulièrement à la visite de la commission de sécurité des établissements recevant du public (ERP).

Aucun équipement communautaire n'est doté d'un système centralisé de prévention des noyades.

4.5 La propreté et l'hygiène

4.5.1 Les agents chargés de la propreté

A l'exception du centre d'entraînement, la propreté des piscines de m2A est confiée à du personnel interne. Sur les huit établissements gérés en fin de période contrôlée, 48 agents sont en charge de la propreté toute l'année, dont 4 sont en contrat unique d'insertion. Du fait de son architecture historique, la piscine Curie nécessite à elle seule 18 agents affectés à la propreté. A l'inverse, le bassin d'apprentissage d'Illzach n'en compte qu'un seul (Cf. détail en annexe 2).

Un dispositif spécial est mis en œuvre pendant la période estivale : dix des agents précités - provenant notamment des piscines fermées au public en été (Illberg, Jonquilles, Illzach) – sont affectés au stade nautique. Il illustre la pratique de mutualisation des agents au service des besoins des usagers. En outre, 24 agents saisonniers renforcent les agents permanents : 17 au stade nautique, 5 à l'Ile Napoléon et 2 à Bourtzwiller.

Les agents de propreté reçoivent une formation de terrain grâce à la mutualisation des connaissances. En 2017, tous les agents "techniques de nettoyage" recevront une formation sur mesure et adaptée aux particularités des sites où ils sont amenés à travailler. Par ailleurs, ils peuvent accéder au catalogue de formation selon leurs souhaits et/ou besoins.

4.5.2 La promotion de l'hygiène

Le règlement intérieur et le règlement d'hygiène et de sécurité sont affichés sur tous les sites. Leur respect est assuré par des messages d'information affichés dans les locaux (accueil, vestiaires, sanitaires, bassins), lors de l'accueil des groupes, à l'occasion du contrôle de terrain par les agents et par la sensibilisation de tous ; leur non-application peut entraîner l'exclusion des usagers.

Si la qualité microbiologique des piscines de l'agglomération est bonne, tout risque sanitaire lié aux micro-organismes ne peut être écarté ; l'hygiène des baigneurs a un impact direct sur la qualité de l'eau, la propreté et la contamination des surfaces, ainsi qu'un impact indirect sur la qualité de l'air. Une grande campagne relative à l'hygiène dans les piscines de l'agglomération a été lancée en septembre 2016, avec trois objectifs majeurs :

- donner de bons réflexes d'hygiène aux élèves ;
- diminuer les sources de pollution à chaque point du parcours du baigneur pour améliorer les résultats du contrôle sanitaire des établissements ;
- diminuer les risques sanitaires pour les enfants et les risques professionnels pour les maitres-nageurs sauveteurs, dans le cadre du plan régional santé-environnement.

RETOUR OJ

A l'été 2017 seront mis en place :

- le parcours du baigneur, qui consiste en quelques actes simples rappelés sur des pictogrammes adhésifs ;
- une action d'une semaine, avec jeu concours, pour sensibiliser aux attitudes favorables concernant l'hygiène et le mode de vie ;
- des messages vocaux ponctuels sur certains sites.

4.6 Le cycle de l'eau et de l'air

Le contrôle du bon fonctionnement des cycles de l'eau et de l'air est assuré par :

- la mise en place d'une procédure journalière, hebdomadaire, mensuelle, annuelle, consignée dans un carnet sanitaire et un carnet d'exploitation ;
- le passage mensuel d'un laboratoire indépendant pour l'analyse de l'eau des bassins, et semestriel pour l'air des bassins couverts.

Le personnel de maintenance effectue les analyses de l'eau pour maintenir les paramètres physicochimiques dans les normes. Pour les produits de désinfection, cela concerne le chlore combiné/disponible/total et le stabilisant.

Une fois par mois, le suivi de ces paramètres physiques et des produits de désinfection est effectué par un laboratoire agrée, le centre d'analyses et de recherches (CAR) ; il porte également sur les paramètres chimiques et bactériologiques.

L'agglomération dispose d'un système de gestion technique centralisée pour certains de ses établissements. Il s'agit de télégestions pour le contrôle et l'exploitation des installations techniques des chaufferies, centrales de traitement d'air, production d'eau chaude sanitaire pour l'Illberg, le centre d'entraînement, l'Ile Napoléon et Bourtzwiller.

L'entretien, la maintenance et les dépannages sont réalisés en régie par les techniciens de chaque site. Les différentes alarmes sont reportées par la télégestion et la procédure de relevé d'exploitation permet de passer dans tous les secteurs sensibles. Lorsqu'il n'est pas possible de les mener en interne, les travaux de dépannage sont confiés à un prestataire extérieur.

4.7 L'accessibilité

La prise en compte des impératifs d'accessibilité à l'occasion des travaux

L'ensemble des travaux réalisés dans les piscines correspondent à des mises en conformité sécurité incendie et répondent à la règlementation relative à l'accessibilité applicable depuis 2007 aux bâtiments accueillant du public.

Les projets font l'objet de dépôts de permis de construire instruits dans les différents services, dont ceux liés à l'accessibilité, qui émettent des avis et préconisations sur les travaux à engager. Durant les phases de consultation des entreprises et d'exécution, un bureau de contrôle externe est missionné pour accompagner la mise en œuvre de la réglementation accessibilité. A la fin des travaux, une attestation de vérification des règles de l'accessibilité aux personnes handicapées est fournie par ce bureau et transmise à la préfecture. Elle est enregistrée par m2A dans le cadre du suivi des agendas d'accessibilité programmés (Ad'Ap).

RETOUR OJ

L'état des lieux de l'accessibilité des piscines et l'évaluation de son coût

En décembre 2015, m2A a décidé d'examiner l'accessibilité de ses piscines pour les personnes handicapées. Chaque établissement a fait l'objet d'un état des lieux de l'existant, de la communication et de l'accueil, dont le résultat a été formalisé en mai 2016. Le recensement des difficultés (stationnement, accès, circulation dans l'établissement, sanitaires, utilisation des installations) et des travaux permettant d'y remédier a été chiffré globalement à 395 830 € :

- 35 850 € pour la piscine des Jonquilles ;
- 17 655 € pour la piscine d'Ungersheim ;
- 273 920 € pour la piscine Curie (installation d'un ascenseur, aménagement de sanitaires...), qui jouit de dérogations liées à son inscription à l'inventaire supplémentaire ;
- 68 405 € pour le stade nautique.

Des subventions accordées au titre du fonds pour l'Insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) ont notamment permis des travaux de mise en conformité accessibilité pour le personnel handicapé dans les piscines d'Ungersheim et des Jonquilles.

La formation du personnel sur la prise en charge des personnes handicapées

S'agissant de la prise en charge des personnes à mobilité réduite, l'éducateur en charge du « sport handi » a amorcé un projet d'information des agents des piscines (agents d'entretien, caissières et maîtres-nageurs). En 2015/2016, des réunions d'information et de sensibilisation ont été tenues afin d'accueillir au mieux les personnes handicapées ; il s'agit notamment d'adapter la signalétique et les comportements au type de handicap (moteur, sensoriel, mental) et aux locaux (sanitaires, bassins...). Depuis 2015, les agents des piscines de Bourtzwiller, de l'Ile Napoléon et de Curie sont sensibilisés au handicap. Les piscines des Jonquilles, de l'Illberg et d'Ungersheim y seront sensibilisées en 2017.

4.8 La gestion des ressources humaines

4.8.1 Le pôle sports et jeunesse

Appartenant à la direction en charge des services aux habitants, le pôle sports et jeunesse compte 300 agents. Le projet d'établissement, élaboré depuis 2006 pour tous les grands équipements sportifs, permet à tous les métiers cohabitant dans les piscines de collaborer : enseignement, caisse, propreté, technique. En début d'année, chaque responsable connaît son budget et peut proposer des actions à mener. Les marchés sont en grande partie instruits par les pôles.

Une gestion de proximité, favorisant le croisement des métiers, est privilégiée. La mutualisation est de mise entre les piscines voire avec la patinoire, contigüe à la piscine de l'Illberg et au stade nautique ; les agents peuvent exercer sur différents sites en fonction des besoins. Cependant, il n'y a pas de mobilité contrainte.

4.8.2 L'effectif au service des piscines

Pour les années 2011 à 2013, m2A ne dispose pas d'un état détaillé des agents travaillant dans chaque piscine, mais d'un état global, tous établissement confondus[3]. Il ressort de cet état que l'effectif en équivalent temps plein (ETP) des piscines de l'agglomération est

[3] Le centre d'entrainement du MON, qui n'emploie pas de personnel communautaire, en est exclu.

RETOUR OJ

passé de 137,3 agents en 2011 à 147,2 agents en 2013, soit une augmentation de 7,2 %, principalement intervenue dans les catégories des éducateurs des APS (activités physiques et sportives) et des « non-titulaires de droit privé ».

Parmi les huit agents dits administratifs se trouvent trois conseillers territoriaux des APS (cadres A) représentant 2 ETP : 1,5 ETP chef de service, 0,5 ETP marchés/budget/tarifs/ régie/facturation ; l'équipe de direction compte par ailleurs un régisseur et deux régisseurs adjoints pour l'ensemble des piscines et la patinoire, un comptable, un ETP chargé de la vie de l'agent (pour l'ensemble du pôle sports et Jeunesse) et 0,7 ETP information/ communication.

Tableau 4 : L'effectif global des piscines entre 2011 et 2013

	2011	2012	2013
ETP	137,3	140,4	147,2
dont agents administratifs	7,55	7,25	8
dont adjoints administratifs	5,5	7,85	5,6
dont adjoints techniques	74,5	73,6	73,5
dont agents de maitrise / techniciens	3	4,5	4,5
dont éducateurs des APS	36,1	35	40,35
dont opérateurs territ. des APS	2,2	2,2	1,85
dont "non titulaires de droit privé"	6	10	11,8

Source : m2A

Pour les années 2014 et 2015, m2A dispose d'un état des effectifs par établissement, dont le détail figure en annexe 2. Il ressort de la consolidation des données des sept établissements disposant de personnel permanent (Ile Napoléon, Bourtzwiller, Curie, Illberg, Jonquilles, Illzach, Ungersheim) et du personnel vacataire « toutes piscines » que l'effectif total se réduit progressivement pour atteindre 123 ETP au 31 décembre 2015, soit une baisse de 10 % par rapport à 2011.

Tableau 5 : L'effectif consolidé des piscines entre 2014 et 2015

TOTAL ETP	Nombre d'agents 2014	Nombre d'agents 2015
Directeur	3	2,3
Chef de bassin	11,8	10,6
MNS et autres agents chargés de pédagogie/ surveillance	27,8	28,4
Agents chargés de l'entretien	45	43,1
Agents chargés de la maintenance	18	18
Agents chargés d'accueil, caisse, vestiaires	11,8	11,2
Agents administratifs	7,2	7
Autres fonctions	3	2,6
Nombre total d'agents	127,6	123,2

Source : m2A

La démarche de mutualisation et la politique de fermeture selon les saisons contribuent à cette évolution. En particulier, certains postes ne sont pas ou sont partiellement pourvus dans les établissements de moindre taille (Ungersheim, Jonquilles, Illzach) car la charge correspondante est exercée par un seul agent au titre de plusieurs établissements : c'est le

RETOUR OJ

cas des directeurs, qui représentent 2,3 ETP pour sept piscines, un plan d'eau et une patinoire en 2015, et des agents de la maintenance. Par ailleurs, les agents administratifs et les magasiniers sont concentrés sur un seul site mais desservent tous les établissements.

Le personnel affecté aux piscines ne compte ni agent de sécurité ni médiateur, car cette attribution est exercée par un service extérieur au pôle sports et jeunesse. Il n'y a pas davantage d'agent dédié aux activités annexes (espace détente, buvette estivale...) car celles-ci sont résiduelles et généralement exercées par des prestataires de droit privé.

Trois équipements présentent une situation atypique en termes d'effectif :

- l'effectif le plus important est celui de la piscine Curie, avec 32 ETP en 2015, soit 25 % de l'effectif total des piscines. Son équipe d'entretien, qui compte 17 personnes, et les 6 agents chargés de la maintenance des installations techniques, sont justement dimensionnés au regard des contraintes architecturales de l'édifice ;
- à l'inverse, du fait de sa vocation exclusivement scolaire, le bassin d'apprentissage d'Illzach ne compte que 1,8 ETP : un chef de bassin et un agent d'entretien. L'enseignement de la natation aux groupes scolaires est dispensé par les professeurs d'éducation physique et sportive diplômés et certifiés ;
- le stade nautique, qui n'est ouvert qu'en été, est essentiellement servi par du personnel provenant d'autres établissements fermés en été ; le personnel vacataire (6 à 10 ETP) venant en renfort est comptabilisé au sein du pool « vacataires toutes piscines ».

4.8.3 La qualification des agents spécialisés

Les agents assurant la surveillance et l'enseignement

A m2A, l'effectif titulaire du titre de maître-nageur sauveteur (dont diplômés du brevet d'Etat d'éducateur sportif aux activités de la natation) est stable entre 2011 et 2015 et s'élève à 34 ETP. Tous les établissements disposent de suffisamment de personnel qualifié et l'ensemble des diplômes et titres détenus est affiché à l'entrée. En fin de période, quatre à cinq BPJEPS (brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport) en formation viennent renforcer l'effectif des établissements principaux.

L'existence de difficultés de recrutement

Dans le secteur des piscines, m2A rencontre essentiellement des difficultés pour le recrutement d'agents de la filière technique car les postes requièrent des compétences métiers. D'une part, le salaire de la fonction publique n'est pas attractif pour des professionnels qui ont déjà une expérience technique dans le secteur privé. D'autre part, la formation des jeunes demandeurs d'emplois présentant leur candidature est souvent trop généraliste.

En revanche, la présence d'une école de formation des maîtres-nageurs à Mulhouse permet de ne pas connaître de difficulté de recrutement. Pour obtenir le BPJEPS, les candidats doivent effectuer 500 heures de cours et 1 000 heures de bassin en une année ; pendant cette période, ils appuient les maîtres-nageurs en poste dans les établissements de l'agglomération. En décembre 2016, cinq candidats en formation y étaient accueillis.

5. LE COUT DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE ET SON FINANCEMENT

Un outil de pilotage, développé par la direction des systèmes d'information et permettant le suivi de chaque établissement, est mis en œuvre par le pôle sports et jeunesse à compter de 2014. Pour la période 2011-2013, les données fournies sont globalisées.

RETOUR OJ

5.1 Recettes de fonctionnement

5.1.1 La stratégie tarifaire

5.1.1.1 Les délibérations communautaires annuelles

Les tarifs des piscines et équipements aquatiques de m2A sont structurés de manière à permettre aux différents publics d'accéder aux bassins en fonction de leur situation sociale. Dans presque tous les domaines, trois niveaux de tarifs sont proposés (plein, réduit voire minimum) en fonction du lieu d'habitation de l'usager (habitant de m2A ou hors m2A). La gratuité est par ailleurs accordée à certaines catégories d'usagers, détaillées plus bas.

Les révisions tarifaires sont votées chaque année par le conseil communautaire au mois de juin pour une application à partir de septembre ; elles sont applicables sur une année scolaire (saison sportive). Elles tiennent compte de l'évolution des dépenses nécessaires au fonctionnement des services, dont le pourcentage est transmis par circulaire chaque année ; il se situe entre 1 % et 2,5 %. Cependant, afin d'éviter des augmentations de quelques centimes d'une année sur l'autre, le principe retenu (notamment pour les entrées unitaires) est de n'augmenter les tarifs que tous les deux ou trois ans.

Selon le contexte, des variations à la hausse ou à la baisse peuvent être ciblées. Quelle que soit l'activité visée, elles sont toujours en rapport avec le confort propre à l'établissement et avec l'amplitude des périodes qui permettent aux usagers d'en bénéficier.

Les bénéficiaires de la gratuité, des tarifs minimum ou réduits – dont le détail figure plus loin - sont mentionnés dans les délibérations tarifaires. Leur application requiert la présentation d'une pièce justificative, assortie à compter de 2014-2015 d'une pièce d'identité avec photo.

Les délibérations fixant les tarifs d'accès aux activités aquatiques pour les années 2011-2012 à 2016-2017 révèlent une grande variété des tarifications (160 lignes) et des types de facturation applicables. Il s'y ajoute, pour les agents de caisse, la comptabilisation des nombreux types de passages non facturés : entrées gratuites, cartes à entrées multiples, groupes scolaires payants (collèges et lycées) ou non (écoles primaires), centres aérés, associations, etc.

Fruit de la stratification successive des grilles tarifaires héritées des communautés de communes ayant fusionné avec m2A, la tarification en vigueur s'avère donc diffuse et complexe et gagnerait à être simplifiée. Selon le président de la communauté d'agglomération, le sujet de la tarification des piscines et de son harmonisation sera abordé dans le cadre d'un groupe de travail créé au premier semestre 2017.

5.1.1.2 Les bénéficiaires de la gratuité

La gratuité est accordée aux utilisateurs communautaires suivants : les enfants de moins de quatre ans, maîtres-nageurs en formation, retraités municipaux et communautaires pour les entrées unitaires et prestations douches, un accompagnateur pour cinq à huit enfants, titulaires de carte de réduction selon réglementation, les activités validées par convention et/ou organisées avec le service, écoles primaires de l'agglomération signataires d'une convention, agents territoriaux de la commune d'Ungersheim (pour la piscine d'Ungersheim), titulaires de la carte sénior délivrée par la commune d'Ungersheim (pour la piscine d'Ungersheim), titulaires

RETOUR OJ

de la carte Pass'temps senior[4], pompiers/policiers/gendarmes dans le cadre de l'exercice de leurs missions (sur demande de leur hiérarchie et sur un créneau spécifique).

Pour les résidents hors agglomération, le bénéfice de la gratuité est accordé aux utilisateurs suivants : les enfants de moins de quatre ans, les personnes se formant au brevet d'état d'éducateur sportif aux activités de la natation (BEESAN), un accompagnateur pour cinq à huit enfants, les activités validées par convention et/ou organisées avec le service.

Si les délibérations tarifaires prévoient qu'une convention de gratuité est passée avec les écoles primaires de l'agglomération, la chambre observe que cette règle de principe n'est pas mise en œuvre.

Pour la seule année 2015, l'exploitation du bilan de la fréquentation des sept établissements disposant d'une caisse – sous réserve de la correcte identification de certains groupes scolaires qui ne sont désignés que par leur nom – révèle que 50 000 passages d'élèves d'écoles primaires ont été comptabilisés. Il convient d'y ajouter ceux qui fréquentent le bassin d'apprentissage d'Illzach, dont le nombre n'est pas connu.

Si la plupart de ces motifs de gratuité sont justifiés par des motifs d'intérêt général (le plan « savoir nager » pour les écoles, l'entraînement des pompiers/policiers/gendarmes…) ou des différences de situation marquées (les usagers devant être accompagnés par un adulte…), la chambre s'interroge toutefois sur la gratuité accordée aux retraités municipaux et communautaires pour les entrées unitaires et prestations douches, ainsi qu'à celle réservée, pour la piscine d'Ungersheim, aux agents territoriaux de la commune d'Ungersheim et aux titulaires de la carte sénior délivrée par cette collectivité. Le Conseil d'Etat a rappelé à de multiples reprises que « *la fixation de tarifs différents applicables à diverses catégories d'usagers implique, à moins qu'elle ne soit la conséquence d'une loi, qu'il existe entre les usagers des différences de situation appréciables ou que cette mesure soit justifiée par une nécessité d'intérêt général en rapport avec les conditions d'exploitation du service* » (CE, Section, 10 mai 1974, Denoyez et Chorques, n° 88032 et 88148).

Aussi la gratuité accordée aux agents retraités de m2A ou de ses communes membres, ainsi qu'aux agents territoriaux d'Ungersheim, que rien ne distingue a priori des autres retraités résidant sur le territoire ou des autres agents territoriaux de l'agglomération, et qui ne semble pas être compensée par un financement alloué au titre d'une politique sociale, apparaît-elle irrégulière.

Si les données de la fréquentation sont fiables, les passages gratuits à la piscine d'Ungersheim s'avèrent néanmoins résiduels (90 en 2011, 12 en 2015).

En 2015, la gratuité a bénéficié à 7 756 usagers individuels. En 2011, elle était de 12 074 usagers et a donc été réduite de 36 %.

5.1.1.3 Les bénéficiaires de tarifs réduits

Les résidents de l'agglomération

Les tarifs réduits au profit des résidents de l'agglomération concernent les catégories suivantes : les mineurs, étudiants, chômeurs, agents territoriaux, agents territoriaux retraités (sauf pour les entrées unitaires piscines et prestations douches, qui font l'objet de gratuité), séniors, anciens combattants, titulaires de carte de réduction selon réglementation, maîtres-nageurs, accompagnateurs des invalides, titulaires de carte de comité d'entreprise (CE)

[4] Avec la carte Pass'temps, financée par m2A, les plus de 65 ans habitant l'agglomération ont accès à des sorties gratuites ou à tarif réduit durant un an. Elle contribue à favoriser les sorties culturelles et de loisirs des seniors.

RETOUR OJ

nominative avec photo pour les entrées unitaires, couples pour les "prestations Bains Romains".

Les bénéficiaires du tarif minimum sont les suivants : les instituts médico-pédagogiques (IMP), centres socio-culturels, centres de loisirs sans hébergement/maison des jeunes et de la culture, groupes associatifs, hôpitaux de jour, invalides de plus de 50 %, titulaires du revenu de solidarité active (RSA), personnes soutenues par un service d'action sociale domiciliées dans l'agglomération, familles (un ou deux parents) à partir de deux enfants à charge pour les abonnements piscines (tarif individuel pour chaque membre), enfants des agents communautaires et des agents des communes membres à partir de trois enfants inscrits pour les animations enfants, comités d'entreprise (selon convention), titulaires d'un abonnement piscine pour les prestations forme du même établissement.

A compter de 2014-2015, le bénéfice du tarif minimum est accordé aux utilisateurs suivants : les élèves du secondaire et étudiants, associations caritatives, foyers, centres hospitaliers.

Le type de convention passé avec les collèges et lycées de l'agglomération n'appelle pas d'observation.

La chambre a également examiné le type de convention passé avec les partenaires des comités d'entreprise (CE), par exemple celle conclue avec l'association CE + Services le 26 novembre 2012. Cette association s'adresse notamment aux institutions représentatives du personnel, spécialement les CE, et a pour objet de permettre à ses membres de bénéficier de toute forme de culture et de loisirs par un accès plus libre et à prix réduit. La convention conclue avec m2A impose l'achat d'au moins 10 cartes de 10 entrées pour obtenir le bénéfice du tarif minimum, et exige la présentation de la carte CE à l'entrée. Elle permet également aux adhérents de bénéficier du tarif réduit pour l'achat d'entrées unitaires en piscines et patinoire. Toutefois, cette convention ne fixe pas de durée, est indéfiniment reconductible et ne peut être résiliée « par anticipation » qu'en cas d'inexécution des obligations y figurant. Elle équivaut à un droit acquis des adhérents de CE + Services au maintien des tarifs minimum ou réduits. La convention conclue avec l'IRCOS, association à but non lucratif agissant dans le cadre de l'économie sociale et solidaire, le 24 juillet 2012, contient les mêmes clauses.

Une renégociation périodique de ce type de convention permettrait à l'agglomération, si elle en décidait ainsi, de moduler la politique tarifaire appliquée aux comités d'entreprise.

Les résidents hors agglomération

Le bénéfice du tarif réduit hors agglomération est accordé aux utilisateurs suivants : les mineurs, étudiants, chômeurs, séniors, anciens combattants, maîtres-nageurs, accompagnateurs et invalides à 50 %, titulaires carte CE nominative avec photo pour les « prestations entrées », IMP, centres socio-culturels, centres de loisirs sans hébergement/ maison des jeunes et de la culture, groupes associatifs, hôpitaux de jour, titulaires du RSA, familles à partir de deux enfants à charge pour les abonnements piscines, CE (selon convention à compter de 2013-2014), titulaires d'un abonnement piscine pour les prestations forme du même établissement. Ces motifs n'appellent pas d'observation.

5.1.1.4 Les conventions avec les clubs et associations

La chambre a examiné la convention annuelle de mise à disposition, à tarif préférentiel (34 574 € pour la saison 2016/2017 selon créneaux spécifiques), du bassin d'apprentissage d'Illzach à l'Espace 110 en vue de développer les activités physiques et sportives dans l'agglomération. Des conventions de même nature sont passées au titre des piscines des

RETOUR OJ

Jonquilles et d'Ungersheim, mais elles n'ont pas été fournies (maison des jeunes et de la culture notamment).

5.1.1.5 Les recettes non liées à la pratique de la natation

Les délibérations tarifaires évoquent une partie des recettes autres que celles issues d'un droit d'entrée à la piscine ou d'une activité connexe à la pratique de la natation. Le nettoyage de vêtements de travail à la piscine Curie ne représente que 6 547 €. Les recettes tirées de la location de sites dédiés à des prestataires de téléphonie (le stade nautique) s'élèvent à 18 125 €. Les recettes tirées des distributeurs (l'alimentation, les boissons, le petit matériel sportif) installés dans tous les établissements représentent 12 039 €. Les droits de place pour un local dédié à un espace bien-être (Ile Napoléon et stade nautique) rapportent 5 481 €. Enfin, les redevances perçues au titre de buvettes estivales s'élèvent à 6 000 € (Ile Napoléon). La majeure partie de ces recettes, dont le montant total (48 370 € en 2015) est négligeable au regard de l'ensemble des produits tirés des piscines (2,27 M€ en 2015), découlent de marchés ou de conventions passés avec des prestataires, qui n'appellent pas d'observation.

5.1.2 L'évolution de la fréquentation des piscines entre 2011 et 2015

L'extrême diversification des types de fréquentation (plus de 400) et des tarifs existant au sein des sept établissements aquatiques de m2A disposant de caisses - et relevant par conséquent de la régie piscines et patinoire - ne permet pas d'effectuer de comparaison fine. Leur comptabilisation tantôt en entrées individuelles, en cartes 10 entrées ou en abonnements, en créneau d'association, en « passage », ne permet pas d'en établir une présentation par catégorie (individuels/collectif) et par tarif (plein/réduit/gratuit). La chambre n'a donc exploité ci-après que les données globalisées fournies par m2A.

L'examen du tableau ci-dessous révèle que si la fréquentation des piscines communautaires disposant de caisses (hors bassin d'apprentissage d'Illzach et centre d'entraînement) a globalement augmenté de 5,8 % entre 2011 et 2015, passant de 514 553 entrées en 2011 à 544 214 entrées en 2015, cette évolution recouvre des tendances très contrastées selon les établissements. En effet, la piscine de l'Illberg voit sa fréquentation augmenter de 115,5 %, passant de 66 983 entrées en 2011 à 144 373 entrées en 2015 : les travaux de réfection de la toiture et des vestiaires, intervenus en 2011-2012, expliquent cette situation. Le centre nautique de l'Ile Napoléon voit sa fréquentation augmenter de 27 %, passant de 125 387 entrées en 2011 à 159 091 entrées en 2015 : sa construction récente et son caractère « tout en un » attirent de nombreux usagers. Ce sont les deux établissements les plus fréquentés de l'agglomération : ils comptabilisent à eux deux 52 % des usagers pendant la période sous revue ; cette proportion atteint même 56 % de la fréquentation en 2015.

Tableau 6 : Evolution de la fréquentation globale des piscines de m2A entre 2011 et 2015

Fréquentation	Curie	Illberg	Jonquilles	Bourtzwiller	Ile Napoléon	Ungersheim	Stade nautique	TOTAL
2011	67 810	66 983	48 919	69 819	125 387	39 445	96 190	514 553
2012	60 994	46 673	30 702	60 672	220 063	38 193	106 030	563 327
2013	50 164	105 517	10 073	50 844	236 419	33 744	101 059	587 820
2014	46 497	170 929	11 044	63 885	145 455	34 296	45 463	517 569
2015	47 564	144 373	10 034	55 303	159 091	39 819	88 030	544 214
TOTAL	273 029	534 475	110 772	300 523	886 415	185 497	436 772	2 727 483
Evolution 2011/2015	- 29,9 %	+ 115,5 %	- 79,5 %	- 20,8 %	+ 26,9 %	+ 0,9 %	- 8,5 %	+ 5,8 %

Source : m2A pôle sports et jeunesse

RETOUR OJ

En revanche, trois établissements voient leur attractivité chuter entre 2011 et 2015 : la piscine des Jonquilles perd 79,5 % de ses usagers, soit 38 885 entrées, la piscine Curie en perd 30 %, soit 20 246 entrées et la piscine de Bourtzwiller en perd 21 %, soit 14 516 entrées. Si la vocation de plus en plus scolaire de ces établissements se ressent sur leur fréquentation, l'analyse des causes des variations de fréquentation pourrait être utile à l'agglomération.

Enfin, la fréquentation du stade nautique, qui peut atteindre dans les faits jusqu'à 4 500 personnes par jour, reste fortement soumise à la météorologie estivale : elle a ainsi atteint un pic de 106 030 usagers en 2012 (136 jours d'ouverture, de mi-mai à fin septembre) et un plancher de 45 463 usagers en 2014 (78 jours d'ouverture, de mi-juin à fin août).

5.1.3 L'évolution des recettes tarifaires entre 2011 et 2015

Les recettes tarifaires consolidées, dont le détail par établissement figure en annexe, augmentent dans une mesure moindre que la fréquentation des piscines disposant d'une caisse : elles ne progressent que de 4,1 %, passant de 1,57 M€ en 2011 à 1,64 M€ en 2015.

Tableau 7 : Evolution des recettes tarifaires encaissées entre 2011 et 2015

Recettes	Curie	Illberg	Jonquilles	Bourtzwiller	Ile Napoléon	Ungersheim	Stade nautique	TOTAL
2011	161 871	92 776	73 750	163 582	735 114	24 549	322 609	1 574 250
2012	162 306	139 594	66 749	170 705	764 387	30 584	297 124	1 631 449
2013	170 319	374 576	11 463	176 117	752 588	23 598	218 453	1 727 114
2014	149 100	396 584	42 152	149 483	630 733	22 614	101 206	1 491 872
2015	147 635	406 776	49 806	151 824	642 662	19 457	220 396	1 638 555
TOTAL	791 230	1 410 305	243 920	811 711	3 525 484	120 802	1 159 788	8 063 240
Evolution 2011/2015	- 8,8 %	+ 338,4 %	- 32,5 %	- 7,2 %	- 12,6 %	- 20,7 %	- 31,7 %	+ 4,1 %

Source : m2A pôle sports et jeunesse

Hormis la piscine de l'Illberg dont les recettes progressent considérablement après les travaux de rénovation de 2011-2012 et qui draine 25 % des recettes consolidées en 2015, tous les établissements voient leurs recettes baisser de 7,2 % à 32,5 % pendant la période sous revue.

Si la baisse des recettes de la piscine des Jonquilles est logique du fait de la chute de sa fréquentation, la baisse des recettes de l'Ile Napoléon de 12,6 % (soit 92 452 € annuels) constitue une anomalie car la fréquentation de l'établissement a augmenté de 27 % dans le même temps. L'examen détaillé des recettes tarifaires montre notamment que les entrées unitaires à tarif plein ou réduit passent de 89 359 en 2011 à 62 800 en 2015, soit une baisse de 30 % quand, dans le même temps, les passages « carte 10 entrées toutes piscines » évoluent de 14 657 en 2011 à 30 366 en 2015, soit une augmentation de 107 %. Le basculement du type de droit d'entrée acheté par les usagers est lié à l'écart de prix constaté entre les deux formules, qui est de quasiment 1 € par passage ; à tarif plein, l'entrée unitaire est à 4,40 € et l'entrée par « carte 10 entrées toutes piscines » à 3,44 €, soit un gain de 22 %. D'une façon plus globale, les passages liés à une carte 10 entrées ou à un abonnement ont augmenté de 26 452 en 2011 à 45 287 en 2015, confirmant la fidélisation de la clientèle par des tarifs attractifs.

Au regard de ce constat, l'agglomération gagnerait à évaluer sa stratégie tarifaire : la fidélisation croissante des usagers du centre nautique et l'augmentation significative de sa

RETOUR OJ

fréquentation s'accompagnent paradoxalement d'une baisse des recettes sur ce qui constitue l'un des deux établissements phare du territoire.

Une autre anomalie concerne la piscine d'Ungersheim : avec une fréquentation quatre fois supérieure (39 819 entrées et passages) à celle des Jonquilles (10 034 entrées et passages) en 2015, elle encaisse 2,5 fois moins de recettes tarifaires : 19 457 € pour Ungersheim et 49 806 € pour les Jonquilles. Même si les recettes tirées des conventions passées avec les clubs et associations, qui sont significatives à Ungersheim, viennent atténuer ces différences, elles ne suffisent pas à les expliquer, ainsi qu'il ressort de l'étude ci-dessous de la recette unitaire moyenne d'une entrée (ou d'un passage) en piscine communautaire.

5.1.4 La recette unitaire moyenne d'une entrée en piscine

L'étude de la recette moyenne d'une entrée, payante ou non, ou d'un passage en piscine, permet de mesurer l'impact de la politique tarifaire de l'agglomération sur chaque établissement aquatique. La chambre a divisé les recettes tarifaires ci-dessus évoquées, additionnées aux autres produits bénéficiant aux sept établissements communautaires (conventions avec des associations, des établissements d'enseignement...), par la fréquentation de chaque établissement, également ci-dessus détaillée, pour déterminer la recette moyenne d'une entrée dans chaque piscine au cours des cinq années contrôlées.

Tableau 8 : Recette moyenne d'une entrée dans les établissements aquatiques de m2A (en €)

Coût moyen d'une entrée	Curie	Illberg	Jonquilles	Bourtzwiller	Ile Napoléon	Ungersheim	Stade nautique	TOTAL
2011	2,96	1,55	2,04	2,42	5,69	1,84	3,64	3,32
2012	3,54	3,19	2,99	2,92	3,65	1,75	3,04	3,24
2013	4,10	3,76	2,36	3,57	3,24	1,95	2,37	3,20
2014	3,85	2,45	5,30	2,47	4,57	2,27	2,74	3,25
2015	3,83	2,98	6,43	2,88	4,17	1,59	2,75	3,32
TOTAL sur les 5 ans	3,60	2,80	3,06	2,81	4,08	1,87	2,93	3,26

Source : retraitement CRC d'après données tarifaires et fréquentation m2A

Entre 2011 et 2015, la recette unitaire moyenne d'une entrée dans un établissement aquatique de m2A est de 3,26 € : elle s'avère modérée et stable. Cependant, des différences marquées existent entre les sept établissements examinés, qui varient du simple (1,87 € à Ungersheim) au double (4,08 € à l'Ile Napoléon).

Si la recette unitaire moyenne d'une entrée au centre nautique de l'Ile Napoléon est la plus élevée avec 4,08 €, cela se justifie par les prestations de bien-être et remise en forme qu'il propose : elle a cependant fortement varié selon les années, passant de 5,69 € en 2011 à 3,24 € en 2013.

La recette unitaire moyenne la moins élevée est celle de la piscine d'Ungersheim : elle se limite à 1,87 € par entrée ou passage. Si le poids de la gratuité des scolaires pèse logiquement sur ce résultat, il ne suffit pas à l'expliquer et ne peut davantage résulter de l'apparente politique d'abattement, voire de gratuité, affichée par l'agglomération.

Certaines incohérences peuvent être relevées, indiquant la moindre fiabilité de certaines données fournies : ainsi, la recette unitaire moyenne des Jonquilles passe de 2,04 € en 2011 à 6,43 € en 2015. La forte variation de la fréquentation comme des recettes correspondantes devrait inciter l'agglomération à fiabiliser les données remontées de cet

RETOUR OJ

établissement et, si elles s'avèrent exactes, à les exploiter en menant une réflexion adaptée aux enjeux locaux.

Il appartient à l'agglomération, à partir de son outil de pilotage, d'examiner les différences marquées et les évolutions affectant les recettes unitaires moyennes de chacun de ses établissements en vue, d'une part, de fiabiliser leurs remontées tarifaires et de fréquentation et, d'autre part, de permettre à chaque établissement de disposer de recettes adaptées à son niveau d'activité.

5.1.5 Le système d'encaissement

Le même système de caisse associé à un portique électronique (Applicam) est employé dans tous les établissements sauf celui de Bourtzwiller. Cela permet aux caissiers d'exercer sur différents sites en fonction des besoins. Ce système permet également une gestion des flux d'usagers dans de bonnes conditions tout en ayant un contrôle des accès.

Sept piscines sont gérées par la régie de recettes piscines et patinoire du pôle sports et jeunesse entre 2011 et 2016. La régie de situe dans les locaux de l'Ile Napoléon et son régisseur principal est le même depuis le 24 juin 2010. Le régisseur est assuré et a souscrit un cautionnement de 6 100 € auprès de l'association française de cautionnement mutuel. Deux régisseurs suppléants ont été nommés en février 2011. Par arrêtés successifs intervenus entre mars 2011 et novembre 2016, 24 autres mandataires ont été nommés, dont 12 titulaires et 12 intervenant ponctuellement. Compte tenu du nombre d'intervenants, lors d'un contrôle de la régie effectué en avril 2015, le comptable public a demandé d'établir régulièrement une liste actualisée des mandataires par piscine, d'apporter une attention particulière au montant du fonds de caisse et de procéder à sa vérification périodique, notamment en cas de paiements numéraires significatifs. m2A indique que des mesures ont été prises en ce sens concernant le maniement du coffre et la vérification régulière du fonds de caisse. Toutefois, la liste des mandataires par piscine n'a pas été diffusée systématiquement.

Le régisseur intègre quotidiennement dans sa comptabilité les télécollectes de toutes les piscines, sauf Bourtzwiller qui utilise un logiciel différent et pour laquelle les écritures sont intégrées à la réception des pièces comptables transmises par clé USB. La comptabilité tenue est conforme à la réglementation, l'accès aux logiciels utilisés est sécurisé par un mot de passe et les données sont sauvegardées sur le réseau commun.

Des mesures de sécurité adaptées sont en vigueur dans les établissements (alarme, coffres-forts à combinaison changée régulièrement, etc.). En raison de l'éloignement géographique des piscines par rapport à la régie et à la trésorerie, m2A fait appel à un transporteur de fonds pour les versements en numéraire, mais ce dernier ne verse pas systématiquement le jour du décaissement. Le contrat avec le transporteur de fonds n'a toutefois pas été modifié entre les demandes formulées par le trésorier, en avril 2015, et le 31 décembre 2016, date de dissolution de l'ancienne m2A.

5.2 Les charges de fonctionnement

5.2.1 La recherche d'économies d'eau et d'énergies

L'équilibre entre le confort de l'usager et la maîtrise des consommations

m2A a développé un outil de gestion des énergies, entrant dans sa phase de test fin 2016. Il tend à appuyer les actions d'investissement et de bonne gestion des installations techniques.

RETOUR OJ

La réflexion sur la performance énergétique est permanente. Une première action a été menée par m2A avec l'abaissement des températures de bassin. Depuis 2013, la diminution de la température de l'eau est de 1°C (28,5°C à 27,5°C) pour l'ensemble des établissements et de 2°C (28,5°C à 26,5°C) pendant la période estivale. La mesure de l'économie réalisée a été estimée à 250 000 € par an lors de sa mise en place pour 13 000 m³ d'eau à chauffer.

Le suivi des consommations d'eau est optimisé ; m2A combine cette optimisation et la qualité de l'air, avec d'une part la nécessité de respecter la réglementation (renouvellement de l'eau et de l'air par baigneur et par jour) et d'autre part celle d'offrir un équipement de confort aux usagers.

La réflexion sur le chauffage de l'air prend en compte la contrainte d'offrir aux usagers un air de qualité tout en assurant la pérennité des équipements, soumis à un fort taux d'humidité. L'agglomération tend à installer des matériels performants de type centrale d'air à déshumidification avec récupération d'énergie.

Concernant l'éclairage, la technologie Led se déploie sur les équipements dans le cadre des travaux de maintenance et de modernisation des installations électriques.

Enfin, les conventions d'objectifs et de moyens conclues avec les clubs nautiques mulhousiens (natation sportive ou synchronisée, water-polo, plongée), intègrent, parmi les objectifs fixés, « *la mise en œuvre d'actions en faveur de la maîtrise des énergies et du développement durable* ». Par exemple, en tant qu'utilisateurs réguliers des piscines communautaires, les clubs doivent sensibiliser leurs membres à l'adoption de comportements citoyens : extinction systématique des lumières après utilisation des locaux, utilisation minimale de l'eau des douches, fermeture des portes et des fenêtres afin d'éviter les déperditions calorifiques, respect du matériel.

Les pistes de récupération des eaux grises et de raccordement au réseau urbain

L'étude de pistes d'économies intervient dans le cadre du programme de maintenance annuelle des installations techniques des piscines, des propositions budgétaires et des nouvelles technologies à disposition pour ce type d'équipement. Par exemple, m2A a travaillé sur la récupération d'énergie des eaux grises (douches et débordement des bassins) qui ne seraient pas directement rejetées dans le réseau d'assainissement mais seraient réutilisées pour préchauffer l'eau destinée au remplissage des bassins. Un chiffrage a été réalisé en 2011 pour les piscines Curie et Jonquilles en vue d'en évaluer les gains énergétiques, économiques et environnementaux.

L'économie financière annuelle s'avérant faible au regard du coût des investissements associés, il n'a pas été donné suite à ces études pendant la période sous revue.

Par ailleurs, alors qu'il avait été étudié lors de la construction du centre d'entraînement, le projet de raccordement du site regroupant la piscine de l'Illberg/le centre d'entraînement/la patinoire, au réseau de chauffage urbain est relancé en fin de période contrôlée car la puissance de raccordement serait mutualisée sur trois équipements pour 5 mégawatt.

5.2.2 La recherche d'économies de ressources humaines

La mutualisation est pratiquée de longue date par le pôle sports et jeunesse. Elle répond au double enjeu de réussir l'intégration successive des EPCI qui ont permis de constituer m2A, ainsi que la coordination avec la ville de Mulhouse.

La mutualisation est sous-tendue par une logique financière de réduction des coûts et/ou d'harmonisation des recettes. Pour les grands équipements sportifs, l'administration, les

RETOUR OJ

secteurs qualité et les charges afférentes aux piscines ont été mutualisés. Les tarifs appliqués aux différents établissements ont évolué vers une certaine harmonisation.

La mutualisation passe par l'utilisation d'outils adaptés, comme l'établissement de conventions de répartition des charges des services mutualisés, l'existence d'un budget global faisant l'objet d'un suivi analytique et d'un suivi de la masse salariale des agents mutualisés.

Les limites de la mutualisation sont néanmoins identifiées : il existe un écart entre la logique financière et la réalité du terrain.

5.2.3 La question de l'équilibre financier des équipements

Sans avoir une démarche globale de recherche de rentabilité, l'agglomération agit pour optimiser la gestion des équipements lorsque, par exemple, certains créneaux réservés à des publics ciblés (scolaires notamment) font l'objet d'une réflexion lorsque la fréquentation constatée dans les bassins est très faible.

L'agglomération n'a pas non plus envisagé d'ajouter ou de remplacer dans la programmation des activités plus lucratives relevant du champ commercial.

Les charges et produits annuels d'exploitation de chaque équipement

Les tableaux de la page suivante présentent les charges et produits annuels d'exploitation de chaque établissement aquatique de m2A entre 2011 et 2015. Si certains postes importants comme les rémunérations et charges sociales sont globalisés entre 2011 et 2013, l'agglomération a fait l'effort, à compter de 2014, de les identifier par établissement (Cf. annexe 3) afin d'atteindre un résultat analytique plus précis, qui n'est toutefois pas un coût complet.

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de l'examen des recettes et des dépenses d'exploitation. En 2011, les dépenses de l'ensemble des piscines s'élèvent à 8,03 M€, alors que les recettes ne sont que de 1,85 M€ : le déficit global est donc de 6,17 M€. En 2015, les dépenses ont crû pour atteindre 8,51 M€, mais les recettes ont également crû pour atteindre 2,27 M€ et contenir le déficit global à 6,25 M€.

RETOUR OJ

Tableau 9 : Charges et produits annuels d'exploitation des piscines de m2A entre 2011 et 2015

en €	Ile Napoléon	Jonquilles	Bassin	Illberg	Stade N	CEFN	Curie	Bourtzwiller	Ungersheim	Toutes piscines	TOTAL
Eau et énergies	485 056	208 150	Cf. logistique	378 155	248 442		266 930	163 541	14 396	41 334	1 806 005
Animation com	2 885	3 523		4 324		2 861	351	2 272	3 757	500	20 473
Maintenance	97 354	26 406	30 366	55 854	108 874	4 661	109 415	35 752	15 511	12 791	496 985
Logistique	33 952	4 548	99 670	21 976	31 808	7 788	12 645	28 916	103 859	842 045	1 187 207
Charges personnel										4 517 206	4 517 206
Total charges 2011	619 247	242 627	130 035	460 310	389 125	15 310	389 342	230 482	137 523	5 413 876	8 027 876
en €	**Ile Napoléon**	**Jonquilles**	**Bassin**	**Illberg**	**Stade N**	**CEFN**	**Curie**	**Bourtzwiller**	**Ungersheim**	**Ttes Pisc.**	**TOTAL**
Tarification - Remboursement	488 031	54 900	35 508	97 707	202 192		134 420	101 991	56 256	106 685	1 277 689
Animation com	220 926	44 821		6 373	123 179		61 345	67 007	16 292	584	540 492
Locations et logistique	4 862				25 160		4 696			34	34752
Total produits 2011	713 819	99 721	35 508	104 080	350 530		200 461	168 998	72 548	107 269	1 852 933
Résultat 2011	94 572	- 142 906	- 94 527	- 356 230	- 38 595	- 15 310	- 188 881	- 61 484	- 64 975	- 5 306 608	- 6 174 943

en €	Ile Napoléon	Jonquilles	Bassin	Illberg	Stade N	CEFN	Curie	Bourtzwiller	Ungersheim	Toutes piscines (dont RH)	TOTAL
Total charges 2012	684 773	246 261	82 495	346 126	466 697	511 246	420 563	234 978	144 461	5 569 279	8 706 880
Total produits 2012	803 314	91 932	37 951	148 664	322 214	236 768	216 011	177 448	66 968	100 676	2 201 946
Résultat 2012	118 541	- 154 329	- 44 543	- 197 463	- 144 483	- 274 478	- 204 552	- 57 530	- 77 493	- 5 468 604	- 6 504 934

en €	Ile Napoléon	Jonquilles	Bassin	Illberg	Stade N	CEFN	Curie	Bourtzwiller	Ungersheim	Toutes piscines (dont RH)	TOTAL
Total charges 2013	605 406	200 585	96 560	321 524	664 969	546 061	402 293	294 458	148 902	5 465 850	8 746 609
Total produits 2013	767 163	23 818	37 275	396 792	239 767	238 406	205 489	181 648	65 729	127 130	2 283 217
Résultat 2013	161 757	- 176 767	- 59 285	75 268	- 425 202	- 307 655	- 196 804	- 112 810	- 83 173	- 5 338 720	- 6 463 392

RETOUR OJ

Tableau 10 : Charges et produits annuels d'exploitation des piscines de m2A en 2014

en €	Ile Napoléon	Jonquilles	Bassin	Illberg	Stade N	CEFN	Curie	Bourtzwiller	Ungersheim	Toutes piscines	TOTAL
Total charges 2014	1 427 325	505 488	221 507	1 061 014	450 714	591 746	1 578 968	717 657	259 737	1 524 487	8 338 644
Total produits 2014	664 902	58 499	34 538	418 421	124 578	329 366	178 936	157 491	77 895	97 792	2 142 418
Résultat 2014	- 762 423	- 446 989	- 186 969	- 642 593	- 326 136	- 262 380	- 1 400 032	- 560 166	- 181 842	- 1 426 695	- 6 196 226

Source : m2A pôle sports et jeunesse

Tableau 11 : Charges et produits annuels d'exploitation des piscines de m2A en 2015

en €	Ile Napoléon	Jonquilles	Bassin	Illberg	Stade N	CEFN	Curie	Bourtzwiller	Ungersheim	Toutes piscines	Divers	TOTAL
Eau et énergies	487 971	155 227	23 848	316 675	291 041	292 253	415 025	152 376	27 631	3 698	66	2 165 811
Animation com	352			12						8 417		8 781
Maintenance	73 242	25 157	18 743	44 834	93 174	15 160	130 134	42 783	17 791	61 960	34 875	557 852
Logistique	20 070	27 985	43 631 dt énergies	5 938	24 410	289 682	15 884	17 560	83 623	712 877	720	1 242 380
Charges de personnel	687 957	332 909	82 728	651 806	151 877		1 173 554	529 610	140 884	789 647		4 540 972
Total charges 2015	1 269 592	541 278	168 950	1 019 264	560 502	597 095	1 734 597	742 329	269 929	1 576 599	35 661	8 515 796
en €	Ile Napoléon	Jonquilles	Bassin	Illberg	Stade N	CEFN	Curie	Bourtzwiller	Ungersheim	Ttes Pisc.	Divers	TOTAL
Tarification - Remboursements	431 058	22 039	35 714	255 573	221 158	290 000	105 797	88 383	49 371	93 311		1 592 404
Animation com	222 860	42 452		174 382	1 543	39 984	69 418	70 695	13 866	5 258		640 458
Locations	10 000				1 481		178					11 659
Logistique					18 125		6 547					24 672
Total produits 2015	663 918	64 491	35 714	429 955	242 307	329 984	181 940	159 078	63 237	98 569	0	2 269 193
Résultat 2015	- 605 674	- 476 787	- 133 236	- 589 309	- 318 195	- 267 111	- 1 552 657	- 583 251	- 206 692	- 1 478 030	- 35 661	- 6 246 603
Recettes / dépenses	52 %	12 %	21 %	42 %	43 %	55 %	10 %	21 %	23 %	6 %	0 %	27 %

Source : m2A pôle sports et jeunesse

RETOUR OJ

L'existence d'une colonne « toutes piscines » voire d'une colonne « divers » en bout de tableau permet de recenser les charges non ventilées (comme les ressources humaines entre 2011 et 2013, qui s'élèvent en moyenne annuelle à 4,6 M€) ou non ventilables. Elles passent de 5,4 M€ en 2011 à 1,6 M€ en 2015 grâce à la répartition, à compter de l'année 2014, des charges salariales propres à chaque piscine.

En 2015, les charges « toutes piscines » concernent notamment des dépenses de maintenance (61 960 € : achat centralisé de fournitures et contrat de maintenance commun), des vacataires fournis par le centre de gestion (357 097 € : agents d'entretien, techniques et maîtres-nageurs sauveteurs intervenant l'été sur trois piscines), la logistique effectuée par le pôle sports et jeunesse (26 328 €) et celle relevant d'autres services de m2A (carburant, affranchissement, déchets, télécommunications et informatique, etc. : 118 115 €), le personnel titulaire intervenant sur l'ensemble des piscines (gestionnaires à hauteur de 369 520 € ; agents techniques et d'entretien, régisseurs et mandataires, etc.), la subvention de fonctionnement au Mulhouse Olympic Natation (199 700 €). La chambre estime toutefois que cette subvention, bien que concernant le seul club sportif reconnu d'intérêt communautaire, devrait être extraite de la colonne « toutes piscines » et ventilée au centre d'entraînement et de formation à la natation de haut niveau.

Parmi les charges d'exploitation recensées par m2A ne figurent ni les dotations aux amortissements ni les charges financières correspondant le cas échéant aux emprunts souscrits au titre des piscines par m2A ou transférées par les communautés de communes préexistantes. La prise en compte de ces charges permettrait de mieux cerner l'ampleur du déficit global des piscines communautaires.

S'agissant des produits « toutes piscines », ce sont essentiellement les facturations d'entrées qui ne peuvent être ventilées parce qu'elles concernent la vente de produits (cartes de 10 entrées par exemple) permettant d'accéder à toutes les piscines (78 810 € en 2015).

Si, sur la globalité des piscines communautaires, le montant des recettes d'exploitation ne représente que 27 % du montant des dépenses correspondantes, la situation individuelle des établissements est très variée. Certains d'entre eux, dont les recettes sont très limitées du fait de leur forte connotation scolaire, sont lourdement déficitaires. L'examen des comptes fournis par m2A permet de classer dans cette catégorie la piscine Curie, dont les recettes 2015 – soit 181 940 € - sont dix fois inférieures au montant des dépenses 2015 – soit 1 734 597 €, creusant ainsi un déficit de 1 552 657 €, de surcroît hors répartition des charges « toutes piscines » qui s'élèvent à 1 513 691 € cette année-là. De même, les recettes d'exploitation de la piscine des Jonquilles – soit 64 491 € en 2015 – ne représentent que 12 % du montant des dépenses de cet établissement – soit 541 278 €.

D'autres établissements ouverts au grand public affichent en revanche des recettes qui représentent près de 50 % du montant de leurs dépenses (hors répartition des charges « toutes piscines ») : c'est le cas de l'Ile Napoléon (52 %), de l'Illberg (42 %) et du stade nautique (43 %). Leur importante fréquentation leur permet de limiter leur déficit d'exploitation annuel.

La fréquentation de plus en plus réduite d'une piscine comme les Jonquilles (10 034 entrées et passages en 2015 pour 180 jours d'ouverture) mérite d'être examinée sous l'angle du déficit qu'elle génère cette année-là, en l'occurrence 476 787 € : la chambre relève que sa fréquentation 2015 s'élève, en moyenne, à 56 personnes par jour d'ouverture.

L'examen détaillé des comptes de chaque piscine, tels qu'ils figurent en annexe 3, permet de formuler des observations complémentaires. Les dépenses d'eau et d'énergies représentent entre 14 % et 52 % des dépenses totales des établissements. Ces extrêmes très éloignés s'expliquent d'une part par le fait que l'absence totale (centre d'entraînement) ou

RETOUR OJ

partielle (vacataires estivaux) d'imputation de charges salariales sur ces établissements surpondère le coût des énergies dans la dépense totale, d'autre part par le fait que certaines dépenses d'énergie sont visiblement sous-estimées. Par ailleurs, même si sa chaufferie est mutualisée avec le gymnase contigu et que la commune d'Illzach refacture la quote-part de frais correspondante à m2A, les dépenses d'énergie de la piscine de la Doller (bassin d'apprentissage) ne sont reportées que dans une ligne globale intitulée « remboursement de frais aux communes membres ». En 2015, l'eau et les énergies représentent plus vraisemblablement entre 24 % (soit 415 025 € à la piscine Curie) et 38 % (soit 487 971 € à l'Ile Napoléon) de la dépense totale des piscines communautaires.

S'agissant des ressources humaines, elles représentent en 2015 (hors centre d'entraînement qui n'emploie pas de personnel communautaire) entre 27 % (soit 151 877 € au stade nautique) et 68 % (soit 1 173 554 € à la piscine Curie) des dépenses totales des établissements. Si l'architecture historique de la piscine Curie nécessite un entretien et une maintenance intensifs expliquant l'ampleur de la charge financière correspondante, il n'en va pas de même pour l'autre extrême ; en effet, le coût significatif des vacataires (357 097 € en 2015) intervenant l'été sur trois piscines identifiées (stade nautique, Ile Napoléon et Bourtzwiller) n'est pas ventilé entre les établissements bénéficiaires. La circonstance que le centre de gestion adresse une facture globale à m2A ne fait pas obstacle à ce que l'EPCI proratise cette dépense entre les piscines bénéficiant de renforts et calcule un coût complet plus réaliste en termes de personnel.

Au final, si l'agglomération dispose d'un outil lui fournissant un degré de connaissance assez fin des recettes et dépenses d'exploitation de chacune de ses piscines, cette connaissance peut encore être améliorée par une meilleure ventilation de certains postes de charges « toutes piscines » (subvention de fonctionnement du MON, vacataires d'été), la mise en cohérence de certaines données (dépenses d'énergie de la piscine de la Doller) ainsi que l'ajout, le cas échéant, des dotations aux amortissements et charges financières.

5.3 Le cas du centre d'entraînement et de formation à la natation de haut niveau

Une structure très différente des autres équipements aquatiques de m2A

Mis en service en 2011, le centre d'entraînement et de formation à la natation de haut niveau, situé dans la plaine sportive (à proximité du stade nautique et de la piscine de l'Illberg), est mis à la disposition quasi exclusive du Mulhouse Olympic Natation (MON) par m2A. Le MON compte près de 1 000 licenciés et autant de membres loisirs, ainsi que 20 salariés permanents dont des cadres techniques mis à disposition par l'Etat. Yannick Agnel, Amaury Leveaux et Laure Manaudou ont notamment été licenciés au MON.

Le centre d'entraînement est géré par une association, le Mulhouse Olympic Natation, pour ce qui relève du sport de haut niveau, et par la SARL MON Club, pour ce qui relève de la gestion des autres activités (loisirs, remise en forme, etc.). Le nouveau président du Mulhouse Olympic Natation indique que sa gouvernance a été renouvelée en mai 2017, notamment par la mise en place d'un comité directeur.

La construction (en 2008-2009) du centre d'entraînement, réceptionné le 12 août 2011, a coûté 5 478 895 € HT. Un financement légèrement inférieur à 25 % a été obtenu du Centre national de développement du sport (CNDS) pour un montant de 1 350 000 €. La région Alsace a également contribué à près de 25 %, soit 1 343 973 €, de même que le département du Haut-Rhin avec 1 344 295 €. Au final, m2A a financé un quart du montant de cet investissement.

RETOUR OJ

La fréquentation du centre d'entraînement et de formation à la natation

Les périodes de fermeture du centre d'entraînement se limitent à 14 jours par an et correspondent aux deux vidanges annuelles obligatoires jusqu'en 2016 inclus.

Le MON a fourni à m2A les données correspondant à sa fréquentation estimée (le centre d'entraînement ne dispose pas de caisses à l'entrée), qui figurent dans le tableau suivant. Il en ressort un triplement en cinq ans, passant de 169 662 entrées au dernier quadrimestre 2011 à 453 742 entrées pour l'année 2015. L'effectif des usagers autorisés à accéder à l'établissement, uniquement composés d'adhérents dont des sportifs de haut niveau, a également triplé, passant de 808 personnes au dernier quadrimestre 2011 à 2 411 personnes en 2015. Alors même que la fréquentation maximale instantanée n'est que de 193 personnes et que l'établissement ouvre 3 400 heures par an, arrivant ainsi aux deux tiers de ses capacités, sa fréquentation est supérieure à celle de toutes les autres piscines communautaires, dont la plus fréquentée (Ile Napoléon) ne comptabilise que l'équivalent d'un tiers des entrées annuelles du centre d'entraînement. Ce ratio, paradoxal en raison de la desserte de population très limitée de l'établissement, résulte de l'intensité de la fréquentation individuelle de chaque ayant-droit du MON : en moyenne, en 2015, un usager fréquente le centre d'entraînement 188 fois dans l'année. L'association confirme l'estimation de la fréquentation des abonnés à 450 000 entrées annuelles et précise qu'elle est issue d'un calcul de synthèse résultant du fonctionnement des différents groupes et d'une estimation de la fréquence des passages des membres loisirs.

Tableau 12 : Fréquentation du centre d'entrainement et de formation à la natation

En nombre d'entrées (et bénéficiaires correspondants)	2011	2012	2013	2014	2015
Nombre d'entrées individuelles **(a)** associées au paiement d'une cotisation annuelle[5], dont :					
Tarif plein 2 fois par jour X 6 jours par semaine X 48 semaines	(155) 89 280	(166) 95 616	(173) 99 648	(147) 82 908	(154) 88 704
enfant (1-5 ans) 1 fois par semaine X 44 semaines	(38) 1 672	(77) 3 542	(119) 5 236	(145) 6 380	(146) 6 424
enfant (6-17 ans) 3 fois par semaine X 46 semaines	(545) 75 210	(563) 77 694	(744) 102 672	(972) 134 136	(968) 133 584
Tarif réduit adulte (étudiant, RSA, etc.) 4 fois par semaine X 50 semaines		(742) 148 400	(820) 164 000	(960) 194 000	(973) 194 600
Nombres d'entrées collectives payantes **(b)** dont :					
Clubs sportifs stages départementaux/régionaux/nationaux		150	249	274	284
Nombres d'entrées gratuites **(c)** dont : en moyenne 1 à 2 fois par semaine pendant 50 semaines	(70) 3 500	(75) 3 750	(60) 3 000	(50) 2 500	(50) 2 500
Associations « savoir nager » 2 X 15 jours		(86) 2 580	(142) 4 260	(164) 4 920	(187) 5 610
Autres : agents de la force publique, pompiers, policiers 3 fois par semaine X 48 semaines		(130) 18 720	(155) 22 320	(155) 22 320	(155) 22 320
Total des entrées annuelles (a+b+c)	**169 662**	**350 452**	**401 385**	**447 438**	**453 742**

Source : m2A pôle sports et jeunesse

[5] Donnant la possibilité d'accès une à deux fois par jour, ou tous les jours une à six fois par semaine. Jacuzzi, Sauna, hammam, cours (natation, bébé nageur...) sont en outre à la disposition des membres adhérents.

RETOUR OJ

Les recettes du centre d'entraînement et de formation à la natation

Le centre d'entraînement encaisse ses propres recettes et en communique le montant à m2A en vertu des conventions qui les lient. En 2011 et 2015, si le produit des cotisations annuelles est resté stable et s'avère résiduel (1 474 € au total), le produit des recettes tirées des cotisations des compétitions a augmenté de 235 %, passant de 67 791 € au dernier quadrimestre 2011 à 226 889 € pour l'année 2015. De la même façon, le produit des fréquentations « loisirs » a triplé, passant de 120 800 € au dernier quadrimestre 2011 à 371 386 € en 2015. Au total, la croissance des produits au cours de la période a été de 217 %, passant de 188 591 € en 2011 à 598 275 € en 2015. Le MON a su tirer profit de la montée en puissance du centre d'entraînement conformément, d'après son président, au plan élaboré à l'origine entre m2A et le club, l'équilibre économique se situant autour de 820 membres loisirs.

Tableau 13 : Recettes tarifaires du centre d'entraînement

En euros	2011	2012	2013	2014	2015	Evolution 2011/2015
Recettes des entrées individuelles (a) dont :						
Cotisation annuelle 1xsemaine	195	200	205	210	215	
Cotisation annuelle 2xsemaine	305	310	315	320	325	
Cotisation adultes compétitions	310	320	330	330	340	
Cotisation adultes loisirs dégressif pour familles	539	539	539	561	594	
Recettes des entrées collectives (b) dont :						
Recettes cotisations compétitions	67 791	165 311	188 311	238 537	226 889	+ 234,7 %
Recettes Loisirs	120 800	320 500	348 665	364 895	371 386	+ 207,4 %
Total des recettes tarifaires (a+b)	188 591	485 811	536 976	603 432	598 275	+ 217,2 %

Source : m2A pôle sports et jeunesse

Le rapport entre les recettes tarifaires (loisirs et compétitions), additionnées aux autres produits bénéficiant au centre d'entraînement (financements publics), par la fréquentation de cet établissement, permet de déterminer la recette unitaire moyenne d'une entrée au cours des cinq années contrôlées. Elle figure dans le tableau suivant :

Tableau 14 : Recette unitaire moyenne d'une entrée au centre d'entraînement

en €	2011	2012	2013	2014	2015	Evolution
Recette unitaire moyenne	3,36	3,09	3,39	3,46	3,17	- 5,6 %

Source : CRC Grand Est

Grâce aux subventions obtenues, la recette unitaire moyenne d'une entrée au centre d'entraînement est comparable à celle des autres établissements communautaires (3,26 € en moyenne sur la période) : elle passe de 3,36 € en 2011 à 3,17 € en 2015.

Les relations financières entre m2A et ses partenaires du MON

Le centre d'entraînement et de formation à la natation de haut niveau appartient à m2A. Mis en exploitation en septembre 2011, il fait l'objet d'une double mise à disposition à titre privatif par la voie de conventions successives :

RETOUR OJ

- à compter de septembre 2011 et pour une durée de 16 ans soit 4 olympiades (convention du 17 septembre 2011 et avenant du 13 décembre 2013), au Mulhouse Olympic Natation (MON), association reconnue aux niveaux nationaux et internationaux, porteuse au niveau local du parcours d'excellence sportive et reconnue d'intérêt communautaire, moyennant une redevance annuelle de 200 000 € puis de 140 000 € à compter de 2014 ;
- à compter du 1er janvier 2014 et pour une durée de 14 ans, à la SARL MON Club, chargée de développer les activités de loisirs et de santé, d'éveil, de découverte aquatique, d'aquaforme et de remise en forme, moyennant une redevance annuelle à m2A, composée d'une part fixe de 60 000 € (révisable à la date anniversaire de la convention) et d'une part variable correspondant à 5 % du montant des abonnements payés par les clients et des prestations aquatiques. Cette mise à disposition est consentie pour des plages horaires distinctes de celles occupées à titre exclusif par le MON (34 % des créneaux) afin de permettre les entraînements, enseignements et manifestations sportives conformes aux exigences de la pratique de la natation de haut niveau.

La SARL MON Club gère l'entretien et la maintenance courante des installations, leur surveillance, leur nettoyage et les frais liés à leur exploitation. Elle paie les fluides (électricité, chauffage, eau) au prorata de son occupation des lieux. Elle assure l'encadrement des activités à l'aide de personnel qualifié. La SARL fixe librement les tarifs d'accès et les communique à m2A.

D'autres conventions viennent compléter annuellement le circuit des relations financières entre m2A et les partenaires se réclamant du MON (association et SARL).

A la suite d'une délibération du conseil communautaire du 9 décembre 2016, une convention de subvention de fonctionnement a été conclue le 27 décembre 2016 avec l'association Mulhouse Olympic Natation afin de lui allouer une subvention de 270 000 € « *avec rattachement comptable à la saison sportive 2015/2016 tel que souhaité par le MON* » ; une telle mention, qui concerne exclusivement la tenue de la comptabilité du MON, est contredite par le mandatement par m2A, au cours de la saison sportive 2016/2017, de la subvention allouée. Cette convention est établie en application de l'article 2541-12 du code général des collectivités territoriales, aux termes duquel les collectivités territoriales d'Alsace-Moselle peuvent allouer des subventions à des fins d'intérêt général et de bienfaisance, notamment en direction du mouvement sportif. La convention précise que m2A finance les frais de fonctionnement réputés à la charge du propriétaire. La subvention allouée au MON est affectée au fonctionnement général de l'équipement et au règlement des prestations de services réalisées par la SARL MON Club (encadrement technique et entretien du site). De son côté, l'association MON doit verser à m2A une redevance annuelle révisable de 140 000 € (initialement 200 000 € en 2011), assurer une gestion économe de l'équipement, transmettre à m2A ses plannings d'utilisation du centre et des indicateurs de fréquentation, lui fournir une copie de ses comptes annuels certifiés le cas échéant, de son budget, de son compte rendu financier et du bilan du fonctionnement du centre.

A la suite d'une délibération du conseil communautaire du 23 septembre 2016, une convention d'objectifs et de moyens (d'aide à l'élite sportive) a été signée au titre de la saison sportive 2016/2017 avec l'association le 4 novembre 2016. Il s'agit d'un partenariat incluant un accompagnement financier au titre de la diversification des offres de pratique compétitives et de loisirs à destination des habitants de l'agglomération, de la préparation des athlètes de haut niveau aux prochaines échéances nationales et internationales, de l'aide à l'intégration au centre sportif régional (reconnu d'intérêt communautaire) des jeunes athlètes inscrits en pôles Espoir et France. La convention précise que la subvention de m2A au MON sera versée sous la forme de deux acomptes (en octobre-novembre 2016 et en décembre 2016-janvier 2017) et d'un solde (en mai-juin 2017) ; seul le montant du 1er acompte, soit 50 000 €, est mentionné dans cette délibération et aucune précision financière ne figure dans la convention.

RETOUR OJ

A la suite d'une délibération du conseil communautaire du 9 décembre 2016, un avenant a été signé le 27 décembre 2016 pour allouer un second acompte d'un montant de 97 500 € au MON, portant la subvention à 147 500 €. Le montant du solde n'est pas connu au 31 décembre 2016.

Concernant les autres moyens mis à la disposition du MON, la mise à disposition d'un éducateur des activités physiques et sportives 12h00/semaine fait l'objet d'une convention spécifique et d'un arrêté individuel pour l'agent. Enfin, la chambre relève que la valorisation de la mise à disposition du centre d'entraînement « *est en cours d'évaluation par m2A* » alors que l'association en bénéficie depuis plus de cinq ans.

La chambre observe que l'accompagnement financier du MON est peu lisible et que sa régularité budgétaire et financière gagnerait à être consolidée. Il est actuellement le fruit d'une multitude de délibérations communautaires, de conventions et d'avenants passés avec l'association MON comme avec la SARL MON Club.

S'y ajoutent des financements croisés (subventions de m2A au MON, redevance d'occupation versée par l'association en vue de couvrir partiellement les dépenses énergétiques du centre d'entraînement, redevance d'occupation versée par la SARL au titre des activités de loisirs, facturations de la SARL à l'association au titre de la gestion du centre). Ce dispositif gagnerait, sinon à être simplifié, du moins à faire l'objet d'une présentation exhaustive du bilan financier annuel de l'opération de soutien du club d'élite par la communauté d'agglomération. Cette présentation intégrerait, outre les sommes mandatées par m2A (subventions) et les redevances payées par les deux occupants du centre d'entraînement, la valorisation de l'avantage en nature constitué par la mise à disposition de l'ensemble immobilier ainsi que les dépenses de fonctionnement afférentes (chiffrées en estimation basse à 267 111 € en 2015) restant à la charge de l'EPCI. Le suivi analytique des dépenses (énergies, maintenance, et subventions) et recettes (redevances d'occupation couvrant partiellement les dépenses d'énergies et remboursement de mise à disposition de personnel) occasionnées par le centre d'entraînement, tel qu'il est effectué par le pôle sports et jeunesse en 2015, ne peut être regardé comme exhaustif et satisfaisant.

Face à cette situation, le président de m2A précise qu'il a mis en œuvre un dialogue de gestion renforcé avec le MON et qu'en juin 2017, le club a présenté sa nouvelle gouvernance, ainsi que les mesures prises pour réduire son déficit et un projet sportif renouvelé. Le nouveau président du MON indique pour sa part que la structure comptable est entièrement réétudiée, de façon à pouvoir mettre à la disposition de la direction les outils nécessaires au pilotage économique et sportif du club. Cette mesure devrait également faciliter la communication aux collectivités des informations nécessaires au contrôle de l'utilisation des fonds publics. Les deux présidents conviennent en outre qu'il est nécessaire de simplifier les conventions et un document plus lisible sera prochainement élaboré entre le club et ses financeurs.

Le suivi des comptes du MON par m2A

Les données chiffrées fournies à m2A par l'association Mulhouse Olympic Natation sont reproduites ci-dessous pour la période sous revue. Les charges d'exploitation ont augmenté de 38 %, passant de 883 134 € en 2011 à 1 218 083 € en 2015 ; si les charges de personnel, qui étaient de 550 083 € en 2011 et ne sont plus que de 285 792 € en 2015, baissent de 48 %, les charges à caractère général et autres charges de gestion courante augmentent de 167 %, passant de 330 656 € à 882 807 € sous l'effet de la facturation par la SARL MON Club.

Dans le même temps, les produits d'exploitation ont augmenté de 152 %, passant de 570 377 % à 1 440 140 €. En particulier, les recettes tarifaires et celles issues des

RETOUR OJ

compétitions ont triplé, passant de 188 591 € en 2011 à 598 275 € en 2015 ; les recettes issues des contributions, dotations ou subventions d'exploitation versées par les personnes publiques ont augmenté de 129 %, passant de 290 800 € en 2011 à 664 704 € en 2015. Cette forte augmentation témoigne du dynamisme du MON dans l'ouverture aux usagers spécifiques du centre d'entraînement.

Tableau 15 : Charges et produits annuels d'exploitation du centre d'entraînement géré par le MON

en €	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	Evolution
Total charges d'exploitation dont :	883 134	859 223	942 755	1 232 987	1 218 083	+ 38 %
Charges à caractère général et autres charges de gestion courante	330 656	539 786	597 745	843 067	882 807	+ 167 %
Charges de personnel et frais assimilés	550 083	271 272	304 846	349 023	285 792	- 48 %
Charges financières	1 688	9 205	9 860	9 459	9 074	+ 438 %
Charges exceptionnelles	707	9 274	604	1 597	10 651	+ 1 407 %
Dotations aux amortissements		29 686	29 700	29 841	29 759	0 %
Total des produits d'exploitation dont :	570 377	1 084 307	1 362 439	1 548 967	1 440 140	+ 152 %
Produits tarifaires issus des activités et compétitions	188 591	485 811	536 976	603 432	598 275	+ 217 %
Autres recettes d'exploitation non issues des recettes publiques	90 986	117 692	204 276	179 624	177 161	+ 95 %
Recettes d'exploitation issues des contributions, dotations ou subventions d'exploitation des personnes publiques	290 800	480 804	621 187	765 911	664 704	+ 129 %

Source : m2A pôle sports et jeunesse

L'article 6 de la convention de subvention de fonctionnement du 27 décembre 2016 stipule que les comptes annuels de l'association MON, certifiés par son commissaire aux comptes, sont fournis annuellement à m2A, de même que le budget de l'association, un compte rendu financier propre à l'objet subventionné et un bilan final relatif au fonctionnement du centre d'entraînement. La chambre observe que les recettes et dépenses communiqués à m2A par le MON, tels que reportés dans le tableau précédent, diffèrent partiellement des comptes annuels de l'association certifiés par son commissaire aux comptes. Par exemple, sur les comptes annuels 2015, les charges de l'association s'élèvent à 1 213 212 € (très proches des données mentionnées ci-dessus) et ses produits à 1 209 141 € (écart de - 230 000 € avec les données mentionnées ci-dessus). De la même façon, sur les comptes annuels 2014, les charges de l'association s'élèvent à 1 187 302 € (écart de - 46 000 € avec les données ci- dessus) et ses produits à 1 183 404 € (écart de - 366 000 € avec les données ci-dessus). La circonstance que l'exercice comptable de l'association court du 1er octobre N-1 au 30 septembre N n'est pas de nature à expliquer ces divergences, qui ne permettent pas à m2A de mesurer avec exactitude l'impact des financements qu'elle consent à l'association MON.

RETOUR OJ

ANNEXE 1 : Les caractéristiques des équipements aquatiques de m2A

Piscine Pierre et Marie Curie (Mulhouse)

Cette piscine est située dans le bâtiment des bains municipaux, inscrit à l'inventaire supplémentaire depuis 2007. Sa construction s'est étendue de 1911 à 1925 du fait de la première guerre mondiale. Sur le plan architectural, de nombreux éléments d'époque subsistent, comme les cabines de douche, les bains romains, les vitraux et les verrières, les stucs et la ferronnerie (robinetterie en laiton).

Située à proximité des services de la mairie, de l'agglomération et d'établissements scolaires, cette piscine est desservie par le tram, le tram-train et le bus. Elle ne dispose pas d'un parking dédié mais une quarantaine de places de stationnement payant sont accessibles à proximité.

Elégant et fonctionnel, cet établissement comprend les équipements intérieurs suivants :

- 2 bassins : 25 m x 12 m et 18 m x 9 m ;
- des bains romains (fermés en période estivale) : sauna sec, sauna vapeur, trois bassins à températures différentes, douches et zones de repos ;
- des cabines solarium ;
- des cabines individuelles et baignoires simples.

Une formule « Forme et bien-être » permet d'associer l'accès aux bassins de natation et aux appareils de musculation, puis aux baignoires de relaxation et aux chaises longues.

Des leçons de natation et animations aquatiques (aquagym, aqua-training...) y sont proposées.

La surface hors œuvre nette est de 300 m² pour le grand bassin, 170 m² pour le petit bassin, 7 m² pour le bassin froid, 24,5 m² pour le bassin circulaire, 7 m² pour le bassin de relaxation.

En dépit de son caractère historique, la partie technique des locaux (chaufferie, distribution des circuits de vapeur, régulation de la qualité de l'eau) fonctionne parfaitement grâce aux qualifications des techniciens. La chaudière au charbon date de 1914, c'est la plus ancienne encore en fonctionnement en France et sa conception prévient la pollution souvent associée à ce type d'installation. Son foyer est vérifié et déclaré conforme chaque année par l'APAVE.

La configuration des bassins permet leur vidange rapide, contrairement aux autres piscines.

La lingerie, qui traite les serviettes et peignoirs nécessaires au fonctionnement des bains-douches et des bains romains, est mutualisée ; elle entretient notamment les textiles des autres piscines mulhousiennes, les vêtements de travail des agents territoriaux, les textiles des écoles primaires et cantines.

Le bâtiment héberge l'équipe chargée d'effectuer les travaux en régie sur les piscines. Il abrite par ailleurs l'office mulhousien des sports, qui regroupe l'ensemble des associations sportives de Mulhouse (haut-niveau, formation, évènementiel, etc.), et le club d'escrime de la ville.

RETOUR OJ

Tableau 1 : Caractéristiques simplifiées de la piscine Pierre et Marie Curie

2016	Dimension (en mètres)	Surface (en m²)	Profondeur mini (en m)	Profondeur maxi (en m)	Niveau de classement en ERP	Mise en service	Derniers gros travaux
Bassin d'activités	17 x 10	170	0,75	3,00	X[6], 2ème catégorie	1925	
Bassin 25 mètres	25 x 12	300	0,8	3,20	X , 2ème catégorie	1925	

Source : m2A pôle sports et jeunesse

Tableau 2 : Caractéristiques des autres équipements intérieurs de la piscine Curie

2016	Nature / composition	Surface (en m²)	Présence dans le même ensemble immobilier	Rattachement au même gestionnaire que la piscine
Espace bien-être	Bains romains Espace cardio	60 30	oui	oui
Autres équipements	escrime	70	oui	oui

Source : m2A pôle sports et jeunesse

Stade nautique (Mulhouse)

Mis en service en 1962, le stade nautique est un équipement extérieur destiné au loisir familial, ouvert de juin à début septembre. Il est situé au cœur de la plaine sportive de l'Ill - constituée d'une patinoire, d'un palais des sports, d'un stade et d'un centre sportif - et à proximité immédiate de l'université et de l'auberge de jeunesse. Cet ensemble est bien desservi par les transports en commun (bus, tram, tram-train), l'autoroute et la piste cyclable. Le stationnement sur la voie publique est ouvert à 200 voitures (dont 3 pour les PMR) et 150 vélos.

L'ensemble aquatique comprend :

- un toboggan pentagliss avec quatre voies parallèles pour une descente de 50 m,
- un bassin olympique de 50 m x 20 m,
- un bassin familial de 2 000 m², qui constitue le plus grand de la région ; un investissement de 3,5 M€ est en cours, consistant à recouvrir le carrelage du bassin d'une cuve en inox au premier semestre 2017 ;
- une fosse à plongeons avec des plongeoirs de 1, 3 et 5 mètres de hauteur,
- trois pataugeoires,
- un parc ombragé de 7 ha,
- plusieurs terrains de sport : beach volley (2 terrains de 324 m² chacun), mini-foot (beach soccer : 200 m²), basket-ball (420 m²).
- des aménagements pour personnes à mobilité réduite.

La surface hors œuvre nette est de 950 m² pour le bassin olympique, de 225 m² pour la fosse à plongeons et de 2 000 m² pour le bassin familial.

[6] Sont classés X les établissements recevant du public (ERP) clos et couverts à vocation d'activités physiques et sportives : il s'agit des piscines couvertes, transformables ou mixtes (associant bassins couverts et de plein air).

RETOUR OJ

En été, des pics de fréquentation atteignant 4 500 personnes sont régulièrement atteints. Les recettes encaissées et l'emploi des vacataires sont fortement tributaires des variations météorologiques.

Une contrainte technique existe : les conduites d'aspiration et de refoulement autour du bassin olympique et de la fosse à plongeons ne sont pas accessibles en l'absence de galeries.

Tableau 3 : Caractéristiques simplifiées du stade nautique (extérieur uniquement)

2016	Dimension (en mètres)	Surface (en m²)	Profondeur mini (en m)	Profondeur maxi (en m)	Niveau de classement en ERP	Année de mise en service	Année et nature des derniers gros travaux
Bassin ludique		2 000	0,7	1,2	PA[7], catégorie 1	1962	2016-2017 : réfection totale
Bassin sportif	50*20	1 000	1,8	2,2	PA catégorie 1	1962	
Pentagliss	50 m sur 4 couloirs		0,5	0,5	PA catégorie 1	2005	
Fosse de plongeon	15*20	300	5	5	PA catégorie 1	1962	
Pataugeoires		50	0,2	0,4	PA catégorie 1	1962	

Source : m2A pôle sports et jeunesse

Piscine des Jonquilles (Illzach)

Cette piscine couverte a été mise en service en 1968 et connaît des difficultés liées à son ancienneté (déperdition d'énergie, fuites d'eau, absence de galerie technique, installations de chauffage et de filtration vieillissantes...). Elle reste néanmoins conforme aux normes exigées lors des visites techniques. La question de sa rénovation, pour un montant allant de 1 à 2 M€, ou de la construction d'un nouvel établissement, se pose.

Proposant des leçons de natation et animations aquatiques (aquagym, aqua-training...), l'équipement est destiné à l'apprentissage et au perfectionnement d'usagers majoritairement scolaires. La desserte en bus a été rénovée récemment et permet aux usagers scolaires de s'y rendre facilement. Situé à proximité d'établissements du 1er et du second degré, desservi par l'autoroute et disposant d'un parking public gratuit, il abrite :

- un bassin sportif de 25 m x 15 m ouvert sur un ensemble paysager avec un solarium, une pataugeoire, une aire de jeux et une zone de sport pour enfants et adultes ;
- un bassin d'apprentissage de 12,50 m x 12,50 m ;
- des aménagements pour personnes à mobilité réduite.

La surface hors œuvre nette est de 375 m² pour le bassin sportif et de 157 m² pour le bassin d'apprentissage.

En 2016, cet établissement a été fermé en saison estivale (du 17 juin au 11 septembre inclus). Il souffre de problèmes d'intrusion et est équipé de vidéosurveillance.

Le technicien attaché à la piscine des Jonquilles est mutualisé : il s'occupe également du bassin d'apprentissage, également situé à Illzach.

[7] Plein air.

RETOUR OJ

Tableau 4 : Caractéristiques simplifiées de la piscine des Jonquilles

2016	Dimension (en mètres)	Surface (en m²)	Profondeur mini (en m)	Profondeur maxi (en m)	Niveau de classement en ERP	Année de mise en service	Derniers gros travaux
Bassin d'apprentissage	12x12,5	157	0,40	1,10	X (2ème catégorie)	1968	
Bassin 25 mètres	25x12	375	1.80	2.10	X (2ème catégorie)	1968	

Source : m2A pôle sports et jeunesse

Piscine de l'Illberg (Mulhouse)

Cette piscine couverte, située dans la plaine de l'Ill et bien desservie par toutes sortes de modes de transport, a été mise en service en 1977 et rénovée en 2010. Elle dispose d'un parking dédié pouvant accueillir 104 voitures (dont 7 pour les personnes à mobilité réduite (PMR)), 3 bus, 27 vélos, et d'un parking souterrain mutualisé de 105 places (dont 4 pour les PMR). Elle est particulièrement destinée aux nageurs sportifs et abrite :

- un bassin olympique de 50 m x 21 m ;
- un bassin d'apprentissage de 15 m x 12,50 m ;
- un jacuzzi, accessible sur rendez-vous et moyennant un tarif particulier ;
- des aménagements pour personnes à mobilité réduite.

La surface hors œuvre nette est de 1050 m² pour le grand bassin et 150 m² pour le petit bassin.

Un parvis aménagé dessert à la fois la piscine, la patinoire, le skate park et le centre d'entraînement à la natation. Colocalisé avec le stade nautique, cet établissement est fermé en saison estivale (en 2016 : du 17 juin au 11 septembre inclus).

Des leçons de natation et animations aquatiques (aquagym, aqua-training...) y sont proposées pendant l'année scolaire.

Tableau 5 : Caractéristiques simplifiées de la piscine de l'Illberg

2016	Dimension (en mètres)	Surface (en m²)	Profondeur mini (en m)	Profondeur maxi (en m)	Niveau de classement en ERP	Année de mise en service	Année et nature des derniers gros travaux
Bassin d'apprentissage	15x12,5	187,5	0,6	1,3	X, 2ème catégorie	1977	2007 Renforcement de la toiture
Bassin sportif	50x21	1050	1,8	1,8	X, 2ème catégorie	1977	2011/2012 remplacement des buses d'arrivée d'eau +rénovation des douches et vestiaires

Source : m2A pôle sports et jeunesse

Tableau 6 : Caractéristiques des autres équipements intérieurs de la piscine de l'Illberg

2016	Nature / composition	Surface (en m²)	Présence dans le même ensemble immobilier	Rattachement au même gestionnaire que la piscine
Espace bien-être	Jacuzzi	4	Oui	Oui

Source : m2A pôle sports et jeunesse

RETOUR OJ

Piscine d'Ungersheim

La piscine d'Ungersheim, mise en service en 1978, est un lieu privilégié d'apprentissage et de proximité. Installée près de l'école primaire et contigüe au gymnase, elle comprend :

- 1 bassin couvert de 25 m x 10 m ;
- des aménagements pour personnes à mobilité réduite.

La surface hors œuvre nette du bassin est de 250 m².

La pataugeoire extérieure, entourée de pelouse et d'une aire de jeux pour les enfants, était ouverte l'été jusqu'en 2015 inclus, mais sa faible fréquentation a entraîné sa rétrocession à la commune. La piscine est fermée en été (en 2016 : du 17 juin au 11 septembre inclus).

Des leçons de natation et des séances d'aquagym y sont proposées durant l'année scolaire. Cet établissement dessert les établissements scolaires de plusieurs communes du nord de l'agglomération car il est nécessaire de s'y rendre en bus.

L'association Fédération départementale des maisons des jeunes et de la culture utilise l'équipement le soir sur la base d'une convention locative, car l'animation lui a été déléguée par m2A. C'est la seule possibilité pour le public non scolaire d'accéder au bassin.

Tableau 7 : Caractéristiques simplifiées de la piscine d'Ungersheim

2015	Dimension (en mètres)	Surface (en m²)	Profondeur mini (en m)	Profondeur maxi (en m)	Niveau de classement en ERP	Année de mise en service	Derniers gros travaux	Équipements annexes
Bassin de 25 mètres	25m x10 m	250 m²	0,80 m	1,90 m				non

Source : m2A pôle sports et jeunesse

Piscine de Bourtzwiller (Mulhouse)

Cette piscine, mise en service en 1989 et rénovée en 2009 après 18 mois de travaux, est essentiellement dédiée à la pratique du loisir familial. Desservie par le bus, le tram et la piste cyclable, elle bénéficie d'une quarantaine de places de parking (dont quatre pour les PMR) à proximité. Elle comprend :

- 1 bassin de 25 m x 10 m ;
- 1 bassin d'apprentissage de 10 m x 10 m ;
- 1 pataugeoire ;
- 1 toboggan de 56 m ;
- 1 zone de jeux dédiée aux enfants et adolescents ;
- 1 espace petite restauration ;
- des aménagements pour personnes à mobilité réduite.

Il s'agit d'une piscine été-hiver dont les baies vitrées s'ouvrent sur les pelouses extérieures. Sa surface hors œuvre nette est de de 268 m² pour le bassin de natation, de 84 m² pour le bassin d'apprentissage, de 24 m² pour le toboggan, et de 84 m² pour le bassin ludique.

Des leçons de natation et animations aquatiques (aquagym, aqua-training...) y sont proposées durant l'année scolaire.

RETOUR OJ

Tableau 8 : Caractéristiques simplifiées de la piscine de Bourtzwiller

2016	Dimension (en mètres)	Surface (en m²)	Profondeur mini (en m)	Profondeur maxi (en m)	Niveau de classement en ERP	Mise en service	Année et nature des derniers gros travaux	Équipement annexe
Bassin d'apprentissage	10 x 8,5	85	0,6	0,9	X catégorie 3	1989	2009 Toiture et locaux du personnel	
Bassin ludique	9,3 x 4	38	0,6	0,80	X catégorie 3	1989		
Bassin de 25 mètres	25x10	250	1,20	1,80	X catégorie 3	1989		
Réception toboggan	Rayon 3.65	42	1.20	1.20	X catégorie 3	1989		1 toboggan de 56 m
Pataugeoires	9.5 x 7	66	Pente douce	0.35	X catégorie 3	1989		

Source : m2A pôle sports et jeunesse

Bassin d'apprentissage (Illzach)

Cette piscine, reconstruite en 1994 et située à proximité du gymnase et du stade, est réservée aux publics scolaires. Desservie par le bus et l'autoroute, elle offre 25 places de stationnement. Elle ne dispose que d'un bassin de 20 m x 10 m (surface hors œuvre nette de 200 m²). Seuls 1,8 ETP y sont affectés : 0,8 maître-nageur sauveteur et un agent d'entretien. L'établissement est fermé pendant les congés d'été.

La chaufferie est mutualisée avec le gymnase contigu, et m2A refacture la quote-part de frais correspondante à la commune.

L'association « Espace 110 » utilise l'équipement le soir, sur la base d'une convention locative, car l'animation lui a été déléguée par m2A. C'est la seule possibilité pour le public non scolaire d'accéder au bassin.

Tableau 9 : Caractéristiques simplifiées du bassin d'apprentissage d'Illzach (dit piscine de la Doller)

2016	Dimension (en mètres)	Surface (en m²)	Profondeur mini (en m)	Profondeur maxi (en m)	Niveau de classement en ERP	Année de mise en service	Année et nature des derniers gros travaux
Bassin d'apprentissage	20 x 10 m	200	0,60	1,80	5ème catégorie	1995	2016 chaufferie

Source : m2A pôle sports et jeunesse

RETOUR OJ

Centre nautique de l'Ile Napoléon (Rixheim-Habsheim)

Le centre nautique, reconstruit en 2003, propose de multiples bassins sportifs ou ludiques :

- un bassin de natation de 25 m x 15 m (six lignes d'eau) soit 375 m²,
- un bassin ludique de 195 m², avec jets d'eau massants, grilles à bouillonnement, rivière à contre-courant,
- un mini-bassin d'apprentissage de 4 m x 12 m,
- une pataugeoire avec une cascade et des jeux,
- un bassin extérieur de 350 m², avec des grilles de bulles et une rivière à contre-courant, qui ouvre en avril et ferme début novembre,
- un toboggan extérieur de 59 m.

En intérieur, la surface hors œuvre nette est de 375 m² pour le bassin sportif, 195 m² pour le bassin ludique, 45 m² pour la pataugeoire. En extérieur, la surface hors œuvre nette est de 350 m² pour le bassin, 82 m² pour la pataugeoire, 59 m² pour le toboggan.

Une contrainte technique existe : les conduites d'aspiration et de refoulement autour du bassin ludique extérieur ne sont pas accessibles pour cause d'absence de galeries.

L'établissement propose toute l'année des activités de bébés nageurs et de jardin aquatique, des cours de natation, des activités aquatiques ainsi que des stages d'apprentissage de la natation en été.

En été, la gestion de la buvette extérieure est déléguée à un prestataire privé.

Desservi par le bus, l'autoroute et la piste cyclable, le centre nautique dispose de 306 places de stationnement pour les voitures (dont 8 pour les PMR) et 3 pour les bus. L'établissement compte un étage de bureaux et un logement de fonctions (destiné au technicien chargé du traitement de l'eau). Ancien siège de la communauté de communes de l'Ile Napoléon, le bâtiment abrite l'équipe en charge des piscines et une partie du pôle sports et jeunesse. Il est équipé de vidéosurveillance.

Destiné à la pratique cardiovasculaire, la récupération et la détente, l'espace remise en forme est accessible dans des horaires plus larges que la piscine ; il composé de :

- deux saunas (70° C et 90° C),
- un hammam,
- un bain froid,
- un jacuzzi extérieur (4 places),
- un jacuzzi intérieur (10 places),
- une salle de fitness avec des appareils de cardio-training.

Sa gestion est déléguée à un prestataire privé à la suite d'une mise en concurrence (marché à procédure adaptée car le chiffre d'affaires est modeste). En 2016, l'espace de remise en forme était fermé du 20 juin au 11 septembre inclus.

La surface hors œuvre nette est de 9 m² pour le jacuzzi intérieur, 3,6 m² pour le jacuzzi extérieur, 3,3 m² pour le puits froid.

RETOUR OJ

Tableau 10 : Caractéristiques simplifiées du centre nautique de l'Ile Napoléon

2016	Dimension (en mètres)	Surface (en m²)	Profondeur mini (en m)	Profondeur maxi (en m)	Niveau de classement en ERP	Année de mise en service	Derniers gros travaux	Équipements annexes
Bassin ludique		195	0,75	1,20	X catégorie 3	2003		
Bassin 25 mètres	25 x 15	375	1,20	3,40	X catégorie 3	2003		
Pataugeoires		45	0,20	0,50	X catégorie 3	2003		Jeux d'eau, toboggans

Source : m2A pôle sports et jeunesse

Tableau 11 : Caractéristiques des autres équipements intérieurs de l'Ile Napoléon

2016	Nature / composition	Surface (en m²)	Présence dans le même ensemble immobilier	Rattachement au même gestionnaire que la piscine
Espace bien-être	1 jacuzzi intérieur, 1 jacuzzi extérieur, 2 saunas, 1 hammam, 1 puits d'eau froide, 1 salle de repos, 1 salle cardio-training	200	oui	oui

Source : m2A pôle sports et jeunesse

Tableau 12 : Caractéristiques des équipements extérieurs de l'Ile Napoléon

Nature / composition	Nombre de bassins	Surface (en m²)	Nombre de couloirs
bassin ludique	1	354	
pataugeoire	1	40	
toboggan	1	Fosse : 40	

Source : m2A pôle sports et jeunesse

Centre d'entraînement et de formation à la natation de haut niveau (Mulhouse)

Mis en service en 2011, le centre d'entraînement et de formation à la natation de haut niveau, situé dans la plaine sportive (à proximité du stade nautique et de la piscine de l'Illberg), est mis à la disposition exclusive du Mulhouse Olympic Natation (MON) par Mulhouse Alsace Agglomération, propriétaire de la structure. L'association MON et la SARL MON Club en assurent la gestion courante. Le MON compte près de 1 000 licenciés et autant de membres loisirs, ainsi que 20 salariés permanents dont des cadres techniques mis à disposition par l'Etat. Ses dirigeants bénévoles appartiennent par ailleurs à l'encadrement de la fédération française de natation.

Outre un parking réservé de 16 places, le centre bénéficie du parking souterrain mutualisé du site de l'Illberg. Il est ouvert 351 jours par an, il dispose de bassins intérieur et extérieur en service toute l'année. L'équipement, adapté au palmarès de son groupe d'élite et à la préparation des futurs champions, comprend :

- un bassin olympique d'entraînement et de compétition extérieur (50 x 25 m, soit dix couloirs de natation),
- un bassin d'apprentissage intérieur (12,5 m x 8 m),

RETOUR OJ

- des espaces de récupération,
- une salle de musculation,
- un lieu de petite restauration,
- des vestiaires et des bureaux.

En raison des contraintes liées à un entraînement en bassin de cinq heures quotidiennes, une douzaine d'élèves sont scolarisés au Centre, où les cours leur sont dispensés par des professeurs relevant d'Acadomia. Il s'agit de l'équivalent d'une filière « sport-études » privée.

La surface hors œuvre nette est de 1 250 m² pour le bassin extérieur et de 100 m² pour le bassin intérieur.

Une contrainte technique existe : les conduites d'aspiration et de refoulement autour du bassin olympique ne sont pas accessibles pour cause d'absence de galeries.

L'installation respecte les critères du développement durable : isolation performante, orientation des bâtiments, chaudière à condensation au gaz, panneaux solaires, éclairage basse consommation, etc. La chaufferie est mutualisée avec la piscine contiguë de l'Illberg. Pour le bassin extérieur, dont la température de l'eau est de 28°C, une bâche est remontée du fond du bassin tous les soirs afin de conserver la chaleur de l'eau.

Tableau 13 : Caractéristiques simplifiées du centre d'entraînement et de formation à la natation de haut niveau

2016	Dimension (en mètres)	Surface (en m²)	Profondeur mini (en m)	Profondeur maxi (en m)	Niveau de classement en ERP	Année de mise en service	Derniers gros travaux
Bassin d'apprentissage	12,5 x 8	100	0,6	1,1	PX[8] 5ème catégorie	2011	
Bassin sportif extérieur	50 x 25	1250	1,45	1,95	PX 5ème catégorie	2011	

Source : m2A pôle sports et jeunesse

Tableau 14 : Caractéristiques des autres équipements intérieurs du centre d'entraînement

Préciser l'année connue la plus récente	Nature / composition	Surface (en m²)	Présence dans le même ensemble immobilier	Rattachement au même gestionnaire que la piscine
Espace bien-être	2 jacuzzis Salle de musculation /cardio-training	400	oui	oui

Source : m2A pôle sports et jeunesse

[8] Petit établissement sportif.

RETOUR OJ

ANNEXE 2 : L'exploitation des équipements

Tableau 1 : Nombre d'agents affectés à la propreté des piscines à m2A

Illberg	Jonquilles	P. et M. Curie	Bourtzwiller	Ile Napoléon	Ungersheim	Illzach	Stade Nautique (juin à août)
10 agents (dont 2 CUI, contrats uniques d'insertion)	4 (dont 1 CUI)	18 agents	6 (dont 1 CUI) + 2 en été	7 agents + 5 en été	2 agents mutualisés entretien / caisse	1 agent	27 agents (dont 10 provenant des autres sites et 17 saisonniers)

Source : m2A

Tableau 2 : Amplitude d'ouverture des piscines de m2A

Ouverture de la piscine Curie	2015 bassins	2015 bains romains[9]
Nombre de jours d'ouverture dans l'année (a)	252	210
Nombre d'heures d'ouverture dans l'année (b)	2727	1596 h
Nombre moyen d'heures d'ouverture par jour ouvré (a/b)	10h50	7h30

Ouverture du stade nautique	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de jours d'ouverture dans l'année (a)	113 jours (25/05 au 11/09)	136 jours (17/05 au 30/09)	76 jours (17/06 au 01/09)	78 jours (14/06 au 31/08)	72 jours (20/06 au 31/08)	77 jours (16/06 au 04/09)
Nombre d'heures d'ouverture dans l'année (b)	1 130	1 360	760	780	720	770
Nombre d'heures d'ouverture par jour ouvré (10h-20h tous les jours) (a/b)	10	10	10	10	10	10

Ouverture de la piscine des Jonquilles	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de jours d'ouverture dans l'année (a)	180	180	180	180	180	180
Nombre d'heures d'ouverture dans l'année (b)	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100
Nombre d'heures d'ouverture par jour ouvré (a/b)	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5

Ouverture de la piscine de l'Illberg	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de jours d'ouverture dans l'année[10] (a)	173	202	309	309	309	309
Nombre d'heures d'ouverture dans l'année (b)	Fermeture pour travaux	Fermeture pour travaux	4 149	4 149	4 149	4 149
Nombre moyen d'heures d'ouverture par jour ouvré (a/b)			13	13	13	13

[9] Ouverts de septembre à juin, 5 jours par semaine pendant 42 semaines.
[10] Sont inclus les jours de mise à disposition aux clubs durant les saisons estivales.

RETOUR OJ

Ouverture de la piscine de Bourtzwiller	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de jours d'ouverture dans l'année (a)	342	345	344	344	344	344
Nombre d'heures d'ouverture dans l'année (b)	3 400	3 421	3 306	3 268	3 130	3 130
Nombre moyen d'heures d'ouverture par jour ouvré (a/b)	10	10	9,5	9,5	9	9

Ouverture du bassin d'apprentissage d'Illzach	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de jours d'ouverture dans l'année (a)	200	200	200	230 (planètes[11])	200	200
Nombre d'heures d'ouverture dans l'année (b)	2 000	2 000	2 000	2 300	2 000	2 000
Nombre moyen d'heures d'ouverture par jour ouvré (a/b)	10	10	10	10	10	10

Ouverture du centre nautique de l'Ile Napoléon	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de jours d'ouverture dans l'année (a)	345	345	345	345	345	345
Nombre d'heures d'ouverture dans l'année (b)	3 390	3 390	3 390	3 390	3 390	3 390
Nombre moyen d'heures d'ouverture par jour ouvré (a/b)	10	10	10	10	10	10

Ouverture du centre d'entraînement	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de jours d'ouverture dans l'année (a)	351	351	351	351	351	351
Nombre d'heures d'ouverture dans l'année (b)	3 400	3 400	3 400	3 400	3 400	3 400
Nombre moyen d'heures d'ouverture par jour ouvré (a/b)	10	10	10	10	10	10

Source : m2A pôle sports et jeunesse

Ouverture de la piscine d'Ungersheim	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de jours d'ouverture dans l'année (a)	310	310	310	310	240	240
Nombre d'heures d'ouverture dans l'année (b)	3 246	3 246	3 246	3 246	3 120	3 120
Nombre moyen d'heures d'ouverture par jour ouvré (a/b)	12	12	12	12	13	13

Source : m2A pôle sports et jeunesse

[11] Centre aéré d'été organisé pour les enfants de l'agglomération de Mulhouse.

RETOUR OJ

Tableau 3 : Répartition des créneaux des piscines selon les types de publics en 2015

Total des créneaux de la piscine Curie à répartir en période scolaire	en heures	en %
Ouverture au grand public - individuels	180	6,6
Créneaux réservés aux scolaires	450	16,5
Créneaux réservés aux activités organisées par la piscine	909	33,3
Créneaux réservés aux clubs de sport et autres associations	504	18,5
Créneaux partagés : les scolaires du secondaire sont dans le grand bassin et l'école de natation ou les animations dans le petit bassin)	684	25,1
TOTAL	2 727	100

Total des créneaux de la piscine Curie à répartir pendant les petites vacances scolaires (bassins fermés de fin juin à début septembre)	en heures	en %
Ouverture au grand public - individuels	Fermé	
Créneaux réservés aux activités organisées par la piscine	Fermé	
Créneaux réservés aux clubs de sport et autres associations : stages club vacances soit 25h x 8 semaines	200	100
Créneaux partagés selon lignes d'eau le cas échéant	Fermé	
TOTAL	200	100

Total des créneaux du stade nautique à répartir (ouvert l'été)	en heures	en %
Ouverture au grand public - individuels	720	60
Créneaux réservés aux activités organisées par la piscine		
Créneaux réservés aux clubs de sport et autres associations (20h-22h après la fermeture au public)	336	28
Créneaux partagés : aux heures d'ouverture, il y a essentiellement le public et les centres aérés entre 9h et 12h, et entre 13h30 et 16h30	144	12
TOTAL	1 200	100

Total des créneaux de la piscine des Jonquilles à répartir	en heures	en %
Ouverture au grand public - individuels	534	19,8
Créneaux réservés aux scolaires	510	19
Créneaux réservés aux activités organisées par la piscine	523	19,5
Créneaux réservés aux clubs de sport et autres associations	736	27,4
Créneaux partagés : entre les scolaires et le public (séparation de catégorie par lignes d'eau), entre les cours d'apprentissage de la natation et les clubs.	384	14,3
TOTAL	2 687	100

RETOUR OJ

Total des créneaux de la piscine de l'Illberg à répartir	en heures	en %
Ouverture au grand public - individuels	2 309	33
Créneaux réservés aux scolaires	2 108	30
Créneaux réservés aux activités organisées par la piscine	1 364	19
Créneaux réservés aux clubs de sport et autres associations	1 302	18
Créneaux partagés : le public peut venir tous les jours sur une grande amplitude d'ouverture, par moments avec un public scolaire ou universitaire, ou avec les clubs et associations, ou avec l'école de natation et les animations propres à la piscine.	Tous les créneaux sont partagés sauf après 20h30	
TOTAL	7 083	100

Total des créneaux de la piscine de Bourtzwiller à répartir	en heures	en %
Ouverture au grand public - individuels	2 053	50,7
Créneaux réservés aux scolaires	512	12,6
Créneaux réservés aux activités organisées par la piscine	620	15,3
Créneaux réservés aux clubs de sport et autres associations	279	6,9
Créneaux partagés : cohabitation entre un public de pratique libre et un public de pratique d'animation pendant 18 h/semaine : 12 h cours collectifs (4 h pour les 4/5 ans et 8 h pour les + de 6 ans) et 6 h pour les animations adultes	589	14,5
TOTAL	4 053	100

Total des créneaux du bassin d'apprentissage d'Illzach à répartir	en heures	en %
Ouverture au grand public - individuels	non	0
Créneaux réservés aux scolaires (18h x 32)	576	46,6
Créneaux réservés aux clubs de sport et autres associations (22hx30)	660	53,4
TOTAL	1 236	100

Total des créneaux du centre nautique de l'Ile Napoléon à répartir	en heures	en %
Ouverture au grand public - individuels	1 333	40,5
Créneaux réservés aux scolaires	403	12
Créneaux réservés aux activités organisées par la piscine	1 333	40,5
Créneaux réservés aux clubs de sport et autres associations	217	7
Créneaux partagés[12]		
TOTAL	3 286	100

Total des créneaux du centre d'entrainement à répartir	en heures	en %
Ouverture aux individuels (uniquement membres du MON)	3 325	34,4
Créneaux réservés aux activités organisées par la piscine	3 200	33,2
Créneaux réservés aux clubs de sport (dont MON) et autres associations[13]	3 125	32,4
TOTAL	9 650	100

Source : m2A pôle sports et jeunesse

[12] Les créneaux partagés concernent l'accueil du grand public et les créneaux de cours de natation et d'aquagym.
[13] Les créneaux partagés concernent les sportifs licenciés de toutes catégories et les membres du MON.

RETOUR OJ

Total des créneaux de la piscine d'Ungersheim à répartir	en heures	en %
Ouverture au grand public - individuels	493	16%
Créneaux réservés aux scolaires	800	27%
Créneaux réservés aux activités organisées par la piscine (cours etc.)	224	8%
Créneaux réservés aux clubs de sports et autres associations	1 326	46%
Créneaux partagés[14] selon lignes d'eau le cas échéant	80	3%
TOTAL	2 923	

Source : m2A pôle sports et jeunesse

Tableau 4 : Effectif ETP au 31 décembre 2015 (7 piscines + vacataires toutes piscines)

Pierre et Marie Curie	Nombre d'agents	Dont diplômés BEESAN	Dont diplômés BPJEPS AAN	Dont titulaires du titre MNS
Directeur	0,8			
Chef de bassin	1,8	1,8		
MNS et autres agents chargés de pédagogie/ surveillance	4	3	1	
Agents chargés de l'entretien	16,8			
Agents chargés de la maintenance	6			
Agents chargés d'accueil, caisse, vestiaires	1,8			
Autres fonctions (magasiniers[15])	2			
Nombre total d'agents	33,2			

Jonquilles	Nombre d'agents	dont diplômés BEESAN	dont diplômés BPJEPS AAN	dont titulaires du titre MNS
Directeur	mutualisé[16]			
Chef de bassin	1	1		
MNS et autres agents chargés de pédagogie/ surveillance	3	3		
Agents chargés de l'entretien	3,8			
Agents chargés de la maintenance	1			
Agents chargés d'accueil, caisse, vestiaires	0,2			
Nombre total d'agents	9			

[14] Le samedi après-midi entre l'association et le public, cela représente environ 3%.
[15] Chargés de l'entretien et de la distribution du courrier et des produits d'entretien pour toutes les piscines.
[16] Commun aux piscines de l'Illberg, Bourtzwiller, bassin d'Illzach, Jonquilles, Ungersheim et à la patinoire.

RETOUR OJ

Illberg	Nombre d'agents	Dont diplômés BEESAN	Dont diplômés BPJEPS AAN	Dont titulaires du titre MNS
Directeur (mutualisé)[17]	1			
Chef de bassin	2	2		
MNS et autres agents chargés de pédagogie/ surveillance	8	6	2	
Agents chargés de l'entretien	9,1			
Agents chargés de la maintenance	4			
Agents chargés d'accueil, caisse, vestiaires	2,7			
Nombre total d'agents	26,8			

Ungersheim	Nombre d'agents	dont diplômés BEESAN	dont diplômés BPJEPS AAN	dont titulaires du titre MNS
Directeur	mutualisé			
Chef de bassin	1	1		
MNS et autres agents chargés de pédagogie/ surveillance	0,5	0,5		
Agents chargés de l'entretien	1			
Agents chargés de la maintenance	mutualisé			
Agents chargés d'accueil, caisse, vestiaires	1,5			
Nombre total d'agents	4			

Bourtzwiller	Nombre d'agents	dont diplômés BEESAN	dont diplômés BPJEPS AAN	dont titulaires du titre MNS
Directeur	mutualisé			
Chef de bassin	2	2		
MNS et autres agents chargés de pédagogie/ surveillance	3	2	1	
Agents chargés de l'entretien	4,8			
Agents chargés de la maintenance[18]	2			
Agents chargés d'accueil, caisse, vestiaires	1			
Nombre total d'agents	12,8			

[17] Commun aux piscines de l'Illberg, Bourtzwiller, bassin d'Illzach, Jonquilles, Ungersheim et à la patinoire.
[18] dont un agent de maintenance commun aux piscines Curie, Bourtzwiller, Ungersheim et plan d'eau de Reiningue.

RETOUR OJ

Illzach (bassin d'apprentissage)	Nombre d'agents	dont diplômés BEESAN	dont diplômés BPJEPS AAN	dont titulaires du titre MNS
Directeur	mutualisé			
Chef de bassin	0,8	0,8		
MNS et autres agents chargés de pédagogie/ surveillance				
Agents chargés de l'entretien	1			
Agents chargés de la maintenance				
Agents chargés d'accueil, caisse, vestiaires				
Nombre total d'agents	1,8			

Ile Napoléon (dont équipe administrative piscines du pôle sports et jeunesse)	Nombre d'agents	dont diplômés BEESAN	dont diplômés BPJEPS AAN	dont titulaires du titre MNS
Directeur	0,5			
Chef de bassin	2	2		
MNS et autres agents chargés de pédagogie/ surveillance	7,5	6,5	1	
Agents chargés de l'entretien	6			
Agents chargés de la maintenance	4			
Agents chargés d'accueil, caisse, vestiaires	2,5			
Agents administratifs[19]	7			
Autres fonctions				
Nombre total d'agents	29,5			

Vacations toutes piscines (stade nautique, etc.)	Nombre d'agents	dont diplômés BEESAN	dont diplômés BPJEPS AAN	dont titulaires du titre MNS
MNS et autres agents chargés de pédagogie/ surveillance	2,4			
Agents chargés de l'entretien	0,6			
Technicien chargé de la maintenance	1			
Agents chargés d'accueil, caisse, vestiaires	1,5			
Autres fonctions (étudiant)	0,6			
Nombre total d'agents	6,1			

Source : m2A pôle sports et jeunesse

[19] Equipe administrative toutes piscines / plan d'eau / patinoire : 1,5 chefs de service, 0,5 budget/marchés, 2 régisseurs, 1 comptable, 1,5 vie de l'agent (pour le pôle), 0,7 info-com.

RETOUR OJ

ANNEXE 3 : Le coût de fonctionnement des piscines et leur financement

Tableau 1 : Recettes tarifaires encaissées par grandes catégories

Recettes 2011	Curie	Illberg	Jonquilles	Bourtzwiller	Ile Napoléon	Ungersheim	Stade nautique	TOTAL
Entrées, cartes, abonnements	100 147	85 771	28 570	96 458	513 527	8 232	199 430	1 032 135
Autres recettes	1 124	1 249	499	715	712	358	1	4 657
Leçons et aqua	60 600	5 756	44 681	66 409	220 876	15 960	123 178	537 459
TOTAL	161 871	92 776	73 750	163 582	735 114	24 549	322 609	1 574 250

Recettes 2012	Curie	Illberg	Jonquilles	Bourtzwiller	Ile Napoléon	Ungersheim	Stade	TOTAL
Entrées, cartes, abonnements	100 749	115 028	21 134	98 382	534 169	13 311	227 821	1 110 594
Autres recettes	323	240	223	820	1	327	22	1 955
Leçons et aqua	61 234	24 326	45 393	71 503	230 217	16 946	69 282	518 900
TOTAL	162 306	139 594	66 749	170 705	764 387	30 584	297 124	1 631 449

Recettes 2013	Curie	Illberg	Jonquilles	Bourtzwiller	Ile Napoléon	Ungersheim	Stade	TOTAL
Entrées, cartes, abonnements	90 436	211 370	7 006	97 718	518 531	10 899	218 453	1 154 414
Autres recettes	177	573	253	922	5 025	374	0	7 323
Leçons et aqua	79 706	162 633	4 204	77 477	229 031	12 326	0	565 377
TOTAL	170 319	374 576	11 463	176 117	752 588	23 598	218 453	1 727 114

Recettes 2014	Curie	Illberg	Jonquilles	Bourtzwiller	Ile Napoléon	Ungersheim	Stade	TOTAL
Entrées, cartes, abonnements	81 940	228 579	6 290	80 262	392 495	9 082	100 209	898 857
Autres recettes	653	469	125	783	7 010	331	0	9 371
Leçons et aqua	66 507	167 536	35 737	68 439	231 228	13 201	997	583 645
TOTAL	149 100	396 584	42 152	149 483	630 733	22 614	101 206	1 491 872

Recettes 2015	Curie	Illberg	Jonquilles	Bourtzwiller	Ile Napoléon	Ungersheim	Stade	TOTAL
Entrées, cartes, abonnements	78 907	232 490	7 329	80 469	420 751	5 107	218 869	1 043 923
Autres recettes	727	438	179	788	4 602	334	4	7 072
Leçons et aqua	68 001	173 848	42 298	70 566	217 309	14 015	1 523	587 560
TOTAL	147 635	406 776	49 806	151 824	642 662	19 457	220 396	1 638 555

Source : m2A pôle sports et jeunesse

RETOUR OJ

Tableau 2 : Charges et produits annuels d'exploitation non ventilées

Toutes piscines	2 011	2 012	2013	2014	2015
Energie et électricité	41 334	1 167	2 879	3 407	3 104
Chaufferie, eau/assainissement		1 007			660
Animation - Com	500	6 610	7 869	6 987	8 417
Maintenance	12 791	24 542	47 672	73 087	96 835
Logistique gérée par le pôle	746 561	814 858	565 102	537 848	569 154
Logistique gérée par d'autres unités	95 484	109 647	101 599	119 916	144 443
Charges de personnel	4 517 206	4 611 449	4 740 728	783 241	789 647
TOTAL charges	5 413 876	5 569 279	5 465 850	1 524 487	1 612 260
Entrées Piscines Régie	36 035		-738		2 462
Entrées piscines facturées	63 014	76 332	96 128	82 300	78 810
Entrées piscines scolaires			4 291	2 044	
Distributeurs	7 636	5 810	7 693	9 286	12 039
Cours leçons piscines	306		9 640		
Autres	278	18 533	10 116	4 162	5 258
TOTAL produits	107 269	100 676	127 130	97 792	98 569

Source : m2A pôle sports et jeunesse

Tableau 3 : Charges et produits annuels d'exploitation de l'Ile Napoléon

Ile Napoléon, en €	2011	2012	2013	2014	2015
Eau et Assainissement	194 701	191 640	137 575	255 981	160 067
Energie et électricité	290 355	343 244	340 838	306 692	327 904
Animation	2 885	1 500	3 527	3 680	352
Maintenance	97 354	119 713	92 811	100 439	73 242
Logistique	33 952	28 677	30 654	25 581	20 070
Charges de personnel	globalisé	globalisé	globalisé	734 952	687 957
TOTAL charges	619 247	684 773	605 406	1 427 325	1 269 592
Entrées Piscines Régie	476 297	534 052	518 441	389 044	420 556
Entrées piscines factures	5 444	12 918	6 436	5 748	5 488
Entrées piscines scolaires	6 290	5 777	6 059	6 135	5 014
Distributeurs		3 694		961	
Cours leçons piscines	220 926	231 029	223 753	233 597	217 941
Autres recettes	4 862	15 845	12 474	29 417	14 919
TOTAL produits	713 819	803 314	767 163	664 902	663 918

Source : m2A pôle sports et jeunesse

RETOUR OJ

Tableau 4 : Charges et produits annuels d'exploitation des Jonquilles

Jonquilles, en €	2011	2012	2013	2014	2015
Eau et Assainissement	62 524	61 644	35 115	49 534	32 050
Energie et électricité	145 626	156 251	140 172	135 870	123 177
Animation - Com	3 523	671	156	177	0
Maintenance	26 406	23 004	22 786	37 219	25 157
Logistique	4 548	4 692	2 356	10 270	27 985
Charges de personnel	globalisé	globalisé	globalisé	272 417	332 909
TOTAL charges	242 627	246 261	200 585	505 488	541 278
Entrées Piscines Régie	30 856	21 134	7 006	6 290	8 486
Entrées piscines facturées	3 432	4 482	2 946	3 164	4 594
Entrées piscines scolaires	20 612	20 820	9 749	13 400	8 959
Cours leçons piscines	44 615	45 393	3 906	35 597	42 298
Autres recettes	206	103	211	48	154
TOTAL produits	99 721	91 932	23 818	58 499	64 491

Source : m2A pôle sports et jeunesse

Tableau 5 : Charges et produits annuels d'exploitation du bassin d'apprentissage

Doller, en €	2 011	2 012	2 013	2014	2015
Eau et Assainissement		19 195	31 930	38 252	23 848
Animation - Com		520			
Maintenance	30 366	7 097	8 280	33 156	18 743
Logistique (dont énergies)	99 670	55 682	56 350	79 163	43 631
Charges de personnel	globalisé	globalisé	globalisé	70 936	82 728
TOTAL charges	130 035	82 495	96 560	221 507	168 950
Entrées piscines facturées	32 769	34 328	33 824	31 087	31 864
Entrées piscines scolaires	2 739	3 623	3 451	3 451	3 850
TOTAL produits	35 508	37 951	37 275	34 538	35 714

Source : m2A pôle sports et jeunesse

RETOUR OJ

Tableau 6 : Charges et produits annuels d'exploitation de l'Illberg

Illberg, en €	2 011	2 012	2 013	2014	2015
Eau et Assainissement	124 802	46 101	41 680	166 898	121 839
Energie et électricité	253 353	203 803	221 124	193 017	194 836
Animation - Com	4 324	1 221	253	502	12
Maintenance	55 854	71 848	55 237	59 090	44 834
Logistique	21 976	23 154	3 230	17 055	5 938
Charges de personnel	globalisé	globalisé	globalisé	624 451	651 806
TOTAL charges	460 310	346 126	321 524	1 061 014	1 019 264
Entrées Piscines Régie	85 771	114 993	211 075	228 389	232 196
Entrées piscines facturées	2 603	1 304	2 678	3 109	5 772
Entrées piscines scolaires	9 108	7 694	20 335	18 760	17 605
Cours leçons piscines	5 329	24 563	162 478	168 005	174 137
Autres recettes	1 269	110	226	158	245
TOTAL recettes	104 080	148 664	396 792	418 421	429 955

Source : m2A pôle sports et jeunesse

Tableau 7 : Charges et produits annuels d'exploitation du stade nautique

Stade nautique, en €	2 011	2 012	2 013	2014	2015
Eau et Assainissement	59 806	167 199	356 418	42 774	160 865
Energie et électricité	188 636	177 216	120 647	134 025	130 176
Maintenance	108 874	104 060	143 113	96 549	93 174
Logistique	31 808	18 222	44 792	19 738	24 410
Charges de personnel	globalisé	globalisé	globalisé	157 629	151 877
TOTAL charges	389 125	466 697	664 969	450 714	560 502
Entrées Piscines Régie	199 430	227 821	218 453	100 209	218 850
Entrées piscines facturées	2 762	2 730	1 837	1 583	2 308
Cours leçons piscines	123 178	69 282	0	757	1 527
Autres recettes	25 160	22 381	19 477	22 029	19 622
TOTAL produits	350 530	322 214	239 767	124 578	242 307

Source : m2A pôle sports et jeunesse

RETOUR OJ

Tableau 8 : Charges et produits annuels d'exploitation du centre d'entrainement pour m2A

CEFN, en €	2 011	2 012	2 013	2014	2015
Energie et électricité	0	305 704	331 686	289 525	292 253
Maintenance	4 661	6 434	17 127	15 197	15 160
Logistique	10 649	199 107	197 248	287 024	289 682
TOTAL charges	15 310	511 246	546 061	591 746	597 095
Produits location CEFN		200 000	200 000	290 000	290 000
Mise à disposition RH		36 768	38 406	39 366	39 984
TOTAL produits	0	236 768	238 406	329 366	329 984

Source : m2A pôle sports et jeunesse

Tableau 9 : Charges et produits annuels d'exploitation de la piscine Curie

Curie, en €	2011	2 012	2 013	2014	2015
Eau et Assainissement	65 438	68 602	69 497	116 690	202 865
Combustible	149 603	166 981	195 413	170 455	156 244
Energie et électricité	51 889	47 646	47 355	57 807	55 916
Animation - Com	351	3 369	275	118	0
Maintenance	109 415	109 526	76 815	103 311	130 134
Logistique	12 645	24 440	12 938	16 385	15 884
Charges de personnel	globalisé	globalisé	globalisé	1 114 202	1 173 554
TOTAL charges	389 342	420 563	402 293	1 578 968	1 734 597
Entrées Piscines Régie	100 147	100 749	90 436	81 791	78 761
Entrées piscines facturées	14 968	11 198	13 678	11 079	12 579
Entrées piscines scolaires	19 305	19 993	16 482	11 759	14 457
Cours leçons piscines régie	60 600	61 234	78 984	66 559	68 115
Autres recettes	5 441	22 837	5 909	7 748	8 028
TOTAL produits	200 461	216 011	205 489	178 936	181 940

Source : m2A pôle sports et jeunesse

RETOUR OJ

Tableau 10 : Charges et produits annuels d'exploitation de Bourtzwiller

Bourtzwiller, en €	2011	2012	2013	2014	2015
Eau et Assainissement	25 220	29 435	70 326	24 315	13 471
Energie et électricité	138 322	146 258	157 417	139 773	138 905
Animation - Com	2 272	2 273	1 820	855	0
Maintenance	35 752	28 056	38 914	41 525	42 783
Logistique	28 916	28 957	25 981	14 216	17 560
Charges de personnel	globalisé	globalisé	globalisé	220 684	212 719
TOTAL charges	230 482	234 978	294 458	441 368	425 438
Entrées piscines régie	92 208	98 361	97 703	80 182	80 191
Entrées piscines facturées	1 203	1 595	1 281	1 737	1 478
Entrées piscines scolaires	8 580	5 864	4 824	6 767	6 714
Cours leçons piscines	66 409	71 503	77 073	68 381	70 566
Autres recettes	598	125	767	424	129
TOTAL produits	168 998	177 448	181 648	157 491	159 078

Source : m2A pôle sports et jeunesse

Tableau 11 : Charges et produits annuels d'exploitation d'Ungersheim

Ungersheim, en €	2 011	2 012	2 013	2014	2015
Combustible	11 465	20 327	26 919	19 890	24 621
Chaufferie	2 932	1 711	3 139	3 805	3 010
Animation - Com	3 757	0	2 095	0	0
Maintenance	15 511	28 803	23 934	34 245	17 791
Logistique	103 859	93 621	92 814	86 362	83 623
Charges de personnel	globalisé	globalisé	globalisé	115 435	140 884
TOTAL charges	137 523	144 461	148 902	259 737	269 929
Entrées Piscines Régie	11 861	13 311	10 899	9 082	5 107
Rembt chauffage Ungersheim	15 895	7 453	14 593	20 521	18 546
Entrées piscines facturées	14 091	17 563	18 104	27 344	17 879
Entrées piscines scolaires	14 409	11 606	9 544	7 553	7 839
Cours leçons piscines	16 026	16 946	12 326	13 201	13 866
Autres recettes	266	90	263	194	
TOTAL produits	72 548	66 968	65 729	77 895	63 237

Source : m2A pôle sports et jeunesse

RETOUR OJ

ANNEXE 4 : fiches synthétiques chiffrées par équipement

DESCRIPTIF GENERAL de la piscine Curie (2015)									
Piscine Pierre et Marie Curie, construction en 1925							Adresse : Mulhouse		
L'équipement est accessible en transport en commun			Piscine couverte			Mode de gestion : régie directe			
Equipements intérieurs									
Nombre de bassins d'activités : 1 bassin de 17m x 10 m ; superficie 170 m²									
Nombre de bassins mixtes : 0									
Nombre de bassins sportifs de natation : 1 bassin de 25 m x 12 m ; superficie 300 m²									
Nombre de fosses de plongée : 0									
Nombre de fosses de plongeon : 0									
Sous-total : surface totale des bassins intérieurs hors pataugeoires 470 m²									
Nombre de pataugeoires : 0									
Nombre de toboggans/pentagliss : 0									
Espace bien-être : sauna sec, sauna vapeur, 3 bassins à températures différentes, douches, zones de repos, cabines solarium, cabines individuelles et baignoires simples. 60 m² pour les bains romains et 30 m² pour l'espace cardio.									
Plages végétalisées (non)									
Autres équipements : salle d'escrime 70 m², qui relève du même bâtiment mais pas du même gestionnaire									
Equipements extérieurs									
Nombre et nature des bassins : 0									
Sous-total : surface totale des bassins extérieurs hors pataugeoires 0 m²									
Surface totale des bassins intérieurs et extérieurs de l'équipement, hors pataugeoires, en m² : 470 m²									
Surface hors œuvre nette : non fournie									
PERSONNEL en ETP (2015)									
Nombre total d'agents, en ETP : (j)=(a)+(b)+(c)+(d)+(e)+(f)+(g)+(h)+(i): 33,2	Directeur, en ETP (a) 0,8:	Chef de bassin, en ETP (b) :1,8	MNS et autres agents chargés de la pédagogie et de la surveillance, en ETP (c) : 4	Agents chargés de l'entretien / maintenance, en ETP (d) : 22,8	Agents d'accueil/ caisse/ vestiaires (en ETP) (e) : 1,8	Agents administratifs, en ETP (f) :0	Agents chargés des activités annexes (forme, bien-être...), en ETP (g)	Agents de sécurité/médiateurs, en ETP (h) : 0	Autres fonctions (magasinier), en ETP (i) : 2

RETOUR OJ

FREQUENTATION ANNUELLE de la piscine Curie (2015)					
Fréquentation totale (f)= (a)+(b)+c)+(d)+(e) : 47 564	Fréquentation grand public/individuels payante (a) :	Fréquentation scolaires (b) :	Fréquentation clubs / associations (c) :	Fréquentation activités (d) :	Fréquentation autre (e) :

DEPENSES ET RECETTES ANNUELLES D'EXPLOITATION TTC (2015)						
Charges totales d'exploitation : 1 734 597 €	Charges de personnel et frais assimilés : 1 173 554 €	Charges à caractère général et charges de gestion courante, saufs fluides : 146 018 €	Charges d'eau et d'énergie : 415 025 €	Charges financières et charges exceptionnelles : 0	Dotations aux amortissements et provisions : 0	
Produits totaux d'exploitation de la piscine : 181 940 €	Produits tarifaires issus du grand public / individuels payants : 78 761 €	Produits tarifaires issus des scolaires (secondaire) : 14 457 €	Produits tarifaires issus des clubs/associations : 12 579 €	Produits tarifaires issus des activités (cours, espace forme/bien-être etc.) : 68 115 €	Autres recettes d'exploitation non issues des personnes publiques : 8028 €	Recettes d'exploitation: contributions, dotations ou subventions d'exploitation publiques : 0 €

OUTILS D'ANALYSE (2015)
Amplitude d'exploitation : 252 jours et 2727 heures d'ouverture par an :
Distribution des créneaux d'utilisation de l'équipement (en %) : répartition des créneaux horaires annuels d'utilisation de l'équipement 6,6 % grand public-individuels ; 16,5 % scolaires ; 18,5 % clubs-associations ; 33,3 % activités (cours et autres) ; 25,1 % de créneaux partagés :
Fréquentation /m2 de bassins (hors pataugeoires) : 101,2 entrées ou passages par m^2
ETP hors activités annexes /m2 de bassins hors pataugeoires : 0,07 ETP par m^2
Charges moyennes de personnel par ETP : 35 348 €
Taux de couverture des charges d'exploitation par des recettes tarifaires, annexes ou accessoires : 10 %
Taux de couverture des charges d'exploitation par des dotations, participations ou contributions publiques : 0
Ticket moyen par entrée : 3,83 €
Coût d'exploitation de la piscine à la charge de la collectivité par an : 1 552 657 €
Coût d'exploitation à la charge de la collectivité par entrée (ou coût social résiduel) : 32,64 €
Coût annuel total à la charge de la collectivité pour la piscine : non calculé car pas d'individualisation des dépenses d'investissement 2015 = 153 662 € pour toutes les piscines
Coût annuel total à la charge de la collectivité pour la piscine par entrée : non calculé

RETOUR OJ

DESCRIPTIF GENERAL du stade nautique (2015)									
Stade nautique, construction en 1962, rénovation lourde en cours en 2017 (bassin familial)								Adresse : Mulhouse	
L'équipement est accessible en transport en commun			Piscine découverte			Mode de gestion : régie directe			
Equipements extérieurs									
Nombre de bassins ludiques : 1 bassin de 2000 m2									
Nombre de bassins mixtes : 0									
Nombre de bassins sportifs de natation : 1 bassin de 50 m x 20 m, superficie 1 000 m2									
Nombre de fosses de plongée : 0									
Nombre de fosses de plongeon : 1 fosse de 15 m x 20 m, profondeur 5 m, superficie 300 m2									
Sous-total : surface totale des bassins extérieurs hors pataugeoires 3 300 m²									
Nombre de pataugeoires : 1 pataugeoire de 50 m2									
Nombre de toboggans/pentagliss (hors équipements jeunes enfants) : 1									
Espace bien-être : non									
Plages végétalisées : oui									
Autres équipements : non									
Equipements intérieurs : sans objet									
Surface totale des bassins intérieurs et extérieurs de l'équipement, hors pataugeoires, 3 300 m²									
Surface hors œuvre nette :									
PERSONNEL en ETP (le personnel est redéployé depuis les autres piscines et renforcé de vacataires**)**									
Nombre total d'agents, en ETP : (j)=(a)+(b)+(c)+(d)+(e)+(f)+(g)+(h)+(i): non individualisé	Directeur, en ETP (a) :	Chef de bassin, en ETP (b) :	MNS et autres agents chargés de la pédagogie et de la surveillance, en ETP (c) :	Agents chargés de l'entretien / maintenance, en ETP (d) :	Agents d'accueil/caisse/ vestiaires (en ETP) (e) :	Agents administratifs, en ETP (f)	Agents chargés des activités annexes (forme, bien-être...), en ETP (g)	Agents de sécurité/médiateurs, en ETP (h) :	Autres fonctions (préciser), en ETP (i) :

RETOUR OJ

FREQUENTATION ANNUELLE du stade nautique (2015)						
Fréquentation totale (f)= (a)+(b)+c)+(d)+(e) : 88 030	Fréquentation grand public/individuels payante (a) :	Fréquentation scolaires (b) :	Fréquentation clubs / associations (c) :	Fréquentation activités (d) :	Fréquentation autre (e) :	
DEPENSES ET RECETTES ANNUELLES D'EXPLOITATION TTC (2015)						
Charges totales d'exploitation : 560 502 €	Charges de personnel et frais assimilés : 151 877 € (incomplet)	Charges à caractère général et charges de gestion courante, saufs fluides : 117 584 €	Charges d'eau et d'énergie : 291 041 €	Charges financières et charges exceptionnelles : 0	Dotations aux amortissements et provisions : 0	
Produits totaux d'exploitation de la piscine : 242 307 €	Produits tarifaires issus du grand public / individuels payants : 218 850 €	Produits tarifaires issus des scolaires :	Produits tarifaires issus des clubs/associations : 2308 €	Produits tarifaires issus des activités (cours, espace forme/bien-être etc.) : 1527 €	Autres recettes d'exploitation non issues des personnes publiques : 19 622 €	Recettes d'exploitation: contributions, dotations ou subventions d'exploitation publiques : 0
OUTILS D'ANALYSE (2015)						
Amplitude d'exploitation : 72 jours et 720 heures d'ouverture par an (été uniquement)						
Distribution des créneaux d'utilisation de l'équipement (en %) : 60 % grand public-individuels ; 28 % clubs-associations ; 12 % de créneaux partagés :						
Fréquentation /m2 de bassins (hors pataugeoires) : 26,7 entrées ou passages						
ETP hors activités annexes /m2 de bassins hors pataugeoires : ETP non fourni						
Charges moyennes de personnel par ETP : ETP non fourni						
Taux de couverture des charges d'exploitation par des recettes tarifaires, annexes ou accessoires : 43 %						
Taux de couverture des charges d'exploitation par des dotations, participations ou contributions publiques : 0						
Ticket moyen par entrée : 2,75 €						
Coût d'exploitation de la piscine à la charge de la collectivité par an : 318 195 €						
Coût d'exploitation à la charge de la collectivité par entrée (ou coût social résiduel) : 3,61 €						
Coût annuel total à la charge de la collectivité pour la piscine : non calculé car pas d'individualisation des dépenses d'investissement 2015 = 153 662 € pour toutes les piscines						
Coût annuel total à la charge de la collectivité pour la piscine par entrée : non calculé						

RETOUR OJ

DESCRIPTIF GENERAL de la piscine des Jonquilles (2015)									
Piscine des Jonquilles, construction en 1968							Adresse : Illzach		
L'équipement est accessible en transport en commun		Piscine couverte			Mode de gestion : régie directe				
Equipements intérieurs									
Nombre de bassins d'apprentissage : 1 bassin de 12 m x 12,5 m, superficie 157 m2									
Nombre de bassins mixtes : 0									
Nombre de bassins sportifs de natation : 1 bassin de 25 m x 12 m, 375 m2									
Nombre de fosses de plongée : 0									
Nombre de fosses de plongeon : 0									
Sous-total : surface totale des bassins intérieurs hors pataugeoires 532 m²									
Nombre de pataugeoires : 0									
Nombre de toboggans/pentagliss : 0									
Espace bien-être : non									
Plages végétalisées : non									
Autres équipements : non									
Equipements extérieurs									
Nombre et nature des bassins : 0									
Sous-total : surface totale des bassins extérieurs hors pataugeoires 0 m²									
Surface totale des bassins intérieurs et extérieurs de l'équipement, hors pataugeoires, 532 m² :									
Surface hors œuvre nette :									
PERSONNEL en ETP (2015)									
Nombre total d'agents, en ETP : (j)=(a)+(b)+(c)+(d)+(e)+(f)+(g)+(h)+(i): 9	Directeur, en ETP (a) : mutualisé	Chef de bassin, en ETP (b) : 1	MNS et autres agents chargés de la pédagogie et de la surveillance, en ETP (c) : 3	Agents chargés de l'entretien / maintenance, en ETP (d) : 4,8	Agents d'accueil/caisse/ vestiaires (en ETP) (e) : 0,2	Agents administratifs, en ETP (f) : 0	Agents chargés des activités annexes (forme, bien-être...), en ETP (g) : 0	Agents de sécurité/médiateurs, en ETP (h) : 0	Autres fonctions, en ETP (i) :

RETOUR OJ

FREQUENTATION ANNUELLE de la piscine des Jonquilles (2015)					
Fréquentation totale (f)= (a)+(b)+c)+(d)+(e) : 10 034	Fréquentation grand public/individuels payante (a) :	Fréquentation scolaires (b) :	Fréquentation clubs / associations (c) :	Fréquentation activités (d) :	Fréquentation autre (e) :

DEPENSES ET RECETTES ANNUELLES D'EXPLOITATION TTC (2015)						
Charges totales d'exploitation : 541 278 €	Charges de personnel et frais assimilés : 332 909 €	Charges à caractère général et charges de gestion courante, saufs fluides : 53 142 €	Charges d'eau et d'énergie : 155 227 €	Charges financières et charges exceptionnelles : 0	Dotations aux amortissements et provisions : 0	
Produits totaux d'exploitation de la piscine : 64 491 €	Produits tarifaires issus du grand public / individuels payants : 8486 €	Produits tarifaires issus des scolaires : 8959 €	Produits tarifaires issus des clubs/associations : 4594 €	Produits tarifaires issus des activités (cours, etc.) : 42 298 €	Autres recettes d'exploitation non issues des personnes publiques : 154 €	Recettes d'exploitation: contributions, dotations ou subventions d'exploitation publiques : 0

OUTILS D'ANALYSE (2015)
Amplitude d'exploitation : 180 jours et 1 100 heures d'ouverture par an
Distribution des créneaux d'utilisation de l'équipement : 19,8 % grand public-individuels ; 19 % scolaires ; 27,4 % clubs-associations ; 19,5 % activités (cours et autres). 14,3 % de créneaux partagés.
Fréquentation /m2 de bassins (hors pataugeoires) : 18,86 entrées et passages
ETP hors activités annexes /m2 de bassins hors pataugeoires : 0,02
Charges moyennes de personnel par ETP : 36 990 €
Taux de couverture des charges d'exploitation par des recettes tarifaires, annexes ou accessoires : 12 %
Taux de couverture des charges d'exploitation par des dotations, participations ou contributions publiques : 0
Ticket moyen par entrée : 6,43 €
Coût d'exploitation de la piscine à la charge de la collectivité par an : 476 787 €
Coût d'exploitation à la charge de la collectivité par entrée (ou coût social résiduel) : 47,52 €
Coût annuel total à la charge de la collectivité pour la piscine : non calculé car pas d'individualisation des dépenses d'investissement 2015 = 153 662 € pour toutes les piscines
Coût annuel total à la charge de la collectivité pour la piscine par entrée : non calculé

RETOUR OJ

DESCRIPTIF GENERAL de l'Illberg (2015)									
Piscine de l'Illberg, construction en 1977, dernière réhabilitation lourde en 2011-2012							Adresse : Mulhouse		
L'équipement est accessible en transport en commun			Piscine couverte			Mode de gestion : régie directe			
Equipements intérieurs									
Nombre de bassins d'apprentissage : 1 bassin de 15 m x 12,5 m, superficie 187,5 m2									
Nombre de bassins mixtes : 0									
Nombre de bassins sportifs de natation 50 m x 21 m, superficie 1050 m2									
Nombre de fosses de plongée : 0									
Nombre de fosses de plongeon : 0									
Sous-total : surface totale des bassins intérieurs hors pataugeoires 1237,5 m²									
Nombre de pataugeoires : 0									
Nombre de toboggans/pentagliss (hors équipements jeunes enfants) : 0									
Espace bien-être : jacuzzi 4 m2									
Plages végétalisées : non									
Autres équipements : non									
Equipements extérieurs									
Nombre et nature des bassins : 0									
Sous-total : surface totale des bassins extérieurs hors pataugeoires, 0 m²									
Surface totale des bassins intérieurs et extérieurs de l'équipement, hors pataugeoires, 1237,5 m² :									
Surface hors œuvre nette :									
PERSONNEL en ETP (2015)									
Nombre total d'agents, en ETP : (j)=(a)+(b)+(c)+(d)+(e)+(f)+(g)+(h)+(i): 26,8	Directeur, en ETP (a) : 1	Chef de bassin, en ETP (b) : 2	MNS et autres agents chargés de la pédagogie et de la surveillance, en ETP (c) : 8	Agents chargés de l'entretien / maintenance, en ETP (d) : 13,1	Agents d'accueil/caisse/ vestiaires (en ETP) (e) : 2,7	Agents administratifs, en ETP (f) : 0	Agents chargés des activités annexes (forme, bien-être...), en ETP (g) : 0	Agents de sécurité/médiateurs, en ETP (h) : 0	Autres fonctions (préciser), en ETP (i) : 0

RETOUR OJ

FREQUENTATION ANNUELLE de la piscine de l'Illberg (2015)						
Fréquentation totale (f)= (a)+(b)+c)+(d)+(e) : 144 373	Fréquentation grand public/individuels payante (a) :	Fréquentation scolaires (b) :	Fréquentation clubs / associations (c) :	Fréquentation activités (d) :	Fréquentation autre (e) :	
DEPENSES ET RECETTES ANNUELLES D'EXPLOITATION TTC (2015)						
Charges totales d'exploitation : 1 019 264 €	Charges de personnel et frais assimilés : 651 806 €	Charges à caractère général et charges de gestion courante, saufs fluides : 50 784 €	Charges d'eau et d'énergie : 316 675 €	Charges financières et charges exceptionnelles : 0	Dotations aux amortissements et provisions : 0	
Produits totaux d'exploitation de la piscine : 429 955 €	Produits tarifaires issus du grand public / individuels payants : 232 196 €	Produits tarifaires issus des scolaires : 17 605 €	Produits tarifaires issus des clubs/associations : 5 772 €	Produits tarifaires issus des activités (cours, espace forme/bien-être etc.) : 174 137 €	Autres recettes d'exploitation non issues des personnes publiques : 245 €	Recettes d'exploitation: contributions, dotations ou subventions d'exploitation publiques : 0
OUTILS D'ANALYSE (2015)						
Amplitude d'exploitation : 309 jours et 4 149 heures d'ouverture par an						
Distribution des créneaux d'utilisation de l'équipement (en %) : 33 % grand public-individuels ; 30 % scolaires ; 18 % clubs-associations ; 19 % activités (cours et autres). Taux de créneaux partagés non connu.						
Fréquentation /m2 de bassins (hors pataugeoires) : 116,7 entrées et passages						
ETP hors activités annexes /m2 de bassins hors pataugeoires : 0,02						
Charges moyennes de personnel par ETP : 24 321 €						
Taux de couverture des charges d'exploitation par des recettes tarifaires, annexes ou accessoires : 42 %						
Taux de couverture des charges d'exploitation par des dotations, participations ou contributions publiques : 0						
Ticket moyen par entrée : 2,98 €						
Coût d'exploitation de la piscine à la charge de la collectivité par an : 589 309 €						
Coût d'exploitation à la charge de la collectivité par entrée (ou coût social résiduel) : 4,08 €						
Coût annuel total à la charge de la collectivité pour la piscine : non calculé car pas d'individualisation des dépenses d'investissement 2015 = 153 662 € pour toutes les piscines						
Coût annuel total à la charge de la collectivité pour la piscine par entrée : non calculé						

RETOUR OJ

DESCRIPTIF GENERAL de Bourtzwiller (2015)									
Piscine de Bourtzwiller, construction en 1989							Adresse : Mulhouse		
L'équipement est accessible en transport en commun		Piscine couverte			Mode de gestion : régie directe				
Equipements intérieurs									
Nombre de bassins ludiques/d'apprentissage : 1 bassin d'apprentissage 10 m x 8,5 m superficie 85 m2, 1 bassin ludique 9,3 m x 4 m superficie 38 m2, 1 bassin de réception toboggan de rayon 3,65 m de superficie 42 m2									
Nombre de bassins mixtes : 0									
Nombre de bassins sportifs de natation : 1 bassin 25 m x 10 m superficie 250 m2									
Nombre de fosses de plongée : 0									
Nombre de fosses de plongeon : 0									
Sous-total : surface totale des bassins intérieurs hors pataugeoires, 415 m²									
Nombre de pataugeoires : 1 pataugeoire 9,5 m x 7 m de superficie 66 m2									
Nombre de toboggans/pentagliss : 1 toboggan de 56 m									
Espace bien-être : non									
Plages végétalisées : non									
Autres équipements ? non									
Equipements extérieurs									
Nombre et nature des bassins : 0									
Sous-total : surface totale des bassins extérieurs hors pataugeoires, 0 m²									
Surface totale des bassins intérieurs et extérieurs de l'équipement, hors pataugeoires, 415 m²									
Surface hors œuvre nette :									
PERSONNEL en ETP (2015)									
Nombre total d'agents, en ETP : (j)=(a)+(b)+(c)+(d)+(e)+(f)+(g)+(h)+(i): 12,8	Directeur, en ETP (a) : mutualisé	Chef de bassin, en ETP (b) : 2	MNS et autres agents chargés de la pédagogie et de la surveillance, en ETP (c) : 3	Agents chargés de l'entretien / maintenance, en ETP (d) : 6,8	Agents d'accueil/caisse/ vestiaires (en ETP) (e) : 1	Agents administratifs, en ETP (f) : 0	Agents chargés des activités annexes (forme, bien-être...), en ETP (g) : 0	Agents de sécurité/médiateurs, en ETP (h) : 0	Autres fonctions, en ETP (i) : 0

RETOUR OJ

FREQUENTATION ANNUELLE de la piscine de Bourtzwiller (2015)					
Fréquentation totale (f)= (a)+(b)+c)+(d)+(e) : 55 303	Fréquentation grand public/individuels payante (a) :	Fréquentation scolaires (b) :	Fréquentation clubs / associations (c) :	Fréquentation activités (d) :	Fréquentation autre (e) :

DEPENSES ET RECETTES ANNUELLES D'EXPLOITATION TTC (2015)						
Charges totales d'exploitation : 425 438 €	Charges de personnel et frais assimilés : 212 719 €	Charges à caractère général et charges de gestion courante, saufs fluides : 60 343 €	Charges d'eau et d'énergie : 152 376 €	Charges financières et charges exceptionnelles : 0	Dotations aux amortissements et provisions : 0	
Produits totaux d'exploitation de la piscine : 159 078 €	Produits tarifaires issus du grand public / individuels payants : 80 191 €	Produits tarifaires issus des scolaires : 6 714 €	Produits tarifaires issus des clubs/associations : 1 478 €	Produits tarifaires issus des activités (cours, etc.) : 70 566 €	Autres recettes d'exploitation non issues des personnes publiques : 129 €	Recettes d'exploitation: contributions, dotations ou subventions d'exploitation publiques : 0

OUTILS D'ANALYSE (2015)
Amplitude d'exploitation : 344 jours et 3 130 heures d'ouverture par an
Distribution des créneaux d'utilisation de l'équipement (en %) : 50,7 % grand public-individuels ; 12,6 % scolaires ; 6,9 % clubs-associations ; 15,3 % activités (cours et autres). Indiquer également le taux de créneaux partagés : 14,5 %
Fréquentation /m2 de bassins (hors pataugeoires) : 133,2 entrées et passages
ETP hors activités annexes /m2 de bassins hors pataugeoires : 0,03
Charges moyennes de personnel par ETP : 16 618,7 €
Taux de couverture des charges d'exploitation par des recettes tarifaires, annexes ou accessoires : 21 %
Taux de couverture des charges d'exploitation par des dotations, participations ou contributions publiques : 0
Ticket moyen par entrée : 2,88 €
Coût d'exploitation de la piscine à la charge de la collectivité par an : 583 251 €
Coût d'exploitation à la charge de la collectivité par entrée (ou coût social résiduel) : 10,55 €
Coût annuel total à la charge de la collectivité pour la piscine : non calculé car pas d'individualisation des dépenses d'investissement 2015 = 153 662 € pour toutes les piscines
Coût annuel total à la charge de la collectivité pour la piscine par entrée : non calculé

RETOUR OJ

DESCRIPTIF GENERAL du bassin d'apprentissage d'Illzach (2015)									
Bassin d'apprentissage d'Illzach (dit piscine de la Doller), construction en 1995 :								Adresse : Illzach	
L'équipement est accessible en transport en commun		Piscine couverte				Mode de gestion : régie directe			
Equipements intérieurs									
Nombre de bassins d'apprentissage : 1 bassin de 20 m x 10 m de superficie 200 m2									
Nombre de bassins mixtes : 0									
Nombre de bassins sportifs de natation : 0									
Nombre de fosses de plongée : 0									
Nombre de fosses de plongeon : 0									
Sous-total : surface totale des bassins intérieurs hors pataugeoires, 200 m²									
Nombre de pataugeoires : 0									
Nombre de toboggans/pentagliss (hors équipements jeunes enfants) : 0									
Espace bien-être : non									
Plages végétalisées : non									
Autres équipements : non									
Equipements extérieurs									
Nombre et nature des bassins : 0									
Sous-total : surface totale des bassins extérieurs hors pataugeoires, 0 m²									
Surface totale des bassins intérieurs et extérieurs de l'équipement, hors pataugeoires, 200 m²									
Surface hors œuvre nette :									
PERSONNEL en ETP (2015)									
Nombre total d'agents, en ETP : (j)=(a)+(b)+(c)+(d)+(e)+(f)+(g)+(h)+(i): 1,8	Directeur, en ETP (a) : mutualisé	Chef de bassin, en ETP (b) : 0,8	MNS et autres agents chargés de la pédagogie et de la surveillance, en ETP (c) : 0	Agents chargés de l'entretien / maintenance, en ETP (d) : 1	Agents d'accueil/caisse/ vestiaires (en ETP) (e) : 0	Agents administratifs, en ETP (f) : 0	Agents chargés des activités annexes (forme, bien-être...), en ETP (g) : 0	Agents de sécurité/médiateurs, en ETP (h) : 0	Autres fonctions, en ETP (i) : 0

RETOUR OJ

FREQUENTATION ANNUELLE du bassin d'apprentissage d'Illzach (2015)					
Fréquentation totale (f)= (a)+(b)+c)+(d)+(e) : non fourni (absence de caisse donc de comptage des passages)	Fréquentation grand public/individuels payante (a) :	Fréquentation scolaires (b) :	Fréquentation clubs / associations (c) :	Fréquentation activités (d) :	Fréquentation autre (e) :

DEPENSES ET RECETTES ANNUELLES D'EXPLOITATION TTC (2015)						
Charges totales d'exploitation : 168 950 €	Charges de personnel et frais assimilés : 82 728 €	Charges à caractère général et charges de gestion courante, saufs fluides : 62 374 €	Charges d'eau (pas d'énergie comptabilisée) : 23 848 €	Charges financières et charges exceptionnelles : 0	Dotations aux amortissements et provisions : 0	
Produits totaux d'exploitation de la piscine : 35 714 €	Produits tarifaires issus du grand public / individuels payants : 0	Produits tarifaires issus des scolaires : 3 850 €	Produits tarifaires issus des clubs/associations : 31 864 €	Produits tarifaires issus des activités (cours, espace forme/bien-être etc.) : 0	Autres recettes d'exploitation non issues des personnes publiques : 0	Recettes d'exploitation: contributions, dotations ou subventions publiques : 0

OUTILS D'ANALYSE (2015)
Amplitude d'exploitation : 200 jours et 2000 heures d'ouverture par an
Distribution des créneaux d'utilisation de l'équipement : 0 % grand public-individuels ; 46,6 % scolaires ; 53,4 % clubs-associations ; 0 % activités (cours et autres). Indiquer également le taux de créneaux partagés : 0 %
Fréquentation /m2 de bassins (hors pataugeoires) : non communiqué
ETP hors activités annexes /m2 de bassins hors pataugeoires : 0,01
Charges moyennes de personnel par ETP : 45 960 €
Taux de couverture des charges d'exploitation par des recettes tarifaires, annexes ou accessoires : 21 %
Taux de couverture des charges d'exploitation par des dotations, participations ou contributions publiques : 0
Ticket moyen par entrée : non communiqué
Coût d'exploitation de la piscine à la charge de la collectivité par an : 133 236 €
Coût d'exploitation à la charge de la collectivité par entrée (ou coût social résiduel) : non calculé
Coût annuel total à la charge de la collectivité pour la piscine : non calculé car pas d'individualisation des dépenses d'investissement 2015 = 153 662 € pour toutes les piscines
Coût annuel total à la charge de la collectivité pour la piscine par entrée : non calculé

RETOUR OJ

DESCRIPTIF GENERAL du centre nautique de l'Ile Napoléon (2015)									
Centre nautique de l'Ile Napoléon, construction en 2003							Adresse : Rixheim - Habsheim		
L'équipement est accessible en transport en commun		Piscine mixte				Mode de gestion : régie directe			
Equipements intérieurs									
Nombre de bassins ludiques : 1 bassin de superficie 195 m2									
Nombre de bassins mixtes : 0									
Nombre de bassins sportifs de natation : 1 bassin de 25 m x 15 m de superficie 375 m2									
Nombre de fosses de plongée : 0									
Nombre de fosses de plongeon : 0									
Sous-total : surface totale des bassins intérieurs hors pataugeoires, 570 m²									
Nombre de pataugeoires : 1 pataugeoire de superficie 45 m2									
Nombre de toboggans/pentagliss (hors équipements jeunes enfants) : 0									
Espace bien-être : 1 jacuzzi intérieur, 1 jacuzzi extérieur, 2 saunas, 1 hammam, 1 puits d'eau froide, 1 salle de repos, 1 salle cardio-training ; 200 m2									
Plages végétalisées : non									
Autres équipements : non									
Equipements extérieurs									
Nombre et nature des bassins : 1 bassin de superficie 354 m2, 1 fosse à toboggan de 40 m2, 1 pataugeoire de 40 m2									
Sous-total : surface totale des bassins extérieurs hors pataugeoires, 394 m²									
Surface totale des bassins intérieurs et extérieurs de l'équipement, hors pataugeoires, 964 m² :									
Surface hors œuvre nette :									
PERSONNEL en ETP (2015)									
Nombre total d'agents, en ETP : (j)=(a)+(b)+(c)+(d)+(e)+(f)+(g)+(h)+(i): 29,5	Directeur, en ETP (a) : 0,5	Chef de bassin, en ETP (b) : 2	MNS et autres agents chargés de la pédagogie et de la surveillance, en ETP (c) : 7,5	Agents chargés de l'entretien / maintenance, en ETP (d) : 10	Agents d'accueil/caisse/ vestiaires (en ETP) (e) : 2,5	Agents administratifs du pôle, en ETP (f) : 7	Agents chargés des activités annexes (forme, bien-être...), en ETP (g) : 0	Agents de sécurité/médiateurs, en ETP (h) : 0	Autres fonctions, en ETP (i) : 0

RETOUR OJ

FREQUENTATION ANNUELLE du centre nautique de l'Ile Napoléon (2015)					
Fréquentation totale (f)= (a)+(b)+c)+(d)+(e) : 159 091	Fréquentation grand public/individuels payante (a) :	Fréquentation scolaires (b) :	Fréquentation clubs / associations (c) :	Fréquentation activités (d) :	Fréquentation autre (e) :

DEPENSES ET RECETTES ANNUELLES D'EXPLOITATION TTC (2015)						
Charges totales d'exploitation : 1 269 592 €	Charges de personnel et frais assimilés : 687 957 €	Charges à caractère général et charges de gestion courante, saufs fluides : 93 664 €	Charges d'eau et d'énergie : 487 971 €	Charges financières et charges exceptionnelles : 0	Dotations aux amortissements et provisions : 0	
Produits totaux d'exploitation de la piscine : 663 918 €	Produits tarifaires issus du grand public / individuels payants : 420 556 €	Produits tarifaires issus des scolaires : 5 014 €	Produits tarifaires issus des clubs/associations : 5 488 €	Produits tarifaires issus des activités (cours, espace forme/bien-être etc.) : 217 941 €	Autres recettes d'exploitation non issues des personnes publiques : 14 919 €	Recettes d'exploitation: contributions, dotations ou subventions d'exploitation publiques : 0

OUTILS D'ANALYSE (2015)
Amplitude d'exploitation : 345 jours et 3 390 heures d'ouverture par an
Distribution des créneaux d'utilisation de l'équipement : 40,5 % grand public-individuels ; 12 % scolaires ; 7 % clubs-associations ; 40,5 % activités (cours et autres). Les créneaux partagés concernent l'accueil du grand public et les cours de natation et d'aquagym
Fréquentation /m2 de bassins (hors pataugeoires) : 165 entrées et passages
ETP hors activités annexes /m2 de bassins hors pataugeoires : 0,03
Charges moyennes de personnel par ETP : 23 320,6 €
Taux de couverture des charges d'exploitation par des recettes tarifaires, annexes ou accessoires : 52 %
Taux de couverture des charges d'exploitation par des dotations, participations ou contributions publiques : 0
Ticket moyen par entrée : 4,08 €
Coût d'exploitation de la piscine à la charge de la collectivité par an : 605 674 €
Coût d'exploitation à la charge de la collectivité par entrée (ou coût social résiduel) : 3,81 €
Coût annuel total à la charge de la collectivité pour la piscine : non calculé car pas d'individualisation des dépenses d'investissement 2015 = 153 662 € pour toutes les piscines
Coût annuel total à la charge de la collectivité pour la piscine par entrée : non calculé

RETOUR OJ

DESCRIPTIF GENERAL de la piscine d'Ungersheim (2015)									
Piscine d'Ungersheim, construction en 1978							Adresse : Ungersheim		
L'équipement est accessible en transport en commun		Piscine couverte			Mode de gestion : régie directe				
Equipements intérieurs									
Nombre de bassins ludiques/d'apprentissage/d'activités : 0									
Nombre de bassins mixtes : 0									
Nombre de bassins sportifs de natation : 1 bassin 25 m x 10 m de superficie 250 m2									
Nombre de fosses de plongée : 0									
Nombre de fosses de plongeon : 0									
Sous-total : surface totale des bassins intérieurs hors pataugeoires, 250 m²									
Nombre de pataugeoires : 0									
Nombre de toboggans/pentagliss (hors équipements jeunes enfants) : 0									
Espace bien-être : non									
Plages végétalisées : non									
Autres équipements : non									
Equipements extérieurs									
Nombre et nature des bassins : 0									
Sous-total : surface totale des bassins extérieurs hors pataugeoires, 0 m²									
Surface totale des bassins intérieurs et extérieurs de l'équipement, hors pataugeoires, 250 m² :									
Surface hors œuvre nette :									
PERSONNEL en ETP (2015)									
Nombre total d'agents, en ETP : (j)=(a)+(b)+(c)+(d)+(e)+(f)+(g)+(h)+(i): 4	Directeur, en ETP (a) : mutualisé	Chef de bassin, en ETP (b) : 1	MNS et autres agents chargés de la pédagogie et de la surveillance, en ETP (c) : 0,5	Agents chargés de l'entretien / maintenance, en ETP (d) : 1	Agents d'accueil/caisse/ vestiaires (en ETP) (e) : 1,5	Agents administratifs, en ETP (f) : 0	Agents chargés des activités annexes (forme, bien-être...), en ETP (g) : 0	Agents de sécurité/médiateurs, en ETP (h) : 0	Autres fonctions (préciser), en ETP (i) :0

RETOUR OJ

FREQUENTATION ANNUELLE de la piscine d'Ungersheim (2015)						
Fréquentation totale (f)= (a)+(b)+c)+(d)+(e) : 39 819	Fréquentation grand public/individuels payante (a) :		Fréquentation scolaires (b) :	Fréquentation clubs / associations (c) :	Fréquentation activités (d) :	Fréquentation autre
DEPENSES ET RECETTES ANNUELLES D'EXPLOITATION TTC (2015)						
Charges totales d'exploitation : 269 929 €	Charges de personnel et frais assimilés : 140 884 €	Charges à caractère général et charges de gestion courante, saufs fluides : 101 414 €	Charges d'eau et d'énergie : 27 631 €	Charges financières et charges exceptionnelles : 0	Dotations aux amortissements et provisions : 0	
Produits totaux d'exploitation de la piscine : 63 237 €	Produits tarifaires issus du grand public / individuels payants : 5107 €	Produits tarifaires issus des scolaires : 7839 €	Produits tarifaires issus des clubs/associations : 17 879 €	Produits tarifaires issus des activités (cours, espace forme/bien-être etc.) : 13 866 €	Autres recettes d'exploitation non issues des personnes publiques (remb.) : 18 546 €	Recettes d'exploitation: contributions, dotations ou subventions d'exploitation publiques : 0

OUTILS D'ANALYSE (2015)
Amplitude d'exploitation : 240 jours et 3120 heures d'ouverture par an
Distribution des créneaux d'utilisation de l'équipement : 16 % grand public-individuels ; 27 % scolaires ; 46 % clubs-associations ; 8 % activités (cours et autres). Indiquer également le taux de créneaux partagés : 3 %.
Fréquentation /m2 de bassins (hors pataugeoires) : 159 entrées et passages
ETP hors activités annexes /m2 de bassins hors pataugeoires : 0,02
Charges moyennes de personnel par ETP : 67 482 €
Taux de couverture des charges d'exploitation par des recettes tarifaires, annexes ou accessoires : 23 %
Taux de couverture des charges d'exploitation par des dotations, participations ou contributions publiques : 0
Ticket moyen par entrée : 1,87 €
Coût d'exploitation de la piscine à la charge de la collectivité par an : 206 692 €
Coût d'exploitation à la charge de la collectivité par entrée (ou coût social résiduel) : 5,19 €
Coût annuel total à la charge de la collectivité pour la piscine : non calculé car pas d'individualisation des dépenses d'investissement 2015 = 153 662 € pour toutes les piscines
Coût annuel total à la charge de la collectivité pour la piscine par entrée : non calculé

RETOUR OJ

DESCRIPTIF GENERAL du centre d'entraînement et de formation à la natation de haut niveau (2015)									
CEFNHN, construction en 2011							Adresse : Mulhouse		
L'équipement est accessible en transport en commun		Piscine mixte				Mode de gestion : mise à disposition Mulhouse Olympic Natation			
Equipements intérieurs									
Nombre de bassins d'apprentissage : 1 bassin de 12,5 m x 8 m de superficie 100 m2									
Nombre de bassins mixtes : 0									
Nombre de bassins sportifs de natation : 0									
Nombre de fosses de plongée : 0									
Nombre de fosses de plongeon : 0									
Sous-total : surface totale des bassins intérieurs hors pataugeoires 100 m²									
Nombre de pataugeoires : 0									
Nombre de toboggans/pentagliss : 0									
Espace bien-être : 2 jacuzzis, 1 salle de musculation /cardio-training, qui relèvent du même ensemble immobilier et du même gestionnaire									
Plages végétalisées : non									
Autres équipements :									
Equipements extérieurs									
Nombre et nature des bassins : 1 bassin de 50 m x 25 m de superficie 1250 m2									
Sous-total : surface totale des bassins extérieurs hors pataugeoires, 1 250 m²									
Surface totale des bassins intérieurs et extérieurs de l'équipement, hors pataugeoires, 1 350 m²									
Surface hors œuvre nette :									
PERSONNEL en ETP à charge de Mulhouse Alsace Agglomération (2015) – données du MON non disponibles (hors champ du contrôle)									
Nombre total d'agents, en ETP : (j)=(a)+(b)+(c)+(d)+(e)+(f)+(g)+(h)+(i): 0	Directeur, en ETP (a) : 0	Chef de bassin, en ETP (b) : 0	MNS et autres agents chargés de la pédagogie et de la surveillance, en ETP (c) : 0	Agents chargés de l'entretien / maintenance, en ETP (d) : 0	Agents d'accueil/caisse/ vestiaires (en ETP) (e) : 0	Agents administratifs, en ETP (f) : 0	Agents chargés des activités annexes (forme, bien-être...), en ETP (g) : 0	Agents de sécurité/médiateurs, en ETP (h) : 0	Autres fonctions (préciser), en ETP (i) : 0

RETOUR OJ

FREQUENTATION ANNUELLE EQUIPEMENT du centre d'entraînement et de formation à la natation de haut niveau (2015)						
Fréquentation totale (f)= (a)+(b)+c)+(d)+(e) : 453 742	Fréquentation individuels payante (a) : 423 312	Fréquentation scolaires (b) : 0	Fréquentation clubs / associations (c) : 5 894		Fréquentation activités (d) :	Fréquentation autre gratuite (e) : 24 820
DEPENSES ET RECETTES ANNUELLES D'EXPLOITATION TTC pour Mulhouse Alsace Agglomération (2015)						
Charges totales d'exploitation : 597 095 €	Charges de personnel et frais assimilés : 0	Charges à caractère général et charges de gestion courante, saufs fluides : 304 842 €	Charges d'eau et d'énergie : 292 253 €	Charges financières et charges exceptionnelles : 0	Dotations aux amortissements et provisions : 0	
Produits totaux d'exploitation de la piscine : 329 984 €	Produits tarifaires issus d'individuels payants : 0	Produits tarifaires issus des scolaires : 0	Produits tarifaires issus des clubs/associations : 0	Produits tarifaires issus des activités (cours, espace forme/bien-être etc.) : 0	Autres recettes d'exploitation non issues des personnes publiques (remb. suite à mise à disposition) : 329 984 €	Recettes d'exploitation: contributions, dotations ou subventions d'exploitation publiques : 0
DEPENSES ET RECETTES ANNUELLES D'EXPLOITATION TTC de l'association Mulhouse Olympic Natation fournies à m2A (2015)						
Charges totales d'exploitation : 1 218 083 €	Charges de personnel et frais assimilés : 285 792 €	Charges à caractère général et charges de gestion courante, saufs fluides : 882 807 €	Charges d'eau et d'énergie : 0 €	Charges financières et charges exceptionnelles : 19 725 €	Dotations aux amortissements et provisions : 29 759 €	
Produits totaux d'exploitation de la piscine : 1 440 140 € (NB : ces données diffèrent significativement de celles portées aux comptes annuels dont l'exercice court du 1er octobre N-1 au 30 septembre N).	Produits tarifaires issus d'individuels payants : 598 275 €	Produits tarifaires issus des scolaires : 0	Produits tarifaires issus des clubs/associations :	Produits tarifaires issus des activités (cours, espace forme/bien-être etc.) :	Autres recettes d'exploitation non issues des personnes publiques : 177 161 €	Recettes d'exploitation : contributions, dotations ou subventions d'exploitation publiques : 664 704 €

RETOUR OJ

OUTILS D'ANALYSE (2015)
Amplitude d'exploitation : 351 jours et 3 400 heures d'ouverture par an
Distribution des créneaux d'utilisation de l'équipement : 34,4 % individuels ; 0 % scolaires ; 32,4 % clubs-associations ; 33,2 % activités (cours et autres). Les créneaux partagés concernent les sportifs licenciés de toutes catégories et les membres du Mulhouse Olympic Natation.
Fréquentation /m2 de bassins (hors pataugeoires) : 336,1 entrées et passages
ETP hors activités annexes /m2 de bassins hors pataugeoires : non calculé car ETP non communiqué.
Charges moyennes de personnel par ETP : non calculé
Taux de couverture des charges d'exploitation de l'association MON par des recettes tarifaires, annexes ou accessoires : 63,7 %
Taux de couverture des charges d'exploitation par des dotations, participations ou contributions publiques : 54,6 %
Ticket moyen par entrée : 3,17 €
Coût d'exploitation de la piscine à la charge de la collectivité par an : 267 111 €
Coût d'exploitation à la charge de la collectivité par entrée (ou coût social résiduel) : 0,59 €
Coût annuel total à la charge de la collectivité pour la piscine : non calculé car pas d'individualisation des dépenses d'investissement 2015 = 153 662 € pour toutes les piscines
Coût annuel total à la charge de la collectivité pour la piscine par entrée : non calculé

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-582C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

73 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

TRANSFERTS ET CREATIONS DE CREDITS (050/7.1.2/582 C)

Pour permettre aux services communautaires de poursuivre leurs activités, il convient de procéder aux créations et transferts de crédits suivants :

A/ BUDGET GENERAL

Dépenses de fonctionnement

chapitre 011 / compte 60632 / fonction 413 / ligne de crédit 22563 -1 401.00 €
service gestionnaire et utilisateur 43012
"Aquarhin fournitures petit équipement"

chapitre 67/ compte 673 / fonction 413 / ligne de crédit 23983 1 401.00 €
service gestionnaire et utilisateur 43012
"Titres annulés sur exercice antérieur"

chapitre 011/ compte 60612 / fonction 413 / ligne de crédit 22560 -4 311.00 €
service gestionnaire et utilisateur 43012
"Aquarhin énergie"

chapitre 67/ compte 6711 / fonction 413 / ligne de crédit 23979 4 311.00 €
service gestionnaire et utilisateur 43012
"Charges exceptionnelles intérêts moratoires pénalités sur marchés"

chapitre 65/ compte 6574 / fonction 110 / ligne de crédit 5688 -5 000.00 €
service gestionnaire et utilisateur 313
"Appel à projets Parentalité citoyenneté"

RETOUR OJ

chapitre 011/ compte 611/ fonction 110 / ligne de crédit 23944 service gestionnaire et utilisateur 313 "Prestations de services"	5 000.00 €
chapitre 011/ compte 615221 / fonction 414 / ligne de crédit 19169 service gestionnaire et utilisateur 43011 "Divers travaux maintenance"	3 720.00 €
chapitre 011/ compte 6156 / fonction 413 / ligne de crédit 5555 service gestionnaire et utilisateur 4301 "Contrats maintenance"	-2 600.00 €
chapitre 65/ compte 6535 / fonction 413 / ligne de crédit 23997 service gestionnaire et utilisateur 4301 "Formation"	2 600.00 €
chapitre 65/ compte 65548 / fonction 812 / ligne de crédit 946 service gestionnaire et utilisateur 050 "Sivom traitement résidus urbains"	-800 000.00 €
chapitre 67/ compte 6711 / fonction 020 / ligne de crédit 24000 service gestionnaire et utilisateur 050 "Pénalités LGV EST jugement"	800 000.00 €
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**3 720.00 €**

Dépenses d'investissement

chapitre 23 / compte 2313 / fonction 213 / ligne de crédit 6880 service gestionnaire et utilisateur 4231 "Construction Périscolaire "	-13 377.00 €
chapitre 21 / compte 2184 / fonction 251 / ligne de crédit 23999 service gestionnaire et utilisateur 4231 "Mobilier périscolaire annuel"	13 377.00 €
chapitre 21/ compte 21318 / fonction 414 / ligne de crédit 19041 service gestionnaire et utilisateur 215 "Programme modernisation zoo"	-3 000.00 €
chapitre 20/ compte 2031 / fonction 414 / ligne de crédit 21456 service gestionnaire et utilisateur 215 "MP études parking visiteurs"	3 000.00 €
chapitre 21/ compte 21318 / fonction 414 / ligne de crédit 12443 service gestionnaire et utilisateur 215 "Travaux divers bâtiments "	-19 200.00 €
chapitre 20/ compte 205 / fonction 414 / ligne de crédit 23998 service gestionnaire et utilisateur 215 "Ventes en ligne "	19 200.00 €

RETOUR OJ

chapitre 454100104/ compte 4541 / fonction 70 / ligne de crédit 23994 — 32 000.00 €
service gestionnaire et utilisateur 326
"PIG 2 Conseil départemental avances crédits rénovation "

TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT — **32 000.00 €**

Dépenses d'ordre d'investissement

chapitre 041 / compte 16878 / fonction 020 / ligne de crédit 22782 — 39 000.00 €
service gestionnaire et utilisateur 050
"Régul versement CAF CCPFRS"

TOTAL DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT — **39 000.00 €**

TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT — **71 000.00 €**

Recettes de fonctionnement

chapitre 77 / compte 7788 / fonction 414 / ligne de crédit 21479 — 3 720.00 €
service gestionnaire et utilisateur 43011
"Produits exceptionnels"

TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT — **3 720.00 €**

Recettes d'investissement

chapitre 454200104 / compte 4542 / fonction 70/ ligne de crédit 23995 — 32 000.00 €
service gestionnaire et utilisateur 326
"PIG 2 Conseil départemental remboursement crédit rénovation"

TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT — **32 000.00 €**

Recettes d'ordre d'investissement

chapitre 041 / compte 1328 / fonction 020 / ligne de crédit 22783 — 39 000.00 €
service gestionnaire et utilisateur 050
"Régul versement CAF CCPFRS"

TOTAL RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT — **39 000.00 €**

RETOUR OJ

TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT **71 000.00 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération approuve les créations et transferts de crédits proposés.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-581C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

73 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

DELIBERATION FIXANT LES PLAFONDS DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS LIES A LA MISE EN ŒUVRE DU COMPTE PERSONNEL DE FORMATION (CPF) *(2211/7.6/581 C)*

L'ordonnance n°2017-53 du 19 janvier 2017 a introduit de nouvelles dispositions dans la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 visant à renforcer les droits à la formation de l'ensemble des agents publics (fonctionnaires et contractuels) et créé un droit à l'accompagnement individualisé.

Les agents peuvent mettre en œuvre un projet d'évolution professionnelle, de qualification pour les moins diplômés et de reconversion en cas de prévention d'une inaptitude physique, par l'utilisation des droits inscrits sur un Compte Personnel d'Activité (CPA).
Celui-ci est composé de deux comptes : le Compte Personnel de Formation (1) et le Compte d'Engagement Citoyen (2).

1/ **Le Compte Personnel de Formation (CPF) :**
Le CPF, se substitue au Droit Individuel de Formation, et est alimenté de 24 heures par an jusqu'à l'acquisition d'un crédit de 120 heures puis de 12 heures par an jusqu'à un plafond de 150 heures.

Pour les agents de catégorie C qui n'ont pas de diplôme de niveau V, il est alimenté de 48 heures par an jusqu'à un plafond de 400 heures.
En cas d'utilisation du compte pour prévenir une inaptitude physique, les agents pourront bénéficier d'un crédit maximal de 150 heures supplémentaires, sur avis du médecin de prévention en fonction des besoins.

Le CPF peut être mobilisé pour toute action de formation, hors celles relatives à l'adaptation aux fonctions exercées, à savoir :

RETOUR OJ

- d'accompagnement ou de bilan de compétences visant à prévenir une situation d'inaptitude à l'exercice des fonctions
- des mesures d'accompagnement à la VAE
- de préparation aux concours et examens.

Ces formations sont considérées comme étant prioritaires par rapport aux autres demandes éligibles mais cela ne signifie en rien que l'employeur est dans l'obligation de les accepter.

L'utilisation du CPF peut se combiner avec le congé de formation professionnelle, le congé pour validation des acquis de l'expérience et le congé pour bilan de compétences.

Cas particulier : les formations relevant du socle de compétences et de connaissances (CLEA) définies par le décret 2015-172 du 13.02.2015 revêtent un caractère obligatoire pour l'employeur.
Le bénéfice en est accordé de droit aux agents qui en font la demande, seul un report d'un an pour nécessités de service est possible.

2/ Le Compte d'Engagement Citoyen (CEC) :
Le CEC vise à favoriser et reconnaitre les activités bénévoles, de volontariat ou de maître d'apprentissage. Les heures inscrites sur ce compte (20 heures par an dans la limite de 60 heures) permettent l'acquisition des compétences nécessaires à une activité citoyenne ou pour compléter les heures du CPF.

3/ Modalités de prise en charge des frais du CPF :
Le décret du 6 mai 2017 fixe les conditions et modalités d'utilisation du CPF et prévoit notamment que les frais pédagogiques qui se rattachent à la formation suivie sont pris en charge par l'employeur public. Cependant, la prise en charge des frais peut faire l'objet de plafonds déterminés par délibération de l'organe délibérant de la collectivité. L'employeur peut également prendre en charge les frais annexes.

Le Président propose aux membres de l'assemblée lorsque l'autorité territoriale valide la demande de formation :

1/ de limiter la prise en charge des frais pédagogiques, se rattachant à la formation suivie au titre du CPF, en appliquant les plafonds suivants :
- ✓ 50 % maximum pour les bilans de compétences
- ✓ participation de 1000 € maximum pour la Validation des acquis de l'Expérience (VAE)
- ✓ participation maximum de 100 % pour les coûts de formation inférieurs ou égaux à 1000 €
- ✓ participation maximum de 50 % pour les coûts de formation compris entre 1000 € et 5000 €
- ✓ participation maximum de 30 % pour les coûts de formation au-delà de 5000 €

lorsque l'autorité territoriale valide la demande de formation.

2/ de ne pas prendre en charge les frais annexes

3/ d'adopter le règlement interne relatif aux formations relevant du Compte Personnel de formation (CPF) approuvé par le Comité Technique du 22 juin 2018 ci-joint.

Les crédits correspondants seront proposés au budget primitif 2019 :
Chapitre 011 –compte 6184- fonction 020
Service gestionnaire et utilisateur 221
Ligne de crédit n°5188 (m2A) « versements à des organismes de formation »

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve ces propositions
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : 1

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

Mulhouse

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ATTRACTIVITE, RESSOURCES
HUMAINES ET MOYENS
- - -
Recrutement et Parcours professionnels

REGLEMENT INTERNE RELATIF AUX FORMATIONS RELEVANT DU COMPTE PERSONNEL DE FORMATION (CPF)

Approuvé par le Comité Technique du 22 juin 2018

INTRODUCTION

Le présent document précise les règles internes applicables aux demandes de formation relevant du Compte Personnel de Formation présentées par les agents de la collectivité.
Ces règles concernent les agents de la Ville de Mulhouse, qu'ils soient titulaires, stagiaires ou contractuels (CDI, CDD). Les vacataires et les agents relevant du droit privé (Apprentis, Contrats aidés…) relèvent des dispositions spécifiques détaillées en fiche n°11.
Des fiches techniques détaillent les différents aspects de la question (priorisation des demandes, pièces constitutives, modalités d'examen des demandes, prise en charge financière, etc).
Les textes régissant le dispositif prévoient et nécessitent que les collectivités territoriales délibèrent dans le but de préciser les modalités d'application du CPF.
En effet, le décret 2017-928 créant le CPF à compter du 1er janvier 2017 n'était pas suffisamment détaillé pour en permettre une application immédiate. La parution tardive des décrets et circulaires d'application au courant de l'année 2017 a empêché une mise en place plus rapide du dispositif et n'a pas éclairci certaines zones d'ombre. Seule l'adoption par voie de délibération par chaque collectivité de son propre règlement peut permettre d'en préciser les contours.

L'ouverture mi-2018 du site internet *moncompteactivité.gouv.fr* rubrique «agents publics» par la Caisse des Dépôts et Consignations ne contribue pas à assurer plus de visibilité aux employeurs publics.

Dans ces conditions, une adaptation de nos pratiques en fonction des retours d'expériences des prochains mois semble inévitable et le présent règlement sera dans ce cas modifié en conséquence.

RETOUR OJ

Table des matières

- FICHE 1 - DEFINITION ET CALCUL DES DROITS DU CPF 3
- FICHE 2 - LE PORTAIL moncompteactivite.gouv.fr 4
- FICHE 3 - LES FORMATIONS CONCERNEES 5
- FICHE 4 - PRISE EN COMPTE DU TEMPS DE FORMATION 6
- FICHE 5 - LA PRISE EN CHARGE FINANCIERE 7
- FICHE 6 - PIECES CONSTITUTIVES DE LA DEMANDE 8
- FICHE 7 - PERIODE ET MODALITES D'EXAMEN 9
- FICHE 8 - DROITS SUPPLEMENTAIRES ET DROITS PAR ANTICPATION 11
- FICHE 9 - RECOURS 12
- FICHE 10 - INTERRUPTION DE LA FORMATION 13
- FICHE 11 - BENEFICIAIRES DE L'ARE 14
- FICHE 12 - AGENTS VACATAIRES ET DE DROIT PRIVE 15
- FICHE 13 - LE COMPTE D'ENGAGEMENT CITOYEN (CEC) 16

RETOUR OJ

- FICHE 1 - **DEFINITION ET CALCUL DES DROITS DU CPF**

Le décret n°2017-928 a mis fin à l'existence du Droit Individuel à la Formation (DIF) pour le remplacer par le Compte Personnel d'Activité (CPA) à l'instar de la réforme menée précédemment pour les salariés du secteur privé. Le crédit d'heures figurant dans le CPF est d'ailleurs portable du secteur privé vers le secteur public et inversement.

Le CPA se compose du Compte Personnel de Formation (CPF) et du Compte d'Engagement Citoyen (CEC). Il s'applique à tous les agents publics, qu'ils soient titulaires ou contractuels.

Définition

Le CPF permet d'acquérir des droits à la formation sous forme de crédit d'heures que les agents pourront mobiliser à leur bénéfice afin de concrétiser leur projet d'évolution professionnelle.

Le calcul des droits

1) Agents à temps complet ou à temps partiel

Les droits sont générés par l'activité professionnelle à raison de 24 heures/an jusqu'à 120 heures puis 12 heures/an de 120 à 150 heures. L'activité à temps partiel est assimilée à du temps plein et génère donc les mêmes droits.

Exemple : un agent dispose de 110 heures sur son CPF au 1er janvier de l'année (n), il bénéficiera de 24 h au titre de l'année (n+1) (soit un total de 134 heures) et de 12 heures au titre de l'année n+2.

2) Agents à temps non complet (TNC)

Les droits des agents exerçant leur activité à temps non complet sont proratisés à hauteur de leur temps de travail

Exemple: un agent à 75% verra son CPF crédité de 18h par an.

3) Cas particuliers

Les droits sont majorés :

- pour les agents non diplômés de catégorie C, le CPF est crédité de 48 heures par an jusqu'à un maximum de 400 heures.
- pour les agents en voie d'inaptitude, sous condition (avis du médecin de prévention), un crédit d'heures supplémentaires de 150 heures vient en complément des droits acquis, sans préjudice des plafonds (150 ou 400 heures, selon le niveau de diplôme).
-

- FICHE 2 - **LE PORTAIL moncompteactivite.gouv.fr**

A compter du mois de juin 2018, le portail moncompteactivite.gouv.fr est activé pour les agents publics. Alimenté automatiquement par les déclarations sociales des employeurs, ce compte en ligne, géré par la Caisse des Dépôts et Consignations, permet à chaque agent de connaître le nombre d'heures de son CPF.

Il appartient à chaque agent de se rendre sur le site moncompteactivite.gouv.fr pour activer son compte personnel, compléter les informations relatives à sa situation personnelle et bien sûr prendre connaissance du nombre total d'heures de son CPF.

A ce jour, ce nombre résulte de l'addition des droits non utilisés au titre du DIF (au 31 décembre 2016) et des droits CPF générés à partir du 1er janvier2017.

Pour les agents non diplômés de catégorie C, le plafond des droits est automatiquement relevé à 400 heures au moment de l'activation du compte sur déclaration de l'intéressé.

- FICHE 3 - **LES FORMATIONS CONCERNEES**

1) Formations éligibles

L'utilisation du CPF concerne toute action de formation portant sur la mise en œuvre d'un projet d'évolution professionnelle, excluant donc les formations

- relatives à l'adaptation aux fonctions exercées,
- statutaires et obligatoires pour l'employeur (y compris celles rendues nécessaires par un reclassement)
- personnelles et hors projet d'évolution professionnel (loisirs).

2) Formations prioritaires

Parmi les formations éligibles, certaines sont considérées comme prioritaires par le législateur. Il s'agit en l'occurrence des formations :

- d'accompagnement ou de bilan de compétences visant à prévenir une situation d'inaptitude à l'exercice des fonctions
- des mesures d'accompagnement à la VAE
- de préparation aux concours et examens. Dans ce cas, la durée de la formation pourra excéder les droits détenus par l'agent demandeur dans son CPF. La validation restera conditionnée à l'appréciation de l'autorité hiérarchique.

Attention : l'employeur doit considérer ces formations comme étant prioritaires par rapport aux autres demandes éligibles mais cela ne signifie en rien que l'employeur est dans l'obligation de les accepter.

Cas particulier : les formations relevant du socle de compétences et de connaissances (CLEA) définies par le décret 2015-172 du 13.02.2015 revêtent un caractère obligatoire pour l'employeur.

Le bénéfice en est accordé de droit aux agents qui en font la demande, seul un report d'un an pour nécessités de service est possible.

Par ailleurs, l'agent peut solliciter, préalablement au dépôt d'une demande de formation, un accompagnement par un agent du Service des Ressources Humaines assurant le rôle de Conseiller en Evolution Professionnelle.

- FICHE 4 - **PRISE EN COMPTE DU TEMPS DE FORMATION**

Les formations effectuées dans le cadre du CPF ont lieu en priorité durant le temps de travail de l'agent mais pourront être réalisées partiellement durant son temps personnel (et sont donc non susceptibles de rémunération et/ou de récupération).

Si la formation a lieu durant le temps de travail, une journée de formation est considérée comme une journée travaillée, quel que soit le temps de travail théorique de l'agent et quel que soit le temps de trajet.

- FICHE 5 - **LA PRISE EN CHARGE FINANCIERE**

Les droits à formation contenus tant dans le CPF que dans le CEC ne s'appuient sur aucun financement autre que ceux décidés par l'employeur et la contribution éventuelle de l'agent. Il convient donc de privilégier autant que faire se peut, soit les formations organisées par le CNFPT, soit celles organisées en interne par la Collectivité, susceptibles de correspondre à la demande de l'agent.
A défaut, il incombe à la Collectivité de déterminer les modalités de prise en charge des frais pédagogiques.
Soucieux d'aider les agents qui le souhaitent à se former afin de pouvoir évoluer tout au long de leur vie professionnelle, la collectivité a fixé un barème de prise en charge **des frais pédagogiques** dans la limite des crédits alloués annuellement.

C'est ainsi que les plafonds suivants s'appliquent :

- 50% maximum pour les bilans de compétences
- participation de 1000 € maximum pour la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)
- Participation maximum de 100% pour les coûts de formation inférieurs ou égaux à 1000 € :
- Participation maximum de 50% pour les coûts de formation compris entre 1000 € et 5000 €
- Participation maximum de 30% pour les coûts de formation au-delà de 5000 €.

Exemple :

- *Pour une formation d'un coût de 6000 € le comité peut attribuer une prise en charge maximum de :*
- *- 1000 € au titre de la tranche de 0 à 1000 € (=100%)*
- *- 2000 € au titre la tranche de 1000 € à 5000 € (=50%)*
- *- 300 € au-delà de 5000 €* (=30%)
- *Donc pour une formation de 6000 €, la prise en charge maximale peut s'élever à 3300 € (1000 € + 2000 € + 300 €).*

Les frais annexes (déplacements, restauration, hébergement) sont à la charge de l'agent.

- FICHE 6 - **PIECES CONSTITUTIVES DE LA DEMANDE**

Les demandes de formation présentées au titre du CPF devront obligatoirement comprendre les pièces suivantes :

- courrier de motivation détaillant le projet professionnel
- formulaire en annexe téléchargeable sur intranet,
- descriptif de la formation
- devis
- calendrier ou détail de l'organisation dans le temps.

Le formulaire devra comporter le visa et l'avis de l'autorité hiérarchique de l'agent, en particulier si la formation souhaitée nécessite une décharge du temps de travail. Seuls les dossiers complets seront examinés par le comité en charge de l'examen des demandes.

La DRH s'assurera que le dossier comporte toutes les pièces obligatoires et précisera au comité si :

- la formation est éligible
- la formation est prioritaire

et donnera un avis sur la pertinence du projet professionnel.

- FICHE 7 - **PERIODE ET MODALITES D'EXAMEN**

1) Période d'examen

Les demandes seront instruites selon une périodicité annuelle. Les dossiers complets (voir fiche 6) devront être transmis à l'unité formation du service des ressources humaines entre le 1er février et le 30 avril de chaque année. Le comité examinera les dossiers fin mai et une réponse écrite sera adressée à l'agent fin juin.

Si toutefois l'enveloppe budgétaire dédiée au financement des actions de formation relevant du CPF n'est pas intégralement consommée à la suite des décisions prises par le comité en mai, celui-ci a la possibilité d'ouvrir une session complémentaire du 1er septembre au 31 octobre de la même année.

Cas particuliers :
Les demandes de formations gratuites (ex : préparations aux concours et examens organisées par le CNFPT) ou d'un coût inférieur à 250 € seront examinées une fois par mois par le DRH afin de permettre une plus grande souplesse.

2) Modalités d'examen

Les demandes seront examinées par un comité composé des membres suivants :

- le DRH ou son adjoint(e)
- le responsable de l'unité Recrutement et Parcours professionnels
- les agents de la DRH chargés de l'instruction des demandes
- le responsable de la paie si le demandeur est un bénéficiaire de l'ARE
- le responsable de la gestion des carrières s'il s'agit de la 3ème demande
- le médecin de prévention pour les demandes présentées dans le cadre de la prévention de l'inaptitude.

La décision est prise par le DRH (ou son adjoint(e)) après exposé du dossier par l'agent chargé de l'instruction, suivi d'échanges au sein du comité. Un relevé de décisions sera rédigé à l'issue de chaque réunion du comité et transmis aux membres de la Commission Formation.

Cas particuliers

- Les formations relevant du socle de connaissances et de compétences professionnelles présentées par des agents non diplômés de catégorie C ne peuvent être refusées. Pour nécessités de service, elles peuvent être reportées à l'année suivante.
- Lorsque le comité envisage d'opposer un 3ème refus successif à la même demande de formation présentée par un agent, il devra transmettre le dossier à la CAP compétente pour avis.

Information des demandeurs

- En cas d'accord, un document écrit récapitulant les engagements (financiers…) de la collectivité et de l'agent demandeur sera proposé à la signature des 2 parties.

- En cas de refus, il doit être motivé et signifié par écrit à l'agent demandeur dans un délai de 2 mois à compter de la date d'examen par le comité. Dans cette hypothèse, l'agent peut solliciter le Conseiller en Evolution Professionnelle pour l'aider à rechercher des alternatives à son projet initial.

- FICHE 8 - **DROITS SUPPLEMENTAIRES ET DROITS PAR ANTICPATION**

Il convient de distinguer le cas des formations payantes et celui des formations gratuites :

1) Les formations payantes

La réglementation a prévu 2 situations dans lesquelles les droits CPF mobilisables peuvent être augmentés :

- Lorsque la formation demandée est en lien avec un risque d'inaptitude au poste : dans ce cas et sur avis du médecin de prévention, les droits CPF peuvent être abondés d'un maximum de 150 heures.
- En utilisant l'anticipation. En effet, Lorsque la durée de la formation est supérieure aux droits acquis au titre du CPF, l'agent concerné peut, avec l'accord de son employeur, consommer par anticipation des droits non encore acquis, dans la limite des droits qu'il est susceptible d'acquérir au cours des deux années civiles qui suivent celle au cours de laquelle il présente la demande.

2) Les formations gratuites (préparations aux concours et examens)

- Si l'employeur valide une demande de formation gratuite, le volume horaire de cette dernière pourra excéder les droits détenus par l'agent au titre du CPF. Dans ce cas, la validation restera conditionnée à l'appréciation de l'autorité hiérarchique.

Exemples d'utilisation des droits par anticipation :

- Un agent dispose de 40 heures sur son CPF au 1er janvier de l'année (n), il peut solliciter l'utilisation par anticipation de 24 heures au titre de l'année (n+1) + 24 heures au titre de l'année (n+2) soit un total de 88 heures.

- Un agent dispose de 120 heures sur son CPF au 1er janvier l'année (n), il peut solliciter l'utilisation par anticipation de 12 heures au titre de l'année (n+1) + 12 heures au titre de l'année (n+2) soit un total de 144 heures.

- Un agent dispose de 130 heures sur son CPF au 1er janvier l'année (n), il peut solliciter l'utilisation par anticipation de 12 heures au titre de l'année (n+1) + 8 heures au titre de l'année (n+2) soit un total de 150 heures (plafond de 150 heures).

- *Un agent de catégorie C sans diplôme dispose de 100 heures sur son CPF au 1er janvier de l'année (n), il peut solliciter l'utilisation par anticipation de 48 heures au titre au titre de l'année (n+1) + 48 heures au titre de l'année (n+2).*

- FICHE 9 - **RECOURS**

L'agent qu'il soit titulaire ou contractuel peut contester toute décision de refus en sollicitant l'avis de la CAP compétente dès le 1er refus.

RETOUR OJ

- FICHE 10 - **INTERRUPTION DE LA FORMATION**

Dans l'hypothèse où un agent abandonne sa formation sans motif valable, il devra rembourser les frais engagés par la collectivité à son bénéfice.
Les abandons avec motifs légitimes :

- Le départ de la collectivité (dans le cas d'une mutation dans une autre collectivité où le remboursement sera demandé au nouvel employeur)
- Ceux pour raison de service
- Ceux pour raison de santé
- Ceux pour événement familial grave
- …

- FICHE 11 - **BENEFICIAIRES DE L'ARE**

Les anciens agents bénéficiant du versement de l'Allocation de Retour à l'Emploi par la collectivité peuvent présenter un dossier de prise en charge d'une formation auprès de la Collectivité dans les mêmes conditions que les agents en activité à quelques exceptions près :

- une demande qui a pour but d'aider à retrouver un emploi, peut être déposée tout moment, sans respecter les dates habituelles
- La demande sera soumise directement au DRH, sans réunion du comité d'examen.
- En cas de refus, l'intéressé pourra uniquement adresser un recours gracieux à l'autorité territoriale.

- FICHE 12 - **AGENTS VACATAIRES ET DE DROIT PRIVE**

Le décret 2017-928 introduisant le CPF dans la fonction publique détaille les dispositions applicables aux fonctionnaires (titulaires et stagiaires) et aux contractuels de droit public.

1) **Les salariés de droit privé** (emplois d'avenir, contrats uniques d'insertion, adultes-relais…)

Le CPF a été institué pour les salariés de droit privé par la loi 2014-288 et son application précisée par les décrets 2014-1119 et 2014-1120.
Les règles relatives au calcul des droits sont identiques (24 heures par an dans la limite de 150 heures) à celle de la fonction publique.
L'abondement des droits CPF par anticipation est possible dans les mêmes conditions.

Les formations éligibles sont celles permettant notamment :

- d'acquérir une qualification (diplôme, titre professionnel, etc.),
- ou d'acquérir le socle de connaissances et de compétences,
- ou d'être accompagné pour la validation des acquis de l'expérience (VAE),
- ou de réaliser un bilan de compétences,
- ou de créer ou reprendre une entreprise.

En l'absence d'organisme paritaire collecteur, le financement des actions de formation relevant du CPF incombe totalement à l'employeur.

La demande présentée par un salarié de droit privé comprendra les mêmes pièces que celles détaillées dans la fiche n°6.

Cependant, compte tenu de la durée souvent courte des contrats concernés, les salariés de droit privé ne sont pas soumis aux périodes d'examen instituées pour les autres agents de la collectivité. Par conséquent, l'examen de ces demandes sera effectué par le DRH dès que possible.

L'information du demandeur sera faite par écrit dans les mêmes conditions que pour les agents publics de la collectivité.

2) **Les vacataires**

Les dispositions des différents textes réglementant le CPF s'appliquent explicitement aux fonctionnaires (stagiaires et titulaires) et contractuels de droit public. Les agents vacataires ne sont pas mentionnés

- FICHE 13 - **LE COMPTE D'ENGAGEMENT CITOYEN (CEC)**

1) Définition

Les droits du CEC sont générés par un engagement extraprofessionnel (responsabilité associative, sapeurs-pompiers volontaires…) et peuvent s'ajouter aux droits du CPF lorsque le projet de formation est en lien avec l'engagement extraprofessionnel.
La seule activité exercée au sein de la collectivité et ouvrant droit au CEC est celle de maître d'apprentissage.

2) Calcul des droits

Le CEC vient abonder le CPA à raison de 20 heures/an dans la limite de 60 heures.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-554C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

73 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

FIXATION DES RATIOS D'AVANCEMENT DE GRADE (2212/4.1.8/554C)

En application de l'article 49 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires applicables à la fonction publique territoriale, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer les taux d'avancement de grade applicables dans la collectivité et ce après consultation du Comité Technique.

Les ratios d'avancement de grade sont appliqués au nombre d'agents remplissant les conditions pour prétendre au bénéfice d'un avancement de grade et permettent ainsi de déterminer le nombre maximal de fonctionnaires pouvant être nommés dans chaque grade d'avancement.

L'accès à l'échelon spécial répond à ces mêmes règles.

1) **Modification de ratios d'avancement de grade en catégorie B**

Compte tenu des règles d'avancement de grade en catégorie B, il est proposé de modifier les ratios actuellement appliqués dans la collectivité.

En effet, le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale a instauré des seuils pour l'avancement de grade dans les cadres d'emplois concernés.

Ce décret prévoit deux voies d'accès, par examen professionnel et au choix, qui sont obligatoires et liées.

En effet, il est obligatoire, lorsque plusieurs nominations sont possibles, de systématiquement prononcer des nominations au choix **ET** suite à réussite à l'examen professionnel.

RETOUR OJ

Ainsi, le nombre de nominations pouvant être prononcées par examen professionnel ou au choix ne peut être inférieur au quart du nombre total de nominations.

Cependant, ce seuil de nominations ne remplace pas le ratio d'avancement de grade mais s'applique après le calcul de ce ratio d'avancement.

Il ressort de ce dispositif que le nombre de nominations pouvant être prononcées dépend non seulement du ratio qui est appliqué mais également du nombre de réussites à l'examen professionnel.

Cette dernière condition plus contraignante est de nature à limiter sensiblement le nombre de nominations pouvant être prononcées.

C'est pourquoi il est proposé d'augmenter les ratios d'avancement de grade en catégorie B.

Après avoir recueilli l'avis du Comité Technique en séance du 22 juin 2018, il est donc proposé au Conseil d'Agglomération de déterminer les ratios d'avancement en catégorie B selon les modalités suivantes, étant précisé qu'une règle d'arrondi à l'entier supérieur sera appliquée :

FILIERES	CADRE D'EMPLOIS	GRADES	Nouveaux Ratios
Filière technique	Technicien	Technicien principal de 1ère classe	70 %
Filière technique	Technicien	Technicien principal 2ème classe	70 %
Filière administrative	Rédacteur	Rédacteur principal de 1ère classe	70 %
Filière administrative	Rédacteur	Rédacteur principal de 2ème classe	70 %
Filière culturelle	Assistant de Conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de Conservation Principal de 1ère classe	70 %
Filière culturelle	Assistant de Conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de Conservation Principal de 2ème classe	70 %
Filière culturelle	Assistant d'enseignement artistique	Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	70 %
Filière culturelle	Assistant d'enseignement artistique	Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	70 %
Filière sportive	Educateur territorial des Activités Physiques et Sportives	Educateur territorial des Activités Physiques et Sportives Principal de 1ère classe	70 %
Filière sportive	Educateur territorial des Activités Physiques et Sportives	Educateur territorial des Activités Physiques et Sportives Principal	70 %

RETOUR OJ

		2ème classe	
Filière sociale	Assistants territoriaux socio-éducatifs	Assistant territorial Socio Educatif principal	75 %
Filière sociale	Assistants territoriaux des éducateurs de jeunes enfants	Educateur territorial principal de jeunes enfants	70 %
Animation	Animateur	Animateur Principal 1ère classe	70 %
Animation	Animateur	Animateur Principal 2ème classe	70 %
Sécurité	Chef de service de police municipale	Chef de service de police municipale principal de 1ère classe	70 %
Sécurité	Chef de service de police municipale	Chef de service de police municipale principal de 2ème classe	70 %

2) <u>Fixation d'un ratio pour l'accès à l'échelon spécial du grade d'Administrateur général</u>

L'article 6 du décret n° 2017-556 du 14 avril 2017 portant modification des dispositions statutaires applicables aux administrateurs territoriaux, aux ingénieurs en chef territoriaux et aux emplois administratifs et techniques de direction des collectivités territoriales a créé un échelon spécial dans le grade d'Administrateur général.

Selon les dispositions de l'article 13 III du décret n°87-1097 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux, il apparaît que l'accès à cet échelon spécial est soumis à un ratio fixé par la collectivité.

Après avoir recueilli l'avis du Comité Technique en séance du 22 juin 2018, il est proposé au Conseil d'Agglomération de fixer ce ratio d'avancement à 50 %.
Une règle d'arrondi à l'entier supérieur sera appliquée.

Les crédits correspondants sont inscrits sur l'exercice 2018 « charges de personnel et frais assimilés » :

- Chapitre 012 / nature 64111

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve cette proposition
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

La délibération est adoptée à l’unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-584C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

73 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

CONVENTION DE PARTENARIAT 2018-2020 ENTRE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION, LA CHAMBRE DE METIERS D'ALSACE ET LA VILLE DE MULHOUSE (211/9.1/584C)

L'artisanat jouant un véritable rôle de pôle d'attractivité de l'agglomération, la Ville de Mulhouse, m2A et la Chambre des Métiers d'Alsace ont souhaité exprimer leur soutien à cette activité.

Au travers d'une convention de partenariat, elles se mobilisent pour développer l'artisanat du territoire en coordonnant leurs efforts pour accompagner les acteurs, échanger les informations et formaliser des actions, pour certaines déjà entreprises, et dont les résultats sont reconnus depuis plusieurs années.

La convention de partenariat, passée pour trois ans, présente un programme d'actions qui s'articule autour de trois axes d'intervention :

1) Faciliter les conditions d'installation des entreprises artisanales

- *Action 1-1 : Mieux connaître et observer l'artisanat local* en favorisant la connaissance partagée des entreprises et de leurs évolutions notamment via l'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne

- *Action 1-2 : Développer l'Office du Commerce et de l'Artisanat Mulhousien*, dont l'élément structurant principal est la présence des tous les acteurs dans une unité de lieu (associations de commerçants et d'artisans, CCI-SAM, …), et qui a vocation à accompagner, structurer et stimuler l'activité artisanale et commerçante de la ville

RETOUR OJ

- *Action 1-3 : Favoriser une offre foncière et immobilière dédiée à l'artisanat* pour accompagner l'artisan dans son installation ou l'évolution de ses besoins. C'est dans cet objectif que les dynamiques proposées par le site DMC/MOTOCO ou encore celle du « 48 » seront particulièrement soutenues.

2) Favoriser les nouvelles dynamiques économiques des artisans et des territoires

- *Action 2-1 : Agir pour la transition digitale des artisans* en densifiant les relations entre le monde artisanal et les enjeux du numérique au travers de conférences, de séquences de sensibilisation et d'échanges avec le Technopole de Mulhouse

- *Action 2-2 : Faciliter l'accès à la commande publique* en complément de la charte de la commande publique instaurée depuis 2015 par la Ville et m2A, en renforçant les moyens d'information et l'aide à la réponse

- *Action 2-3 : Agir pour l'évolution professionnelle des artisans et de leurs collaborateurs* via des actions visant à inciter les artisans à se former et à faire évoluer leurs pratiques

- *Action 2-4 : Agir pour l'éco-responsabilité des artisans :* vers une économie plus circulaire, la promotion de la réparation d'objets, l'incitation à mutualiser leurs moyens pour répondre aux projets de rénovations énergétiques des citoyens, la mobilisation autour de la démarche collective de prévention des déchets.

3) Promouvoir la richesse et la diversité de l'identité artisanale de l'agglomération mulhousienne

L'artisanat se distingue par ses valeurs, attachées à la culture du métier, son savoir-faire. Fragilisé par une concurrence qui cherche à s'en attribuer l'image, il importe de valoriser l'histoire et le savoir-faire artisanal et de le rendre plus lisible pour le grand public. L'artisanat sera ainsi associé au tourisme de découverte économique de l'agglomération et l'apport des artisans à l'animation urbaine et patrimoniale de Mulhouse sera valorisé.

Un état d'avancement du programme d'actions sera organisé a minima une fois par an pour engager de nouvelles actions ou ajuster celles en cours, en parallèle de la mise en place d'indicateurs.

RETOUR OJ

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve la convention de partenariat 2018-2020 entre m2A, la Chambre de Métiers d'Alsace et la Ville de Mulhouse,
- charge Monsieur le Président ou son représentant d'établir et de signer toutes les pièces nécessaires et notamment la convention ci-annexée.

PJ : 1 Convention

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Convention de partenariat 2018-2020 entre Mulhouse Alsace Agglomération, Ville de Mulhouse et La Chambre de Métiers d'Alsace

« L'ARTISAN GAGNE, LE TERRITOIRE PROGRESSE »

Entre,

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par son Président, Fabian JORDAN,

La Ville de Mulhouse, représentée par son Maire, Michèle LUTZ

Et,

La Chambre de Métiers d'Alsace, représentée par son Président, Bernard STALTER,

Préambule :

Près de la moitié des entreprises alimentaires de la région Mulhousienne (48%) et 40% de l'artisanat des services sont implantés à Mulhouse. De fait, l'artisanat mulhousien joue un rôle de pôle d'attractivité de l'agglomération.
Par cette convention d'une durée de 3 ans, m2A, la Ville de Mulhouse et la CMA s'engagent à œuvrer ensemble au développement de l'artisanat du territoire. Concrètement, il s'agit pour elles de coordonner leurs efforts pour accompagner efficacement les entreprises, d'échanger des informations et des données sur le secteur artisanal. En outre elle permet de formaliser le résultat de plusieurs années de collaboration dans divers champs.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre les parties en vue d'engager un programme d'actions en faveur du maintien et du développement de l'artisanat pour Mulhouse et sa communauté d'agglomération.

L'engagement des partenaires précités porte sur trois axes d'intervention :

- **Faciliter les conditions d'installation des entreprises artisanales**
- **Favoriser les nouvelles dynamiques économiques**
- **Promouvoir la richesse et la diversité de l'identité artisanale mulhousienne**

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur dès l'apposition de la signature des trois parties et ce pour une durée de 3 ans. A l'issue de cette période, en fonction des résultats obtenus, des actions qui resteront à conduire et de l'évolution des capacités d'interventions des signataires, une nouvelle convention pourra être conclue, dans la mesure d'une volonté partagée de poursuite des engagements initiaux.

RETOUR OJ

Article 3 : Programme d'actions engagées par les parties signataires :

Axe 1 : Faciliter les conditions d'installation des entreprises artisanales

Action 1-1 : Mieux connaître et observer l'artisanat local

En vue d'orchestrer au mieux ces axes de développement, la connaissance partagée des entreprises artisanales est indispensable. La poursuite de l'observation de l'artisanat via l'AURM (Agence d'urbanisme de la région mulhousienne) est un outil à conforter voire à renforcer.
Les missions de l'Agence (observer et anticiper les évolutions urbaines, accompagner les décideurs publics de l'aménagement et assurer une cohérence de l'action locale) ainsi que son mode de gouvernance impliquant des représentants de la ville de Mulhouse et de m2A en font l'opérateur le mieux adapté.
Une observation précise et circonstanciée des évolutions de l'artisanat permettra aux signataires d'adapter au mieux le contenu et le dimensionnement de leurs actions.

Action 1-2: Développer l'Office du Commerce et de l'Artisanat Mulhousien

Pour Mulhouse, l'existence d'un « Office du commerce et de l'artisanat » permettra d'élaborer et de mettre en œuvre les actions en faveur de l'artisanat communal dans un partenariat élargi (CMA, CCI, Ville, Vitrines de Mulhouse, Marché du canal couvert, associations de quartiers d'artisans commerçants…). La mise en place d'un magasin éphémère au rez-de-chaussée viendra compléter cet équipement et permettra aux marques d'être en contact direct avec leur cible et contribuera à la dimension événementielle du lieu.

Action 1-3 : Favoriser une offre foncière et immobilière dédiée à l'artisanat

Trouver un local, aménager son atelier, accroître ses surfaces de travail demeure toujours une difficulté dans une concurrence accrue pour le foncier et l'immobilier d'entreprise. Aujourd'hui, l'artisan a besoin d'être accompagné, orienté pour exercer au mieux son activité dans un cadre performant, attractif et compatible avec la rentabilité de son activité.
La présence d'entreprises artisanales dans les communes membres de m2A concourt à l'animation des territoires et constitue un réel facteur de leur vitalité. Les dynamiques du site DMC/MOTOCO ainsi que celles du « 48 », lieu collectif de soutien à la création et reprise d'entreprises seront particulièrement soutenu dans le cadre de ce partenariat.

Axe 2 : Favoriser les nouvelles dynamiques économiques des artisans et des territoires

L'artisan a toujours su s'adapter, innover dans ses produits ou services. L'ère numérique actuelle bouleverse nos certitudes et nos pratiques. De nouveaux artisans vont apparaître. Ils doivent pouvoir bénéficier de notre soutien afin de favoriser leur pérennité. La compétitivité et le développement de leurs entreprises passent notamment par l'intégration dans leur système de production de toutes les innovations existantes ou à venir, comme par le changement de pratiques organisationnelles. L'artisanat du futur n'est pas une formule mais une réalité, voire une nécessité qui doit être encouragée, accompagnée.
L'artisanat représente par ailleurs un réel vivier d'emplois directs et indirects (sources de revenus et de participation significative aux recettes fiscales locales) qui concourent également à la formation et l'insertion des jeunes.

RETOUR OJ

Action 2-1 : Agir pour la transition digitale des artisans

Dans le but de densifier les relations entre le monde artisanal et les enjeux du numérique et de l'innovation, les deux parties ont prévu d'une part l'organisation de conférences thématiques, de séquences de sensibilisation et d'information et d'autre part de renforcer les échanges avec le Technopole de Mulhouse.
Les chargés de mission dédiés au numérique de la CMA et de m2A organiseront ce partenariat spécifique.

Action 2-2 : Faciliter l'accès à la commande publique

L'accès à la commande publique, les projets d'aménagement et d'urbanisme du territoire sont aussi des leviers de développement importants pour de nombreux corps de métiers artisanaux. Dans le cadre notamment du Réseau Commande Publique, m2A et la CMA collaboreront pour informer les artisans sur les éléments fondamentaux des procédures de marchés publics pour les inciter à y répondre, leur en faciliter l'accès et les aider à se positionner sur ces marchés.

Par ailleurs, la Ville de Mulhouse et m2A se sont engagées depuis 2015 en se dotant d'une charte de la commande publique, à mettre en œuvre tout moyens selon le cadre règlementaire imparti à la commande publique, facilitant l'accès des PM à la commande publique.

Action 2-3 : Agir pour l'évolution professionnelle des artisans et de leurs collaborateurs

M2A a acquis depuis de nombreuses années une forte légitimité sur les questions d'anticipation des mutations économiques et sur la réflexion en matière de transition professionnelle.
C'est dans cette logique que les deux parties mettront en place des actions visant à inciter les artisans à se former et plus généralement à faire évoluer leurs pratiques.

Action 2-4 : Agir pour l'éco-responsabilité des artisans

M2A a été élue "territoire à énergie positive pour la croissance verte" par le ministère de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie.
Les deux parties s'associeront pour organiser des séquences de sensibilisation et de conseils pour :
- Inciter les artisans de la région mulhousienne à passer d'une économie linéaire à l'économie circulaire (conseil personnalisé « *TPE&PME, gagnantes à tous les coûts ».*
- les fédérer dans la démarche collective de prévention des déchets, en lien avec le Plan Local pour les Déchets,
- promouvoir la réparation d'objets auprès du public avec la marque REPAR'ACTEURS déclinée au travers de l'annuaire de la réparation de m2A,
- Inciter les artisans à mutualiser leurs moyens pour répondre aux projets de rénovations énergétiques des particuliers (groupements OKTAVE soutenus financièrement par la Région et l'ADEME).

Axe 3 : Promouvoir la richesse et la diversité de l'identité artisanale

L'artisanat souffre d'une image imprécise pour nos contemporains. Ses valeurs, attachées à la culture du métier, à la qualité et au respect de la relation client, sa présence discrète mais quotidienne et permanente, donnent pleine satisfaction aux consommateurs en recherche d'authenticité. Mais les

RETOUR OJ

singularités, les atouts du secteur des métiers sont aujourd'hui captés par une concurrence avide de se distinguer et de s'attribuer l'image d'une production artisanale.
Il importe ainsi de valoriser l'histoire et le savoir-faire artisanal qui contribuent à l'identité, à l'image d'une ville, et qui constituent un facteur certain d'attractivité résidentielle et économique.
Les deux parties prévoient d'une part d'associer l'artisanat au tourisme de découverte économique de l'agglomération et d'autre part de valoriser l'apport des artisans à l'animation urbaine et patrimoniale de Mulhouse

Article 4 : Résiliation

En cas de différends constatés, les parties conviennent de rechercher une solution amiable. A défaut d'accord la résiliation de la convention pourra être prononcée sans indemnité d'aucune part.

Article 5 : Communication

Pour tous les supports de communication qui s'inscriraient dans le cadre partenarial, les parties signataires s'engagent à valoriser leurs collaborations en y apposant leurs logos respectifs ainsi que ceux de leurs partenaires collaborant à la mise en œuvre des actions après concertation et décisions prises en commun.

Article 6 : Suivi de la convention

A minima sera organisé une fois par an, un état d'avancement du programme d'actions lors d'une rencontre bilan afin, le cas échéant, d'engager de nouvelles actions et/ou d'en corriger l'exécution.

Des indicateurs de suivi devront être mis en place et pourraient être : nombre d'entreprises bénéficiaires, nombre d'installations examinées en commun, nombre d'opérations de communication engagées…

Fait en trois exemplaires à Mulhouse, le

Pour la Chambre de Métiers d'Alsace	Pour la Ville de Mulhouse,	Pour Mulhouse Alsace Agglomération
Bernard STALTER Le Président	Michèle LUTZ Le Maire	Fabian JORDAN Le Président

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-550C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

71 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

AUTORISATION DE SIGNATURE DU PACTE OFFENSIVE CROISSANCE EMPLOI (POCE) (211/7.4/550C)

1) PRINCIPES DE LA CONVENTION

Les Pactes Offensive Croissance Emploi sont des outils de contractualisation créés par la Région Grand Est, déclinant à l'échelle des territoires, le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII).

Les objectifs des futurs POCE fixés par la Région sont les suivants :

- Etre au plus proche des territoires pour doper la compétitivité, l'attractivité économique, l'innovation et développer l'emploi
- Décliner les axes stratégiques du SRDEII en partenariat avec les territoires en prenant en compte leurs réalités, leurs spécificités et leur diversité
- Identifier et accompagner les projets économiques structurants décisifs de tous les territoires pour préparer l'avenir
- Créer de véritables synergies avec les territoires et assurer la complémentarité entre les actions de la Région et celles des EPCI, qui sont des partenaires privilégiés
- Assurer une coordination efficace entre la Région et les EPCI.

Il a été souhaité par la Région de favoriser la signature de ces contrats avec des groupements d'EPCI plutôt qu'avec des EPCI seuls, pour favoriser des dispositifs plus pertinents à l'échelle des bassins d'activité économique. Dans la mesure où les territoires arrivent à s'organiser collectivement, une bonification financière, en plus des dispositifs de droit commun mobilisés, sera prévue sur des dispositifs ad hoc du contrat POCE.

RETOUR OJ

C’est pourquoi m2A s’est associée avec 5 autres intercommunalités : la Communauté de Communes Sundgau, la Communauté de Communes Sud Alsace Largue, la Communauté de Communes de Thann-Cernay, la Communauté de Communes de la Vallée de Saint-Amarin et la Communauté de Communes de la Vallée de la Doller et du Soultzach).

2) CONTENU

Après avoir dressé un diagnostic, le document final de contractualisation POCE Sud Alsace joint à la présente délibération est structuré de la façon suivante :

Volet projets structurants

Ambition 1 : La compétitivité par l’innovation et l’accompagnement des transitions

Industrie du Futur
Numérique
Agriculture du Futur
Economies émergentes.

Ambition 2 : Attractivité et rayonnement international

Attractivité
Rayonnement international.

Ambition 3 : La performance et le développement économique local

Développement économique local
Performance et entrepreneuriat
Formation, orientation et recrutement.

Volet Aides directes

Volet Coordination et efficacité de l’action publique

Tableau de synthèse : actions proposées et appuis attendus.

3) ÉCHEANCES :

- délibérations conjointes de m2A et des autres collectivités concernées : septembre 2018
- mise en application progressive des dispositifs d’accompagnement contractualisés, à court et moyen terme en fonction des actions.

RETOUR OJ

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- autorise le Président ou son représentant à signer le POCE Sud Alsace et toutes les pièces contractuelles nécessaires.

P.J. : 1

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Pacte Offensif Compétitivité Emploi du Sud Alsace dans le cadre du Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII)

RETOUR OJ

Sommaire

Introduction

Une vision portée par le territoire sud Alsacien 4
Objectif général du POCE 5

Diagnostic

Présentation de l'organisation du territoire 7
Un territoire multipolaire 7
Un territoire qui ne peut se développer dans ses voisins 8
Un territoire d'interfaces 8

Equipements et infrastructures 9
Des infrastructures de mobilité performantes 9
Améliorer les infrastructures pour fluidifier les échanges transfrontaliers 10
Les ports, point d'ancrage rhénan du Sud Alsace 10
Des capacités foncières en question 11
Les capacités d'accueil des entreprises et créateurs 14
L'UHA : un maillon essentiel à l'économie du territoire 15

L'économie du Sud Alsace 16
Allier développement métropolitain et développement de l'industrie 16
Mulhouse : à la recherche d'un développement métropolitain 16
Thur-Doller : un territoire en mutation 17
Le Sundgau : des formes de fragilité spécifiques 18
La proximité : un enjeu transversal 18
Le Sud Alsace et le développement de l'entrepreneuriat 19
Une action tournée vers l'industrie du futur 19
Opérer une transition agricole et agroalimentaire 21
Prendre le chemin de la transition énergétique 21
Coordonner les politiques de développement touristique 21
Au plan socio-économique 22

Faiblesse des niveaux de formation 22
Se former pour accompagner les mutations 23

Tableau de synthèse 26

Volet projets structurants

Ambition 1 : La compétitivité par l'innovation et l'accompagnement des transitions 27

Programme : Industrie du futur 27
Action 1 : Création d'un centre technologique d'excellence 28
Action 2 : Institut trinational de recherche 28
Action 3 : Actions d'animation à l'industrie du futur 28

Programme : Numérique 29
Action 1 : Cluster numérique 29
Action 2 : KMo 29
Action 3 : Pôle Intelligence Artificielle dont Scientipôle 30
Action 4 : Premiers bons de commande 30
Action 5 : E-commerce Starter 30

Programme : Agriculture du futur 31
Action 1 : Appui au PIA TIGA 32

RETOUR OJ

Programme : Développer les économies émergentes 33
Action 1 : Soutenir l'écosystème émergent de DMC 34
Action 2 : Soutenir la politique de Reconversion des friches en zones rurales et de montagne 34
Action 3 : Soutien à l'industrie collaborative et à l'écologie industrielle 35
Action 4 : Déployer des filières énergétiques innovantes 36
Action 5 : Attirer des entreprises innovantes 37

Ambition 2 : Attractivité internationale 39

Programme : Attractivité économique 39
Action 1 : Engager une stratégie de marketing territorial 39
Action 2 : Soutenir les sites stratégiques d'intérêt régional 40
Action 3 : Développement d'une offre de grandes parcelles 41
Action 4 : Accompagner les activités économiques vectrices d'image 43

Programme : Attractivité touristique 43
Action 1 : Développer et soutenir le tourisme d'itinérance 43
Action 2 : Développer l'Espace éco-musée de Wesserling 44
Action 3 : Développer le potentiel des musées techniques du Sud Alsace 45

Programme : Rayonnement international et interégional 45
Action 1 : Salon tri-national Be 4.0 45
Action 2 : Affirmer l'image dans l'espace trinational 46
Action 3 : Amorcer les relations avec le Jura Suisse et le territoire de Belfort 46

Ambition 3 : La performance et le développement économique local 49

Programme : Développement économique local 49

Action 1 : Appui aux filières stratégiques 49
Action 2 : Redynamiser les centralités urbaines 50
Action 3 : Parcours numérique des très petites entreprises 51

Programme : Performance et l'entrepreneuriat 52
Action 1 : Soutenir l'esprit d'entreprendre et les talents 52
Action 2 : Favoriser la création-reprise d'entreprises 53
Action 3 : Soutenir l'entrepreneuriat étudiant 54

Programme : Formation, orientation et recrutement 55
Action 1 : Attractivité des métiers et nouveaux modes de recrutement 55
Action 2 : Création d'un Campus des métiers 56
Action 3 : Soutien au projet de Maison de l'industrie 57
Action 3 : Accroître l'attractivité pour les cadres 57

Volet Aides directes

Pays Thur-Doller 59
Communauté de communes du Sundgau 60

Volet Coordination et efficacité de l'action publique

Favoriser les collaborations opérationnelles 63
Gouvernance politique 63
Assurer la représentativité du Sud Alsace 64
Expérimenter des conventions en temps réel de projets 64
Guichet unique du réseau de développeurs économiques 65
Mettre en place un système d'information territorial 65

Tableau de synthèse : actions proposées et appuis attendus
Annexes

RETOUR OJ

Pacte Offensif Compétitivité Emploi dans le cadre du Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII)

Une vision portée par le territoire Sud Alsacien

Le Sud Alsace correspond à une réalité économique, sociale, culturelle et géographique. C'est également un Territoire qui partage les **mêmes enjeux** en termes :

- **de développement économique** local pour répondre aux besoins des entreprises quel que soit leur stade (De la microentreprise ou de la start-up, aux grand groupes, en passant par la PME) en termes de capacité d'accueil (foncière, immobilière), de services d'accompagnement, de financements. Et plus globalement d'accompagner le développement et le soutien des filières économiques du Sud Alsace, ce qui inclut le maintien des activités de proximité utiles à l'attractivité du territoire ;

- **de développement de l'innovation** sous toutes ses formes, qu'elle soit technologique ou non, qui permettra d'accompagner la transition de son tissu économique, la compétitivité de ses entreprises et le développement de filières émergentes ;

- **de développement des compétences** et des emplois. Il s'agit de répondre aux besoins de recrutement des entreprises dans un contexte de forte tension sur certains métiers, où il faut pouvoir agir ensemble et innover dans nos modèles de recrutement. Il s'agit également d'accompagner les évolutions métiers/compétences pour développer les emplois et éviter les décrochages massifs entre offre et demande ;

- **de liaison des espaces ruraux et urbains** maillant le territoire et développer de nouvelles synergies et concertations sur des projets structurants et innovants. Il est question de faire émerger le 1er think thank ECONOMIE - DEVELOPPEMENT à l'échelle du Sud Alsace et inventer une nouvelle forme de concertation et de réponses aux problématiques partagées du territoire ;

- **d'attractivité et de rayonnement** indispensables pour attirer d'une part les investissements extérieurs et, d'autre part, les compétences et leurs familles ;

- **d'adaptation aux transitions numériques, énergétiques et écologiques**

Pour répondre à ses enjeux, les EPCI du Sud Alsace conviennent de travailler à une échelle dépassant leur périmètre institutionnel, ce qui permettra de **répondre de manière plus efficiente** à leurs enjeux et projets. Ce travail sera mené sur des axes de travail déterminés. Il supposera la mise en place d'une gouvernance qui tiendra compte de la représentativité des territoires qui composent le Sud Alsace.

RETOUR OJ



Objectif général de POCE :

Le POCE Sud Alsace s'inscrit pleinement dans le SRDEII de la Région Grand Est selon une triple logique de **subsidiarité, d'effets-levier et de maillages inter-territoires** à l'échelle Sud Alsace et Grand Est.

A ce titre, nous pouvons principalement souligner :

- la parfaite cohérence de notre positionnement sur le thème de l'industrie du futur, de l'agriculture du futur, des projets centrés sur l'entrepreneuriat, l'innovation, le transfrontalier.
- Avec le souhait d'une écoute des territoires et la prise en compte des spécificités économiques de chacun d'eux.
- Enfin, le souhait de contractualiser avec la Région sur le volet de l'émergence de nouvelles activités et pratiques économiques, socialement responsables et durables.

RETOUR OJ

RETOUR OJ

Diagnostic

PRESENTATION DE L'ORGANISATION DU TERRITOIRE

Un territoire multipolaire au fondement d'un projet collectif

Le Sud Alsace bénéficie d'une situation spécifique, à la frontière de l'Allemagne et de la Suisse.

Il est composé de deux communautés d'agglomération : Mulhouse Alsace Agglomération regroupe 39 communes et 272 985habitants et Saint Louis agglomération qui regroupe 37 communes et 77647habitants). Ces deux agglomérations rayonnent largement au-delà de leur périmètre.

Le Sud Alsace se compose également de cinq Communautés de communes et de deux PETR:

Le PETR Pays Thur Doller qui comprend les communautés :

- De la vallée de Saint Amarin (15 communes, 12 547 habitants)
- De Thann-Cernay (16 communes, 37 845 habitants)
- De la vallée de la Doller et du Soultzbach (15 communes, 16 267 habitants)

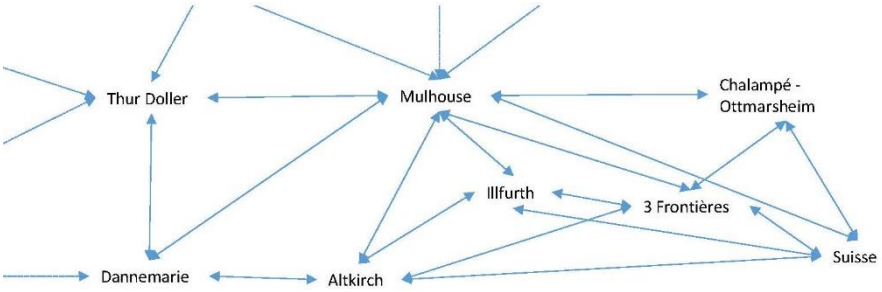
Le PETR du SUNDGAU qui comprend les communautés

- Sud Alsace-Largue (44 communes, 22 166 habitants)
- Sundgau (64 communes, 47 482 habitants)

Le Sud Alsace regroupe donc des espaces urbains structurants comme Mulhouse, Thann-Cernay, Saint Louis, des bourgs centres comme Dannemarie et Altkirch et des arrières pays.

Soit au total 230 communes et 486 939 habitants. Ces territoires présentent des ressources différentes, ce qui entraine de nombreuses relations entre eux. L'emploi salarié privé étant par exemple concentré dans les principaux pôles urbains (M2A : 67% de l'emploi), Saint Louis : 13,2%, Thann-Cernay (9%), Altkirch (5% de l'emploi salarié privé), les habitants sont très nombreux à travailler hors de leur EPCI de résidence. Le Sud Alsace constitue ainsi un vaste « bassin de vie » confronté à des enjeux communs.

Représentation schématique des navettes domicile travail dans le Sud Alsace



Les échanges sont très nombreux entre les principaux pôles urbains et industriels et entre ces pôles urbains et les agglomérations de Saint Louis et de Bâle. Le Sundgau s'oriente en partie vers l'agglomération mulhousienne, mais connait un fort tropisme bâlois. Naturellement, le Sud Alsace ne vit pas en vase clos ; il est également ouvert sur le nord du département où sont également des lieux d'emplois importants : Guebwiller, Ensisheim, Fessenheim, Colmar…

RETOUR OJ

L'organisation de **l'espace est de fait multipolaire**, avec de nombreux échanges entre les pôles et entre eux et leur environnement.

Comme on le voit, les échanges entre Mulhouse et les autres territoires sont très intenses. Presque 34000 personnes viennent travailler dans l'agglomération de Mulhouse et 28000 personnes la quittent chaque jour pour aller travailler dans un autre EPCI. La présence de gros sites industriels et d'importantes zones d'activités dans le Pays Thur-Doller concourt également à d'importants flux de naveteurs. Naturellement, la zone de Saint Louis et des 3 frontières joue un rôle important dans ces déplacements : presque 10 000 personnes y viennent pour travailler chaque jour. L'interdépendance des différentes composantes du Sud Alsace et au-delà est un fait quotidien pour les habitants.

C'est pourquoi ces différentes entités se sont rapprochées pour agir de concert, tant leurs intérêts et centres de préoccupations sont communs et nombreux. A la demande des élus locaux, un groupe constitué de techniciens des collectivités concernées a été créé il y a un an, qui a procédé au repérage des principaux enjeux communs et engagé une réflexion sur les actions à mener.

Un territoire qui ne peut se développer sans ses voisins Suisses et Allemands

Le caractère spécifique du territoire sud alsacien tient aussi à son **caractère frontalier**. Le rôle essentiel des cantons bâlois doit être mentionné. En vertu des emplois qu'ils fournissent au territoire Sud Alsace, Bâle joue un rôle d'attracteur pour une importante partie des 18 548 frontaliers résidant en France et allant travailler dans le canton de Bâle ville. Le Sud Alsace mène, en commun avec Bâle, des projets dans le champ de l'aménagement notamment dans le cadre de l'Eurodistrict trinational de Bâle pour l'agglomération de Saint Louis, dans celui de l'IBA pour Mulhouse qui y trouve une occasion de mettre en valeur son patrimoine immobilier industriel (DMC).

A l'est du territoire, la ville de Fribourg et plus largement l'ensemble des villes et communes situées en bord de Rhin, en Allemagne, constituent également des partenaires. De nombreuses actions « du quotidien » sont menées en partenariat au niveau des communes, la MEF sud Alsace a signé avec l'ArbeitAgentur de Fribourg une convention de partenariat pour développer l'emploi et la formation transfrontaliers…

Le Sud Alsace est donc profondément transfrontalier et c'est à cette échelle que doivent se concrétiser de nombreux projets. Par exemple, le Sud Alsace a constitué une opportunité d'implantation pour de nombreux établissements dont le siège est en Allemagne ou en Suisse. La modernisation du tissu industriel local, qui constitue l'un des objectifs clefs des collectivités du Sud Alsace, ne peut s'entendre sans qu'un partenariat fort soit noué avec les entreprises et collectivités Suisses et Allemandes.

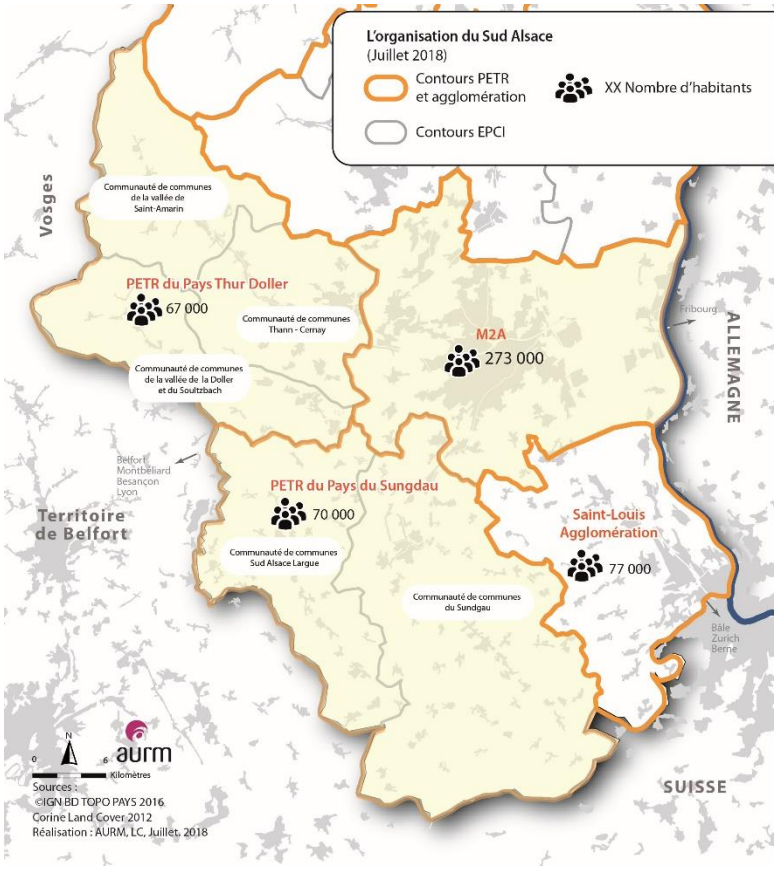
Un territoire d'interface

Sur la partie Nord-Ouest du Sud Alsace, avec un caractère périurbain et rural, le territoire du Pays Thur Doller bénéficie d'un positionnement géographique potentiellement stratégique car il est proche des pôles de Mulhouse et Bâle. Il constitue une interface avec la région Grand Est par le département des Vosges via la route nationale 66.

Le Territoire Thur Doller partage de plus avec les communautés de communes Sud Alsace-Largue et Sundgau d'être proche des agglomérations de Belfort et Montbéliard. Ces territoires constituent donc

RETOUR OJ

des **interfaces importantes** qui pourraient voir leur rôle croître avec une plus large ouverture recherchée sur le jura Suisse.



EQUIPEMENTS ET INFRASTRUCTURES

Des infrastructures de mobilité qui concourent à la force du territoire

Le Sud Alsace est particulièrement bien desservi en **voies autoroutières** avec l'A 35 qui assure la desserte nord-sud, l'A36 qui assure la desserte est-ouest et, du côté allemand, l'autoroute n°5 qui se prolonge vers la Suisse. Même chose avec les **dessertes ferroviaires** cadencées qui relient Bâle à Strasbourg et la liaison vers la partie ouest de la France avec notamment la LGV Rhin-Rhône. Le territoire est donc relié à Paris, Lyon, Francfort, Zurich, Bruxelles, Fribourg… Vers l'ouest également, le Tram-Train permet de relier, en parallèle à la desserte TER, l'agglomération de Mulhouse et la vallée de la Thur.

Ce satisfecit n'empêche pas la formulation de quelques pistes d'amélioration des dessertes :

- Améliorer la circulation de la route nationale 66 dans la vallée de Thur par des aménagements utiles à la bonne fluidité du trafic et associé au développement local du territoire. L'Axe routier de la **RN66** est identifié comme stratégique pour le Sud Alsace et primordial pour le maintien d'une activité économique dans les zones de montagne desservies par cet axe.

RETOUR OJ

- Mise en œuvre d'une véritable stratégie de **déplacements alternatifs à la voiture**. Pour limiter l'autosolisme, en sus des transports en commun, des aires de covoiturage et des plans de déplacement de toute sorte (PDIE, PDU, PDIA,…) doivent mailler efficacement le Sud Alsace. Hors cœur des agglomérations, la voiture reste maîtresse des espaces, notamment en milieu rural. Les flux pendulaires entre les pôles urbains et les zones rurales sont très importants dans le Sud Alsace, une tendance aggravée par la proximité avec la Suisse et son haut niveau de salaires.
- L'enjeu principal reste le développement des transports en commun et **le report modal** vers les solutions déjà existantes (gares, lignes de car interurbaines,…) pour les habitants des territoires. Des habitants salariés dont l'augmentation des coûts de l'énergie impactera demain plus qu'aujourd'hui l'éloignement physique de leur lieu de travail. La précarité énergétique « mobilité » risque davantage se faire sentir.

  Une réflexion sur les modes alternatifs à l'autosolisme est portée dans le cadre du « Dialogue Sud Alsace », afin de **fédérer et d'harmoniser les solutions de mobilité**, notamment en matière d'aires de covoiturage avec l'élaboration en cours d'un document de « propositions d'aires de covoiturage » à l'échelle Sud Alsace.
- En parallèle, le développement des **modes actifs doux** est encouragé, notamment en sensibilisant les salariés via le défi « Au boulot j'y vais à vélo ». Mais également en déployant des schémas de mobilité vélos pour identifier les voies de circulation vélos manquantes. Précurseur en la matière, le schéma de mobilité vélo de la M2A sera bientôt complété par ceux des territoires Thur Doller et Sungdau.

Améliorer aussi les infrastructures pour fluidifier les échanges transfrontaliers

- Amélioration de la desserte vers Müllheim et au-delà Fribourg, ce qui permettrait sans doute de faciliter l'emploi transfrontalier en Allemagne ;
- Amélioration de la desserte routière (un projet d'autocar express est à l'étude) dans le Sundgau et Saint Louis Agglomération pour permettre aux transfrontaliers de rejoindre plus aisément Saint Louis/Bâle.
- Desserte ferrée de l'**Euroairport** pour éviter les ruptures de charge et favoriser le développement de cet équipement essentiel à l'attractivité du Sud Alsace. Avec ses 7,9 millions de voyageurs, il constitue le premier aéroport de la Région Grand Est et le cinquième aéroport français de province. Cet aéroport, original puisque à l'origine bi-national, est très dynamique. Le trafic a augmenté de 8% en 2017 par rapport à 2016. Il assure les liaisons avec de nombreuses villes européennes (90 destinations dans 30 pays) et développe une offre de fret, elle aussi en croissance de 11%, avec 112 000 tonnes de trafic. L'EAP constitue une plateforme économique dont l'activité ne cesse de progresser. Elle pèse aujourd'hui 6400 emplois, notamment dans la logistique et l'aménagement et l'entretien d'avions privés.

Les ports, points d'ancrage rhénan du territoire

Le Sud Alsace ce sont encore les **ports de Mulhouse Rhin** qui sont situés à Illzach, Ottmarsheim et Huningue. Ils forment le troisième port fluvial de France. Le trafic fluvial approche les six millions de tonnes auxquels il faut ajouter un million de tonnes de trafic ferroviaire et 1,6 millions de tonnes de trafic routier. Les ports de Mulhouse Rhin sont partie prenante de l'alliance RheinPorts.

RETOUR OJ

Ils ont donc également un caractère trinational marqué puisque des procédures conjointes sont développées entre les ports de Mulhouse, Bâle et Weil pour gérer ensemble le trafic sur le Rhin notamment. La récente refonte de la gouvernance des ports de Mulhouse Rhin, qui s'accompagne de la création de la SEMOP, devrait leur donner les moyens d'un développement encore plus important en s'assurant de l'investissement d'acteurs privés capables d'apporter du trafic.

Cet équipement portuaire joue un rôle clef dans la vie économique locale.

- Des activités chimiques, essentielles à la vie économique du Dud Alsace, comme la plateforme d'intérêt national de Chalampé, mais aussi les sites de Thann-Vieux-Thann, Cernay dépendent des ports de Mulhouse-Rhin pour leur approvisionnement.
- En cette période de transition écologique, le fluvial constitue un mode alternatif à la route fortement émettrice de CO_2 et autres gaz à effet de serre, présentant de surcroît une très grande sécurité.
- Enfin La Zone Industrielle de Mulhouse Rhin (ZIMR) qui s'étend sur les communes de Hombourg, Petit Landau et Niffer, au sud, constitue l'une des premières **réserves foncières** du Sud Alsace. Cette zone se compose de plusieurs sous ensembles :
    - la plateforme chimique d'intérêt national de Chalampé,
    - la zone portuaire d'Ottmarsheim qui offre encore quelques disponibilités foncières
    - la zone de Hombourg qui offre de grandes emprises disponibles
    - la zone de Niffer-Petit Landau constitue des réserves foncières pour faire face à l'extension des activités portuaires et industrielles.
    - Enfin, la plateforme douanière d'Ottmarsheim qui jouxte les précédentes et fait l'objet de projets.

Des capacités foncières en question

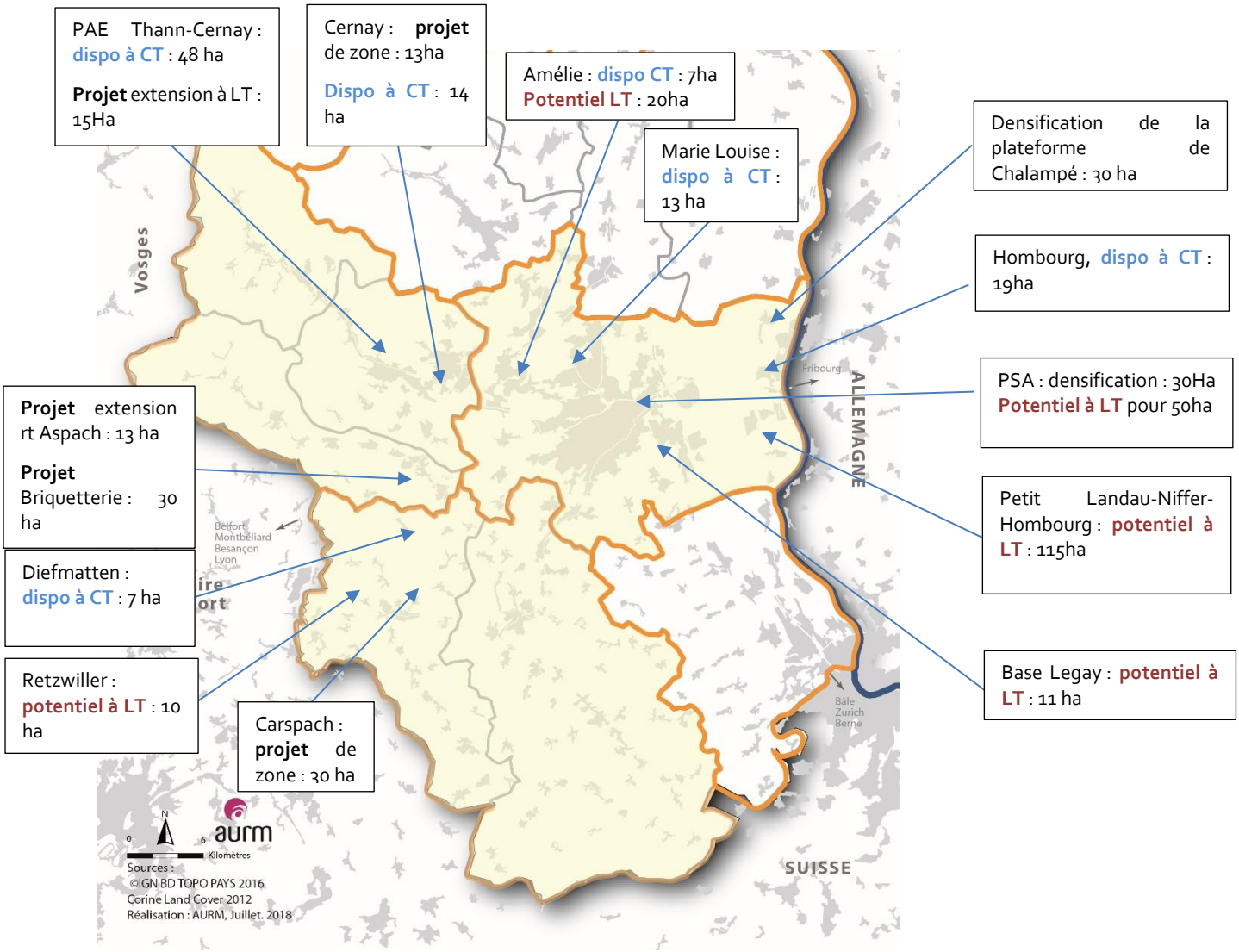
Le problème étant qu'au-delà de ces potentiels fonciers situés sur la Bande Rhénane, le Sud Alsace est en **situation de quasi-pénurie de foncier à vocation économique**. Plus précisément, un nombre assez conséquent d'hectares sont prévus dans le Sud Alsace au titre d'extension ou de création de zones d'activités économiques. Mais, d'une part, il ne s'agit là que de surfaces potentiellement aménageables. Sous réserve notamment des contraintes environnementales croissantes qui rendent impossible l'aménagement de certains espaces. D'autre part, ces superficies peuvent être fléchées vers des activités spécifiques, à l'exemple des extensions de la zone industrielle de Mulhouse Rhin où les activités en lien avec le canal sont priorisées. En troisième lieu, certains espaces (comme le Parc des collines à Mulhouse) peuvent ne pas de prêter aux implantations industrielles « lourdes ». Enfin, certains projets sont déjà programmés qui vont diminuer d'autant les capacités d'accueil (voir le cas d'EuroEastPark dans la communauté des trois Frontières).

Le territoire se trouve donc dans une situation où de nombreux espaces d'activités sont programmés, mais, faute d'aménagements, il n'a que **très peu d'offres foncières disponibles à court terme** à proposer.

RETOUR OJ

Au final, dans la région mulhousienne, il n'y a guère que sur Marie Louise (Staffenfelden) et Hombourg que l'on peut trouver à court terme des parcelles en adéquation avec les attentes des industries.

Les principales potentialités foncières du Sud Alsace



Cela vaut également pour le Pays Thur-Doller où seul le Parc d'activités de Thann-Cernay propose des parcelles de 10 hectares disponibles immédiatement à la vente. Ce qui a conduit ce territoire à identifier des réserves foncières propices au développement d'activités (désertes routières, accès à l'énergie, fibre optique, mobilité douce), et à étudier le développement d'une zone économique sur la zone du Pont d'Aspach, et la création d'une nouvelle zone d'activité économique sur le secteur de Cernay.

La question du foncier est d'autant plus problématique que, depuis 2015, on assiste à une **reprise de la création d'entreprises**. Entre 2016 et 2017, les effectifs immatriculés à l'URSSAF ont crû de plus de

RETOUR OJ

100 établissements. Cela conduit dans certains cas à ne pas pouvoir répondre à la demande d'industriels ou de logisticiens. Le Sud Alsace est en effet identifié dans l'Atlas national de **la logistique** comme un pôle logistique important. De fait, le secteur du transport-entreposage occupe plus de 8000 personnes en Sud Alsace. Le développement de ces sites stratégiques et de l'offre logistique constituent donc des enjeux majeurs pour le Sud Alsace.

Cela suppose, d'une part, que les équipements portuaires aient les moyens de s'adapter (une extension du site portuaire est inscrite dans le SCoT de la région mulhousienne) ; d'autre part, que des terrains soient effectivement aménagés pour pouvoir accueillir des entreprises nécessitant des emprises importantes. Il y a actuellement très **peu de parcelles de grande taille** aménagées et disponibles à la vente. D'où une capacité très réduite d'accueil de nouveaux sites industriels ou logistiques.

Pour éviter de consommer des fonciers agricoles ou naturels, la recherche d'alternatives doit être la règle.

- Il en va ainsi par exemple du **site PSA** qui a comprimé ses activités, libérant du foncier. Lequel est embranché fer, en bord de canal et très proche tant de l'autoroute que du port de l'Ile Napoléon (Illzach), ce qui en fait un emplacement stratégique, susceptible de participer à l'attractivité économique du Sud Alsace.
- De même, le foncier disponible sur **la plateforme d'intérêt national de Chalampé** mériterait d'être valorisé, il est accessible aux entreprises ayant une haute maîtrise du risque industriel et des synergies (de type écologie industrielle) pourraient être recherchées entre les entreprises présentes sur la plateforme afin d'assoir plus encore la compétitivité de ce site.
- Dans le même ordre de choses, la **requalification complète des plus anciennes zones** industrielles serait un signal fort du renouveau industriel du Sud Alsace.
- Naturellement, la réutilisation des **friches minières et industrielles** constitue une priorité pour l'ensemble des collectivités du Sud Alsace.

L'ampleur des mutations à assurer, notamment celles relatives au tissu d'activités, imposera la mobilisation de nombreux tènements fonciers. Jusqu'ici les collectivités ont assuré directement ce portage. Ce portage foncier, assuré à l'échelle de plusieurs dizaines d'hectares conduit à des coûts très élevés et montre aujourd'hui ses limites. Il est donc désormais indispensable de compléter les outils opérationnels, par **l'implication d'un EPF** dans le processus de développement du tissu d'activités. L'adossement à un établissement doté d'une expérience forte en matière de reconversion économique serait à privilégier : l'EPF Lorraine dispose à ce titre de l'ensemble des savoir-faire nécessaires (culture forte de la reconversion industrielle, portage foncier pour le développement urbain de la métropole lorraine). La préparation du POCE permettra d'affiner et d'arrêter les contours et les horizons de l'indispensable intervention d'un EPF sur le territoire du Sud Alsace.

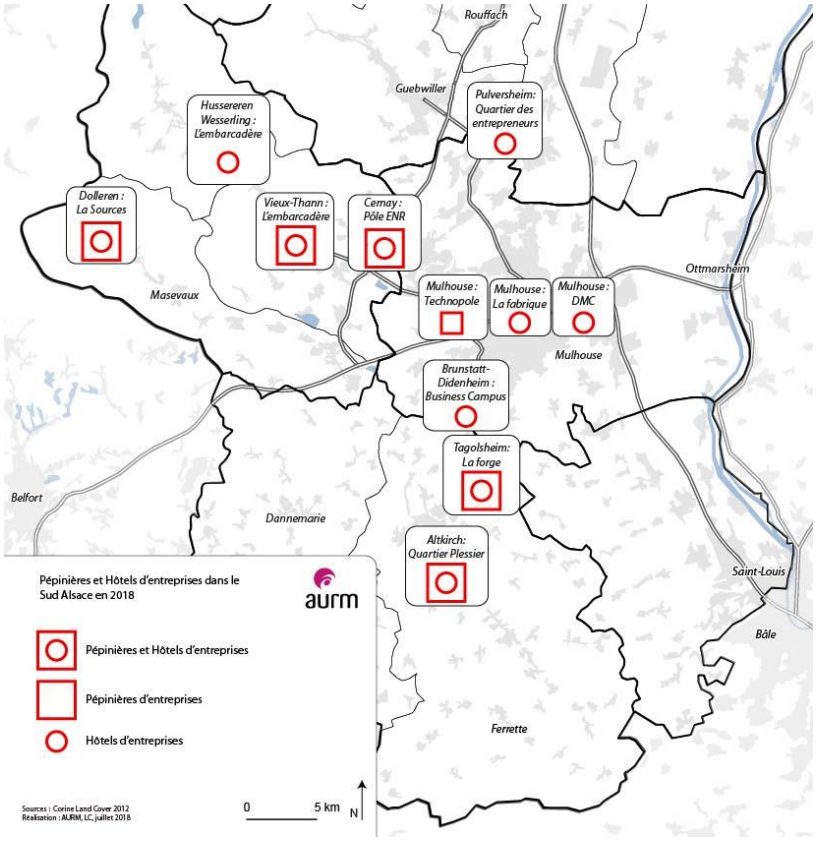
Développer les capacités d'accompagnement des entreprises et des créateurs

La mutation économique et l'absence d'investissements du marché privé dans le développement d'infrastructures économiques a obligé les collectivités locales à investir fortement dans le développement d'équipements dédiés à l'émergence d'activités nouvelles, mais aussi à l'encrage d'activités de proximité créatrices de valeur et d'emplois. Cet investissement a été engagé par une

RETOUR OJ

politique poussée de réhabilitation respectueuse de friches industrielles avec des projets d'ensemble d'activités mixtes (tourisme, services, artisanat, industries, culture).

Le Sud Alsace s'est ainsi équipé d'une offre immobilière à vocation économique visant à accompagner les jeunes entreprises avec par exemple des offres de pépinières et hôtels d'entreprises. (**pépinières d'entreprises** l'Embarcadère à Vieux-Thann, l'Espace d'entreprises à Husseren Wesserling, le Pôle ENR à Cernay, La Forge à Tagolsheim, le Plessier à Altkirch, le Technopole de Mulhouse, La Maison de l'Innovation et de l'Entreprise à Mulhouse.



Le territoire s'est également doté d'équipements pour susciter l'innovation (**incubateurs** SEMIA et KMo qui s'inscrit au cœur d'un quartier numérique animé par e-nov Campus pour booster les projets). En outre, **10 hôtels d'entreprises** sont présents en Sud Alsace : Business Campus (Brunstatt-Didenheim), La fabrique, Le village d'activités DMC (à Mulhouse), le Quartier des entrepreneurs (Pulversheim), TIC La source (Dolleren), Pôle ENR de Cernay, l'Embarcadère de Vieux-Thann, l'Espace d'entreprises de Wesserling, La Forge à Tagolsheim et enfin le Quartier Plessier à Altkirch.

En lien avec les réseaux d'accompagnement à la création reprise d'entreprises, les entreprises hébergées dans ces équipements trouvent un cadre adapté pour leur développement. La poursuite du parcours résidentiel de l'entreprise se complexifie après 4 ans où l'offre proposée pour son développement n'est pas toujours disponible ou non finançable par la jeune entreprise.

RETOUR OJ

Les espaces de co-travail ou les tiers lieux comme « le TUBA », « le 34 », l'espace « Tech de com », la Maison de l'entrepreneur… doivent être développés dans le Sud Alsace pour offrir de nouveaux espaces de rencontres -sources d'innovation- aux petites entreprises et réduire l'impact écologique des navettes domicile-travail. Les espaces existants sont également à mieux faire connaitre (La Source à Dolleren, espaces de co-travail dans les pépinières d'entreprises de Cernay et de Vieux-Thann …)

L'UHA : un maillon essentiel à l'économie du territoire

Enfin, le Sud Alsace peut compter sur **une université, des écoles d'ingénieurs et des laboratoires de recherche** performants. L'université accueille plus de 9 000 étudiants, dont 20% d'étrangers. Elle joue donc un rôle d'attracteur essentiel au territoire.

L'université forme les étudiants de la Licence au Doctorat en passant par les BTS et DUT dans les domaines suivants : Interculturalité, Droit, politique et société, Gestion, Sciences et développement durable, numérique et industrie du futur. A ce titre, elle est fortement investie dans les projets locaux au travers notamment de Campus industrie 4.0. Son offre de formation est innovante (Grande école du numérique, e-nov Campus, Disrupt 4.0…) et résolument tournée vers l'international. L'UHA développe ainsi de nombreux diplômes bi ou tri-nationaux dans le cadre du réseau EUCOR.

L'UHA a un rôle à jouer non seulement dans la formation initiale, mais aussi dans la formation professionnelle continue ; elle développe par ailleurs une offre importante de formation en apprentissage.

L'université, ce sont aussi 14 laboratoires de recherche qui couvrent trois champs :

- Chimie, matériaux et environnement ;
- Interculturalités, humanités, sociétés, économies durables
- Systèmes intelligents, numérique, procédés et textiles avancés.

Ces recherches sont en prise directe avec le tissu économique local, sans délaisser pour autant la recherche fondamentale, comme en témoignent par exemple les travaux autour du véhicule autonome.

L'université ce sont encore 2 écoles d'ingénieurs (ENSISA et ENSCMu), un learning center, l'accompagnement par la SATT Conectus qui accompagne les entreprises dans leurs innovations. Ceci en lien avec des structures spécialisées telles que le CETIM Grand Est, l'institut MICA Carnot, l'IFTH, l'ISL situé à Saint Louis ou le CRITT Holo3, et bien sûr les divers pôles de compétence et de compétitivité qui œuvre dans le domaine du véhicule du futur, des matériaux et des textiles etc.

L'ECONOMIE DU SUD ALSACE

RETOUR OJ

Allier développement métropolitain et développement de l'industrie

Le Sud Alsace, avec 134 462 salariés (du privé) et 11 647 établissements cotisant à l'Urssaf (fin 2017), représente 67% des salariés privés et 62% des établissements du Haut Rhin. Ces emplois et établissements sont inégalement répartis sur le territoire. Ils sont concentrés sur les principaux pôles urbains du Sud Alsace (M2A, Saint Louis, Thann-Cernay). Mais **les activités industrielles** sont également très disséminées sur le territoire. Rares sont les communautés qui n'abritent pas de sites industriels souvent anciens, mais qui animent la vie économique locale, ou qui sont intégrés a des filières stratégiques. Citons par exemple :

- L'industriel du cuivre Tréfimétaux dans la vallée de la Doller
- L'industriel textile Velcorex et de l'enveloppe GPV dans la vallée de la Thur
- L'entreprise Voco dans la CC Sud Alsace-Largue, qui accueille en outre des entreprises innovantes comme Arbonia radiators, Eurocrowns…
- Les entreprises Cellpack à Illfurth, Westrand, Daiichi Sankyo, à Altkirch

L'ensemble du territoire est donc concerné par le maintien, la modernisation et le développement des activités industrielles. C'est un enjeu majeur car, depuis le début des années 2000 notamment, le Sud Alsace est fortement touché par la désindustrialisation.

Mulhouse : à la recherche d'un développement métropolitain

L'agglomération Mulhousienne a longtemps tiré sa renommée de sa puissance industrielle. Tout en s'attachant à constamment moderniser et renouveler son tissu industriel, elle s'est engagée vers un processus de développement de ses fonctions de centralité. Le développement accru des activités de tertiaire supérieur ou à haute intensité en connaissance devrait s'accompagner de la création d'emplois métropolitains.

Des marges de progression importante existent pour poursuivre cette trajectoire. En effet, les activités de services et notamment les services aux entreprises sont pour l'heure moins représentées qu'au plan national. Les fonctions métropolitaines supérieures sont encore plus sous-représentées, sauf dans le domaine du transport et de la logistique.

Les emplois métropolitains ne pèsent que pour 23,7% du total des emplois de m2A, contre 26,2% au plan national. L'écart est encore plus important si l'on compare les parts de cadres des fonctions métropolitaines : 7,2% de l'emploi localement, contre 10,6% au plan national. Et tous les chefs d'entreprises du Sud Alsace de signaler les plus grandes difficultés à faire venir **des cadres**. Sont ici en cause un problème d'images, de capacité du territoire à répondre aux attentes de cette catégorie de population en termes de qualité de vie qui rendent problématiques les recrutements.

L'enjeu pour le Sud Alsace est multiple. D'une part, développer sur l'agglomération de Mulhouse des services métropolitains qui renforceront l'attractivité du territoire (économie numérique, recherche et développement, activités tertiaires à haute valeur ajoutée…) qui permettront à l'ensemble du tissu économique du Sud Alsace de bénéficier d'une offre de services compétitive ; d'autre part, d'opérer un changement d'image dans le cadre d'une démarche **d'attractivité territoriale**.

Le développement de cette offre de service services métropolitain « Sud Alsace » se traduit notamment dans le domaine de l'industrie du futur et du numérique au travers d'investissements

RETOUR OJ

importants de la part de l'agglomération dans des services à haute-valeur ajoutée, (plateformes de recherche et de transferts de technologies, pôle de formation Industrie du Futur), du soutien à des dynamiques collectives (cluster) et à des écosystèmes dédiés et interconnectés (KMo pour le numérique ; Plateforme de Chalampé comme site industriel mutualisé pour l'écologie industrielle ; PSA avec le centre d'innovation technologique 4ITEC 4.0…)

Le développement **d'activités créatives**, notamment sur le site DMC qui voit se développer un éco-système spécifique, participe de ce changement d'image et favorise le déploiement d'activités nouvelles autour du design, des arts et de la culture.

Après des années difficiles, renforcées par la crise de 2008, des signes importants de reprise se manifestent dans la région mulhousienne, avec de fortes créations d'emploi depuis le début de l'année 2015. Mais cette reprise est fragile, une grande partie des postes de travail créés relevant de l'intérim. L'industrie continue de perdre des emplois. Se diversifier et trouver de nouveaux relais de croissance est essentiel, non seulement pour la région mulhousienne, mais pour une bonne partie du Sundgau voire du nord du département dont les habitants viennent travailler dans l'agglomération mulhousienne.

Thur-Doller : un territoire en mutation

Thur Doller est un territoire d'industrie avec 38% de ses emplois orientés dans ce secteur (24% pour le Haut-Rhin). L'industrie est composée d'entreprises du textile, de la chimie, de la mécanique ou de la plasturgie. Des grands comptes développent leurs activités sur le territoire avec des entreprises à forte qualification comme Endress Hauser, Dupont de Nemours, Emerson Process Management. Des entreprises intermédiaires concentrent un réel savoir-faire et une capacité d'innovation (Sart Von Rohr, Auto-Câble, Glas trösch, CMI Europe Environnement, Crown Ceram, …).

Cette spécificité oblige ce territoire du Sud Alsace à investir pour maintenir des aménagements et des équipements au meilleur niveau (réseaux, accès, offre de services…). Cela nécessite aussi de s'assurer de la bonne adéquation des besoins des entreprises en terme de ressources humaines ou de niveau de formation et de compétences recherchées.

L'économie des vallées de la Thur et de la Doller, a été très impactée par la crise de 2008. La fermeture des entreprises (Hymer, Fibertechs, Gahrin, …) et la mise en place de plans sociaux (Trelleborg, Saic-Velcorex, …) ont fortement contribué à l'augmentation du nombre des demandeurs d'emploi sur le territoire et encore plus dans les hautes vallées. En parallèle, les offres d'emplois non qualifiées diminuent au profit des **emplois très qualifiés**. Cette situation nuit à une population souvent peu qualifiée et réticente à engager une formation professionnelle pour se reconvertir.

Thur Doller est un territoire qui présente des disparités au regard de sa géographie. Les vallées de montagne plus difficiles d'accès ont une activité économique en reconversion. Les zones de piémonts, proches des grands axes de communication, sont plus attractives pour accompagner le développement des entreprises.

Le tissu économique local est composé d'entreprises artisanales, commerciales et de services, dont certaines sont devenues de grosses PME locale. Ce **développement endogène** doit être accompagné, tant par des outils fonciers ou immobiliers que par des services et des conseils (digitalisation, transition énergétique et numérique, …).

RETOUR OJ

Le Sundgau : des formes de fragilité spécifiques

Le Sundgau ne constitue pas un territoire homogène. Certes, d'une manière générale, il présente une situation socio-économique assez favorable, avec notamment un taux de chômage relativement faible. Dans l'ensemble, il bénéficie des emplois disponibles en Suisse, ce qui induit un niveau de revenu assez élevé et à un développement résidentiel fort. Mais ceci est particulièrement vrai pour la partie est du Sundgau. Dans la partie ouest, la population est nettement moins diplômée, plus ouvrière. De ce fait, la population est beaucoup plus sensible aux mutations du tissu industriel qui privilégie aujourd'hui des hauts niveaux de formation, pour des emplois de plus en plus tertiaires.

Poser les bases d'un développement endogène est donc pour l'avenir souhaitable. Le Sundgau bénéficie en effet d'un fort potentiel touristique grâce à ses paysages, au canal, à la proximité des Vosges et de la Suisse ou encore des musées mulhousiens. Un autre axe de développement réside dans son agriculture, dont la production pourrait être mieux articulée avec les besoins des pôles urbains proches.

L'économie de proximité : un enjeu transversal

Sur les territoires ruraux, de montagne et périurbains, les enjeux sont de développer un écosystème attractif pour les entreprises. Pour ce faire, elles doivent avoir accès à des bons niveaux de services et d'infrastructures, couplé à un bon niveau de compétence et de performance du personnel.

Les entreprises en place doivent donc être mises en mesure de s'adapter aux différentes transitions (numérique et énergétique).

Les porteurs de projets de création ou de reprise d'entreprise doivent pouvoir trouver sur l'ensemble du territoire les conseils et équipements adaptés.

Enfin, il s'agit également de maintenir **l'offre de services de proximité** pour le bénéfice de centre-villes ou bourgs dynamiques. Les activités de proximité du commerce, de l'artisanat et des services, ont un rôle très important dans les territoires périurbains et ruraux du Sud Alsace. Ses activités apportent un service à la population, elles sont créatrices d'emplois et elles ont également une place prépondérante dans l'attractivité et le dynamisme de notre bassin de vie. Ces activités, très souvent de centre-ville, font face à des grands enjeux : changement de comportement des consommateurs, développement rapide du E-commerce, mise en place de réglementations diverses, offres commerciales supérieures à la demande, etc…

Cela se traduit par des taux de vacance important. Ainsi, par exemple, le taux de locaux vacants des cellules commerciales dans les centres-villes du secteur Thur Doller en 2017 était de 17% alors qu'au niveau national celui-ci est de 9,5%. Les études de conjoncture menées en 2017 auprès de chefs d'entreprises font ressortir des évolutions nulles ou en baisse des chiffres d'affaires pour plus de 55% des entreprises dans les 5 dernières années. Il est donc essentiel d'accompagner les centralités commerciales à engager des politiques d'adaptation au **commerce de demain**.

Il s'agira de travailler activement pour dynamiser le commerce de proximité, la consommation locale et le maintien de services à la population. Les difficultés et les enjeux actuels rencontrés par les activités économiques de proximité obligent les collectivités locales à intervenir avant de voir

RETOUR OJ

disparaitre des activités de proximités essentielles à la vie de ses bourgs-centre et de ses villages et de perdre aussi son attractivité.

Comme dans le cas de Mulhouse, et cela concerne aussi les territoires du Sundgau où le tissu économique est plus diffus, le territoire Thur-Doller a un **besoin pressant d'ingénierie et d'accompagnement** afin d'impulser et d'accompagner les innovations et de mobiliser les forces vives.

Le Sud Alsace et le développement de l'entrepreneuriat

Le Sud Alsace bénéficie d'un réseau d'accompagnement à la **création-reprise** d'entreprise diversifié. Le réseau Be-est entreprendre assure, en proximité et sous le pilotage de la Région Grand Est, une offre de services pour les porteurs de projets qui pourrait être optimisée. Cette offre se développera avec les territoires de proximité en construisant un parcours de développement et de soutien à l'entrepreneuriat en cohérence avec les problématiques identifiées des territoires, les orientations stratégiques engagées et les infrastructures et services à disposition. Cela suppose une action territoriale concertée associant les services régionaux, les EPCI et l'ensemble des opérateurs compétents.

La part des **chefs d'entreprises de plus de 55 ans** est de plus en plus importante. Elle se complète avec une difficulté des chefs d'entreprises à céder leurs entreprises. Cette situation amène des inquiétudes sur les risques de perte de savoir-faire, d'emploi, de perte de services qui constituent des enjeux majeurs tout particulièrement en centre bourg et en milieu rural.

A la croisée du vieillissement des chefs d'entreprise et des difficultés rencontrées pour la cession de leurs entreprises, la transmission d'entreprise apparaît comme un enjeu majeur pour le territoire.

Une action résolument tournée vers l'industrie du futur

L'industrie reste localement un secteur essentiel : elle représente 22% des emplois salariés du Sud Alsace. Et jusqu'à 37% et 41% des emplois salariés des communautés de Thann-Cernay et de la vallée de la Doller. L'un des enjeux est de faire en sorte que l'ensemble du tissu industriel du Sud Alsace puisse se maintenir et se développer. Pour ce faire, des **domaines d'action stratégiques** ont été distingués et inscrits au cœur de la stratégie de développement économique de l'agglomération mulhousienne. L'intensification de cette stratégie nécessite un partage et une co-construction avec les territoires périurbains et ruraux du Sud Alsace, mais d'ores et déjà, des entreprises de tout le Sud Alsace participent à la démarche.

Ces domaines d'action stratégiques sont au nombre de quatre :

- Industrie du futur
- Numérique
- Mobilités
- Matériaux et procédés

Ces domaines présentent une masse critique et une chaîne de valeur complète et doivent concentrer les interventions et les investissements. A cette fin, le rôle de Campus Industrie 4.0 est essentiel puisqu'il fédère les différents acteurs du Sud Alsace. Autour de m2A, de l'UHA, de la CCI et de la SIM, du Technopole Mulhouse, du Syntec, des institutions (Région Grand Est), des centres de recherche et de formation (ENSISA, ENSCM, Institut MICA Carnot…), des clusters et de pôles de compétitivité

RETOUR OJ

(Rhénatic dont le siège est à Mulhouse, Pôle Véhicule du futur…), des entreprises (Pöppelmann, PSA, Dielh, Endress Hauser, EMI…), se rejoignent pour accroître la compétitivité des entreprises, faire émerger de **nouveaux projets** et rayonner à l'international.

Les efforts convergent pour **booster l'innovation** de manière transversale, la rendre accessible en favorisant les rencontres entre entreprises et start up dans le cadre de 4itech ou de KMo qui est le lieu totem de la French Tech, entre entreprises et centres de recherche (CRITT, SATT, CETIM Grand Est…), pour apporter des solutions aux problèmes industriels. Cela signifie au fond qu'un éco-système local a émergé, qui demande à être renforcé, sous l'égide de la Région qui pilote les politiques de l'Industrie du Futur.

En effet, aux difficultés que rencontre le tissu industriel local s'ajoute une relative faiblesse du **secteur numérique** local. Si l'on ne compte pas moins de 268 établissements dans le « numérique pur » en Sud Alsace, il s'agit bien souvent de micro-structures sans grands projets de développement, vivant sur des niches ou des savoir-faire spécifiques. L'enjeu est donc de changer d'échelle, de renforcer le cluster du numérique (Rhénatic), et de faire émerger de nouvelles entreprises en développant l'entrepreneuriat. Les efforts réalisés par e-nov Campus et l'UHA (formations Disrupt 4.0) pour former des jeunes à partir de leur projet, pour leur permettre d'incuber leur projet, participe de cette volonté de faire du Sud Alsace un territoire d'innovation. L'objectif étant d'aider tant les villes dans leur **transition énergétique** et climatique que les entreprises, notamment industrielles, dans leur **transition numérique**.

Une attention toute particulière doit être portée aux **domaines émergents** au sein du secteur numérique : la cyber sécurité, l'intelligence artificielle, le traitement de données massives, le cloud… qui sont manifestement appelés à se développer, mais qui demandent des investissements en recherche et développement rendant nécessaire une mutualisation des moyens.

La création du **Salon industrie du futur** constitue une « brique » fondamentale dans cette mise en réseau et en visibilité des potentiels numériques et technologiques du Sud Alsace. Avec 150 exposants pour sa première édition, ce salon a rencontré son public : 2 800 visiteurs, dont une partie venue de l'étranger, Suisse et Allemagne en tête. Il constitue une déclinaison opérationnelle du plan régional pour l'Industrie du Futur et un atout clef dans l'attractivité internationale du territoire Sud Alsace. Il aide à changer l'image du territoire (trop passéiste, de vieille industrie vs innovant et tourné vers le futur), à changer l'image de l'industrie (manuel, sale vs technologique, à fort intensité en connaissances). C'est une condition sine qua non pour que les jeunes cessent de se détourner des emplois industriels et que les entreprises puissent trouver la main d'œuvre compétente dont elles ont besoin. Ce constat doit amener le territoire, avec les entreprises et les établissements scolaires, à renforcer **l'attractivité des métiers** en tension, et notamment les métiers de l'industrie chez les jeunes, les demandeurs d'emploi et les personnes en reconversion.

En fait, il s'agit d'opérer une transition vers l'industrie du futur, en s'appuyant sur le développement d'une offre de services numériques et technologiques locale, avec une offre de formation professionnelle adaptée. On en attend également une forte création d'emplois, car **le chômage** reste un point noir important.

RETOUR OJ

Opérer également la transition des systèmes agro-alimentaires et industriels

C'est pourquoi, au-delà de l'industrie, des services métropolitains et du numérique, l'action commune des territoires sud alsaciens s'oriente également vers **l'agriculture**. Le constat de base réalisé par les partenaires à l'initiative du Projet Alimentaire Territorial est d'abord celui d'une très faible autonomie alimentaire du Sud Alsace. Est en cause notamment la faiblesse des surfaces consacrées aux cultures vivrières. Ainsi 80% de la surface agricole utile sont consacrés aux cultures céréalières et industrielles. Il n'y a, d'après le dernier recensement agricole, dans tout le Haut-Rhin, que 690 hectares consacrés à la culture des fruits et légumes. L'enjeu est ici de permettre à l'agriculture locale, en prise avec des difficultés réelles, d'opérer une transition. Il s'agit de monter en gamme, de développer une agriculture de proximité et de transformer les produits localement pour capter la valeur ajoutée de l'agriculture et des industries agroalimentaires. Le développement d'une agriculture de proximité et de circuits courts permettra également de mieux articuler territoires ruraux, péri-urbains et urbains et de faire émerger de nouvelles activités dont il est possible d'espérer de nouveaux emplois et de nouvelles formes d'emploi. La diversification des activités agricoles (énergie, production de nouvelles fibres…) est également au cœur du **Projet d'Investissement d'Avenir** Territoire d'Innovation de Grande Ambition « Champs du possible, villes du futur », soutenu par les institutions locales et de nombreux partenaires privés et qui entend développer des actions dans l'ensemble du Sud Alsace, voire du Haut-Rhin.

Ces actions projetées dépassent le cadre de l'alimentation ou de l'agriculture.

D'une part, elles entendent se situer au cœur d'une démarche d'économie circulaire ou **d'écologie industrielle** (ou économie circulaire) qui permet de valoriser localement des ressources inexploitées jusqu'alors.

D'autre part, ces actions s'inscrivent dans une stratégie d'aménagement du territoire. En effet, les territoires du Sud Alsace, constitué des bassins de l'Ill, de la Largue et de la Doller sont des territoires à enjeux forts en termes de prévention des inondations et des coulées de boue et de préservation de la ressource en eau. Rappelons qu'une bonne partie de la Plaine d'Alsace est concernée par des risques d'inondation importants, qui exigent que des mesures soient prises à court terme. Le maintien des activités agricoles est ici essentiel, ainsi que l'orientation vers des pratiques culturales respectueuses des sols et de la ressource en eau.

Prendre le chemin de la transition énergétique

Les activités présentes en Sud Alsace sont électro-intensives. Le coût de l'énergie représente une part importante des coûts de production, ce qui induit la recherche de solutions alternatives. Et ce d'autant que la capacité du territoire à faire face à la demande peut être mise en question dans la perspective de la **fermeture de la centrale de Fessenheim**.

En faire une opportunité pour le territoire est un enjeu important. Le développement **d'énergies renouvelables** doit donc être fortement encouragé. Il peut prendre des formes diverses : bois-énergie, méthanisation des déchets, méthanation chez les industriels, géothermie, solaire, éolien…

Coordonner et développer les politiques touristiques

Le Sud Alsace a un potentiel touristique de grande valeur. L'agglomération mulhousienne est riche de 10 musées techniques dont certains, comme le musée de l'automobile et la cité du train, sont de

RETOUR OJ

renommée internationale. A quoi s'ajoutent l'écomusée d'Alsace, le parc zoologique… et des événements comme la foire internationale d'art contemporain qui constituent des attracteurs touristiques importants. Les vallées vosgiennes du Pays Thur Dolller et le Sundgau dans son ensemble ne sont pas en reste. Ils présentent des ensembles paysagers remarquables et invitent à la balade, que ce soit sur les pistes cyclables qui bordent le canal, sur la véloroute de la vallée de la Thur ou la voie verte de la vallée de la Doller. On y trouve également de solides traditions gastronomiques (fermes auberges, carpe frite, marchés paysans et bio…). Sans parler du vignoble du Rangen qui fait la jonction avec la route des vins… Et, comme dans la région mulhousienne, un patrimoine industriel important accueillant des événements culturels attractifs (Parc de Wesserling notamment).

Sachant que les équipements d'hébergement et de restauration sont présents (plus de 8600 lits rien que dans l'agglomération de Mulhouse), que le Sud Alsace est très connecté que ce soit par la route, le rail et l'aérien, on pourrait s'attendre à ce que le territoire connaisse un fort développement touristique. Dans les faits, ce potentiel remarquable et complémentaire entre villes et campagnes, qui présentent des aménités différentes, est sous exploité, faute, notamment, de coordination de l'action des différents opérateurs. L'enjeu est ici de mieux coordonner ces actions et de construire de nouvelles offres qui permettent de bien articuler les différentes facettes du territoire.

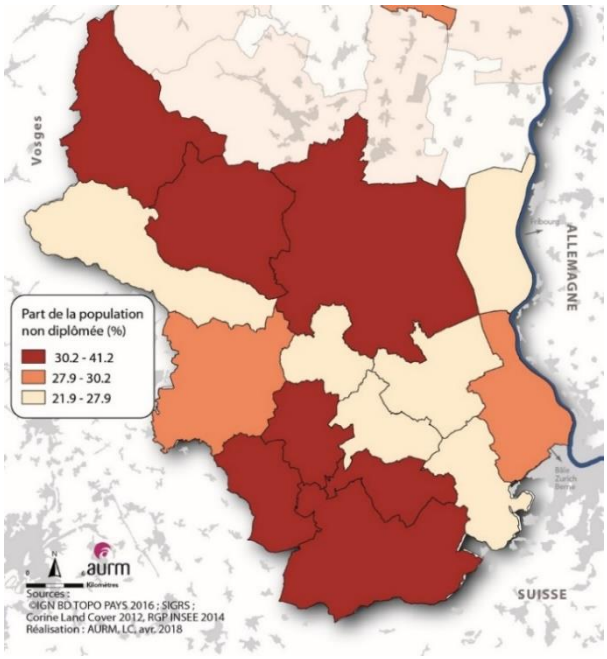
AU PLAN SOCIOECONOMIQUE

L'insuffisance des niveaux de formation de la population

Trois types de territoires ressortent en termes de composition sociale et de précarité face à l'emploi.

- D'une part, sur une « banane » allant de la trouée de Belfort à Bâle, en passant par le dud de l'agglomération mulhousienne et incluant la partie est du Sundgau, réside une population à haut **niveau de formation** et à haut niveau de revenu, tirés de son activité en Suisse. Dans les communes concernées, le taux de chômage est généralement bas.
- Dans la partie ouest du Sundgau, la population est beaucoup plus hétérogène. On y retrouve une part d'ouvriers et d'employés plus importante que dans la partie est, au niveau de formation moindre, mais relativement peu en proie au chômage du fait de la proximité de la Suisse. L'enjeu est de savoir si les générations qui arrivent pourront toujours accéder aux emplois en Suisse, compte tenu de la métropolisation de l'économie bâloise et de la croissance du niveau de qualification des emplois proposés.
- Dans la vallée de la Thur, dans le nord de l'agglomération mulhousienne et dans la ville de Mulhouse encore plus particulièrement, réside une population nettement moins formée, donc plus sujette à la précarité et au **chômage**. Cette situation est héritée de l'histoire industrielle des lieux et du fait que l'agglomération mulhousienne, constituant un pôle d'emploi et de services majeur en Sud Alsace, draine à elle une population plus en mal d'insertion. La situation est alarmante. 31% de la population du Haut-Rhin ne possède aucun diplôme professionnel. 31% ont arrêté leurs études au niveau du CAP. Alors que 16,6% des français sont bacheliers, on n'en trouve que 14,7% dans m2A, 13,6% dans la vallée de Saint Amarin… A peine 10% de la population locale a fait des études supérieures longues, contre 14% en France. Aucun des EPCI du Sud Alsace n'atteint le taux national.

RETOUR OJ



La population de la vallée de la Thur et de l'agglomération mulhousienne (hormis les communes de la « bande rhénane »), est relativement peu diplômée. Tout comme celle de la partie ouest du Sundgau.

Par contre, dans la vallée de la Doller, dans les territoires situés au sud de l'agglomération mulhousienne et dans la partie est du Sundgau la part de la population diplômée est beaucoup plus importante.

Or, les entreprises locales sont également en recherche de qualifications et compétences de plus en plus pointues. Le développement de la formation, initiale comme continue, est donc un enjeu commun aux différentes composantes du Sud Alsace. Des modalités nouvelles pourraient être mises en œuvre pour accompagner l'évolution des besoins des entreprises, qui permettrait, au travers d'une démarche d'expérimentation transverse, d'adapter l'offre régionale de formation.

Permettre aux salariés et demandeurs d'emploi de se former pour accompagner les transitions

Ce décalage entre les demandes des entreprises et les compétences et qualifications des habitants du Sud Alsace est manifeste à l'examen des données de Pôle emploi concernant les offres et demandes d'emploi dans la zone d'emploi de Mulhouse (incluant une partie du Sundgau et Thur Doller) et. A peu près 45% des demandes sont concentrées dans 24 métiers ; 60% des demandes sont concentrées dans 30 métiers et il s'agit le plus souvent de métiers non qualifiés. A titre d'exemple, on trouve parmi les 50 métiers les plus recherchés par les demandeurs d'emploi :

- Nettoyage de locaux 1942 demandes d'emploi entrantes en 2015
- Montage-assemblage mécanique 1572
- Magasinage et préparation de commandes 1408
- Vente en habillement 1326
- Mise en rayon libre service 994.

Le marché local ne peut absorber qu'une partie de ces demandes d'emploi. Pour ces 7 242 demandes d'emploi, Pôle emploi n'a collecté que 1 071 offres d'emploi.

Du côté de l'offre, parmi les 50 métiers les plus recherchés par les entreprises, se trouvent des métiers où l'offre est supérieure à la demande d'emploi. Citons :

RETOUR OJ

- Audit et contrôle comptable et financier 71 offres entrantes
- Relation technico-commerciale 127
- Installation et maintenance d'automatisme 54
- Enseignement général. 104

Pour ces 356 offres, Pôle emploi ne comptabilisait que 318 demandes. Sans aller jusqu'à la pénurie, certains métiers, notamment industriels, sont tendus :

- Conduite d'équipements de production alimentaire 120 offres entrantes
- Conduite d'équipement d'outillage 101
- Electromécanique 90
- Conception et dessin d'ensembles mécaniques 82
- Installation et maintenance d'équipements industriels 165

Dans tous ces métiers, on a à peine plus d'une demande par offre. De fait, une enquête réalisée en 2016 auprès d'un échantillon d'entreprises offreuses de solutions technologiques a montré que les **difficultés à recruter** concernaient au premier plan des emplois qualifiés, de techniciens… et a fortiori d'ingénieurs.

La formation est donc un enjeu majeur pour le Sud Alsace et ce à deux niveaux. D'une part, au niveau de l'orientation et de la formation initiale des jeunes. Trop de jeunes « décrochent » et trop souvent encore la scolarité est arrêtée à un faible niveau de formation (le CAP) qui n'est plus le niveau attendu des entreprises industrielles. L'objectif doit être, au moins, pour ces jeunes peu motivés par l'institution scolaire, de les inscrire dans des formes d'apprentissage innovantes à l'image de ce qu'a réalisé e-nov Campus pour les formations numériques.

Mais ce **besoin d'orientation** et de formation va bien au-delà des jeunes.

Des offres innovantes de formation tout au long de la vie doivent être mises en œuvre pour que les salariés puissent plus aisément accéder à la formation car toutes les prospectives montrent que l'ensemble des métiers va être impacté par la numérisation. Les demandeurs d'emploi doivent également être orientés, sur la base de leurs savoir-faire acquis transférables vers de nouveaux emplois, avec l'appui du système de formation.

Les initiatives portées ou soutenues par les Maisons de l'emploi et leurs partenaires (Orientoscope, plateforme « Mon métier de demain » pour faciliter **les transitions professionnelles**, la « Cité des métiers », Portes ouvertes entreprises, Forums et rencontres Métiers et compétences, …) demandent donc à être soutenues et développées. Il s'agit aussi d'intensifier les actions pour renforcer l'attractivité des métiers, favoriser l'orientation professionnelle et la collaboration entre les établissements scolaires et les entreprises pour mieux adapter les offres aux besoins de chacun.

RETOUR OJ

Depuis quelques années, le Sud Alsace a fait l'objet de nombreuses analyses. Pour des analyses d'ensemble, il est possible de se reporter par exemple à :

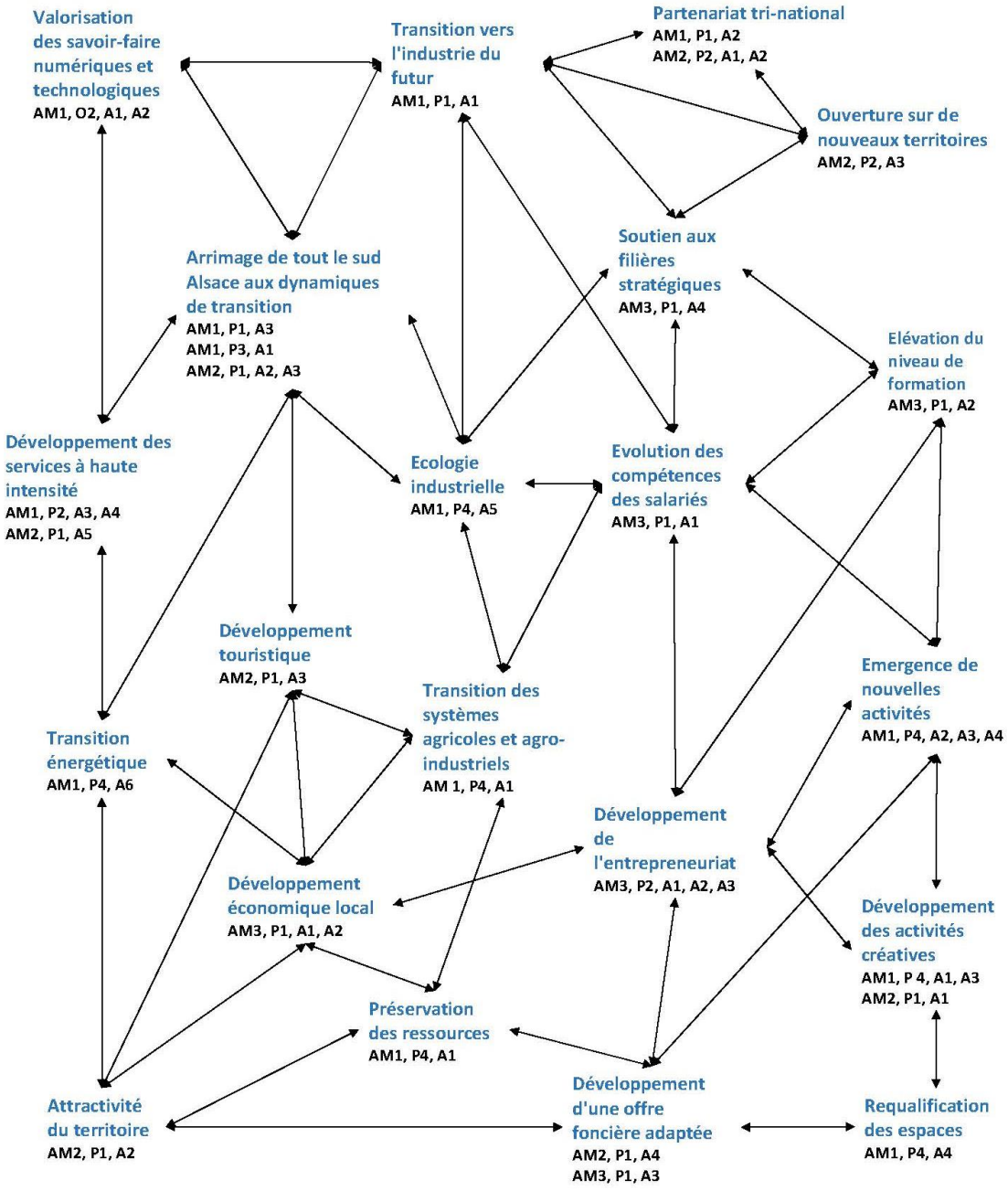
- L'attractivité résidentielle du Sud Alsace, AURM, 2017
- Compétitivité et attractivité du Sud Alsace, AURM, 2016
- Gros plans pour mieux comprendre l'économie du Sud Alsace, AURM, 2015
- Spécialisation des territoires et dynamiques socio-économiques, AURM 2015
- Quels enjeux pour les territoires du Sud Alsace ?, AURM 2014

Pour des études sectorielles, se reporter à :

- La toile numérique du Sud Alsace, AURM, juillet 2017
- Les activités transport-logistique dans le Sud Alsace, AURM 2015
- Portrait des services à la personne dans le Sud Alsace, MEF-AURM, 2014
- Localisation des activités et spécialisation des territoires, MEF-AURM, 2013

RETOUR OJ

Tableau synoptique des principaux enjeux repérés en Sud Alsace



En bleu, figurent les principaux enjeux et axes d'intervention relevés lors du « Diagnostic sud Alsace ». En noir, l'ambition (AM), le Programme (P) et les actions (A) qui correspondent à ces enjeux et qui sont détaillés dans ce qui suit.

RETOUR OJ

Volet projets structurants

Ambition 1 — La compétitivité par l'innovation, l'accompagnement des transitions numériques, industrielles, agricoles, et les économies émergentes

Le Sud Alsace s'inscrit pleinement dans l'ambition régionale puisqu'il déploie des programmes opérationnels dans les domaines :

- de l'industrie du futur et du numérique avec Campus Industrie 4.0 Sud Alsace et la Maison de l'Industrie ;
- de l'agriculture et de l'agroalimentaire du futur avec le projet Territoire d'Innovation et de Grande Ambition (TIGA) « Champs du possible, villes du futur » ;
- des filières émergentes : DMC, industries collaboratives, écologie industrielle territoriale, production énergétique innovante…

Ces programmes s'inscrivent dans la continuité des actions régionales et dans un esprit d'accélérer leur diffusion.

Programme : industrie du futur

Au travers de cette stratégie, le Sud Alsace entend accompagner les PME-ETI du Sud Alsace vers l'Industrie du futur en complémentarité des actions régionales. L'enjeu est double :

- Accompagnement des TPE, PME les plus éloignées. Les EPCI, avec leurs partenaires (agence de développement et CCI), en raison de leur proximité, leurs actions d'animation, les projets soutenus, ont un rôle prépondérant pour contribuer à détecter, sensibiliser les entreprises à l'industrie du futur et éviter le décrochage.
- Soutien au développement des offreurs de solutions 4.0 qui permettront aux entreprises de se transformer

Pour y répondre le Sud Alsace porte des projets structurants et des actions d'animations qui répondront à ces enjeux.
Au travers de ces projets et actions, le Sud Alsace entend renforcer les relations entre entreprises pour former une communauté, véritable moteur de transformation de son tissu économique et de son attractivité. Ce cluster "Campus Industrie, cœur Cluster » repose sur des projets structurants dans toute la chaine de valeur : recherche, formation, transferts de technologies, dynamiques d'entreprises… et permettra une plus grande implication des entreprises dans les projets.

RETOUR OJ

Modalités de mise en œuvre :

Action 1 : Création d'un Centre Technologique d'Excellence

Il permettra de mettre en œuvre des nouvelles technologies et procédés associés à l'Industrie du Futur et de contribuer à leur diffusion vers les PME-ETI du territoire du Sud Alsace et du Grand Est. La constitution de ce Centre Technologique d'Excellence se traduira d'une part par la création d'un Technocentre (4ITIM 4.0, maîtrise de procédés de production digitalisés) et par un centre d'innovations 4ITEC 4.0 (conception de solutions inédites répondant à un besoin ciblé d'un industriel à horizon 18 mois).

Délai : immédiat

Types d'aides :

- AAP Régional Be Est filière d'avenir (Volet Région du PIA 3)
- Aides régionales de droit commun
- Aide régionale à l'ingénierie financière de projet

Action 2 : Appui à la création d'un Institut tri-national de recherche dans l'industrie du futur

Pour consolider et développer la recherche et la formation internationale (création d'une graduate school) capable de répondre aux besoins technologiques des entreprises tous secteurs confondus : chimie, énergie, pharmacie, numérique, mécanique, automobile… L'objectif est notamment de renforcer l'expertise recherche/formation de très haut niveau à l'échelle tri nationale, et de favoriser les transferts de technologies. Les premiers jalons sont posés avec le PIA obtenu « Nouveau cursus à l'Université », et le projet « Upper Rhine 4.0 ».

4 champs d'expertises :

- Conception de matériaux et procédés avancés dans l'Industrie du futur
- Performance énergétique et environnementale des systèmes de production et distribution d'énergie
- Assistance et sécurité dans la conduite de systèmes
- Big data, Intelligence Artificielle, cybersécurité

Délai : moyen terme

Types d'aides :

- Aide régionale à l'ingénierie financière de projet
- PIA national

Action 3 : actions d'animation à l'industrie du Futur

Ces actions sont destinées particulièrement au tissu de PME, TPE dans le cadre démarche Campus-industrie 4.0 Sud Alsace

RETOUR OJ

- Animation d'un cœur de cluster « Industrie du futur »
- Challenge Industrie sud Alsace, évènement de type hackaton permettant à une entreprise industrielle de booster une idée, un projet en faisant travailler des groupes projets aux compétences multiples (informatique, marketing, designer…)
- Workshop permettant à des entreprises industrielles de rencontrer des offreurs de solutions pour développer leur business

Délai : lancement 2019

Types d'aides :

- subvention et partenariat (prospection, organisation et communication commune pour les participants à l'événement).
- Appui des structures d'accompagnement dédiées : Grand e-nov, ADIRA, AAA…
- Aide régionale aux manifestations économiques

Programme : numérique

Le Sud Alsace souhaite développer un Pôle numérique fort, capable de générer des emplois et d'accompagner les entreprises, et le secteur public dans leurs évolutions (services technologiques, marchés, nouveaux modèles économiques). Le Sud Alsace souhaite contribuer à redévelopper un pôle numérique fort, et de facto un écosystème permettant son développement.

Le Sud Alsace entend également développer un savoir-faire spécifique en matière de gestion des données (big data), d'intelligence artificielle, de cybersécurité appliqué à l'industrie, l'artisanat et l'agriculture. Le Sud Alsace porte des projets qui y concourent et pour lesquels il est nécessaire d'avoir un appui régional.

Modalités de mise en œuvre :

Action 1 : Cluster numérique Rhénatic

Le sud Alsace souhaiterait un renforcement opérationnel du cluster

Délai : lancement 2019

Types d'aides : appui de Grand e-nov pour accompagner la digitalisation du territoire, avec un axe fort de développement dans l'intelligence artificielle.

Action 2 : KMo

Développement d'un écosystème numérique/industrie animé par e-nov Campus et rassemblant start-up, entreprises du numérique, formations numériques, FabLab, KidsLab et services d'accompagnement à l'entrepreneuriat (SEMIA etc.).

Délai : lancement 2019

RETOUR OJ

Types d'aides : Appui de la région à la démarche visant à répondre aux attentes des industriels dans leur transformation numérique

Action 3 : Pôle Intelligence Artificielle dont Scientipole

- Mise en œuvre d'un Pôle Intelligence Artificielle dans le domaine de l'Industrie du Futur et de l'Agriculture du Futur.
- Développement d'une plateforme IA de collecte et de traitement de données publiques/privées
- Développement d'une dynamique industrielle numérique IA
- Scientipôle : Mise en œuvre d'une plateforme d'Intelligence Artificielle (IA) et de Machine Learning (ML) pour l'analyse des données en vue d'améliorer les process au sein des exploitations agricoles dans le contexte d'une agriculture responsable. Dans le cadre du PIA TIGA, une étude d'ingénierie de caractérisation des besoins et objectifs, puis paramétrage et estimations des coûts opérationnels est en cours de lancement en 2018.
- Développement d'un groupement de compétences en IA

Délai : 2019-2029

Types d'aides :

- investissements en fonds propres et en subvention de la Région en complément de la Caisse des dépôts et consignations
- aide à l'outillage R&D
- accompagnement à la détection des premiers « clients » de la plate-forme venant du monde agricole et de l'industrie, pour identification des besoins et rédaction du cahier des charges (principalement en Sud Alsace mais aussi en Grand Est)
- Cofinancement des actions dédiées au déploiement opérationnel de l'IA (délai : 2019-2021)

Action 4 : Appuyer l'opération « Premiers bons de commande »

Cette action vise à sensibiliser les grands acteurs du territoire publics et privés de la nécessité de soutenir les PME innovantes du territoire, via un engagement moral consistant à leur acheter un « prototype » (ou POC / Proof Of Concept) entre 3 000 € et 15 000 €.

Délai : 2018

Type d'aide :

Engagement moral à la participation de la Région en tant que « client », sollicitant des startups du Sud Alsace (exemple : 1 bon de commande par an minimum, émanant de la Région, engagement à inscrire dans le POCE)

Action 5: E-commerce Starter

L'E-commerce Starter : Acquérir et aménager des espaces destinés à héberger et à accompagner des jeunes entreprises qui ont pour projet de développer une activité dédiée au e-commerce. Le lieu

RETOUR OJ

mettra en synergie les entreprises locales de proximité pour développer des projets e-commerce adaptés aux petites entreprises. Les porteurs de projet hébergés bénéficieront d'un accompagnement spécialisé pour accélérer leur développement (développement d'idée, incubation, logistique).

Cette opération s'inscrit dans la continuité de l'opération "E-commerce Thur Doller" engagée en 2015 et qui sera étendue. Pour valider la faisabilité économique de ce projet "E-commerce Strarter", il est nécessaire d'engager une étude de faisabilité marché et pré-architecturale.

Délai : 2018-2019 (Etudes de faisabilité); 2020-2021 (investissement)

Partenaires : CCI Alsace, CMA Alsace, Cluster Rhénatic, Les Enseignes Thur Doller, Lycée des Métiers Charles Pointet, Gebosse.

Délai : 2018-2019 (Etudes de faisabilité); 2020-2021 (investissement)

Type d'aide :

- Co-financement du programme d'actions pour aider les collectivités à bien cibler l'opération (Benchmarking, étude de marché, pré-étude architecturale, ...)
- Co-financement des investissements nécessaires à l'opération

Programme Agriculture et agroalimentaire du futur

Le Sud Alsace porte un projet fort dans le domaine de l'agriculture du futur visant à construire une approche systémique à partir des procédés agricoles et bioéconomiques, à l'échelle du Haut-Rhin, de Colmar à la Suisse. Il s'agit du projet TIGA, Territoire d'innovation de Grande Ambition « Champs du possible, Villes du futur ».

La transition économique vers un modèle plus durable et créateur de valeur implique un traitement approfondi à l'horizon de 10 ans.

Le Sud Alsace a été retenu parmi 24 territoires nationalement sur 117 candidats en janvier 2018. Un consortium de 40 partenaires candidate aujourd'hui à la seconde phase, l'appel à projets porté par le Secrétariat Général Pour l'Investissement et la Caisse des Dépôts. Cette candidature s'organise autour de domaines d'activités stratégiques que sont :

le développement de nouvelles pratiques et technologies innovantes pour les petites et moyennes exploitations ;

- les cultures et procédés à faible impact environnemental favorisant la protection de la ressource eau, sols et Hommes des territoires ;
- le développement de nouveaux circuits d'agroressources au service de l'écologie industrielle ;
- la connexion des réseaux agroalimentaires et agro-industriels pour davantage de valeur ajoutée et aller vers une plus grande autonomie alimentaire territoriale, en aidant la mise en place de filière de transformation des produits agricoles, et à l'émergence des nouveaux outils et applications du numérique ;

RETOUR OJ

- les projets citoyens pour une réappropriation de l'agriculture et de l'alimentation par les habitants ;
- la projection internationale d'entreprises innovantes en bioéconomie.

Les différents portefeuilles de fiches actions seront soutenus par une ingénierie de projets sous forme de plates-formes expérimentales localisées sur plusieurs territoires du Sud Alsace (dont le Scientipôle en **2.Numérique**, ci-dessus).

Modalités de mise en œuvre :

Action 1 : Donner au Sud Alsace les moyens techniques et financiers de poursuivre une candidature de grande ambition PIA TIGA.

La phase suivante de l'appel à projets est encore plus exigeante en termes d'ingénierie que celle de l'appel à manifestation d'intérêt, avec 10 à 12 territoires retenus nationalement

Délais : Mai-Décembre 2018 (phase 1), puis 2019–2029 (phase 2)

Types d'aides Phase 1 :

- Attribution par la Région Grand Est d'une subvention en complément de co-financement des territoires sud-alsaciens (AMO), à l'automne 2018 : 100 000 euros
- la Région contribuera via la participation des experts de ses services des directions concernées (Industrie du Futur, Aménagement, agriculture…), des instances dédiées comme Grand e-nov, des Pôles de compétitivité. Cela suppose la participation à plusieurs réunions de travail indispensables à l'affinement et au co-financement du dossier de candidature avec :
  - la direction de l'Agriculture
  - la DCC (ferme et IAA du futur, filières amont/aval et bioéconomie)
  - la DEA (environnement et aménagement, pour les aspects dépollutions, valorisation énergétique des biomasses, boucles d'économies circulaires dont aspects logistiques)
  - Le pôle IAR et Grand e-nov
  - les autres acteurs pertinents notamment les questions d'agriculture urbaine et périurbain

Types d'aides Phase 2 :

- Il sera conventionné l'autorisation des aides directes aux entreprises avec la Région, versées par les EPCI entre 2019 et 2029, dans le cadre précis de soutiens aux fiches-actions PIA TIGA
- Accompagnement en fonds propres et en subventions régionales sur la période décennale, une fois qu'ils auront été identifiés par les services régionaux lors de la phase 1.
- Aide à la mobilisation d'outils financiers adaptés (BPI, Fonds européens,…) sur lesquelles la Région est autorité de gestion ou capable d'aider le Sud Alsace dans le montage des dossiers.
- Aide à l'innovation de BPI France

RETOUR OJ

- Pourraient être conventionnés dès 2018/2019 (si nécessité réglementaire et opérationnelle) l'accompagnement financier d'études techniques complémentaires en direct par les territoires (EPCI)[2]

Les 3 points ci-dessus n'excluent par les modalités d'accompagnement ad hoc qui pourrait émerger jusqu'en 2029.

Indicateurs : Ils seront définis dans le dossier de candidature (AAP) remis à la Caisse des Dépôts et consignations en fin d'année 2018.

Programme : Développer les économies émergentes

Le Sud-Alsace se veut pilote sur les nouvelles formes de développement économique, adaptées aux réalités des transitions écologiques et sociales, et aux mutations dans les formes du travail et de l'entrepreneuriat. 4 volets principaux composent cette opération :

- la montée en puissance de nouveaux modèles de production et de consommation localisés (1),
- l'écologie industrielle pour favoriser la compétitivité de l'industrie à long terme (2) L'objectif est de favoriser les nouvelles formes d'économies émergentes ainsi que l'accompagnement de long terme d'actions « industrie collaborative », pour être en avance de phase et guider vers la durabilité du territoire.
- Les formes émergentes de production énergétique dans le cadre de la transition énergétique (3)
- Il s'agit enfin (4) de soutenir la reconversion de friches industrielles en milieu urbain, péri-urbain et rural, favorable à la création et l'implantation d'activités économiques de nature nouvelle. Ces reconversions ne sont pas seulement immobilières, il s'agit que la Région puisse accompagner la restructuration des sites d'un point de vue de l'activité économique, pour répondre aux enjeux des nouvelles formes d'emploi (davantage indépendant que salarié par exemple), dans les secteurs en disruption.

Modalités de mise en œuvre :

[2] Ces conventions d'autorisation d'aides directes pourront notamment s'appliquer pour:
- la CAC à hauteur de 25 000 € (Colmar Agglomération)
- la société Salsa à hauteur de 15 000 € (m2A)
- une ou plusieurs start-up en agriculture urbaine sur le site Euro3Lys à hauteur de 10 000 € (Saint-Louis Agglomération)
- la société Domi Conus à hauteur de 10 000 € (CC Sundgau)

RETOUR OJ

Ces écosystèmes incluent plusieurs aménités amenées à se renforcer mutuellement, fonctions métropolitaines indispensable à l'attractivité du territoire Sud Alsace peuplé de près de 500 000 habitants.

Action 1 : Soutenir l'écosystème émergeant DMC

- l'économie liée au secteur artistique, culturel et design
- l'amplification de l'utilisation du numérique comme support de production
- l'économie de fonctionnalité et circulaire, par exemple les ressourceries
- l'industrialisation de petites séries à forte valeur ajoutée
- le secteur du tourisme, dans sa composante qui est intrinsèquement lié à l'écosystème artistique/post-industriel global, sur un ou plusieurs sites
- le développement de l'agriculture urbaine et périurbaine avec réappropriation de l'alimentation en circuits courts par le citoyen

Délai : travaux conservatoires et aménagement complémentaire de requalification de l'espace public, commercialisation simultanée (2019-2022)

Type d'aide

Mobiliser de manière la plus souple possible les dispositifs régionaux d'aides à la requalification des friches industrielles, notamment en matière de délais portage publics. Les travaux conservatoires réalisés par la collectivité territoriale avec le soutien de la région ne doit pas être un obstacle à la cession éventuelle à une entreprise dans le but de revitaliser réellement l'activité sur le site.

Action 2 : Construire un projet économique dans le cadre de la reconversion des friches économiques en zones rurales et de montagne

Afin de répondre aux mutations économiques des zones de montagne et pour s'adapter aux besoins du marché local, tout en préservant un patrimoine industriel remarquable, la politique friche engagée dans les zones montagnes doit proposer des projets de développement local et économique. Portée par les collectivités locales, cette politique intègre l'achat des bâtiments et la rénovation globale avec une attention particulière au respect du patrimoine et stratégie de développement économique tournée vers les activités émergentes et l'économie de proximité.

Délai : Etudes de faisabilité (2018-2019) travaux (2019-2022)

Type d'aide : Crédit massif des Vosges, Région Grand Est

- Maintenir les dispositifs régionaux d'accompagnement à la reconversion des friches industrielles dans leur souplesse actuelle, y compris pour subventionner des opérations de réhabilitation portées par les sociétés publiques locales (SPL)
- Développer de nouveaux dispositifs de soutien en direction des écosystèmes d'attractivité métropolitaine. Ces écosystèmes sont créateurs de valeur économique à long terme car adapté aux nouveaux besoins des consommateurs, a fortiori sur le territoire Sud Alsace relativement carencé en fonctions productives métropolitaines supérieures.

RETOUR OJ

On citera notamment :

- aides à l'équipement pour la production des entreprises artistiques
- aides à l'investissement en agriculture urbaine, sur friches, et pour la fourniture en produits alimentaire rares localement
- aide aux innovations industrielles et numériques en petites séries sur des marchés de niche
- aide à la mise en capacité touristique afférente à ce nouveau patrimoine économico-culturel

Action 3 : Favoriser l'accompagnement de long terme d'actions « industrie collaborative » et d'écologie industrielle territoriale (EIT)

Le Sud Alsace a identifié l'économie circulaire ou écologie industrielle comme un axe important irriguant ses politiques publiques. Le Pays Thur Doller, m2A, les CC Sud Alsace-Largue et du Sundgau ont déjà convenu de travailler au renforcement de leurs actions d'économie circulaire pour accompagner la mise en place de synergies entre les territoires sur les thèmes des déchets, de l'énergie, de la mutualisation d'équipements et RH (démarche AIC, Action Industrie Collaborative). Il s'agit de construire une démarche d'économie circulaire à l'échelle Sud Alsace en se dotant d'un outil commun et d'une équipe projet inter-territoires pour construire des filières de collecte, de traitement de certains déchets (bois, PSE…) et pour répondre aux besoins de recrutements (groupement d'employeurs, prêt de main d'oeuvre…)

Les récentes expériences en matière d'économie circulaire révèlent la nécessité de travailler en cohésion sur cette thématique et de mutualiser l'information stratégique. Ainsi les EPCI, avec leurs partenaires, souhaitent expérimenter en partenariat avec la CCI Alsace Eurométropole le dispositif ACT'IF.

En complément de l'offre de service EIT, le territoire du Sundgau souhaite créer un réseau d'équipements permettant une collecte et un tri plus intégrés des produits résiduels, avec comme objectifs la création d'un modèle économique viable en boucle longue et la valorisation ou le réemploi en boucle courte des matériaux collectés. La démarche s'appuie sur un tissu d'entreprises déjà sensibilisé et intégré aux réflexions des deux collectivités, mais qui peine à s'organiser par manque d'équipements spécifiques. Les deux intercommunalités proposent de constituer un réseau d'équipements de proximité permettant la mutualisation et la qualification des gisements pour en faciliter le réemploi et d'inscrire l'objectif « zéro gaspi » comme levier d'une nouvelle approche de l'économie dans le Sundgau. Ces équipements verront le jour à partir de 2020 sur le site de la zone d'activités des Tuilliers à Retzwiller et sur le site AMINA à Hirtzbach.

Au niveau de l'économie circulaire, il convient d'encourager les nouvelles entreprises à entrer dans les dispositifs EIT territoriaux. Il est proposé d'introduire une formation EIT dans les programmes d'accompagnement des opérateurs. Cette formation vise à donner les bases de l'EIT et à donner les clés pour entrer dans l'économie collaborative. Elle servira également à encourager les rencontres de porteurs de projet (pépinières, club…), mettre en avant le réseau local et être offreurs de solutions pour optimiser les plans d'affaires (mise en relation matériaux, services, mise en synergie de personnel…).

RETOUR OJ

Ce dispositif vise à créer un nouveau territoire économique qui intègre pleinement l'économie circulaire.

Types d'aides :

- Soutien aux démarches de montée en compétences et d'identification de solutions opérationnelles avec les entreprises, car elles sont encore émergentes et en phase de recherche de business-modèle mixte public/privé (AIC). Cela pourrait prendre la forme d'un accompagnement par des structures dédiées et des personnes ressources de la Région, de l'ADEME, de la CCI Alsace Eurométropole, ou encore dans le cadre des plans existants, de prédiagnostics gratuits.
- Soutien à la mise en œuvre d'un projet **d'écologie industrielle de grande ampleur en Sud Alsace** : dépollution des sols, valorisation des biomasses et création de sous-produits à destination de l'industrie.
  - Ce programme de nature systémique adresse en effet les compétences régionales en économie, agriculture et environnement, ce qui justifie ce soutien particulier, notamment sur le maillon innovation de rupture « unité de pyrolyse rapide », potentiellement situé sur le site stratégique n°3 -plate-forme chimique de Chalampé- (**Ambition 2, Cible 1**, ci-dessous).
  - Phase 1 : Étude de prototypage en 2018 : 190 000 € prévisionnels, demande de subvention à la Région de 25 000 €, et d'un appui pour un soutien de l'ADEME.
  - Phase 2 : le projet sera évalué entre 10 et 20 millions d'euros (estimation affinée en fin d'année 2018). Une participation de la Région sera envisagée sur la période 2019–2029 (dans le cadre du PIA TIGA si le territoire est retenu, ou sur un projet recalibré).
  - Soutien de l'ingénierie collaborative territoriale économie circulaire (ADEME Grand Est et Région Grand Est) portés individuellement par les 3 territoires du Sud Alsace (M2A, Sundgau et Thur DOller)

Action 4 : Expérimenter et déployer des filières de production énergétique innovantes

Le but est d'accompagner les programmes de transition énergétique portés par les territoires du Sud Alsace (collectivité, entreprises…) pour développer le mix énergétique du territoire, développer des nouvelles filières énergétiques de la production à la distribution en passant par la stockage et en géréant les sources d'énergies. Le Sud Alsace entend être moteur au travers de projets tels que l'Institut d'Excellence trinational porté par l'UHA, les programmes de développement de méthanisation, réseaux de chaleur, géothermie profonde et de plateforme d'intelligence artificielle permettant de gérer intelligemment besoins/volume de production…

Des projets de création de biométhane et de méthane de synthèse existent en Thur Doller notamment. Existent la possibilité de produire du biométhane par méthanisation à partir des

RETOUR OJ

biodéchets triés et collectés sur Thann-Cernay-les 2 Burnhaupt et traités par le SM4 sur Aspach Michelbach et la possibilité de créer du méthane de synthèse, à partir d'une source d'hydrogène fatal produit par l'entreprise Potasse et Produits Chimiques (PPC) basée à Thann.

Le bureau d'étude SOLAGRO a produit une étude de faisabilité dont les résultats font ressortir que le projet, très expérimental quant à son process, n'est pas économiquement viable pour l'entreprise sans soutien public. Pour GRDF, partenaire de l'étude, le site apparaît cependant comme le plus économiquement intéressant à titre exploratoire. Du fait de ces potentialités de création de biogaz sur son territoire, de sa volonté de sortir la mobilité véhicules du « tout pétrole » et de poursuivre sa politique de préservation de la qualité de l'air extérieur, le Pays Thur Doller souhaite également promouvoir la mobilité au Gaz Naturel pour Véhicules (GNV) auprès des acteurs publics et privés de son territoire et, pour cela, aider à l'installation d'une station publique GNV.

Délai : 2018-2021

Type d'aide : Appel à projets 2018 sur l'Economie Circulaire, mesures Post-Fessenheim

Certes moins innovante, mais avec un potentiel de développement bien réelle, notamment dans la perspective du Post Fessenheim, la production d'énergie solaire (thermique et photovoltaïque) sur le territoire sud alsace peut s'avérer importante. Un atout bien compris des territoires qui développent des cadastres solaires pour évaluer les potentiels techniques et financiers des toits du bâti. Des centrales solaires sont également en cours d'étude notamment sur la zone des Tuiliers à Retzwiller et dans la commune de Ferrette. Pour développer les projets avec les entreprises, un travail territorial collaboratif et d'information est à mener.

Délai : 2018-2021

Type d'aide : - Mesures Post-Fessenheim - Soutien de la CCI Alsace pour accompagner le développement de projets énergie solaire dans les entreprises.

Action 5 : Attirer des entreprises innovantes

Si le territoire veut attirer des cadres, il doit aussi se faire attractif pour les structures qui les emploient et notamment les entreprises créatives et les entreprises innovantes. Sont également concernés les instituts technologiques, les activités à haute intensité en connaissance qui font actuellement défaut au territoire. Il est proposé de :

- Construire un plan d'aide à l'implantation de « pépites » en Sud Alsace avec ticket de la région (enveloppe annuelle déterminée dans le POCE).

  Exemple 1 : opération Test Your Market

  Exemple 2 : tiers lieux de rencontres transfrontaliers afin d'accueillir les ambassadeurs de marques/produits en France.

- Appui régional à l'accueil d'antennes IRT favorisant le transfert de technologie et la valorisation économique de la recherche ;

RETOUR OJ

- appui régional à l'accueil de laboratoires spécifiques « en résidence » pour la durée d'un projet, détenteurs d'un maillon indispensable au développement d'innovations (exemple : Chrono-environnement, INERIS, IRSTEA dans la démarche TIGA)

RETOUR OJ

RETOUR OJ

Ambition 2 Attractivité et Rayonnement international

Même si les spécificités des bassins de vie qui composent le Sud Alsace sont marquées, leurs destins sont étroitement imbriqués et leur développement passe par la capacité à savoir appréhender en commun, lorsqu'il le faut, les problématiques d'attractivité et de promotion à l'extérieur. C'est vrai en direction de l'Alsace et du Grand Est, mais aussi, en raison de sa situation géographique, en direction de ses voisins suisses et allemands. Cette attractivité passe par une valorisation des forces (dont le transfrontalier) et des savoir-faire du territoire, par une action marquante dans des secteurs visibles mais peu explorés d'un point de vue collectif, et par un ciblage marketing aigu pour convaincre des acteurs-clé économiques encore rétifs de le rejoindre.

Le Sud Alsace constitue l'exact vis-à-vis géographique du couple transfrontalier germano-suisse, en face duquel il doit rattraper ses retards, mettre ses atouts en lumière, et pour qui il doit devenir un interlocuteur incontournable dans les sujets économiques majeurs. C'est le sens du travail accompli en commun par les territoires du Sud Alsace depuis un an. Il s'agit de tirer profit du réseau urbain dense, des potentialités dont chaque territoire est porteur, pour construire un territoire métropolitain capable de faire entendre sa voix et de rééquilibrer sa position dans les échanges transfrontaliers notamment.

Programme : Attractivité économique

Le sud Alsace n'a, à ce jour, pas fait l'objet d'un discours commun mettant en valeur ses qualités et opportunités. Accroître l'attractivité du territoire permettra sans aucun doute de développer et d'attirer de nouvelles activités, dont les activités touristiques. Pour assoir les potentiels de développement du sud Alsace, la politique d'attractivité doit intégrer les capacités d'accueil des entreprises et développer des sites stratégiques.

Action 1 : Engager une stratégie de marketing territorial

Au-delà des positionnements « produit » légitimes de chacun des bassins de vie, le Sud Alsace constitue une entité géographiquement et économiquement cohérente, dont le périmètre permet la promotion sur des bases et des arguments communs. A l'échelle internationale, le déploiement s'impose face aux grandes métropoles, d'une ligne stratégique claire de communication bâtie sur un récit partagé et sur des moyens mutualisés.

Modalités :

- Faire émerger une vision collective, compatible avec les réalités de chaque bassin de vie, et transposable en stratégie de communication
- Travailler à des opérations communes et ciblées de promotion du territoire là où le message à l'unisson a du sens (SIMI, MIPIM, grands salons et festivals…)

RETOUR OJ

- Soutien à une démarche de conception d'un portail d'attractivité Sud Alsace

Délais : 2020

Contribution Territoriale :

Recrutement d'un business manager

Portail multipartenatarial de promotion du territoire

Types d'aides :

- Soutien ponctuel à une démarche de conception d'un portail d'attractivité sud Alsace

Action 2 : Soutenir les sites stratégiques d'intérêt régional, notamment les espaces industriels à fort potentiel

Grands pourvoyeurs d'emplois directs et indirects, forces-motrices de filières et de développement d'écosystèmes d'entreprises et d'innovation, les sites d'intérêt régional du Sud Alsace nécessitent une mobilisation régionale forte et ciblée, en raison de la pénurie d'offres foncières à court terme et à la nécessité d'anticiper le développement économique à plus long terme.

Modalités :

Les textes législatifs incitent en effet à passer des conventions Région/Intercommunalités à la fois «top-down » (mise en œuvre du SRDEII par un portage de fonciers voire de bâtis stratégiques par la Région, sur un site d'intérêt stratégique) et **«** bottom-up **»** (conventions supplémentaires de soutien sur des sites en cours de (ré)aménagement / commercialisation sous compétence intercommunale/SPL/Syndicats Mixtes).

Quatre sites stratégiques sont ciblés par cette action :

- **Site 1 : les Ports du Rhin-Sud**

- **Site 2 (connexe au Site 1) : « Ile-Napoléon-PSA » :**

Conventionner la création d'un site stratégique d'intérêt régional permettant la gestion conjointe m2A/Région d'une réserve foncière à long terme, « produit d'appel » pour activités à haute V.A : Triangle et/ou PSA-post-site compacté

- **Site 3 : plate-forme chimique d'intérêt national de Chalampé**

Aides régionales à la mutualisation d'utilités pour leur activité (ex : unités de pyrolyse en lien avec TIGA).

- **Site 4** : **Plateforme économique et de services de Ottmarsheim**

Transformation de l'ancienne plateforme douanière en plateforme économique et de services dans le prolongement de la ZIMR et en proximité stratégique des frontières allemande et suisse.

Type d'aides :

- Aide régionale à l'étude de faisabilité technique, juridique et économique ainsi qu'aux travaux d'aménagement.

RETOUR OJ

- mobilisation des fonds d'investissement BPI et des outils régionaux instruments de prospection type AAA, établissement public foncier EPF…)

Action 3 : Stratégie de développement d'une offre de grandes parcelles Sud Alsace

Le développement de filières économiques, l'accueil de nouvelles entreprises nécessitent que l'on puisse répondre rapidement aux demandes.

Le Sud Alsace dispose de parcelles immobilières commercialisées ou en cours de commercialisation. Dans un contexte de pénurie foncière, de transition énergétique, la question des grandes zones et grandes parcelles permettant l'accueil d'implantations structurantes est primordiale pour répondre aux besoins d'extension, de développement et d'accueil d'entreprises. Compte tenu de la demande actuelle, cette situation de pénurie est en train de s'étendre aux autres segments de l'offre y compris aux petites parcelles.

Il est donc stratégique pour le Sud Alsace de préserver sa capacité de développement dans une logique d'efficience en termes de stratégie d'aménagement, d'adaptation aux attentes marchés, de connexion aux réseaux, et de marketing commun (offre foncière destinée au marché local, offre d'intérêt stratégique régional/international).

Plusieurs sites peuvent accueillir des parcs d'activités :

- **Site 1 : Le nouveau Parc d'activités SUD ALSACE LARGUE**

Nouvelle offre foncière de la Communauté de communes Sud Alsace Largue située sur la commune de Diefmatten à proximité de l'échangeur autoroutier A36/RD83. Le parc d'activité est dimensionné pour des activités innovantes et souhaitant organiser une synergie interne autour d'un programme d'économie industrielle volontaire et reproductible sur foncier total de 7 ha réparti sur 4 parcelles. Approche innovante en termes de conception, le parc d'activité apporte une nouvelle approche intégrée et propose des solutions dans la gestion des nouvelles nécessités environnementales des entreprises.

- **Site 2: Zone d'activités du Pont d'Aspach sur la commune de Burnhaupt le haut**

Aide régionale à l'étude de faisabilité technique, juridique et économique pour la création de cette zone d'activité implantée à un carrefour stratégique du Sud Alsace.

- **Site 3 : Zone d'Activité Economique Rue d'Aspach à Cernay (14 hectares)**

Aide régionale à l'étude de faisabilité technique, juridique et économique et aide aux travaux d'aménagement (6 500 000 € HT) pour cette ZAE située en début de vallée, et qui cumule des atouts stratégiques majeurs pour le développement économique de la collectivité. L'intégration des déplacements doux et interconnecté sera intégrée dans le projet dans une logique globale de la zone d'activité. 12 Ha de terrains seront commercialisables.

- **Site 4 : Plateforme d'activité de CARSPACH**

Aide régionale à l'étude de faisabilité technique, juridique et économique pour la création d'une zone de 30ha éco-conçue qui tendra au maximum vers l'autogestion et qui permettra de répondre à la forte demande de développement des entreprises locales (projet en cours : industries pharmaceutiques, plasturgie, automatisme..).

Le soutien de la Région est particulièrement important au-delà des seuls sites stratégiques, car le réservoir foncier de sites complémentaires va devoir être mobilisé, en situation de relative pénurie

RETOUR OJ

foncière, à l'horizon de 5 à 10 ans. Ce réservoir appellera des moyens particuliers de requalification de certaines zones dans un contexte plus complexe que certains sites stratégiques déjà partiellement mobilisés/aménagés. Il s'agira d'être accompagné par la Région pour favoriser notamment la commercialisation d'espaces en Plan de prévention des risques technologiques (PPRT, Illzach), avec raccordements routiers et ferroviaires à réaliser (Amélie), dépollution et compensation écologique (PSA site et Triangle), la mise en réseau du Nord Sundgau et la compensation agricole sur 30ha (Plateforme d'activité de Carspach), la valorisation et le soutien financier des sites pluri-économiques valorisant projet d'intérêt général, mix énergétique, localisation d'artisans et de pme générateurs d'activités innovantes, , la zone du Pont d'aspach à Burnhaupt le Haut, le Parc d'activités Thann-Cernay à Aspach Michelbach, la zone d'activité rue d'Aspach à Cernay.

Modalités :

- Travailler à un programme de développement/revalorisation de parcelles économiques en y intégrant des approches de marketing, d'économie circulaire, de création d'infrastructures pour développer les modes de transport doux interconnectés et de développement de facility management (services d'aide à l'implantation).
- Faire émerger sur le territoire un SIT / SIG à vocation économique performant et réactualisé, partagé entre les acteurs du Sud Alsace.

Délais : dans les 5 ans

Types d'aides :

- Intégration de ces offres innovantes dans une offre régionale globale d'accueil ex : (nouveau portail régional, programme de prospection…), et mobilisation anticipée des outils régionaux d'aides au développement de ces outils complémentaires, spécifiques aux territoires du Sud Alsace.
- Accompagnement technique et politique de la Région dans la viabilisation commerciale des parcelles « réservoir foncier »
- Accompagnement de la Région dans le développement des infracteurs dédiées aux modes de transport doux
- un fléchage prévisionnel des aides à l'investissement, planification à moyen terme du cadre d'intervention de droit commun ET ad hoc (« bonus » POCE sur les 6 sites stratégiques)
- la mobilisation des fonds d'investissement BPI et des outils régionaux (instruments de prospection type AAA, établissement public foncier EPF,…)
- En lien avec la CCI et les Agences de développement, accompagner le maintien et la création de clubs d'entrepreneurs territoriaux, peu présents en Sud Alsace, afin de faciliter leur progression. Dynamiser ainsi les collaborations interentreprises dans une logique de clusters géographiques sur le territoire Sud Alsace, favorables à la valorisation des talents locaux
- Aide à l'investissement des entreprises s'implantant dans ces espaces.

Action 4 : Accompagner des activités économiques vectrices d'image

Certaines activités économiques fabriquent de l'image positive en même temps qu'elles profitent au territoire. C'est le cas par exemple de l'économie de la restauration (gastronomie et traditions et

RETOUR OJ

pratiques culinaires), sur laquelle le Sud Alsace n'a pas à rougir, compte tenu de son terroir et de son savoir-faire, ou bien encore de l'industrie du cinéma dont les retombées sont importantes. Sur ces sujets, l'amorçage a eu lieu. De manière plus générale, l'économie créative, développée mais éparse sur le territoire, doit trouver un mode d'agrégation, avec le soutien du Conseil Régional.

Modalités :

- Cinéma : capitaliser sur la démarche déjà engagée en lien avec la Région pour attirer les tournages de cinéma et l'élargir au Sud Alsace
- Gastronomie : participer au développement des filières d'excellence en matière de formation sur le territoire
- Culture vivante : soutenir le rayonnement des opérations culturelles d'extraction Sud Alsace

Délais : dès 2019

Types d'aides :

- Appui Soutien à la présence des galeries d'art sur des foires et salons d'art contemporain en France ou à l'étranger
- Aides aux lieux et projets structurants (AV)
- Aide aux outils de promotion
- Aide régionale pour les frais de transport, d'hébergement et de restauration des apprentis du Grand Est
- Aide au développement culturel des territoires
- Aide aux métiers d'art, en lien avec la CMA
- Soutien au tourisme industriel, en lien avec les OT et les entreprises engagées dans la démarche régionale

Programme : Attractivité Touristique

Action 1 : Développer et soutenir le tourisme d'itinérance

S'appuyant sur ses atouts géographiques et ses cours d'eau, le développement touristique du territoire du Sud Alsace, s'inscrit dans le programme d'actions du schéma régional de développement du tourisme, visant à dynamiser l'économie liée, en particulier sur la thématique «signature » de l'Itinérance. De ce point de vue, nos territoires sont très complémentaires puisqu'ils offrent une gamme étendue d'expériences visiteurs.

Le tourisme d'itinérance, qu'il soit pédestre, cyclo ou fluvial, est une activité économique à part entière et permet de découvrir toute la richesse de l'offre touristique, qu'elle soit culturelle, gastronomique ou de loisirs. L'innovation est très présente dans le secteur, notamment grâce à l'enrichissement de l'offre d'accueil d'équipements et de services adaptés et la mise en tourisme des voies d'eau de la destination touristique. D'ores et déjà, le territoire dispose de plusieurs ports (Dannemarie, Mulhouse-Illzach , Kembs…) qui peuvent structurer la démarche.

RETOUR OJ

Le canal, l'Ill, la Largue, la Doller et la Thur disposent de nombreux atouts pour séduire de nouvelles clientèles amatrices de déplacements doux et participent au développement local des territoires traversés par ces cours d'eau.

Modalités :

- Positionner le territoire sur le segment du Tourisme fluvestre qui consiste à mettre en lien les activités liées à la voie d'eau et celles de ses berges, en reliant patrimoine terrestre et fluvial
- Concevoir une offre de séjour « Itinérance » autour des vélos routes, les voies vertes, les voies fluviales
- Rendre lisible l'offre urbaine d'itinéraires cyclables se situant à proximité du canal (port de plaisance, chemin de halage, proximité du Camping de l'Ill, Mulhouse Diagonales) en lien avec l'offre rurale (berges du Rhin, Ballons des Vosges, Jura, vignobles autour de Thann, ...)
- Co-construction par les OT du sud Alsace de promenades au fil de l'eau via les pistes cyclables et l'offre cyclo touristique de m2A et édition d'un « topo-guide» recensant, les services, les lieux d'intérêt sur les itinéraires, des conseils sur les lieux d'hébergements, de restauration ainsi que de cartes détaillées sur la totalité des parcours
- Parier sur des modes touristiques différentes et capitaliser sur les nouvelles tendances (cyclo-touristes et création d'un itinéraire bis Sundgau de la véloroute 6)
- Engager une réflexion autour de l'économie touristique et des activités économiques nouvelles se créant autour d'un flux touristique régulier et d'un engagement local des acteurs institutionnels et économiques
- Créer un pôle muséal d'excellence en améliorant les modes de fonctionnement et les contenus par une mutualisation de moyens et une mise en synergie des acteurs culturels, touristiques et économiques.

Délai : 2020

Types d'aide :

- Pacte de Destination de la Région Grand Est
- Outils de la stratégie d'innovation et de développement touristique de l'ADT
- Programme d'investissement de la Caisse des Dépôts

Action 2 : Développer l'espace écomusée de site au Parc de Wesserling

Le Parc de Wesserling accueille aujourd'hui près de 90 000 visiteurs payants par an sur près de 17 hectares de terrain. Le site est géré par l'Association de Gestion et d'Animation du Parc Textile de Wesserling (AGAPTW) qui a la charge du projet de valorisation patrimoniale, touristique et culturelle (Château, Musée, Jardins, Ferme, Grande Chaufferie) depuis les années 2000 (date à laquelle, le Conseil Général du Haut-Rhin a confié à l'AGAPTW la gestion de ce grand site patrimonial de France). Patrimoine d'envergure européenne, le Parc de Wesserling fait aujourd'hui l'objet d'un nouveau projet de développement éco-muséal visant à rendre le site plus lisible et à satisfaire un besoin urgent de sauvegarde du château.

Le projet de développement comprend trois composantes :

RETOUR OJ

- Réhabiliter le château et en faire le centre d'accueil des visiteurs
- Faire un vrai écomusée de site en valorisant les différentes parties : château jardins ferme grande chaufferie laboratoire
- Créer des cheminements cohérents et faciles (et en site propre) entre les différentes parties

Délai : Etudes de faisabilité (2018-2019) travaux (2019-2022)

Type d'aide : Crédit massif des Vosges, Loto du patrimoine, Région Grand Est, CD68.

Action 3 : développer le potentiel des musées techniques du Sud Alsace

Le potentiel muséal du Sud Alsace est très important. On ne compte pas moins de huit musées labellisés « Musées de France » dans l'agglomération mulhousienne, dont certains d'envergure internationale, à l'exemple du musée national de l'automobile ou de la cité du train. A ces musées techniques, il est possible d'ajouter l'écomusée d'Alsace, le musée sundgauvien (à Altkirch), le musée historique et militaire (à Huningue) ou encore et sans souci d'exhaustivité, le musée de la porte de Thann (à Thann)... Ces équipements constituent un indiscutable vecteur d'attractivité touristique.

Le développement du tourisme muséal demande que deux actions soient menées en parallèle :

- Que ces musées soient davantage fédérés pour être en mesure de proposer une offre plus globale, une meilleure visibilité de l'offre à l'échelle du Sud Alsace :
- Que l'offre proposée par les musées s'enrichisse grâce à l'organisation conjointe et coordonnée d'événements susceptibles d'attirer de nouveaux visiteurs et de fidéliser les visiteurs.

Type d'aide : Soutien à la création d'une dynamique touristique et muséale Sud-Alsace

Programme : Rayonnement international et interrégional

L'objectif est de faire du Sud Alsace un nœud européen 4.0 en matière d'Industrie du Futur et de renforcer l'ancrage tri-national du sud Alsace. Il est également important que le Sud Alsace conserve son rôle d'interface avec les autres régions dont notamment la Région Bourgogne Franche-Comté (Pôle de compétitivité Véhicule du Futur).

Action 1 : Salon trinational Be 4.0 : Industries du Futur

M2A soutient avec la Région Grand Est le Salon industries du futur trinational. Le Sud Alsace confirme l'intérêt stratégique de ce Salon pour tout le territoire et entend accompagner son plein développement.

Délai : salon récurrent à Mulhouse

Types d'aides :

- Confirmation de l'inscription du Salon Be 4.0 comme le salon Industries du futur de la Région, à rayonnement international
- Subvention régionale

RETOUR OJ

- Mobilisation des outils régionaux

Indicateurs : à compléter : nombre de visiteurs, nombre de contacts qualifiés, taux de satisfaction…

Action 2 : Affirmer et valoriser l'image du Sud Alsace dans l'espace trinational

Modalités de mise en œuvre :

- Promouvoir l'apprentissage de la langue du voisin
  - Développer le soutien aux échanges dans le domaine éducatif à tous les niveaux en prenant appui sur l'existant : centre de compétences transfrontalières NOVATRIS, le réseau trinational des universités EUCOR, ARIENA
  - Favoriser le partage d'information sur les besoins respectifs dans le domaine socio-économique : travaux de la MEF, salon Warum Nicht, Monatstreff
  - mise en relation du tissu associatif, promotion et soutien de projets communs
- Renforcer et améliorer les liaisons entre les territoires transfrontaliers
  - Développer les liaisons ferroviaires régionales dont la ligne Mulhouse-Müllheim-Freiburg : réserver le foncier utile à la réalisation de voies d'évitement pour augmenter la desserte tel que prévu dans le SCOT de m2A sur la période 2018 à 2033
  - favoriser les déplacements doux : sécuriser la voie dédiée aux piétons et cyclistes sur le pont du canal entre Neuenburg am Rhein et Chalampé
- Renforcer la coopération et la cohérence en termes d'aménagements avec les territoires allemands et suisses
  - Développer la consultation et la concertation avec les voisins allemands et suisses dès lors que les documents et outils d'aménagement peuvent avoir une incidence sur l'environnement de leur territoire.
  - Participation coordonnée du Sud Alsace à la Landesgartenschau de Neuenburg am Rhein en 2022.

Délais : dès 2019 et après

Types d'aides :

- Mobilisation des outils régionaux (AAA…)
- Maillage des réseaux d'entrepreneurs et d'acteurs avec des réseaux correspondants de l'autre côté du Rhin (voir ci-après soutien des sites régionaux)
- INTERREG

Action 3 : Amorcer des relations avec les territoires périphériques : Jura suisse et Territoire de Belfort

Modalités :

- Prise de contact avec le canton du Jura suisse et les villes moteurs (Porrentruy - Delémont - Saignelégier et alentours /Territoire de Belfort en créant des visites de territoire/entreprises.

RETOUR OJ

- Entamer des collaborations en matière d'EIT avec le Territoire de Belfort, dont l'UTBM, afin d'établir des ponts entre les formations ou R&D universitaires, entreprises du territoire en recherche de main-d'œuvre, avec des sessions d'études et d'expérimentations sur nos territoires.
- Evaluer les relations et interactions actuelles et les besoins de sous-traitance des entreprises de ces territoires

Délais : dès 2019 et après

Types d'aides :

- Mobilisation des outils régionaux (Plateforme de langues de la Région, AAA…)
- Maillage des réseaux d'entrepreneurs et d'acteurs avec des réseaux correspondants de l'autre côté du Rhin (voir ci-après soutien des sites régionaux).

RETOUR OJ

RETOUR OJ

Ambition 3 La performance et le développement économique local

Le Sud Alsace entend développer des actions de proximité répondant aux besoins des entreprises présentes et à venir. Ces actions visent particulièrement à accompagner le développement de ces filières. Cela ne sera toutefois effectif que, d'une part, si l'entrepreneuriat est fortement soutenu et si des offres nouvelles de formation et d'orientation se développent pour accompagner les entreprises dans leur recherche de compétitivité.

Programme : Développement économique local

Action 1 : Appui aux filières stratégiques

Le Sud Alsace entend consolider et développer les filières logistique, chimie-plasturgie, textile, mécanique, aéronautique et anticiper les grands enjeux en matière logistique en particulier les Ports du Sud Alsace en expansion.

Ce soutien se traduit par une mobilisation générale des politiques publiques en termes d'aménagement, d'industrie du Futur, d'économie circulaire, de production d'énergie renouvelable, de formations au profit de ces filières pour accompagner les projets.

Délai : 2018-2024

Modalités :

- **Logistique**

Le sud Alsace figure en bonne place dans le premier atlas national des pôles logistiques. Le caractère transfrontalier du territoire explique sans doute en partie la place de ces activités, qui sont un point fort du territoire à consolider, dans lesquelles on trouve une sur-représentation des cadres dits « de fonctions métropolitaines ».

1) un engagement « moral » à long terme sur le niveau de subventionnement inscrit au CPER (raccordement ferroviaire, équipements portuaires)
2) Une réflexion sur la mise à disposition de terrains « PSA Ouest ou Triangle PSA » au SMO des Ports du Sud Alsace (zones d'activités à proximité immédiate des équipements portuaires) : horizon 2024

- **Matériaux : Chimie/Plasturgie/Textile:**

1) Soutien à la création d'un réseau d'équipement de tri, de collecte et de réemploi de matière.
2) Soutien Démarche AIC et Plateforme Chalampé
3) Soutien Pôle de formation Projet de Maison de l'Industrie

RETOUR OJ

4) Projets collaboratifs permettant aux entreprises de conquérir des nouveaux marchés (ex : Ecotreve pour le marché des composites) Bioéquitex avec le développement d'une filière textile chanvre-ortie

Amélioration de compétitivité avec l'Ambition Industrie du Futur

Mécanique

Le Sud Alsace est, de longue date, une terre d'industries mécaniques qui, à l'origine, répondaient aux besoins de l'industrie textile en machines et métiers à tisser et au transport par chemin de fer.

Bien qu'ayant connu de nombreuses restructurations, la mécanique reste un secteur stratégique pour le Sud Alsace, pourvoyeur d'innovation et d'emplois. Un soutien à ses démarches en termes de modernisation de ses process et contrôle de la production, d'économie circulaire, ainsi que de formation initiale et continue de ses personnels est indispensable.

Aujourd'hui dans le cadre des briques technologiques et de la place de l'Homme au sein de l'entreprise, initié notamment par la thématique de l'Industrie du Futur, le Sud Alsace soutient et appuie les démarches suivantes :

- Flexibiliser la chaine de transformation tout en maîtrisant la qualité et la traçabilité des productions (projet 4 iTim de métrologie de contrôle en ligne).
- Développer des schémas industriels agiles et collaboratifs entre les DO, sous-traitants et PME.
- Accroitre l'attractivité et la productivité de certains métiers clés et sécuriser les montées en cadence pour réduire le time-to-market et mieux gérer les effets de cycle (Maison de l'industrie portée par l'UIMM).
- Compétences également en plasturgie et sur les fibres, pour l'utilisation des fibres naturelles dans les matériaux, et notamment dans les composites.
- Compétence forte dans le développement des nouveaux matériaux (IS2M et Campus 4.0 avec le DAS Matériaux) qui sont appelés à équiper, dans le futur, les automobiles (problématiques d'allègement et de motorisation électrique).
- Possibilité de se placer sur des nouveaux services industriels d'avenir (recyclage et déconstruction de pièces mécaniques par l'EIT).

Action 2 : Redynamiser les centralités urbaines par une stratégie conjointe de développement des commerces et des services

Une dynamique de développement local et de collaboration au sein des territoires de proximité du Sud Alsace est à engager. Il faut pour cela constituer des programmes d'actions animés par les collectivités locales concernées et avec le soutien des établissements consulaires et des associations de commerçants, artisans et prestataires de services.

La dynamique engagée doit avoir 4 objectifs :

RETOUR OJ

- Mieux comprendre la situation et travailler avec les centralités sur les 4 fonctions principales (économique, identité, habitat et services, mobilité)
- Développer les compétences des entrepreneurs concernés pour les adapter au commerce de demain
- Développer la professionnalisation des associations de commerçants, artisans et prestataires de services.
- Engager les actions d'amélioration de l'attractivité du territoire

Modalités

- Identifier les besoins des territoires et des centralités pour rééquilibrer l'offre globale propice au développement du commerce et des services. L'indentification sera réalisée par une analyse de « l'attractivité des centralités" qui permettra de définir un programme d'action pour le maintien et le développement des services de proximité;
- Accompagner les collectivités à engager des actions structurantes et innovantes dédiées à l'aménagement et à l'immobilier commercial de centre bourg (exemple : politique d'achat et de réhabilitation de cellules commerciales, création de boutiques test, embellissement d'espaces urbains, réhabilitation de centre urbains pour les adapter aux usages actuels, aménagement d'espaces dédiés à la vente de produits en circuit court, ...)
- Relier les besoins territoriaux à des porteurs de projet en fléchant et en accompagnant les porteurs de projets sur des opportunités de développement identifiées par les territoires.
- Développer sur les territoires de proximité des comités dédiés à coordonner un programme d'actions chargé de piloter les actions avec les partenaires (CCI, CMA, associations de commerçants, mairies, comcom, ...)

Types d'aides :

- Soutien par un co financement aux études « attractivité des centralités »
- Soutien aux programmes d'actions des communes et de leurs groupements de type ORAC, AMI Centre-bourg, en particulier sur les notions de renforcement d'identité, équipement commercial, numérisation des commerces, adéquation E-commerce/commerce de proximité.
- Soutien par un co financement pour les investissements structurant au service du maintien d'une activité économique de proximité et de service dans les centres bourgs (FISAC, DETR, Caisse des dépôts, Région Grand Est, LEADER)
- Soutien des établissements consulaires pour l'accompagnement des entreprises et des associations de commerçants Partenaires : CCI Alsace, CMA Alsace, Caisse des Dépôts, Mairies, comcom, ... Délai : 2018 à 2021

RETOUR OJ

Action 3 : Parcours numérique des très petites entreprises

Accompagner les TPE à s'adapter aux nouveaux usages du digital en les aidant à améliorer leur visibilité sur Internet et à gagner en performance en proposant des services à leurs clients par l'intermédiaire des outils du web digital.

Le parcours numérique concerne tous les profils d'entrepreneurs (artisans, commerçants, prestataires de services, professions libérales, agriculteurs, créateurs, ...).

Le parcours numérique doit donner des réponses aux besoins des participants sur la manière d'intégrer des outils numériques de base dans les TPE, tout particulièrement en matière de relation client, promotion, offre et/ou vente en ligne.

L'organisation du Parcours se décline ainsi :

- Quatre cycles de quatre ateliers thématiques animés par des prestataires spécialisés du marketing commercial internet,
- Un pré-diagnostic personnalisé pour réaliser un état des lieux numérique de l'entreprise avec un conseiller spécialisé. Ce pré-diagnostic permettra d'établir un plan d'actions individuel de promotion internet adapté à l'entreprise.
- Mis en place d'un catalogue d'offres de prestation (Stagiaire web marketing en entreprise, Emploi partagé web marketing en entreprise, achat groupé de prestation, référencement de prestataire, ...)

Type d'aides : Région Grand Est, LEADER

Partenaires : CCI Alsace, CMA Alsace, Cluster Rhénatic, associations de commerçants...

Délai : 2018 à 2021

Programme : Performance et entrepreneuriat

Il s'agit de développer un programme visant à soutenir l'entrepreneuriat local, à favoriser la création-reprise des entreprises et à développer l'entrepreneuriat étudiant.

Action 1 : Soutenir l'esprit d'entreprendre et les talents

Le Sud Alsace souhaite engager un programme fort de développement et de formation à l'entrepreneuriat dans toutes ses formes (services, artisanat, commerce, innovation, ESS, issu des écoles ou non...) pour favoriser l'émergence et le développement de startups, TPE et PME. Même si par entrepreneuriat on pense prioritairement création d'entreprises, c'est aussi un programme qui vise à répondre aux besoins des managers en place. Mais aussi à faciliter les reprises d'entreprises.

Il est souhaité également de mettre en place des rencontres qualifiées en petit comité EPCI/Région avec les têtes de réseau, en complémentarité du salon « créer sa boite » régional. Elles auront

RETOUR OJ

également pour but de diffuser le goût d'entreprendre, de croiser les populations et de diffuser largement les dispositifs régionaux.

Il s'agit d'agir de manière coordonnée d'une part vis-à-vis des acteurs, programmes de soutien à l'entrepreneuriat, et d'autre part de travailler le flux de personnes pour les alimenter.

Modalités :

Soutenir les démarches complémentaires des organismes en Sud Alsace, orchestrés en bonne intelligence par les EPCI et la Région, pour « toucher » un maximum de publics et diffuser l'offre régionale.

Action 2 : favoriser la création-reprise d'entreprise

Vis-à-vis des partenaires de la création reprise d'entreprises, les territoires entendent renforcer l'identité des portes d'entrées (lieux totem) des territoires que sont les espaces d'accueil, d'informations, d'accompagnement à la création reprise d'entreprises et aussi d'hébergement court ou long durée (Pépinières, hôtels d'entreprises, incubateurs…). Et développer un parcours de développement et de soutien à l'entrepreneuriat en cohérence avec les problématiques identifiées (vieillissement des chefs d'entreprise notamment) et les orientations stratégiques engagées par les territoires (comme le soutien aux centralités).

Cette action prendra plusieurs formes :

- accompagner les projets d'implantation en boutique test ;
- développer un groupe de travail chargé de traiter dans sa globalité cette problématique (sensibiliser les publics à la reprise, détecter des repreneurs, former des repreneurs, développer des financements innovants pour la reprise, préparer la transmission, …) ;
- flécher et accompagner les porteurs de projets sur des opportunités de développement identifiées par les territoires en développant plus largement par exemple le dispositif projet d'utilité sociale ;

décliner avec les territoires de proximité des rencontres d'information, de sensibilisation et de promotion de l'entrepreneuriat (Organisations de forums création et développement d'entreprises, réunions d'informations pour promouvoir des dispositifs d'accompagnement et d'aide aux jeunes entreprises…).

Délai : montée en puissance progressive

Types d'aides :

- Renforcer les "lieux synergiques" de territoire comme des espaces de partenaires dédiés à l'accueil, l'information, l'hébergement et l'accompagnement des jeunes entreprises
- Faciliter notamment les rencontres entre les entreprises en développant des tiers lieux, pépinières en milieu rural et périurbain…
- Appui à l'animation des pépinières d'entreprises

RETOUR OJ

- Contrat d'objectifs avec coup de pouce régional en Sud Alsace (Bonus POCE financier ou RH), lorsque les organismes mutualisent les moyens et les compétences sur certaines thématiques prioritaires. Exemple : avec les PFIL, avec le collectif des MEF et des pépinières.
- En s'appuyant sur les comités techniques « création-reprise d'entreprises » développés par la Région et ses agences, cibler un secteur prioritaire en Sud Alsace, avec un plan d'action triennale financé. 1er Exemple : la transmission d'entreprises, l'économie de proximité et les centres villes.
- Accompagner les travaux du groupe de travail et le plan d'actions dédié à traiter la problématique de la transmission reprise d'entreprise
- Appui d'un réseau #BeConnect (le nom est une proposition) pour l'organisation et la communication des événements de type rencontres de l'entrepreneuriat.

Action 3 : Soutenir l'entrepreneuriat étudiant

Les universités et écoles d'ingénieurs constituent un terreau d'entrepreneuriat immédiat ou à moyen/long terme. En effet, le lien entre lieu de vie et de formation et le futur entrepreneur sont indéniables. Un territoire qui dispose d'un programme d'entrepreneuriat étudiant peut faire venir les talents et les retenir. Ces programmes participent également au développement des softs skills qui sont attendus aujourd'hui y compris pour des salariés (autonomie, gestion de projets…).

Le Sud Alsace et la Région Grand Est sont des territoires jeunes, à fort taux de création d'entreprises, mais également de mortalité. Il faut développer un programme spécifique « entrepreneuriat étudiant » pour l'Université de Haute-Alsace forte de ses 9000 étudiants (chiffre en augmentation).

Délai : immédiat

Types d'aides :

- soutien financier à un chargé de projet « entrepreneuriat étudiant »
- soutien financier aux « start-up week ends » qui sera étendu à l'échelle Sud Alsace
- Pérennisation du soutien de la Région aux dispositifs d'accompagnement ou d'expérimentation qui adresse des publics différents :
- Programme e-noveurs (porté par e-nov Campus dans Kmo) (*10 mois*), Alsace Booster (porté par Sémia) (*2 x 17 semaines*), TUBA (*annuel)*
- Soutien financier aux Evénements dédiés : Startup Weekend Mulhouse (*avril*), Challenge Industrie Mulhouse (*mars*), Tango & Scan (*mars-avril*)
- Participation au financement Tango&Scan. Participer aux charges d'ingénierie portées par l'association ACCRO, qui travaille aujourd'hui pour de nombreuses intercommunalités Grand Est. Soutenir les événements Sud Alsace favorisant la détection.
- Conventionner avec la Région l'incubation, portée par SEMIA, sur le territoire.
- Maintien du chargé de mission SEMIA avec ce ressort territorial
- Financements en sortie de SEMIA pour accélération des start-up Sud Alsace

RETOUR OJ

- Engagement sur un nombre de start-ups Sud-Alsace issues de l'Alsace Booster qui seront accompagnées pour chaque session SEMIA (logique de continuité en sortie pour les lauréats du Booster)

Programme : Formation, orientation et recrutement

Le constat a été fait d'une difficulté de certaines entreprises à recruter. Pour y pallier, de nouveaux modes de formation et de recrutement doivent être mis en œuvre. En deçà, l'orientation et l'information sur les métiers doivent être renforcées.

Action 1 : Attractivité des métiers de l'industrie et nouveaux modes de recrutement

Modalités : Développer une démarche Sud Alsace « attractivité des métiers de l'industrie » en lien avec la Région et les autres partenaires de l'écosystème local, construire une démarche concertée avec la Région pour diffuser plus largement les nouveaux modes de recrutement, s'appuyer sur les actions déjà engagées par les EPCI et/ou les Maisons de l'emploi avec un lien étroit avec les entreprises industrielles et les établissements scolaires.

Cela passera notamment par :

- la création d'une Plateforme numérique de mise en relation école /entreprise pour placer des stagiaires (stage de découverte, de semaine découverte d'un métier (CCI), de job d'été, Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP), ...) : Cet outil doit intégrer :
  - Une liste des entreprises avec les contacts habilités à recevoir la demande
  - Les entreprises de la liste doivent signer une charte qui engage entreprise à informer et à répondre aux demandeurs.
  - Une liste des établissements scolaires avec les contacts des personnes habilitées à informer les entreprises
  - Une liste d'ambassadeurs métiers prêts à discuter avec les jeunes sur leurs métiers, leurs expériences professionnelles
- Un travail sur l'image et l'attractivité des métiers de l'industrie :
  - Définir un plan de communication local destiné à présenter l'industrie des différents territoires et ses métiers (Vidéos, réseaux sociaux, vidéos des élèves en entreprises, ...)
  - Exposer des réalisations industrielles dans des lieux publics et dans des établissements scolaires.
  - Proposer des visites d'entreprises par thématique ou par métier
  - Faire la promotion de l'industrie auprès des femmes
  - Sensibiliser les jeunes à la découverte des métiers et des entreprises par la création d'un PASS STAGE.
- Le renforcement des comités locaux écoles entreprises (CLEE)

RETOUR OJ

Un CLEE est un lieu d'échanges et de ressources entre le monde de l'entreprise et celui de l'école sur les données liées à la relation formation emploi. Il constitue une force de propositions et d'actions au plus près des acteurs locaux. Pour mieux répondre aux besoins des entreprises et renforcer les dialogues entre le milieu économique et les établissements scolaires, il est nécessaire de renforcer la place et l'intervention des CLEE de territoire.

Délai : construction des dispositifs horizon 2019-2020

Types d'aides :

- Développer une sensibilisation Sud Alsace de proximité « attractivité des métiers de l'industrie » en lien avec la Région, les acteurs de l'emploi et de la formation, les EPCI et les industriels. Utiliser le comité régional d'orientation Sud Alsace pour renforcer la semaine de l'industrie, Journées des Carrières, salons orientation, plan de communication local de promotion des métiers de l'industrie, forum métiers et compétences,...

- Construire une démarche concertée avec la Région pour diffuser plus largement les nouveaux modes de recrutement

- Soutien régional aux démarches d'économie circulaire portées par le Sud alsace qui peuvent répondre aux besoins de flexibilité et de visibilité-marché des entreprises. (Exemples : groupements d'employeurs, prêt de main-d'œuvre.)

- S'appuyer sur les actions déjà engagées par les EPCI et/ou les MEF pour travailler à la constitution de formations adhoc « réponse demande de main d'œuvre », avec les services de Région. Exemples : PSA et MEF : formation « mise en conditions physique », Institut Haeberlin

- Renforcer les moyens d'animation des comités locaux écoles entreprises (CLEE) pour leur donner des moyens techniques et humains afin de renforcer les collaborations et l'engagement d'actions en réponse aux besoins exprimées sur les territoires de proximité (exemple : animation de groupes de travail et de commissions, mise en place de plateformes numériques de mise en relation école/entreprise, appliquer le plan de communication, ...)

Indicateurs :

Nombre de CLEE actif sur le Sud Alsace :
Nombre d'actions de communication promotion métiers industries :

Action 2 : Formation tout au long de la vie : création d'un Campus des métiers et compétences Industrie du Futur

Le Sud Alsace entend, en lien avec la Région Grand Est et l'Etat, répondre aux enjeux de la formation tout au long de la vie et des évolutions métier, gage d'employabilité pour la population du Sud Alsace. Cette action prendra la forme d'un pôle de formation national dans l'Industrie du Futur labellisé « Campus des Métiers et Qualification Industrie du Futur » permettant :

- d'accompagner la transformation des entreprises par une offre de formation renouvelée et conforme à la réforme de la formation professionnelle (répondre aux besoins formations initiale, continue, et retour à l'emploi, parcours individualisé de la formation infra BAC à BAC +8,

RETOUR OJ

développement de l'apprentissage et lien avec les entreprises plus important, formations à distances et nouvelle pédagogie). Il proposera une offre novatrice de formation tout au long de la vie

- de répondre aux besoins de recrutement et de renouvellement des référentiels métiers par une plateforme RH. Il offrira des solutions adaptées et sur mesure en matière de gestion de ressources humaines
- de s'adapter aux besoins des apprenants avec l'utilisation de pédagogies et outils innovants

Ce Campus des Métiers et des Qualifications reposera sur un partenariat renforcé entre l'UIMM, l'éducation nationale (Lycées professionnels du sud Alsace), l'Enseignement supérieur (l'UHA) et les Entreprises.

Délai : 2018 à 2020

Types d'aides :

- AAP Régional Be Est filière d'avenir
- AAP national PIA Territoires d'innovation pédagogique
- Aides régionales économiques et formation professionnelle
- Un dispositif de type « contrat d'objectifs régional », qui associe étroitement les branches professionnelles et s'appuie sur les cadres de contractualisation.

Indicateurs : Les indicateurs seront intégrés au projet

Action 3 : Soutenir le projet de Maison de l'industrie

Le projet de Maison de l'industrie vise à renforcer le potentiel de formation du Sud Alsace. Il s'agit de répondre aux enjeux de formation des ressources humaines des industries du futur au travers d'une offre globale incluant aussi bien des formations initiales, des formations continues que des formations pour le retour à l'emploi.

Ces formations adopteront une approche pédagogique renouvelée afin que les compétences acquises s'approchent au plus près des compétences requises par l'emploi.

Elles seront dispensées dans quatre domaines identifiés par les partenaires industriels :

- Robotique/cobotique ;
- Maintenance prédictive ;
- Digital ;
- Performance industrielle (lean)

Type d'aide : Soutien régional à la création de la maison de l'industrie

Action 4 : Accroître l'attractivité du territoire pour les cadres

La population « cadres » fait particulièrement défaut à notre territoire et les entreprises mettent en avant de grandes difficultés à faire venir des cadres de l'extérieur.

RETOUR OJ

Il s'agit donc de :

- Construire un plan d'attractivité des cadres en Sud Alsace avec ticket de la région (enveloppe annuelle déterminée dans le POCE).
- Construire des « packagings » cohérents comprenant, en sus des aspects économiques, une mise en valeur spécifique au public de l'offre de logements, aménités urbaines, qualité éducative, emploi du conjoint… Redresser l'image Mulhouse/Sud Alsace et créer des emplois qualifiés, condition de l'attractivité.

Délai : construction des dispositifs horizon 2020

RETOUR OJ

Volet Aides directes

Pays Thur Doller

Avance remboursable à l'immobilier d'entreprise

Suite à la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe), les communes et EPCI à fiscalité propre disposent de plein droit de la compétence en matière d'aides à l'immobilier d'entreprises.

Cette aide prolonge le dispositif qui existait avec le FDAI pour consentir des avances remboursables sans intérêts, avec une garantie apportée par Alsabail.

Le montant de l'avance serait défini au cas par cas en fonction de la qualité du projet et de ses retombées pour le territoire notamment en termes d'emplois. L'aide serait attribuée pour l'installation d'activités industrielles et artisanales, hors commerces de proximité et services.

Selon la circulaire du 22 décembre 2015 relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques : la Région peut venir abonder les aides du bloc communal par convention avec celui-ci.

La CCTC s'engagera dès 2018 dans le premier versement de type d'aide, à hauteur de 210 000€

Aides FISAC-OCM:

Dans l'opération globale FISAC un volet est destiné à proposer des aides directes aux entreprises pour le maintien, le développement et la revitalisation du commerce, de l'artisanat et des services du territoire.

Sur les recommandations de l'Etat et sur la base des critères de sélections de l'appel à projet FISAC, le PETR du Pays Thur Doller et la Communauté de Communes de la Vallée de la Doller et Soultzbach, ont décidé de programmer dans leur candidature FISAC une offre d'aides directes aux entreprises. Le périmètre est celui de la ville de Masevaux-Niederbruck, identifié par l'Etat comme une commune répondant aux priorités de l'appel à projet, et celui de la Communauté de communes de la Vallée de la Doller et du Soultzbach (CCVDS).

Budget aides directes sur la commune de MASEVAUX NIDERBRUCK : 150 000 €.

Aides porteurs de projet en demande de fonds LEADER:

Le territoire du Pays Thur Doller bénéficie d'une enveloppe de 1,54 millions d'€ pour la période 2014-2020. Ce fonds dédié aux territoires ruraux a pour vocation à soutenir financièrement les projets du territoire qui sont innovants et qui participent au développement local. Les projets, pour être aidés financièrement par LEADER, doivent permettre la réalisation de la stratégie du territoire. La stratégie du territoire s'organise autour de 3 axes, à savoir une économie de proximité, le tourisme durable et une démarche de transition énergétique et écologique.

L'aide LEADER est donc réservée aux porteurs de projet du territoire ayant des projets sur le territoire.

RETOUR OJ

Budget de l'aide : Variable en fonction des comcom

Aides directes projet Bioéquitex:

Le PETR Pays Thur Doller a décidé de soutenir le projet BIOEQUITEX porté par plusieurs entreprises implantées sur le Pays Thur Doller. Il s'agit de créer de nouvelles filières a partire de fibre chanvre, ortie ou lin. Grace aux savoir industriel textile fort des vallées, ce groupement d'entreprises souhaite ainsi développer des productions localisées de Corderie, ficelle, fils techniques, du non-tissé pour les secteurs de l'automobile, de l'isolation, du bâtiment, composites pour les secteurs de l'automobile, le mobilier, le bâtiment.

Les entreprises associées sur Thur Doller sont : Velcorex à St-Amarin, ETC à Cernay, SADEF à Aspach le Bas et le projet de site pilote de d'exploitation agricole localisé sur Cernay.

Cette aide s'intègre à la candidature PIA TIGA porté par le consortium Sud Alsace.

Budget de l'aide : 10 000 €

Aides directes pour la fédération des Enseignes Thur Doller

Une convention financière va lier le PETR aux trois communautés de communes concernant leur engagement aux projets des Enseignes Thur Doller et en particulier au soutien du poste de manager du commerce. Une convention entre le PETR et les Enseignes Thur Doller va préciser les objectifs et modalités de versement de l'aide au programme triennal présenté au titre du FISAC.

Soit un total de : 35 400 € sur 3 ans

Communauté de Communes du Sundgau

Aides aux porteurs de projet en demande de fonds LEADER:

Le territoire Groupement d'Action Locale de Sundgau 3 Frontières (GAL sundgau-3F) bénéficie d'une enveloppe de 1,299 M d' € pour la période 2014-2020. Ce fonds dédié aux territoires ruraux a pour vocation à soutenir financièrement les projets du territoire qui sont innovants et qui participent au développement local. Les projets, pour être aidés financièrement par LEADER, doivent permettre la réalisation de la stratégie du territoire. Le programme se décline sous 5 actions:

- Vivre dans un territoire à performance économique et écologique
- Se déplacer durablement dans le territoire et se connecter avec les territoires voisins
- Bénéficier d'une économie de proximité dynamique
- Renforcer la cohésion sociale, culturelle et territoriale
- Protéger et mettre en valeur les atouts du territoire, facteur d'attractivité résidentielle et touristique.

L'aide LEADER est donc réservée aux porteurs de projet du territoire ayant des projets sur le territoire et ayant un cofinancement public.

Afin de faciliter l'accès aux financements LEADER et de stimuler la prise d'initiative, la CC Sundgau apporte son soutien en apportant une aide financière permettant de maximiser l'aide européenne suivant la grille ci-dessous.

RETOUR OJ

La communauté de communes Sud Alsace Largue apporte un soutien aux porteurs de projets en fonction des co-financements du projet. L'examen des dossiers est réalisé par une commission interne, la participation et le versement des aides sera mis à jour par la communauté des communes en cohérence avec le règlement des aides aux entreprises de la Région Grand Est.

Dépenses éligibles	**Participation forfaitaire de la CC Sundgau**
< 10 000 €	1 000 €
Entre 10 000 € et 49 999 €	2 500 €
> 50 000 €	5 000 €

Aides directes projet DOMICONUS:

La CC Sundgau a décidé de soutenir le projet porté par un consortium de personnes physiques qui se sont regroupées dans une même entité en décembre 2017 sous le nom de DOMICONUS SAS. Ce projet atypique vise à élever et reproduire en milieu artificiel des Conidae destinés à fournir à l'industrie pharmaceutique une banque de venins. Ces venins sont constitués de molécules bioactives qui sont la base de nouveaux procédés de formulation thérapeutique. Ce gisement unique au monde permettra de développer des procédés pour le traitement du diabète, des maladies neurodégénératives ou encore de certains cancers. Ce projet soutenu par la Caisse de Dépôt et Consignation dans le cadre de l'AMI PIA TIGA rentre dans sa phase opérationnelle. L'entreprise est très soucieuse de se constituer un ancrage fort sur le territoire et travaille d'ores et déjà avec de nombreuses startups du territoire (NEO3+, 3D EST,...), mais aussi de grands industriels du domaine pharmaceutique comme DAICHI SANKYO. DOMICONUS est un projet qui est porteur de beaucoup d'espérance que cela soit au niveau scientifique, économique, environnemental, mais aussi éthique. La CC Sundgau a souhaité soutenir son développement en cofinançant une partie de ces études techniques.

Budget de l'aide : 10 000 €

RETOUR OJ

RETOUR OJ

Volet coordination et efficacité de l'action publique

Favoriser les collaborations opérationnelles entre les laboratoires / instituts / Pôles / entreprises en prenant en compte les projets concrets sur le territoire

Sur le territoire Sud-Alsace avec leur équivalent lorrain ou champenois pour des projets d'envergure régionale. Décentrer les initiatives, les salons, créer un roulement ou une délocalisation géographique type le Louvres-Lens des actions et initiatives qui ira dans toutes les sous-parties du territoire SUD ALSACE. Aller aux franges des territoires (Jura Alsacien, vallée Vosgiennes) et les inviter à découvrir et partager l'innovation économique, les initiatives institutionnelles ou privées novatrices.

Gouvernance politique

La gouvernance de l'opération sera assurée par la Région Grand Est. Elle assurera la coordination de l'opération, le suivi des opérations et la collaboration avec les partenaires. Elle établira des conventions avec les différents porteurs de projet.

Membres :

- Communauté de Communes Thann Cernay
- Communauté de Communes de la Vallée de Saint Amarin
- Communauté de Communes de la Vallée de la Doller et Soultzbach
- PETR Pays Thur Doller (question du signataire : PETR ou comcom + PETR)
- Mulhouse Alsace Agglomération
- Communauté de Communes Largue Sud Alsace
- Communauté de Communes du Sundgau

Un comité de pilotage sera constitué et présidé par la Région Grand Est. Le comité de pilotage aura pour rôle d'évaluer l'avancement du projet, d'apporter et de valider des nouvelles orientations. Il se réunira semestriellement ou en fonction des besoins.

Un comité technique sera composé des différentes collectivités et il sera animé par la Région Grand Est. Il se réunira trimestriellement pour développer les actions, examiner l'état d'avancement et proposer les actions correctives à faire valider si nécessaire au comité de pilotage. Le comité sera ouvert à des partenaires en fonction des besoins.

Des groupes de travail de territoire seront constitués pour appliquer, coordonner et évaluer les actions. Les groupes seront animés et pilotés par les collectivités locales du territoire de proximité concerné.

Pour sa part, le Pays Thur Doller envisage d'animer :

- Un comité technique Thur Doller des acteurs du développement économique et de l'emploi
- Groupe de travail création-reprise d'entreprises
- Groupe de travail dynamique commerciale et proximité Thur DollerÉtendre avec implications pleine et entière le pôle de compétitivité IAR (agro ressources)

Pour TIGA « Champs du possible, Villes du futur » dès 2018

RETOUR OJ

Assurer la représentativité Sud Alsace dans les stratégies « Industrie du futur, numérique, matériaux et énergie de la Région Grand Est»

Compléter la stratégie Top-Down permettant de définir des lignes stratégiques, par une prise en compte et un accompagnement poussé des projets « Bottom-Up » qui émergent sur le territoire.

Soutenir la structuration et le déploiement d'un « Cœur de cluster Industrie du futur en sud Alsace »

Ce cœur de cluster aura vocation à accélérer la transformation du tissu économique Sud Alsace et régional par une intégration plus importante des entreprises dans le pilotage et la mise en œuvre de projets rattachés aux différents leviers identifiés par l'Alliance pour l'Industrie du futur ».

Il reposera sur une gouvernance publique/privée et des moyens d'actions plus importants vis-à-vis des entreprises.

Délai : 2019

Type d'aides : cofinancement d'un poste pour piloter les programmes et la dynamique industrielle.

Expérimenter par des conventions en temps réel de projets : Région/territoires/partenaires privés

Cibler une enveloppe Sud Alsace « expérimentations territoriales reproductibles »,

Dans la prochaine génération des Contrat de Projet Etat-Région, une ligne budgétaire non fléchée et adaptable à la réalité des projets (souplesse) pourrait être mis en place. Sa consommation serait régulée en fonction des besoins par la signature de conventions simples d'objectifs tripartites.

Exemple : cette enveloppe/droits de tirage pourrait être utilisée en Sud Alsace pour la montée en puissance des démonstrateurs d'offreurs de solution (4ITECH, lieux-totem TIGA).

Ou encore pour un coup de pouce financier à l'acquisition et la mise en œuvre de solutions d'ingénierie de l'alliance pour l'industrie du futur (AIF), dans le cadre d'un projet industriel par an en Sud Alsace.

Permettre aux EPCI d'apporter une assistance d'ingénierie au projet interentreprises dans le cadre des appels à projets

Permettre aux EPCI de répondre à des appels à projets de manière collective et conjointe avec les entreprises de son territoire afin de faciliter l'accès aux dispositifs d'aides régionaux, d'apporter une aide à l'ingénierie, et d'inscrire les projets des privés dans une dynamique territoriale.

En parallèle, afin de faciliter la participation d'acteurs privés dans les projets de développement économique territoriaux, mettre en place dans les appels à projets une clause permettant la redistribution des aides économiques aux entreprises.

RETOUR OJ

Guichet unique du réseau de développeurs économiques

Dans le cadre de l'action de la région pour la montée en compétences des agents des collectivités, des agences de développement et des partenaires associatifs ou consulaires intervenant dans le développement économique, le Sud Alsace propose d'articuler la diffusion d'information, la coordination territoriale des actions, le relais de la Région Grand Est avec des groupes de travail locaux Sundgau et Thur Doller animés par l'acteur référent du territoire.

Modalités de mise en œuvre:

Groupe de travail Pôle Territorial de Coopération Economique du Sundgau composé d'une TAskForce mobilisatrice et intégratrice organisée autour d'un bureau-office "attractivité- innovation-développement".

Délai : immédiat

Types d'aides :

- Introduction des groupes de travail territoriaux dans l'organisation de la Région
- Formation des têtes des réseaux territoriaux aux dispositifs régionaux lors des groupes de travail de l'AT Mulhouse Sud Alsace

Mettre en place un Système d'Information Territorial

Afin de mieux travailler conjointement et d'organiser l'action publique, le Sud Alsace souhaite créer une plateforme mutualisée avec les services suivants :

- **des messageries** pour échanger rapidement des messages, des documents, travailler à plusieurs sur un même document ;
- **des espaces de travail commun :** pour préparer les conférences administratives régionales, pour le travail des pôles de compétence (MISE,...) pour raccourcir les délais et les temps d'ajustements en réunion, pour suivre précisément des affaires importantes ;
- différentes bases de données permettant une information rapide et actualisée pour suivre l'évolution locale et les grandes tendances nationales ;
- **des tableaux de bord qui permettent de suivre différents indicateurs,** de les comparer avec un échelon régional et national et d'orienter les politiques ;
- **une revue de presse** qui offre rapidement à tous les services un ensemble d'informations d'intérêt commun ;
- **des " forums** " qui offrent la possibilité de préparer des réunions et de consacrer celles-ci à de vraies séances constructives ;
- **des logiciels de préparation de réunion et de gestion** de projet permettant une organisation méthodique et efficace de ces moments collectifs ;
- **des agendas partagés** pour organiser rapidement les rendez-vous et optimiser la gestion du temps.

Délais : 2020

RETOUR OJ

Types d'aides :

- confier au Sud Alsace l'expérimentation d'une plateforme SIT.
- Aide à l'ingénierie pour la mise en place de la plateforme.

RETOUR OJ

Tableau de de synthèse : actions proposées et appuis attendus de la Région Grand Est

AMBITION 1 : LA COMPETITIVITE PAR L'INNOVATION	APPUIS ATTENDUS
Industrie du futur	
Action 1 : Création d'un centre technologique d'excellence	AAP Régional Be Est filière d'avenir Aides régionales de droit commun Aide régionale à l'ingénierie financière et projet
Action 2 : Institut trinational de recherche	Aide régionale à l'ingénierie financière et projet PIA national CPER
Action 3 : Actions d'animation à l'industrie du futur	subvention et partenariat (prospection, organisation et communication commune pour les participants à l'événement). Cofinancement des actions menées pour le développement opérationnel du « Cœur de cluster »
Numérique	
Action 1 : Cluster numérique	Cofinancement des actions liées à la digitalisation et du développement de l'axe intelligence artificielle
Action 2 : KMo	Appui de la Région à la démarche
Action 3 : Pôle Intelligence Artificielle dont Scientipôle	Investissements en fonds propres et en subvention de la Région en complément de la Caisse des dépôts et consignations Aide à l'outillage R&D Accompagnement à la détection des premiers « clients » de la plate-forme venant du monde agricole, pour identification des besoins et rédaction du cahier des charges (principalement en Sud Alsace mais aussi en Grand Est) Cofinancement des actions dédiées au déploiement opérationnel de l'IA
Action 4 : Premiers bons de commande	Engagement moral à la participation de la Région en tant que « client», sollicitant des startups du Sud Alsace Exemple : 1 bon de commande par an minimum, émanant de la Région, engagement à inscrire dans le POCE
Action 5 : E-commerce Starter	Aide régionale de la région pour engager les études nécessaires à la faisabilité d'un espace physique destiné à héberger et à accompagner des jeunes entreprises qui ont pour projet de développer une activité dédiée au e-commerce, ainsi que les investissements utiles au projet développé.
Agriculture du futur	
Action 1 : Appui au PIA TIGA	Attribution par la Région Grand Est d'une subvention en complément de co-financement des territoires sud-alsaciens (AMO), à l'automne 2018 : 100 000 euros

RETOUR OJ

	Participation des experts des services régionaux Il sera conventionné l'autorisation des aides directes aux entreprises avec la Région, versées par les EPCI entre 2019 et 2029, dans le cadre précis de soutiens aux fiches-actions PIA TIGA. Accompagnement en fonds propres et en subventions régionales sur la période décennale, une fois qu'ils auront été identifiés par les services régionaux lors de la phase 1. Aide à la mobilisation d'outils financiers adaptés (BPI, Fonds européens,…) sur lesquelles la Région est autorité de gestion ou capable d'aider le Sud Alsace dans le montage des dossiers.
Développer les économies émergentes	
Action 1 : Soutenir l'écosystème émergent de DMC	Mobiliser de manière la plus souple possible les dispositifs régionaux d'aides à la requalification des friches industrielles, notamment en matière de délais portage publics. Les travaux conservatoires réalisés par la collectivité territoriale avec le soutien de la région ne doit pas être un obstacle à la cession éventuelle à une entreprise dans le but de revitaliser réellement l'activité sur le site
Action 2 : Reconversion des friches en zone de montagne…	Aide régionale pour engager les investissements utiles aux adaptions des zones économiques en reconversion : Aide à l'achat des bâtiments et la rénovation globale avec une attention particulière au respect du patrimoine et de l'efficacité énergétique Maintenir les dispositifs régionaux d'accompagnement à la reconversion des friches industrielles dans leur souplesse actuelle, y compris pour subventionner des opérations de réhabilitation portées par les sociétés publiques locales (SPL) Développer de nouveaux dispositifs de soutien en direction des écosystèmes d'attractivité métropolitaine. aides à l'équipement pour la production des entreprises artistiques Aides à l'investissement en agriculture urbaine, sur friches, et pour la fourniture en produits alimentaire rares localement Aide aux innovations industrielle et numérique en petites séries sur des marchés de niche Aide à la mise en capacité touristique afférente à ce nouveau patrimoine économico-culturel
Action 3 : Soutien à l'industrie collaborative et à l'écologie industrielle	Aider, conforter et renforcer les démarches EIT Sud Alsace Aider et faciliter la collaboration des démarches EIT du Sud Alsace Phase 1 : Étude de prototypage en 2018 : 190 000 € prévisionnels, demande de subvention à la Région de 25 000 €, et d'un appui pour un soutien de l'ADEME. Phase 2 : le projet sera évalué entre 10 et 20 millions d'euros (estimation affinée en fin d'année 2018). Une participation de la Région sera envisagée sur la période 2019–2029 (dans le cadre du PIA TIGA si le territoire est retenu, ou sur un projet recalibré).
Action 4 : Déployer des filières énergétiques innovantes	Aider à la création d'une filière Gaz naturel véhicule par la production de biogaz et de méthane de synthèse territorialisé Aider au développement d'opérations d'installation et de production d'énergie solaire thermique et photovoltaïque.
Action 5 : Attirer des entreprises innovantes	Appui régional à l'accueil d'antennes IRT favorisant le transfert de technologie et la valorisation économique de la recherche ; Appui régional à l'accueil de laboratoires spécifiques « en résidence » pour la durée d'un projet, détenteurs d'un maillon indispensable au développement d'innovations (exemple : Chrono-environnement, INERIS, IRSTEA dans la démarche TIGA)

RETOUR OJ

AMBITION 2 : ATTRACTIVITE ET RAYONNEMENT INTERNATIONAL	
L'attractivité économique	
Action 1 : Engager une stratégie de marketing territorial	Aide de la région dans l'application d'une stratégie de marketing digitale innovante et ciblée Soutien ponctuel à une démarche de conception d'un portail d'attractivité sud Alsace
Action 2 : Soutenir les sites stratégiques d'intérêt régional	Aides régionales à la mutualisation d'utilités pour leur activité (ex : unités de pyrolyse en lien avec TIGA). Aide régionale à l'étude de faisabilité technique, juridique et économique pour la création de cette zone d'activité implantée à un carrefour stratégique du Sud Alsace. Aide régionale à l'étude de faisabilité technique, juridique et économique et aide aux travaux d'aménagement (6 500 000 € HT) Fléchage prévisionnel des aides à l'investissement, planification à moyen terme du cadre d'intervention de droit commun ET ad hoc (« bonus » POCE sur les 6 sites stratégiques) Mobilisation des outils régionaux (fonds d'investissement BPI/Région, instruments de prospection type AAA, établissement public foncier EPF,...) Accompagner la création de clubs d'entrepreneurs territoriaux, peu présents en Sud Alsace, afin de faciliter leur progression. Dynamiser ainsi les collaborations interentreprises dans une logique de clusters géographiques sur le territoire Sud Alsace, favorables à la valorisation des talents locaux Aides régionales aux études de faisabilité technique
Action 3 : Développement de grandes parcelles	Intégration de ces offres innovantes dans une offre régionale globale d'accueil ex : (nouveau portail régional, programme de prospection...), et mobilisation anticipée des outils régionaux d'aides au développement de ces outils complémentaires, spécifiques aux territoires du Sud Alsace. Accompagnement technique et politique de la Région dans la viabilisation commerciale des parcelles « réservoir foncier » Accompagnement de la Région dans le développement des infracteurs dédiées aux modes de transport doux un fléchage prévisionnel des aides à l'investissement, planification à moyen terme du cadre d'intervention de droit commun ET ad hoc (« bonus » POCE sur les 6 sites stratégiques) la mobilisation des fonds d'investissement BPI et des outils régionaux (instruments de prospection type AAA, établissement public foncier EPF,...) En lien avec la CCI et les Agences de développement, accompagner le maintien et la création de clubs d'entrepreneurs territoriaux, peu présents en Sud Alsace, afin de faciliter leur progression. Dynamiser ainsi les collaborations interentreprises dans une logique de clusters géographiques sur le territoire Sud Alsace, favorables à la valorisation des talents locaux Aide à l'investissement des entreprises s'implantant dans ces espaces.
Action 4 : Accompagner les	Appui Soutien à la présence des galeries d'art sur des foires et salons d'art contemporain en France ou à l'étranger

RETOUR OJ

activités économiques vectrices d'image	Aides aux lieux et projets structurants (AV) Aide aux outils de promotion Aide régionale pour les frais de transport, d'hébergement et de restauration des apprentis du Grand Est Aide au développement culturel des territoires
L'attractivité touristique	
Action 1 : Développer et soutenir le tourisme d'itinérance	Pacte de Destination de la Région Grand Est Outils de la stratégie d'innovation et de développement touristique de l'ADT Programme d'investissement de la Caisse des Dépôts
Action 2 : Développer l'espace Eco-musée de Wesserling	Soutien pour engager les investissements et faire de ce lieu un site patrimonial touristique et économique d'envergure Européenne. Crédit « massif des Vosges », Loto du patrimoine, Région Grand Est, CD 68
Action 3 : Développer le potentiel des musées techniques du Sud Alsace	Soutien à la création d'une dynamique touristique et muséale sud-alsace
Le rayonnement international	
Action 1 : Salon tri-national Be 4.0	Confirmation de l'inscription du Salon Be 4.0 comme le salon Industries du futur de la Région, à rayonnement international Subvention régionale Mobilisation des outils régionaux
Action 2 : Affirmer l'image dans l'espace trinational	Mobilisation des outils régionaux (AAA…) Maillage des réseaux d'entrepreneurs et d'acteurs avec des réseaux correspondants de l'autre côté du Rhin (voir ci-après soutien des sites régionaux) INTERREG
Action 3 : Amorcer les relations avec le Jura Suisse et le territoire de Belfort	Mobilisation des outils régionaux (AAA…) Maillage des réseaux d'entrepreneurs et d'acteurs avec des réseaux correspondants de l'autre côté du Rhin (voir ci-après soutien des sites régionaux).

AMBITION 3 LA PERFORMANCE ET LE DEVELOPPEMENT LOCAL	
Le développement économique local	
Action 1 : Appui aux filières stratégiques	un engagement « moral » à long terme sur le niveau de subventionnement inscrit au CPER (raccordement ferroviaire, équipements portuaires) Une réflexion sur la mise à disposition de terrains « PSA Ouest ou Triangle PSA » au SMO des Ports du Sud Alsace (zones d'activités à proximité immédiate des équipements portuaires) : horizon 2024 Soutien Démarche AIC et Plateforme Chalampé Soutien Pôle de formation Projet de Maison de l'Industrie Projets collaboratifs permettant aux entreprises de conquérir des nouveaux marchés (ex : Ecotreve pour le marché des composites) Bioéquitex avec le développement d'une filière textile chanvre-ortie Amélioration de compétitivité avec l'Ambition Industrie du Futur

RETOUR OJ

	Soutien à la création d'un réseau d'équipement de tri, de collecte et de réemploi de matière.
Action 2 : Redynamiser les centralités urbaines	Soutien par un co financement aux études « attractivité des centralités » Soutien aux programmes d'actions des communes et de leurs groupements de type ORAC AMI Centre-bourg, en particulier sur les notions de renforcement d'identité, équipement commercial, numérisation des commerces, adéquation E-commerce/commerce de proximité. Soutien par un co financement pour les investissements structurant au service du maintien d'une activité économique de proximité et de service dans les centres bourgs (FISAC, DETR, Caisse des dépôts, Région Grand Est, LEADER) * Soutien des établissements consulaires pour l'accompagnement des entreprises et des associations de commerçants
Action 2 : Soutenir l'économie de proximité, les dynamiques commerciales	FISAC, DETR, Caisse des dépôts, Région Grand Est, LEADER, dispositifs régionaux d'accompagnement à la reconversion des friches industrielles
Action 3 : parcours numérique des TPE	Le parcours se décline en Quatre ateliers thématiques, un pré-diagnostic personnalisé pour réaliser un état des lieux numérique de l'entreprise avec un conseiller spécialisé et la mise en place d'un catalogue d'offres de prestation (Stagiaire web marketing en entreprise, Emploi partagé web marketing en entreprise, achat groupé de prestation, référencement de prestataire, …) Soutient en cofinancement Région Grand Est, LEADER et entreprises
La performance et l'entrepreneuriat	
Action 1 : Soutenir l'esprit d'entreprendre et les talents	Soutenir les démarches complémentaires des organismes en Sud Alsace, orchestrés en bonne intelligence par les EPCI et la Région, pour « toucher » un maximum de publics et diffuser l'offre régionale.
Action 2 : Favoriser la création-reprise d'entreprises	Identifier les portes d'entrées (lieux synergiques) des territoires comme des espaces d'accueil, d'informations, d'accompagnement à la création reprise d'entreprises et aussi d'hébergement court ou long durée. Accompagner les territoires à développer un programme d'animation et de promotion de l'entrepreneuriat dans les territoires de proximité Accompagner les travaux du groupe de travail et le plan d'actions dédié à traiter la problématique de la transmission reprise d'entreprise Faciliter notamment les rencontres entre les entreprises en développant des tiers lieux, pépinières en milieu rural et périurbain… Appui à l'animation des pépinières d'entreprises Contrat d'objectifs avec coup de pouce régional en Sud Alsace (Bonus POCE financier ou RH), lorsque les organismes mutualisent les moyens et les compétences sur certaines thématiques prioritaires. Exemple : avec les PFIL, avec le collectif des MEF et des pépinières. En s'appuyant sur les comités techniques « création-reprise d'entreprises » développés par la Région et ses antennes, cibler un secteur prioritaire en Sud Alsace, avec un plan d'action triennale financé. 1er Exemple : la transmission d'entreprises, l'économie de proximité et les centres villes. Appui d'un réseau #BeConnect (le nom est une proposition) pour l'organisation et la communication des événements de type rencontres de l'entrepreneuriat

RETOUR OJ

Action 3 : Soutenir l'entrepreneuriat étudiant	soutien financier à un chargé de projet « entrepreneuriat étudiant » soutien financier aux « start-up week ends » qui sera étendu à l'échelle Sud Alsace Pérennisation du soutien de la Région aux dispositifs d'accompagnement ou d'expérimentation qui adresse des publics différents : Programme e-noveurs (porté par e-nov Campus dans Kmo) (*10 mois*), Alsace Booster (porté par Sémia) (*2 x 17 semaines*), TUBA (*annuel)* Soutien financier aux Evénements dédiés : Startup Weekend Mulhouse (*avril*), Challenge Industrie Mulhouse (*mars*), Tango & Scan (*mars-avril*) Participation au financement Tango&Scan. Participer aux charges d'ingénierie portées par l'association ACCRO, qui travaille aujourd'hui pour de nombreuses intercommunalités Grand Est. Soutenir les événements Sud Alsace favorisant la détection. Conventionner avec la Région l'incubation, portée par SEMIA, sur le territoire. Maintien du chargé de mission SEMIA avec ce ressort territorial Engagement sur un nombre de start-ups Sud-Alsace issues de l'Alsace Booster qui seront accompagnées pour chaque session SEMIA (logique de continuité en sortie pour les lauréats du Booster) Financements en sortie de SEMIA pour accélération des start-up Sud Alsace
La formation, l'orientation et le recrutement	
Action 1 : Attractivité des métiers et nouveaux modes de recrutement	Développer une sensibilisation Sud Alsace « attractivité des métiers de l'industrie » en lien avec la Région et les autres partenaires de l'écosystème local. Utiliser le comité régional d'orientation Sud Alsace pour renforcer la semaine de l'industrie, Journées des Carrières, salons orientation, plan de communication local de promotion des métiers de l'industrie, forum métiers et compétences,… Construire une démarche concertée avec la Région pour diffuser plus largement les nouveaux modes de recrutement. Soutien régional aux démarches d'économie circulaire portées par le Sud alsace qui peuvent répondre aux besoins de flexibilité et de visibilité-marché des entreprises. Exemples : groupements d'employeurs, prêt de main-d'œuvre. S'appuyer sur les actions déjà engagées par les EPCI et/ou les MEF pour travailler à la constitution de formations ad hoc « réponse demande de main d'œuvre », avec les services de Région. Exemples : PSA et MEF : formation « mise en conditions physique », Institut Haeberlin Renforcer les moyens d'animation des comités locaux écoles entreprises (CLEE) pour leur donner des moyens techniques et humains afin de renforcer les collaborations et l'engagement d'actions en réponse aux besoins exprimées sur les territoires de proximité (exemple : animation de groupes de travail et de commissions, mise en place de plateformes numériques de mise en relation école/entreprise, appliquer le plan de communication, …)
Action 2 : Création d'un Campus des métiers	AAP Régional Be Est filière d'avenir AAP national PIA Territoires d'innovation pédagogique Aides régionales économiques et formation professionnelle Un dispositif de type « contrat d'objectifs régional », qui associe étroitement les branches professionnelles et s'appuie sur les cadres de contractualisation.
Action 3 : soutien au projet de Maison de l'industrie	Soutien régional à la création de la maison de l'industrie

RETOUR OJ

Action 4 : accroître l'attractivité pour les cadres	Construire un plan d'attractivité des cadres en Sud Alsace avec ticket de la région (enveloppe annuelle déterminée dans le POCE). Construire des « packagings » cohérents comprenant, en sus des aspects économiques, une mise en valeur spécifique au public de l'offre de logements, aménités urbaines, qualité éducative, emploi du conjoint… Redresser l'image Mulhouse/Sud Alsace et créer des emplois qualifiés, condition de l'attractivité.

RETOUR OJ

Annexes

Population des EPCI et taux de chômage (au sens de l'INSEE)

EPCI		Nb communes	pop 2014	Taux chômage
CA	Mulhouse Alsace	39	273077	18,1
	Saint Louis	40	76955	11,4
CC	Doller et Soultzbach	15	16281	9,7
	Saint Amarin	15	12629	12,7
	Thann Cernay	16	37999	12,4
	Porte d'Alsace-Largue	44	22093	10
	Sundgau	64	47552	10,1

Source : INSEE, RP 2014

Etablissements et salariés du champ privé des EPCI

EPCI	Eff salariés	Etablissements	part en %	part en %
Thann-Cernay	11630	939	9	8,1
m2A	86457	7316	66,8	62,8
Porte Alsace-Largue	2297	348	1,8	3,0
Sundgau	6412	938	5	8,1
Saint Louis	17268	1486	13,3	12,8
Saint Amarin	1658	232	1,3	2,0
Doller et S.	3740	388	2,9	3,3
Total	129462	11647	100,0	100,0
Haut Rhin	199842	18954		

Source URSSAF, 3è trimestre 2017

Effectifs salariés par secteur et EPCI (Source URSSAF, 3è trimestre 2017)

EPCI	Industrie	BTP	Commerce	HCR	autres serv.	Intérim
Thann-Cernay	4310	730	1781	577	3419	813
m2A	15748	6546	14952	3859	39991	5361
Porte Alsace-Largue	495	280	368	164	990	
Sundgau	1099	860	1488	472	2256	237
Saint Louis	5144	1039	2539	1235	6651	660
Saint Amarin	508	205	239	152	554	
Doller et S.	1549	359	703	197	932	

RETOUR OJ

Total	28853	10019	22070	6656	54793	7071

Organisation du territoire Pays Thur Doller, au Nord Ouest du Sud Alsace

Le territoire se structure entre plaine (piémont) et montagne. Deux axes structurent l'organisation territoriale par la Thur (encaissée) et la Doller (large) séparée par le massif du Rossberg. L'occupation du sol est dominée par la forêt et la montagne, tandis que les zones planes sont celles occupées par l'urbanisation et l'agriculture. Les fonds de vallées, le piémont et la plaine sont historiquement les foyers de peuplement et d'activités du territoire.

A l'écoute des besoins économiques du territoire, les 3 communautés de communes du Pays Thur Doller appliquent leur compétence en matière de foncier et d'immobilier d'entreprises. Elles développent avec l'appui du PETR Pays Thur Doller une stratégie de développement économique qui a pour axes principaux :

- Développer et accompagner l'entrepreneuriat
- Développer des actions collectives de développement économique et de soutien aux activités existantes
- Développer le « Territoire à énergie positive et à Croissance Verte »
- Promouvoir l'offre économique et entretenir l'attractif le territoire

Pour appliquer cette stratégie, les collectivités de Thur Doller ont pour principaux partenaires : l'ADIRA, la CCI Alsace, la CMA Alsace, Pôle Emploi, la Maison de l'emploi, la Mission locale et les Enseignes Thur Doller, ainsi que plusieurs acteurs de la création reprise d'entreprise.

Organisation du territoire de Mulhouse Alsace Agglomération

Classée dans les 30 agglomérations françaises les plus peuplés, m2A inclus 39 communes de la bande rhénane jusqu'au vignoble alsacien.

Elle se positionne fortement pour travailler avec les acteurs du Territoire Sud Alsace, dans le but de favoriser le développement des projets, la création d'emplois industriels et la transition énergétique.

Les axes stratégiques économiques à vocation régionale qu'elle a engagés sur les dernières années sont les suivants :

- Construire le coeur du "Cluster industrie du futur européen »
- Construire un pôle Intelligence Artificielle dans le domaine de l'industrie du futur et de l'Agriculture du futur
- Renforcer la création de valeur durable à l'interface rural-urbain par le projet « champs du possible, villes du futur »
- Renforcer les aménités pour transformer l'agglomération en Pôle de fonctions technopolitaines de services

Organisation du territoire Sundgau au sud du Sud Alsace

RETOUR OJ

Le territoire est très hétérogène soumis à l'attraction de nombreux pôles périphériques (Bâle au Sud, Mulhouse au Nord et Belfort à l'Ouest). Une grande part de la population travaille dans ces pôles périphériques. Néanmoins les difficultés de mobilités sur le territoire encouragent le développement d'une économie résidentielle forte. Ainsi, Altkirch, Hirsingue, Waldighoffen, Durmenach et Dannemarie profitent d'un arrière-pays de 75 000 habitants qui contribue au maintien de commerces et services de proximité. En dehors du secteur Ferrette, la vacance commerciale reste relativement faible. En tant que territoire frontalier avec la Suisse, la population du territoire possède un niveau de vie élevé par rapport au reste du sud Alsace. Il contribue à dynamiser un tissu d'entreprises artisanales très développées en particulier dans le domaine du bâtiment et des aménagements paysagers.

Les dynamiques du territoire ne sont pas les mêmes du nord au sud du territoire. Le nord Sundgau a une structuration très urbaine avec une densité de population et d'entreprises beaucoup plus importante. L'accessibilité, bien qu'inférieure à l'agglomération mulhousienne ou à certains secteurs de Thur Doller est relativement bonne et encourage la venue de petite industrie. L'axe Illfurth, Altkirch, Dannemarie Belfort est sans doute l'un des plus dynamiques du secteur. Le secteur nord est également le secteur des céréaliers. Ces cultures sont très présentes dans le secteur nord de la Porte d'Alsace.

Le secteur de la vallée de l'Ill et de la Vallée de la Largue est plus rural et profite principalement de l'économie résidentielle locale. La présence d'industrie y est plus rare et repose principalement sur des entreprises historiques comme Waterair ou Polypipe. Des villes comme Hirsingue, Duremach, Waldighoffen ou Seppois-le-bas sont des polarités structurantes de ce territoire intermédiaire. Pour des communes d'environ 1 000 habitants, on peut considérer qu'elle bénéficie d'un niveau de service bien supérieur à la moyenne (hypermarché, commerce de proximité, commerce de détail spécialisé…). Les activités agricoles sont plus petites, mais conservent une forte dominante d'élevage et de céréalier. On note également que l'activité piscicole reste importante dans la Vallée de la Largue.

Enfin le secteur le plus au sud de Sundgau, le Jura alsacien est quant à lui classé en zone montagne. Il est caractérisé par une agriculture plus marquée de petites exploitations. L'élevage, la sylviculture, et les cultures maraichères sont très présents. Les industries sont très rares. Se sont majoritairement des entreprises suisses comme DIAMETAL à Otlingue ou à VISSAL à Linsdorf. Du côté de Ferrette la situation est plus difficile. Depuis le départ de 2000 gendarmes de la brigade mobile de Moreigne et Roblin, la petite ville médiévale subit un déclin de son appareil commercial. La vacance y est très élevée et le patrimoine immobilier en très mauvais état. L'effort pour conduire une reconversion est conséquent. Le tissu de petite exploitation agricole est quant à lui plus dynamique. Beaucoup d'agriculteurs proposent de la vente directe. Le Jura alsacien est également une destination touristique très prisée de la population suisse qui viennent randonner ou descendre les pistes de VTT. Un bus touristique Büsli a été mis en place pour renforcer cette attractivité touristique.

La CC Sundgau et la CC Sud Alsace-Largue sont né de la fusion initiée par la réforme territoriale de la loi NOTRé. Les anciens territoires étaient trop petits pour structurer une offre de service pour le développement économique satisfaisante si bien que beaucoup d'EPCI ont décidé de ne pas intervenir sur cette thématique. Les équipements ont été très peu développés hormis sur le secteur nord d'Altkirch et d'Illfurth. Les opérateurs sont très peu présents, mais certains services existent néanmoins comme la permanence de la Chambre des Métiers, la présence d'une agence de la Chambre d'Agriculture, de l'ONF et une agence Pôle Emploi.

Depuis la fusion les deux EPCI ont décidé de reprendre la main et de construire une action de proximité en partenariat avec opérateurs consulaires, associatifs et régionaux. Avec comme base un groupe de travail permanent le Pôle Territorial de Coopération Economique (ADIRA, CCI, CMA, MEF, Pôle

RETOUR OJ

Emploi, Fédé Sund'go, Mission locale, BGE, VECTEUR, Chambre d'Agriculture), les acteurs économiques ont choisi de grouper leurs forces pour organiser de manière coordonnée leur action sur le territoire. Les EPCI souhaitent travailler sur 5 axes :

1. La dynamisation d'un réseau d'entrepreneur vecteur de cohésion et d'efficacité par la démarche d'économie collaborative interentreprise
2. Le développement des offreurs de solutions pour l'économie de demain (métiers de soutien à l'industrie du futur, artisanat de demain, agriculture du futur).
3. La création d'un réseau de production alimentaire pérenne et de qualité renforçant l'excellence territoriale en la matière.
4. La construction d'un territoire écoconçu par le développement des énergies renouvelables et le développement de démarche EIT.
5. La création d'un environnement périurbain et rural attractif en encourageant et en accompagnement la création de commerce à forte valeur humaine (épicerie participative, commerce aux concepts originaux, concepts mixtes…)

Bien que les projets structurants soient choisis par les EPCI, l'action sur le terrain se fait avec l'ensemble des partenaires. Le but étant d'arriver à terme à la définition d'un programme d'action pluri annuel conjoint.

Outre ce rôle d'organisation, les EPCI remplissent leur rôle de base à savoir la création d'immobilier économique, interviennent pour la définition de projet intéressant l'ensemble de l'espace communautaire et accompagne les porteurs de projet à minima au niveau 1 et en fonction de l'implication territoriale à un niveau plus important en mobilisant les opérateurs compétents (BGE, SEMIA, CCI, ADIRA, CMA….).

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-551C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

71 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

AVENANT A LA CONCESSION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT RUDIE RELATIF A LA RÉALISATION DE TRAVAUX CONSERVATOIRES SUR LE BÂTIMENT 48-T2 DU SITE DMC (211/7.1.4/551C)

Le bâtiment 48 du site DMC est actuellement inclus dans le périmètre de la concession RUDIE (délibération du 22 décembre 2003) conclue entre m2A et la SERM devenue CITIVIA SPL. Il est constitué de 2 tranches d'un total de 5 500 m².

La première tranche de 3 150 m², complètement rénovée, est occupée aujourd'hui par un hôtel d'entreprises, louée à hauteur de 93 %.

La seconde tranche d'environ 2 400 m², aujourd'hui vacante, est destinée à être commercialisée.

Ainsi, concernant cette tranche du bâtiment 48, l'association SALSA Rhénamap a manifesté son intérêt pour une implantation et travaille actuellement à la finalisation de son projet multipartenarial favorisant le développement d'une agriculture durable. Le projet vise ainsi à consolider les circuits-courts sur le site. A cela s'ajoute la création d'un restaurant valorisant les produits locaux, d'un magasin de producteurs ainsi que des activités d'animation et d'intérêt général concernant la pratique culinaire et l'appropriation de l'alimentation par le citoyen.

Ce projet s'inscrit ainsi pleinement dans les démarches portées par m2A, aussi bien le programme d'investissement d'avenir (TIGA) que le plan alimentaire territorial en cours d'élaboration. En outre, il répond parfaitement aux orientations stratégiques voulues pour le site DMC et est de nature à conforter la dynamique de reconquête économique de ce lieu emblématique.

RETOUR OJ

Afin de permettre la réalisation de ce projet, il est nécessaire de réaliser des travaux conservatoires sur cette partie du bâtiment. L'intervention la plus urgente est la mise hors d'eau du bâtiment. Ces travaux doivent être réalisés au plus vite, avant la saison hivernale.

Le montant de ces travaux de conservation est évalué par CITIVIA à 380 000 € H.T.

Pour permettre la réalisation de ces travaux par CITIVIA SPL dans le cadre de la concession RUDIE, le plan de financement nécessite une participation de m2A de 75 000 € impliquant la passation d'un avenant, objet de la présente délibération.

Les crédits nécessaires sont disponibles au Budget 2018 – Chapitre 204 – Compte 204182 – LC 23892 « Participation CITIVIA SALSA RUDIE ».

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve la passation d'un avenant n°6 à la concession publique d'aménagement RUDIE relatif à ces travaux de conservation de la seconde tranche du bâtiment 48
- approuve dans ce cadre la participation de m2A à hauteur de 75 000 euros pour la réalisation de ces travaux de conservation menés par CITIVIA SPL
- autorise le Président ou son représentant à établir et signer l'avenant et toutes les pièces contractuelles nécessaires à la réalisation de l'opération.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-566C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

71 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – PARTICIPATION AU CONSORTIUM PEPITE ETENA – SIGNATURE DE LA CONVENTION 2018/2021 SANS FINANCEMENT (211/7.5.6/566C)

Historique du programme ETENA (ETudiants ENtreprenants en Alsace)

En novembre 2013, dans la continuité des Assises de l'Entrepreneuriat, le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche avec le soutien du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique et de la Caisse des Dépôts et de Consignations, a annoncé quatre mesures nationales, mises en œuvre à partir de septembre 2014 :

- des modules de formation en entrepreneuriat et en innovation, accessibles à tout étudiant (universités et grandes écoles), du bac au bac + 8,
- un Statut National Etudiant-Entrepreneur (SNEE) destiné aux étudiants (leur permettant de remplacer le stage par un projet entrepreneurial durant leur cursus) et aux diplômés de moins de 28 ans (leur permettant de conserver le statut social étudiant pendant la période de création de leur entreprise)
- un prix national PEPITE avec une subvention pour des créations d'entreprises,
- la mise en place de 29 PEPITE (Pôles Etudiants Pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat) sur des sites d'enseignement supérieur afin de soutenir la mise en place des programmes de formation en entrepreneuriat et en innovation dans les établissements et de pré-accompagner les étudiants-entrepreneurs dans leurs projets entrepreneuriaux.

RETOUR OJ

ETENA est l'un des 29 projets qui ont été retenus et labélisés PEPITE, en mars 2013 pour la période 2014-2017.
Le programme ETENA est principalement porté par l'Université de Strasbourg (UNISTRA), mais également par l'Université de Haute Alsace (UHA), Alsace Tech, l'INSA Strasbourg, l'incubateur SEMIA, la CCI Alsace Eurométropole, la CMA Alsace, la Région Grand-Est, l'Eurométropole de Strasbourg, et Mulhouse Alsace Agglomération.
La convention qui régissait le consortium ETENA est arrivée à son terme fin 2017.
m2A est sollicitée pour se maintenir dans le consortium ETENA pour la période 2018/2021, d'où le projet de convention transmis.

Bilan d'activité 2014/2017 et perspectives

L'objectif du programme consiste à :
- développer et soutenir la culture entrepreneuriale chez les étudiants,
- assurer l'émergence de nouvelles vocations d'entrepreneurs et de créateurs,
- encourager et promouvoir l'entrepreneuriat au féminin.

Pour ce faire plusieurs actions ont été menées, essentiellement à Strasbourg.
Cela se traduit par la répartition des étudiants-entrepreneurs bénéficiaires suivante : près de 81 % des étudiants sont de l'UNISTRA, 9 % de l'INSA Strasbourg, 5 % d'autres établissements et 5 % de l'UHA.

Sur son territoire, m2A a contribué à l'entrepreneuriat étudiant via le soutien et le financement de plusieurs dispositifs dont l'Alsace Booster, les bourses e-noveurs, Tango&Scan (il est à préciser que l'une des lauréates de l'appel à projets 2018 est une étudiante-entrepreneur de la HEAR de Mulhouse).
Dans ce contexte, m2A entend poursuive sa contribution à l'entrepreneuriat étudiant, en privilégiant le financement direct de l'UHA (qui devrait participer au co-financement d'un poste pour assurer une présence d'ETENA sur l'UHA) ainsi que le financement des dispositifs ci-dessus mentionnés.
Il a été toutefois convenu avec l'association ETENA d'une plus grande implication de sa part sur le territoire de m2A et de la mise en place d'une relation partenariale suivie.

Au regard des éléments portés ci-avant, il est proposé de signer la convention de consortium ETENA pour la période 2018/2021. Aucun financement direct à ETENA n'est à prévoir.

RETOUR OJ

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve ce qui précède
- autorise le Président ou son représentant à signer la convention partenariale ETENA.

PJ : 1

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

ACCORD DE CONSORTIUM

ENTRE LES SOUSSIGNES :

1) ALSACE TECH
Ayant son siège 24 boulevard de la Victoire à 67000 Strasbourg, représentée par son Président Monsieur Jean-François QUERE,

2) CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION ALSACE (CCIRA)
Ayant son siège 10 place Gutenberg à 67000 Strasbourg, représentée par son Président Monsieur Bernard STIRNWEISS,

3) CHAMBRE DES METIERS D'ALSACE (CMA)
Ayant son siège à l'Espace Européen de l'Entreprise 30, avenue de l'Europe à 67300 Schiltigheim, représentée par son Président Monsieur Bernard STALTER,

4) L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Ayant son siège au 1 parc de l'Etoile à 67000 Strasbourg, représenté par son Président Monsieur Robert HERRMANN,

5) INSA DE STRASBOURG
Etablissement public à caractère scientifique culturel et professionnel,
Ayant son siège 24 boulevard de la Victoire à 67000 Strasbourg, représentée par son Directeur, Monsieur Marc RENNER

6) MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION
Ayant son siège 2 rue Pierre et Marie Curie à 68100 Mulhouse, représenté par son Président Monsieur Fabian JORDAN

7) REGION GRAND EST
Ayant son siège 1 place Adrien Zeller à 67000 Strasbourg, représentée par son Président Monsieur Jean ROTTNER,

8) SEMIA
Science, Entreprise et Marché, incubateur d'Alsace
Association de droit local, inscrite au registre des associations du tribunal d'instance de Strasbourg le 18 février 2004 sous la référence Volume 82 – Folio 150
ayant son siège 11 rue de l'Académie, 67000 Strasbourg, représentée par sa Présidente Madame Lilla MERABET,

RETOUR OJ

9) UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE
Etablissement public à caractère scientifique culturel et professionnel,
ayant son siège 18 Rue des frères Lumière à 68200 Mulhouse, représentée par sa Présidente, Madame Christine GANGLOFF-ZIEGLER,

10) UNIVERSITE DE STRASBOURG,
Etablissement public à caractère scientifique culturel et professionnel,
ayant son siège 4 Rue Blaise Pascal, 67000 Strasbourg, représentée par le Président de l'Université de Strasbourg, Monsieur Michel DENEKEN,

Qui, ensemble sont désignés dans ce qui suit par « les Parties ».

EXPOSE PREALABLE

Les différents acteurs signataires de cet Accord ont décidé depuis 2010 de se coordonner et de mutualiser leurs efforts pour promouvoir l'esprit d'entreprendre du public étudiant alsacien. A cette fin ils se sont organisés autour d'un consortium : ETENA (**ET**udiants **EN**treprenants en **A**lsace). ETENA vise à être accessible à tous les étudiants post-bac en leurs mettant à disposition les outils nécessaires de sensibilisation, de formation et d'accompagnement, pour soutenir l'esprit d'entreprendre et l'envie d'innover.

Deux phases ont été concrétisées dans le processus de mise en place et de développement des actions menées par ETENA, avec des PORTEURS différents :

- du 16 novembre 2010 au 31 juillet 2013 : la première phase consacrée essentiellement à la création d'entreprises, pendant laquelle le portage est assuré par SEMIA,
- du 1 août 2013 au 31 aout 2017 : la seconde phase est axée essentiellement sur la sensibilisation des étudiants, le PORTEUR étant alors l'Université de Strasbourg

Durant cette seconde phase, le consortium a obtenu le label PEPITE. ETENA fait ainsi parti des 29 PEPITE (Pôles Etudiant pour l'Innovation le Transfert et l'Entrepreneuriat) sélectionnés et labellisés par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche parmi les projets déposés dans le cadre de l'appel à projet national PEPITE lancé par le MESR en octobre 2013 en partenariat avec la Caisse des Dépôts et le Ministère du Redressement Productif. Ce projet s'inscrit dans une dynamique de promotion de la culture entrepreneuriale auprès des étudiants de l'enseignement supérieur et des jeunes diplômés.

Cette troisième phase qui s'ouvre à partir de septembre 2017 vise à capitaliser sur les actions menées pendant les périodes précédentes, à implanter de nouvelles méthodologies de sensibilisation, de formation et d'accompagnement en renforçant le réseau à la fois interne des Etablissements d'enseignement supérieur, des partenaires ainsi que celui des autres PEPITE.

RETOUR OJ

PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

Le développement du Pôle pour la période à venir est envisagé autour de 4 axes :

- Axe 1 : Participer à l'animation des Hots-Spots entrepreneuriaux alsaciens et développer leurs rayonnements.
- Axe 2 : participer à l'accompagnement des porteurs de projets étudiants.
- Axe 3 : structurer et animer un réseau, notamment de référents de proximité des étudiants au sein des différents campus étudiants.
- Axe 4 : développer et animer des espaces de travail et d'échanges sur et/ou en dehors des campus.

Au vu des résultats obtenus dans le cadre des deux appels à projets PEE puis PEPITE, et des deux conventions de consortium passées, les différents acteurs impliqués souhaitent renouveler leur confiance mutuelle autour d'une nouvelle convention de partenariat.

Ce consortium ETENA au service de l'Entreprenariat Etudiant doit permettre de fédérer les acteurs publics et privés, autour d'un projet territorial commun qui s'inscrit dans le paysage des acteurs de l'Innovation et de la Création d'Entreprises en Alsace.

LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent Accord a pour objet de définir les conditions dans lesquelles les Membres Fondateurs d'ETENA ont souhaité mettre en place un consortium pour renforcer leur collaboration aux fins d'atteindre les objectifs du Pôle.

La mission d'ETENA est de promouvoir l'esprit d'entreprendre et le nombre de vocations d'entrepreneurs, intrapreneurs et repreneurs, en renforçant l'environnement favorable à la sensibilisation, la formation et l'accompagnement.

ETENA repose sur :
- un caractère interdisciplinaire et la complémentarité de ses membres,
- une ouverture transfrontalière,
- une forte orientation projet,
- la mutualisation et la coopération des actions fondées sur l'écosystème alsacien (entreprises, universités/centres de recherche collectivités, réseau de l'innovation…),
- l'identification, la conception ou la diffusion d'outils adaptés à la population étudiante visée pour promouvoir l'esprit d'entreprendre et la réussite entrepreneuriale.

RETOUR OJ

Les parties s'engagent en toute circonstance à convenir des meilleures conditions pour pérenniser l'action du consortium au-delà du présent contrat.

ARTICLE 2 – ORGANISATION DU CONSORTIUM

Le Consortium est organisé en une Assemblée des Membres, un Comité Directeur et de Comité de Pilotage locaux.

ARTICLE 2.1. – L'Assemblée des Membres – Comité Directeur

Les Membres Fondateurs sont les signataires du présent Consortium.

L'Assemblée des Membres est composée de Membres signataires du présent accord.

Le Comité Directeur est l'organe décisionnel de pilotage, représentatif de l'Assemblée des Membres du Consortium, dont la présidence est assurée par le responsable de la structure porteuse du projet.
Il se réunit au moins une fois par an, sur convocation du Porteur du PEPITE ETENA. La convocation comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion ; tout Membre peut demander l'inscription de points supplémentaires, dans la semaine qui suit l'annonce de la réunion.
Les membres du Comité Directeur sont nommés par l'Assemblée des Membres pour la durée du présent Accord.

Il est en charge de la définition des grandes orientations stratégiques, financières, pédagogiques et techniques du Consortium ; et il vote les engagements.

Le Comité Directeur est le seul organe susceptible d'accepter l'entrée de nouveaux Membres au consortium.

Ses décisions sont prises à la majorité simple des votants, étant précisé que seuls les Membres Fondateurs ont droit de vote, les autres pouvant émettre des avis consultatifs.
Devra toutefois être atteint un quorum égal à la 1/2 des membres de cet organe disposant d'un droit de vote. Si le quorum requis lors d'un vote n'a pas été atteint, le vote sera effectué à la majorité des votants dans un délai compris entre deux et quinze jours ouvrables, et effectué sous la forme la plus appropriée.

ARTICLE 2.2. – Comité de Pilotage

Chaque membre nomme une personne (en plus du représentant au Comité Directeur) en tant que référent opérationnel des actions ETENA dans son établissement, nommé ainsi

RETOUR OJ

Référents Entrepreneuriat. La liste nominative de ces référents figure en annexe et est mise à jour chaque année.

Le comité de pilotage est composé des Référents Entrepreneuriat de ces établissements. Sont également invités aux Comités de Pilotage les acteurs locaux de l'écosystème de l'entrepreneuriat et de l'innovation non membres d'ETENA souhaitant s'investir dans la dynamique de l'entrepreneuriat étudiant.

Le Comité de Pilotage est organisé à l'initiative du Porteur du Pôle.

Le Comité de Pilotage est un espace pour :
- Articuler la mise en œuvre locale de la stratégie définie en Comité Directeur,
- Coordonner les actions des membres du consortium au sein du territoire et en lien avec les autres acteurs,
- Soumettre des propositions d'orientation ou d'amélioration au Comité Directeur.

ARTICLE 2.3. – Portage du PEPITE

L'Université de Strasbourg est le porteur d'ETENA pour le compte du consortium. Le Porteur met en œuvre les orientations définies par le Comité Directeur, assume la gestion quotidienne du Pôle et coordonne la communication et la promotion d'ETENA.

ARTICLE 3. DROITS ET OBLIGATIONS

ARTICLE 3.1. - Droits et obligations des Membres

Les Membres sont membres de droit du Consortium pour la durée du présent Accord, sans préjudice de l'application des dispositions ci-après concernant l'exclusion, volontaire ou décidée, d'un membre.

Chaque Membre a l'obligation de collaborer étroitement, de bonne foi, et de façon confiante. Il doit faire tout ce qui est en son pouvoir et fournir tous les efforts pour assurer la réussite de l'Accord.

Cette obligation de collaboration suppose d'agir conjointement, de concourir à l'exécution de l'Accord et de participer à une œuvre commune.

A cette fin, les Membres devront notamment :
- Fournir aux autres Membres l'assistance nécessaire,
- Respecter les intérêts des autres Membres (en s'interdisant tout spécialement de les priver des avantages qu'ils attendent de l'Accord),
- Informer, consulter et conseiller les autres Membres dès lors que cette démarche est utile à la bonne exécution de l'Accord,

RETOUR OJ

- Se prêter à toute négociation en vue d'adapter l'Accord à l'évolution des circonstances,
- Contribuer à la mise en place du Statut National Etudiant Entrepreneur, du Diplôme Etudiant Entrepreneur et des modalités opérationnelles liées à leurs bons fonctionnements.

Chaque Membre conserve à sa charge les frais relatifs à ses personnels (salaires, déplacements...), ainsi que ceux de toute autorité hiérarchique leur afférent.
Par exception, les engagements relatifs à des prises en charge éventuelles seront validés par le Comité Directeur.

ARTICLE 3.2 Droits et obligations particuliers du PORTEUR

Le PORTEUR représente le Consortium et a tout pouvoir de contracter pour le PEPITE. Dans le cadre du présent contrat le PORTEUR est représenté au Comité Directeur et aux Comités de Pilotage locaux.

Le PORTEUR assurera en particulier :
- L'animation de la dynamique ETENA et la coordination des actions entre les Membres,
- La gestion administrative, financière et comptable du consortium, sous réserve d'une présentation régulière au consortium des frais et dépenses engagés ainsi que de l'état des financements dont dispose le consortium,
- La passation de tout accord, avec tout partenaire, membre ou non du Consortium, permettant la mise en œuvre de l'animation d'ETENA,
- L'organisation des adhésions éventuelles de nouveaux membres,
- La coordination du Statut National Etudiant Entrepreneur et sa déclinaison opérationnelle,
- Les liens et les échanges avec la coordination nationale Pépite France et le ministère en charge des Pépites.

Le PORTEUR met à disposition une équipe projet, chargée de procéder au déroulement des missions citées ci-dessus, à l'établissement de ses rapports d'activité et à la coordination du consortium

L'équipe projet est rattachée hiérarchiquement au PORTEUR, qui lui fixe des objectifs, en rapport avec les décisions prises par le Comité Directeur.

ARTICLE 4 – RESSOURCES DU CONSORTIUM

Les ressources mises à disposition par l'Etat et la Caisse des Dépôts relatifs à l'appel à projet PEPITE remporté sont arrivées à échéances au 31 décembre 2016.

RETOUR OJ

Les membres du consortium s'engagent à contribuer aux moyens humains, financiers et matériels nécessaires pour faire vivre ce consortium. Les modalités de participation de chaque membre sont présentées et discutées lors du premier Comité Directeur suivant la signature du présent Accord. Elles feront l'objet d'une annexe par partenaire signée par celui-ci et le porteur. Chaque année, les modalités de participation de chaque membre est présenté et discuté en Comité Directeur et figureront au compte rendu du Comité Directeur. Dans le cas où une modification substantielle de participation d'un membre est actée en Comité Directeur une nouvelle annexe financière du Partenaire sera établie.

Dans le cas où des financements publics fléchés « Etudiant Entrepreneur » venaient à être proposés pendant la durée de présent accord, le Consortium et le PORTEUR s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour bénéficier de ces financements au titre d'ETENA.

La totalité des fonds recueillis par ETENA servira au financement des activités de ce dernier, en accord avec les orientations annuelles définies en Comité Directeur. Les dépenses sont engagées par le Porteur d'ETENA.

Les contributions externes sont principalement composées :

- Des contributions matérielles humaines ou financières des membres fondateurs,
- Des soutiens financiers obtenus auprès des collectivités et organismes publics,
- De toute autre contribution éventuelle.

Dans ce cas, le PORTEUR se conforme aux prescriptions réglementaires qui sont liées au versement de ces subventions et rendra compte de l'utilisation desdits concours financiers.

Les modalités de contributions des membres du consortium sont discutées annuellement. Elles seront soumises au Comité Directeur et à l'Assemblée des Membres pour validation et feront l'objet d'avenants renouvelables chaque année.

ARTICLE 5 – STATUT NATIONAL ETUDIANT ENTREPRENEUR (SNEE)

ARTICLE 5.1 Description du statut

Destiné à donner visibilité et crédibilité aux jeunes entrepreneurs, le statut national permet la reconnaissance du projet entrepreneurial dans le parcours de formation de l'étudiant ou du jeune diplômé. Il s'adresse en priorité aux jeunes de moins de 28 ans, sans condition de diplôme autre que le baccalauréat ou équivalent.

Au sein d'ETENA, il donne droit à :

- Un accompagnement, notamment de type tutorat ou accompagnement collectif, par un enseignant de l'un des partenaires, en fonction de l'établissement de rattachement de l'étudiant ou de la nature de son projet, un tuteur professionnel externe du réseau d'ETENA,

RETOUR OJ

- Un accès à un espace de coworking du PEPITE ou d'un partenaire.

Dans le cadre des études de l'intéressé, le statut permet, sur autorisation du responsable de la formation dans laquelle il est inscrit :
- L'aménagement nécessaire des études
- La possibilité de travailler sur son projet entrepreneurial à la place d'un stage ou de son projet de fin d'étude.

ARTICLE 5.2 Comité d'Engagement

Le statut national d'étudiant entrepreneur est octroyé par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et de l'Innovation, après examen du projet entrepreneurial et de son porteur. Cet examen se fait par un comité d'engagement. Ce comité d'engagement est opéré en local par ETENA, labellisé PEPITE.

Le comité d'engagement d'ETENA est l'unique organe habilité par le Ministère à délivrer le statut Etudiant Entrepreneur sur le territoire alsacien. Il est coordonné par l'équipe ETENA. Il se réunit plusieurs fois par an, sous l'impulsion du Porteur. Le nombre et la fréquence des comités d'engagement sont définis selon :
- Le nombre de candidatures réceptionnées,
- Les dates d'ouverture de la plateforme nationale d'inscription au SNEE,
- Le calendrier proposé par le coordinateur national du Réseau PEPITE : Pépite France.

Le Comité d'Engagement ETENA est composé de la manière suivante :
- Le responsable du Diplôme Etudiant Entrepreneur ou par dérogation de celui-ci par les référents du D2E auprès des Etablissements d'enseignement supérieur membres du consortium (liste nominative en annexe), ou par le Responsable de l'équipe projet du Pépite ETENA.
- Un membre de l'équipe opérationnelle ETENA du Porteur.

Sont systématiquement invités aux comités d'engagement un représentant enseignant de l'établissement ou la composante d'où est issu l'étudiant demandeur du statut, identifié et sollicité par l'équipe projet.

Peuvent être invités les représentants des membres du Consortium ETENA, ainsi que différents partenaires institutionnels d'ETENA, non membre du consortium, selon l'appréciation de l'équipe projet en charge de la coordination d'ETENA.

ARTICLE 5.2 Octroi du statut

Chaque candidat au statut dépose une demande. La procédure de candidature est opérée via une plateforme dédiée mise à disposition par le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

RETOUR OJ

L'équipe projet ETENA instruit chaque dossier de candidature et le présente avec ses recommandations au comité d'engagement.

Dans le cas d'un étudiant inscrit dans une formation proposée par les Partenaires, autre que le diplôme d'établissement Etudiant-Entrepreneur, le responsable de la formation est consulté au préalable du Comité d'Engagement par l'équipe ETENA en charge d'instruire les dossiers de candidature. Il émet un avis sur la délivrance ou non du Statut. En cas de besoin, le responsable de formation peut également convier un enseignant et/ou un partenaire expert du projet au comité d'engagement pour appréciation.

Les décisions du comité sont prises à la majorité simple ; en cas de partage, la voix du responsable du Diplôme Etudiant Entrepreneur prévaut.
Dans le cas où le responsable de formation ne soumet pas d'appréciation, le Comité d'Engagement a seul pouvoir de décision sur l'attribution du Statut.

La délivrance du statut Etudiant entrepreneur est appréciée au regard de la réalité, de la qualité du projet entrepreneurial et de l'adéquation porteur / projet.

La délibération du comité est transmise au Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, avec les éléments individuels motivant la proposition d'octroi du statut aux candidats retenus. Celui-ci délivre aux candidats retenus une attestation, qu'ils pourront faire valoir auprès des autorités compétentes afin de se prévaloir des avantages du Statut.

ARTICLE 6 - CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Les Membres s'engagent à ne pas divulguer les informations confidentielles.

Toute information doit être considérée comme non confidentielle, si elles ne portent pas une mention contraire.

Les échanges d'informations entre les Membres sont présumés non exclusifs et non confidentiels entre lesdits Membres, sauf accord contraire écrit.
Toute information considérée comme confidentielle ne peut être divulguée qu'avec l'accord écrit du Membre émetteur.

Toutefois ne peuvent être considérées comme étant des informations confidentielles :

- les informations tombées dans le domaine public, postérieurement à leur communication, sous réserve dans ce dernier cas, que cela ne soit pas le résultat de la violation d'une obligation de confidentialité, par le Membre ayant eu connaissance de l'information,

- les informations pour lesquelles, le Membre qui les reçoit peut prouver, qu'il les connaissait déjà préalablement à leur communication,

RETOUR OJ

- les informations communiquées postérieurement à la signature du présent Accord par un tiers, et reçues de bonne foi par le Membre à qui elles ont été communiquées.

Les obligations de confidentialité définies au présent article, demeureront en vigueur pendant toute la durée du présent accord et pendant une durée de trois ans à compter de son expiration, quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 7 – DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Chaque Partie reconnaît que rien dans le présent Accord ne doit être interprété comme constituant a priori, une cession d'un droit de propriété intellectuelle ou une licence. En particulier, les Parties reconnaissent qu'aucune licence n'est accordée en vertu des Présentes, ni directement ni indirectement, aux termes d'un brevet, d'un secret de commerce, d'une marque de commerce ou d'un droit d'auteur.

Dans un esprit de coopération et de mutualisation du savoir-faire, chaque Membre Fondateur partage ses expériences et acquis avec les autres Membres Fondateurs.

A la fin de la présente convention, chaque Membres Fondateur conserve tout droit de propriété intellectuelle sur les œuvres et produits réalisés par lui.
Le devenir des productions du PEPITE ETENA sera, quant à lui, soumis à l'arbitrage du Comité Directeur à l'échéance du Consortium.

ARTICLE 8 – COMMUNICATION

Chaque Membre pourra utiliser librement le nom et le logo ETENA.

Par ailleurs, dès qu'une action de communication sur l'Entrepreneuriat Etudiant est menée par un ou plusieurs Membres Fondateurs, tout support utilisé dans ce cadre devra comporter le logo ETENA.

Par ailleurs, le format des logos et mentions concernant ETENA devra être au-moins aussi important que celui des logos et mentions relatives aux autres partenaires de l'opération.

Cette obligation s'impose quelle que soit la nature de l'opération, le support utilisé, la cible visée, ou le mode de diffusion.

ARTICLE 9 – RESPONSABILITE

Il est précisé que les contributions de toute nature des Membres ne sauraient constituer un apport au sens de l'article 1832 du Code Civil. Les Membres déclarent par ailleurs ne pas être

RETOUR OJ

solidaires des pertes éventuelles issues de l'exécution de chaque Projet et du présent Accord.

Les Membres demeurent à tous égards indépendants les uns des autres. Aucun Membre n'aura le pouvoir d'engager un quelconque des autres Membres en agissant comme son représentant, sauf à obtenir de sa part un mandat spécial.

Compte tenu de la nature de l'Accord, les Membres renoncent entre eux à tout recours au titre de pertes directes ou indirectes, quelles qu'elles soient (notamment, et sans que cette liste ne soit limitative, des préjudices financiers et commerciaux qui ne seraient pas la conséquence directe d'un manquement d'un des Membres à ses obligations : manque à gagner, augmentation de frais généraux, perte de profit, de clientèle ou d'économies escomptées...).

ARTICLE 10 – DUREE ET DATE D'EFFET DE L'ACCORD

Le présent Accord entre en vigueur au jour de sa signature et prendra fin le 31 décembre 2021.

ARTICLE 11 – SORTIE OU EXCLUSION D'UN MEMBRE

Chaque Membre pourra mettre fin à ses droits et obligations issues du présent Accord en le notifiant par lettre recommandée avec avis de réception au président du Comité Directeur, qui devra en informer les autres Membres lors de la prochaine Assemblée des Membres.
La résiliation prendra effet à l'égard du membre sortant un mois après réception de ladite notification.

De même, dans le cas où un Membre manquait à l'une de ses obligations au titre du présent Accord, le Comité Directeur pourra prononcer la révocation de ce Membre un mois après-mise en demeure infructueuse de se conformer à ses obligations.

La sortie ou l'exclusion du Membre concerné opérera de plein droit sans qu'aucun formalisme ne soit nécessaire, dès expiration du délai d'un mois ci-dessus stipulé.
Cesseront également, simultanément et de plein droit -à titre accessoire- tous mandats éventuellement confiés au Membre sortant.

Le présent Accord demeurera parfaitement valable entre les Membres restants.

Il est toutefois précisé qu'en toute hypothèse, le Membre sortant ou exclu restera tenu :

- De ses obligations en matière de confidentialité,
- De ses obligations en matière de propriété intellectuelle, et notamment de celles contractées dans le cadre de ses contributions,

RETOUR OJ

- De ses obligations nées au titre des projets en cours.

Dans tous les cas où cela s'avère nécessaire, l'Assemblée des Membres devra statuer sur le transfert de compétences du membre sortant vers un autre membre fondateur.

ARTICLE 12 – FORCE MAJEURE

Aucun Membre, ne sera responsable de la non-exécution totale ou partielle de ses obligations, au titre du présent Accord, dans le cas d'un événement constitutif de force majeure telle que définie par la jurisprudence française. Le Membre invoquant un événement constitutif de force majeure, devra en aviser le représentant d'ETENA dans les sept jours suivant la survenance de cet événement. Il appartiendra au Comité Directeur de décider du devenir de ce Membre et notamment de son exclusion éventuelle.

ARTICLE 13 - NATURE DU CONSORTIUM

Les Parties déclarent, que le présent Accord ne peut en aucun cas être interprété ou considéré comme constituant un acte de création de société, un groupement doté de la personnalité morale, ni par ailleurs, une société en participation ou une société de fait ou créée de fait.

ARTICLE 14 - INDEPENDANCE DES CLAUSES

Si une ou plusieurs clauses ou stipulations du présent Accord, se révélaient être nulles ou déclarées comme telles en application de la loi, d'un règlement ou d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres clauses et stipulations conserveraient toute leur force et leur validité.

ARTICLE 15– CESSION DE L'ACCORD – TRANSERT DE RESPONSABILITE

Le présent Accord ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une cession totale, ou partielle, à titre onéreux ou à titre gratuit, ou encore d'un transfert au profit d'un tiers, sauf accord écrit et préalable entre les Membres.

La gestion du PEPITE de l'Entrepreneuriat Etudiant est assurée par le PORTEUR.

Elle peut, le cas échéant, être dévolue à l'un quelconque des Membres Fondateurs, qui reprendra alors également à sa charge les engagements stipulés à l'article 3.2. des présentes, ainsi que les responsabilités y afférentes.

RETOUR OJ

ARTICLE 16 - LOI APPLICABLE, REGLEMENT DES LITIGES

Le présent Accord soumis à la loi française.

En cas de difficulté, les parties devront s'efforcer de négocier de nouvelles bases d'accord pour les surmonter. Toutefois, tout litige qui surviendrait de l'interprétation ou l'exécution du présent Accord, et qui ne serait résolu à l'amiable dans un délai de un mois, sera porté devant les tribunaux compétents.

ARTICLE 17 - LISTE DES ANNEXES

Sont annexées au présent les éléments suivants :

- Convention Caisse des Dépôts et Consignations / PEPITE ETENA, signée en date du XXXX.
- Liste des Représentants des Membres au Comité Directeur et des référents au Comité de Pilotage.
- Liste des référents du Diplôme Etudiant Entrepreneur des Etablissements d'enseignement supérieur membre du consortium ETENA.
- Participations financières aux actions ETENA du consortium de chaque partenaire.

RETOUR OJ

Le présent accord est établi en dix exemplaires originaux, dont un pour chaque partie au présent Consortium

A Strasbourg, le

CCIRA
Jean-Luc HEIMBURGER

ALSACETECH
Jean-François QUERE

CHAMBRE DES METIERS D'ALSACE
Bernard STALTER

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Robert HERRMANN

INSA DE STRASBOURG
Marc RENNER

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION
Fabian JORDAN

REGION GRAND EST
Jean ROTTNER

SEMIA
Lilla MERABET

UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE
Christine GANGLOFF-ZIEGLER

UNIVERSITE DE STRASBOURG
Michel DENEKEN

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-535C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

70 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR – SUBVENTION AU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) POUR LE COMPTE DE L'INSTITUT DES SCIENCES DES MATERIAUX DE MULHOUSE (IS2M) DANS LE CADRE DU PROJET «IMPRESSION 4D » (2111/7.5.8/535C)

I - Le contexte : un appel à projet régional

La Région Grand Est a lancé, fin 2017, un appel à projet intitulé « Fonds régional de coopération pour la recherche » qui a pour vocation à financer de nouveaux programmes de recherche impliquant des acteurs académiques et/ou favorisant le développement d'équipements de pointe structurants pour son territoire.

Ces projets doivent s'inscrire dans les thématiques d'excellence régionale déjà identifiées ou porter sur des thématiques émergentes fédératrices couvrant l'ensemble des domaines de la recherche et susceptibles de générer des innovations.

Ce Fonds a été doté de 4 800 000 € HT pour 2018. Le principe est celui d'un financement par la Région à hauteur de 50 % du coût des équipements. Le solde devant être apporté par les organismes de recherche et les territoires.

25 laboratoires régionaux de recherche ont candidaté et 9 lauréats ont été retenus dont l'IS2M de Mulhouse.

La réussite de l'IS2M s'explique par ses compétences reconnues dans le domaine des matériaux, par le caractère stratégique de son projet scientifique ainsi que par sa capacité, dans le cadre de cet appel à projet, à se constituer en coordinateur de 9 unités de recherche (dont le laboratoire MIPS de Mulhouse) réparties sur tout le territoire de la Région.

RETOUR OJ

II – Le projet : l'impression 4D

La fabrication additive ou « impression 3D » est désormais une activité en phase d'industrialisation. Elle est en outre bien appropriée par le grand public.

L'impression 4D qui relève encore du domaine de la recherche, consiste à fabriquer des matériaux capables, une fois imprimés en 3D, de changer de forme et de fonctionnalité, de manière contrôlée, en fonction du temps ou d'impulsions extérieures (électrique, chaleur, lumière…). Ces matériaux évolutifs et programmables sont qualifiés de « matériaux intelligents ».

Cette technologie ouvre des perspectives considérables dans les domaines du bio-médical, des textiles intelligents et de la plasturgie en général qui est présente dans tous les secteurs d'activités économiques.

Le but du projet « Impression 4D » est de permettre à l'IS2M, à ses partenaires, à m2A et à la Région Grand Est, de prendre une position stratégique, au niveau international sur ce sujet en se basant sur les compétences de pointe déjà existantes dans le domaine des matériaux, des surfaces et interfaces, et de la fabrication additive.

Mais de nombreux verrous technologiques demeurent. Ceux que l'IS2M et ses partenaires s'attacheront à lever concernent les 3 étapes suivantes :

- le développement de matériaux innovants (polymères) adaptés à l'impression 4D
- l'étude des réactions des matériaux aux sollicitations externes
- la définition de procédés de mise en œuvre des nouveaux matériaux dans le cadre de l'impression 4D.

Ces recherches seront effectuées en mobilisant les plateformes de recherches existantes et en les développant au travers des équipements de pointe financés dans le cadre du programme Fonds régional de coopération pour la recherche.

III – Le plan de financement

Le budget global régional du projet (investissement et fonctionnement) est de 4 550 000 € sur 3 ans. La Région apportera une subvention de 1 095 000 €.

Le budget global sur le territoire de m2A s'élève à 1 990 500 € (1 552 701 € au titre de l'IS2M et 437 799 € au titre du laboratoire MIPS).

La part de l'investissement concernant l'IS2M pour laquelle les collectivités sont sollicitées est de 400 000 € HT. Elle correspond à l'acquisition d'un microscope à fluorescence à résolution temporelle.

Sur ces 400 000 €, les participations suivantes sont prévues :

RETOUR OJ

- IS2M-CNRS : 100 000 € (le laboratoire prendra en charge les autres investissements constitutifs de la nouvelle plateforme scientifique)
- Région : 200 000 € (acquis)
- m2A : 100 000 € sont sollicités.

Ce programme s'inscrit pleinement dans le cadre de la stratégie de m2A « Campus Industrie 4.0 » et particulièrement dans sa thématique « Industrie du Futur » dont la fabrication additive est une composante. Elle permettra de confirmer la spécialisation de son territoire dans le domaine des matériaux et de le positionner sur un nouveau domaine stratégique. Des entreprises locales telles « Photon'Polymers » sont concernées par les retombées de ce programme.

Il est par conséquent proposé d'attribuer une subvention de 100 000 € au CNRS pour le compte de l'IS2M.

Le crédit correspondant à cette subvention est prévu au Budget 2018 - Service gestionnaire et utilisateur 2111 - Chapitre 204 – Compte 204181 – Enveloppe 23973 «Subvention d'Equipement CNRS-IS2M - Impression 4D ».

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'attribution par m2A d'une subvention de 100 000 € au CNRS pour le compte du laboratoire IS2M dans le cadre de la mise en œuvre du programme « Impression 4D »

- autorise M. le Président ou son représentant à signer toutes pièces nécessaires.

P.J. : 1 convention

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

CONVENTION POUR LE VERSEMENT D'UNE SUBVENTION D'EQUIPEMENT
en faveur de l'Institut de Sciences des Matériaux de Mulhouse (IS2M)
entre Mulhouse Alsace Agglomération
et le Centre National de la Recherche Scientifique
Projet « Impression 4D »

Entre

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération, sise 2 rue Pierre et Marie Curie - B.P. 90019 à 68948 MULHOUSE CEDEX 9, représentée par sa Vice-Présidente, Madame Michèle LUTZ, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 24 septembre 2018, ci-après désignée « m2A »,

d'une part,

Et

Le Centre National de la Recherche Scientifique, Etablissement public à caractère scientifique et technologique ayant son siège 3 rue Michel Ange 75794 PARIS CEDEX 16, représenté par Monsieur Patrice SOULLIE, Délégué régional de la Région Alsace situé au 23 rue du Loess 67037 STRASBOURG, agissant en exécution d'une délégation de signature de son Président, Monsieur Alain FUCHS, ci-après désigné le « CNRS »,

d'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

L'IS2M a été retenu dans le cadre de l'appel à projet régional « Fonds régional de coopération pour la recherche » pour son programme de recherche « Impression 4D »

m2A a décidé de participer au financement de ce programme au travers d'une subvention de 100 000 € destinée au financement de l'acquisition d'un microscope à fluorescence à résolution de temps. Le CNRS est maître d'ouvrage de cette opération.

Article 1 – Objet

L'impression 4D, qui relève encore du domaine de la recherche, consiste à fabriquer des matériaux capables, une fois imprimés en 3D, de changer de forme et de fonctionnalité, de manière contrôlée, en fonction du temps ou d'impulsions extérieures (électrique, chaleur, lumière…). Ces matériaux évolutifs et programmables sont qualifiés de « matériaux intelligents ».

RETOUR OJ

Cette technologie ouvre des perspectives considérables dans les domaines du bio-médical, des textiles intelligents et de la plasturgie en général qui est présente dans tous les secteurs d'activités économiques.

Le but du projet « Impression 4D » est de permettre à l'IS2M, à ses partenaires, de prendre une position stratégique au niveau international sur ce sujet en se basant sur les compétences de pointe déjà existentes dans le domaine des matériaux, des surfaces et interfaces, et de la fabrication additive.

De nombreux verrous technologiques demeurent. Les verrous que l'IS2M et ses partenaires s'attacheront à lever concernent les 3 étapes suivantes :

- le développement de matériaux innovants (polymeres) adaptés à l'impression 4D
- l'étude des réactions des matériaux aux sollicitations externes
- la définition de procédés de mise en œuvre des nouveaux matériaux dans le cadre de l'impression 4D.

Ces recherches seront effectuées en mobilisant les plateformes de recherches existantes et en les développant aux travers des équipements de pointe financés dans le cadre du programme Fonds régional de coopération pour la recherche.

L'équipement de pointe pris en compte dans le cadre de la participation de m2A est celui d'un microscope de fluorescence à résolution temporelle.

Ce programme s'inscrit pleinement dans le cadre de la stratégie de m2A « Campus Industrie 4.0 » et particulièrement dans sa thématique « Industrie du Futur » dont la fabrication additive est une composante. Elle permettra de confirmer la spécialisation de son territoire dans le domaine des matériaux et de le positionner sur un nouveau domaine stratégique.

I – OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE

Article 2 – subvention d'équipement

Le budget global régional du projet (investissement et fonctionnement) est de 4 550 000 € HT sur 3 ans. La Région apportera une subvention de 1 095 000 €.

Le budget global sur le territoire de m2A s'élève à 1 990 500 € (1 552 701 € au titre de l'IS2M et 437 799 € au titre du laboratoire MIPS).

Le coût de l'investissement concernant l'IS2M (microscope à fluorescence à résolution temporelle) est de 400 000 € HT.

Sur la base de cette dépense subventionnable, le plan de financement s'établit comme suit :

- IS2M-CNRS : 100 000 € (d'autres équipements seront pris en charge par ailleurs par le laboratoire)
- Région Grand Est : 200 000 €
- m2A : 100 000 €.

RETOUR OJ

Article 3 – Modalités de versement

Un acompte de 30 % sera versé à la signature de la présente convention par les parties.

Les versements suivants se feront sur présentation des copies certifiées conformes des factures acquittées et le solde sur présentation d'un état récapitulatif des factures pour la totalité de l'assiette subventionnable. Cet état sera accompagné d'un bilan du projet.

Le bénéficiaire IS2M (UMR CNRS – UHA) s'engage à faire mention du financement de m2A à proximité des installations.

Le versement sera effectué par prélèvement sur le budget 2018 – service gestionnaire 2111– chapitre 204– compte 204181 « Subvention d'équipement CNRS-IS2M – Impression 4D » - ligne de crédit 23973 et versé au compte 10071 – 67000 - 00001006058 – 56 détenu par le Centre National de Recherche Scientifique, Agence comptable, 23 rue du Loess 67037 STRASBOURG CEDEX 2.

II – OBLIGATIONS DU CNRS

Article 4 - Délai de réalisation du programme et de justification des dépenses réalisées par le bénéficiaire

Le bénéficiaire est tenu d'engager le programme dans un délai de 12 mois à compter de la notification de la convention et de produire toutes les pièces justificatives.

Toute modification d'équipement dans le cadre de la réalisation du programme devra faire l'objet d'un accord de m2A.

Article 5 – Domiciliation

Le microscope à fluorescence à résolution temporelle acquis au profit de l'IS2M dans le cadre du programme « Impression 4D » devra être exclusivement domicilié sur le territoire de m2A.

Article 6 - Résiliation de la convention

Hormis le cas de force majeure justifié au plus tard un mois avant l'échéance, l'inobservation des délais prévus à l'article 4 entraînera la résiliation de la convention ; la partie de la subvention correspondant aux dépenses tardives ou non justifiées dans les délais sera annulée d'office par m2A.

Article 7 - Reversement de la subvention

Par ailleurs, en cas d'utilisation des sommes versées à des fins autres que celles faisant l'objet de la présente convention, m2A pourra ordonner le reversement des sommes non utilisées ou irrégulièrement utilisées.

RETOUR OJ

Article 8 - Mention de l'aide financière de m2A

Il est demandé au bénéficiaire de faire mention du financement de m2A dans toute action de communication (y compris sous forme électronique) relative à cette opération. Par ailleurs, il est expressément demandé que les principaux matériels acquis avec le concours de m2A soient identifiés par une affichette ou plaquette mentionnant cette aide.

Le non-respect de cette clause peut entraîner l'exclusion du bénéfice des aides de m2A.

Article 9– Reddition des comptes, présentation des documents financiers

Le CNRS s'engage vis-à-vis de m2A :

- à transmettre les pièces justifiant l'acquisition des équipements mentionnés

- à tenir sa comptabilité selon les normes édictées par le plan comptable des établissements publics et dans le respect des dispositions légales et réglementaires concernant les établissements publics subventionnés par des fonds publics.

Les modalités de versement et de contrôle de la subvention se feront conformément aux dispositions législatives et réglementaires concernant les établissements publics subventionnés par des fonds publics. Ainsi, m2A se réserve la possibilité de procéder à toute autre forme de contrôle de l'usage des fonds (sur place, avant ou après le versement de l'aide).

III – CLAUSES GENERALES

Article 10 – Durée

La présente convention devra avoir été soldée au plus tard au 31 décembre 2020.

Article 11 – Résiliation de la convention

m2A se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention sans préavis ni indemnité en cas de non-respect par le CNRS de l'une des clauses exposées ci-dessus dès lors que dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par m2A par lettre recommandée avec accusé de réception, le CNRS n'aura pas pris les mesures appropriées ou sans mise en demeure en cas de faute lourde.

La présente convention sera résiliée également de plein droit et sans indemnité en cas d'impossibilité pour le CNRS d'achever sa mission.

RETOUR OJ

Article 12 – Remboursement de la subvention

Dans les cas visés à l'article 5, 6, 7 et 8, m2A pourra suspendre le versement de la subvention, voire l'annuler et exiger son remboursement.

Article 13 – Compétence juridictionnelle

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le
En deux exemplaires originaux

Pour le CNRS Le Délégué régional de la Région Alsace	Pour Mulhouse Alsace Agglomération La Vice-Présidente
Patrick SOULLIE	Michèle LUTZ

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-552C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

70 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2018 A L'UHA (2111/7.5/552C)

En matière d'enseignement supérieur et d'innovation, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) s'est fixée trois priorités :

- favoriser le développement et renforcer le rayonnement des établissements d'enseignement supérieur de l'agglomération mulhousienne

- soutenir la recherche et renforcer les liens entre les laboratoires et le tissu économique local, notamment au travers des pôles de compétitivité

- accompagner l'Université de Haute Alsace (UHA) dans sa démarche d'association à l'Université de Strasbourg (UNISTRA), afin de faire naître de nouvelles synergies, facteurs de développement de l'université mulhousienne.

La stratégie de l'UHA dans le domaine de la recherche pour la période quinquennale 2018-2022 consiste à :

- recentrer les activités de recherche de l'Université de Haute-Alsace sur quelques thématiques-clés et la renforcer sur ses valeurs et spécificités

- renforcer les champs de recherche en les impliquant fortement dans la gouvernance

- mettre en place des plateformes mutualisées de compétences et techniques

RETOUR OJ

- favoriser les recherches partenariales.

Ces objectifs s'inscrivent pleinement dans la stratégie que m2A entend favoriser au travers de Mulhouse Alsace Eco 2020 et de Campus industrie 4.0.

Une démarche partenariale est engagée à partir d'un binôme fort constitué par m2A et l'UHA, afin de construire une stratégie locale de l'innovation.

Trois enjeux sous-tendent cette démarche :

- des enjeux économiques : identifier les nouveaux relais de croissance et favoriser le développement des entreprises du territoire
- des enjeux d'emplois : anticiper les besoins tout en conservant les emplois sur le territoire
- des enjeux d'attractivité : attirer de nouvelles entreprises et faciliter les recrutements.

Dans le cadre de ce partenariat fort, m2A apporte son appui à l'UHA en complément des financements du Conseil Régional du Grand-Est, en soutenant trois domaines bien identifiés relevant de ses priorités et de ses objectifs :

- la recherche
- les projets étudiants
- les colloques universitaires.

L'enveloppe 2018 se décompose comme suit :

1° <u>Le soutien à la recherche</u> : 75 000 €

Mulhouse Alsace Agglomération souhaite concentrer son action sur le soutien à la recherche, facteur d'innovation et de transferts de technologies pour le territoire**.** Les thématiques de recherche soutenues par m2A entrent dans le cadre de cet objectif, à savoir le renforcement des filières d'excellence des organismes de recherche mulhousiens et leurs liens avec les pôles de compétitivité et de compétences technologiques.

Cette aide permettra de financer quatre projets de thèses ainsi que des programmes inter-laboratoires en vue d'une recherche d'excellence dans les domaines d'activités stratégiques (DAS) prioritaires pour l'Université, notamment la chimie, les matériaux fonctionnels, les mobilités ou le numérique.

Il est proposé d'octroyer en 2018 une subvention de 75 000 € aux laboratoires mulhousiens, décomposée comme suit :

1.1. Le financement de quatre bourses de thèses : 60 000 €

Les thèses sont financées pour une durée de 2 ans prolongeable d'une année, à raison de 15 000 € par an, sous réserve de la transmission à m2A d'un bilan intermédiaire à l'issue de la deuxième année.

Les projets ont tous débuté en 2018.

RETOUR OJ

- **15 000 €** au Laboratoire de Photochimie et d'Ingénierie Macromoléculaires (LPIM) pour le financement de la thèse « *Rédaction d'addition Aza-Michael combinée à la photopolymérisation pour le développement de polymères hautes performances* »

- **15 000 €** à l'Institut de Sciences des Matériaux de Mulhouse (IS2M) pour le financement de la thèse « *Auto-assemblages protéiques pour la fonctionnalisation avancée de matériaux de la création de micro-objets dynamiques* »

- **15 000 €** au Laboratoire d'Innovation Moléculaire et Applications (LIMA) pour le financement de la thèse « *Exploration de la voie de biosynthèse de la lysine et du mésodiaminopimélate (DAP-pathway) pour le développement de nouveaux antibiotiques* »

- **15 000 €** au Laboratoire de Physique et Mécanique Textiles (LPMT) pour le financement de la thèse « *Etude, caractérisation et modalisation des contraintes internes dans un composite obtenu par photo polymérisation* ».

1.2. Le financement d'actions pour soutenir les champs de recherche de l'Université de Haute-Alsace : 15 000 €

L'Université de Haute-Alsace a sélectionné trois champs de recherche pour mettre en évidence et en œuvre des synergies inter-laboratoires dans le contexte de la politique de site alsacien :

- Chimie, Matériaux Fonctionnels et Environnement (CMFE)
- Systèmes Intelligents, Numérique, Procédés et Textiles Avancés (SINPTA)
- Interculturalité(s) : Humanités, Sociétés, Economies durables (IHSEd).

Plusieurs objectifs sont fixés dans cette perspective :

1. Contribuer à la structuration de l'enseignement supérieur et de la recherche de l'Université de Haute-Alsace en cohérence avec les objectifs stratégiques de m2A
2. Soutenir une dynamique de grands projets structurants pour la recherche (ERC, PIA, etc...)
3. Favoriser les liens entre les laboratoires en sciences exactes et sciences humaines et sociales
4. Concilier l'excellence scientifique et la qualité pédagogique dans les formations
5. Définir des domaines d'opportunités stratégiques avec la contribution active des partenaires (SATT Conectus Alsace, SEMIA, Institut franco-allemand de recherches de Saint-Louis, cellule valorisation du CNRS, Pôles de compétitivité, Fondation Partenariale de Haute-Alsace, etc.)
6. Encourager et renforcer la valorisation des résultats des recherches auprès des acteurs socio-économiques
7. Renforcer la visibilité de la recherche des laboratoires de l'UHA à différentes échelles (régionale, nationale, mondiale)
8. Développer davantage les ressources propres des laboratoires.

2° <u>Le soutien aux projets étudiants : financement de la Commission d'Aide aux Projets Etudiants (CAPE)</u> : 10 000 €

Mulhouse Alsace Agglomération souhaite poursuivre son soutien en faveur du développement de la vie étudiante. La Commission d'Aide aux Projets Etudiants (CAPE) finance des actions collectives ou individuelles émanant des étudiants, conformément au cahier des charges validé par m2A, l'UHA, le Centre Local des Œuvres Universitaires et Scolaires (CLOUS) et la Ville de Colmar. Ces actions se présentent comme suit : expositions, manifestations culturelles ou sportives, actions humanitaires ou favorisant la vie étudiante, accueil des étudiants étrangers, etc.

3° <u>Le soutien financier aux colloques universitaires</u> : 10 000 €

Ces colloques, sélectionnés pour leur caractère national, transfrontalier et international, contribuent au rayonnement scientifique de l'UHA et à la promotion du territoire et lui procurent des retombées territoriales. De l'ordre d'une quinzaine de manifestations sont organisées chaque année.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget 2018 - chapitre 65 - article 6574 - fonction 23 - enveloppe 5590 « Subvention de fonctionnement UHA ».

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide le versement d'une subvention de **95 000 €** à l'Université de Haute-Alsace destinée au financement de :
  . quatre bourses de thèses pour un montant total de 60 000 €
  . des actions pour soutenir les champs de recherche de l'Université : 15 000 €
  . la Commission d'Aide aux Projets Etudiants (CAPE) pour un montant de 10 000 €
  . des colloques pour un montant de 10 000 €.

- autorise M. le Président ou son représentant à signer la convention 2018 entre m2A et l'Université de Haute-Alsace, ainsi que toutes les pièces contractuelles.

<u>P.J</u> : 1 convention

Ne prennent pas part au vote : Lara MILLION, Laurent RICHE et Chantal RISSER (procuration).

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

CONVENTION
entre Mulhouse Alsace Agglomération et l'Université de Haute-Alsace

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par sa Vice-présidente, Mme Michèle LUTZ, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 24 septembre 2018 et désignée sous le terme « m2A »

d'une part,

Et

L'Université de Haute-Alsace, 2 rue des Frères Lumière, 68200 MULHOUSE, représentée par sa Présidente, Mme Christine GANGLOFF-ZIEGLER et désignée sous le terme « UHA »,

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 - Objet

L'Université de Haute Alsace (UHA) constitue un élément d'attractivité et de développement majeur de l'agglomération mulhousienne. Aussi, m2A souhaite soutenir la croissance de son université.

Elle s'est fixée trois priorités :

- favoriser le développement et renforcer le rayonnement des établissements d'enseignement supérieur de l'agglomération mulhousienne

- favoriser les transferts de technologies des laboratoires vers le tissu économique local, notamment au travers des pôles de compétitivité

- accompagner l'UHA dans sa démarche d'association avec l'Université de Strasbourg.

Ces objectifs s'inscrivent dans la stratégie d'innovation que m2A déploie au travers de Mulhouse Alsace Eco 2020 et de Campus Industrie 4.0.

Une démarche partenariale est engagée à partir d'un binôme fort constitué par m2A et l'UHA.

RETOUR OJ

Trois enjeux sous-tendent la stratégie locale de l'innovation :

- des enjeux économiques : identifier les nouveaux relais de croissance et favoriser le développement des entreprises du territoire

- des enjeux d'emplois : anticiper les besoins tout en conservant les emplois sur le territoire

- des enjeux d'attractivité : attirer de nouvelles entreprises et faciliter les recrutements.

m2A apporte son appui à l'UHA en complément des financements du Conseil Régional du Grand Est en soutenant trois domaines bien identifiés relevant de ses priorités et de ses objectifs :

- la recherche
- les projets étudiants
- les colloques universitaires.

Article 2 – Montant de la subvention

Au titre de l'année 2018, la subvention allouée s'élève à 95 000 €, ventilée comme suit :

1° Le soutien à la recherche pour un montant total de 75 000 €

1.1. Le financement de quatre bourses de thèses : 60 000 €

Les thèses sont financées pour une durée de 2 ans prolongeable d'une année, à raison de 15 000 € par an, sous réserve de la transmission à m2A d'un bilan intermédiaire à l'issue de la deuxième année :

Les projets ont tous débuté en 2018.

- **15 000 €** au Laboratoire de Photochimie et d'Ingénierie Macromoléculaires (LPIM) pour le financement de la thèse « *Rédaction d'addition Aza-Michael combinée à la photo-polymérisation pour le développement de polymères hautes performances* ».

- **15 000 €** à l'Institut de Sciences des Matériaux de Mulhouse (IS2M) pour le financement de la thèse « *Auto-assemblages protéiques pour la fonctionnalisation avancée de matériaux de la création de micro-objets dynamiques* ».

- **15 000 €** au Laboratoire d'Innovation Moléculaire et Applications (LIMA) pour le financement de la thèse « *Exploration de la voie de biosynthèse de la lysine et du mésodiaminopimélate pour le développement de nouveaux antibiotiques* ».

RETOUR OJ

- **15 000 €** au Laboratoire de Physique et Mécanique Textiles (LPMT) pour le financement de la thèse « *Etude, caractérisation et modalisation des contraintes internes dans un composite obtenu par photo polymérisation* ».

1.2. Le financement d'actions pour soutenir les champs de recherche de l'Université de Haute-Alsace : 15 000 €

L'Université de Haute-Alsace a sélectionné trois champs de recherche pour mettre en évidence et en œuvre des synergies inter-laboratoires dans le contexte de la politique de site alsacien :

- Chimie, Matériaux Fonctionnels et Environnement (CMFE)
- Systèmes Intelligents, Numérique, Procédés et Textiles Avancés (SINPTA)
- Interculturalité(s) : Humanités, Sociétés, Economies durables (IHSEd).

Plusieurs objectifs sont fixés dans cette perspective :

1. Contribuer à la structuration de l'enseignement supérieur et de la recherche de l'Université de Haute-Alsace en cohérence avec les objectifs stratégiques de m2A
2. Soutenir une dynamique de grands projets structurants pour la recherche (ERC, PIA, etc...)
3. Favoriser les liens entre les laboratoires en sciences exactes et sciences humaines et sociales
4. Concilier l'excellence scientifique et la qualité pédagogique dans les formations
5. Définir des domaines d'opportunités stratégiques avec la contribution active des partenaires (SATT Conectus Alsace, SEMIA, Institut franco-allemand de recherches de Saint-Louis, cellule valorisation du CNRS, Pôles de compétitivité, Fondation Partenariale de Haute-Alsace, etc.)
6. Encourager et renforcer la valorisation des résultats des recherches auprès des acteurs socio-économiques
7. Renforcer la visibilité de la recherche des laboratoires de l'UHA à différentes échelles (régionale, nationale, mondiale)
8. Développer davantage les ressources propres des laboratoires.

2° <u>Le soutien aux projets étudiants</u> pour un montant de 10 000 €

m2A souhaite poursuivre son soutien en faveur du développement de la vie étudiante. La Commission d'Aide aux Projets Etudiants (CAPE) finance des actions collectives ou individuelles émanant des étudiants, conformément au cahier des charges validé par m2A, l'UHA, le Centre Local des Œuvres Universitaires et Scolaires (CLOUS) et la Ville de Colmar. Ces actions se présentent comme suit : expositions, manifestations culturelles ou sportives, actions humanitaires ou favorisant la vie étudiante, accueil des étudiants étrangers, etc.

RETOUR OJ

3° <u>Le soutien aux colloques</u> pour un montant de 10 000 €

Ces colloques, sélectionnés pour leur caractère national, transfrontalier et international, contribuent au rayonnement scientifique de l'UHA et à la promotion du territoire.

Article 3 – Notification et mention de l'aide financière

La subvention fera l'objet d'un versement de 95 000 € à l'UHA.

L'UHA informera par courrier les bénéficiaires (école doctorale, laboratoires, chercheurs, étudiants…) de l'aide qui est apportée par m2A et transmettra la copie de ces courriers à m2A. Il est demandé, par ailleurs, aux bénéficiaires de faire mention du financement de m2A à l'occasion de toute action de communication relative aux opérations visées à l'article 2 ainsi que de faire état, sur ou à proximité immédiate des équipements financés, du soutien financier de m2A.

Article 4 – Justification des dépenses

L'UHA communiquera à m2A un état des dépenses accompagné des pièces justificatives visées par le Comptable du Trésor Public.

Article 5 – Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1er, l'UHA reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à m2A la totalité de la subvention. Il en ira de même en cas de non-exécution de l'article 2.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'UHA devra rembourser à m2A la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de m2A pour toute modification de l'objet.

Les reversements sont effectués par l'UHA dans le mois qui suit la réception du titre de recettes émis par m2A.

Article 6 – Avenant

Toute modification des conditions ou modalités de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 7 – Résiliation

En cas de non-respect par l'UHA des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par m2A à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Si l'une des parties souhaite y mettre fin, elle devra avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours.

RETOUR OJ

Fait à Mulhouse, le
Etabli en deux exemplaires originaux

Pour l'Université de Haute Alsace
La Présidente

Christine GANGLOFF-ZIEGLER

Pour Mulhouse Alsace Agglomération
La Vice-Présidente

Michèle LUTZ

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-536C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

66 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

ASSOCIATION POUR LA GESTION DU MUSEE NATIONAL DE L'AUTOMOBILE – COLLECTION SCHLUMPF : SUBVENTION D'INVESTISSEMENT (217/7.5.6/536C)

Le Musée National de l'Automobile – Collection Schlumpf, plus grand musée au monde dédié à l'automobile, installé dans un bâtiment du 19ème siècle d'une ancienne filature, doit constamment faire l'objet de travaux d'entretien et de mise aux normes pour qu'il puisse répondre aux critères de qualité nécessaires à sa réputation.

L'Association pour la Gestion du Musée National de l'Automobile de Mulhouse sollicite le Conseil d'Agglomération pour une subvention d'investissement ventilée de la façon suivante :

1. Transition énergétique, étanchéité et conservation des voitures :

Les travaux d'étanchéité liés au Contrat de Projet Etat/Région 2007/2015 ont permis de mettre les parties visibles au public à l'abri des infiltrations. L'association de gestion mène depuis plusieurs années des opérations d'investissement permettant une réduction importante de ses consommations d'énergie. Engagés en 2016, le remplacement des luminaires, la programmation des systèmes de chauffage et l'installation de panneaux photovoltaïques ont été réalisés. Néanmoins, les parties techniques ainsi que le dernier chéneau de l'espace course présentent encore d'importantes avaries et il est nécessaire de continuer ce programme de travaux qui ont aussi pour objectif d'atténuer les variations thermiques qui nuisent à la conservation des voitures.

Ces travaux permettront ainsi au musée de l'automobile d'améliorer le confort des visiteurs tout en diminuant ses charges de chauffage et, par conséquent, de contenir la subvention de fonctionnement allouée par m2A.

RETOUR OJ

Le programme de mise aux normes s'élève à 280 000 €, financés de la façon suivante :

- Région Grand Est : 80 000 €
- m2A : 180 000 €
- autofinancement : 20 000 €.

L'Association pour la Gestion du Musée National de l'Automobile de Mulhouse sollicite une aide de m2A à hauteur de 180 000 €.

2. Projet de réserves communes aux musées de l'agglomération :

Le Musée National de l'Automobile dispose de plus de 17 000 m² d'espaces non utilisés et sécurisés dont le clos et couvert a été mis « hors air/hors eau » dans le cadre des contrats de plan Etat/Région successifs.

Dans le cadre de la réflexion globale qui a été engagée sur la mutualisation de fonctionnement des musées de l'agglomération et qui a pour objectif une meilleure synergie et recherche d'économies, une optimisation des espaces vacants est apparue prioritaire.

A cet effet, Le musée de l'Impression sur Etoffes est à la recherche de nouveaux locaux pour abriter ses réserves ; le bail de l'espace actuellement loué ne répondant pas aux conditions nécessaires à la conservation des pièces de tissu et arrivant à échéance. Après étude, il a été décidé d'allouer au Musée de l'Impression sur Etoffes 700 m². Des travaux d'aménagement sont toutefois nécessaires et doivent être réalisés par le musée de l'automobile propriétaire.

Les travaux s'élèvent à 220 000 € financés de la façon suivante :

- m2A : 100 000 €
- autofinancement : 120 000 €.

L'Association pour la Gestion du Musée National de l'Automobile de Mulhouse sollicite une aide de m2A à hauteur de 100 000 €.

Il est proposé au Conseil d'Agglomération d'attribuer à l'Association pour la Gestion du Musée National de l'Automobile de Mulhouse une aide financière globale de 280 000 €.

Les crédits sont inscrits au budget 2018 :

Chap. 204 / Compte 20422 / Fonction 322
Service Gestionnaire : 217
Enveloppe : 8135.

RETOUR OJ

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide l'attribution d'une subvention d'investissement de 280 000 €
- charge Monsieur le Président ou son représentant d'établir et de signer les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : Convention

Ne prennent pas part au vote : Alain COUCHOT, Christine DHALLENNE, Jean-Claude EICHER, Anne-Catherine GOETZ, Fatima JENN (procuration), Philippe TRIMAILLE et Jean-Pierre WALTER.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

CONVENTION

Entre

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération » représentée par son Président, Monsieur Fabian JORDAN, en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 24 septembre 2018 et désignée sous le terme «m2A»
d'une part,

Et :

L'association pour la gestion du Musée de l'Automobile – Collection Schlumpf ayant son siège social au 192 avenue de Colmar 68200 MULHOUSE, représentée par sa Présidente Bernadette GROFF et désignée sous le terme « l'Association »
d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association pour la gestion du Musée National de l'Automobile – Collection Schlumpf gère le patrimoine du Musée.

Compte tenu de l'intérêt de cette gestion pour le développement du tourisme sur le territoire de m2A, celle-ci a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

Article 2 : subvention et conditions de paiement

Pour 2018, m2A verse à l'Association une subvention d'investissement d'un montant de 280 000 €, approuvé par le Conseil d'Agglomération du 24 septembre 2018.

L'affectation de cette subvention par l'association devra respecter les stipulations indiquées dans la délibération 536C.

La subvention est virée au compte de l'Association :

Code banque : 16705- Code guichet 09017 - Numéro de compte 08772291592 Clé RIB : 94 - Raison sociale, adresse de la banque : CEP d'Alsace Strasbourg Mulhouse.

RETOUR OJ

ARTICLE 3 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre d'une part un compte rendu financier des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention et, d'autre part, un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention,
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité,
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de m2A, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'Association s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de m2A, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

ARTICLE 5 : ASSURANCE

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de m2A puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

RETOUR OJ

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, m2A se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Fait à Mulhouse, le …

Pour m2A,	Pour l'Association de gestion du Musée National de l'Automobile-Collection Schlumpf,
le Président	la Présidente
Fabian JORDAN	Bernadette GROFF

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-537C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

66 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

ASSOCIATION DE LA CITÉ DU TRAIN – PATRIMOINE SNCF : SUBVENTION D'INVESTISSEMENT (217/7.5.6/537C)

Dans le cadre de l'amélioration de l'accueil des visiteurs et de la modernisation constante de la Cité du Train - Patrimoine SNCF, plusieurs travaux sont à entreprendre. L'ensemble de ces travaux permettra une meilleure mise en valeur de certaines pièces de la collection des Quais de l'Histoire et un aménagement complémentaire de la zone du Panorama Ferroviaire.

Pour l'année 2018 cinq projets sont programmés :

1. Espace événementiel des trésors de la Cité du Train de la voie 1 des Quais de l'Histoire :

   Ces travaux intéressent la construction d'une sorte de "tunnel" permettant la mise en valeur des 3 locomotives de légende de la Cité du Train datant de 1844, 1846 et 1852. Les visiteurs pénétreront dans cet espace comme dans un théâtre où les locomotives apparaitront sous un éclairage événementiel approprié. Il sera constitué de bâches décoratives (dont un toit) et d'un renforcement de l'éclairage de cette zone.

   Le montant de ces travaux s'élève à 98 500 €.

2. Espace événementiel TGV de la voie 12 des Quais de l'Histoire :

   Ces travaux intéressent la construction d'un espace retraçant l'histoire du TGV du Turbotrain au Train à Grande Vitesse. Il sera constitué de bâches décoratives (dont un toit), de maquettes, de téléviseurs et d'un renforcement de l'éclairage de cette zone.

RETOUR OJ

Le montant de ces travaux s'élève à 27 000 €.

3. Renforcement de la signalétique du musée au service des visiteurs :

   Ces travaux intéressent la mise en place d'une signalétique complémentaire pour permettre un meilleur repérage des zones et des voies d'exposition pour les visiteurs.

   Le montant de ces travaux s'élève à 9 500 €.
4. Mise en place de 3 barrières de passage à niveau dans le Panorama Ferroviaire :

   Après la mise en place d'anciens signaux mécaniques en 2017, provenant de la gare de Schweighouse sur Moder, la Cité du Train souhaite poser 3 barrières de passages à niveau manuels, dont la SNCF a fait don. Ces installations vont faire revivre ces éléments indispensables à l'exploitation du chemin de fer.

   Le montant de ces travaux s'élève à 55 000 €.

5. Réfection d'une partie de la toiture des Quais de l'Histoire :

   Ces travaux intéressent la réfection d'une dernière partie de la toiture de cette salle d'exposition, non traitée lors des intempéries de 2014. Il s'agit de travaux de charpente, d'étanchéité entrant dans le cadre de la sécurisation des visiteurs et des personnels ainsi que de la protection de la collection exposée.

   Le montant de ces travaux s'élève à 18 000 €.

Pour 2018, les divers travaux à engager à la Cité du Train s'élèvent à 208 000 €.

En tant que « Musée du Patrimoine SNCF », la SNCF apporte son concours pour la réalisation de certains travaux inhérents à la collection de matériels (restauration de quatre voitures) et d'objets du patrimoine SNCF qui sont confiés au Musée. Ces travaux s'élèvent à 150 000 € pour 2018.

La SNCF a décidé d'apporter en 2018, une contribution globale de 260 000 € pour le financement de l'ensemble de ces travaux.

Il est proposé au Conseil d'Agglomération d'attribuer à l'Association Cité du Train - Patrimoine SNCF une aide financière de 90 000 €.

Les crédits sont inscrits au budget 2018 :

Chap. : 204 / Compte : 20422/ Fonction : 322
Service Gestionnaire : 217
Enveloppe : 8135

RETOUR OJ

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide l'attribution d'une subvention d'investissement de 90 000 €,
- charge Monsieur le Président ou son représentant d'établir et de signer les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : Convention

Ne prennent pas part au vote : Christine DHALLENNE, Fabian JORDAN, Thierry NICOLAS et Jean ROTTNER.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

CONVENTION

Entre

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération » représentée par son Président, Monsieur Fabian JORDAN, en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 24 septembre 2018 et désignée sous le terme «m2A »
d'une part,

Et :

L'association Cité du Train-Patrimoine SNCF ayant son siège social au 2 rue Alfred de Glehn 68200 MULHOUSE, représentée par son président, Monsieur Philippe MIRVILLE, et désignée sous le terme « l'Association »
d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association Cité du Train-Patrimoine SNCF a pour objet de présenter et de développer un musée du chemin de fer à Mulhouse, d'en assurer la gestion, de poursuivre toute activité légale s'y rattachant et, plus généralement, d'accomplir toutes opérations mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus désigné.

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le développement du tourisme sur le territoire de m2A, celle-ci a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

ARTICLE 2 SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Pour 2018, m2A verse à l'Association une subvention d'investissement d'un montant de 90 000 €, approuvé par le Conseil d'Agglomération du 24 septembre 2018.

L'affectation de cette subvention par l'association devra respecter les stipulations indiquées dans la délibération 537C.

La subvention est virée au compte de l'Association :

Code banque : 10278- Code guichet 03000 - Numéro de compte 00020386101 Clé RIB : 76 - Raison sociale, adresse de la banque : CCM Mulhouse Europe.

RETOUR OJ

ARTICLE 3 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre d'une part un compte rendu financier des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention et, d'autre part, un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention,
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité,
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de m2A, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'Association s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de m2A, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

ARTICLE 5 : ASSURANCE

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de m2A puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

RETOUR OJ

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, m2A se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Fait à Mulhouse, le. …

Pour m2A, le Président	pour l'Association Cité du Train Patrimoine SNCF, le Président
Fabian JORDAN	Philippe MIRVILLE

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-538C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

66 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

ASSOCIATION DU MUSÉE DE L'IMPRESSION SUR ETOFFES DE MULHOUSE : SUBVENTION D'INVESTISSEMENT (217/7.5.6/538C)

L'Association du Musée de l'Impression sur Etoffes de Mulhouse sollicite le Conseil d'Agglomération pour une subvention d'investissement ventilée de la façon suivante :

1. Exposition temporaire dédiée à la fleur : « Conter fleurette » :

Le Musée de l'Impression sur Etoffes s'est engagé depuis de nombreuses années dans une politique de présentations temporaires d'envergure, renouvelées chaque année. Cette dynamique permet à la fois la valorisation du patrimoine textile exceptionnel dont le Musée a la charge et attire un public élargi qui va au-delà de nos frontières.

La couverture médiatique de ces évènements muséographiques dans la presse nationale et internationale (à titre d'exemple : Le Monde, les Echos, TV5 monde, France 2…) confirme une reconnaissance des actions mises en œuvre.

Fort de la richesse de son fonds d'archives exceptionnel et d'une collection reconnus mondialement, le Musée a donc choisi pour cette année 2018, de mettre en lumière ses collections au travers d'une exposition dédiée à la fleur : « Conter fleurette ».

Parallèlement à la valorisation de son fonds patrimonial, de par sa vocation professionnelle initiale, le Musée a su depuis toujours entretenir avec la création et l'industrie contemporaine des relations privilégiées et l'un de ses desseins est de mettre en relation la richesse du passé industriel dont il est le dépositaire au

RETOUR OJ

savoir-faire des grands créateurs contemporains, qui l'accompagnent ponctuellement dans ses présentations.

L'exposition « Conter Fleurette » constitue l'occasion unique pour le Musée d'être accompagné de prestigieuses maisons, emblématiques de la création française. Ainsi, le Musée de l'Impression sur Etoffes accueillera en ses murs la Maison LEONARD Paris, la Maison BALENCIAGA, la Maison HERMES ainsi que la créatrice AGNES B. qui chacune par leur concours vont enrichir l'exposition patrimoniale.
Parallèlement, le Musée accueillera les créations YVES SAINT-LAURENT pour une présentation monographique dédiée et inédite.

Dans le cadre de cet évènement, une scénographie sera exclusivement réalisée pour le Musée de l'Impression sur Etoffes et des travaux visant à l'amélioration des espaces d'accueil des visiteurs seront effectués qui ont pour but, au-delà de la clôture de l'événement muséographique, d'améliorer les conditions de conservation, de présentation du patrimoine.

Conforté par l'expérience menée en 2017, le Musée mettra en œuvre une installation sonore et vidéo faisant appel aux technologies numériques les plus innovantes afin d'immerger le visiteur dans une découverte patrimoniale se voulant interactive.

L'expérience de ces dernières années, l'engouement pour ces expositions, et le travail conjoint de la communication du Musée avec le soutien de Mulhouse Alsace Agglomération et celle des différentes Maisons invitées ne laissent nul doute à ce que cet évènement constituera un des temps forts de l'année culturelle de l'agglomération mulhousienne.

Le budget nécessaire à la réalisation de cette manifestation s'élève à 160 000 €.

Le Musée de l'Impression sur Etoffes a d'ores et déjà mobilisé l'ensemble de ses partenaires et mécènes. Il peut ainsi bénéficier du soutien d'entreprises haut-rhinoises, majoritairement impliquées dans l'agglomération mulhousienne (Normalu-Barrisol, CAG Boidevézi, Adeka Palmarole, Banque Populaire d'Alsace-Lorraine-Champagne, Société Générale, etc.) et s'appuie à ce jour sur un apport financier de leur part de 90 000 €. Pour sa part, le Musée s'engage sur une contribution financière à hauteur de 20 000 €.

L'association du Musée de l'Impression sur Etoffes sollicite une aide de m2A à hauteur de 50 000 €.

2. Travaux de mise en conformité et chaufferie et acquisition de mobilier :

La vérification réglementaire de l'installation électrique du bâtiment par un organisme agrémenté a révélé un certain nombre de dysfonctionnements, notamment concernant l'ascenseur qui ne répond plus aux normes en vigueur ainsi qu'une partie de son système électrique qui doit être remis en état.

Ces travaux vont être engagés dans les meilleurs délais afin de répondre aux exigences réglementaires d'un Etablissement Recevant du public, auquel le Musée de l'Impression de l'Impression sur Etoffes est soumis.

RETOUR OJ

Par ailleurs, trois batteries nécessaires au fonctionnement de la chaufferie du Musée sont à ce jour hors service et le Musée doit procéder à leur remplacement afin d'assurer un chauffage suffisant des espaces d'exposition et de visite.

L'ensemble de ces travaux sur les installations électriques, chauffage et ascenseur, auquel le Musée ne saurait déroger, s'élèvent à un montant global de 25 000 € HT.

Par ailleurs, inscrit dans une dynamique de mutualisation des différents musées de l'agglomération et dans une volonté d'optimisation de la gestion de ses ressources, le Musée de l'Impression sur Etoffes transfèrera prochainement ses réserves dans des locaux non utilisés de la Cité de l'Auto.

Les collections du Musée, jusqu'alors conservées dans des locaux inadaptés, se trouvent en l'état actuel menacées et stockées de manière inadéquate. Ce nouvel aménagement conduit le Musée de l'Impression sur Etoffes à acquérir un mobilier répondant aux normes de la conservation préventive, afin d'assurer une protection optimale de ses riches collections dans des réserves adaptées et fonctionnelles. Le Musée de l'Impression sur Etoffes envisage donc l'acquisition d'armoires spécifiques type compactus, de boîtes de rangement propres à la conservation textile, de penderies et étagères, autant d'éléments nécessaires à un aménagement satisfaisant de ces nouvelles réserves.

Le Musée de l'Impression sur Etoffes envisage pour 2018 l'acquisition de ce mobilier spécifique à hauteur de 75 000 € HT.

Ne pouvant se soustraire, ni retarder, de tels investissements qui s'élèvent à 100 000 € HT, l'association du Musée de l'Impression sur Etoffes sollicite une aide de m2A de 40 000 €, l'association du Musée de l'Impression sur Etoffes contribuant à hauteur de 60 000 €.

Il est proposé au Conseil d'Agglomération d'attribuer à l'Association du Musée de l'Impression sur Etoffes une aide financière globale de 90 000 €.

Les crédits sont inscrits au budget 2018 :

Chap. 204 / Compte 20422 / Fonction 322
Service Gestionnaire : 217
Enveloppe : 8135.

RETOUR OJ

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide l'attribution d'une subvention d'investissement de 90 000 €,
- charge Monsieur le Président ou son représentant d'établir et de signer les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : Convention

Ne prennent pas part au vote : Christine DHALLENNE, Jean-Claude EICHER, Anne-Catherine GOETZ, Fabian JORDAN, Michèle LUTZ (procuration) et Jean-Pierre WALTER.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

CONVENTION

Entre

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération » représentée par son Président, Monsieur Fabian JORDAN, en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 24 septembre 2018 et désignée «m2A »
d'une part,

Et :

L'association du Musée de l'Impression sur Etoffes , ayant son siège social au 14 rue Jean-Jacques Henner 68200 MULHOUSE, représentée par son président Monsieur Pascal BANGRATZ, et désignée sous le terme « l'Association »
d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association du Musée de l'Impression sur Etoffes a pour but d'entretenir et de développer le Musée de l'Impression sur Etoffes et d'encourager toutes les activités artistiques, industrielles et artisanales, concernant l'impression sur tissus.

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le développement de la culture sur le territoire de m2A, celle-ci a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

ARTICLE 2 : SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Pour 2018, m2A verse à l'Association une subvention d'investissement d'un montant de 90 000 €, approuvé par le Conseil d'Agglomération du 24 septembre 2018.

L'affectation de cette subvention par l'association devra respecter les stipulations indiquées dans la délibération 538C.

La subvention est virée au compte de l'Association :

Code banque : 14707 - Code guichet 50821 - Numéro de compte 49195128929
Clé RIB : 17 - Raison sociale, adresse de la banque : BP Alsace Lorraine Champagne.

RETOUR OJ

ARTICLE 3 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre d'une part un compte rendu financier des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention et, d'autre part, un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention,
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité,
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de m2A, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'Association s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de m2A, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

ARTICLE 5 : ASSURANCE

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de m2A puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

RETOUR OJ

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, m2A se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Fait à Mulhouse, le …

Pour m2A, le Président	Pour l'Association du Musée de l'Impression sur Etoffes, le Président
Fabian JORDAN	Pascal BANGRATZ

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-539C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

66 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

ASSOCIATION DU MUSEE DU PAPIER PEINT DE RIXHEIM – SUBVENTION D'INVESTISSEMENT (217/7.5.6/539C)

La construction du nouveau bâtiment devant abriter les nouvelles réserves pour le Musée du Papier Peint à Rixheim est terminée depuis l'été 2018 et la phase de déménagement va commencer et se déroulera sur une année.

L'Association du Musée du Papier à Rixheim sollicite le Conseil d'Agglomération pour une subvention globale d'investissement de 30 000 € ventilée de la façon suivante :

■ Rénovation des locaux :

Depuis 2010, le musée a renouvelé et amélioré régulièrement ses installations accessibles au public à savoir, peinture et renouvellement de la scénographie dans la salle technique au rez-de-chaussée, revêtements de sol et peinture au 2ème étage, le premier étage bénéficiant de nouvelles peintures à chaque changement d'exposition, mise en réseau de l'informatique, câblage vers l'accueil et les nouvelles réserves, installation d'une vidéosurveillance.

En 2018, un nouveau chantier doit être entrepris, le renouvellement du revêtement de sol du 1er étage. Le coco d'origine de 1983, remplacé en 2002 pour l'exposition d'intérêt national "Comme un jardin, le végétal au fil du temps" et qui devait rester peu de temps est très dégradé.

Le coût de cette opération s'élève à 30 000 € pour laquelle le musée participe à hauteur de 10 000 €.

L'Association du Musée du Papier à Rixheim sollicite une aide de m2A à hauteur de 20 000 €.

RETOUR OJ

■ Etude des collections :

Il s'agit de poursuivre le travail commencé depuis 2010. Les opérations de récolement, d'informatisation et de numérisation répondent aux obligations inhérentes au statut de « Musée de France » telles qu'elles sont définies dans la loi de 2002. De façon concrète, le musée améliore chaque année la connaissance de ses collections, en assure une meilleure sécurité et permet de les rendre accessibles à un plus grand nombre de personnes, via les sites spécialisés sur Internet, le site « Joconde » en particulier site des collections patrimoniales françaises du Ministère de la Culture et de la Communication. A terme, le musée pourra être accessible à travers de nouveaux outils, tels ceux dont m2A encourage le développement par le biais de Musées Mulhouse Sud Alsace.

Le coût de cette opération s'élève à 30 000 € pour laquelle le musée participe à hauteur de 20 000 €.

L'Association du Musée du Papier à Rixheim sollicite une aide de m2A à hauteur de 10 000 €.

Il est proposé au Conseil d'Agglomération d'attribuer à l'Association du Musée du Papier à Rixheim une aide financière globale de 30 000 €.

Les crédits sont inscrits au budget 2018 :

Chap. 204 / Compte 20422 / Fonction 322
Service Gestionnaire : 217
Enveloppe : 8135.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide l'attribution d'une subvention d'investissement de 30 000 €,
- charge Monsieur le Président ou son représentant d'établir et de signer les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : Convention

Ne prennent pas part au vote : Rachel BAECHTEL, Christine DHALLENNE, Ludovic HAYE (procuration), Jean ROTTNER et Jean-Pierre WALTER.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

CONVENTION

Entre

La Communauté d'agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération » , représentée par son Président Monsieur Fabian JORDAN, en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 24 septembre 2018 et désignée sous le terme «m2A »
d'une part,

Et :

L'association du « Musée du Papier Peint de Rixheim », ayant son siège social au 28 rue Zuber 68170 RIXHEIM, représentée par son Président Monsieur Emile INTONDI, et désignée sous le terme « l'association »
d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'association du « Musée du Papier Peint de Rixheim » gère le patrimoine du Musée.

Compte tenu de l'intérêt de cette gestion pour le développement du tourisme sur le territoire de m2A, celle-ci a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'association.

ARTICLE 2 : SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Pour 2018, m2A verse à l'Association une subvention d'investissement d'un montant de 30 000 €, approuvé par le Conseil d'Agglomération du 24 septembre 2018.

L'affectation de cette subvention par l'association devra respecter les stipulations indiquées dans la délibération 539C.

La subvention est virée au compte de l'association :

Code banque : 10278- Code guichet 03036 - Numéro de compte 00028486945 Clé RIB : 63 - Raison sociale, adresse de la banque : CCM Rixheim.

RETOUR OJ

ARTICLE 3 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre d'une part un compte rendu financier des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention et, d'autre part, un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention,
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité,
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de m2A, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

L'association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'association s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

L'association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de m2A, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

ARTICLE 5 : ASSURANCE

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de m2A puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

RETOUR OJ

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.
En outre, si l'activité réelle de l'association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, m2A se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Fait à Mulhouse, le …

Pour m2A, le Président	Pour l'association du « Musée du Papier Peint de Rixheim », le Président
Fabian JORDAN	Emile INTONDI

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-540C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

66 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

ASSOCIATION POUR LE MUSÉE DE L'ENERGIE ELECTRIQUE : SUBVENTION D'INVESTISSEMENT (217/7.5.6/540C)

Le Musée Électropolis, musée de France, qui fait référence dans son domaine va entreprendre une modernisation de ses présentations muséographiques, tout en visant à rationaliser son fonctionnement.

Ce projet de réaménagement concerne plusieurs espaces du musée : de l'espace introductif et de la grande maquette jusqu'à un nouvel espace consacré à l'innovation ainsi qu'à la transition énergétique et numérique du XXIe siècle.

Pour permettre l'accueil du public, Mulhouse Alsace Agglomération contribue régulièrement au côté du mécénat du groupe EDF aux différents projets du Musée.

Ce projet de réaménagement représente une étape importante pour le musée qui prévoit d'effectuer ces travaux au cours du dernier trimestre 2018.

Le coût de ces travaux est estimé à 800 000 €.

Le financement de ces travaux est assuré à hauteur de 700 000 € par le mécénat du groupe EDF, 50 000 € par financement de l'Association pour le Musée de l'Energie Electrique et d'une contribution de 50 000 € qui est sollicitée pour m2A.

Il est proposé au Conseil d'Agglomération d'attribuer à l'Association pour le Musée de l'Energie Electrique une aide financière de 50 000 €.

Les crédits sont inscrits au budget 2018 :

RETOUR OJ

Chap. 204 / Compte 20422 / Fonction 322
Service Gestionnaire : 217
Enveloppe : 8135.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide l'attribution d'une subvention d'investissement de 50 000 €
- charge Monsieur le Président ou son représentant d'établir et de signer les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : Convention

Ne prennent pas part au vote : Christine DHALLENNE, Jean-Claude EICHER, Anne-Catherine GOETZ, Catherine RAPP et Jean ROTTNER.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

CONVENTION

Entre

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération », représentée par son Président, M. Fabian JORDAN ou son Vice-Président, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 24 septembre 2018 et désignée sous le terme « m2A »
D'une part,

Et :

L'Association pour le Musée de l'Energie Electrique, ayant son siège social au 55 rue du Pâturage BP 52463 68057 Mulhouse Cedex, représentée par son Président, M. Julien VILLERET et désignée sous le terme « l'Association »
D'autre part

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1ER : OBJET DE LA CONVENTION

Le Musée Electropolis, Musée de France, prévoit des travaux de réaménagement.

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Dans sa séance du 24 septembre 2018, le Conseil de m2A a décidé de verser à l'Association, au titre de 2018, une subvention d'investissement d'un montant de 50 000 €.

Elle est virée au compte de l'association :

Code banque : 30087 – Code guichet : 33220 – Numéro de compte : 00018747001 Clé RIB : 13– Raison sociale et adresse de la banque : CIC Mulhouse Sinne.

Article 3 : Reddition des comptes, contrôle des documents financiers

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre un compte rendu financier et un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention

RETOUR OJ

- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de m2A, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'Association s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

Article 4 : Communication

L'Association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de m2A, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

Article 5 : Assurance

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de m2A puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes.

Article 6 : Modification de la convention

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 7 : Durée de la convention - résiliation

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

RETOUR OJ

En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, m2A se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Fait à Mulhouse, le

Pour m2A,	Pour l'Association pour le Musée de l'Energie Electrique,
le Président	le Président
Fabian JORDAN	Julien VILLERET

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-541C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

66 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

ASSOCIATION MUSÉES MULHOUSE SUD ALSACE : SUBVENTION D'INVESTISSEMENT (217/7.5.6/541C)

L'Association Musées Mulhouse Sud Alsace sollicite le Conseil d'Agglomération pour une subvention d'investissement.

Celle-ci porte sur le déploiement du plan de médiation numérique, phase 3, tel que validé globalement par le Conseil d'Agglomération en 2016.

PLAN DE MEDIATION NUMERIQUE :

1. RAPPEL DE LA PHASE 1 (test) ET 2 (déploiement)

La première phase a consisté à développer l'application numérique pour les 11 musées membres de MMSA. Ce travail a été effectué avec la société Chlorophyll Vision.

L'application numérique SAM a été mise en ligne en septembre 2017, à l'occasion de la réouverture du Musée des Beaux-Arts de Mulhouse. Dans un premier temps d'évaluation de l'application, 3 musées ont été concernés : le Musée des Beaux-Arts, La Cité du Train – Patrimoine SNCF et le Musée de l'Impression sur Etoffes.

3 types de parcours ont été évalués : un parcours généraliste sur l'ensemble d'une collection, un parcours enfant et un parcours événementiel lié à une exposition temporaire. Des groupes de visiteurs tests ont été invités à évaluer les outils. En fonction des retours, des améliorations et changements nécessaires ont été apportés. Le dispositif a ensuite été déployé à l'ensemble des musées en avril 2018 (phase 2), avec des parcours disponibles dans tous les musées de l'agglomération, ainsi que des mises en place de matériels à disposition des publics (tablettes). L'application a également été déployée sur la Nuit des

RETOUR OJ

Mystères et s'est intégrée à la fois dans les visites libres et dans le jeu. Comme prévu, des visites à 360 degrés et des jeux pour les enfants ont été intégrés également à cette occasion. Téléchargée plus de 3000 fois depuis son lancement, en avril 2018, SAM ! est un outil au fort potentiel qui tend encore à se développer.

2. PHASE 3

La troisième phase s'articule autour du développement des contenus pour tous les musées et tous les types de parcours de visites ainsi que de l'amélioration de l'expérience des visiteurs et de leur fidélisation. Il prévoit également l'extension de l'application au Musée de la Mine et de la Potasse à Wittelsheim.

1) Création de parcours ludiques pour les enfants et les jeunes :

Les visiteurs les plus jeunes trouvent déjà quelques mini-jeux lors de leur visite avec l'application. Cependant, ces mini-jeux sont peu nombreux (question simple, quizz, cases à relier et puzzle) et rapidement redondants au fil de la visite. La création de nouveaux mini-jeux permettra d'enrichir les contenus déjà existants et d'intéresser les enfants et familles tout au long de leur visite. Ces nouveaux mini-jeux prendront la forme de jeu des sept différences, de coloriages ou encore de mots croisés : les possibilités sont multiples.

Les adolescents et les jeunes adultes sont quant à eux souvent difficiles à séduire : ils recherchent à la fois des contenus ludiques et divertissants, mais également une réelle information quant aux œuvres qu'ils découvrent. Le développement d'une chasse aux trésors numérique attirera ce public qui souhaite se cultiver tout en passant un bon moment.

Coût : 20 000 €

2) L'accessibilité au public en situation de handicap :

La démarche première de l'application consiste à ce que tous les publics puissent visiter les musées de Mulhouse et de son agglomération. L'application prend ainsi en compte les différences d'âge, d'intérêt ou encore de langue, mais également le handicap. L'application propose ainsi au mobinaute de sélectionner le handicap dont il est porteur (moteur, auditif, visuel ou mental) : seules les visites adaptées à son handicap lui sont alors proposées. Ces visites ne sont pas encore présentes dans tous les musées ou de façon incomplète. Le développement de ces visites en fonction des différents types de handicap renforcera la possibilité de rendre les musées accessibles à tous.

Ainsi, la prise de vues à 360° permet de visiter n'importe quel espace virtuellement. Ce dispositif a déjà été en partie déployé à la Cité du Train-Patrimoine SNCF où plusieurs voitures et locomotives peuvent être découvertes par les visiteurs, même si elles sont fermées au public. Dans certains musées, toutes les salles ne sont pas accessibles aux personnes à mobilité réduite ; la prise de vue à 360° permet ainsi de pallier cette inaccessibilité.

RETOUR OJ

C’est par exemple le cas de l’Ecomusée d’Alsace, où certaines maisons ne sont pas accessibles aux personnes à mobilité réduite. Les prises de vues à 360° offriront à tous la possibilité de découvrir le patrimoine culturel de la région.

Le public porteur de handicap visuel trouvera également des parcours complets grâce à l’audiodescription d’œuvres ou la lecture de textes par des comédiens. La mise en place de sous-titrages de vidéos renforcera quant à elle les parcours accessibles au public porteur d’un handicap auditif.

Coût : 30 000 €

3) La coopération entre organismes :

La coopération avec des structures de différents milieux est un excellent facteur de lien social. Elle permettra à des structures telles que des écoles, des universités, des associations de réfléchir à des parcours spécifiques à leurs domaines. Ainsi, des associations travaillant avec des personnes porteuses de handicap sauront apporter un point de vue expérimenté sur la création de parcours adaptés aux personnes porteuses d’un handicap moteur, visuel, auditif ou mental. Les parcours proposés par l’application seront alors entièrement adaptés aux différents handicaps.

Le travail avec des écoles ou des universités sera d’une part l’occasion de faire connaitre l’application et de donner envie de visiter les musées avec ce nouvel outil, et d’autre part, de créer des parcours pertinents pour les enfants et les jeunes adultes.

Coût : 10 000 €

4) Achat de droits d’images et de vidéos :

SAM ! propose au mobinaute diverses sources d’informations, telles que des photos, des enregistrements audio ou encore des vidéos. L’application permet ainsi de mettre en parallèle les œuvres des musées du réseau avec des documents émanant d’autres musées ou encore de banques de données. L’acquisition des droits de reproduction de ces sources enrichira le contenu de l’application, permettant au mobinaute de replacer les différentes œuvres dans leur contexte et de ne pas limiter leur point de vue seulement à l’œuvre devant laquelle il se trouve.

Coût : 20 000 €

5) Création de parcours par des artistes :

En parallèle des parcours déjà proposés par l’application, la mise en place de parcours créés par des artistes (musiciens, artistes vidéastes, photographes, poètes, etc.) séduira les visiteurs souhaitant découvrir le musée sous un angle nouveau. Ces parcours, tout en s’inspirant des collections des musées, proposeront une alternative originale aux parcours plus classiques proposés par SAM ! afin que chaque visiteur puisse trouver une visite qui lui corresponde.

D’autre part, ce type de visites sera particulièrement adapté à la Kunsthalle qui fait intervenir différents artistes au fil de ses expositions temporaires. Les parcours de SAM ! seront alors conçus avec les expositions temporaires et non

pas en fonction des œuvres comme c'est habituellement le cas. Le numérique trouvera alors une place inédite au sein d'un espace d'exposition.

Coût : 20 000 €

6) Traductions :

Un utilisateur de l'application sur 10 est non-francophone. L'application est déjà en partie traduite en allemand et en anglais mais l'essentiel de son contenu n'est disponible qu'en français. La traduction de l'ensemble des textes de l'application permettra de la rendre accessible aux touristes étrangers ainsi qu'aux visiteurs d'outre-rhin qui sont amenés à visiter les musées frontaliers occasionnellement. D'autre part, des parcours en allemand et anglais seront d'excellents supports de médiation pour des classes françaises bilingues ou fréquentant un musée dans les cadre d'un cours de langue.

Coût : 15 000 €

7) Acquisition de matériel :

L'achat de matériel tel qu'une caméra, un appareil photo, un micro ainsi qu'un logiciel de montage audio et vidéo permettra aux musées d'être autonomes dans la réalisation de support de médiation tels que des films, des interviews audio, des enregistrements de textes à destination des visiteurs porteurs d'un handicap visuel, des images d'œuvres, etc. et ainsi de proposer aux visiteurs des contenus ludiques et attractifs. Ces nouveaux contenus audiovisuels rendront le parcours plus vivant et offriront une expérience de visite plus innovante aux visiteurs.

Coût : 15 000 €

La troisième phase décrite représente un total de 130 000 €, cofinancés par le Conseil Régional Grand Est (30 000 €), l'Etat DRAC Grand Est (30 000 €) et le département du Haut Rhin (10 000 €).

L'Association Musées Mulhouse Sud Alsace sollicite une aide de m2A à hauteur de 60 000 €.

Il est proposé au Conseil d'Agglomération d'attribuer à l'Association Musées Mulhouse Sud Alsace une aide financière globale de 60 000 €.

Les crédits sont inscrits au budget 2018 :

Chap. 204 / Compte 20422 / Fonction 322
Service Gestionnaire : 217
Enveloppe : 8135.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide l'attribution d'une subvention d'investissement de 60 000 €,

RETOUR OJ

- charge Monsieur le Président ou son représentant d'établir et de signer les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : Convention

Ne prennent pas part au vote : Christine DHALLENNE, Jean-Claude EICHER, Anne-Catherine GOETZ, Raymond KASTLER (procuration), Thierry NICOLAS, Catherine RAPP, Chantal RISSER (procuration), Pascale Cléo SCHWEITZER, Philippe TRIMAILLE et Jean-Pierre WALTER.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

CONVENTION

Entre

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération » représentée par son Président, Monsieur Fabian JORDAN, en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 24 septembre 2018 et désignée sous le terme «m2A »
d'une part,

Et :

L'association « Musées Mulhouse Sud Alsace », ayant son siège social au 7 rue Pierre et Marie Curie - 68100 MULHOUSE, représentée par sa présidente Madame Bernadette GROFF, et désignée sous le terme « l'Association »
d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association « Musées Mulhouse Sud Alsace » s'engage à réaliser toutes les actions nécessaires pour favoriser l'émergence à Mulhouse et dans sa proche région d'un grand pôle de musées de la civilisation industrielle composé des musées existants et d'autres musées de société qui viendraient à être crées.

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le développement du tourisme sur le territoire de m2A, celle-ci a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

ARTICLE 2 : SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Pour 2018, m2A verse à l'Association une subvention d'investissement d'un montant de 60 000 €, approuvé par le Conseil d'Agglomération du 24 septembre 2018.

L'affectation de cette subvention par l'association devra respecter les stipulations indiquées dans la délibération 541C.

La subvention est virée au compte de l'Association :

Code banque : 30087 - Code guichet 33281 - Numéro de compte 00025396001 RIB : 51 - Raison sociale, adresse de la banque : CIAL CAE Mulhouse Sinne Colmar.

RETOUR OJ

ARTICLE 3 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre d'une part un compte rendu financier des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention et, d'autre part, un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention,
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité,
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de m2A, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

L'Association s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de m2A, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

ARTICLE 5 : ASSURANCE

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de m2A puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, m2A se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Fait à Mulhouse, le …

Pour m2A,	Pour l'Association « Musées Mulhouse Sud Alsace »,
le Président	la Présidente
Fabian JORDAN	Bernadette GROFF

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-547C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

66 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

ASSOCIATION DES AMIS DU MUSEE DE LA MOTO DE BANTZENHEIM : SUBVENTION D'INVESTISSEMENT (217/7.5.6/547C)

L'Association des Amis du Musée de la Moto de Bantzenheim a pour vocation de proposer aux adeptes de motos anciennes de se retrouver dans une ambiance conviviale, pour partager une passion commune.

Elle accompagne m2A dans le développement du Musée de la Moto et a comme objectifs la promotion du monde de la moto ancienne, l'organisation de sorties et balades de groupes, l'animation d'ateliers mécaniques.

L'Association des Amis du Musée de la Moto organise régulièrement des événements tels que, Bénédiction des motos (en début de saison), sorties motos, participations à diverses manifestations sur le thème de la moto dans la région des 3 frontières.

L'Association effectue aussi divers travaux d'entretien et d'acquisition de matériels pour permettre la présentation des collections dans des conditions optimales.

L'Association des Amis du Musée de la Moto de Bantzenheim sollicite une aide de m2A à hauteur de 3 000 €.

Il est proposé au Conseil d'Agglomération d'attribuer à l'Association des Amis du Musée de la Moto de Bantzenheim une aide financière de 3 000 €.

Les crédits sont inscrits au budget 2018 :

RETOUR OJ

Chap. 204 / Compte 20422 / Fonction 322
Service Gestionnaire : 217
Enveloppe : 23895

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide l'attribution d'une subvention d'investissement de 3 000 €
- charge Monsieur le Président ou son représentant d'établir et de signer les pièces contractuelles nécessaires.

Ne prend pas part au vote : Raymond KASTLER (procuration).

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-548C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

66 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

ASSOCIATION DE SAUVEGARDE ET DE VALORISATION DU PATRIMOINE DU BASSIN DES MINES DE POTASSE D'ALSACE / KALIVIE : SUBVENTION D'INVESTISSEMENT (217/7.5.6/548C)

L'Association de Sauvegarde et de Valorisation du Patrimoine du Bassin des Mines de Potasse d'Alsace / KALIVIE assure la gestion du musée de la mine et de la minéralogie à Wittelsheim qui est de la compétence de m2A depuis le 1er janvier 2017.

L'Association organise et anime un ensemble d'activités liées à la mise en valeur, au partage et à la sauvegarde du patrimoine matériel et immatériel du bassin des Mines de Potasse d'Alsace ainsi que de la mémoire des mineurs et des habitants de la région.

L'Association Kalivie doit effectuer courant de l'année des travaux d'entretien et d'acquisition de matériels pour permettre la présentation des collections dans des conditions optimales.

Pour assurer ces travaux, l'Association de Sauvegarde et de Valorisation du Patrimoine du Bassin des Mines de Potasse d'Alsace / KALIVIE sollicite une aide de m2A à hauteur de 3 000 €.

Il est proposé au Conseil d'Agglomération d'attribuer à l'association de Sauvegarde et de Valorisation du Patrimoine du Bassin des Mines de Potasse d'Alsace / KALIVIE une aide financière de 3 000 €.

Les crédits sont inscrits au budget 2018 :

Chap. 204 / Compte 20422 / Fonction 322

RETOUR OJ

Service Gestionnaire : 217
Enveloppe : 22611

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide l'attribution d'une subvention d'investissement de 3 000 €,
- charge Monsieur le Président ou son représentant d'établir et de signer les pièces contractuelles nécessaires.

Ne prennent pas part au vote : Christine DHALLENNE et Yves GOEPFERT (procuration).

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-559C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

65 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

NOUVELLES DISPOSITIONS DE LA TAXE DE SEJOUR (214/7.10.5/559C)

La taxe de séjour instituée par la collectivité, est une recette exclusivement affectée aux actions visant à favoriser la fréquentation et le développement touristique du territoire, conformément à l'article L. 2333-27 du CGCT.

Calculée au « réel », c'est-à-dire sur la fréquentation réelle de chaque établissement, la déclaration de perception de la taxe de séjour s'effectue chaque mois par chaque hébergeur, grâce à l'outil de télédéclaration mis en place gracieusement par la collectivité. Elle est reversée trimestriellement au Trésor Public.

Tous les hébergeurs, logeurs professionnels (hôteliers, exploitants de campings, résidences de tourisme…) ou logeurs occasionnels louant tout ou partie de leur habitation personnelle, sont tenus de fournir un état récapitulatif lors du reversement.

La réforme de la taxe de séjour de 2015 a permis d'améliorer la prise en compte de la variété des types d'hébergement, en intégrant la collecte de la taxe de séjour pour les plateformes de réservation en ligne.

Pour compléter cette harmonisation et pour résoudre les difficultés liées à la notion « d'établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes », incluse dans chaque catégorie tarifaire, de nouvelles dispositions ont été inscrites dans la loi de finances 2018.

Ainsi à compter du 1er janvier 2019, tous les hébergements sans classement – type hôtel, meublé de tourisme ou autre établissement non classé – ou en attente de classement, à l'exception des hébergements de plein air, seront taxés proportionnellement au coût par personne de la nuitée, selon le taux compris

RETOUR OJ

entre 1 % et 5 % adopté par la collectivité. Le coût de la nuitée correspondant au prix de la prestation d'hébergement hors taxes.

Le tarif de la taxe de séjour obtenu par calcul du taux adopté, s'applique par personne et par nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité (4 € pour m2A) ou, s'il est inférieur à ce dernier, du tarif plafond applicable aux hôtels de tourisme 4* (2,30 €). Le plafond est donc de 2,30 € pour m2A.

La taxe additionnelle de 10 % du Conseil Départemental du Haut-Rhin, s'ajoute au tarif obtenu après application du taux adopté par la collectivité.

Tous les hébergements labellisés, dès l'instant où ils ne font pas l'objet d'un classement en étoiles prévu par le code du tourisme, seront taxés selon le taux fixé par la collectivité applicable aux hébergements en attente de classement ou sans classement.

S'agissant des plateformes de location, l'article 45 de la loi de finances rectificative pour 2017 oblige, à compter du 1er janvier 2019, l'ensemble des plateformes qui agissent pour le compte de loueurs non professionnels et qui sont intermédiaires de paiement, à collecter la taxe de séjour et à en reverser le produit perçu à la collectivité, selon les modalités et échéances fixées par la délibération.

Afin d'harmoniser la collecte de la taxe de séjour à l'ensemble des hébergeurs de Mulhouse Alsace Agglomération, il est proposé d'adopter la nouvelle grille ci-dessous, qui fixe à la fois les tarifs applicables aux hébergements classés et le taux applicable aux hébergements non classés ou en cours de classement.

Cette nouvelle tarification s'appliquera à compter du 1er janvier 2019, aux hébergements de toute nature, de toutes les communes de m2A et fera l'objet d'une information à l'ensemble des établissements du territoire.

Catégorie d'hébergement **Tarifs par nuit et par personne (en €)**	Barème (en €)	Tarifs m2A par nuit et par pers. (en € /hors part CD68)
Palaces	0, 70 - 4,00	4,00
Hôtels de tourisme 5*, résidences de tourisme 5* et meublés de tourisme 5*	0,70 - 3,00	2,00
Hôtels de tourisme 4*, résidences de tourisme 4* et meublés de tourisme 4*	0,70 – 2,30	1,45
Hôtels de tourisme 3*, résidences de tourisme 3* et meublés de tourisme 3*	0,50 - 1,50	0,95
Hôtels de tourisme 2*, résidence de tourisme 2* et meublés de tourisme 2* villages de vacances 4 et 5*	0,30 – 0,90	0,85
Hôtels de tourisme 1*, résidences de tourisme 1* et meublés de tourisme 1* Village de vacances 1,2 et 3* Chambres d'hôtes	0,20 – 0,80	0,75

RETOUR OJ

Terrains de Camping et terrains de caravanage 3, 4 et 5* Tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes Emplacement dans des aires de camping-cars et parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 h	0,20 – 0,60	0,50
Terrains de Camping et terrains de caravanage 1 et 2* Tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes Ports de Plaisance	0,20	
Tout hébergement non classé ou en attente de classement, à l'exception des hébergements de plein air	1 % - 5 %	4 %

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve la nouvelle grille tarifaire et les modalités de perception de la taxe de séjour,

- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires,

- charge le Président ou son représentant de notifier ces décisions aux services préfectoraux et au directeur des finances publiques par l'application OCSITAN.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-565C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

65 élus présents (104 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

SOUTIEN AU PROJET TRANSFRONTALIER RADIO SANS FRONTIERES – RADIO GRENZENLOS (216/7.5.6/565C)

Pour promouvoir l'engagement citoyen et développer le sentiment d'appartenance à l'Europe, l'association mulhousienne Old School / Radio MNE et son partenaire allemand, Radio Dreyeckland, développent le projet transfrontalier Radio sans frontières – Radio Grenzenlos.
Durant trois mois, trois groupes de jeunes Français de l'agglomération mulhousienne et de jeunes Allemands de la région de Freiburg vont collaborer à la réalisation d'émissions radiophoniques enregistrées en direct au parlement européen sous la forme d'interviews de députés européens sur des thèmes d'intérêt partagé.

Ce projet cofinancé dans le cadre d'INTERREG V en soutien à la coopération transfrontalière des acteurs de la société civile répond également aux critères de l'appel à projets transfrontaliers de m2A. Ce dispositif approuvé par le Conseil d'agglomération, le 18 juin dernier, a pour vocation de soutenir les initiatives associatives impliquant des partenaires allemands et suisses.

A ce titre, il est proposé d'apporter à ce projet, le concours de m2A à travers l'attribution d'un montant de 2000 € à l'association Old School.

Les crédits sont disponibles au budget 2018
Chapitre 65 - article 6574 – fonction 048
Service gestionnaire et utilisateur 216
Ligne de crédit n° 23823 « SUB APPEL PROJETS APCOT »

RETOUR OJ

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve cette proposition,
- autorise le Président ou ses représentants à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-569C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

63 élus présents (104 en exercice, 13 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

RETRAIT DE LA DELIBERATION DU 25 SEPTEMBRE 2009 ACCORDANT UNE SUBVENTION A SNCF RESEAU POUR LE TGV EST (132/8.7/569C)

Par délibération du 25 septembre 2009, le Conseil d'Agglomération s'est engagé à verser une subvention de 5 900 000 € à RFF, devenu SNCF Réseau, afin de contribuer au financement de la réalisation de la deuxième phase de la Ligne à Grande Vitesse Est (LGV Est). Il ressortait de cette délibération que la CAMSA acceptait ainsi de participer au financement de la 2nde phase des travaux de cette LGV en contrepartie de la desserte de Mulhouse. En effet, c'est bien cette condition de desserte qui a conditionné l'engagement financier de la CAMSA.

Cette condition était ainsi inscrite dans le préambule de la convention de réalisation et de financement de la 2ème phase de la Ligne à Grande Vitesse Est européenne conclue le 1er septembre 2009 : « *elle [la LGV] permettra d'assurer la liaison Paris-Strasbourg en 1h50, en accélérant les dessertes de l'ensemble de l'Alsace, notamment celles de Mulhouse et de Colmar, qui ont vocation à être pérennisées* ».

Il importe également de noter que précédemment à la conclusion de cette convention portant sur la 2nde phase des travaux, le Maire de Mulhouse et le Président de la CAMSA ont adressé un courrier, en date du 15 juin 2009, à Monsieur Claude LIEBERMANN, inspecteur général au sein du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement durable, précisant expressément que :*«(…) la région mulhousienne, ses habitants et ses représentants attendent au regard de la participation financière apportée par eux à la réalisation de la première phase et attendue pour la seconde, que la gare de Mulhouse soit durablement desservie par le TGV Est Européen, au-delà de 2011 et de la mise en service de la ligne à grande vitesse Rhin-Rhône ».*

RETOUR OJ

Cependant, cet engagement n'a pas été respecté dès lors que la SCNF a arrêté brutalement la desserte de Mulhouse par le TGV-Est en décembre 2012.

Malgré les démarches entreprises par m2A auprès du comité de pilotage, ce dernier ne s'est jamais réuni sur cette problématique.

En parallèle, RFF a adressé, en 2012, aux signataires un avenant n° 1 à la convention du 1er septembre 2009 visant à définir de nouvelles modalités de calcul des appels de fonds aux co-financeurs pour tenir compte du réinvestissement dans cette seconde phase du produit de la clause de retour à bonne fortune prévu dans la convention du 7 novembre 2000.

Une des collectivités signataires n'ayant pas signé cet avenant, une nouvelle version a été adressée, en mai 2013, à l'ensemble des co-financeurs prévoyant que l'avenant entrerait en vigueur entre RFF et un co-financeur dès que ce dernier l'aurait signé.

Compte tenu de la suppression de la desserte de Mulhouse, m2A a pris la décision de ne pas signer la nouvelle version de cet avenant et a suspendu le règlement des appels de fonds postérieurs à juin 2012, adressés par SNCF Réseau et établis sur l'avenant n° 1.

Tirant les conséquences de cette nouvelle situation et compte tenu de la circonstance que la suppression de la desserte apparaissait comme définitive, Mulhouse Alsace Agglomération a, par requête déposée le 7 juillet 2015 au greffe du tribunal administratif de Strasbourg, demandé l'annulation de la convention du 1er septembre 2009 en raison de la disparition de la cause de l'engagement de la collectivité – en l'occurrence, la suppression de la desserte – et le remboursement des sommes versées. Par décision du 30 mai 2018, le tribunal administratif de Strasbourg a rejeté sa requête et condamné m2A à verser, à SNCF RESEAU, un montant de 5 454 065,85 € correspondant à la part de subvention restant due par m2A sur le fondement de la convention initiale et non sur le fondement de l'avenant n° 1, augmenté des intérêts moratoires à compter du 12 février 2016 et leur capitalisation à chaque échéance annuelle.

Les juges ont, en effet, considéré que la contribution financière de Mulhouse Alsace Agglomération au projet de LGV devait être regardée comme un acte unilatéral d'attribution d'une subvention à SNCF Réseau, qu'il lui appartenait de retirer ou d'abroger si elle estimait que des conditions qui auraient été mises à son attribution n'étaient plus maintenues. Mulhouse Alsace Agglomération a interjeté appel de cette décision par devant la Cour administrative d'appel de Nancy.

S'agissant du fondement juridique retenu par le Tribunal administratif de Strasbourg, il importe de relever qu'une décision portant attribution d'une subvention par une personne publique n'est pas créatrice de droits si les conditions mises à l'octroi de celle-ci ne sont pas respectées par le bénéficiaire.

Or, conformément à la délibération du 25 septembre 2009 et à la convention de financement du 1er septembre 2009, la participation de la CAMSA, puis de m2A, au financement de la 2nde phase des travaux de la LGV Est était subordonnée à la condition de pérenniser la desserte de Mulhouse qui présentait un intérêt local.

RETOUR OJ

En l'espèce, la seule condition mise à l'octroi de cette décision de subvention était la desserte de Mulhouse par la LGV Est.

Par conséquent, nonobstant l'appel en cours, il est proposé de retirer la délibération du 25 septembre 2009 par laquelle la communauté d'agglomération s'était engagée à verser sa participation et d'émettre un titre exécutoire d'un montant de 6 292 310,70 € correspondant à l'ensemble des sommes versées en application de cette délibération et du jugement du Tribunal Administratif de Strasbourg du 30 mai 2018 qui est en cours d'exécution. Au préalable, SNCF Réseau a été informé que le retrait de la subvention qui lui avait été accordée est envisagé et invité à présenter ses observations écrites ou orales.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- retire la délibération du 25 septembre 2009 par laquelle Mulhouse Alsace Agglomération s'était engagée à verser une subvention de 5 900 000 € à SNCF Réseau afin de contribuer au financement de la réalisation de la deuxième phase de la Ligne à Grande Vitesse Est au motif que SNCF Réseau n'a pas respecté son engagement,

- autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération et, notamment, à émettre un titre de recette de 6 292 310,70 €, à l'encontre de SNCF Réseau correspondant à l'ensemble des sommes versées au titre de la participation de la Communauté d'Agglomération au financement de la 2ème phase de la LGV Est et du jugement du Tribunal Administratif de Strasbourg du 30 mai 2018.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-573C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

60 élus présents (104 en exercice, 12 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

ADHESION A L'ASSOCIATION DES CHARGEURS ET UTILISATEURS DE TRANSPORTS EN ALSACE (132/8.7/573C)

Mulhouse Alsace Agglomération présente un positionnement attractif pour le secteur du transport et de la logistique à la jonction de plusieurs axes routiers, ferroviaires et fluviaux importants. L'agglomération compte d'ailleurs sur son territoire de nombreuses entreprises dont l'activité est liée à la logistique. Le tissu économique bénéficie également de la présence des ports directement raccordés aux grands ports de la Mer du Nord.

L'Association des Chargeurs et Utilisateurs de Transports en Alsace (ACUTA) a pour missions :

- de s'informer des projets, des modifications législatives, de connaître les tendances du marché, les nouvelles technologies, les décisions politiques avant leur mise en application effective,
- d'informer ses adhérents, des projets, des études menées par l'association et par d'autres organismes partenaires.

Il est donc proposé l'adhésion à l'ACUTA.

L'adhésion de Mulhouse Alsace Agglomération à l'ACUTA aurait pour effet :

- de faciliter les mises en relation avec les acteurs économiques du secteur du transport et de la logistique,
- d'informer Mulhouse Alsace Agglomération sur les évolutions de l'activité et des modes de transport dans le domaine du fret et de la logistique,
- diffuser l'image de Mulhouse Alsace Agglomération et de son rôle dans les dossiers liés aux infrastructures de transport auprès des acteurs économiques,
- de faire connaître les infrastructures ferroviaires et portuaires situées sur son territoire.

RETOUR OJ

Le montant de la cotisation annuelle est de 320 € en 2018.
Les crédits sont inscrits au Budget principal :
Chapitre 011 – article 6281
Service gestionnaire et utilisateur 132
Ligne de crédit n° 1425

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide l'adhésion de Mulhouse Alsace Agglomération à l'Association des Chargeurs et Utilisateurs de Transports en Alsace moyennant le versement d'une cotisation annuelle ;
- autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer toute pièce nécessaire à sa mise en œuvre ;
- désigne comme représentant Monsieur Marc Buchert.

P.J. : 1

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

ASSOCIATION DES CHARGEURS ET USAGERS DE TRANSPORT EN ALSACE
ACUTA

Statuts

Titre 1er. - Dénomination, objet, siège et durée de l'Association

Article 1

Il est formé entre les personnes désignées à l'article 3 des présents statuts une **association régie par les articles 21 à 79 du Code Civil local**. Elle est dénommée :

A C U T A

ASSOCIATION DES CHARGEURS ET USAGERS DES TRANSPORTS D'ALSACE

désignée ci-dessous "l'Association"

La durée de l'Association est illimitée. Elle est inscrite au **"Registre des Associations"** du Tribunal d'Instance de Strasbourg au **volume n° XXXVIII n° 61 à la date du 19 mars 1979**.

Elle a son siège à la

L'UNION PATRONALE DES INDUSTRIES DU BAS-RHIN
1, quai Jacques Sturm - 67000 STRASBOURG

Ce siège peut être transféré en tout autre lieu par simple décision du Conseil d'Administration approuvée par l'Assemblée Générale.

Article 2

L'Association a pour but :

- de permettre aux chargeurs et aux usagers des transports de la "Région Alsace" de rechercher, en étroite collaboration, la solution des problèmes qui se posent à l'occasion des transports maritimes, fluviaux, ferroviaires, routiers, aériens et autres, des marchandises ou des personnes

- de constituer, vis-à-vis des Pouvoirs Publics, des représentants de tous modes de transports, un organisme qui permette les échanges de vues, collaboration ou études nécessaires à la meilleure utilisation des moyens de transports

- et d'une façon générale, toute action tendant à la sauvegarde des intérêts communs à ses adhérents en liaison avec tous organismes poursuivant des buts similaires

- de diffuser toute publication et documentation se rapportant à l'objet social.

L'Association a la faculté de participer et éventuellement d'adhérer aux activités de tout organisme, association ou fédération, français et étranger, poursuivant les mêmes objectifs ou facilitant son action.

.../...

RETOUR OJ

—

Titre II - Composition, administration et fonctionnement de l'Association

Article 3

L'Association se compose de :

1. - Membres actifs :
Les industriels, commerçants et, d'une façon générale, toutes personnes, sociétés, associations, syndicats etc... utilisant, ou dont les membres utilisent, d'une manière courante, les voies maritimes, fluviales, ferroviaires, routières, aériennes ou autres, pour le transport des produits de leur fabrication ou intéressant leur fabrication, ou des marchandises faisant l'objet de leur commerce ainsi que pour les déplacements et voyages de leur personnel. Toute société, association ou syndicat peut être représenté par autant de délégués, avec droit de vote et droit d'élection passif, qu'elle a souscrit d'adhésions. Le nombre d'adhérents ayant droit de vote et droit d'élection passif est toutefois limité à **5 au maximum** par société, association ou syndicat.

2. - Membres associés :
Ceux-ci sont nommés par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration. Il s'agit de personnes physiques, nommément désignées, appelées à participer à la vie de l'Association en raison de leurs compétences professionnelles. Les membres associés bénéficient de tous les droits des membres actifs, y compris le droit de vote et le droit d'élection actif ou passif.

Les membres associés sont éligibles de plein droit au Conseil d'Administration au sein duquel ils peuvent exercer toutes les fonctions prévues par les statuts. Toutefois le Conseil d'Administration ne peut pas comporter plus d'un tiers de membres associés.

La cotisation pour les membres associés est fixée à 2/10^{e} de la cotisation des membres actifs.

3. - Membres honoraires :
Ceux-ci sont nommés par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration et choisis parmi les personnes ayant rendu service à l'Association.

Ils sont exonérés du paiement de la cotisation.

Sur décision du Conseil d'Administration, approuvée par la première Assemblée Générale ordinaire qui suit cette décision, les membres honoraires peuvent être cooptés au Conseil ou au Bureau en raison de leurs compétences, où ils pourront exercer pleinement les fonctions qui leur sont dévolues. Toutefois le Conseil d'Administration ne pourra pas comporter plus de deux membres honoraires. Leur mandat - renouvelable - sera de deux ans.

4. - Membres bienfaiteurs :
Pour être membre bienfaiteur, il faut être une personne physique ou morale s'intéressant aux activités de l'Association et désireuse d'en soutenir l'action.

La cotisation minimale correspond au double de la cotisation de membre actif.

Les membres bienfaiteurs bénéficient des droits des membres actifs à l'exclusion du droit de vote et du droit d'élection actif ou passif. **Le droit de vote actif et le droit de vote passif leur sont toutefois acquis s'ils répondent aux conditions de l'article 3.1**.

Article 4

Pour être membre de l'Association il faut :

- répondre aux conditions prévues par l'article 3 ci-dessus
- formuler une demande par écrit
- être agréé par le Conseil d'Administration qui doit statuer dans le délai maximum de six mois à compter de la date de la remise de la demande au Secrétariat. Ses décisions ne sont pas motivées et ne sont susceptibles d'aucun recours.

.../...

RETOUR OJ

Article 5

La qualité de membre de l'Association se perd :

- par la démission
- par la radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour non-paiement de la cotisation, 6 mois après son échéance, ou pour motifs graves
- par la disparition et/ou la cessation de son activité.

L'intéressé est préalablement invité à présenter ses observations. La démission ou la radiation prend effet à la fin de l'année civile ; les cotisations sont dues jusqu'à cette date.

La disparition, la démission ou l'exclusion d'un sociétaire ne mettent pas fin à l'Association qui continue d'exister entre les autres sociétaires.

Article 6

L'Association est administrée par un Conseil d'Administration, composé de **sept** membres **au moins**, de **quinze** membres **au maximum**, élus pour 6 ans.

Les membres du Conseil d'Administration sont des personnes physiques mandatées par l'Assemblée Générale.

En cas de vacance, le Conseil pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la plus prochaine Assemblée Générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

S'il n'est pas possible de remplacer les vacances par cooptation pour atteindre sept membres au minimum, le Conseil peut continuer à gérer les affaires courantes de l'Association jusqu'à la prochaine Assemblée Générale, pour autant que ce Conseil atteigne encore **cinq** membres.

Le **renouvellement** du Conseil se fait **tous les deux ans par tiers**, d'après un roulement arrêté au début par voie de tirage au sort, les deux premiers tiers désignés ne restant, respectivement que deux ou quatre années en fonction.

Les membres sortant sont rééligibles.

Le Conseil choisit parmi ses membres, au scrutin secret, un Bureau composé de :

- un Président
- un ou plusieurs Vice-Présidents
- un Secrétaire
- un Trésorier

Il peut désigner également un ou plusieurs Secrétaires, choisis parmi ou en dehors des membres du Conseil.

Le **Bureau est élu pour deux ans**. Ses membres sont rééligibles.

.../...

RETOUR OJ

Article 7

Le **Conseil se réunit au moins quatre fois par an** ou sur demande de quatre de ses membres ou du Président.

Les convocations devront partir huit jours francs avant la date de séance et énonceront les questions devant faire l'objet de l'ordre du jour.

Les décisions sont prises à la majorité.

En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

Les procès-verbaux des séances sont signés par le Président et un autre membre du Conseil.

La présence de la moitié plus un des membres du Conseil d'Administration est nécessaire pour la validité des délibérations.

Article 8

Les membres de l'Association ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées, mais les frais déboursés leur seront remboursés.

Article 9

L'Assemblée Générale de l'Association comprend tous les membres actifs et associés de l'Association. **Pour délibérer valablement**, elle doit être composée **au moins de la moitié** de ceux-ci, présents ou représentés. Un membre ne peut cumuler plus de **5** pouvoirs.
L'Assemblée Générale se réunit au moins une fois par an.

Les convocations seront faites par lettre individuelle, au moins 15 jours francs avant la date de séance.

Son ordre du jour est réglé par le Conseil d'Administration.
Son Bureau est celui du Conseil.

Elle entend les rapports sur la gestion du Conseil d'Administration, sur la situation financière et morale de l'Association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour qui touchent au développement de l'Association et à la gestion de ses intérêts et approuve les budgets.

Elle désigne deux vérificateurs aux comptes.
Les vérificateurs aux comptes ne peuvent exercer plus de deux mandats consécutifs.

Elle pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement des membres du Conseil d'Administration.

Il est tenu procès verbal des décisions prises par l'Assemblée Générale, signé par le Président et un membre du Conseil d'Administration.

Sur demande du Conseil d'Administration ou de deux tiers des membres de l'Association ou des vérificateurs aux comptes, une Assemblée Générale Extraordinaire sera convoquée dans un délai de deux mois.

.../...

RETOUR OJ

Article 10

L'Association est représentée en justice et dans tous les actes de la vie civile par le Président ou son délégué.

Article 11

Sur proposition du Président de l'Association, il peut être institué par délibération du Conseil d'Administration, une ou plusieurs Commissions d'études.
Les membres de ces Commissions sont nommés par le Bureau.

Article 12

Le Président de l'Association peut inviter à assister aux réunions du Conseil d'Administration et des Commissions d'Etudes, toute personne susceptible d'éclairer l'Association pour la poursuite de ses objectifs et, notamment, les représentants des entreprises de transport et de leurs organisations professionnelles.

Titre III. - Ressources de l'Association

Article 13

Les ressources de l'Association se composent :

- des cotisations de ses membres. Les cotisations ordinaires sont fixées par le Conseil d'Administration sur proposition du Bureau et approuvées par l'Assemblée Générale ordinaire.

- du revenu de ses biens et valeurs de toute nature.

- des participations exceptionnelles, sous réserve d'acceptation par le Conseil d'Administration.

- des subventions, donations, legs ou toute autre libéralité.

L'Association pourra acquérir à titre onéreux, posséder et administrer les biens, meubles et immeubles, nécessaires à l'accomplissement du but qu'elle se propose.

Le Conseil d'Administration décide de l'utilisation des fonds.

Article 14

Le patrimoine de l'Association répond seul des engagements contractés par elle, sans qu'aucun des membres de l'Association, même ceux qui participent à son administration, ne puisse être tenu personnellement responsable, sous réserve de l'application de l'article 42 du Code Civil local.

Tout membre adhérant aux présents statuts abandonne à l'Association sa part de l'actif social, au cas où il se retirerait de l'Association, pour quelque motif que ce soit.

.../...

RETOUR OJ

Titre IV. - Modification des statuts - Dissolution

Article 15

L'**Assemblé Générale Extraordinaire** se réunit:

- soit sur décision du Conseil d'Administration
- soit sur demande des deux tiers de ses membres
- soit sur demande des vérificateurs aux comptes

Elle a seule qualité pour modifier les statuts.

Elle peut, notamment dissoudre le Conseil d'Administration et décider de la dissolution de l'Association.

Pour délibérer valablement, l'Assemblée Générale Extraordinaire doit être composée de la moitié au moins des membres de l'Association.

Si cette condition n'est pas remplie, l'Assemblée est convoquée de nouveau, à quinze jours d'intervalle et, cette fois, elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés ou l'Association dissoute, qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

Le Président doit faire connaître dans les trois mois au Tribunal d'Instance de Strasbourg, les déclarations concernant:

- les changements intervenus dans la composition du Conseil d'Administration
- les modifications apportées aux statuts
- le transfert du siège social
- la dissolution.

Article 16

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale Extraordinaire désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'Association et qui ont les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le règlement du passif.

Cette Assemblée détermine souverainement, dans les termes de la législation existante, l'emploi et le mode de dévolution de l'actif demeurant au résultat de la liquidation, toutes charges et tous frais payés.

Les biens de l'Association devront être attribués à un groupement ou association à but non lucratif, poursuivant des buts analogues à ceux de la présente Association.

../...

RETOUR OJ

Titre V. - Cercle d'Echanges de l'ACUTA

Article 17

Le **Cercle d'Echanges de l'ACUTA** a pour objet de réunir les chargeurs et usagers des transports et leurs prestataires de service - transporteurs [tous modes], commissionnaires de transport, assureurs, banquiers, consultants, agents de voyages, ...- pour leur permettre de mieux se connaître, de discuter de leurs problèmes réciproques et de définir le cas échéant des actions communes. L'objectif du **Cercle** est de susciter et de favoriser tout échange d'information et d'expérience entre les adhérents de l'ACUTA et leurs partenaires et d'ouvrir des échanges à toute personne physique ou morale ayant un intérêt de quelque nature que ce soit pour le transport des marchandises et des personnes, la logistique ou certains de leurs aspects, ainsi que pour le commerce international, et contribuer ainsi à développer des relations de partenariat entre les parties à l'acte de transport et de commerce international.

Article 18

Composition du Cercle d'Echanges de l'ACUTA

1. Les membres de l'ACUTA, tels que définis dans les articles 3, 4 et 5 des présents statuts, sont adhérents de droit au Cercle d'Echanges de l'ACUTA.

2. Les adhérents directs au Cercle.

Pour être adhérent direct au Cercle il faut
- exercer une profession de prestataire de service dans les domaines du transport de personnes ou de marchandises, de la logistique, ou de leurs activités connexes, du commerce extérieur ou des ses activités connexes
- formuler une demande par écrit
- être agréé par le Conseil d'Administration de l'ACUTA et le Bureau du Cercle, qui doivent statuer dans les six mois à compter de la date de remise de la demande au Secrétariat. Leurs décisions ne sont pas motivées et ne sont susceptibles d'aucun recours.

Les adhérents directs au Cercle ne peuvent pas prétendre à être membres de l'ACUTA et ne sont pas admis aux Assemblées Générales - ordinaires ou extraordinaires - de l'Association.

La qualité d'adhérent direct au Cercle se perd :

- par la démission
- par la radiation prononcée conjointement par le Conseil d'Administration de l'ACUTA et le Bureau du Cercle, pour non-paiement de la cotisation, 6 mois après son échéance, ou pour motifs graves
- par la disparition et/ou la cessation de son activité.

L'intéressé est préalablement invité à présenter ses observations. La démission ou la radiation prend effet à la fin de l'année civile ; les cotisations sont dues jusqu'à cette date.

La disparition, la démission ou l'exclusion d'un sociétaire ne mettent pas fin au Cercle qui continue d'exister entre les autres sociétaires.

Cotisation

La cotisation pour les adhérents directs est égale à la cotisation des membres actifs de l'Association, telle que fixée par le Conseil d'Administration et approuvée par l'Assemblée Générale.

.../...

RETOUR OJ

Article 19

Gestion du Cercle d'Echanges

Le Cercle est géré par un Bureau de dix membres, ayant a sa tête un président. Le Bureau du Cercle est désigné pour moitié par le Conseil d'Administration de l'ACUTA et pour moitié par les adhérents directs du Cercle. Le Président, le Trésorier et le Conseiller Technique de l'ACUTA sont membres de droit du Bureau du Cercle. Le Président du Cercle pourra proposer au CA de l'ACUTA deux membres, choisis en dehors des Administrateurs de l'Association, mais obligatoirement membres de l'ACUTA, pour constituer son Bureau. Les membres du Bureau désignés par les adhérents directs feront fonction de conseillers techniques pour chacune des grandes orientations - transports de marchandises, voyages d'affaires, assurances,... - dans la mesure où celles-ci sont représentées par un nombre suffisant d'adhérents au Cercle.

Le Président du Cercle d'Echanges est désigné par le Conseil d'Administration de l'ACUTA qui le choisit parmi ses membres. Il fait partie de droit du Bureau de l'Association.

Article 20

Budget du Cercle d'Echanges

Le Cercle dispose d'un budget de fonctionnement alloué par le CA de l'ACUTA. Le Président du Cercle est chargé de gérer ce budget et d'en rendre compte au Bureau du Cercle et au CA de l'ACUTA.

Recettes et dépenses

Les recettes du Cercle proviennent des cotisations de ses adhérents. Celles-ci sont versées à l'ACUTA, qui en a la gestion et peut en disposer, pour autant que le budget du Cercle a été couvert.

Les dépenses du Cercle comprennent 3 volets :

1./ les frais administratifs et de fonctionnement
2./ les frais de déplacement et de représentation du Président du Cercle et des personnes appelées à intervenir **
3./ les frais d'organisation des manifestations, s'il y a lieu.

****** les frais de déplacement sont remboursés selon un tarif fixé par le CA, les frais de représentation et de téléphone sur justificatifs. Les bénéficiaires de ces remboursements établissent des décomptes pour leurs frais. Le cas échéant ils peuvent solliciter une avance auprès du trésorier de l'Association.

Secrétariat

Le secrétariat du Cercle est assuré par le secrétariat de l'ACUTA. Les frais administratifs - courrier, affranchissement, téléphone, télécopies - découlant du secrétariat du Cercle sont imputés au compte du Cercle.

Article 21

Manifestations

Sur proposition de son président ou à la demande des membres du Bureau, le Cercle d'Echanges de l'ACUTA organise toute manifestation destinée à satisfaire son objectif et notamment des Tables Rondes communes aux adhérents de l'ACUTA et du Cercle.

***** ***** *****

../...

RETOUR OJ

Nota : les présents Statuts, **mis à jour le 28 mai 2015**, sont conformes aux Statuts approuvés par l'Assemblée Générale constituante le 11 décembre 1978 et enregistrés au registre des Associations du Tribunal d'Instance de Strasbourg au volume n° XXXVIII n° 61 en date du 19 mars 1979. Ces statuts tiennent compte des modifications décidées par les Assemblées Générales Extraordinaires

- du 22 avril 1983 (articles 1 et 3.1)
- du 15 mai 1987 (article 3.2)
- du 27 avril 1990 (article 6)
- du 7 mai 1993 (article 3.2)
- du 25 mars 1994 (articles 2, 3.1 et 9)
- du 22 mars 1996 (adjonction du Titre V, articles 17, 18, 19, 20 et 21)
- du 28 mai 2015 (changement de nom : Association des Chargeurs et Utilisateurs de **Transport en Alsace**)

L'Assemblée Générale ordinaire du 28 mai 2015 acte le transfert du siège social au 25 rue Principale 67220 BASSEMBERG.

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-574C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

74 élus présents (104 en exercice, 13 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

LOCATION DE VELOS A ASSISTANCE ELECTRIQUE : TARIFICATION (1312/8.7/574C)

Mulhouse Alsace Agglomération a acquis une flotte de 565 vélos à assistance électrique qui sont proposés à la location longue durée aux habitants des communes de l'agglomération afin de favoriser l'usage du vélo pour leurs déplacements quotidiens entre le domicile et le travail.

La gestion du dispositif (contrats de location et entretien des vélos) est assurée par l'association Mediacycles désignée à la suite d'un appel d'offres.

Le service fonctionne depuis fin mai 2018 et rencontre un réel succès auprès des habitants de l'agglomération. A ce jour, plus de 450 vélos étaient loués.

La location des vélos est à l'heure actuelle réservée aux particuliers domiciliés dans l'une des communes de Mulhouse Alsace Agglomération. Afin de répondre aux demandes de plusieurs communes et dans la mesure où cela contribue à répondre à l'objectif d'encourager la pratique du vélo dans l'agglomération, il est proposé de permettre aux communes de Mulhouse Alsace Agglomération de louer des vélos électriques pour les déplacements professionnels de leurs agents.

Pour ces collectivités, la durée minimale de location serait de 1 an au tarif de 444 € TTC, soit 37 € TTC par mois, comme pour les particuliers. Ce tarif de location inclut les mêmes services que pour les vélos loués aux particuliers tels que définis dans la délibération du Conseil d'Agglomération du 26 mars 2018. Le loyer annuel sera versé lors du premier mois de location sur présentation de la facture envoyée par Mediacycles. Le paiement s'effectuera par mandat administratif selon les délais globaux de paiement applicables en comptabilité publique. L'arrêté de régie sera modifié en conséquence.

RETOUR OJ

Par ailleurs, au vu du coût effectif des pièces détachées, il est également proposé d'approuver une nouvelle grille tarifaire des réparations ne résultant pas de l'usage courant du vélo qui se substitue à la précédente. Les tarifs incluent le coût de remplacement des pièces détachées et la main d'œuvre.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :

- approuve le principe d'élargir le public pouvant louer des vélos à assistance électrique aux communes membres de Mulhouse Alsace Agglomération,
- approuve les tarifs ci-dessus,
- approuve la nouvelle grille tarifaire des réparations ci-annexée,
- autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : 1

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Vélos à Assistance Electrique m2A

Tarif des pièces détachées à compter du 1er octobre 2018

Pièce détachée	Prix T.T.C.	Type de Vélo
ACCESSOIRES MOYEU	8,00 €	VAE
ANTIVOL CADRE	13,00 €	VAE
ANTIVOL PLIANT - TRELOCK FS300 - L83CM - AVEC SUPPORT - À CLEF - NOIR	51,00 €	VAE
BATTERIE PHYLION	304,00 €	VAE
BÉQUILLE CENTRALE	24,00 €	VAE
BLOCAGE DE SELLE	3,00 €	VAE
CÂBLE FREIN INOX	1,00 €	VAE
CÂBLE FREIN INOX	3,00 €	VAE
CÂBLE LUMIÈRE AV	7,00 €	VAE
CÂBLE MOTEUR-CONTROLEUR	10,00 €	VAE
CÂBLE PRINCIPAL	19,00 €	VAE
CACHE POUSSIÈRE	3,00 €	VAE
CAPTEUR DE PÉDALAGE	9,00 €	VAE
CARDAN VAE - 26''	133,00 €	VAE
CHAMBRE À AIR 26'' X 1.50/1.75 - VALVE SCHRADER -	2,00 €	VAE
CHARGEUR BATTERIE PHYLION - 36V	45,00 €	VAE
CINTRE TOURING	9,00 €	VAE
COLLIER DE SELLE - Ø32MM - SANS BLOCAGE Ø6 - AVEC	3,00 €	VAE
CONTRE ECROU - POUR FREIN ROLLER-BRAKE SHIMANO ARRIÈRE 3	1,00 €	VAE
CONTROLEUR 36V 250W	98,00 €	VAE
DISPLAY - 26''	84,00 €	VAE
DISQUE AIMANTÉ	4,00 €	VAE
ECROU FREIN M6	12,00 €	VAE
FOND DE JANTE 26''	1,00 €	VAE
FOURCHE 26"	31,00 €	VAE
FREIN ROLLER-BRAKE	30,00 €	VAE
FREIN V-BRAKE	11,00 €	VAE
GARDE-BOUE 26''	10,00 €	VAE
GLISSIÈRE BATTERIE PORTE BAGAGE - POUR BATTERIE PH	29,00 €	VAE
GUIDE CÂBLE ELECTRIQUE	5,00 €	VAE
GUIDE GAINE	2,00 €	VAE
JEU DE DIRECTION A HEAD SET SEMI INTEGRE1"1/8NECO POUR VAE	6,00 €	VAE
LEVIER DE FREIN DROIT	18,00 €	VAE
LEVIER DE FREIN GAUCHE	7,00 €	VAE
LIQUIDE VULCANISANT -	14,00 €	VAE

RETOUR OJ

BIDON DE 175G - AVEC PINCEAU		
MANETTE REVOSHIFT NEXUS 7 SHIMANO CABLE MONTE GAINE ET SERRE CABLE DEMONTE	7,00 €	VAE
MANIVELLE DROITE	4,00 €	VAE
MANIVELLE GAUCHE	4,00 €	VAE
PANIER AVANT	10,00 €	VAE
PATTE LAT PORTE-BAGAGE	2,00 €	VAE
PÉDALES VTC	6,00 €	VAE
PIGNON CARDAN	17,00 €	VAE
PNEU 26" X 1.75	12,00 €	VAE
POIGNÉE DROITE	1,00 €	VAE
POIGNÉE GAUCHE	1,00 €	VAE
PORTE BAGAGE 26/28" PHOSPHATE POUR VAE ARCADE	53,00 €	VAE
POTENCE VTC	21,00 €	VAE
PROJECTEUR AVANT	8,00 €	VAE
RESSORT ANTIROTATION	5,00 €	VAE
RONDELLE CAOUTCHOUC	1,00 €	VAE
ROUE ARRIÈRE 26"	112,00 €	VAE
ROUE AVANT 26"	174,00 €	VAE
SELLE	13,00 €	VAE
SERRURE DE BATTERIE	12,00 €	VAE
SONNETTE	1,00 €	VAE
SUPPORT PANIER	2,00 €	VAE
SUPPORT PANIER	3,00 €	VAE
SUPPORT PANIER	4,00 €	VAE
SYSTEME ANTIVOL À CABLE	10,00 €	VAE
TIGE DE SELLE	12,00 €	VAE
TRINGLE EN U	1,00 €	VAE
TRINGLE EN U	1,00 €	VAE
VIS POUR CARDAN	1,00 €	VAE

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-568C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

74 élus présents (104 en exercice, 13 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

SCHEMA DIRECTEUR DES ITINERAIRES PEDESTRES – CONVENTION DE SUBVENTION ANNUELLE : (131/7.5.6/568C)

Les quatre associations du Club Vosgien, Mulhouse et Crêtes, Soultz, Kingersheim et Guewenheim, qui interviennent sur le territoire communautaire, partagent avec Mulhouse Alsace Agglomération le souhait d'étendre, de valoriser et d'entretenir le réseau d'itinéraires pédestres de l'agglomération. A ce titre, près de 220 Km de sentiers de randonnée ont été balisés contribuant ainsi à la mise en œuvre du schéma directeur des itinéraires pédestres dont Mulhouse Alsace Agglomération s'est dotée en 2012.

Chaque année, une convention définit les actions à réaliser par les associations et fixe les montants des subventions accordées par Mulhouse Alsace Agglomération. Pour l'exercice 2018, les associations s'engagent à réaliser la maintenance de 204,85 km d'itinéraires existants.

Ainsi, il est proposé, selon le projet de convention ci-joint, de soutenir ces actions en maintenant le taux de subvention attribué en 2017 soit 30 € TTC/km pour la maintenance d'itinéraires existants et de fixer le montant des subventions comme suit :

Association Mulhouse et Crêtes :	3 271,50 €
Association de Soultz :	870,00 €
Association Guewenheim :	960,00 €
Association Kingersheim :	1 044, 00 €

Soit un total pour 2018 de 6 145,50 €

Les crédits nécessaires sont disponibles au BP :
Chapitre 204 - article 20421

RETOUR OJ

Service gestionnaire et utilisateur 1312
Ligne de crédit n° 16631 «Aménagement de voirie des communes ».

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :

- approuve ces propositions,
- autorise le Président ou son représentant à signer la convention de subvention annuelle ainsi que toutes les pièces nécessaires à son exécution.

PJ : 1

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Convention de subvention annuelle pour la réalisation et la maintenance du balisage des itinéraires pédestres de Mulhouse Alsace Agglomération

Entre Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) représentée par Monsieur Paul-André STRIFFLER en vertu de la délibération du Conseil d'agglomération du 24 septembre 2018 et désignée sous le terme « Mulhouse Alsace Agglomération, » ou « m2A »,

D'une part,

Et **l'association Mulhouse Crêtes du Club Vosgien** représentée par Monsieur Thierry SCHLAWICH, Président, ayant son siège 33 Grand Rue à Mulhouse,

L'association Soultz du Club Vosgien représentée par Monsieur Pascal BAUMANN, Vice-Président, ayant son siège 25 rue de Reims à Bollwiller,

L'association Guewenheim du Club Vosgien représentée par Monsieur Raphael BUCHELE, Président, ayant son siège Maire de Guewenheim,

L'Association Kingersheim du Club Vosgien représentée par Monsieur André SZEWCZUK, Président, ayant son siège 22, rue de Rennes 68260 KINGERSHEIM

Désignées sous le terme les associations du « Club Vosgien » ou « les associations »,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Les quatre associations du Club Vosgien, Mulhouse et Crêtes, Soultz, Kingersheim et Guewenheim, qui interviennent sur le territoire communautaire, partagent avec Mulhouse Alsace Agglomération le souhait d'étendre, de valoriser et d'entretenir le réseau d'itinéraires pédestres de l'agglomération. A ce titre, près de 220 Km de sentiers de randonnée ont été balisé contribuant ainsi à la mise en œuvre du schéma directeur des itinéraires pédestres dont Mulhouse Alsace Agglomération s'est dotée en 2012.

Au regard de la convergence des objectifs du Club Vosgien avec l'intérêt communautaire en matière de réalisation et de gestion des itinéraires pédestres, il est proposé d'établir à nouveau pour 2018 une convention annuelle définissant

RETOUR OJ

les modalités d'intervention des associations et fixant les modalités de versement par Mulhouse Alsace Agglomération d'une subvention au titre de ces interventions.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer :

- Les modalités d'intervention des associations du Club Vosgien en 2018 pour la réalisation et la maintenance du balisage d'itinéraires pédestres de découverte,
- Les conditions et modalités de versement par Mulhouse Alsace Agglomération d'une subvention aux quatre associations du Club Vosgien au titre de leurs interventions en 2018.

Article 2 : Interventions des associations et de m2A

Chaque association du Club Vosgien :

- Réalise, le cas échéant, le balisage de nouveaux itinéraires pédestres selon le kilométrage défini dans l'article 3. A ce titre, elle assure la pose des panneaux directionnels, plaquettes et signes nécessaires à l'orientation du randonneur sur les supports à sa disposition : arbres, murs, mobiliers urbains, poteaux, pyramides,… Ces panneaux respectent la charte du balisage du Club Vosgien,
- assure la maintenance du balisage des itinéraires selon le kilométrage défini à l'article 3.

Mulhouse Alsace Agglomération

- Met en place les poteaux métalliques supports de plaques nécessaires sur les sites que lui indiquera chaque association,.
- Réalise et met en place les portiques d'information en entrée de circuit sur la base des informations fournies par chaque association.

Article 3 : Programme prévisionnel en 2018

En 2018, aucun nouveau sentier ne sera balisé.

Les associations s'engagent à réaliser la maintenance des circuits existants selon la répartition suivante :

- Association Mulhouse et Crêtes : 109,05 km
- Association Soultz : 29 km
- Association Guewenheim : 32 km
- Association Kingersheim : 34,8 km

RETOUR OJ

Soit un total pour 2018 de 204,85 km

Article 4 : Montant de la subvention

Il est proposé de fixer les taux des subventions comme suit :

- Maintenance du balisage existant : 30 € TTC le km

En appliquant ces prix unitaires, le montant des subventions versées à chaque association se répartit de la façon suivante :

- Association Mulhouse et Crêtes : 109,05 km x 30 € = 3 271,50 €
- Association de Soultz : 29 km x 30 € = 870,00 €
- Association Guewenheim : 32 km x 30 € = 960,00 €
- Association Kingersheim : 34,8 km x 30 € = 1 044,00 €

Soit un total pour 2018 de 6 145,50 €

Article 5 : Modalités de versement de la contribution

Mulhouse Alsace Agglomération versera à chaque association du Club Vosgien la subvention au vu d'un justificatif présenté par celle-ci indiquant le kilométrage d'itinéraires effectivement balisés et entretenus ainsi que la quantité de matériel mis en place.

Mulhouse Alsace Agglomération s'acquittera des sommes dues selon les modalités et les délais prévus par les règles de la comptabilité publique.

Les règlements s'effectueront sur les comptes bancaires des associations.

Article 6 : Engagements des associations

Les associations du Club Vosgien s'engagent à fournir, dans les six mois de la clôture de l'exercice au cours duquel une subvention a été versée, les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- leur compte rendu financier
- une copie certifiée de leur budget et des comptes annuels et le cas échéant, le rapport du réviseur aux comptes
- leur rapport d'activité.

Elles s'engagent à faire mention de la participation de Mulhouse Alsace Agglomération sur tout support de communication et dans leurs relations avec les médias.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par les associations du Club

RETOUR OJ

Vosgien, pour une raison quelconque, celles-ci doivent en informer Mulhouse Alsace Agglomération sans délai, si possible par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 7 : Evaluation

Mulhouse Alsace Agglomération procède, conjointement avec les associations à l'évaluation annuelle des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif et qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné aux articles 1er, 2 et 4 et sur l'impact du programme d'actions au regard de la mise en œuvre du schéma communautaire des itinéraires pédestres.

Article 8 : Contrôle de l'administration

Les associations s'engagent à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A de la réalisation des objectifs et actions énumérés aux articles 1er, 2 et 4, notamment par l'accès de toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, les associations remettent, dans un délai de six mois, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 9 : Assurances

Les associations souscrivent toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir leur responsabilité civile. Elles acquittent les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de m2A puisse être mise en cause.

Article 10 : Responsabilité

L'aide financière apportée par m2A aux actions ne peut entrainer sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable aux associations ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

RETOUR OJ

Article 11 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2018.

Article 12 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements inscrits dans la présente convention, pour l'un des motifs ci-dessous, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure :

- Manquement à ses obligations par l'autre partie, après mise en demeure transmise par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet dans un délai d'un mois.
- Survenance d'un cas de force majeure empêchant la réalisation des travaux à la charge de chacune des parties.

Une convention réglera les conséquences financières de la résiliation.

Article 13 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par les associations du Club Vosgien des engagements réciproques énumérés aux articles ci-dessus, ainsi qu'à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits aux articles 2, 4 et 7.

Article 14 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 15 : Compétence juridictionnelle

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en cinq exemplaires, à Mulhouse, le ……..2018

RETOUR OJ

Pour Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)

L'assesseur Paul-André STRIFFLER

Pour l'association Mulhouse Crêtes du Club Vosgien

Le président, Monsieur Thierry SCHLAWICH

Pour l'association Soultz du Club Vosgien

Le vice-président, Monsieur Pascal BAUMANN

Pour l'association Guewenheim du Club Vosgien

Le Président, Monsieur Raphaël BUCHELE

Pour l'Association Kingersheim du Club Vosgien

Le Président, Monsieur André SZEWCZUK

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-594C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

60 élus présents (104 en exercice, 12 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

LANCEMENT DU COMPTE MOBILITE (131/1.4/594C)

Dans le cadre de sa politique globale des mobilités, Mulhouse Alsace Agglomération a souhaité mettre en œuvre un dispositif innovant permettant aux habitants d'avoir un accès simplifié aux différents services de mobilité présents sur le territoire, et par conséquent, d'en développer l'usage.

Désigné sous le nom de « Compte Mobilité », ce nouveau service regroupe différentes solutions de mobilité (transports en commun, stationnement, vélo en libre-service, voiture en libre-service, location de vélos électriques, etc.). Il permet aux usagers d'accéder de manière simplifiée à ces services de mobilité grâce à une application ou une carte spécifique. Les usagers paient les services utilisés en une seule fois, au début du mois suivant celui de ses consommations payantes, en ayant la garantie de bénéficier des tarifs les plus adaptés.

Mulhouse Alsace Agglomération a piloté le projet de Compte Mobilité depuis 2015 en partenariat avec la Ville de Mulhouse et l'ensemble des opérateurs des services de mobilité. Une convention a été signée avec Cityway, filiale du Groupe Transdev, pour développer les outils nécessaires à la mise en œuvre du Compte Mobilité, dont une plateforme dédiée, un site Internet, une application et des interfaces entre cette plateforme et les serveurs des partenaires. Ce projet a également bénéficié du soutien financier de la Caisse des Dépôts et Consignations et du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire.

Afin d'assurer le lancement grand public du Compte Mobilité à la rentrée 2018, Mulhouse Alsace Agglomération a confié à Soléa une mission de gestion du Compte Mobilité. Cette mission de gestion n'emporte pas de mission d'exploitation de services de mobilité accessibles depuis le Compte Mobilité. Chaque partenaire reste responsable du service qu'il opère, de son bon fonctionnement, de la relation avec les clients et de son risque industriel.

RETOUR OJ

Pour le bon fonctionnement du Compte Mobilité, il convient également de définir les engagements réciproques de Mulhouse Alsace Agglomération, du gestionnaire et de chaque partenaire. Tel est l'objet des projets de conventions de partenariat ci-joints avec JCDecaux, Citiz, Indigo, Citivia et la Ville de Mulhouse lorsqu'elle est l'autorité responsable du service concerné.

Sauf exception, les tarifs appliqués aux utilisateurs du Compte Mobilité sont les tarifs publics. Ainsi, concernant l'usage des transports urbains, les utilisateurs pourront choisir entre deux options tarifaires :

- le paiement à la consommation : dans ce cas, l'utilisateur est facturé le mois suivant selon le nombre de voyages réalisés, avec un plafond égal au prix de l'abonnement mensuel correspondant à son âge. En-deçà de ce plafond, chaque voyage est facturé au dixième du prix d'un carnet de 10 voyages, soit 1€34 selon la grille tarifaire actuellement en vigueur ;
- l'abonnement mensuel : dans ce cas, l'utilisateur s'engage à payer un abonnement mensuel et il accède librement aux bus et aux tramways, sans valider ses voyages. Il a la garantie de pouvoir bénéficier de la prime transport versée par son employeur, le cas échéant.

Enfin, il convient également d'adopter les conditions générales d'usage du Compte Mobilité, qui précisent notamment les modalités de paiement et les règles relatives à la protection des données personnelles.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :

- approuve ces propositions et la tarification appliquée pour l'usage des transports publics,
- approuve les Conditions Générales d'Utilisation du Compte Mobilité,
- autorise le Président ou son représentant à signer les conventions de partenariat ainsi que toutes les pièces nécessaires à leur exécution.

PJ : 5

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

COMPTE MOBILITE

CONVENTION DE PARTENARIAT



RETOUR OJ

Entre,

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par son Président, M. Fabian JORDAN, dûment habilité par la délibération du Conseil d'Agglomération du 24 septembre 2018,

ci-après désignée par « m2A »,

Et

Soléa, Société Anonyme d'Economie Mixte Locale au capital de 1 500 000 €, dont le siège est 97, rue de la Mertzau 68 100 MULHOUSE, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de MULHOUSE sous le numéro 945 551 018, représentée par Monsieur Guillaume ARIBAUD, son Directeur Général,

ci-après désignée par « Soléa » ou « le gestionnaire du Compte Mobilité »

Et

La Ville de Mulhouse, représentée par son Maire, Mme Michèle LUTZ, dûment habilitée par la délibération du Conseil Municipal du 18 octobre 2018,

ci-après désignée par « la Ville de Mulhouse »

Et

JCDecaux France, société par actions simplifiée au capital de 7 022 549,69 euros, dont le siège social est sis 17, rue Soyer à Neuilly-sur-Seine (92200), inscrite au RCS de Nanterre sous le N° 622 044 501, représentée aux fins des présentes par Madame Véronique SIMMLER, Directeur des Affaires Publiques et des Appels d'Offres, dûment habilitée à cet effet,

ci-après désignée par « JCDecaux »

collectivement désignées par « les Parties »

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT:

RETOUR OJ

PREAMBULE :

Dans le cadre de sa politique globale des mobilités, m2A a souhaité mettre en œuvre un dispositif innovant permettant aux habitants d'avoir un accès simplifié aux différents services de mobilité présents sur le territoire, et par conséquent, d'en développer l'usage.

Désigné sous le nom de « Compte Mobilité », ce nouveau service regroupe différentes solutions de mobilité (transports en commun, stationnement, vélo en libre-service, voiture en libre-service, location de vélos électriques etc.). Il permet aux usagers d'accéder de manière simplifiée à ces services de mobilité grâce à une application ou une carte spécifique. Les usagers paient les services utilisés en une seule fois, au début du mois suivant celui de ses consommations payantes, en ayant la garantie de bénéficier des tarifs les plus adaptés.

m2A a piloté le projet de Compte Mobilité depuis 2015 en partenariat avec la Ville de Mulhouse et l'ensemble des opérateurs des services de mobilité, dont JCDecaux. Une convention a notamment été signée avec Cityway, filiale du Groupe Transdev, pour développer les outils nécessaires à la mise en œuvre du Compte Mobilité, dont une plateforme dédiée, un site Internet, une application et des interfaces entre cette plateforme et les serveurs des partenaires. Ce projet a également bénéficié du soutien financier de la Caisse des Dépôts et Consignations et du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire.

Le lancement grand public du Compte Mobilité est prévu en septembre 2018.

A cette fin, m2A a confié à Soléa, dans le cadre de l'exécution de ses missions déléguées au titre de la convention de gestion du réseau de transports publics urbains conclue pour la période contractuelle du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2018, une mission de gestion du Compte Mobilité couvrant notamment l'animation digitale du Compte Mobilité, les relations opérationnelles avec les partenaires, la perception mensuelle des recettes pour leur compte et le reversement mensuel à chacun d'eux des recettes perçues au titre de leurs activités propres. Cette mission de gestion du Compte Mobilité n'emporte pas de mission d'exploitation de services de mobilité accessibles depuis le Compte Mobilité. Chaque Partenaire reste responsable du service qu'il opère, de son bon fonctionnement, de la relation avec les clients et de son risque industriel. Il est ainsi entendu que Soléa, ou sa filiale, exerce une mission de commissionnaire transparent.

Dans le cadre du renouvellement de la convention de la délégation de service public pour la gestion du service public de la mobilité urbaine de Mulhouse Alsace Agglomération, en cours de consultation organisée par m2A, et sous réserve que Soléa soit formellement reconduit en qualité de délégataire du service public, à compter du 1er janvier 2019, dans le cadre d'une nouvelle convention qui aura pour échéance le 31 décembre 2024, les missions déléguées au titre de la gestion du Compte Mobilité (cf. article 4 de ladite convention de DSP) seront poursuivies selon les termes et conditions de la présente convention de partenariat.

En tant qu'opérateur du service Vélocité, mission exercée dans le cadre d'un marché public avec la Ville de Mulhouse, JCDecaux est un partenaire du Compte Mobilité et son engagement est essentiel pour le bon fonctionnement du service, sa promotion et plus généralement, pour son succès commercial.

La présente convention a pour objet de définir les modalités opérationnelles du partenariat entre les Parties pour mettre en œuvre le Compte Mobilité.

RETOUR OJ

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les engagements et responsabilités réciproques des Parties afin d'assurer le bon fonctionnement du Compte Mobilité. Il s'agit notamment de préciser les règles de tarification applicables, les règles de facturation et de reversement des recettes, le partage des coûts, les modalités de gestion des données.

ARTICLE 2 : REPARTITION DES RESPONSABILITES :

Comme énoncé dans le préambule, le gestionnaire du Compte Mobilité n'a vocation à exercer qu'une mission de commissionnaire transparent. A ce titre, il assure le bon fonctionnement de l'application « Compte Mobilité » et la mise en relation des utilisateurs du Compte Mobilité avec les différents partenaires, dont JCDecaux.

Il est donc entendu, dans ce cadre, que le gestionnaire du Compte Mobilité n'exerce pas l'activité de chacun des partenaires. Ceux-ci restent pleinement maîtres de leur stratégie industrielle et commerciale, responsables de leurs risques d'exploitation et définissent les modes de fonctionnement de leurs services dans les règles de l'art propres à chacune de leurs activités. Ils conservent également la relation pleine et entière avec leurs clients.

A ce titre, chaque Partie, reste seule responsable dans les conditions du droit commun des dommages consécutifs à son fait personnel, à son activité, ou que son personnel ou les personnes agissant sous son autorité pourraient causer aux tiers ou aux biens à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 3 : ACCES AU SERVICE VELOCITE / DELAI DE TRAITEMENT DES NOUVEAUX UTILISATEURS

JCDecaux et la Ville de Mulhouse autorisent m2A et le gestionnaire du Compte Mobilité à proposer le service Vélocité aux utilisateurs du Compte Mobilité.

L'utilisateur ayant sélectionné le service Vélocité, accède à ce service dans des conditions techniques similaires aux conditions de tous les abonnés annuels au service Vélocité. La carte du Compte Mobilité se substitue à la carte dédiée.

JCDecaux garantit à tout utilisateur valablement inscrit au Compte Mobilité, un accès possible au service Vélocité, sans condition particulière, dans un délai de un (1) jour ouvré après réception des données relatives à l'inscription. JCDecaux ne s'engage pas sur le délai de transmission de la carte du Compte Mobilité, qui relève de la responsabilité du gestionnaire du Compte Mobilité.

A tout moment, JCDecaux peut demander au gestionnaire du Compte Mobilité de suspendre l'accès au service Vélocité pour un utilisateur, notamment en cas de non-respect par cet utilisateur du règlement ou des conditions générales de vente ou d'utilisation propres à son service.

Si JCDecaux et la Ville de Mulhouse font évoluer les conditions techniques d'accès au service Vélocité, JCDecaux en informera m2A et le gestionnaire du Compte Mobilité suffisamment tôt, pour que m2A puisse faire évoluer les outils du Compte Mobilité afin d'assurer aux utilisateurs du Compte Mobilité des conditions équivalentes d'accès au service Vélocité.

RETOUR OJ

ARTICLE 4 : REGLES TARIFAIRES APPLICABLES AUX UTILISATEURS DU COMPTE MOBILITE

Les utilisateurs du Compte Mobilité ayant sélectionné le service Vélocité bénéficient des tarifs d'usage appliqués aux abonnés annuels.

Ils ne paient pas d'abonnement annuel mais 1 € par mois correspondant au fait d'avoir sélectionné le service Vélocité. Ce tarif s'applique tant que le service Vélocité est sélectionné par l'utilisateur et dès lors qu'il est sélectionné au moins une fois pendant le mois.

Ces règles tarifaires peuvent être modifiées sur proposition de JCDecaux, expressément validées par la Ville de Mulhouse et m2A, puis sont communiquées au gestionnaire du Compte Mobilité.

JCDecaux s'engage à informer la Ville de Mulhouse et m2A de tout projet de modification des règles tarifaires courantes du service Vélocité préalablement à sa mise en œuvre et si possible au moins 1 mois avant.

JCDecaux peut avoir des tarifs combinés avec d'autres partenaires du Compte Mobilité, mais ces tarifs ne doivent pas être plus intéressants que ceux commercialisés au bénéfice des utilisateurs du Compte Mobilité.

ARTICLE 5 : REGLES DE FACTURATION

Les services consommés pendant le mois M sont réglés par l'utilisateur du Compte Mobilité au début du mois M+1, en sus de la somme d'un (1) euro, mentionnée ci-avant. Un décompte regroupant l'ensemble des services consommés et les montants associés est préalablement transmis à chaque utilisateur par le gestionnaire du Compte Mobilité. Ce décompte regroupe les montants dus aux partenaires.

Afin de pouvoir transmettre aux utilisateurs le décompte du mois M au plus tard le 7 du mois M+1, pour un paiement le 10, JCDecaux s'engage à transmettre au gestionnaire du Compte Mobilité les données de facturation prévues à l'annexe 1 avant le 5 du mois M+1. Dans le cas où JCDecaux serait dans l'impossibilité d'envoyer ces éléments avant le 7 du mois, le gestionnaire du compte Mobilité est habilité à lancer la procédure de recouvrement sans les éléments de JCDecaux.

Ces informations sont transmises pour chaque utilisateur inscrit au service Vélocité au courant du mois M, quel que soit le montant du. Elles sont transmises via les outils du Compte Mobilité prévus à cet effet.

Le respect des délais et cette procédure s'entendent en mode nominal. En cas de situation dégradée, le gestionnaire du Compte Mobilité s'engage à faire ses meilleurs efforts à pouvoir transmettre aux utilisateurs, dans les meilleurs délais, les décomptes des partenaires pour perception des recettes.

ARTICLE 6 : REGLES DE REVERSEMENT DES RECETTES

Les recettes payées par les utilisateurs du Compte Mobilité sont perçues par le gestionnaire du Compte Mobilité pour le compte des partenaires.

Le gestionnaire du Compte Mobilité s'engage à reverser mensuellement à JCDecaux la totalité des recettes perçues pour son compte, au plus tard le 20 du mois M+1.

RETOUR OJ

Le gestionnaire du Compte Mobilité transmettra également un état détaillé des transactions et des impayés, permettant à JCDecaux de recouper mensuellement les recettes reversées avec les données de facturation transmises par JCDecaux selon les conditions décrites préalablement.

ARTICLE 7 : GESTION DES IMPAYES

En cas d'impayé, le gestionnaire du Compte Mobilité applique la procédure « Gestion des impayés » décrite en annexe.

Dans ce cadre, il peut être amené à suspendre l'usage des services via le Compte Mobilité. Cette procédure de suspension implique également JCDecaux qui s'engage à mettre en œuvre les actions prévues pour rendre cette suspension effective et pour la rétablir le cas échéant.

La procédure de gestion des impayés peut également conduire à un processus de recouvrement. Si le gestionnaire du Compte Mobilité ne recouvre pas les montants dus à JCDecaux avant le 20 du mois M+2 ou sur accord exprès entre le gestionnaire du Compte Mobilité et JCDecaux, JCDecaux peut engager ses propres procédures de recouvrement directement auprès des utilisateurs concernés. Dans ce cas, le risque d'impayés relatif au service Vélocité est supporté par JCDecaux. En complément JCDecaux informera le gestionnaire du Compte Mobilité, dans un délai de 48 heures, de toute régularisation auprès de lui des éléments de facturation envoyés initialement.

Lorsque la procédure de gestion des impayés conduit à une régularisation par l'utilisateur des sommes dues, avec versement de ces sommes sur le compte du gestionnaire du Compte Mobilité, alors le gestionnaire du Compte Mobilité verse la part due à JCDecaux lors du prochain reversement mensuel des recettes ou lors d'un versement spécifique.

ARTICLE 8 : GESTION DES CONTENTIEUX AVEC LES UTILISATEURS SUR LE MONTANT A REGLER

En cas de contestation par un utilisateur du Compte Mobilité, du montant à régler pour le service Vélocité, le gestionnaire du Compte Mobilité applique la procédure « Gestion des contestations » décrite en annexe.

Lorsque JCDecaux est consulté par le gestionnaire du Compte Mobilité pour rendre un avis sur la contestation, alors JCDecaux dispose de 10 jours pour se prononcer sur le bien-fondé de la contestation et transmettre, le cas échéant, les nouvelles données de facturation au gestionnaire du Compte Mobilité.

En cas d'acceptation de la contestation par JCDecaux et si le paiement a été suspendu ou annulé par la banque de l'utilisateur, alors les nouvelles données de facturation à transmettre par JCDecaux sont (1) un avoir du montant de la facture contestée et (2) une nouvelle facture. Sur cette base, le gestionnaire du Compte Mobilité renvoie un décompte modificatif à l'utilisateur puis demande le prélèvement sur cette base.

En cas d'acceptation de la contestation par JCDecaux et si JCDecaux a déjà perçu le montant objet de la contestation, alors JCDecaux procède directement au remboursement à l'utilisateur des sommes indument payées par lui.

En cas de désaccord entre l'utilisateur à l'origine de la contestation et JCDecaux, ou en cas de non réponse ou de non transmission des nouvelles données de facturation dans le délai de 10 jours, alors la gestion de ce désaccord relève de la responsabilité de JCDecaux et le gestionnaire du Compte Mobilité est habilité à procéder à la demande de règlement des prestations non contestées. Si le

RETOUR OJ

montant réclamé par JCDecaux n'a pas été payé par l'utilisateur, le gestionnaire du Compte Mobilité et JCDecaux suspendent l'accès au service Vélocité pour l'utilisateur et JCDecaux adresse au gestionnaire du Compte un avoir du montant figurant sur la facture contestée. Le service pourra être rouvert à cet utilisateur à la demande de JCDecaux.

En cas de contestation engagée à l'encontre d'un autre partenaire du Compte Mobilité, le règlement du montant relatif au service Vélocité pourra être mis en attente de paiement par le gestionnaire du Compte Mobilité. Cette mise en attente ne pourra pas dépasser 1 mois, pour les montants ne faisant pas l'objet de la contestation.

ARTICLE 9 : GESTION DES DONNEES ET PROTECTION DE LA VIE PRIVEE

Lors de l'inscription au Compte Mobilité et au cours de son utilisation, l'utilisateur communique certaines données.

m2A, le gestionnaire du Compte Mobilité et JCDecaux s'engagent à respecter la règlementation applicable en matière de protection des données personnelles et notamment les dispositions du Règlement (UE) général sur la protection des données dit « RGPD » du 27 avril 2016 et de la loi n°78-17 dite « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée.

Les données relatives aux comptes des utilisateurs et à leur usage du Compte Mobilité sont traitées par m2A et le gestionnaire du Compte Mobilité pour permettre l'accès et l'utilisation de ce service. Les modalités de ce traitement sont décrites dans les conditions générales d'utilisation du Compte Mobilité.

Le gestionnaire du Compte Mobilité s'engage à utiliser les données exclusivement dans le cadre des missions qui lui sont confiées à ce titre par m2A.

En tant que partenaire du Compte Mobilité, JCDecaux :

- Est destinataire des données relatives aux utilisateurs du service Vélocité nécessaires à l'exploitation de son service ;
- Transmet au gestionnaire du Compte Mobilité les données relatives à l'utilisation de son service, notamment celles relatives aux déplacements de l'utilisateur (utilisateur, service utilisé, date, heure, informations complémentaires propres à chaque service)

ARTICLE 10 : PROMOTION DU COMPTE MOBILITE

Chaque partenaire du projet Compte Mobilité s'engage à en faire la promotion dans le cadre de sa communication, et notamment à :

- participer activement à l'animation : propositions commerciales, événementiels…
- apporter toutes les informations utiles à la promotion du service, que la promotion soit réalisée par le gestionnaire du Compte Mobilité ou par m2A,
- faciliter la distribution de ses services commercialisés par le « Compte Mobilités », la distribution ne devant pas être plus complexe que celle de ses propres services,
- promouvoir le service offert par le « Compte Mobilité » auprès de ses propres clients.

Formation du personnel du gestionnaire du Compte Mobilité au service Vélocité et réciproquement

RETOUR OJ

ARTICLE 11 : GESTION DE LA RELATION CLIENT ET DES SINISTRES

Lorsqu'un utilisateur du Compte Mobilité utilise le service opéré par JCDecaux, il est le client de JCDecaux qui reste son interlocuteur privilégié, en particulier pour toutes les questions opérationnelles : dégradation du vélo, difficultés lors de l'accès ou la restitution etc. Le gestionnaire du Compte Mobilité n'intervient que sur les questions relatives au paiement des sommes dues.

ARTICLE 12 : INTERFACE TECHNIQUE

JCDecaux veille au bon fonctionnement de l'interface technique entre son système d'information et le serveur du Compte Mobilité. Il s'engage à intervenir en tant que de besoin et dans les meilleurs délais, en cas de défaillance de cette interface, en lien avec le gestionnaire du Compte Mobilité et avec le mainteneur des outils du Compte du Mobilité.

ARTICLE 13 : CLAUSE FINANCIERE

JCDecaux supporte les éventuelles charges supplémentaires induites par les engagements pris dans le cadre de la présente convention de partenariat. En contrepartie, JCDecaux ne participe pas au financement de l'exploitation du Compte Mobilité, à l'exception des éventuels frais induits par le non-respect de la présente convention, du fait des manquements constatés de JCDecaux.

La participation financière de JCDecaux à des campagnes ou événements promotionnels, à un programme de fidélité ou toute autre action temporaire ou durable visant à promouvoir l'usage du Compte Mobilité, s'effectuera dans des conditions à fixer en accord avec m2A et le gestionnaire du Compte Mobilité. Elle fera l'objet d'un accord exprès entre les Parties concernées.

ARTICLE 14 : CLAUSE DE NON CONCURRENCE

JCDecaux s'engage à ne pas prendre part à un dispositif similaire au Compte mobilité sur le territoire de l'agglomération mulhousienne.

ARTICLE 15 : CONDITIONS GENERALES DE VENTE / CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION

Les conditions générales d'utilisation du Compte mobilité sont rédigées et mises en œuvre afin d'assurer le fonctionnement du Compte-Mobilité dans le respect de la présente convention et notamment de son article 2. Il est entendu que les conditions générales de vente et d'utilisation du partenaire trouvent à s'appliquer dans le cadre des services mis en œuvre par l'intermédiaire du Compte Mobilité. Le cas échéant, des conditions particulières de vente et/ou des conditions particulières d'utilisation peuvent être rédigées.

JCDecaux s'engage à informer la Ville de Mulhouse, m2A et le gestionnaire du Compte mobilité de tout projet de modification de ces conditions générales ou particulières préalablement à leur mise en œuvre et si possible au moins 1 mois avant. Toute modification proposée devra faire l'objet d'une approbation par m2A avant sa mise en œuvre.

ARTICLE 16 : DUREE

La présente convention entre en vigueur à compter du lancement opérationnel du Compte Mobilité pour une période allant jusqu'au 31 décembre 2018.

RETOUR OJ

Dans le cadre du renouvellement de la convention de la délégation de service public pour la gestion du service public de la mobilité urbaine de Mulhouse Alsace Agglomération, en cours de consultation organisée par m2A, et sous réserve que Soléa soit formellement reconduit en qualité de délégataire du service public, à compter du 1er janvier 2019, dans le cadre d'une nouvelle convention qui aura pour échéance le 31 décembre 2024, la présente convention de partenariat est reconductible automatiquement par période d'une année, sans pouvoir dépasser l'échéance du 31 décembre 2024, et sauf dénonciation par lettre recommandée avec accusé réception devant être adressée à chaque partie au plus tard le 30 septembre.

ARTICLE 17 : CONDITIONS DE RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée infructueuse.

La convention pourra également être résiliée de plein droit dans les mêmes conditions énoncées ci-avant si le service Vélocité est suspendu ou arrêté.

La résiliation de la présente convention ne donne lieu à aucune indemnisation de part et d'autre.

ARTICLE 18 : REGLEMENT DES LITIGES

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention. À défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en quadruple exemplaire à Mulhouse.

Pour Mulhouse Alsace Agglomération
Le Président

Pour la Ville de Mulhouse
Le Maire

Pour JCDecaux

Pour Soléa

RETOUR OJ

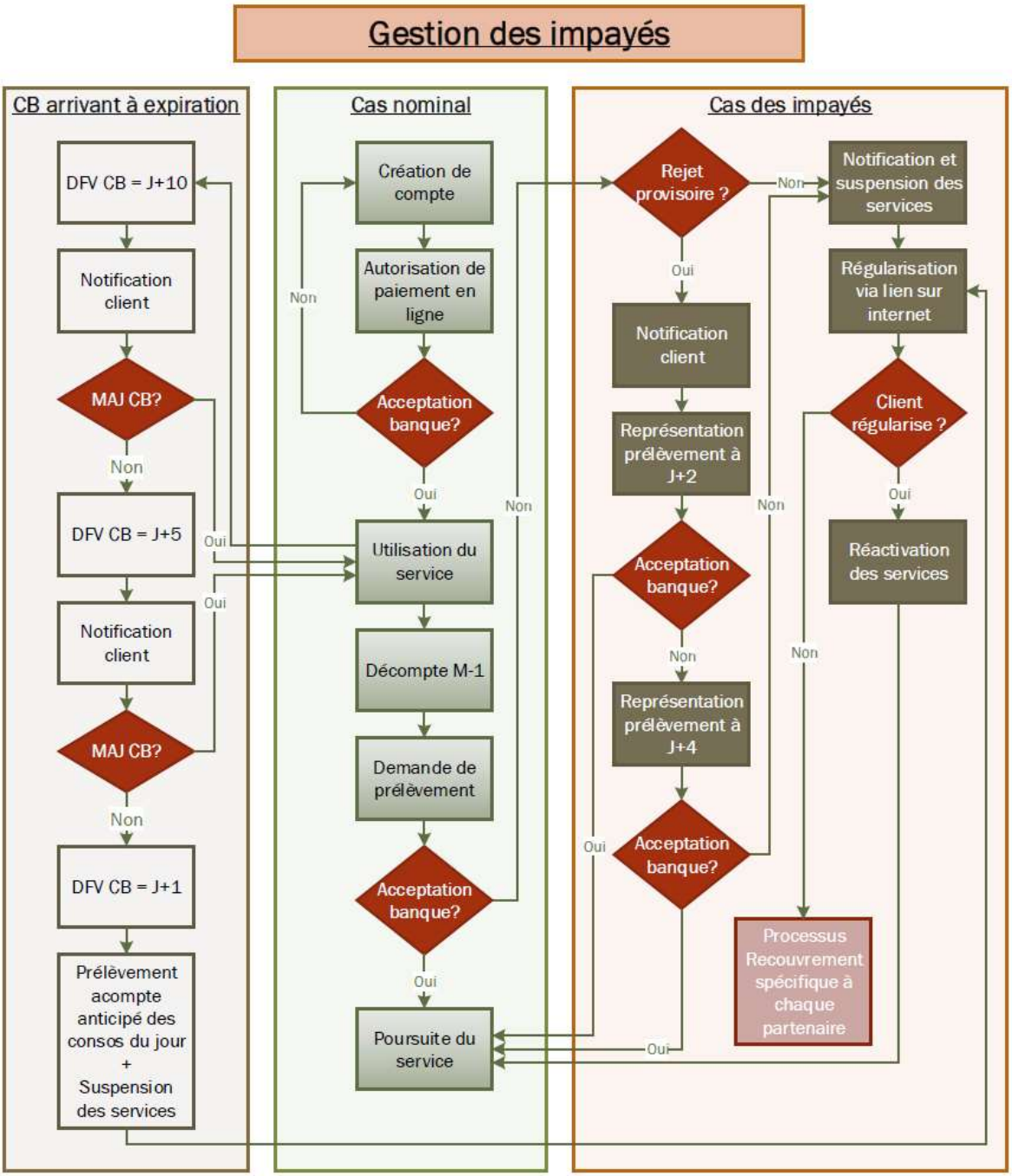
Annexe 1 : données de facturation

- Décompte des consommations effectuées sur le mois par chaque usager, y compris le montant correspondant à l'abonnement
- Décompte des pénalités éventuelles appliquées sur le mois aux usagers concernés
- Une référence de facturation unique sera utilisée pour chaque usager, elle se compose : n° de l'abonné + mois + année

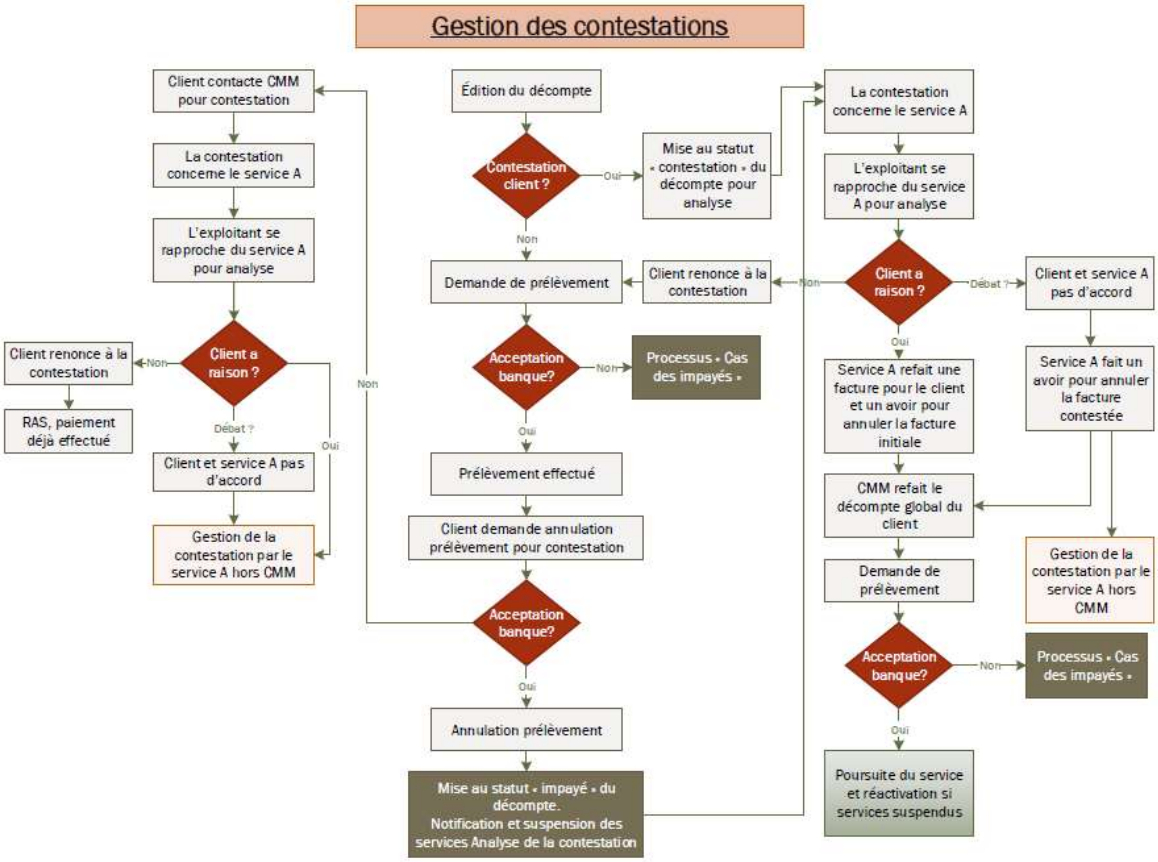
Nom du champ	Type de données	Longueur maximale	Valeurs autorisées	Champ obligatoire ?	Description
subscriberid	Entier	9	Valeur positive	Oui	L'identifiant de l'abonné, issu du service Compte Mobilité
reference	Chaine de caractères	30		Oui	Une référence d'identification des données transmises, unique par partenaire.
pretaxamount	Numérique		Valeur positive ou nulle	Oui	Le montant total HT de la facture
vatrate	Numérique		Valeur positive ou nulle	Oui	Le taux de TVA applicable
amountincludingvat	Numérique		Valeur positive ou nulle	Oui	Le montant total TTC de la facture
startdatetime	Date/heure			Oui	La date/heure de début de la période associée à la facture
enddatetime	Date/heure			Oui	La date/heure de fin de la période associée à la facture

RETOUR OJ

Annexe 2 : procédures



RETOUR OJ


Gestion des contestations
Client contacte CMM pour contestation
La contestation concerne le service A
L'exploitant se rapproche du service A pour analyse
Client a raison ?
Client renonce à la contestation
RAS, paiement déjà effectué
Débat ?
Client et service A pas d'accord
Gestion de la contestation par le service A hors CMM
Non
Oui
Édition du décompte
Contestation client ?
Oui
Mise au statut « contestation » du décompte pour analyse
Non
Demande de prélèvement
Client renonce à la contestation
Acceptation banque?
Non
Processus « Cas des impayés »
Oui
Prélèvement effectué
Client demande annulation prélèvement pour contestation
Acceptation banque?
Oui
Annulation prélèvement
Mise au statut « impayé » du décompte.
Notification et suspension des services Analyse de la contestation
La contestation concerne le service A
L'exploitant se rapproche du service A pour analyse
Client a raison ?
Non
Débat ?
Client et service A pas d'accord
Oui
Service A refait une facture pour le client et un avoir pour annuler la facture initiale
Service A fait un avoir pour annuler la facture contestée
CMM refait le décompte global du client
Gestion de la contestation par le service A hors CMM
Demande de prélèvement
Acceptation banque?
Non
Processus « Cas des impayés »
Oui
Poursuite du service et réactivation si services suspendus

RETOUR OJ

Annexe 3 : conditions générales d'utilisation du Compte Mobilité

RETOUR OJ

COMPTE MOBILITE

CONVENTION DE PARTENARIAT



RETOUR OJ

Entre,

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par son Président, M. Fabian JORDAN, dûment habilité par la délibération du Conseil d'Agglomération du 24 septembre 2018,

ci-après désignée par « m2A »,

Et

Soléa, Société Anonyme d'Economie Mixte Locale au capital de 1 500 000 €, dont le siège est 97, rue de la Mertzau 68 100 MULHOUSE, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de MULHOUSE sous le numéro 945 551 018, représentée par Monsieur Guillaume ARIBAUD, son Directeur Général,

ci-après désignée par « Soléa » ou « le gestionnaire du Compte Mobilité »

Et

La Ville de Mulhouse, représentée par son Maire, Mme Michèle LUTZ, dûment habilitée par la délibération du Conseil Municipal du 18 octobre 2018,

ci-après désignée par « la Ville de Mulhouse »

Et

Citiz, ….

ci après désignée par « Citiz »

collectivement désignées par « les Parties »

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT:

RETOUR OJ

PREAMBULE :

Dans le cadre de sa politique globale des mobilités, m2A a souhaité mettre en œuvre un dispositif innovant permettant aux habitants d'avoir un accès simplifié aux différents services de mobilité présents sur le territoire, et par conséquent, d'en développer l'usage.

Désigné sous le nom de « Compte Mobilité », ce nouveau service regroupe différentes solutions de mobilité (transports en commun, stationnement, vélo en libre-service, voiture en libre-service, location de vélos électriques etc.). Il permet aux usagers d'accéder de manière simplifiée à ces services de mobilité grâce à une application ou une carte spécifique. Les usagers paient les services utilisés en une seule fois, au début du mois suivant celui de ses consommations payantes, en ayant la garantie de bénéficier des tarifs les plus adaptés.

m2A a piloté le projet de Compte Mobilité depuis 2015 en partenariat avec la Ville de Mulhouse et l'ensemble des opérateurs des services de mobilité, dont Citiz. Une convention a notamment été signée avec Cityway, filiale du Groupe Transdev, pour développer les outils nécessaires à la mise en œuvre du Compte Mobilité, dont une plateforme dédiée, un site Internet, une application et des interfaces entre cette plateforme et les serveurs des partenaires. Ce projet a également bénéficié du soutien financier de la Caisse des Dépôts et Consignations et du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire.

Le lancement grand public du Compte Mobilité est prévu en septembre 2018.

A cette fin, m2A a confié à Soléa, dans le cadre de l'exécution de ses missions déléguées au titre de la convention de gestion du réseau de transports publics urbains conclue pour la période contractuelle du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2018, une mission de gestion du Compte Mobilité couvrant notamment l'animation digitale du Compte Mobilité, les relations opérationnelles avec les partenaires, la perception mensuelle des recettes pour leur compte et le reversement mensuel à chacun d'eux des recettes perçues au titre de leurs activités propres. Cette mission de gestion du Compte Mobilité n'emporte pas de mission d'exploitation de services de mobilité accessibles depuis le Compte Mobilité. Chaque Partenaire reste responsable du service qu'il opère, de son bon fonctionnement, de la relation avec les clients et de son risque industriel. Il est ainsi entendu que Soléa, ou sa filiale, exerce une mission de commissionnaire transparent.

Dans le cadre du renouvellement de la convention de la délégation de service public pour la gestion du service public de la mobilité urbaine de Mulhouse Alsace Agglomération, en cours de consultation organisée par m2A, et sous réserve que Soléa soit formellement reconduit en qualité de délégataire du service public, à compter du 1er janvier 2019, dans le cadre d'une nouvelle convention qui aura pour échéance le 31 décembre 2024, les missions déléguées au titre de la gestion du Compte Mobilité (cf article 4 de ladite convention de DSP) seront poursuivies selon les termes et conditions de la présente convention de partenariat

En tant que gestionnaire de voitures en libre-service, Citiz est un partenaire du Compte Mobilité et son engagement est essentiel pour le bon fonctionnement du service, sa promotion et plus généralement, pour son succès commercial.

La présente convention a pour objet de définir les modalités opérationnelles du partenariat entre les Parties pour mettre en œuvre le Compte Mobilité.

RETOUR OJ

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les engagements et responsabilités réciproques des Parties afin d'assurer le bon fonctionnement du Compte Mobilité. Il s'agit notamment de préciser les règles de tarification applicables, les règles de facturation et de reversement des recettes, le partage des coûts, les modalités de gestion des données.

ARTICLE 2 : REPARTITION DES RESPONSABILITES :

Comme énoncé dans le préambule, le gestionnaire du Compte Mobilité n'a vocation à exercer qu'une mission de commissionnaire transparent. A ce titre, il assure le bon fonctionnement de l'application « Compte Mobilité » et la mise en relation des utilisateurs du Compte Mobilité avec les différents partenaires, dont Citiz.

Il est donc entendu, dans ce cadre, que le gestionnaire du Compte Mobilité n'exerce pas l'activité de chacun des partenaires. Ceux-ci restent pleinement maîtres de leur stratégie industrielle et commerciale ; ils sont responsables de leurs risques d'exploitation (notamment la couverture des dommages aux personnes, des dommages aux biens, des dégradations et des vols) et définissent les modes de fonctionnement de leurs services dans les règles de l'art propres à chacune de leurs activités. Ils conservent également la relation pleine et entière avec leurs clients.

A ce titre, chaque Partie, reste seule responsable dans les conditions du droit commun des dommages consécutifs à son fait personnel, à son activité, ou que son personnel ou les personnes agissant sous son autorité pourraient causer aux tiers ou aux biens à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 3 : PERIODE TRANSITOIRE

Pour une période transitoire, qui ne pourra pas dépasser l'échéance du 31/12/2019, le système de facturation de Citiz n'étant pas encore adapté, le partenaire facturera au gestionnaire du Compte Mobilité, les prestations effectuées pour son compte.

Pour autant, les parties conviennent que Citiz continuera à porter tous les risques de fonctionnement de ses services selon les mêmes modalités qu'une prestation effectuée en direct, c'est-à-dire sans l'intermédiaire du Compte Mobilité. A ce titre Citiz convient qu'elle restera responsable de tout dommage trouvant son origine ou affectant ses biens et services. Le périmètre du gestionnaire du Compte Mobilité, étant limité au fonctionnement du « Compte Mobilité », sa responsabilité ne pourrait être engagée sur les dommages trouvant leur origine dans la réalisation de la prestation du partenaire Citiz auprès des utilisateurs du service « voiture en libre-service ». Citiz déchargera le gestionnaire du Compte Mobilité des éventuelles conséquences financières directes et indirectes, que le gestionnaire du Compte Mobilité aurait à subir.

Citiz se réserve le droit de suspendre le service à tout utilisateur dont l'encours mensuel atteint ou dépasse 300 €.

Par dérogation à l'article 9, pendant la phase transitoire Citiz n'est pas en mesure de transmettre au gestionnaire du Compte Mobilité un avoir égal au montant contesté. La procédure permettant au gestionnaire du Compte Mobilité de suspendre le service « voiture en libre-service » et de demander

RETOUR OJ

le prélèvement des montants non contestés sera adapté et débutera par une phase de suspension globale des services accessibles par le Compte Mobilité.

A l'issue de la période transitoire, les factures seront établies par Citiz à l'égard de leurs clients, et reprendront le détail des prestations exécutées pour le compte des utilisateurs du service~~,~~

ARTICLE 4 : ACCES AU SERVICE CITIZ / DELAI DE TRAITEMENT DES NOUVEAUX UTILISATEURS

Citiz autorise m2A et le gestionnaire du Compte Mobilité à proposer l'accès aux voitures en libre-service gérées par Citiz aux utilisateurs du Compte Mobilité, sous réserve que les équipements et logiciels nécessaires soient en service.

L'utilisateur ayant sélectionné le service « Voitures en libre-service », accède à ce service avec l'application et la carte du Compte Mobilité, dans des conditions techniques similaires à celles des utilisateurs actuels.

Citiz garantit à tout utilisateur valablement inscrit au Compte Mobilité, un accès possible aux voitures en libre-service, sous réserve de validation des informations et pièces justificatives particulières demandées. Cette validation est effectuée dans un délai maximum de 48h ouvrées après réception des données et pièces justificatives. Citiz se réserve le droit de refuser l'accès à tout utilisateur ayant un contentieux ouvert ou ayant eu des comportements préjudiciables à la bonne marche du service. Citiz ne s'engage pas sur le délai de transmission de la carte du Compte Mobilité, qui relève de la responsabilité du gestionnaire du Compte Mobilité.

A tout moment, Citiz peut demander au gestionnaire du Compte Mobilité de suspendre l'accès aux voitures en libre-service pour un utilisateur, notamment en cas de non-respect par cet utilisateur du règlement ou des conditions générales de vente ou d'utilisation propres à son service.

Si Citiz fait évoluer les conditions techniques d'accès aux voitures en libre-service, Citiz en informera m2A et le gestionnaire du Compte Mobilité suffisamment tôt, pour que m2A puisse faire évoluer les outils du Compte Mobilité afin d'assurer aux utilisateurs du Compte Mobilité des conditions équivalentes d'accès aux voitures en libre-service.

ARTICLE 5 : REGLES TARIFAIRES APPLICABLES AUX UTILISATEURS DU COMPTE MOBILITE

Les utilisateurs du Compte Mobilité ayant sélectionné le service « voitures en libre-service » bénéficient de tarifs spécifiques, à savoir, les tarifs à l'usage pratiqués dans le cadre de l'abonnement « Classique ». Il n'y a pas d'abonnement facturé aux utilisateurs du Compte Mobilité.

Citiz s'engage à informer m2A et le gestionnaire du Compte Mobilité de tout projet de modification des tarifs préalablement à sa mise en œuvre et si possible au moins 1 mois avant.

Citiz peut avoir des tarifs combinés avec d'autres partenaires du Compte Mobilité, mais ces tarifs ne doivent pas être plus intéressants que ceux commercialisés aux utilisateurs du Compte Mobilité.

ARTICLE 6 : REGLES DE FACTURATION

Les services consommés pendant le mois M sont réglés par l'utilisateur du Compte Mobilité au début du mois M+1. Un décompte regroupant l'ensemble des services consommés et les montants associés est préalablement transmis à chaque utilisateur par le gestionnaire du Compte Mobilité. Ce décompte regroupe les montants dus aux partenaires.

Afin de pouvoir transmettre aux utilisateurs le décompte du mois M au plus tard le 7 du mois M+1, pour un paiement le 10, Citiz s'engage à transmettre au gestionnaire du Compte Mobilité les données de facturation prévues à l'annexe 1 avant le 5 du mois M+1. Dans le cas où Citiz serait dans l'impossibilité d'envoyer ces éléments avant le 7 du mois, le gestionnaire du compte Mobilité est habilité à lancer la procédure de recouvrement sans les éléments d'Citiz.

Le respect des délais et cette procédure s'entendent en mode nominal. En cas de situation dégradée, le gestionnaire du Compte Mobilité s'engage à faire ses meilleurs efforts à pouvoir transmettre aux utilisateurs, dans les meilleurs délais, les décomptes des partenaires pour perception de recettes.

Ces informations sont transmises pour chaque utilisateur inscrit au service « voitures en libre-service » au courant du mois M, quel que soit le montant du. Elles sont transmises via les outils du Compte Mobilité prévus à cet effet.

ARTICLE 7 : REGLES DE REVERSEMENT DES RECETTES

Les recettes payées par les utilisateurs du Compte Mobilité sont perçues par le gestionnaire du Compte Mobilité pour le compte des partenaires.

Le gestionnaire du Compte Mobilité s'engage à reverser mensuellement à Citiz la totalité des recettes perçues pour son compte, au plus tard le 20 du mois M+1.

Le gestionnaire du Compte Mobilité transmettra également un état détaillé des transactions et des impayés, permettant à Citiz de recouper mensuellement les recettes reversées avec les données de facturation transmises par Citiz selon les conditions décrites préalablement.

ARTICLE 8 : GESTION DES IMPAYES

En cas d'impayé, le gestionnaire du Compte Mobilité applique la procédure « Gestion des impayés » décrite en annexe.

Dans ce cadre, il peut être amené à suspendre l'usage des services via le Compte Mobilité. Cette procédure de suspension implique également Citiz qui s'engage à mettre en œuvre les actions prévues pour rendre cette suspension effective et pour la rétablir le cas échéant.

Lorsque la procédure de gestion des impayés conduit à une régularisation par l'utilisateur des sommes dues, avec versement de ces sommes sur le compte du gestionnaire du Compte Mobilité, alors le gestionnaire du Compte Mobilité verse la part due à Citiz lors du prochain reversement mensuel des recettes ou lors d'un versement spécifique.

Lorsque la procédure de gestion des impayés ne conduit pas à une régularisation par l'utilisateur des sommes dues avant le 20 du mois M+2, alors, pour le compte de m2A, le gestionnaire du Compte Mobilité couvre cet impayé à hauteur du montant du dépôt de garantie, pratiqué par Citiz pour les autres utilisateurs, à savoir 150€. Ce versement s'effectue lors du reversement mensuel des recettes (M+2) ou lors d'un versement spécifique.

ARTICLE 9 : GESTION DES CONTENTIEUX AVEC LES UTILISATEURS SUR LE MONTANT A REGLER

En cas de contestation par un utilisateur du Compte Mobilité, du montant à régler pour le service « voitures en libre-service », le gestionnaire du Compte Mobilité applique la procédure « Gestion des contestations » décrite en annexe.

Lorsque Citiz est consulté par le gestionnaire du Compte Mobilité pour rendre un avis sur la contestation, alors Citiz dispose de 10 jours pour se prononcer sur le bien-fondé de la contestation.

Par dérogation à la procédure « Gestion des contestations », le montant facturé par Citiz ne peut être modifié postérieurement à l'envoi des données de facturation. En effet, les éventuelles modifications des données de facturation sont gérées par un crédit sur la facture du moins suivant. En conséquence, si la contestation porte sur le montant à régler pour le service « voiture en libre-service », le gestionnaire du Compte mobilité ne suspend pas la demande de prélèvement. En cas d'impayés, la procédure dédiée s'applique.

En cas de désaccord entre l'utilisateur à l'origine de la contestation et Citiz, ou en cas de non réponse dans le délai de 10 jours, ou en cas d'annulation par la banque de l'utilisateur du prélèvement, alors la gestion de ce désaccord relève de la responsabilité de Citiz et le gestionnaire du Compte Mobilité est habilité à procéder à la demande de règlement des prestations non contestées. Si le montant réclamé par Citiz n'a pas été payé par l'utilisateur, le gestionnaire du Compte Mobilité et Citiz suspendent l'accès au service « voiture en libre-service » pour l'utilisateur et Citiz adresse au gestionnaire du Compte un avoir du montant figurant sur la facture contestée. Le service pourra être rouvert à cet utilisateur à la demande de Citiz.

Si Citiz ne recouvre pas le montant qui lui est dû avant le 20 du mois M+2, alors Citiz peut adresser au gestionnaire du Compte Mobilité une facture d'un montant égal au montant du dépôt de garantie pratiqué avec les autres utilisateurs, à savoir 150€. Le service « voiture en libre-service » ne peut être rouvert. Au cas où Citiz recouvre tout ou partie du montant dû postérieurement au versement par le gestionnaire du Compte Mobilité des 150€, alors Citiz rembourse au gestionnaire du Compte Mobilité une quote-part égale à 150€ multiplié par le rapport entre le montant réellement perçu et le montant dû.

En cas de contestation engagée à l'encontre d'un autre partenaire du Compte Mobilité, le règlement du montant relatif au service « voitures en libre-service » pourra être mis en attente de paiement par le gestionnaire du Compte Mobilité. Cette mise en attente ne pourra pas dépasser 1 mois, pour les montants ne faisant pas l'objet de la contestation.

ARTICLE 10 : GESTION DES DONNEES ET PROTECTION DE LA VIE PRIVEE

Lors de l'inscription au Compte Mobilité et au cours de son utilisation, l'utilisateur communique certaines données.

m2A, le gestionnaire du Compte Mobilité et Citiz s'engagent à respecter la règlementation applicable en matière de protection des données personnelles et notamment les dispositions du Règlement (UE) général sur la protection des données dit « RGPD » du 27 avril 2016 et de la loi n°78-17 dite « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée.

Les données relatives aux comptes des utilisateurs et à leur usage du Compte Mobilité sont traitées par m2A et le gestionnaire du Compte Mobilité pour permettre l'accès et l'utilisation de ce service.

Le gestionnaire du Compte Mobilité s'engage à utiliser les données exclusivement dans le cadre des missions qui lui sont confiées à ce titre par m2A. Les modalités de ce traitement sont décrites dans les conditions générales d'utilisation du Compte Mobilité.

En tant que partenaire du Compte Mobilité, Citiz :

- Est destinataire des données relatives aux utilisateurs du service « voitures en libre-service » nécessaires à l'exploitation de son service ;
- Transmet au gestionnaire du Compte Mobilité les données relatives à l'utilisation de son service, notamment celles relatives aux déplacements de l'utilisateur (utilisateur, service utilisé, date, heure, informations complémentaires propres à chaque service)

ARTICLE 11 : PROMOTION DU COMPTE MOBILITE

Chaque partenaire du projet Compte Mobilité s'engage à en faire la promotion dans le cadre de sa communication, et notamment à :

- participer activement à l'animation : propositions commerciales, événementiels…
- apporter toutes les informations utiles à la promotion du service, que la promotion soit réalisée par le gestionnaire du Compte Mobilité ou par m2A,
- faciliter la distribution de ses services commercialisés par le « Compte Mobilités », la distribution ne devant pas être plus complexe que celle de ses propres services,
- promouvoir le service offert par le « Compte Mobilité » auprès de ses propres clients.

Formation du personnel du gestionnaire du Compte Mobilité au service « voitures en libre-service » et réciproquement.

ARTICLE 12 : GESTION DE LA RELATION CLIENT ET DES SINISTRES

Lorsqu'un utilisateur du Compte Mobilité utilise le service opéré par Citiz, il est le client de Citiz qui reste son interlocuteur privilégié, en particulier pour toutes les questions opérationnelles : dégradations du matériel loué, difficultés lors de l'accès ou la restitution etc. Le gestionnaire du Compte Mobilité n'intervient que sur les questions relatives au paiement des sommes dues.

ARTICLE 13 : INTERFACE TECHNIQUE

Citiz veille au bon fonctionnement de l'interface technique entre son système d'information et le serveur du Compte Mobilité. Il s'engage à intervenir en tant que de besoin et dans les meilleurs délais, en cas de défaillance de cette interface, en lien avec le gestionnaire du Compte Mobilité et avec le mainteneur des outils du Compte du Mobilité.

ARTICLE 14 : CLAUSE FINANCIERE

Citiz supporte les éventuelles charges supplémentaires induites par les engagements pris dans le cadre de la présente convention de partenariat. En contrepartie, Citiz ne participe pas au financement de l'exploitation du Compte Mobilité, à l'exception des éventuels frais induits par le non-respect de la présente convention, du fait des manquements constatés de Citiz.

La participation financière de Citiz à des campagnes ou événements promotionnels, à un programme de fidélité ou toute autre action temporaire ou durable visant à promouvoir l'usage du Compte Mobilité, s'effectuera dans des conditions à fixer en accord avec m2A et le gestionnaire du Compte Mobilité. Elle fera l'objet d'un accord exprès entre les Parties concernées.

ARTICLE 15 : CLAUSE DE NON CONCURRENCE

Citiz s'engage à ne pas prendre part à un dispositif similaire au Compte mobilité sur le territoire de l'agglomération mulhousienne.

RETOUR OJ

ARTICLE 16 : CONDITIONS GENERALES DE VENTE / CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION

Les conditions générales d'utilisation du Compte mobilité sont rédigées et mises en œuvre afin d'assurer le fonctionnement du Compte-Mobilité dans le respect de la présente convention et notamment de son article 2. Il est entendu que les conditions générales de vente et d'utilisation du partenaire trouvent à s'appliquer dans le cadre des services mis en œuvre par l'intermédiaire du Compte Mobilité. Le cas échéant, des conditions particulières de vente et/ou des conditions particulières d'utilisation peuvent être rédigées.

Citiz s'engage à informer m2A et le gestionnaire du Compte mobilité de tout projet de modification de ces conditions générales ou particulières préalablement à leur mise en œuvre et si possible au moins 1 mois avant.

ARTICLE 17 : DUREE

La présente convention entre en vigueur à compter du lancement opérationnel du Compte Mobilité pour une période allant jusqu'au 31 décembre 2018.

Dans le cadre du renouvellement de la convention de la délégation de service public pour la gestion du service public de la mobilité urbaine de Mulhouse Alsace Agglomération, en cours de consultation organisée par m2A, et sous réserve que Soléa soit formellement reconduit en qualité de délégataire du service public, à compter du 1er janvier 2019, dans le cadre d'une nouvelle convention qui aura pour échéance le 31 décembre 2024, la présente convention de partenariat est reconductible automatiquement par période d'une année, sans pouvoir dépasser l'échéance du 31 décembre 2024, et sauf dénonciation par lettre recommandée avec accusé réception devant être adressée à chaque partie au plus tard le 30 septembre.

ARTICLE 18 : CONDITIONS DE RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée infructueuse.

La convention pourra également être résiliée de plein droit dans les mêmes conditions énoncées ci-avant si le service « voitures en libre-service » est suspendu ou arrêté.

La résiliation de la présente convention ne donne lieu à aucune indemnisation de part et d'autre.

ARTICLE 19 : REGLEMENT DES LITIGES

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation ou à l'exécution de Ia présente convention. À défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

RETOUR OJ

Fait en quadruple exemplaire à Mulhouse.

Pour Mulhouse Alsace Agglomération
Le Président

Pour Citiz

Pour Soléa

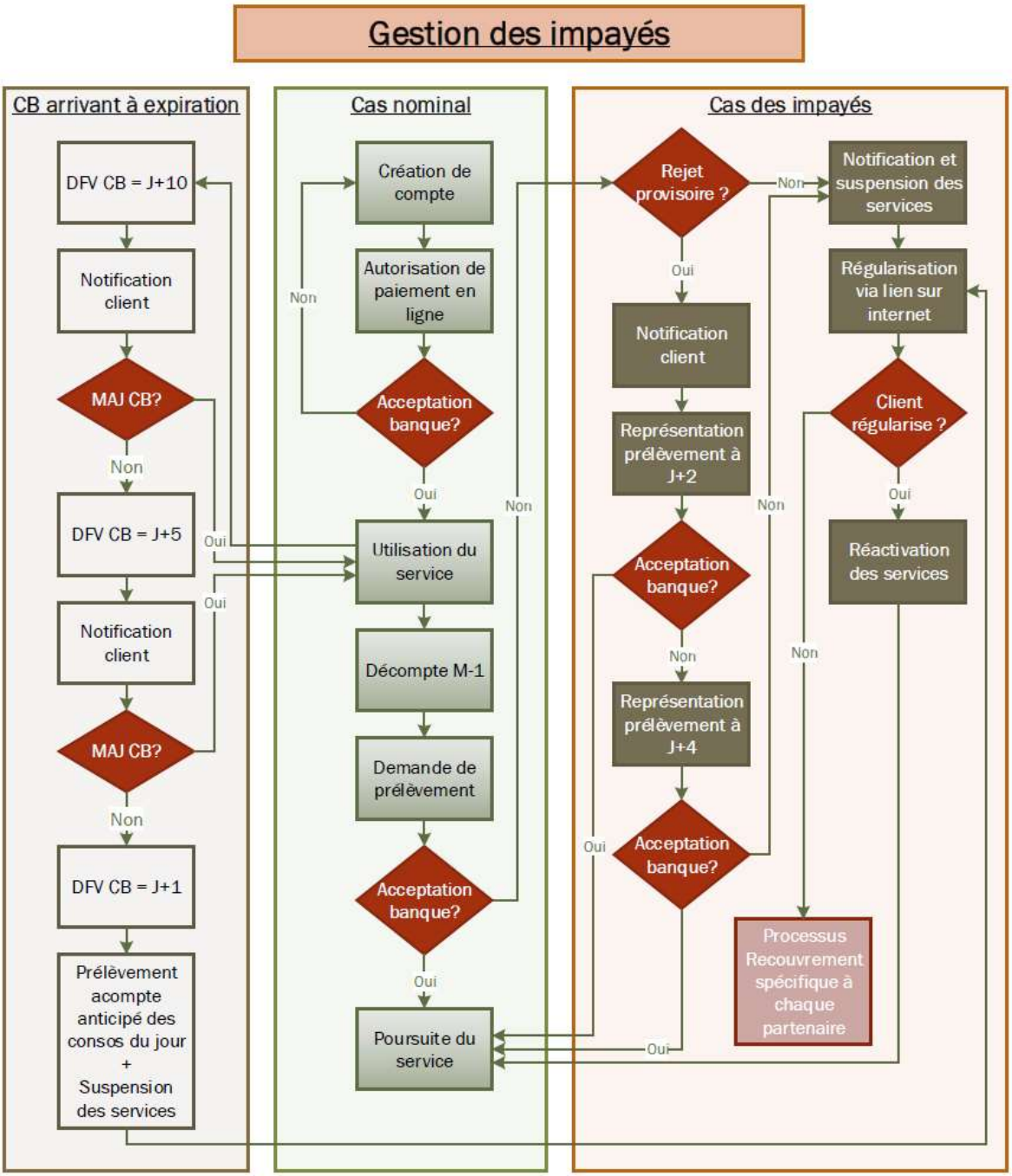
RETOUR OJ

Annexe 1 : données de facturation

- Décompte des consommations effectuées sur le mois par chaque usager, y compris le montant correspondant à l'abonnement
- Décompte des pénalités éventuelles appliquées sur le mois aux usagers concernés
- Une référence de facturation unique sera utilisée pour chaque usager, elle se compose : n° de l'abonné + mois + année

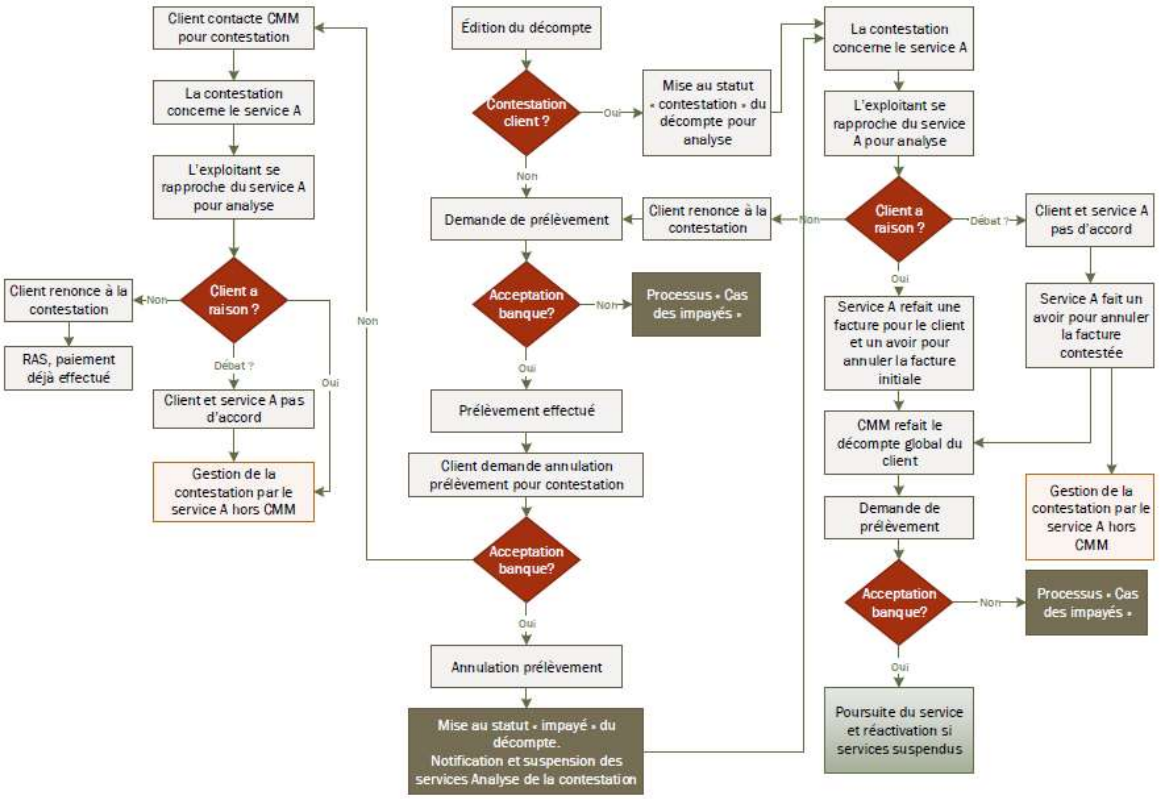
Nom du champ	Type de données	Longueur maximale	Valeurs autorisées	Champ obligatoire ?	Description
subscriberid	Entier	9	Valeur positive	Oui	L'identifiant de l'abonné, issu du service Compte Mobilité
reference	Chaine de caractères	30		Oui	Une référence d'identification des données transmises, unique par partenaire.
pretaxamount	Numérique		Valeur positive ou nulle	Oui	Le montant total HT de la facture
vatrate	Numérique		Valeur positive ou nulle	Oui	Le taux de TVA applicable
amountincludingvat	Numérique		Valeur positive ou nulle	Oui	Le montant total TTC de la facture
startdatetime	Date/heure			Oui	La date/heure de début de la période associée à la facture
enddatetime	Date/heure			Oui	La date/heure de fin de la période associée à la facture

Annexe 2 : procédures



RETOUR OJ

Gestion des contestations



RETOUR OJ

Annexe 3 : conditions générales d’utilisation du Compte Mobilité

RETOUR OJ

COMPTE MOBILITE

CONVENTION DE PARTENARIAT



RETOUR OJ

Entre,

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par son Président, M. Fabian JORDAN, dûment habilité par la délibération du Conseil d'Agglomération du 24 septembre 2018,

ci-après désignée par « m2A »,

Et

Soléa, Société Anonyme d'Economie Mixte Locale au capital de 1 500 000 €, dont le siège est 97, rue de la Mertzau 68 100 MULHOUSE, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de MULHOUSE sous le numéro 945 551 018, représentée par Monsieur Guillaume ARIBAUD, son Directeur Général,

ci-après désignée par « Soléa » ou « le gestionnaire du Compte Mobilité »

Et

La Ville de Mulhouse, représentée par son Maire, Mme Michèle LUTZ, dûment habilitée par la délibération du Conseil Municipal du 18 octobre 2018,

ci-après désignée par « la Ville de Mulhouse »

Et

Indigo, ….

ci après désignée par « Indigo »

collectivement désignées par « les Parties »

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT:

RETOUR OJ

PREAMBULE :

Dans le cadre de sa politique globale des mobilités, m2A a souhaité mettre en œuvre un dispositif innovant permettant aux habitants d'avoir un accès simplifié aux différents services de mobilité présents sur le territoire, et par conséquent, d'en développer l'usage.

Désigné sous le nom de « Compte Mobilité », ce nouveau service regroupe différentes solutions de mobilité (transports en commun, stationnement, vélo en libre-service, voiture en libre-service, location de vélos électriques etc.). Il permet aux usagers d'accéder de manière simplifiée à ces services de mobilité grâce à une application ou une carte spécifique. Les usagers paient les services utilisés en une seule fois, au début du mois suivant celui de ses consommations payantes, en ayant la garantie de bénéficier des tarifs les plus adaptés.

m2A a piloté le projet de Compte Mobilité depuis 2015 en partenariat avec la Ville de Mulhouse et l'ensemble des opérateurs des services de mobilité, dont Indigo. Une convention a notamment été signée avec Cityway, filiale du Groupe Transdev, pour développer les outils nécessaires à la mise en œuvre du Compte Mobilité, dont une plateforme dédiée, un site Internet, une application et des interfaces entre cette plateforme et les serveurs des partenaires. Ce projet a également bénéficié du soutien financier de la Caisse des Dépôts et Consignations et du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire.

Le lancement grand public du Compte Mobilité est prévu en septembre 2018.

A cette fin, m2A a confié à Soléa, dans le cadre de l'exécution de ses missions déléguées au titre de la convention de gestion du réseau de transports publics urbains conclue pour la période contractuelle du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2018, une mission de gestion du Compte Mobilité couvrant notamment l'animation digitale du Compte Mobilité, les relations opérationnelles avec les partenaires, la perception mensuelle des recettes pour leur compte et le reversement mensuel à chacun d'eux des recettes perçues au titre de leurs activités propres. Cette mission de gestion du Compte Mobilité n'emporte pas de mission d'exploitation de services de mobilité accessibles depuis le Compte Mobilité. Chaque Partenaire reste responsable du service qu'il opère, de son bon fonctionnement, de la relation avec les clients et de son risque industriel. Il est ainsi entendu que Soléa, ou sa filiale, exerce une mission de commissionnaire transparent.

Dans le cadre du renouvellement de la convention de la délégation de service public pour la gestion du service public de la mobilité urbaine de Mulhouse Alsace Agglomération, en cours de consultation organisée par m2A, et sous réserve que Soléa soit formellement reconduit en qualité de délégataire du service public, à compter du 1er janvier 2019, dans le cadre d'une nouvelle convention qui aura pour échéance le 31 décembre 2024, les missions déléguées au titre de la gestion du Compte Mobilité (cf article 4 de ladite convention de DSP) seront poursuivies selon les termes et conditions de la présente convention de partenariat

En tant que gestionnaire de parkings, mission exercée dans le cadre d'une délégation de service public avec la Ville de Mulhouse, Indigo est un partenaire du Compte Mobilité et son engagement est essentiel pour le bon fonctionnement du service, sa promotion et plus généralement, pour son succès commercial.

La présente convention a pour objet de définir les modalités opérationnelles du partenariat entre les Parties pour mettre en œuvre le Compte Mobilité.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les engagements et responsabilités réciproques des Parties afin d'assurer le bon fonctionnement du Compte Mobilité. Il s'agit notamment de préciser les règles de tarification applicables, les règles de facturation et de reversement des recettes, le partage des coûts, les modalités de gestion des données.

ARTICLE 2 : REPARTITION DES RESPONSABILITES :

Comme énoncé dans le préambule, le gestionnaire du Compte Mobilité n'a vocation à exercer qu'une mission de commissionnaire transparent. A ce titre, il assure le bon fonctionnement de l'application « Compte Mobilité » et la mise en relation des utilisateurs du Compte Mobilité avec les différents partenaires, dont Indigo.

Il est donc entendu, dans ce cadre, que le gestionnaire du Compte Mobilité n'exerce pas l'activité de chacun des partenaires. Ceux-ci restent pleinement maîtres de leur stratégie industrielle et commerciale ; ils sont responsables de leurs risques d'exploitation et définissent les modes de fonctionnement de leurs services dans les règles de l'art propres à chacune de leurs activités. Ils conservent également la relation pleine et entière avec leurs clients.

A ce titre, chaque Partie, reste seule responsable dans les conditions du droit commun des dommages consécutifs à son fait personnel, à son activité, ou que son personnel ou les personnes agissant sous son autorité pourraient causer aux tiers ou aux biens à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 3 : ACCES AUX PARKINGS / DELAI DE TRAITEMENT DES NOUVEAUX UTILISATEURS

Indigo et la Ville de Mulhouse autorisent m2A et le gestionnaire du Compte Mobilité à proposer l'accès aux parkings gérés par Indigo aux utilisateurs du Compte Mobilité, sous réserve que les équipements et logiciels nécessaires soient en service. Indigo s'engage, dans la mesure du possible, à rendre les parkings Porte Jeune et Centre accessibles aux utilisateurs du Compte Mobilité avant mi-octobre 2018 et le parking Maréchaux avant fin 2018.

L'utilisateur ayant sélectionné le service « Parkings », accède à ce service avec la carte du Compte Mobilité, ou grâce au système de reconnaissance de plaques, pour les parkings qui en sont équipés.

Indigo garantit à tout utilisateur valablement inscrit au Compte Mobilité, un accès possible aux parkings, sans condition particulière, dans un délai de 24h après réception des données relatives à l'inscription. Indigo ne s'engage pas sur le délai de transmission de la carte du Compte Mobilité, qui relève de la responsabilité du gestionnaire du Compte Mobilité.

A tout moment, Indigo peut demander au gestionnaire du Compte Mobilité de suspendre l'accès aux parkings pour un utilisateur, notamment en cas de non-respect par cet utilisateur du règlement ou des conditions générales de vente ou d'utilisation propres à son service.

Si Indigo et la Ville de Mulhouse font évoluer les conditions techniques d'accès parkings, Indigo en informera m2A et le gestionnaire du Compte Mobilité suffisamment tôt, pour que m2A puisse faire évoluer les outils du Compte Mobilité afin d'assurer aux utilisateurs du Compte Mobilité des conditions équivalentes d'accès aux parkings.

RETOUR OJ

ARTICLE 4 : REGLES TARIFAIRES APPLICABLES AUX UTILISATEURS DU COMPTE MOBILITE

Les utilisateurs du Compte Mobilité ayant sélectionné le service Parkings bénéficient des tarifs horaires en vigueur. Il est envisagé, dans un second temps, de proposer aux utilisateurs du Compte Mobilité des abonnements aux parkings. L'accès à un abonnement ne pourra pas se faire sans l'aval de Indigo, pour tenir compte du nombre de places accessibles à ce tarif et des listes d'attente existantes.

Indigo s'engage à informer m2A et le gestionnaire du Compte Mobilité de tout projet de modification des tarifs préalablement à sa mise en œuvre et si possible au moins 1 mois avant.

Indigo peut avoir des tarifs combinés avec d'autres partenaires du Compte Mobilité, mais ces tarifs ne doivent pas être plus intéressants que ceux commercialisés aux utilisateurs du Compte Mobilité.

ARTICLE 5 : REGLES DE FACTURATION

Les services consommés pendant le mois M sont réglés par l'utilisateur du Compte Mobilité au début du mois M+1. Un décompte regroupant l'ensemble des services consommés et les montants associés est préalablement transmis à chaque utilisateur par le gestionnaire du Compte Mobilité. Ce décompte regroupe les montants dus aux partenaires.

Afin de pouvoir transmettre aux utilisateurs le décompte du mois M au plus tard le 7 du mois M+1, pour un paiement le 10, Indigo s'engage à transmettre au gestionnaire du Compte Mobilité les données de facturation prévues à l'annexe 1 avant le 5 du mois M+1. Dans le cas où Indigo serait dans l'impossibilité d'envoyer ces éléments avant le 7 du mois, le gestionnaire du compte Mobilité est habilité à lancer la demande de prélèvement sans les éléments d'Indigo.

Le respect des délais et cette procédure s'entendent en mode nominal. En cas de situation dégradée, le gestionnaire du Compte Mobilité s'engage à faire ses meilleurs efforts à pouvoir transmettre aux utilisateurs, dans les meilleurs délais, les décomptes des partenaires pour perception de recettes.

Ces informations sont transmises pour chaque utilisateur inscrit au service d'accès aux parkings Indigo au courant du mois M, quel que soit le montant du. Elles sont transmises via les outils du Compte Mobilité prévus à cet effet.

ARTICLE 6 : REGLES DE REVERSEMENT DES RECETTES

Les recettes payées par les utilisateurs du Compte Mobilité sont perçues par le gestionnaire du Compte Mobilité pour le compte des partenaires.

Le gestionnaire du Compte Mobilité s'engage à reverser mensuellement à Indigo la totalité des recettes perçues pour son compte, au plus tard le 20 du mois M+1.

Le gestionnaire du Compte Mobilité transmettra également un état détaillé des transactions et des impayés, permettant à Indigo de recouper mensuellement les recettes reversées avec les données de facturation transmises par Indigo selon les conditions décrites préalablement.

ARTICLE 7 : GESTION DES IMPAYES

En cas d'impayé, le gestionnaire du Compte Mobilité applique la procédure « Gestion des impayés » décrite en annexe.

RETOUR OJ

Dans ce cadre, il peut être amené à suspendre l'usage des services via le Compte Mobilité. Cette procédure de suspension implique également Indigo qui s'engage à mettre en œuvre les actions prévues pour rendre cette suspension effective et pour la rétablir le cas échéant.

Lorsque la procédure de gestion des impayés conduit à une régularisation par l'utilisateur des sommes dues, avec versement de ces sommes sur le compte du gestionnaire du Compte Mobilité, alors le gestionnaire du Compte Mobilité verse la part due à Indigo lors du prochain reversement mensuel des recettes ou lors d'un versement spécifique.

Lorsque la procédure de gestion des impayés ne conduit pas à une régularisation par l'utilisateur des sommes dues avant le 20 du mois M+2, et que la cause de cet impayé est directement liée au service Compte Mobilité, alors, pour le compte de m2A, le gestionnaire du Compte Mobilité couvre cet impayé et verse la part due à Indigo lors du reversement mensuel des recettes (M+2) ou lors d'un versement spécifique.

ARTICLE 8 : GESTION DES CONTENTIEUX AVEC LES UTILISATEURS SUR LE MONTANT A REGLER

En cas de contestation par un utilisateur du Compte Mobilité, du montant à régler pour le service d'accès aux parkings Indigo, le gestionnaire du Compte Mobilité applique la procédure « Gestion des contestations » décrite en annexe.

Lorsqu'Indigo est consulté par le gestionnaire du Compte Mobilité pour rendre un avis sur la contestation, alors Indigo dispose de 10 jours pour se prononcer sur le bien-fondé de la contestation et transmettre, le cas échéant, les nouvelles données de facturation au gestionnaire du Compte Mobilité.

En cas d'acceptation de la contestation par Indigo et si le paiement a été suspendu ou annulé par la banque de l'utilisateur, alors les nouvelles données de facturation à transmettre par Indigo sont (1) un avoir du montant de la facture contestée et (2) une nouvelle facture. Sur cette base, le gestionnaire du Compte Mobilité renvoie un décompte modificatif à l'utilisateur puis demande le prélèvement sur cette base.

En cas de renoncement à la contestation et si le paiement a été suspendu ou annulé par la banque de l'utilisateur, alors le gestionnaire du Compte Mobilité demande le prélèvement sur la base de la facture initiale.

En cas d'acceptation de la contestation par Indigo et si Indigo a déjà perçu le montant objet de la contestation, alors Indigo procède directement au remboursement à l'utilisateur des sommes indument payées par lui.

En cas de désaccord entre l'utilisateur à l'origine de la contestation et Indigo, ou en cas de non réponse ou de non transmission des nouvelles données de facturation dans le délai de 10 jours, alors la gestion de ce désaccord relève de la responsabilité d'Indigo et le gestionnaire du Compte Mobilité est habilité à procéder à la demande de règlement des prestations non contestées. Si le montant réclamé par Indigo n'a pas été payé par l'utilisateur, le gestionnaire du Compte Mobilité et Indigo suspendent l'accès aux parkings pour l'utilisateur et Indigo adresse au gestionnaire du Compte un avoir du montant figurant sur la facture contestée. Le service pourra être rouvert à cet utilisateur à la demande d'Indigo.

En cas de contestation engagée à l'encontre d'un autre partenaire du Compte Mobilité, le règlement du montant relatif au service d'accès aux parkings Indigo pourra être mis en attente de paiement par

le gestionnaire du Compte Mobilité. Cette mise en attente ne pourra pas dépasser 1 mois, pour les montants ne faisant pas l'objet de la contestation.

ARTICLE 9 : GESTION DES DONNEES ET PROTECTION DE LA VIE PRIVEE

Lors de l'inscription au Compte Mobilité et au cours de son utilisation, l'utilisateur communique certaines données.

m2A, le gestionnaire du Compte Mobilité et Indigo s'engagent à respecter la règlementation applicable en matière de protection des données personnelles et notamment les dispositions du Règlement (UE) général sur la protection des données dit « RGPD » du 27 avril 2016 et de la loi n°78-17 dite « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée.

Les données relatives aux comptes des utilisateurs et à leur usage du Compte Mobilité sont traitées par m2A et le gestionnaire du Compte Mobilité pour permettre l'accès et l'utilisation de ce service.

Le gestionnaire du Compte Mobilité s'engage à utiliser les données exclusivement dans le cadre des missions qui lui sont confiées à ce titre par m2A. Les modalités de ce traitement sont décrites dans les conditions générales d'utilisation du Compte Mobilité.

En tant que partenaire du Compte Mobilité, Indigo :

- Est destinataire des données relatives aux utilisateurs du service « accès aux parkings » nécessaires à l'exploitation de son service ;
- Transmet au gestionnaire du Compte Mobilité les données relatives à l'utilisation de son service, notamment celles relatives aux déplacements de l'utilisateur (utilisateur, service utilisé, date, heure, informations complémentaires propres à chaque service)

ARTICLE 10 : PROMOTION DU COMPTE MOBILITE

Chaque partenaire du projet Compte Mobilité s'engage à en faire la promotion dans le cadre de sa communication, et notamment à :

- participer activement à l'animation : propositions commerciales, événementiels…
- apporter toutes les informations utiles à la promotion du service, que la promotion soit réalisée par le gestionnaire du Compte Mobilité ou par m2A,
- faciliter la distribution de ses services commercialisés par le « Compte Mobilités », la distribution ne devant pas être plus complexe que celle de ses propres services,
- promouvoir le service offert par le « Compte Mobilité » auprès de ses propres clients.

Formation du personnel du gestionnaire du Compte Mobilité au service d'accès aux parkings Indigo et réciproquement.

ARTICLE 11 : GESTION DE LA RELATION CLIENT ET DES SINISTRES

Lorsqu'un utilisateur du Compte Mobilité utilise le service opéré par Indigo, il est le client d'Indigo qui reste son interlocuteur privilégié, en particulier pour toutes les questions opérationnelles : dégradation du matériel, difficultés lors de l'accès ou de la sortie d'un parking etc. Le gestionnaire du Compte Mobilité n'intervient que sur les questions relatives au paiement des sommes dues.

ARTICLE 12 : INTERFACE TECHNIQUE

Indigo veille au bon fonctionnement de l'interface technique entre son système d'information et le serveur du Compte Mobilité. Il s'engage à intervenir en tant que de besoin et dans les meilleurs délais, en cas de défaillance de cette interface, en lien avec le gestionnaire du Compte Mobilité et avec le mainteneur des outils du Compte du Mobilité.

ARTICLE 13 : CLAUSE FINANCIERE

Indigo supporte les éventuelles charges supplémentaires induites par les engagements pris dans le cadre de la présente convention de partenariat. En contrepartie, Indigo ne participe pas au financement de l'exploitation du Compte Mobilité, à l'exception des éventuels frais induits par le non-respect de la présente convention, du fait des manquements constatés d'Indigo.

La participation financière d'Indigo à des campagnes ou événements promotionnels, à un programme de fidélité ou toute autre action temporaire ou durable visant à promouvoir l'usage du Compte Mobilité, s'effectuera dans des conditions à fixer en accord avec m2A et le gestionnaire du Compte Mobilité. Elle fera l'objet d'un accord exprès entre les Parties concernées.

ARTICLE 14 : CLAUSE DE NON CONCURRENCE

Indigo s'engage à ne pas prendre part à un dispositif similaire au Compte mobilité sur le territoire de l'agglomération mulhousienne.

ARTICLE 15 : CONDITIONS GENERALES DE VENTE / CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION

Les conditions générales d'utilisation du Compte mobilité sont rédigées et mises en œuvre afin d'assurer le fonctionnement du Compte-Mobilité dans le respect de la présente convention et notamment de son article 2. Il est entendu que les conditions générales de vente et d'utilisation du partenaire trouvent à s'appliquer dans le cadre des services mis en œuvre par l'intermédiaire du Compte Mobilité. Le cas échéant, des conditions particulières de vente et/ou des conditions particulières d'utilisation peuvent être rédigées.

Indigo s'engage à informer la Ville de Mulhouse, m2A et le gestionnaire du Compte mobilité de tout projet de modification de ces conditions générales ou particulières préalablement à leur mise en œuvre et si possible au moins 1 mois avant. Toute modification proposée devra faire l'objet d'une approbation par m2A avant sa mise en œuvre.

ARTICLE 16 : DUREE

La présente convention entre en vigueur à compter du lancement opérationnel du Compte Mobilité pour une période allant jusqu'au 31 décembre 2018.

Dans le cadre du renouvellement de la convention de la délégation de service public pour la gestion du service public de la mobilité urbaine de Mulhouse Alsace Agglomération, en cours de consultation organisée par m2A, et sous réserve que Soléa soit formellement reconduit en qualité de délégataire du service public, à compter du 1er janvier 2019, dans le cadre d'une nouvelle convention qui aura pour échéance le 31 décembre 2024, la présente convention de partenariat est reconductible automatiquement par période d'une année, sans pouvoir dépasser l'échéance du 31 décembre 2024, et sauf dénonciation par lettre recommandée avec accusé réception devant être adressée à chaque partie au plus tard le 30 septembre.

ARTICLE 17 : CONDITIONS DE RESILIATION

RETOUR OJ

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée infructueuse.

La convention pourra également être résiliée de plein droit dans les mêmes conditions énoncées ci-avant si le service d'accès aux parkings Indigo est suspendu ou arrêté.

La résiliation de la présente convention ne donne lieu à aucune indemnisation de part et d'autre.

ARTICLE 18 : REGLEMENT DES LITIGES

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation ou à l'exécution de Ia présente convention. À défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en quadruple exemplaire à Mulhouse.

Pour Mulhouse Alsace Agglomération
Le Président

Pour la Ville de Mulhouse
Le Maire

Pour Indigo

Pour Soléa

RETOUR OJ

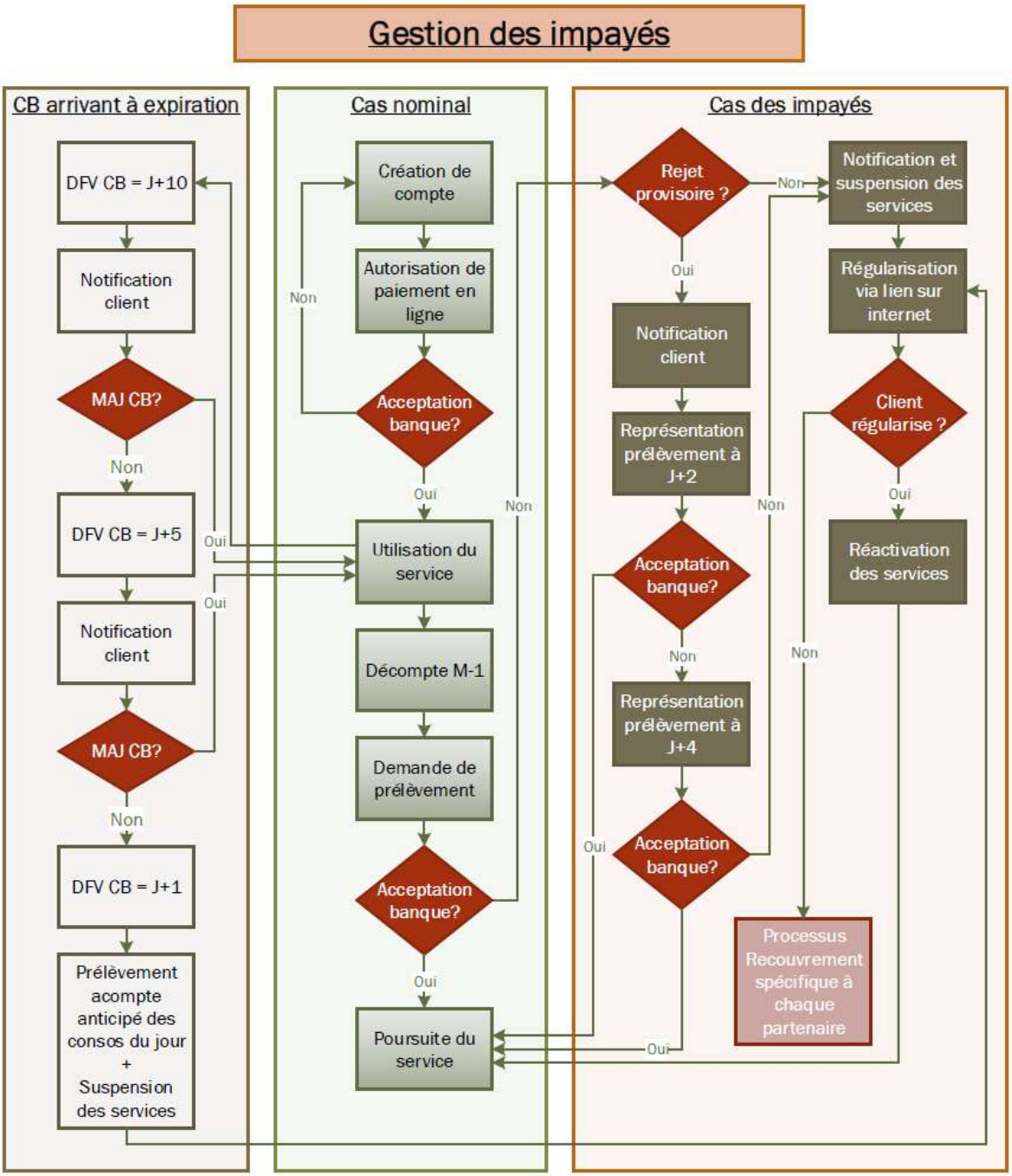
Annexe 1 : données de facturation

- Décompte des consommations effectuées sur le mois par chaque usager, y compris le montant correspondant à l'abonnement
- Décompte des pénalités éventuelles appliquées sur le mois aux usagers concernés
- Une référence de facturation unique sera utilisée pour chaque usager, elle se compose : n° de l'abonné + mois + année

Nom du champ	Type de données	Longueur maximale	Valeurs autorisées	Champ obligatoire ?	Description
subscriberid	Entier	9	Valeur positive	Oui	L'identifiant de l'abonné, issu du service Compte Mobilité
reference	Chaine de caractères	30		Oui	Une référence d'identification des données transmises, unique par partenaire.
pretaxamount	Numérique		Valeur positive ou nulle	Oui	Le montant total HT de la facture
vatrate	Numérique		Valeur positive ou nulle	Oui	Le taux de TVA applicable
amountincludingvat	Numérique		Valeur positive ou nulle	Oui	Le montant total TTC de la facture
startdatetime	Date/heure			Oui	La date/heure de début de la période associée à la facture
enddatetime	Date/heure			Oui	La date/heure de fin de la période associée à la facture

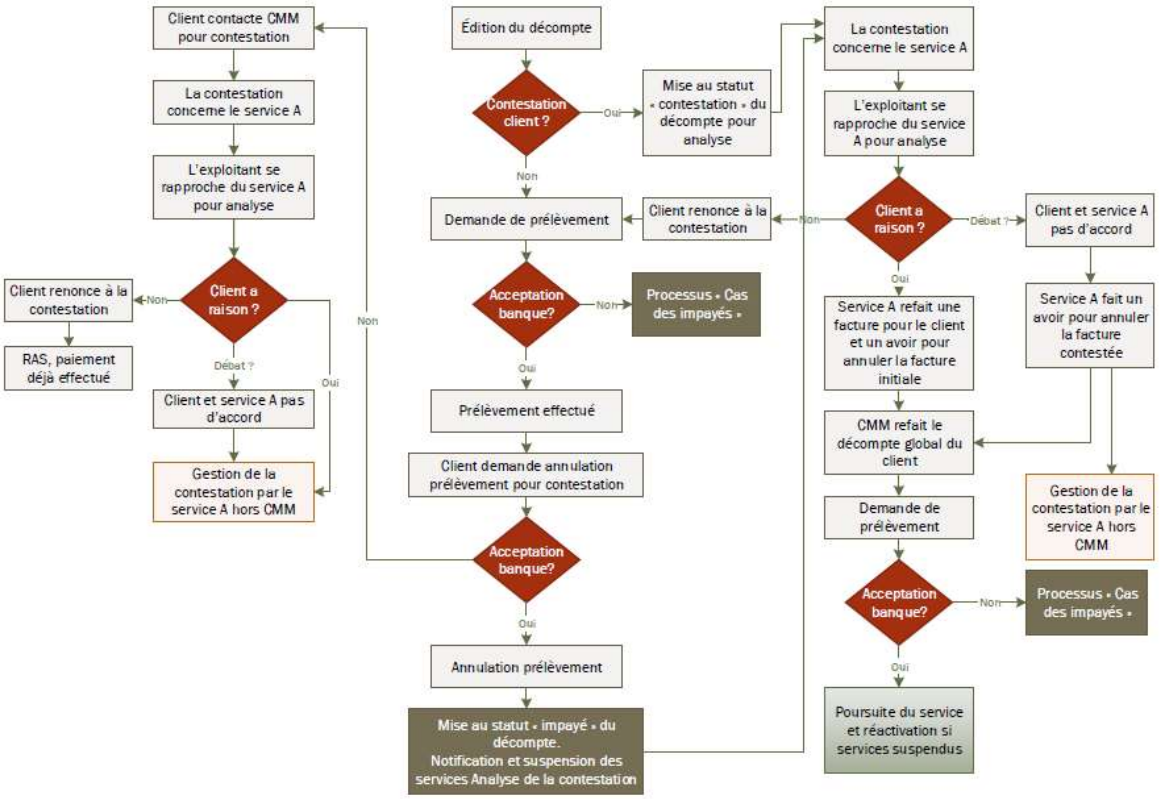
RETOUR OJ

Annexe 2 : procédures



RETOUR OJ

Gestion des contestations



RETOUR OJ

Annexe 3 : conditions générales d’utilisation du Compte Mobilité

RETOUR OJ

COMPTE MOBILITE

CONVENTION DE PARTENARIAT



RETOUR OJ

Entre,

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par son Président, M. Fabian JORDAN, dûment habilité par la délibération du Conseil d'Agglomération du 24 septembre 2018,

ci-après désignée par « m2A »,

Et

Soléa, Société Anonyme d'Economie Mixte Locale au capital de 1 500 000 €, dont le siège est 97, rue de la Mertzau 68 100 MULHOUSE, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de MULHOUSE sous le numéro 945 551 018, représentée par Monsieur Guillaume ARIBAUD, son Directeur Général,

ci-après désignée par « Soléa » ou « le gestionnaire du Compte Mobilité »

Et

La Ville de Mulhouse, représentée par son Maire, Mme Michèle LUTZ, dûment habilitée par la délibération du Conseil Municipal du 18 octobre 2018,

ci-après désignée par « la Ville de Mulhouse »

Et

La Société CITIVIA SPL, société publique locale au capital de 1.500.000 €, inscrite au R.C.S. de Mulhouse sous le n° B 378 749 972 dont le siège social est fixé à Mulhouse, 5 rue Lefebvre, représentée par Monsieur Stephan MUZIKA, son Directeur Général,

ci-après désignée par « CITIVIA SPL »

Et

La Société CITIVIA SEM, Société d'Economie Mixte au capital de 3 809 185 €, inscrite au R.C.S. de Colmar sous le n° TI 388 286 056 dont le siège social est au 5 Rue Lefebvre – 68100 MULHOUSE, représentée par M. Stephan MUZIKA, son Directeur Général,

ci-après désignée par « CITIVIA SEM »

collectivement désignées par « les Parties »

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT:

RETOUR OJ

PREAMBULE :

Dans le cadre de sa politique globale des mobilités, m2A a souhaité mettre en œuvre un dispositif innovant permettant aux habitants d'avoir un accès simplifié aux différents services de mobilité présents sur le territoire, et par conséquent, d'en développer l'usage.

Désigné sous le nom de « Compte Mobilité », ce nouveau service regroupe différentes solutions de mobilité (transports en commun, stationnement, vélo en libre-service, voiture en libre-service, location de vélos électriques etc.). Il permet aux usagers d'accéder de manière simplifiée à ces services de mobilité grâce à une application ou une carte spécifique. Les usagers paient les services utilisés en une seule fois, au début du mois suivant celui de ses consommations payantes, en ayant la garantie de bénéficier des tarifs les plus adaptés.

m2A a piloté le projet de Compte Mobilité depuis 2015 en partenariat avec la Ville de Mulhouse et l'ensemble des opérateurs des services de mobilité, dont Citivia SPL et Citivia SEM. Une convention a notamment été signée avec Cityway, filiale du Groupe Transdev, pour développer les outils nécessaires à la mise en œuvre du Compte Mobilité, dont une plateforme dédiée, un site Internet, une application et des interfaces entre cette plateforme et les serveurs des partenaires. Ce projet a également bénéficié du soutien financier de la Caisse des Dépôts et Consignations et du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire.

Le lancement grand public du Compte Mobilité est prévu en septembre 2018.

A cette fin, m2A a confié à Soléa, dans le cadre de l'exécution de ses missions déléguées au titre de la convention de gestion du réseau de transports publics urbains conclue pour la période contractuelle du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2018, une mission de gestion du Compte Mobilité couvrant notamment l'animation digitale du Compte Mobilité, les relations opérationnelles avec les partenaires, la perception mensuelle des recettes pour leur compte et le reversement mensuel à chacun d'eux des recettes perçues au titre de leurs activités propres. Cette mission de gestion du Compte Mobilité n'emporte pas de mission d'exploitation de services de mobilité accessibles depuis le Compte Mobilité. Chaque Partenaire reste responsable du service qu'il opère, de son bon fonctionnement, de la relation avec les clients et de son risque industriel. Il est ainsi entendu que Soléa, ou sa filiale, exerce une mission de commissionnaire transparent.

Dans le cadre du renouvellement de la convention de la délégation de service public pour la gestion du service public de la mobilité urbaine de Mulhouse Alsace Agglomération, en cours de consultation organisée par m2A, et sous réserve que Soléa soit formellement reconduit en qualité de délégataire du service public, à compter du 1er janvier 2019, dans le cadre d'une nouvelle convention qui aura pour échéance le 31 décembre 2024, les missions déléguées au titre de la gestion du Compte Mobilité (cf article 4 de ladite convention de DSP) seront poursuivies selon les termes et conditions de la présente convention de partenariat.

En tant que gestionnaire de parkings, mission exercée dans le cadre d'une délégation de service public avec la Ville de Mulhouse, Citivia SPL est un partenaire du Compte Mobilité et son engagement est essentiel pour le bon fonctionnement du service, sa promotion et plus généralement, pour son succès commercial. Il en va de même pour Citivia SEM, exploitant en compte propre le parking Fonderie.

RETOUR OJ

La présente convention a pour objet de définir les modalités opérationnelles du partenariat entre les Parties pour mettre en œuvre le Compte Mobilité.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les engagements et responsabilités réciproques des Parties afin d'assurer le bon fonctionnement du Compte Mobilité. Il s'agit notamment de préciser les règles de tarification applicables, les règles de facturation et de reversement des recettes, le partage des coûts, les modalités de gestion des données.

ARTICLE 2 : REPARTITION DES RESPONSABILITES :

Comme énoncé dans le préambule, le gestionnaire du Compte Mobilité n'a vocation à exercer qu'une mission de commissionnaire transparent. A ce titre, il assure le bon fonctionnement de l'application « Compte Mobilité » et la mise en relation des utilisateurs du Compte Mobilité avec les différents partenaires, dont Citivia SPL et Citivia SEM.

Il est donc entendu, dans ce cadre, que le gestionnaire du Compte Mobilité n'exerce pas l'activité de chacun des partenaires. Ceux-ci restent pleinement maîtres de leur stratégie industrielle et commerciale ; ils sont responsables de leurs risques d'exploitation et définissent les modes de fonctionnement de leurs services dans les règles de l'art propres à chacune de leurs activités. Ils conservent également la relation pleine et entière avec leurs clients.

A ce titre, chaque Partie, reste seule responsable dans les conditions du droit commun des dommages consécutifs à son fait personnel, à son activité, ou que son personnel ou les personnes agissant sous son autorité pourraient causer aux tiers ou aux biens à l'occasion de l'exécution de Ia présente convention.

ARTICLE 3 : ACCES AUX PARKINGS / DELAI DE TRAITEMENT DES NOUVEAUX UTILISATEURS

Citivia SPL, Citivia SEM et la Ville de Mulhouse autorisent m2A et le gestionnaire du Compte Mobilité à proposer l'accès aux parkings gérés par Citivia SPL et Citivia SEM aux utilisateurs du Compte Mobilité, sous réserve que les équipements et logiciels nécessaires soient en service. Citivia SPL et Citivia SEM s'engagent, dans la mesure du possible, à rendre les parkings Porte Haute et P2 Gare accessibles aux utilisateurs du Compte Mobilité à la date de lancement, le 20 septembre, et le parking Fonderie avant fin 2018.

L'utilisateur ayant sélectionné le service « Parkings », accède à ce service avec la carte du Compte Mobilité, ou grâce au système de reconnaissance de plaques, pour les parkings qui en sont équipés.

Citivia SPL et Citivia SEM garantissent à tout utilisateur valablement inscrit au Compte Mobilité, un accès possible aux parkings, sans condition particulière, dans un délai de 24h après réception des données relatives à l'inscription. Citivia SPL et Citivia SEM ne s'engagent pas sur le délai de transmission de la carte du Compte Mobilité, qui relève de la responsabilité du gestionnaire du Compte Mobilité.

A tout moment, Citivia SPL et Citivia SEM peuvent demander au gestionnaire du Compte Mobilité de suspendre l'accès aux parkings pour un utilisateur, notamment en cas de non-respect par cet utilisateur du règlement ou des conditions générales de vente ou d'utilisation propres à leur service.

RETOUR OJ

Si Citivia SPL et la Ville de Mulhouse ou Citivia SEM font évoluer les conditions techniques d'accès parkings, Citivia SPL et/ou Citivia SEM en informera m2A et le gestionnaire du Compte Mobilité suffisamment tôt, pour que m2A puisse faire évoluer les outils du Compte Mobilité afin d'assurer aux utilisateurs du Compte Mobilité des conditions équivalentes d'accès aux parkings.

ARTICLE 4 : REGLES TARIFAIRES APPLICABLES AUX UTILISATEURS DU COMPTE MOBILITE

Les utilisateurs du Compte Mobilité ayant sélectionné le service Parkings bénéficient des tarifs horaires en vigueur. Il est envisagé, dans un second temps, de proposer aux utilisateurs du Compte Mobilité des abonnements aux parkings. L'accès à un abonnement ne pourra pas se faire sans l'aval de Citivia SPL et/ou Citivia SEM, pour tenir compte du nombre de places accessibles à ce tarif et des listes d'attente existantes.

Citivia SPL et Citivia SEM s'engagent à informer m2A et le gestionnaire du Compte Mobilité de tout projet de modification des tarifs préalablement à sa mise en œuvre et si possible au moins 1 mois avant.

Citivia SPL et Citivia SEM peuvent avoir des tarifs combinés avec d'autres partenaires du Compte Mobilité, mais ces tarifs ne doivent pas être plus intéressants que ceux commercialisés aux utilisateurs du Compte Mobilité.

ARTICLE 5 : REGLES DE FACTURATION

Les services consommés pendant le mois M sont réglés par l'utilisateur du Compte Mobilité au début du mois M+1. Un décompte regroupant l'ensemble des services consommés et les montants associés est préalablement transmis à chaque utilisateur par le gestionnaire du Compte Mobilité. Ce décompte regroupe les montants dus aux partenaires.

Afin de pouvoir transmettre aux utilisateurs le décompte du mois M au plus tard le 7 du mois M+1, pour un paiement le 10, Citivia SPL et Citivia SEM s'engagent à transmettre au gestionnaire du Compte Mobilité les données de facturation prévues à l'annexe 1 avant le 5 du mois M+1. Dans le cas où Citivia SPL ou Citivia SEM serait dans l'impossibilité d'envoyer ces éléments avant le 7 du mois, le gestionnaire du compte Mobilité est habilité à lancer la demande de prélèvement sans les éléments de Citivia SPL ou Citivia SEM.

Le respect des délais et cette procédure s'entendent en mode nominal. En cas de situation dégradée, le gestionnaire du Compte Mobilité s'engage à faire ses meilleurs efforts à pouvoir transmettre aux utilisateurs, dans les meilleurs délais, les décomptes des partenaires pour perception de recettes.

Ces informations sont transmises pour chaque utilisateur inscrit au service d'accès aux parkings Citivia SPL et Citivia SEM au courant du mois M, quel que soit le montant du. Elles sont transmises via les outils du Compte Mobilité prévus à cet effet.

ARTICLE 6 : REGLES DE REVERSEMENT DES RECETTES

Les recettes payées par les utilisateurs du Compte Mobilité sont perçues par le gestionnaire du Compte Mobilité pour le compte des partenaires.

Le gestionnaire du Compte Mobilité s'engage à reverser mensuellement à Citivia SPL et Citivia SEM la totalité des recettes perçues pour leur compte, au plus tard le 20 du mois M+1.

RETOUR OJ

Le gestionnaire du Compte Mobilité transmettra également un état détaillé des transactions et des impayés, permettant à Citivia SPL et Citivia SEM de recouper mensuellement les recettes reversées avec les données de facturation transmises par Citivia SPL et Citivia SEM selon les conditions décrites préalablement.

ARTICLE 7 : GESTION DES IMPAYES

En cas d'impayé, le gestionnaire du Compte Mobilité applique la procédure « Gestion des impayés » décrite en annexe.

Dans ce cadre, il peut être amené à suspendre l'usage des services via le Compte Mobilité. Cette procédure de suspension implique également Citivia SPL et Citivia SEM qui s'engagent à mettre en œuvre les actions prévues pour rendre cette suspension effective et pour la rétablir le cas échéant.

Lorsque la procédure de gestion des impayés conduit à une régularisation par l'utilisateur des sommes dues, avec versement de ces sommes sur le compte du gestionnaire du Compte Mobilité, alors le gestionnaire du Compte Mobilité verse la part due à Citivia SPL et Citivia SEM lors du prochain reversement mensuel des recettes ou lors d'un versement spécifique.

Lorsque la procédure de gestion des impayés ne conduit pas à une régularisation par l'utilisateur des sommes dues avant le 20 du mois M+2, et que la cause de cet impayé est directement liée au service Compte Mobilité, alors, pour le compte de m2A, le gestionnaire du Compte Mobilité couvre cet impayé et verse la part due à Citivia SPL et Citivia SEM lors du reversement mensuel des recettes (M+2) ou lors d'un versement spécifique.

ARTICLE 8 : GESTION DES CONTENTIEUX AVEC LES UTILISATEURS SUR LE MONTANT A REGLER

En cas de contestation par un utilisateur du Compte Mobilité, du montant à régler pour le service d'accès aux parkings géré par Citivia SPL ou Citivia SEM, le gestionnaire du Compte Mobilité applique la procédure « Gestion des contestations » décrite en annexe.

Lorsque Citivia SPL ou Citivia SEM est consulté par le gestionnaire du Compte Mobilité pour rendre un avis sur la contestation, alors Citivia SPL ou Citivia SEM dispose de 10 jours pour se prononcer sur le bien-fondé de la contestation et transmettre, le cas échéant, les nouvelles données de facturation au gestionnaire du Compte Mobilité.

En cas d'acceptation de la contestation par Citivia SPL ou Citivia SEM et si le paiement a été suspendu ou annulé par la banque de l'utilisateur, alors les nouvelles données de facturation à transmettre par Citivia SPL ou Citivia SEM sont (1) un avoir du montant de la facture contestée et (2) une nouvelle facture. Sur cette base, le gestionnaire du Compte Mobilité renvoie un décompte modificatif à l'utilisateur puis demande le prélèvement sur cette base.

En cas de renoncement à la contestation et si le paiement a été suspendu ou annulé par la banque de l'utilisateur, alors le gestionnaire du Compte Mobilité demande le prélèvement sur la base de la facture initiale.

En cas d'acceptation de la contestation par Citivia SPL ou Citivia SEM et si Citivia SPL ou Citivia SEM a déjà perçu le montant objet de la contestation, alors Citivia SPL ou Citivia SEM procède directement au remboursement à l'utilisateur des sommes indument payées par lui.

En cas de désaccord entre l'utilisateur à l'origine de la contestation et Citivia SPL ou Citivia SEM, ou en cas de non réponse ou de non transmission des nouvelles données de facturation dans le délai de 10 jours, alors la gestion de ce désaccord relève de la responsabilité de Citivia SPL ou Citivia SEM et le gestionnaire du Compte Mobilité est habilité à procéder à la demande de règlement des prestations non contestées. Si le montant réclamé par Citivia SPL ou Citivia SEM n'a pas été payé par l'utilisateur, le gestionnaire du Compte Mobilité et Citivia SPL ou Citivia SEM suspendent l'accès aux parkings pour l'utilisateur et Citivia SPL ou Citivia SEM adresse au gestionnaire du Compte un avoir du montant figurant sur la facture contestée. Le service pourra être rouvert à cet utilisateur à la demande de Citivia SPL ou Citivia SEM.

En cas de contestation engagée à l'encontre d'un autre partenaire du Compte Mobilité, le règlement du montant relatif au service d'accès aux parkings Citivia SPL et Citivia SEM pourra être mis en attente de paiement par le gestionnaire du Compte Mobilité. Cette mise en attente ne pourra pas dépasser 1 mois, pour les montants ne faisant pas l'objet de la contestation.

ARTICLE 9 : GESTION DES DONNEES ET PROTECTION DE LA VIE PRIVEE

Lors de l'inscription au Compte Mobilité et au cours de son utilisation, l'utilisateur communique certaines données.

m2A, le gestionnaire du Compte Mobilité, Citivia SPL et Citivia SEM s'engagent à respecter la règlementation applicable en matière de protection des données personnelles et notamment les dispositions du Règlement (UE) général sur la protection des données dit « RGPD » du 27 avril 2016 et de la loi n°78-17 dite « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée.

Les données relatives aux comptes des utilisateurs et à leur usage du Compte Mobilité sont traitées par m2A et le gestionnaire du Compte Mobilité pour permettre l'accès et l'utilisation de ce service. Les modalités de ce traitement sont décrites dans les conditions générales d'utilisation du Compte Mobilité.

Le gestionnaire du Compte Mobilité s'engage à utiliser les données exclusivement dans le cadre des missions qui lui sont confiées à ce titre par m2A.

En tant que partenaire du Compte Mobilité, Citivia SPL et Citivia SEM :

- sont destinataires des données relatives aux utilisateurs du service « accès aux parkings » nécessaires à l'exploitation de son service ;
- Transmettent au gestionnaire du Compte Mobilité les données relatives à l'utilisation de leur service, notamment celles relatives aux déplacements de l'utilisateur (utilisateur, service utilisé, date, heure, informations complémentaires propres à chaque service).

ARTICLE 10 : PROMOTION DU COMPTE MOBILITE

Chaque partenaire du projet Compte Mobilité s'engage à en faire la promotion dans le cadre de sa communication, et notamment à :

- participer activement à l'animation : propositions commerciales, événementiels…
- apporter toutes les informations utiles à la promotion du service, que la promotion soit réalisée par le gestionnaire du Compte Mobilité ou par m2A,
- faciliter la distribution de ses services commercialisés par le « Compte Mobilités », la distribution ne devant pas être plus complexe que celle de ses propres services,
- promouvoir le service offert par le « Compte Mobilité » auprès de ses propres clients.

RETOUR OJ

Formation du personnel du gestionnaire du Compte Mobilité au service d'accès aux parkings gérés par Citivia SPL et Citivia SEM et réciproquement.

ARTICLE 11 : GESTION DE LA RELATION CLIENT ET DES SINISTRES

Lorsqu'un utilisateur du Compte Mobilité utilise le service opéré par Citivia SPL ou Citivia SEM, il est le client de Citivia SPL ou Citivia SEM qui reste son interlocuteur privilégié, en particulier pour toutes les questions opérationnelles : dégradation du matériel, difficultés lors de l'accès ou de sortie d'un parking etc. Le gestionnaire du Compte Mobilité n'intervient que sur les questions relatives au paiement des sommes dues.

ARTICLE 12 : INTERFACE TECHNIQUE

Citivia SPL et Citivia SEM veillent au bon fonctionnement de l'interface technique entre son système d'information et le serveur du Compte Mobilité. Il s'engage à intervenir en tant que de besoin et dans les meilleurs délais, en cas de défaillance de cette interface, en lien avec le gestionnaire du Compte Mobilité et avec le mainteneur des outils du Compte du Mobilité.

ARTICLE 13 : CLAUSE FINANCIERE

Citivia SPL et Citivia SEM supportent les éventuelles charges supplémentaires induites par les engagements pris dans le cadre de la présente convention de partenariat. En contrepartie, Citivia SPL et Citivia SEM ne participent pas au financement de l'exploitation du Compte Mobilité, à l'exception des éventuels frais induits par le non-respect de la présente convention, du fait des manquements constatés de Citivia SPL et Citivia SEM.

La participation financière de Citivia SPL et Citivia SEM à des campagnes ou événements promotionnels, à un programme de fidélité ou toute autre action temporaire ou durable visant à promouvoir l'usage du Compte Mobilité, s'effectuera dans des conditions à fixer en accord avec m2A et le gestionnaire du Compte Mobilité. Elle fera l'objet d'un accord exprès entre les Parties concernées.

ARTICLE 14 : CLAUSE DE NON CONCURRENCE

Citivia SPL et Citivia SEM s'engagent à ne pas prendre part à un dispositif similaire au Compte mobilité sur le territoire de l'agglomération mulhousienne.

ARTICLE 15 : CONDITIONS GENERALES DE VENTE / CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION

Les conditions générales d'utilisation du Compte mobilité sont rédigées et mises en œuvre afin d'assurer le fonctionnement du Compte-Mobilité dans le respect de la présente convention et notamment de son article 2. Il est entendu que les conditions générales de vente et d'utilisation du partenaire trouvent à s'appliquer dans le cadre des services mis en œuvre par l'intermédiaire du Compte Mobilité. Le cas échéant, des conditions particulières de vente et/ou des conditions particulières d'utilisation peuvent être rédigées.

Citivia SPL et Citivia SEM s'engagent à informer la Ville de Mulhouse, m2A et le gestionnaire du Compte mobilité de tout projet de modification de ces conditions générales ou particulières préalablement à leur mise en œuvre et si possible au moins 1 mois avant. Toute modification proposée devra faire l'objet d'une approbation par m2A avant sa mise en œuvre.

RETOUR OJ

ARTICLE 16 : DUREE

La présente convention entre en vigueur à compter du lancement opérationnel du Compte Mobilité pour une période allant jusqu'au 31 décembre 2018.

Dans le cadre du renouvellement de la convention de la délégation de service public pour la gestion du service public de la mobilité urbaine de Mulhouse Alsace Agglomération, en cours de consultation organisée par m2A, et sous réserve que Soléa soit formellement reconduit en qualité de délégataire du service public, à compter du 1er janvier 2019, dans le cadre d'une nouvelle convention qui aura pour échéance le 31 décembre 2024, la présente convention de partenariat est reconductible automatiquement par période d'une année, sans pouvoir dépasser l'échéance du 31 décembre 2024, et sauf dénonciation par lettre recommandée avec accusé réception devant être adressée à chaque partie au plus tard le 30 septembre.

ARTICLE 17 : CONDITIONS DE RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée infructueuse.

La convention pourra également être résiliée de plein droit dans les mêmes conditions énoncées ci-avant si le service d'accès aux parkings géré par Citivia SPL ou Citivia SEM est suspendu ou arrêté.

La résiliation de la présente convention ne donne lieu à aucune indemnisation de part et d'autre.

ARTICLE 18 : REGLEMENT DES LITIGES

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention. À défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en quadruple exemplaire à Mulhouse.

Pour Mulhouse Alsace Agglomération
Le Président

Pour la Ville de Mulhouse
Le Maire

Pour Citivia SPL

Pour Soléa

RETOUR OJ

Pour Citivia SEM

RETOUR OJ

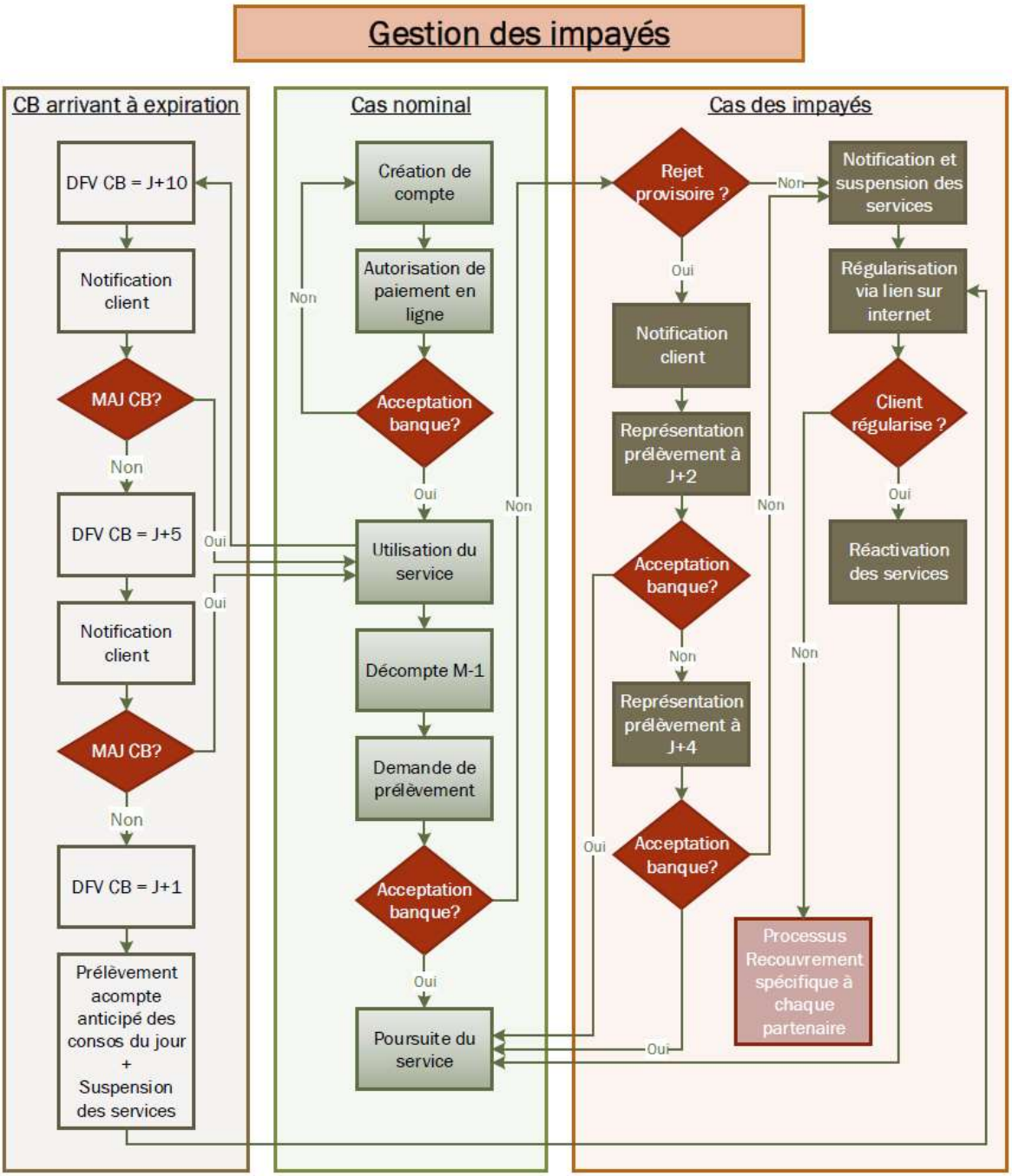
Annexe 1 : données de facturation

- Décompte des consommations effectuées sur le mois par chaque usager, y compris le montant correspondant à l'abonnement
- Décompte des pénalités éventuelles appliquées sur le mois aux usagers concernés
- Une référence de facturation unique sera utilisée pour chaque usager, elle se compose : n° de l'abonné + mois + année

Nom du champ	Type de données	Longueur maximale	Valeurs autorisées	Champ obligatoire ?	Description
subscriberid	Entier	9	Valeur positive	Oui	L'identifiant de l'abonné, issu du service Compte Mobilité
reference	Chaine de caractères	30		Oui	Une référence d'identification des données transmises, unique par partenaire.
pretaxamount	Numérique		Valeur positive ou nulle	Oui	Le montant total HT de la facture
vatrate	Numérique		Valeur positive ou nulle	Oui	Le taux de TVA applicable
amountincludingvat	Numérique		Valeur positive ou nulle	Oui	Le montant total TTC de la facture
startdatetime	Date/heure			Oui	La date/heure de début de la période associée à la facture
enddatetime	Date/heure			Oui	La date/heure de fin de la période associée à la facture

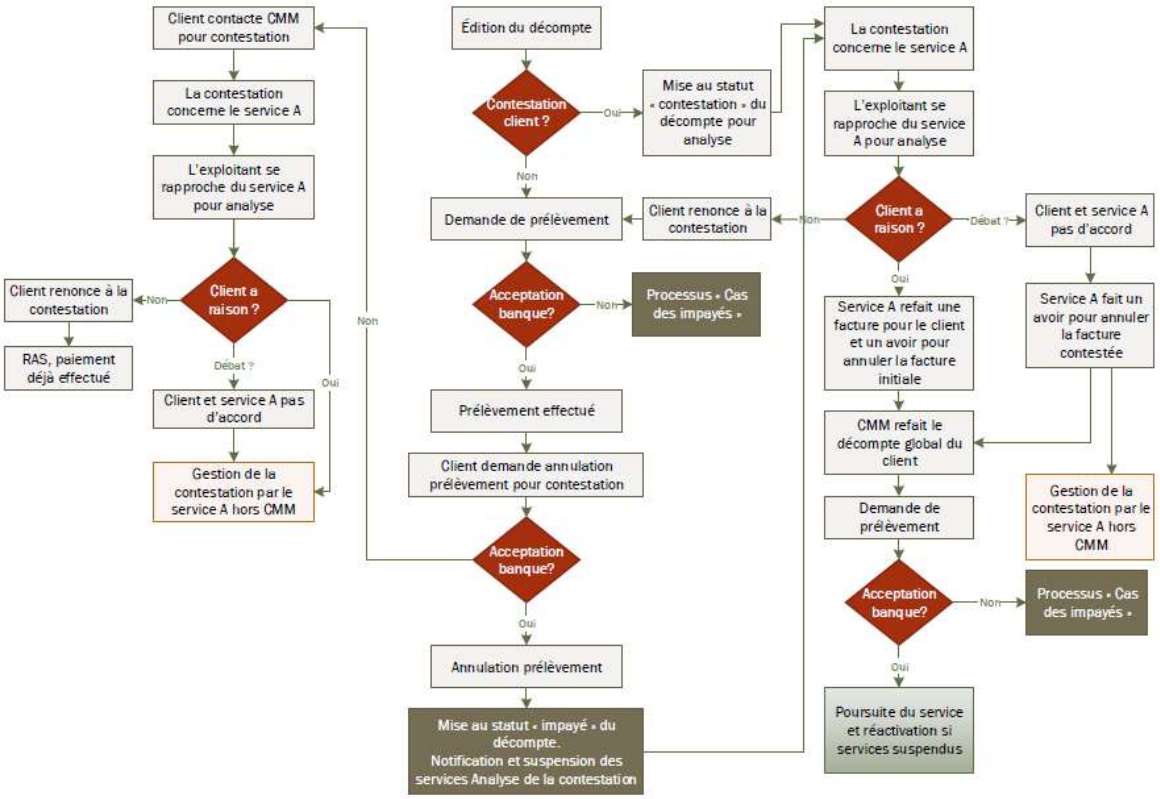
RETOUR OJ

Annexe 2 : procédures



RETOUR OJ

Gestion des contestations



RETOUR OJ

Annexe 3 : conditions générales d’utilisation du Compte Mobilité

RETOUR OJ

Compte Mobilité

Conditions Générales d'Utilisation

1 Préambule

1.1 Objet

Ce document a pour objet de définir les conditions générales d'utilisation du service Compte Mobilité.

Le Compte Mobilité est un nouveau service qui permet d'accéder à tous les modes de déplacement de l'agglomération mulhousienne grâce à un compte unique.

Avec une seule inscription, l'Utilisateur peut se déplacer en bus, en tram, accéder aux vélos en libre-service, aux voitures en libre-service, à certains parkings grâce à une seule application mobile et une seule carte.

Le Compte Mobilité offre également l'opportunité à l'Utilisateur de payer en une seule fois pour tous ses déplacements, et de suivre en temps réel sa consommation (J+1).

1.2 Coordonnées du service et contacts

Les Utilisateurs peuvent contacter le Service Compte Mobilité :

- via un formulaire de contact sur le site internet : www.compte-mobilite.fr

- par courrier : Compte Mobilité, 97 rue de la Mertzau, 68100 MULHOUSE

- par téléphone : 03 89 66 77 88

2 Définitions et périmètre d'application

2.1 Définitions

***« Application »** : renvoie à l'application à destination des smartphones, tablettes électroniques et autres objets connectés compatibles permettant d'accéder au Compte Mobilité. L'Application peut être téléchargée sur les plateformes de téléchargement d'applications en ligne suivantes :*

- App Store qui est exploitée par Apple et concerne les appareils mobiles fonctionnant sous iOS ;

- Google Play qui est exploitée par Google et concerne les appareils mobiles fonctionnant sous Android.

***« Utilisateur »** : Désigne la personne physique majeure ayant conclu les présentes CGU.*

***« Compte Mobilité »** : renvoie au service mis en place par Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) et décrit en préambule des présentes.*

RETOUR OJ

« Compte Personnel » *: renvoie à l'espace réservé aux Utilisateurs (sous condition d'inscription) sur l'Application ou le Site par le biais d'un identifiant et d'un mot de passe, et lui permettant notamment d'accéder aux services proposés par le Compte Mobilité et de suivre sa consommation.*

« Conditions générales d'utilisation ou CGU » *: renvoient aux dispositions prévues aux présentes, acceptées par les Utilisateurs, régissant l'accès et l'utilisation de l'Application et du Site internet du Compte Mobilité.*

« Conditions spécifiques d'utilisation et/de vente des Services Partenaires » *: renvoient aux conditions générales ou particulières d'utilisation et/ou de vente des Partenaires, ou aux règlements d'accès aux services des Partenaires.*

« Données personnelles » *: désignent toutes les informations à caractère personnel concernant un Utilisateur, personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres.*

« Partenaires » *: renvoient aux tiers partenaires proposant des services de mobilité aux Utilisateurs du Compte Mobilité.*

« Responsable de Traitement » *: renvoie à la personne qui détermine les moyens et les finalités d'un traitement de données personnelles. Dans le cadre du traitement de données personnelles nécessaire à la mise en œuvre du Compte Mobilité, m2A est considérée comme responsable de traitement.*

« Service Compte Mobilité » *: renvoie au gestionnaire du Compte Mobilité, en charge de l'exploitation du Compte Mobilité (Application et Site) pour le compte de m2A.*

« Services Partenaires » *: renvoient aux services de mobilité proposés par des tiers partenaires accessibles sur et/ou depuis l'Application ou le Site.*

« Site » *: renvoie au site internet www.compte-mobilite.fr ou au site internet client.compte-mobilité.fr depuis lequel l'Utilisateur peut notamment accéder à son Compte Personnel.*

« Sous-traitant » *: renvoie à la personne traitant des données à caractère personnel pour le compte du Responsable de Traitement. Il agit sous l'autorité du responsable de traitement et sur instruction de celui-ci.*

2.2 Périmètre d'application

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation (CGU) sont applicables à l'utilisation de l'Application mobile « Compte Mobilité » et de toute plateforme ou Site internet donnant accès au Compte Mobilité.

En s'inscrivant au Compte Mobilité et en utilisant le Compte Mobilité, l'Utilisateur accepte sans réserve ces Conditions Générales d'Utilisation. Il s'engage par conséquent, lors de chaque utilisation du Compte Mobilité, à respecter les présentes Conditions Générales d'Utilisation.

En revanche, ces Conditions Générales d'Utilisation n'ont pas vocation à régir les relations entre l'Utilisateur et les Services Partenaires du Compte Mobilité auxquels il souhaite accéder.

L'accès et l'utilisation des Services Partenaires du Compte Mobilité sont subordonnés à l'acceptation de conditions spécifiques d'utilisation et/ou de vente auxquelles tout Utilisateur souhaitant accéder aux dits services doit adhérer.

RETOUR OJ

Dans l'hypothèse d'une contradiction entre les présentes CGU et lesdites conditions spécifiques, les conditions spécifiques prévaudront sur les CGU, à l'exception des dispositions relatives à l'accès au service et de celles relatives aux tarifs et aux modalités de paiement.

3 Structure du service

3.1 Les Services Partenaires du Compte Mobilité

Le Compte Mobilité propose l'accès aux services suivants : *transports en commun (Soléa), vélo en libre-service (VéloCité), véhicule en libre-service (Citiz), parkings en ouvrage (Ville de Mulhouse, Indigo, Citivia).*

3.1.1 Soléa

Soléa vous propose une offre de transports en commun dans l'agglomération mulhousienne en desservant pas moins de 39 communes avec des lignes de bus, de tram ou encore une ligne de tram-train et des services à la demande.

L'Utilisateur du Compte Mobilité qui adhère au service Soléa se conforme au Règlement d'Exploitation en vigueur.

3.1.1.1 Accès au service

Avec le Compte Mobilité, l'accès au service Soléa se fait uniquement depuis l'application mobile dédiée.

Deux fonctionnements sont en vigueur :

- Option « Je paie un abonnement » : Le 1er de chaque mois, l'abonnement mensuel est disponible dans l'application Compte Mobilité. L'Utilisateur voyage librement dans le bus et le tram sans valider ses voyages. La souscription à cet abonnement se fait en tacite reconduction. Lors d'un contrôle, l'Utilisateur devra être en mesure de présenter son abonnement et sa pièce d'identité pour justifier de son profil et avoir suffisamment de batterie ainsi qu'une couverture réseau suffisante pour toute la durée de son voyage.

- Option « Je paie à la consommation » : L'Utilisateur doit valider un voyage sur l'application Compte Mobilité à chaque montée dans un tram ou un bus. La durée de validité du titre est d'une heure pour une libre circulation sur l'ensemble du réseau Soléa. Lorsqu'il aura validé suffisamment de voyages pour atteindre le prix de l'abonnement mensuel (en fonction de son profil), l'Utilisateur pourra voyager en illimité mais devra systématiquement valider un voyage (alors valorisé à 0€).

Il est également possible de voyager à plusieurs peu importe le fonctionnement choisi. Ces passagers supplémentaires s'ajouteront en plus des consommations personnelles de l'Utilisateur.

3.1.1.2 Tarifs

Les tarifs pratiqués avec le Compte mobilité dépendent de l'option tarifaire retenue :

- *Option « Je paie à la consommation » : un dixième du prix du carnet de 10 voyages, pour chaque voyage (soit 1,34 € selon les tarifs en vigueur au 20 septembre 2018) avec plafonnement au prix de l'abonnement mensuel (en fonction de son profil)*
- *Option « Je paie un abonnements » : le prix de l'abonnement mensuel (en fonction de son profil) soit 19,70€ (18 - 25 ans), 43,00 € (26 - 64 ans) et 33,00 € (+ 65 ans) selon les tarifs en vigueur au 20 septembre 2018.*

3.1.2 Vélocité

VéloCité est un service proposé par la Ville de Mulhouse et confié à JC Decaux Mobilier Urbain afin de permettre l'accès à des vélos en libre-service. 240 vélos répartis sur 40 stations sont mis à disposition des Utilisateurs.

3.1.2.1 Accès au service

Avec le Compte Mobilité, l'accès au service VéloCité se fera en présentant la carte Compte Mobilité à une borne et en renseignant un code secret à 4 chiffres choisi par l'Utilisateur lors de son inscription.

Attention, la carte Compte Mobilité remplace alors la carte Vélocité.

/!\ Suite à son inscription, l'Utilisateur devra attendre d'avoir reçu sa carte Compte Mobilité pour accéder au service.

3.1.2.2 Tarifs

La sélection de ce service entraîne le prélèvement d'1€/mois pour l'abonnement au service.

L'Utilisateur bénéficie de 30 minutes gratuites à chaque utilisation. Chaque heure supplémentaire sera facturée 1€ dans un maximum de 5€ par jour.

3.1.3 Citiz

Citiz est un service de location de voitures en libre-service proposant 6 stations à Mulhouse. Pour bénéficier du service Citiz, il faut être titulaire d'un permis de conduire en cours de validation, ne pas avoir fait l'objet de condamnation pour état d'ivresse au cours des 5 dernières années et/ou d'un retrait de permis de conduire supérieur à 45 jours au cours des 3 dernières années.

3.1.3.1 Accès au service

Avec le Compte Mobilité, l'accès au service Citiz se fait via l'application mobile dédiée et la carte Compte Mobilité.

Grâce à l'application Compte Mobilité, l'Utilisateur peut :

- *Réserver une voiture (possible juste avant de partir)*
- *Annuler gratuitement sa réservation jusqu'à 2h avant le départ*
- *Faire l'état des lieux en tenant compte des stickers « vu par Citiz » (également possible avec l'ordinateur de bord (dans la boîte à gant)*
- *Ouvrir les portes du véhicule réservé (également possible avec la carte Compte Mobilité)*

- *Débloquer la voiture et récupérer des clés grâce à l'ordinateur de bord (dans la boîte à gant) + code à 4 chiffres (choisi par l'Utilisateur lors de son inscription)*
- *Réserver sa place de stationnement en remontant l'arceau grâce à la télécommande dans la voiture*
- *Faire le plein avec la carte carburant à disposition dans la voiture (si moins de ¼ du plein)*
- *Fermer les portes*

/!\ Suite à son inscription, l'Utilisateur devra attendre la validation de son permis de conduire par Citiz pour accéder au service.

/!\ Citiz se réserve le droit de refuser l'accès à des utilisateurs ayant un contentieux ouvert ou ayant eu un comportement allant à l'encontre du service Citiz auparavant.

3.1.3.2 Tarifs

Les tarifs varient en fonction de la durée de la réservation, de la taille du véhicule et du nombre de kilomètre effectué.

A titre d'information et selon les tarifs en vigueur chez notre partenaire, les tarifs de location à l'heure sont les suivants :

- Voiture taille S : 3€/heure

- Voiture taille M : 3,50€/heure

- Voiture taille L : 4€/heure

- Voiture taille XL : 4,50€/heure

- Voiture taille XXL : 5€/heure

A ce coût s'ajoute 0,35€/kilomètre pour les voitures de taille S, M et L et 0,45€/kilomètre pour les voitures de taille XL et XXL.

Pour plus de précision, un montant prévisionnel vous sera proposé avant de valider votre réservation.

/!\ Citiz se réserve le droit de suspendre le service à tout utilisateur dont l'encours mensuel atteint ou dépasse 300 €.

3.1.4 Parkings en ouvrage

3.1.4.1 Accès au service

Avec le Compte Mobilité, l'accès au service Parkings proposé par Citivia et Indigo se fera en présentant la carte Compte Mobilité à la borne d'entrée du parking et à la borne de sortie. La durée de stationnement dans le parking sera ainsi enregistrée pour être facturé le mois suivant par nos partenaires.

La liste des parkings éligibles au Compte Mobilité est consultable sur l'application Compte Mobilité et sur le Site.

En utilisant les parkings de nos partenaires, vous acceptez de vous conformer à leurs règlements d'exploitation.

3.1.4.2 Tarifs

Les tarifs appliqués dans les différents parkings sont ceux en vigueur chez nos partenaires Citivia et Indigo et habituellement affichés à l'entrée de chacun d'entre eux.

3.2 L'adhésion au Compte Mobilité

3.2.1 Supports d'utilisation

L'adhésion au Compte Mobilité suppose la possession d'un SmartPhone, l'accès à Internet en mobilité et le téléchargement de l'application mobile Compte Mobilité via GooglePlay ou AppStore.

Pour l'accès à certains services, une carte Compte Mobilité nominative sera attribuée à chaque Utilisateur. En cas de perte/vol de cette carte, l'Utilisateur en informera immédiatement le service Compte Mobilité.

3.2.2 Conditions d'adhésion

L'adhésion au Compte Mobilité est subordonnée à l'acceptation sans réserve des présentes Conditions Générales d'Utilisation et des conditions spécifiques d'utilisation et/ou de vente des Services Partenaires sélectionnés par le Utilisateur.

L'acceptation des Conditions Générales d'Utilisation et des conditions spécifiques d'utilisation et/ou de vente des Partenaires par l'Utilisateur vaut contrat. L'Utilisateur déclare avoir la capacité de conclure ce contrat, c'est-à-dire avoir la majorité légale et n'être ni sous tutelle ni sous curatelle.

Le service n'est explicitement pas accessible aux personnes mineures.

L'adhésion au Compte Mobilité nécessite la communication d'informations personnelles par l'Utilisateur. L'Utilisateur s'engage à ne communiquer que des informations exactes et à jour et notamment à ne pas utiliser de pseudonyme ni d'adresse électronique qui pourrait porter atteinte aux droits des tiers (notamment utilisation du nom patronymique, du pseudonyme, de la marque déposée par un tiers, ou d'œuvres protégées par le droit de la propriété intellectuelle).

Le Service Compte Mobilité se réserve la possibilité de refuser toute inscription ne respectant pas les conditions énoncées ci-dessus.

3.2.3 Modalités d'adhésion

L'adhésion au Compte Mobilité se fait en s'inscrivant au service depuis l'application mobile dédiée ou sur le site internet www.compte-mobilite.fr . L'adhésion est possible pour toute personne majeure.

***1ère étape** : l'Utilisateur renseigne son adresse e-mail et choisit un mot de passe (8 caractères comprenant au moins une majuscule, une minuscule, et un chiffre) qu'il renseigne deux fois. Pour valider cette première étape, l'Utilisateur doit également accepter les Conditions Générales de d'Utilisation du Compte Mobilité et les conditions spécifiques d'utilisation et/ou de vente de ses Partenaires.*

***2ème étape** : l'Utilisateur choisit les services auxquels il souhaite avoir accès (bus, vélo, voiture en libre-service, parkings etc.)*

***3ème étape** : l'Utilisateur renseigne ses coordonnées personnelles à savoir sa civilité, son nom, son prénom, sa date de naissance, son adresse postale complète. Avant de valider cette étape, il choisit*

un code secret à 4 chiffres (pour l'accès à certains services) et choisit s'il souhaite recevoir des informations du Compte Mobilité ou des services qu'il a choisis.

***4ème étape** : si les services choisis nécessitent des informations complémentaires, l'Utilisateur passe par l'étape [Option Tarifaire] et/ou [Pièces justificatives].*

Pour Citiz, il devra indiquer le numéro et la date d'émission de son permis de conduire et transmettre des photographies de celui-ci.

Pour Soléa, l'Utilisateur devra indiquer dans quelle catégorie d'usagers il se situe (18-25 ans, 26-64 ans, + 64 ans) et choisir de quel mode de fonctionnement il souhaite bénéficier pour l'accès à ce service.

Pour les parkings, l'Utilisateur devra indiquer son numéro de plaque d'immatriculation ainsi que la marque de son véhicule.

***5ème étape** : l'Utilisateur renseigne les coordonnées de sa carte bancaire.*

Une fois ces 5 étapes validées, l'Utilisateur est inscrit au Compte Mobilité.

L'identifiant et le mot de passe de l'Utilisateur sont strictement personnels et confidentiels. L'Utilisateur est seul responsable de la garde et de l'utilisation de ces informations.

Toute connexion à l'Application ou au Site via un Compte Personnel et/ou transmission de données effectuées en utilisant un Compte Personnel sera réputée avoir été effectuée par l'Utilisateur et sous sa responsabilité exclusive.

En cas de perte ou de détournement de ses identifiants de connexion, l'Utilisateur concerné s'engage à informer sans délai le Service Compte Mobilité par écrit (cf. article 1.2) de l'utilisation non autorisée de son Compte Personnel et à modifier son mot de passe.

3.3 Modalités de paiement

3.3.1 Enrôlement

Pour accéder aux Services Partenaires, l'Utilisateur doit impérativement saisir les coordonnées de sa carte bancaire dans l'application. Lors de l'enrôlement, une demande d'autorisation de paiement d'un montant de 2€ et une validation 3D secure sont nécessaires pour valider la carte. Le montant de 2€ n'est utile que pour l'authentification de la carte bancaire et n'est en aucun cas prélevé.

En fin de période de validité de la carte bancaire, l'Utilisateur est notifié de l'obligation de ressaisir les coordonnées d'une carte bancaire valide. A défaut de la modification de ces données, les services sont interrompus 1 jour avant l'échéance de la carte et l'ensemble des consommations en cours immédiatement facturées.

À tout moment, l'Utilisateur peut modifier les coordonnées de sa carte bancaire dans l'application via le menu Mon compte / Mes coordonnées bancaires.

Les données de la carte bancaire sont stockées exclusivement sur une plateforme monétique répondant aux contraintes sécuritaires applicables.

3.3.2 *Décompte*

Le Compte Mobilité présente de manière mensuelle un décompte aux Utilisateurs. Ce décompte est émis le 7 de chaque mois et le montant associé est prélevé automatiquement le 10 (ces dates peuvent varier en fonction des jours ouvrés). Le décompte Compte Mobilité agglomère l'ensemble des factures des Services Partenaires qui récapitulent les consommations effectuées par l'Utilisateur.

3.3.3 Contestation

L'Utilisateur peut contester une facture en contactant le Service Compte Mobilité (cf. article 1.2). Il appartient à l'Utilisateur d'apporter la preuve d'un écart de facturation.

Après vérification du bienfondé de la contestation auprès du Partenaire concerné, une régularisation de facturation pourra avoir lieu sur le décompte du mois en cours ou du mois suivant.

3.3.4 Impayé

Lors du rejet d'un paiement carte bancaire présenté par le Compte Mobilité, de nouvelles représentations peuvent être effectuées à 2 reprises. En cas de rejet définitif, le Service Compte Mobilité notifie l'Utilisateur de son impayé et les services de chacun des partenaires sont immédiatement suspendus. L'Utilisateur doit régulariser ses consommations sur le site Internet www.compte-mobilite.fr. Le service est alors rétabli, selon le délai de réactivation de chacun des Partenaires.

3.4 Modalités de résiliation

3.4.1 Résiliation à la demande de l'Utilisateur

L'Utilisateur peut clôturer son compte à tout moment depuis l'application mobile ou depuis son espace Utilisateur sur le site Internet dans le menu [Mon Compte] et en cliquant sur la rubrique [Clôturer mon compte].

La résiliation prendra effet le premier jour du mois suivant la demande de résiliation. L'Utilisateur reste redevable de l'ensemble des consommations d'usage.

3.4.2 Suspension ou clôture du Compte pour faute du Utilisateur

En cas de faute de l'Utilisateur, l'accès à un service donné ou à l'ensemble des services du Compte Mobilité est suspendu. En l'absence de régularisation après mise en demeure, le Compte Personnel de l'Utilisateur est clôturé de plein droit.

Sont notamment considérés comme une faute de l'Utilisateur :

- *défaut de paiement partiel ou total d'une mensualité ou de tout montant dû au titre des services utilisés (cf article 3.3.4)*
- *carte bancaire expirée ou invalide (cf article 3.3.1)*
- *utilisation du service non conforme aux présentes CGU ou aux conditions spécifiques d'utilisation et/ou de vente d'un Service Partenaire*
- *utilisation frauduleuse du Compte Mobilité (cf article 3.5)*

RETOUR OJ

De fait, après 2 relances infructueuses auprès de l'Utilisateur, le Service Compte Mobilité suspend l'accès aux services jusqu'à régularisation de la situation par l'Utilisateur.

Si après une période de 3 mois à compter de la suspension de l'accès aux services l'Utilisateur n'a pas régularisé sa situation, le Compte Personnel de l'Utilisateur est clôturé de plein droit.

Dans tous les cas de résiliations énoncés ci-dessus, l'Utilisateur est redevable de la totalité des services utilisés et prestations mensuels forfaitaire restantes. Le Service Compte Mobilité se réserve le droit de recouvrer en justice le montant de sa créance.

Le Service Compte Mobilité se réserve le droit de refuser toute nouvelle demande de souscription à l'Utilisateur pendant un délai de 3 ans à compter de la précédente clôture de son Compte Personnel faisant suite à un impayé non régularisé.

3.5 Fraude

En cas de doute sur l'identité de l'Utilisateur, il peut être demandé un justificatif d'identité par le Service Compte Mobilité ou l'un de ses Partenaires.

Toute utilisation frauduleuse du Compte Mobilité (falsification, contrefaçon…) constatée par le Service Compte Mobilité ou l'un de ses Partenaires entraîne la clôture immédiate du Compte Personnel de l'Utilisateur sans préjuger de poursuites devant les tribunaux compétents.

Les sommes versées au titre d'une utilisation frauduleuse du Compte Mobilité resteront acquises au Compte Mobilité à titre de pénalités.

3.6 Suivi des usages

3.6.1 Données d'utilisation

L'Utilisateur dispose sur l'Application et sur le Site d'une fonctionnalité de [Suivi conso] lui permettant de connaître sa consommation de services sur le mois en cours. La consommation est actualisée quotidiennement pour chacun des services.

Afin de maîtriser ses dépenses, l'Utilisateur peut spécifier son budget mensuel, il est ainsi notifié par l'appli de l'atteinte de celui-ci à 80%, puis à 100%. Ce budget mensuel est à titre d'information et n'est en aucun cas bloquant dans l'utilisation des services par l'Utilisateur. L'Utilisateur est informé qu'il n'y a pas de plafond de consommation et de facturation. Il lui appartient de fixer le seuil de budget et son usage des services en conséquence.

3.6.2 Décompte

L'Utilisateur a accès à ses décomptes mensuels dans le menu [Mon compte / Mes factures]. Les décomptes mensuels, émis le 10 de chaque mois, indiquent le montant du paiement carte bancaire ainsi que le détail de consommation des prestations payantes de chacun des Partenaires.

Les décomptes sont conservés 13 mois dans son espace Utilisateur (application mobile et site Internet confondus).

3.7 Sinistres et pénalités

Les sinistres occasionnés par l'utilisation des services partenaires sont régis par les conditions spécifiques d'utilisation des Services Partenaires auxquelles l'Utilisateur adhère lors de son inscription au Compte Mobilité.

Pour plus d'information à ce sujet, l'Utilisateur est invité à se référer au régime des sinistres et pénalités applicables figurant dans les conditions spécifiques d'utilisation de chaque Service Partenaire.

Le règlement du sinistre et/ou des éventuelles pénalités applicables se fait par prélèvement CB par le Service Compte Mobilité suite à une facturation du sinistre ou de la pénalité émise par le/les Partenaire(s) concerné(s).

3.8 Eléments de preuve

Il est expressément convenu que, sauf erreur manifeste des Partenaires du Compte Mobilité, les données conservées dans les systèmes d'information de chacun des Partenaires, notamment le système Compte Mobilité, ont force probante quant à l'adhésion, les usages de l'Utilisateur et à l'exécution des obligations des parties. Les données sur support informatique ou électronique conservées par les Partenaires constituent des preuves et, si elles sont produites comme moyens de preuve par eux dans toute procédure contentieuse ou autre, elles seront recevables, valables et opposables entre les parties de la même manière, dans les mêmes conditions et avec la même force probante que tout document qui serait établi, reçu ou conservé par écrit.

3.9 Droit de rétraction

Par acceptation des présentes CGU, l'Utilisateur ne dispose pas, en application de l'article L. 121-20-4 du Code de la consommation, du droit de rétractation pour l'ensemble des prestations réalisées sur le Compte Mobilité.

4 Réclamations et règlement des litiges

4.1 Réclamations

Pour toute réclamation concernant la création de votre compte, l'utilisation de l'application mobile et du site Internet, les décomptes de vos consommations ou encore les prélèvements bancaires, l'Utilisateur est invité à contacter le Compte Mobilité :

- *Via le formulaire de contact disponible sur le site Internet www.compte-mobilite.fr*
- *Par e-mail à l'adresse : contact@compte-mobilite.fr*
- *Par téléphone au numéro : 03 89 66 77 88 du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00.*

Pour un problème avec un des Services Partenaires, l'Utilisateur est invité à contacter le/les Partenaire(s) concerné(s) directement :

RETOUR OJ

- *Soléa : 03 89 66 77 77*
- *Citiz : 03 88 237 347*
- *VéloCité : 0 800 111 711*
- *Citivia : 03 89 43 87 67*

4.2 Règlement des litiges

En cas de contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution des présentes CGU, les parties s'engagent à se rencontrer et à mettre en œuvre tous les moyens pour résoudre cette contestation de façon amiable. À défaut d'accord amiable, chacune des parties pourra soumettre le litige au tribunal territorialement compétent en France.

5 Protection des données personnelles

Lors de l'inscription au Compte Mobilité et au cours de son utilisation, l'Utilisateur communique certaines données personnelles.

Soucieuse de la protection de la vie privée des utilisateurs du Compte Mobilité, Mulhouse Alsace Agglomération s'engage à respecter la règlementation applicable en matière de protection des données personnelles et notamment les dispositions du Règlement (UE) général sur la protection des données du 27 avril 2016 (ci-après « RGPD ») et de la loi n°78-17 dite « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée.

5.1 Qui est le Responsable de Traitement ?

Le Responsable de Traitement détermine l'usage qui sera fait des données personnelles de l'Utilisateur et les modalités de leur traitement. Il peut recourir à un Sous-traitant qui traitera les données personnelles de l'Utilisateur pour son compte et sous son autorité.

- Pour les données personnelles collectées dans le cadre de la création du compte personnel de l'Utilisateur et de son utilisation de l'Application et/ou du Site internet « Compte Mobilité », le Responsable de traitement est :

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION (ci-après désignée par « m2A »)
2, rue Pierre et Marie Curie
BP 90019
68948 MULHOUSE Cedex 9

Soléa, Société Anonyme d'Économie Mixte Locale, immatriculée au RCS de Mulhouse sous le numéro B 945 551018 et dont le siège social est situé au 97, rue de la Mertzau - BP 3148 - 68063 MULHOUSE Cedex, à qui m2A a confié la gestion opérationnelle du Compte Mobilité, est considérée comme Sous-traitant : elle agit uniquement dans le cadre du contrat conclu avec m2A ou sur instruction particulière de m2A.

- Des données personnelles complémentaires pourront par ailleurs être recueillies auprès de l'Utilisateur pour l'accès aux Services Partenaires du Compte Mobilité.

Chaque Service Partenaire individuellement auprès duquel l'Utilisateur s'est inscrit est considéré comme Responsable de traitement pour les données collectées à son profit. L'Utilisateur pourra se référer aux conditions générales de chaque Service Partenaire pour en savoir plus sur sa politique de confidentialité.

5.2 Comment et pour quelles raisons les données personnelles de l'Utilisateur sont-elles collectées ?

Lors de l'inscription au Compte mobilité et au cours de son utilisation, l'Utilisateur communique certaines données personnelles. Si l'Utilisateur ne souhaite pas communiquer les informations qui lui sont demandées, il se peut qu'il ne puisse pas accéder à certaines parties de l'Application ou du Site.

5.2.1 Type de données traitées

*- **Données fournies par l'Utilisateur à l'inscription** : Lors de son inscription au Compte Mobilité et aux Services Partenaires, l'Utilisateur renseigne les données personnelles suivantes : adresse email, mot de passe, civilité, nom, prénom, date de naissance, adresse postale complète et données bancaires. Des données personnelles complémentaires pourront être recueillies pour l'accès à certains Services Partenaires (cf. article 3.2 – 4ème étape).*

*- **Données fournies par l'Utilisateur lors de l'utilisation du Compte Mobilité** : Dans le cadre de la participation de l'Utilisateur à des enquêtes, promotions ou concours proposés par le Compte Mobilité ou les Services Partenaires, des données personnelles telles que ses nom, adresse, adresse email, numéro de téléphone, âge et autres données nécessaires à sa participation pourront être collectées. La participation aux enquêtes, promotions et concours est facultative.*

*- **Données collectées automatiquement lors de l'utilisation du Compte Mobilité** : Lorsque l'Utilisateur utilise le Compte Mobilité, des données sont automatiquement collectées notamment concernant l'usage du Compte Mobilité. Sont ainsi collectés les données de connexion de l'appareil mobile de l'Utilisateur ainsi que l' « Apple Identifier for Advertising (IDFA) » et/ou le « Google Advertising ID (AAID) » du Client. Ces données sont nécessaires pour fournir et améliorer les fonctionnalités du Compte Mobilité et permettre au Responsable de Traitement de respecter ses obligations légales. Des données concernant la localisation précise ou approximative de l'Utilisateur, ainsi que les données telles que l'adresse IP ou le GPS de son appareil mobile, peuvent également être utilisées pour offrir une meilleure expérience utilisateur. L'Utilisateur peut à tout moment contrôler ou désactiver les services de localisation depuis le menu Paramètres de son appareil mobile. Des cookies sont par ailleurs utilisés sur le Site essentiellement à des fins de mesures d'audience.*

5.2.2 Finalités du traitement

5.2.2.1 Nécessité et fondement du traitement

Les données personnelles de l'Utilisateur sont recueillies pour lui permettre d'accéder aux services proposés par le Compte Mobilité.

Le traitement de ces données est nécessaire à l'exécution des contrats conclus par l'Utilisateur dans le cadre de son utilisation du Compte Mobilité et de ses services. Il s'inscrit également dans l'objectif d'intérêt public poursuivi par m2A de développer l'utilisation des modes de déplacement alternatifs à

la voiture en solo et de réduire les consommations énergétiques, les émissions de gaz à effet de serre et la pollution.

Enfin, avec le consentement de l'Utilisateur, des données personnelles peuvent être recueillis notamment pour l'envoi d'informations ou d'offres commerciales, la participation à des enquêtes ou concours et la personnalisation de l'expérience d'utilisation de l'Application ou du Site.

5.2.2.2 Objectifs du traitement

Les données personnelles de l'Utilisateur sont principalement traitées pour :

- Permettre l'accès aux services de mobilité proposés par les Services Partenaires ;

- Permettre et améliorer l'utilisation de l'Application et la navigation sur le Site ;

- Permettre et suivre la facturation et le paiement des services de mobilité consommés

- Suivre en temps réel la consommation des services de mobilité ;

- Communiquer avec l'Utilisateur et répondre à ses éventuelles demandes ;

- Envoyer à l'Utilisateur des informations relatives au Compte Mobilité et aux Services Partenaires si celui-ci y a consenti ;

- *Envoyer des messages et des notifications à l'Utilisateur concernant son utilisation du Compte Mobilité selon les paramétrages choisis (ex : alerte en cas d'objectif de consommation mensuel dépassé) ;*

À titre subsidiaire les données de l'Utilisateur sont également collectées pour :

- *S'assurer du respect de la législation applicable et répondre à une injonction des autorités publiques notamment pour lutter contre la fraude et plus généralement contre toute activité pénalement répréhensible ;*
- *Prévenir et lutter contre la fraude informatique ;*
- *Mener des enquêtes de satisfaction facultatives sur le Compte Mobilité et les Services Partenaires (ces enquêtes sont réalisées de manière anonyme ou sont anonymisées à bref délai) ;*
- *Permettre la participation à des concours ou des opérations promotionnelles ;*
- *Effectuer des statistiques sur l'utilisation de l'Application ou du Site.*

5.3 A qui sont destinées ces données ?

Sauf consentement exprès de sa part, les données personnelles de l'Utilisateur ne seront pas transmises à des acteurs commerciaux ou publicitaires.

Les données personnelles de l'Utilisateur sont traitées par m2A, Soléa, les Services Partenaires et le cas échant par leurs prestataires respectifs (notamment des prestataires de services informatiques) exclusivement afin de réaliser les finalités décrites ci-avant.

L'Utilisateur est informé que certains de ces prestataires pourront se trouver dans ou hors de l'Espace Économique Européen (« EEE »). Les transferts des données personnelles de l'Utilisateur vers ces prestataires seront effectués en conformité avec les textes applicables. En particulier, les transferts à

RETOUR OJ

de données hors de l'EEE donnent lieu à la conclusion de clauses contractuelles types avec le prestataire concerné afin d'assurer un niveau de protection adéquat des données personnelles de l'Utilisateur.

5.4 Combien de temps sont conservées ces données ?

Les données personnelles de l'Utilisateur sont conservées pour la durée strictement nécessaire à l'accomplissement des finalités décrites ci-avant (cf. article 6.2).

Les données personnelles qui ne présentent plus d'intérêt lors de la fermeture, par l'Utilisateur, de son Compte Personnel, sont supprimées ou a minima anonymisées.

Les données qui présentent encore un intérêt notamment pour répondre à une obligation légale ou en cas de litige peuvent toutefois être conservées pendant :

- Un an à compter de la fermeture du Compte Personnel ou 3 ans si la fermeture du compte est due à une faute de l'Utilisateur (cf article 3.4.2).

- Deux ans à compter de la dernière utilisation du Compte Mobilité, si l'Utilisateur ne ferme pas son Compte Personnel. Les données financières sont conservées pour la durée requise par les lois applicables en matière fiscale et comptable.

5.5 Quels sont les droits de l'Utilisateur sur ses données personnelles ?

Chaque Utilisateur dispose des droits suivants sur ses données personnelles :

- *Droit d'accès, de rectification, de mise à jour, de complétude des données personnelles que l'Utilisateur n'est pas en mesure de mettre à jour lui-même depuis son compte personnel.*
- *Droit d'effacement des données personnelles qui sont inexactes, incomplètes, équivoques, périmées, ou dont la collecte, l'utilisation, la communication ou la conservation est interdite.*
- *Droit de retirer à tout moment son consentement notamment en ce qui concerne l'envoi d'informations ou d'offres commerciales ou le paramétrage de certains cookies.*
- *Droit à la limitation du traitement de ses données personnelles*
- *Droit d'opposition au traitement de ses données personnelles*
- *Droit à la portabilité de ses données personnelles*
- *Droit de définir le sort de ses données personnelles après sa mort et de choisir à qui m2A devra les communiquer (ou non)*

Pour en savoir plus sur l'exercice de ces droits : https://www.cnil.fr/fr/les-droits-pour-maitriser-vos-donnees-personnelles

Pour exercer ces droits, l'Utilisateur peut adresser une demande, à laquelle doit être jointe une photocopie d'une pièce d'identité en cours de validité :

▪ *soit par courrier électronique à l'adresse suivante : donneespersonnelles@mulhouse-alsace.fr*

▪ *soit par courrier postale à l'adresse suivante : MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION - 2, rue Pierre et Marie Curie - BP 90019 - 68948 MULHOUSE Cedex 9*

Chaque Utilisateur dispose également du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) : https://www.cnil.fr/fr/webform/adresser-une-plainte.

6 Droits de propriété intellectuelle

Sauf indication contraire, tous les droits de propriété intellectuelle portant sur la structure de l'Application, du Site, sa présentation, les éléments qui le composent (en ce compris les photographies et les images graphiques) appartiennent à m2A, à ses prestataires, aux Partenaires, ou leur ont été concédés. Ces œuvres sont protégées par des lois et traités dans le monde entier et tous les droits sont réservés.

Les présentes CGU n'entraînent le transfert d'aucun droit de propriété intellectuelle ni d'aucune licence au profit de l'Utilisateur tant sur la structure que sur le contenu de l'Application et du Site. Seule l'utilisation pour un usage privé de ces éléments est autorisée. Toute reproduction partielle ou totale de tout ou partie des éléments figurant sur l'Application ou le Site est interdite.

L'Utilisateur s'engage à ne pas utiliser le Site et l'Application de façon déloyale ou parasitaire ou de manière à porter atteinte aux droits de m2A, de ses prestataires, du Service Compte Mobilité ou des Partenaires.

Excepté les cas indiqués au présent article, l'Application et le Site ne peuvent pas être utilisés et aucune partie de l'Application ou du Site ne peut être reproduite ou stockée dans une autre application ou site ou inclus dans un système ou service de recherche électronique public ou privé sans autorisation préalable écrite de m2A, de ses prestataires et/ou des Partenaires.

7 Responsabilité

7.1 Responsabilité des Partenaires

Les Partenaires sont responsables des services qu'ils proposent conformément aux dispositions de leurs conditions spécifiques d'utilisation.

Le Service Compte Mobilité ne saurait être tenu responsable à raison de l'utilisation des Services Partenaires.

7.2 Accessibilité du service

L'Application et le Site sont accessibles 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 sauf en cas de force majeure ou de survenance d'un évènement hors du contrôle du Service Compte Mobilité et sous réserve des éventuelles pannes et interventions de maintenance nécessaires au bon fonctionnement de l'Application et du Site, qui pourront être effectuées sans que les Utilisateurs aient été préalablement avertis, et sans que ces derniers puissent réclamer d'être indemnisés à ce titre.

L'Utilisateur déclare accepter les caractéristiques et les limites d'internet et reconnaît que :

RETOUR OJ

- *toute utilisation de l'Application et du Site est aux risques et périls du Utilisateur ;*
- *il est seul responsable de l'utilisation qu'il fait de l'Application et du Site.*

7.3 Liens menant vers d'autres sites

Le Site peut contenir des liens menant vers des sites tiers. Si l'Utilisateur accède à ces liens, il quitte le Site. Ces liens sont proposés pour leur intérêt informatif relatif. Le contenu et le fonctionnement de ces sites ne sauraient engager la responsabilité de m2A ou du Service Compte Mobilité.

7.4 Informations sur l'Application et le Site

M2A et le Service Compte Mobilité s'engagent à faire tout leur possible pour garantir la véracité et l'exactitude des informations disponibles l'Application ou le Site mais ne peuvent garantir l'entière exactitude du contenu et ne peuvent être tenus pour responsables en cas d'omission ou d'erreur. Toute erreur signalée sera corrigée dans les meilleurs délais.

7.5 Force majeure

Le Service Compte Mobilité ne saurait être tenu responsable d'une quelconque inexécution ou retard dans l'exécution de l'une de ses obligations en rapport avec les présentes CGU causé par un cas de force majeure tel que défini par la jurisprudence des tribunaux français. Le Service Compte Mobilité s'efforcera néanmoins de maintenir ses services.

8 Protection de l'Application et du Site

L'Utilisateur s'interdit d'utiliser tout matériel ou logiciel susceptible d'altérer, d'entraver ou de fausser le fonctionnement de l'Application et du Site. En cas de non-respect de cette disposition, l'Utilisateur s'expose aux sanctions prévues aux articles 323-1 et suivants du Code pénal.

9 Modifications des présentes CGU

Les CGU applicables sont celles en vigueur à la date de chaque connexion de l'Utilisateur à l'Application ou au Site. Il est précisé que le Service Compte Mobilité peut faire évoluer librement à tout moment les CGU. Ces modifications sont portées à la connaissance de l'Utilisateur du simple fait de leur mise en ligne sur l'Application et le Site. Dès lors elles sont réputées acceptées sans réserve par tout Utilisateur accédant à l'Application ou au Site postérieurement à leur mise en ligne. Par conséquent, l'Utilisateur est invité à s'y référer lors de chaque visite afin de prendre connaissance de leur dernière version disponible.

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-589C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

59 élus présents (104 en exercice, 12 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

ZAC 1 DU PARC DES COLLINES – CLOTURE DE LA CONCESSION ET SUPPRESSION DE LA ZAC (322/8.4/589C)

La zone d'aménagement concerté (ZAC) n°1 du Parc des Collines, située à l'ouest de l'agglomération sur les bans communaux de Morschwiller-le-Bas et de Mulhouse, a été créée par délibération du conseil d'agglomération du 28 novembre 1995. S'étendant sur 72ha, cette opération visait à développer une offre foncière de qualité facilement accessible pour des entreprises du secteur tertiaire, des services et des industries innovantes.

Par délibération du 14 octobre 1997, son aménagement a été confié par voie de concession à CITIVIA SPL ; concession qui est arrivée à échéance le 31 décembre 2016.

L'acte de création et le programme des équipements publics ont été modifiés le 20 février 2014 d'une part pour permettre d'étendre le périmètre de la ZAC et la vocation du secteur ouest de la rocade à la construction de commerces (projet IKEA) et d'autre part pour améliorer la desserte de ce secteur via la création d'un carrefour giratoire directement relié à l'échangeur du Parc des Collines.

Les grands principes d'aménagement de cette zone se déclinaient de la manière suivante :

- une inscription du projet dans le respect du relief des collines avec une implantation des entreprises sur les versants des vallées, qui se rejoignent au rond-point Walter, qui donne accès à la rocade ouest
- une forte présence du végétal assurée par la plantation d'arbres d'alignement sur les voiries principales et la création de « doigts verts », espaces boisés sur les crêtes caractéristiques des paysages du Sundgau

RETOUR OJ

- une gestion des eaux pluviales organisée via un réseau de noues et de bassins traités en espaces verts et ainsi intégrés à la trame verte du projet paysager
- des cheminements piétonniers et cyclables desservant l'ensemble de la zone et la reliant au quartier voisin des Coteaux, avec lequel s'organise une transition par une série d'équipements sportifs et de jardins familiaux.

Compte tenu de l'expiration de la concession d'aménagement et de la réalisation effective de l'opération, il convient aujourd'hui d'approuver le bilan de clôture, de procéder aux transferts de propriété des biens de retour conformément aux dispositions du traité de concession et d'acter la suppression de la ZAC.

Situation de l'opération

Le programme d'équipements publics prévu dans le cadre de la concession a été intégralement réalisé et réceptionné.

La concession d'aménagement est arrivée à échéance le 31 décembre 2016.

Aussi, conformément à l'article R.311-35 du Code de l'Urbanisme, l'opération est à considérer comme achevée.

Clôture de la concession d'aménagement

Le bilan de clôture présenté par CITIVIA SPL fait apparaître :

- un excédent de 31 681 € HT au bénéfice de la collectivité
- une participation de la collectivité arrêtée à 1 252 K€ HT, soit une participation inférieure de près 1 732 K€ HT que celle estimée à l'avenant n°5 de la concession approuvé le 20 décembre 2013. Cette forte baisse, annoncée dès le CRACL 2015, s'explique par un plus faible coût des travaux conduits sur l'échangeur des Collines.

L'excédent sera versé après la clôture effective de la concession et le quitus donné à l'aménageur.

Transfert de propriété

L'ensemble des terrains destinés à être vendus ayant été commercialisés, les opérations de transfert concernent uniquement des biens de retour (équipements publics). Ces biens sont listés dans le tableau de désignation des terrains transférés ci-annexé.

L'ensemble des biens rétrocédés représente près de 14,5ha. Une partie (près d'1ha) est destinée à être rétrocédée in fine à la ville de Mulhouse compte tenu de sa nature (délaissé ou équipement réalisé par la Ville, en l'espèce le surpresseur d'eau) et de sa localisation, en proximité immédiate d'équipements de la Ville et uniquement accessible par ces emprises.

La valeur des biens de retour est estimée à 10,7 M€ HT.

L'opération de transfert-cession est consentie par CITIVIA SPL au profit de m2A, conformément aux engagements contractés par l'aménageur dans le cadre de la concession d'aménagement, plus particulièrement dans ses articles 14, 22 et 24.

RETOUR OJ

Celle-ci n'engendre par conséquent, aucun mouvement financier spécifique au titre des biens transférés, l'ensemble des conséquences financières de l'expiration du contrat de concession tenant compte desdits biens, étant transféré globalement conformément à l'article 25 du traité.

En l'absence de mouvements financiers, il n'y a pas lieu de demander l'avis des services de France Domaine.

Suppression de la ZAC

Les objectifs tant économiques qu'urbains ont été atteints : un pôle économique est né et continue à se développer via la deuxième ZAC du Parc des Collines dans un cadre verdoyant de qualité.

L'ensemble des terrains commercialisables ont été cédés. Au total, 300 entreprises se sont implantées représentant 2 500 emplois. La plus emblématique d'entre elles est IKEA. Sans prendre en compte cette dernière, très spécifique, les trois quarts des entreprises relèvent du secteur marchand, et comptent moins de 5 salariés.

L'aménagement de la ZAC 1 du Parc des Collines étant terminé physiquement et financièrement, l'achèvement de la ZAC peut être constaté. Son maintien n'est plus, par voie de conséquence, justifié. Aussi la ZAC peut être supprimée, mettant ainsi fin à tous les effets de l'acte de création dont le rétablissement de la taxe d'aménagement.

Conformément à l'article R.311-12 du Code de l'Urbanisme, cette suppression doit être prononcée par m2A, personne publique à l'initiative de sa création, sur la base d'un rapport de présentation qui expose les motifs de cette suppression. Ce dernier est joint en annexe à la présente ainsi que le rapport de clôture de l'aménageur. Au regard de ces documents, il ressort que l'ensemble des conditions est réuni pour prononcer la suppression de la ZAC.

Au vu de ces éléments, il est proposé au Conseil d'Agglomération :

- d'approuver le bilan de clôture de CITIVIA SPL qui présente un excédent de 31 681 € HT au bénéfice de m2A ;

- d'acter la clôture du traité de concession et de donner quitus à CITIVIA SPL pour sa gestion ;

- d'approuver l'acquisition par m2A des parcelles désignées dans le tableau annexé correspondant aux biens de retour conformément au traité de concession et à ses annexes ;

- d'approuver ce transfert aux conditions du traité de concession d'aménagement ;

- de donner mandat à Monsieur le Président ou à son Vice-Président délégué de faire tout ce qui est utile ou nécessaire en vue de réaliser ces

transactions immobilières aux conditions ci-dessus et/ou à celles qu'il jugera convenables et notamment de signer les actes authentiques de transfert de propriété nécessaires ;

- de décider la suppression de la ZAC 1 du Parc des Collines ;

- de prendre acte du rétablissement de la part communale de la taxe d'aménagement sur le périmètre considéré ;

- de décider de soumettre la présente décision aux mesures de publicité et d'information conformément à l'article R.311-5 du code de l'urbanisme ;

- d'autoriser le Président ou son Vice-président délégué à formaliser et signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

PJ :
- CRACL de clôture
- Tableau financier synthétique
- Rapport de présentation exposant les motifs de la suppression
- Tableau de désignation des immeubles rétrocédés à m2A

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

ZAC DU PARC DES COLLINES

COMPTE – RENDU A MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION
2016

CLOTURE DE L'OPERATION

RETOUR OJ

SOMMAIRE

1. CONTEXTE

   A. DONNEES SYNTHETIQUES DE L'OPÉRATION
   B. HISTORIQUE - PHASES CLEFS
   C. SITUATION ADMINISTRATIVE

2. AVANCEMENT & PROGRAMMATION

   A. CESSIONS
   B. SUBVENTIONS
   C. PARTICIPATIONS
   D. MAITRISE FONCIERE
   E. ETUDES
   F. TRAVAUX
   G. FINANCEMENT

3. ANALYSE

4. ETATS & ELEMENTS CARTOGRAPHIQUES

   A.1. CESSIONS
   A.2. PLAN DES CESSIONS

   B SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS

   C.1.a ACQUISITIONS PRIVEES
   C.1.b ACQUISITIONS COLLECTIVITE
   C.2. PLAN DES ACQUISITIONS

   D.1. EQUIPEMENTS PUBLICS
   D.2. PLAN DES TRAVAUX

   E EMPRUNTS

5. COMPTE DE RESULTAT DE L'OPERATION

RETOUR OJ

Le présent document a pour objet de présenter d'une part, le dernier compte rendu annuel à la collectivité locale (2016) et d'autre part, le rapport de clôture de l'opération.

1. CONTEXTE

A. DONNEES SYNTHETIQUES DE L'OPÉRATION

DONNEES CONTRACTUELLES

Nom d'opération	ZAC du Parc des Collines	023
Collectivité	m2A	
Signature de la concession /convention	14 octobre 1997	
Echéance	31 décembre 2016	
Avenant n°1	28 juin 2007	
Avenant n°2	24 mars 2010	
Avenant n°3	29 mars 2011	
Avenant n°4	14 janvier 2013	
Avenant n°5	20 février 2014	

PROCEDURES ADMINISTRATIVES ET FONCIERES

Création de la ZAC	28 novembre 1995
Arrêté de DUP	23 juin 1997
Dossier de réalisation	23 juin 1997
Modification du dossier de ZAC	20 décembre 2013

PRESTATAIRES PRINCIPAUX

Urbaniste/Architecte conseil	Christian Pllsson
Paysagiste Conseil	Atelier villes & paysages
Maître d'œuvre technique	Bureau d'Etudes et d'Aménagements
Notaire	Ehret et Chauvin
Géomètre	Jung - AGE
Autres :	

PROGRAMME

	prévision d'origine	nouvelle prévision	*réalisé (en cumul)*
Surfaces totales à aménager	660 000 m²	672 400 m²	672 400 m²
Surfaces totales cessibles	360 000 m²	364 436 m²	364 436 m²
Surface de plancher logements neufs/rénovés			
Surface de plancher bureaux	185 000 m²	149 861 m²	149 861 m²
Surface de plancher artisanales et industrielles			
Surface de plancher commerce, hôtellerie			
Equipements voirie, espaces verts	300 000 m²	307 964 m²	307 964 m²
Equipement superstructure	(nature/intitulé)		

DONNEES FINANCIERES GLOBALES EN K€

	prévision d'origine	nouvelle prévision	*réalisé (en cumul)*	*à réaliser (cumul)*	*avancement*
Cessions/Locations	10 359	11 438	11 417	21	100%
- logements - bureaux - artisanat et industrie - commerce et hotellerie	10 359	11 438	11 417	21	
Investissements	9 146	11 460	11 460	0	100%
- études	1 112	1 114	1114	0	
- acquisitions	0	131	131	0	
- travaux	8 034	10 215	10 215	0	
Bilan collectivité					
Participation de la Collectivité	0	1 252	1252	0	
Valeur des équipements publics*	8 034	10 711	10 711	0	

* Le programme des équipements publics a évolué en cours d'opération avec le rajout d'un équipement supplémentaire (cf. paragraphe F2)

RETOUR OJ

B. HISTORIQUE - PHASES CLEFS

Justification de l'opération- Objectifs généraux :
Le projet de parc d'activités du Parc des Collines, dont les 1res réflexions remontent à 1991, se développe sur 150ha et sur 3 communes (Mulhouse, Morschwiller-le-Bas et Didenheim). Il est né de la nécessité de faire évoluer le tissu économique de l'agglomération jusqu'alors centré sur un tissu industriel en perte de vitesse et de procéder au rééquilibrage des emplois au profit du secteur ouest de l'agglomération.
Ses objectifs sont donc l'accueil d'entreprises non polluantes industrielles, tertiaires et de services et la constitution d'un pôle de 4 à 6000 emplois, le tout devant se développer dans un cadre paysagé et arboré, en conservant des cheminements piétons entre le quartier des Coteaux et le secteur Collines, et en ayant une zone de transition entre les deux espaces, en l'espèce une zone sportive et de loisirs.

Ainsi, le parti d'aménagement, défini par Christian Plisson, s'attache à soigner l'intégration du parc d'activité dans son environnement : le schéma de voiries s'inscrit ainsi dans le relief du site, les parties hautes sont généreusement boisées et les équipements de collecte et de stockage des eaux pluviales traités en espaces verts (noues, bassins).
L'aménagement de ce parc d'activités se fait en deux opérations. La 1re, objet du présent rapport, se développe sur 72ha dont 66 aménageables et 36 cessibles.

Début de l'opération au sens de la concession : 1997
Etapes clefs:
- 1997 : création de la ZFU
- 1998 : premiers travaux de la vallée 1
- 2001 : premiers travaux de la vallée 3
- 2001 : prolongation de la ZFU jusqu'au 31 décembre 2006
- 2006 : prolongation de la ZFU jusqu'au 31 décembre 2011
- 2011 : prolongation de la ZFU jusqu'au 31 décembre 2014
- 2012 : engagement des études et des procédures d'urbanisme liées à la modification du dossier de ZAC
- 2013 : modification du dossier de ZAC notamment pour autoriser le commerce sur le secteur situé à l'ouest de la rocade.
- 2014 : prolongement de la ZFU jusqu'au 31 décembre 2020.

C. SITUATION ADMINISTRATIVE

Procédure d'urbanisme *:* ZAC créée en 1995 et concédée en 1997 à CITIVIA. Le dossier de ZAC a été modifié en 2013 (extension du périmètre de ZAC et ajout d'un équipement public, en l'espèce la réalisation d'un giratoire modifiant l'échangeur des Collines, giratoire existant compris).
Procédure foncière : cession amiable du foncier à l'Euro symbolique par la collectivité.
Situation de la convention de concession : La concession initiale a fait l'objet de 5 avenants :
- le 28 juin 2007 pour proroger la concession jusqu'au 31 décembre 2011
- le 24 mars 2010 pour préciser la rémunération du concessionnaire
- le 29 mars 2011 pour proroger la concession jusqu'au 31 décembre 2014
- le 14 janvier 2013 pour étendre les missions de l'aménageur à l'acquisition des terrains
- le 20 février 2014 pour modifier le dossier de ZAC, acter les participations et proroger la concession jusqu'au 31 décembre 2016

Remise d'ouvrage : Une 1re remise technique des ouvrages à m2A a été réalisée en décembre 2009. Elle comportait des réserves en matière d'assainissement qui ont été levées en 2014 via un procès-verbal complémentaire. Une 2de portant sur le nouveau giratoire a été effectuée le 21 octobre 2015, également assorties de réserves, celles-ci ont été levées le 12 décembre 2016. La dernière remise d'ouvrage relative à la rue Daniel Schœn, au parking Victor Schœlcher, au chemin de la croix et à une partie du doigt vert est intervenue le 20 août 2018.

Remise foncière **:** Celle du secteur « giratoire place du Renne » a eu lieu en 2016. La dernière remise technique étant effectuée, le reste est à réaliser concomitamment à la présente clôture.

RETOUR OJ

2. BILAN

A. CESSIONS

A.1. Rappel des prix de cession et surfaces à commercialiser

L'ensemble des surfaces cessibles, soit 364 436 m² (36 ha), a été vendu et représente près de 2 500 emplois.

- Prix de vente :

Parcelles < 5000 m²	45 €HT/m²
5 000 < parcelles < 10 000	41 €HT/m²
Parcelles > 10 000 m²	36 €HT/m²

A.2- Cessions réalisées en 2016

- Solofi
- Citivia SPL

A.4. Moyens de commercialisation

Supports : Site internet de CITIVIA, relation avec les journaux spécialisés,…

Collaboration étroite avec les vecteurs du milieu économique local : coordination avec les organismes régionaux et locaux de développement : Adira, Alsabail, Développement économique m2A, etc.), collaboration avec les agents immobiliers, offices notariaux etc.

Participation à divers salons professionnels à vocation économique : MIPIM et SIMI

CITIVIA SPL a engagé en 2012 une étude de prospection économique portant sur plusieurs opérations d'aménagement sur le territoire de m2A dont le PARC DES COLLINES. Cette étude précise les cibles de prospection pour l'opération ainsi que les moyens à mettre en œuvre en partenariat avec m2A, le CAHR et Alsace International. Suite à cette étude, des plans d'action opérationnels ont été mis en place en 2013 pour poursuivre le travail partenarial initié.

B. SUBVENTIONS

L'opération a bénéficié des subventions suivantes :

- Un financement de l'union européenne au titre de l'objectif 2, dans le cadre d'une convention signée en 2002, pour l'aménagement de la vallée 1 ;
- Un financement du FDAI, par le Conseil Régional du Haut Rhin, dans le cadre d'une convention signée en 1998.
- Un financement du FNADT pour les fouilles archéologiques, dans le cadre d'une convention signée en 2014.

C. PARTICIPATIONS

Initialement, la participation consistait en la mise à disposition des terrains. La modification du dossier de ZAC en 2013 et la nécessité de réaliser des fouilles archéologiques sur le secteur ouest ont conduit à introduire :

- une participation aux équipements publics, taxable, pour le renforcement de la capacité de l'échangeur d'accès à la ZAC depuis la RD68, par la création d'un nouveau giratoire et

RETOUR OJ

l'agrandissement du giratoire Léon Walter. Cette participation est financée par une quotepart de la vente du foncier cédé à IKEA.

- une participation d'équilibre pour la réalisation d'études et de fouilles archéologiques sur le secteur Ouest.

D. MAITRISE FONCIERE

D. 1. Acquisitions effectuées en 2016

Sans objet

E. ETUDES

E.1 Etudes réalisées en 2016

- MOE – Accès terrain Solofi
- Géomètre pour régularisation foncière IKEA et remise foncière

F. TRAVAUX

F.1 Travaux réalisés en 2016

- Finalisation accès Solofi

F.2 Bilan

Le programme d'équipements publics comprenait les équipements suivants :

- Voiries
- Espaces verts
- Assainissement
- Alimentation en eau potable
- Réseaux secs et éclairage publique

Il a été réalisé en totalité.

G. FINANCEMENT

G.1. Emprunts

Deux emprunts ont été mobilités pour mener à bien l'opération :

- Un emprunt auprès de Dexia mis en place en 1998 pour un montant de 1 524 K€
- Un emprunt auprès de Dexia mis en place en 1999 pour un montant de 1 525 K€

Ces deux emprunts ont été intégralement remboursés.

RETOUR OJ

3. ANALYSE

3.1 CRACL 2016

L'année 2016 a vu se concrétiser la cession des deux dernières parcelles de la ZAC, permettant ainsi d'arriver à terme de la concession.

Le bilan de l'opération connait les évolutions suivantes :

- baisse de la participation de m2A en raison de la prévision de baisse des charges
- légère hausse du budget études et des honoraires aux tiers pour régularisation foncières
- baisse significative du budget travaux pour aléas non consommés

Le bilan fait apparaître un résultat positif de 22 K€ qui sera rétrocédé à la collectivité.

3.2 BILAN

Les produits de l'opération s'établissent à 14 226 K€ pour une prévision de 14 311 K€ du CRACL 2015. Ces produits se déclinent de la manière suivante :

- Produits de cessions pour 11 417 K€ (11 417 k€ au CRACL 2015)
- Subventions pour 1 479 K€ (1 479 K€ au CRACL 2015)
- Participations pour 1 252 K€ (1 336 K€ au CRACL 2015) comprenant :
  - ✓ Participation d'équilibre pour 275 K€
  - ✓ Participation Equipements publics pour 977 K€
- Produits de gestion pour 78 K€ (78 K€ au CRACL 2015)

Les charges de l'opération s'établissent à 14 204 K€ pour une prévision de 14 311 K€ du CRACL 2015. Ces charges se déclinent de la manière suivante :

- Etudes pour 1 114 K€ (1 106 K€ au CRACL 2015)
- Maitrise des sols pour 131 K€ (131K€ au CRAC 2015)
- Travaux pour 10 215 K€ (10 299 K€ au CRAC 2015)
- Honoraires aux tiers pour 31 K€ (23 K€ au CRAC 2015)
- Rémunération pour 1 442 K€ (1 449 K€ au CRAC 2015)
- Frais de gestion et divers pour 689 K€ (692 K€ au CRAC 2015)

Compte tenu de ces éléments, le résultat final de l'opération est de 22 K€ et la trésorerie de l'opération est de 22 K€ Ce solde de trésorerie positif est rétrocédé à la collectivité.

Conventions et hypothèses retenues :

- Les réalisations en cumul à fin 2016 sont constituées des produits et charges HT constatées à fin décembre 2016 ;
- Le montant de la rémunération de conduite opérationnelle revenant à CITIVIA SPL est assis sur les charges définies conventionnellement et constatées à la fin de l'exercice ;
- Le montant de la rémunération de commercialisation revenant à CITIVIA SPL fait l'objet d'une comptabilisation seulement à la signature de l'acte de vente
- Les évolutions de la règlementation en matière de fiscalité des opérations d'aménagement engendrent de nouvelles charges fiscales pour la société. Ces charges sont imputées sur chacune des opérations à proportion de la quote-part qui leur est directement affectable.
- La valorisation des équipements publics (état joint en annexe) intègre les postes de charges :
  - Etudes – Honoraires aux tiers (Moe, CT, CSPS, OPC)
  - Rémunération de conduite opérationnelle
  - Travaux

RETOUR OJ

4. ETATS & ELEMENTS CARTOGRAPHIQUES

A.1. CESSIONS
A.2. PLAN DES CESSIONS

B SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS

C.1.a ACQUISITIONS M2A
C.1.b ACQUISITIONS AUTRES
C.2. PLAN DES ACQUISITIONS

D.1. EQUIPEMENT PUBLICS
D.2. PLAN DES TRAVAUX

E EMPRUNTS

RETOUR OJ

A.1. CESSIONS

CESSIONS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2016

Entreprises	Activité	Effectif (Après la cession)	Parcelle	Shon attribuée	COS parcelle	Acte de vente	Prix de vente
SERM Bailleur	Village d'entreprises	112 p	11 320 m2	4 528 m2	0,40		310 630 € HT
(16 entreprises)	Locatif	soit :					
Groupe Bosc	605 m2 coiffure, cosmét.	10 p					
Opti'miss	180 m2 Informatique	3 p					
Ketterer	180 m2 BTP	8 p					
JVP Distrib.	180 m2 Outillage	5 p					
C2H	160 m2 Electricité	3 p					
Golstein	320 m2 Bois fossilisés	4 p					
Almédic	328 m2 Imagerie médic.	4 p					
Groupe Bosc	180 m2 coiffure, cosmé						
Action repro	180 m2 reprographie	8 p					
Nussbaum Méd.	180 m2 matériel médic.	3 p					
Alsace Isolat.	180 m2 Raval. Isolat.	10 p					
Guidon Isol.	180 m2 Plaf. suspendus	4 p					
Raichon	180 m2 Chauffage sanit.	10 p					
KLT Production	180 m2 Cartes électro.	10 p					
Inter Régie Ser.	180 m2 Assoc. d'insert.	20 p					
Talamona	180 m2 Ravalement	10 p					
COPROPRIETE DE 6 PLOTS	6 Immeubles de bureaux						
(13 entreprises)							
Lewy+Saessing.	R+1 Compt.+NégoTextile	15 p	433 m2	652 m2		16-sept-98	92 376 € HT
InfoSoft+ProRés	R+1 Informat.+ Cons.RH	18 p	433 m2	681 m2		06-mai-99	103 818 € HT
Meyer+Wirth	R+1 Expert Comp+Assur	23 p	433 m2	688 m2		11-juin-00	103 859 € HT
Naegelen	R+1 433 m2 de terrain	50 p	433 m2	706 m2		30-août-04	129 198 € HT
Protec	R+2 433 m2 de terrain	31 p	433 m2	1 060 m2		27-juin-00	146 794 € HT
Activis - SCI R2 *(CICOBAIL)*	R+2 433 m2 de terrain		433 m2	1 125 m2		22-févr-07	209 880 € HT
VRD			7 467 m2		0,49		
HVTS	Fabricat. matériel électrique H.T.	4 p	3 156 m2	1 262 m2	0,40	31-juil-98	76 225 € HT
SCHNEIDER ET BOISSON	Distrib. produits proth. dentaires	26 p	4 530 m2	1 812 m2	0,40	04-mars-99	124 307 € HT
M.P.M.	Fabr. mécanique de précision	35 p	7 678 m2 454 m2	3 252 m2 0 m2	0,40	25-sept-98 01-oct-98	210 691 € HT
AMBULANCES DE LA HARDT	Secours ambulancier	48 p	5 212 m2	2 085 m2	0,40	26-mai-99	143 022 € HT
PROCATH	Traitements anti-corrosion	10 p	2 000 m2	970 m2	0,49	21-mai-99	70 127 € HT
HP PROJECT (MELPARK)	Promotion Immo-bilière tertiaire : 12698m2						
35 entreprises	Tranche 1		2 679 m2	1 420 m2	0,53	07-janv-00	123 804 € HT
	Tranche 2		3 787 m2	1 980 m2	0,52	20-juil-00	165 587 € HT
	Tranche 3	300 p	2 086 m2	910 m2	0,44	08-févr-01	81 333 € HT
KAISER	Regroup. act. peinture, plâtres, maintenance	77 p	5 109 m2	2 044 m2	0,40	25-nov-99	140 195 € HT
SCI VICTOR'S (4 entreprises)	Architectes-Géomètre BET-Exert comptable,	40 p	3 766 m2	1 634 m2	0,43	08-juil-99	103 342 € HT

RETOUR OJ

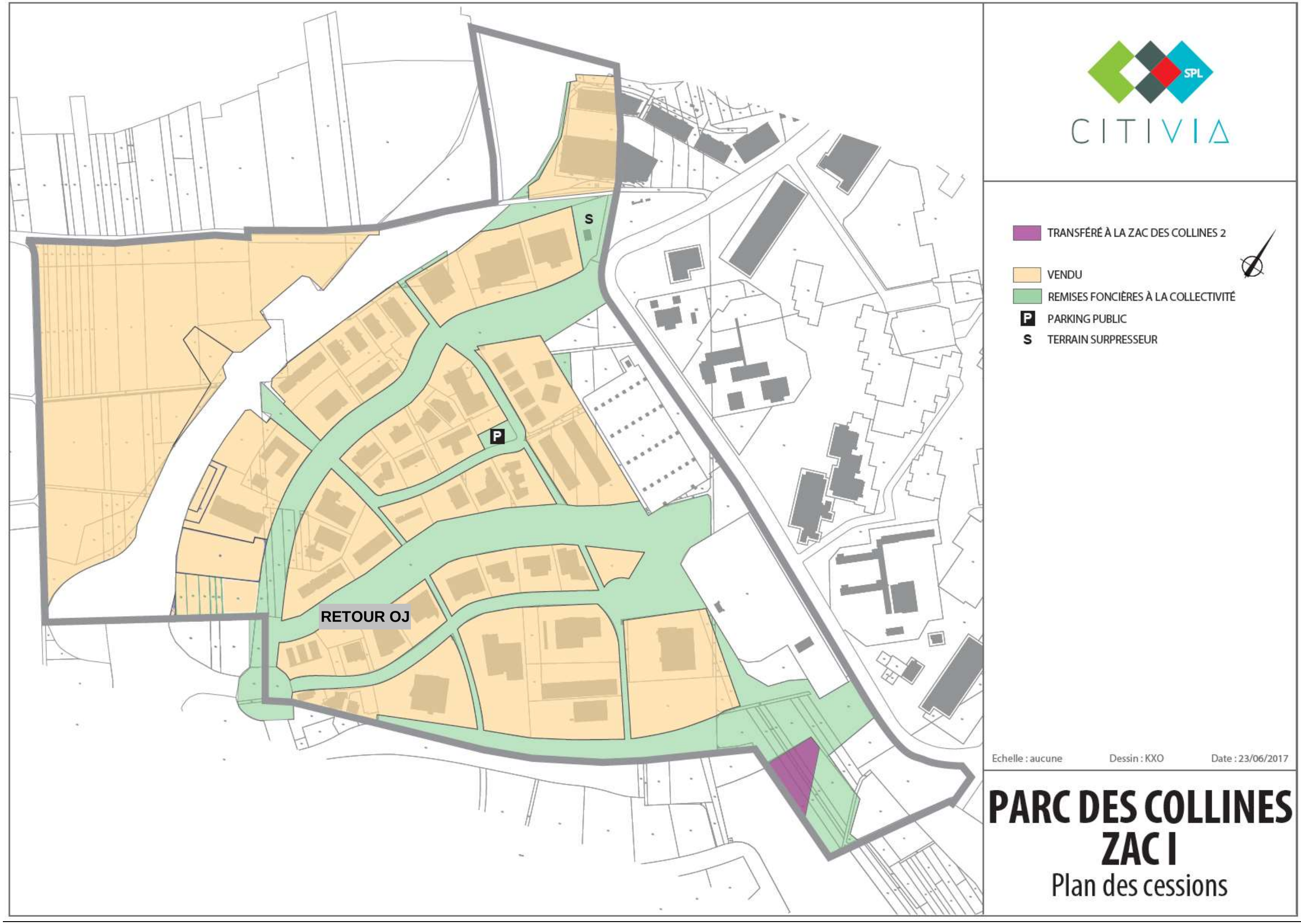
Entreprises	Activité	Effectif (Après la cession)	Parcelle	Shon attribuée	COS parcelle	Acte de vente	Prix de vente
VILLE DE MUL	Station de surpression d'eau potable		2 760 m2	0 m2	0,00		
EMERGENCE I 5 entreprises	Architectes, Informa-tique, Sécurité Indust.	25 p	2 110 m2	1 170 m2	0,55	03-sept-99	78 437 € HT
DECOFERM	Fabr. croisillons et profils vitrages	35 p	6 395 m2	2 558 m2	0,40	26-oct-99	175 484 € HT
HTP	Conception et réalisat. machines spéciales	15 p	4 027 m2	1 610 m2	0,40	02-sept-99	110 504 € HT
DSI PSA	Surveillance, gardiennage	180 p	2 523 m2	1 009 m2	0,40	30-nov-00	96 577 € HT
ATD	Fourniture de matériel d'éclairage int. et ext.	4 p	2 916 m2	1 166 m2	0,40	08-nov-99	102 420 € HT
STALLINI	Chauffage climatisa-tion	33 p	4 311 m2	1 724 m2	0,40	04-juil-00	115 820 € HT
DYCTAL	Bureautique informatique	6 p	2 579 m2	1 032 m2	0,40	14-juin-01	87 676 € HT
ACE	Fournitures industrielles		4 986 m2	2 000 m2	0,40	20-juil-01	136 820 € HT
HP PROJECT (MELPARK) Capa : 10 entrep	Promotion Immo-bilière tertiaire : 12698m2 Tranche 4 ; estimation :	100 p	3 810 m2	3 690 m2	0,97	28-juin-01	302 443 € HT
LABO JUVEX	Produits cosméthiques	17 p	3 648 m2	1 459 m2	0,40	22-mai-01	127 911 € HT
EMERGENCE II	Bureaux (5 entreprises)	20 p	3 110 m2	1 990 m2	0,64	28-févr-01	109 047 € HT
LESAGE	Cabinet architectes	32 p	2 053 m2	910 m2	0,44	12-oct-01	79 183 € HT
IN EXTENSO	Immobilier Bureaux	45 p	4 113 m2	1 645 m2	0,40	04-mai-04	148 068 € HT
CAMSA (CTC)	Ouest Rocade	?	88 539 m2	35 416 m2	0,40	29-oct-03	2 424 050 € HT
HAN CORPORA (Alsabail)	Rue Monet-Rocade	10 p	6 401 m2	2 560 m2	0,40	02-juil-04	134 421 € HT
MELPARK 2	Immobilier Bureaux	90 p	4 193 m2	1 830 m2	0,44	15-juil-04	145 000 € HT
ECHO SITE	Rue Monnet-Doigt vert	60 p	4 318 m2	1 727 m2	0,40	18-juil-05	155 448 € HT
M. NAEGELEN AVUS	Immobilier de bureaux (Transfert de SHON sur parcelle JUVEX)	NC	1 000 m2	1 329 m2	0		51 000 € HT
LCR (SCI Prelude)	Immobilier de bureaux		3 830 m2	1 532 m2	0,40	22-févr-07	199 160 € HT
Pilleri (SCI Le Parc 007)	Ateliers - Bureaux		6 786 m2	2 714 m2	0,40	09-juil-07	210 708 € HT
Foncier "Oreille"	Le Trident	NC	10 824 m2	4 330 m2	0,40		297 000
Sous-Total1	**110 Entreprises**	**1 461 p**	**237 074 m2**	**100 210 m2**			7 622 363 € HT

RETOUR OJ

Entreprises	Activité	Effectif (Après la cession)	Parcelle	Shon attribuée	COS parcelle	Acte de vente	Prix de vente
STEPPER	Métrologie	80 p	10 272 m2	4 109 m2	0,40	14-févr-01	208 998 € HT
RGA 1	Signalétique marquage	30 p	11 006 m2	4 400 m2	0,40	29-déc-00	308 112 € HT
RGA 2	sérigraphie		9 057 m2	3 623 m2	0,40	19-juin-07	303 953 € HT
PROTEC	Cafétéria	10 p	3 409 m2	1 364 m2	0,40	26-sept-00	119 531 € HT
GALOPIN	Couverture bardage étanc	40 p	3 890 m2	1 556 m2	0,40	19-avr-01	142 494 € HT
MANUPA	Imprimerie	6 p	3 949 m2	1 580 m2	0,40	22-févr-01	144 563 € HT
SCHMELTZ	Outillage pour bois	22 p	4 102 m2	2 000 m2	0,49	28-mai-01	134 942 € HT
STEIBLE	Matériel de manutention Levage	48 p	12 000 m2	4 800 m2	0,40		335 388 € HT
CREA	Electro Tech. Automat.	15 p	3 197 m2	1 278 m2	0,40	30-août-01	129 994 € HT
SOPREMA	Couvertures Bardages	150 p	7 823 m2	3 130 m2	0,40		220 741 € HT
MELTECH Tranche 1	Capa : 16 entrepises locatives	100 p	5 350 m2				177 651 € HT
VOIE PRIVEE	Appartenant à Soprema et Meltech (Steiblé ayant abandonné l'offre)		1 556 m2	0 m2			
AIR	Assistance sante à domicile	17 p	3 464 m2	1 386 m2	0,40		130 840 € HT
HCI (Alsabail)	Hygiène des collectivité	10 p	2 834 m2	1 134 m2	0,40	13-oct-03	105 608 € HT
Editions BRAUN sci Burlat	Rue Mugnier nord	*23 p*	2 630 m2	1 052 m2	0,40	24-mars-05	100 780 € HT
Projet Lainé SCI Triade	Rue Mugnier - Giratoire Walter		3 451 m2	1 380 m2	0,40	02-mai-07	165 600 € HT
VALTIS	Rue Mugnier (Solde Meltech)		6 891 m2	2 756 m2	0,40	18-sept-07	248 076 € HT
Vallée 3	cédé à ZAC II Collines		9 656 m2	3 862 m2	0,40	Acté en 2011	0 € HT
Secteur Ouest	Cession IKEA	250 p	14 195 m2	5 678 m2	0,40		445 400 € HT
Monet-Rocade	Citivia SPL		6 243 m2	3 604 m2	0,57		285 000 € HT
Rd point bas	Solofi		2 387 m2	959 m2	0,40		107 869 € HT
Sous-Total 2	31 Entreprises	801 p	127 362 m2	49 651 m2			3 815 539 € HT

TOTAL	**143 Entreprises**	**2 262 p**	**364 436 m2**	**149 861 m2**			**11 437 902 € HT**

RETOUR OJ



CITIVIA

TRANSFÉRÉ À LA ZAC DES COLLINES 2

VENDU

REMISES FONCIÈRES À LA COLLECTIVITÉ

P PARKING PUBLIC

S TERRAIN SURPRESSEUR

Echelle : aucune Dessin : KXO Date : 23/06/2017

PARC DES COLLINES
ZAC I
Plan des cessions

B. SUBVENTIONS & PARTICIPATIONS

SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2016

Objet	Financeur	Date de la convention	Montant en k€ HT
Aménagement vallée 1	CEE (Objectif 2 : 1 143 367,60 €)	17/01/2002	1 143
Equipement des zones d'activités	Département du Haut Rhin (FDAI : 161 649,31 € TTC)	05/06/1998	136
Participation aux équipements publics	m2A	20/02/2014	
	versements :	2014	700
		2015	152
		2016	124
Participation d'équilibre	m2A	20/02/2014	275
Fouilles archéologiques	FNADT	16/08/2014	200
Total			2 730

SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS - RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2016

Objet	Financeur	Date de la convention	Valeur en k€ HT
Néant			
Total			0
Total général			2 730

RETOUR OJ

C.1.A ACQUISITIONS m2A

ACQUISITIONS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2016

Réf. parcelle	Vendeur	Nature	Date	Surface en m²	SHON en m²	Prix en k€
	CAMSA/m2A	1re acquisition	21/07/98 et 25/05/98	18 ha 17 a 23 ca		0
		2e acquisition	21/10/98 et 23/10/98	04 ha 87 a 80 ca		0
		3e acquisition	14/12/00 et 15/12/00	16 ha 03 a 92 ca		0
		4e acquisition	sept.-02	11 ha 00 a 77 ca		0
		5e acquisition	déc-2003	01 ha 25 a 24 ca		0
		6e acquisition	déc-2004	00 ha 03 a 99 ca		0
		7e acquisition	déc-2005	93 a 47 ca		0
		8e acquisition	avr-2006	05 a 50 ca		0
		9e acquisition	Fait ant. 2004	Env. 32 a 52 ca		0
Total				52 ha 70 a 44 ca		0

ACQUISITIONS - RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2016

Réf. parcelle	Vendeur	Nature	Statut	Surface en m²	SHON en m²	Prix en k€
	Néant					
Total						

RETOUR OJ

C.1.B ACQUISITIONS AUTRES

ACQUISITIONS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2016

Réf. parcelle	Vendeur	Nature	Date de l'acte	Surface en m²	SHON en m²	Prix en k€
	Département du Haut Rhin		09/04/99 et 24/06/99	268		1,43
Sect 20 n°140/27	Commune de Morschwiller le Bas		07/06/2004	435		0
	Conseil Général du Haut Rhin		08/12/2009	462		13,8
	Indemnité parcelle agriculteurs (ancienne emprise projet giratoire)		14/02/2013	0		70
section 20, parcelles 49/3 et 158.	Conseil général (en échange de 5912 m² de terrains situés sur la bretelle de l'échangeur des collines)		31/12/2013	2396		0,001
section 20, parcelles à détacher des parcelles 52, 90, 159 et parcelle à détacher du domaine public	Conseil Général du Haut Rhin	Terres		637		0,001
section 20, parcelles 168/84 et 170/20	Commune de Morschwiller le Bas		févr-2014	60		0,001
Total				4258		85,233

ACQUISITIONS - RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2016

Réf. parcelle	Vendeur	Nature	Statut	Surface en m²	SHON en m²	Prix en k€
	Néant					
Total				0		0

RETOUR OJ



CITIVIA

TERRAINS ACQUIS À M2A

TERRAINS ACQUIS AUTRES

Echelle : aucune Dessin : KXO Date : 22/06/2017

PARC DES COLLINES
ZAC I
Plan des acquisitions

D.1. EQUIPEMENTS PUBLICS

EQUIPEMENTS PUBLICS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2016

Réf.	Nature	Avancement %	Date de remise	Autre collectivité compétente	Valeur H.T. en k€
	Aménagement vallée 1 et 2 Voiries, éclairage, assainiss. eau potable, fourreaux câbles espaces verts, noues et bassins	100%	déc-09 Remise d'ouvrage effectuée en 12/2009, à l'exception de la rue D. Schœn et du parking Victor Schoelcher		8 627
	Doigts verts chemin de la croix	100%	août-08		305
	Arrêts de bus définitifs	100%			78
	Trottoir et espaces verts rue Daniel Schœn	100%	août-18		11
	Prolongement viabilité rue D. Schœn sous trémie rocade dont assainissement	100%	août-18		427
	Modification échangeur + giratoires	100%	oct-15		1263
Total					10 711

EQUIPEMENTS PUBLICS - RESTE A REALISER AU 31 DECEMBRE 2016

Réf.	Nature	Solde à réaliser %	Programmation (année)	Autre collectivité compétente	Valeur H.T. en k€
	Néant				
Total					0
Total					10 711

RETOUR OJ



CITIVIA

ÉQUIPEMENTS RÉALISÉS

PARKING PUBLIC

Echelle : aucune Dessin : KXO Date : 22/06/2017

PARC DES COLLINES
ZAC I
Equipements publics

E. EMPRUNTS

EMPRUNTS - REALISE AU 31 DECEMBRE 2016

Objet	Financeur	Date du contrat	Montant mobilisé en k€	Capital restant dû en k€
Financement travaux en attente des recettes de ventes et subventions	Dexia n°1	03/04/1998	1 524	0
	Dexia n°2	22/11/1999	1 525	0
Total			3 049	0

RETOUR OJ

5. COMPTE DE RESULTAT DE L'OPERATION

		Budget		Fin 2015	2016		Régul. fin	Nouveau
	Intitulé	Initial	CRAC 2015	Année	Année	Cumul	opération	
	Produits	11 670	14 311	13 718	509	14 226	21	14 247
1	CESSIONS	10 359	11 417	11 045	372	11 417	21	11 438
10	Cession collectifs							
11	Cession individuelles							
12	Cession activités	10 359	11 417	11 045	372	11 417	21	11 438
13	Cessions autres							
2	SUBVENTIONS	1 311	1 479	1 467	12	1 479		1 479
20	Subventions	1 311	1 479	1 467	12	1 479		1 479
3	PARTICIPATIONS		1 336	1 127	125	1 252		1 252
30	Participation d'Equilibre		275	275		275		275
31	Participations autres							
32	Participation Equip. Publics		1 061	852	125	977		977
33	Participations complément de prix							
4	PRODUITS DE GESTION		78	78		78		78
40	Produits financiers à court terme		60	60		60		60
41	Produits financiers autres		2	2		2		2
42	Locations autres		3	3		3		3
43	Produits autres		12	12		12		12
5	TVA							
50	TVA sur dépenses							
	Charges	11 442	14 311	14 060	145	14 205	11	14 215
1	ETUDES	1 112	1 106	1 058	56	1 114		1 114
10	Etudes préalables							
11	Etudes pré-opérationnelles		40	40		40		40
12	Etudes opérationnelles	1 112	1 066	1 019	56	1 074		1 074
13	Etudes Autres							
2	MAITRISE DES SOLS		131	131		131		131
20	Acquisition / Indemnité rémunérable		85	85		85		85
21	Acquisition / Indemnité non rémunérable							
22	Frais liés à l'acquisition		46	46		46		46
3	TRAVAUX	8 034	10 299	10 183	32	10 215		10 215
30	Mise en état des sols		493	478	15	493		493
31	Ouvrage de viabilité	8 034	9 628	9 531	4	9 536		9 536
32	Ouvrage de viabilité autres		15	15		15		15
33	Ouvrage de bâtiments		32	32	10	41		41
34	Ouvrage de bâtiments autres		3	3		3		3
35	Entretien des ouvrages		129	124	3	127		127
4	HONORAIRES AUX TIERS		23	23	8	31		31
40	Honoraires sur cession		8	8		8		8
41	Honoraires autres		15	15	8	23		23
5	REMUNERATION	1 119	1 450	1 401	40	1 442	0	1 442
50	Avances sur rémunération opérateur							
51	Rémunération forfaitaire		29	29		29		29
52	Rémunération de conduite opération	491	624	616	5	621		621
53	Rémunération de commercialisation	497	563	543	20	563		563
54	Rémunération financière	116	219	214	0	214	0	215
55	Rémunération de liquidation	15	15		15	15		15
6	FRAIS FINANCIERS	499	610	580	3	583	1	583
60	Frais financiers sur court terme		187	178	3	180	1	181
61	Frais financiers sur emprunts	499	402	402		402		402
62	Frais financiers divers		20					
7	FRAIS DE GESTION ET DIVERS	678	692	684	6	689	10	699
70	Frais de gestion locative		15	15	1	16		16
71	Frais de gestion		114	114		114		114
72	Impôts et taxes	76	239	231	5	235	10	245
73	Frais d'information et de communica	302	37	37	0	37	0	37
74	TVA perdue sur prorata	300	194	194		194		194
75	Frais techniques opération autres		2	2		2		2
76	Pertes sur créances		91	91		91		91
8	TVA							
80	TVA sur recettes							
	RESULTAT D'OPERATION	228	0	-342	364	22	10	32
	MOBILISATIONS		3 049	3 049		3 049		3 049
1	MOBILISATION		3 049	3 049		3 049		3 049
10	Emprunts reçus		3 049	3 049		3 049		3 049
11	Dépôt de garantie							
14	Participations à recevoir							
	AMORTISSEMENTS		3 049	3 049		3 049		3 049
1	AMORTISSEMENTS		3 049	3 049		3 049		3 049
10	Emprunts remboursés		3 049	3 049		3 049		3 049
11	Dépôt de garantie							
14	Participation reçue							
	FINANCEMENT TRESORERIE				-560		32	32

RETOUR OJ

Mulhouse Alsace Agglomération

ZAC DU PARC DES COLLINES I	SYNTHESE DU BILAN PREVISIONNEL AU 31.12.2016

en K€ HT	BILAN PREVISIONNEL		REALISE	
	Acté le 31.12.2015	Actualisé au 31.12.2016	AU 31.12.2016	Dont en 2016
CHARGES				
Acquisitions foncières	131	131	131	0
Travaux et études	11 405	11 329	11 329	88
Rémunérations	1 450	1 442	1 442	40
Frais financiers	610	583	583	3
Autres frais	715	730	730	14
TOTAL CHARGES	**14 311**	**14 215**	**14 215**	**145**
PRODUITS				
Cessions	11 417	11 438	11 438	372
Subventions	1 479	1 479	1 479	12
Participation m2A	1 336	1 252	1 252	125
Participations autres	0	0	0	0
Participation à recevoir	0	0	0	0
Diverses recettes	79	78	78	0
TOTAL PRODUITS	**14 311**	**14 247**	**14 247**	**509**

TOUR OJ

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

ZAC 1 DU PARC DES COLLINES

RAPPORT DE PRESENTATION DE SUPPRESSION DE LA ZAC

conformément à l'article R311-12 du code de l'urbanisme



Le présent rapport de présentation est établi en application des dispositions de l'article R311-12 du Code de l'Urbanisme et expose les motifs de la suppression de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) n°1 du Parc des Collines sis sur les communes de Mulhouse et Morschwiller-le-Bas.

RETOUR OJ

SOMMAIRE

1. Contexte historique et objectifs de l'opération 3

2. Equipements publics réalisés 4

3. Programme de l'opération 5

4. Justification de la suppression 6

5. Effets de la suppression 6

5.1 Conséquences sur la fiscalité de l'urbanisme 6

5.2 Conséquences sur les plans locaux de l'urbanisme des communes de Mulhouse et Morschwiller-le-Bas 6

5.3 Conséquences sur la division des terrains 7

5.4 Conséquences sur la gestion des droits à construire et des prescriptions contenues dans le cahier des charges de cession de terrain (CCCT) 7

5.5 Conséquences sur le plan d'aménagement de zone (PAZ) 7

6. Bilan financier 7

RETOUR OJ

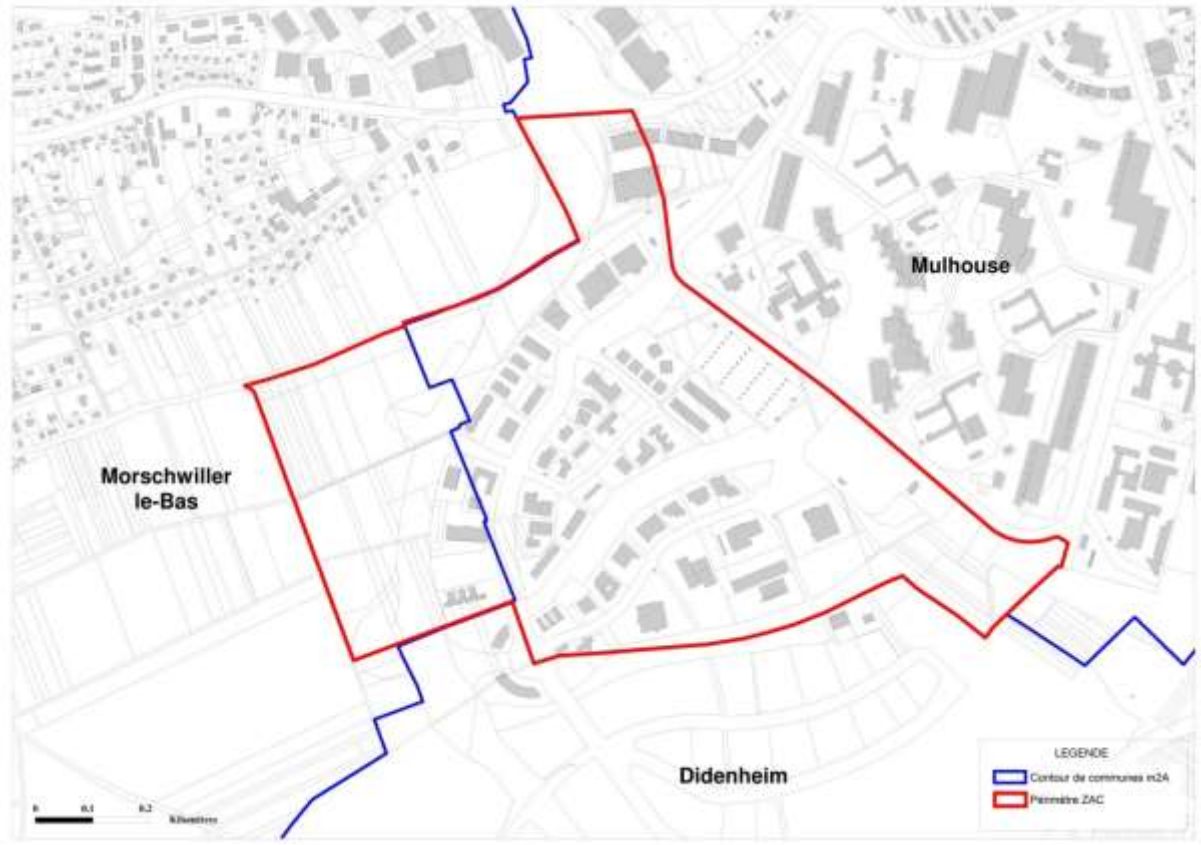
1. Contexte historique et objectifs de l'opération

La zone d'aménagement concerté (ZAC) n°1 du Parc des Collines a été créée par délibération du conseil d'agglomération du 28 novembre 1995. Située à l'ouest de l'agglomération, sur les bans communaux de Morschwiller-le-Bas et de Mulhouse, et s'étendant sur 72ha, cette opération visait à développer une offre foncière de qualité et facilement accessible pour des entreprises du secteur tertiaire, des services et des industries innovantes.

Elle est née de la volonté de faire évoluer le tissu économique de l'agglomération jusqu'alors centré sur un tissu industriel en perte de vitesse et de procéder au rééquilibrage des emplois au profit du secteur ouest de l'agglomération.

Elle constitue la 1ère phase du parc d'activités dont la surface totale s'élève à 150ha et se développe sur 3 communes (Mulhouse, Morschwiller-le-Bas et Brunstatt Didenheim) dont l'objectif est de constituer un pôle de 4 à 6000 emplois.

Le dossier de réalisation a été approuvé par délibération du 23 juin 1997. L'acte de création et le programme des équipements publics ont été modifiés le 20 février 2014 pour permettre d'étendre d'une part le périmètre de la ZAC pour faire la jonction avec le chemin de Galfingue et d'autre part la vocation du secteur ouest de la rocade à la construction de commerces et pour améliorer la desserte de ce secteur via la création d'un carrefour giratoire directement relié à l'échangeur du Parc des Collines.



RETOUR OJ

Les grands principes d'aménagement de cette zone, située dans le croissant économique ouest de l'agglomération, en connexion directe avec la rocade ouest et jouxtant le quartier prioritaire des Coteaux de Muhouse, se déclinaient de la manière suivante :

- une inscription du projet dans le respect du relief des collines avec une implantation des entreprises sur les versants des vallées, qui se rejoignent au rond-point Walter, qui donne accès à la rocade ouest
- une forte présence du végétal assurée par la plantation d'arbres d'alignement sur les voiries principales et la création de « doigts verts », espaces boisés sur les crêtes caractéristiques des paysages du Sundgau
- une gestion des eaux pluviales, délicate compte tenu du caractère valloné du secteur et des sols peu favorables, organisée via un réseau de noues et de bassins traités en espaces verts et ainsi intégrés à la trame verte du projet paysager
- des cheminements piétonniers et cyclables desservant l'ensemble de la zone et la reliant au quartier voisin des Coteaux, avec lequel s'organise une transition par une série d'équipements sportifs et de jardins familiaux.

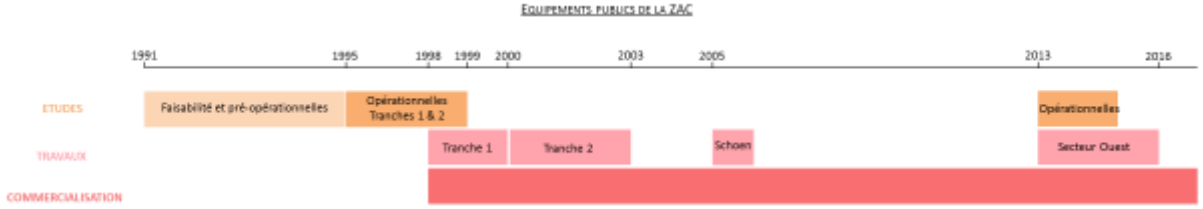
La réalisation de la ZAC a été confiée par voie de concession à CITIVIA SPL le 14 octobre 1997. Cinq avenants ont été signés :

- le 28 juin 2007 pour proroger la concession jusqu'au 31 décembre 2011
- le 24 mars 2010 pour préciser la rémunération du concessionnaire
- le 29 mars 2011 pour proroger la concession jusqu'au 31 décembre 2014
- le 14 janvier 2013 pour étendre les missions de l'aménageur à l'acquisition des terrains
- le 20 février 2014 pour modifier le dossier de ZAC, acter les participations et proroger la concession jusqu'au 31 décembre 2016

2. Equipements publics réalisés

Les équipements publics consistaient en des aménagements classiques de voiries réseaux divers pour desservir les terrains constructibles, avec toutefois une spécificité pour le traitement des eaux pluviales gérées via un réseau de noues et bassins. Une large part était donnée aux aménagements paysagers avec notamment la constitution de larges doigts verts et le traitement en espaces verts des noues et bassins.

Tous ceux prévus à l'origine ont été réalisés sur 3 périodes comme illustré ci-dessous, la 1ère réalisée en deux tranches de travaux successives, de 1998 à début 2002 (secteur est de la rocade), la 3ème en 2005 (rue Daniel Schoen) et la 4ème en 2014 / début 2015 (secteur ouest de la rocade).



RETOUR OJ

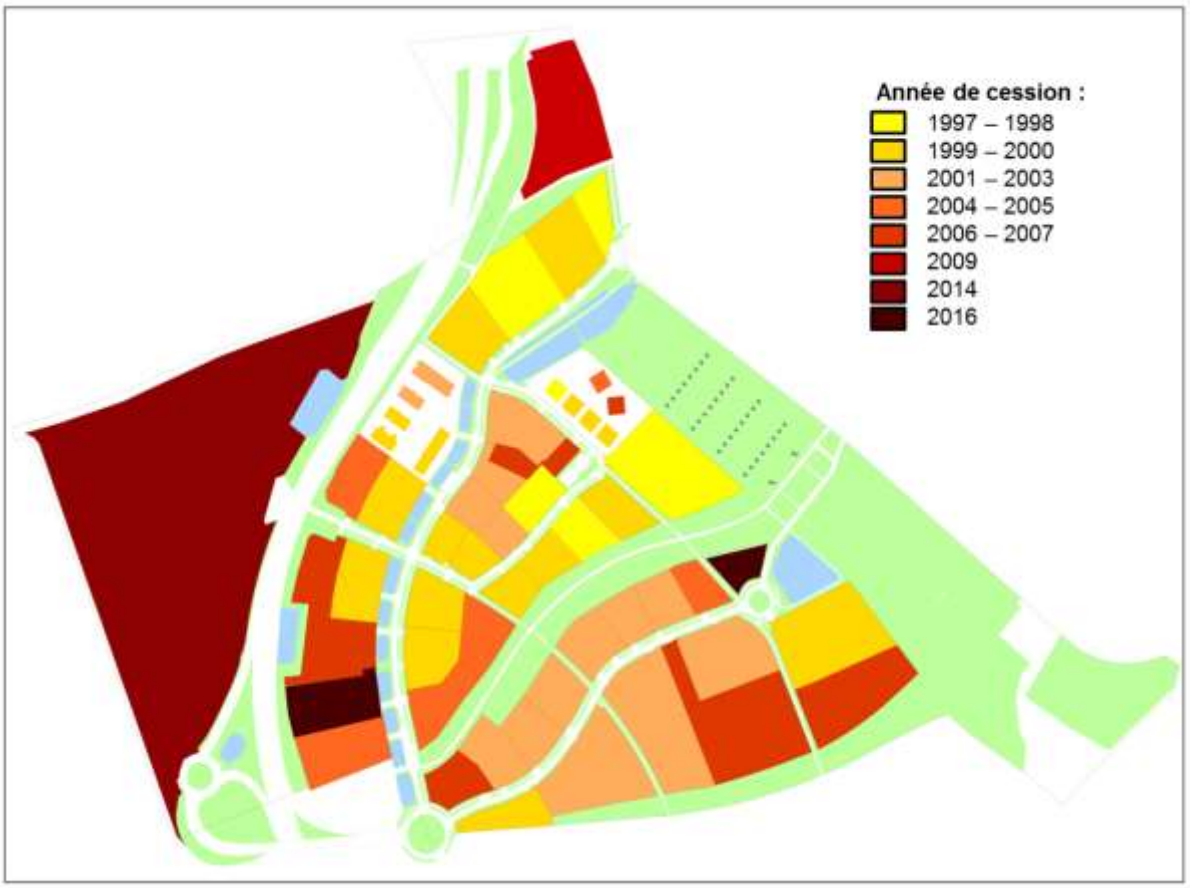
Ainsi, ont été créés :

- à Mulhouse, les rues Jean Monnet, Jacques Mugnier, Victor Schoelcher, Daniel Schoen, Verly, le giratoire Léon Walter (à cheval avec la commune de Brunstatt-Didenheim) ainsi que des chemins piétons et deux doigts verts
- à Morschwiller-le-Bas, le giratoire de la place du Renne (côté ouest de la rocade).

Leur surface totale s'élève à 13,5 ha dont 0,65 ha ont été aménagés dans le cadre de la ZAC 2 et seront remis techniquement dans ce cadre. Se rajoute près d'1 ha de terrains destinés à être rétrocédés à la Ville de Mulhouse compte tenu de leur nature (équipement réalisé en propre par la Ville ou délaissé) et de leur localisation.

3. Programme de l'opération

Sur les 72 ha de l'opération, 36 étaient cessibles. Tous les lots ont été commercialisés représentant près de 150 000 m² de surface de plancher, 300 entreprises et environ 2 500 emplois. Le plan ci-dessous illustre le rythme de commercialisation qui s'est déroulé sur 19 ans. A noter qu'entre 2008 et 2013, une seule cession est intervenue, ralentissement lié à la crise mais aussi à un déplacement de la commercialisation au bénéfice de la 2ème ZAC du Parc des Collines (13 cessions sur la même période).



Il est ici précisé que la ZAC 1 du Parc des Collines, hors secteur ouest, a bénéficié du dispositif Zone Franche Urbaine mis en place en 1997.

RETOUR OJ

4. Justification de la suppression

Les objectifs tant économiques qu'urbains ont été atteints : un pôle économique est né et continue à se développer via la deuxième ZAC du Parc des Collines dans un cadre verdoyant de qualité. La concession d'aménagement est également arrivée à échéance, l'intégralité des équipements publics réalisés dans ce cadre ont été remis et son bilan financier finalisé. Aussi, le maintien de la ZAC n'est plus, par voie de conséquence, justifié.

Il apparaît dès lors opportun de la supprimer dans le respect des dispositions de l'article R.311-12 du code de l'urbanisme aux termes duquel « *la suppression d'une ZAC est prononcée, sur proposition ou après avis de la personne publique qui a pris l'initiative de sa création, par l'autorité compétente, en application de l'article L. 311-1, pour créer la zone. La proposition comprend un rapport de présentation qui expose les motifs de la suppression (…) La décision qui supprime la zone (…) fait l'objet des mesures de publicité et d'information édictées par l'article R. 311-5*. »

5. Effets de la suppression

La suppression de la ZAC a pour effet de mettre fin à toutes les dispositions juridiques particulières à la zone.

5.1 Conséquences sur la fiscalité de l'urbanisme

La suppression rend à nouveau applicable lors de la délivrance des autorisations d'urbanisme, la perception de la part communale de la taxe d'aménagement dont l'application avait été supprimée par la création de la ZAC.

L'article L.331-16 du code de l'urbanisme précise que « *lorsqu'une zone d'aménagement concerté est supprimée, la taxe d'aménagement est rétablie de plein droit pour la part communale ou intercommunale. Le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale (…) fixe le taux de la taxe pour cette zone dans les conditions prévues à l'article L. 331-14*. »

5.2 Conséquences sur les plans locaux de l'urbanisme des communes de Mulhouse et Morschwiller-le-Bas

L'entrée en vigueur de l'acte de suppression de la ZAC a pour effet de faire rentrer la zone dans le droit commun. Le secteur demeurera soumis aux PLU en vigueur.

Lors des prochaines révisions générales des PLU de Mulhouse et de Morschwiller-le-Bas, les pièces faisant état de la ZAC seront modifiées. Par ailleurs, un travail a déjà été effectué avec les deux communes pour intégrer également à ce moment-là certaines dispositions du cahier des recommandations architecturales et paysagères de la zone et ainsi garantir la pérennité de sa qualité.

RETOUR OJ

5.3 Conséquences sur la division des terrains

Toutes les divisions foncières postérieures à l'entrée en vigueur de l'acte de suppression seront soumises au régime de droit commun.

5.4 Conséquences sur la gestion des droits à construire et des prescriptions contenues dans le cahier des charges de cession de terrain (CCCT)

L'article L.311-6 du code de l'urbanisme précise que « (…) *le cahier des charges devient caduc à la date de la suppression de la zone. Les dispositions du présent alinéa ne sont pas applicables aux cahiers des charges signés avant l'entrée en vigueur de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains*. »

Les CCCT relèvent donc de deux régimes juridiques distincts selon leur date d'approbation qui intervient pour rappel tel qu'indiqué à l'article L.311-6 précité « *au moment de chaque cession ou concession d'usage* » :

- en cas de signature avant l'entrée en vigueur de la loi solidarité et renouvellement urbain, ils demeurent soumis au régime antérieur au 14 décembre 2000 (ancien article R.311-34 du code de l'urbanisme)
- en cas de signature depuis le 1er avril 2001, ils deviennent caducs à la date de suppression de la ZAC. Dès lors, les dispositions applicables sont limitées à celles contenues dans le PLU.

5.5 Conséquences sur le plan d'aménagement de zone (PAZ)

Elles sont sans effet sur le contenu des règles applicables dans la zone puisque les PLU de Mulhouse et Morschwiller-le-Bas, respectivement approuvés les 21 janvier 2008 et 17 mars 2010, se sont substitués au PAZ sur le secteur concerné.

6. Bilan financier

Le bilan de clôture établi par l'aménageur fait apparaître un excédent de 32K€ HT au bénéfice de m2A. Cet excédent sera versé après la clôture effective de la concession et le quitus donné à l'aménageur.

De plus, la valeur des équipements publics réalisés et remis à la collectivité est estimée à 10 711 K€ HT.

RETOUR OJ

Annexe à la décision n°589C

Tableau de désignation des biens rétrocédés par CITIVIA à m2A dans le cadre des opérations de clôture de la ZAC

Commune	Section	N° parcelle	Contenance en m²	Nature
Foncier à intégrer au patrimoine de m2A				
Foncier pour lequel la remise d'ouvrage technique a été réalisée				
Mulhouse	IC	p175	1 881	Espace vert autour du surpresseur
Mulhouse	IC	382	65 660	Voirie / Espace vert
Mulhouse	IC	381	1 477	Voirie
Mulhouse	IC	383	32 005	Voirie / Bassin Noue
Mulhouse	IC	242	998	Voirie + Partie de Noue
Mulhouse	IC	367	1 998	Voirie / Noue
Mulhouse	IC	366	1 019	Voirie / Noue
Mulhouse	IB	156	7	Espace vert
Mulhouse	IB	158	3 060	Espace vert
Mulhouse	IB	154	230	Espace vert
Mulhouse	IC	246	52	Voirie
Mulhouse	IC	218	51	Chemin piéton
Didenheim	22	403	1 038	Noue / Accès parcelle
Didenheim	22	320	151	Voirie
Didenheim	22	404	1 497	Voirie
Mulhouse	IC	208	2	Voirie
Morschwiller-le-Bas	20	147	867	Voirie (accès) / Noue
Mulhouse	IC	205	41	Transformateur ERdF
Mulhouse	IC	318	26	Transformateur ERdF
Mulhouse	IC	200	26	Transformateur ERdF
Mulhouse	IC	312	21	Transformateur ERdF
Morschwiller-le-Bas	20	190	56	Espace vert
Morschwiller-le-Bas	20	191	96	Espace vert
Morschwiller-le-Bas	20	193	36	Espace vert
Morschwiller-le-Bas	20	196	748	Voirie
Mulhouse	IB	169	877	Espace vert
Mulhouse	IB	166	2 264	Espace vert
Mulhouse	IB	219	88	Espace vert
Mulhouse	IB	216	18	Espace vert
Mulhouse	IB	213	8	Espace vert
Mulhouse	IB	222	19	Espace vert
Mulhouse	IB	210	24	Espace vert
Mulhouse	IB	193	475	Espace vert
Mulhouse	IB	164	565	Espace vert
Mulhouse	IB	160	859	Espace vert
Mulhouse	IB	162	305	Espace vert
Mulhouse	IB	172	1 026	Espace vert / Chemin
Mulhouse	IC	322	398	Chemin piéton
Mulhouse	IC	384	4 185	Espace vert
Mulhouse	ID	265	848	Espace vert / Chemin
Mulhouse	IC	358	1 131	Voirie
Mulhouse	IC	385	2 339	Voirie
Foncier aménagé dans la ZAC 2 et non encore remis techniquement (régime d'exception)				
Mulhouse	IB	175	464	Espace vert
Mulhouse	IB	178	313	Espace vert
Mulhouse	IB	171	4	Espace vert
Mulhouse	IB	217	2 495	Espace vert
Mulhouse	IB	214	633	Espace vert
Mulhouse	IB	211	32	Chemin
Brunstatt-Didenheim	070-22	418	2 570	Espace vert
Brunstatt-Didenheim	070-22	421	48	Espace vert

RETOUR OJ

Commune	Section	N° parcelle	Contenance en m²	Nature
Foncier à transférer à terme à la ville de Mulhouse				
Mulhouse	IC	p175	881	Surpresseur et espace vert associé
Mulhouse	IC	157	635	Espace vert
Mulhouse	IA	206	7 830	Espace vert / Parking
Mulhouse	IC	290	67	Espace vert
Mulhouse	IC	295	66	Espace vert
SURFACE TOTALE A REMETTRE			**144 510**	dont 9 479 m² à rétrocéder à la Ville de Mulhouse

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-556C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

59 élus présents (104 en exercice, 12 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

RACCORDEMENT DU GROUPE HOSPITALIER DE LA REGION MULHOUSE SUD ALSACE AU RESEAU DE CHALEUR DE L'ILLBERG – AVENANT N° 2 A LA CONVENTION D'ENGAGEMENT DE RACCORDEMENT (1500/8.8/556C)

Par décision du 15 juin 2015, le bureau de m2A a approuvé le projet d'extension du réseau de chaleur urbain de l'Illberg ainsi que la signature de la convention d'engagement de raccordement au réseau de chaleur de l'Illberg avec le Groupe Hospitalier de la Région Mulhouse et Sud Alsace (GHRMSA). Compte tenu de l'évolution du projet, cette convention a été modifiée par avenant n° 1 du 15 juillet 2016.

Les consommations estimées à 36 GWh/an du GHRMSA permettront de maintenir un taux d'énergie renouvelable supérieure à 50 % et en conséquence de conserver un taux réduit de TVA de 5,5 % sur la vente de chaleur à l'ensemble des clients du réseau urbain de l'Illberg.

Afin de prendre en compte les évolutions techniques et financières du projet ainsi que la nouvelle date de mise en service des installations, la passation d'un avenant n° 2 à la convention d'engagement de raccordement, ci-après annexé, est nécessaire.

En outre, la convention de raccordement et le contrat d'abonnement visés par la convention d'engagement de raccordement préciseront les obligations de l'abonné et de m2A, les éléments techniques relatifs au raccordement des bâtiments du GHRMSA ainsi que les modalités de gestion particulières afin de tenir compte des spécificités de ce client.

RETOUR OJ

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve ces propositions,
- charge le Président ou son représentant de signer l'avenant n° 2 à la convention d'engagement de raccordement et toutes les pièces contractuelles nécessaires à sa réalisation et notamment la convention de raccordement et le contrat d'abonnement.

PJ : - Projet d'avenant
- Projet de convention de raccordement
- Projet de contrat d'abonnement

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION
1ère Direction
ESPACES PUBLICS ET BATIMENTS
Pôle Performances énergétiques et bâtiments
Production et Réseaux de chaleur
Centrale Thermique de l'Illberg
1 1500-153-53

Avenant n°2 à la convention d'engagement de raccordement du 19 juin 2015

Entre :

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), domiciliée 2 rue Pierre et Marie Curie, BP 90019, 68948 Mulhouse cedex 9, représentée par son Président Monsieur Fabian JORDAN habilité à signer le présent avenant par une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 24 septembre 2018

Ci-après désignée, 'la collectivité',

Et :

Le Groupe Hospitalier de la Région Mulhouse Sud Alsace (GHRMSA), domicilié 87 avenue d'Altkirch 68051 Mulhouse, représenté par son Directeur, Monsieur Marc Penaud, dûment habilité à signer le présent avenant

Ci-après désigné 'le futur abonné',

Ci-après ensemble 'les Parties' ou individuellement 'Partie'.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Préambule :

Par convention du 19 juin 2015 modifiée par avenant n°1 du 15 juillet 2016, m2A et le GHRMSA ont convenu des modalités de raccordement des établissements du GHRMSA (Emile Muller 1 et 2, Emile Muller 3 et Hasenrain) au réseau de chaleur de l'Illberg.

RETOUR OJ

Compte tenu de l'évolution du projet, il est nécessaire d'adapter la convention précitée.

Ceci étant exposé, les Parties sont convenues de ce qui suit :

Article 1 – Objet de l'Avenant

Le présent avenant vise à prendre en compte les évolutions impactant le projet :

- la réalisation des travaux de raccordement de la sortie des échangeurs du réseau de chaleur de m2A jusqu'au réseau de distribution interne de l'hôpital Emile Muller et de l'hôpital du Hasenrain;
- l'application d'une remise de 1 125 000€ sur quinze (15) ans ;
- la prise en compte d'une nouvelle date prévisionnelle de mise en service du raccordement du GHRMSA au réseau de chaleur de l'Illberg.

Article 2 – Réalisation des travaux de raccordement

Il est convenu que m2A réalisera, dans le cadre d'une convention spécifique entre les parties, les travaux de raccordement de la sortie des échangeurs du réseau de chaleur de m2A jusqu'au réseau de distribution interne de l'hôpital Emile Muller et de l'hôpital du Hasenrain.

Article 3 – Remise annuelle

Afin de compenser notamment l'écart de coût transitoire entre le maintien d'une production de chaleur au gaz et le raccordement au réseau de chaleur urbain de la Centrale Thermique de l'Illberg, il est convenu de l'application d'une remise annuelle de 75 000€ pendant quinze(15) ans.

La remise sera consentie sur la dernière facture annuelle.

Article 4 – Date prévisionnelle de mise en service des installations

L'article 2 de l'avenant 1 de la convention d'engagement de raccordement est modifié comme suit :
La date prévisionnelle de mise en service des installations est fixée courant du second semestre 2018. M2A précisera la date exacte au GHRMSA lors des opérations préalables à la réception des travaux de raccordement, objet de l'article 2.

Article 5 – Autres dispositions

Les stipulations de la convention initiale et de l'avenant n° 1, non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

RETOUR OJ

Article 6 – Prise d'effet

Le présent avenant prend effet à compter de sa date de notification suite à sa signature, sous réserve des modalités d'exercice du contrôle de légalité des actes des Parties éventuelles.

Fait à Mulhouse en double exemplaire, le

Pour m2A,
Le Président,

Fabian JORDAN

Pour le GHRMSA,
Le Directeur,

Marc PENAUD

RETOUR OJ

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION
1ère Direction
ESPACES PUBLICS ET BATIMENTS
Pôle Performances énergétiques et bâtiments
Production et Réseaux de chaleur
Centrale Thermique de l'Illberg
1500-153-53

CONVENTION DE RACCORDEMENT A LA CENTRALE THERMIQUE DE L'ILLBERG

Entre :

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), domiciliée 2 rue Pierre et Marie Curie, BP 90019, 68948 Mulhouse cedex 9, représentée par son Président Monsieur Fabian JORDAN , dûment habilité par une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 26 mars 2018

Et :

Le Groupe Hospitalier de la Région Mulhouse Sud Alsace (GHRMSA), domicilié 87 avenue d'Altkirch 68051 Mulhouse, représenté par son Directeur, Monsieur Marc Penaud,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Conformément au règlement de service pour la fourniture de chaleur par la centrale thermique de l'Illberg annexé à la présente convention de raccordement et à la convention d'engagement de raccordement et ses avenants, il sera procédé au raccordement des bâtiments du **Groupe Hospitalier de la Région Mulhouse Sud Alsace situés :**

- 87 avenue d'Altkirch à Mulhouse
- 20 avenue du Docteur René Laennec à Mulhouse

RETOUR OJ

Les sous-stations primaires seront installées dans les bâtiments Emile Muller 1-2, Emile Muller 3 et Hasenrain.

D'après le dossier technique, les besoins calorifiques ont été estimés à 20 000 kW (12 000 kW pour Emile Mullller 1, 2 000 kW pour site Emile Muller 3 et 6 000 kW pour le site Hasenrain).

Le coût des travaux de raccordement est entièrement pris en charge par m2A.

Fait en deux exemplaires originaux à Mulhouse, le ……..

Pour m2A, Le Président,	Pour le GHRMSA, Le Directeur,
Fabian JORDAN	Marc PENAUD

RETOUR OJ

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION
1ère Direction
ESPACES PUBLICS ET BATIMENTS
Pôle Performances énergétiques et bâtiments
Production et Réseaux de chaleur
Centrale Thermique de l'Illberg
1500-153-53

CONTRAT D'ABONNEMENT

pour la fourniture de chaleur par la centrale thermique de l'Illberg en application des dispositions du règlement de service

Entre :

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), domiciliée 2 rue Pierre et Marie Curie, BP 90019, 68948 Mulhouse cedex 9, représentée par son Président Monsieur Fabian JORDAN, dûment habilité par une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 24 septembre 2018

Et :

Le Groupe Hospitalier de la Région Mulhouse Sud Alsace (GHRMSA), domicilié 87 avenue d'Altkirch 68051 Mulhouse, représenté par son Directeur, Monsieur Marc Penaud,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

1- Objet du Contrat d'abonnement

Monsieur Marc PENAUD en sa qualité de Directeur du GHRMSA, souscrit un abonnement pour la fourniture de chaleur nécessaire aux hôpitaux :

Hasenrain
87 avenue d'Altkirch
68100 MULHOUSE
et
Emile Muller
20 avenue du Docteur Laennec
68200 MULHOUSE

RETOUR OJ

La fourniture de chaleur se fera dans les conditions définies par le règlement de service en vigueur sauf dispositions particulières précisées au présent contrat d'abonnement.

Cette chaleur sera fournie dans les sous-stations installées dans les bâtiments Hasenrain, Emile Muller 1-2 et Emile Muller 3.

2- Puissance souscrite

La puissance souscrite est de 20 000 kW, puissance que l'abonné s 'engage à ne pas dépasser. Dans le cas contraire, il s'engage à solliciter un avenant au présent contrat conformément à l'article 16 du règlement de service. La convention de raccordement sera en conséquence modifiée par avenant.

Les modifications de puissance souscrite ne pourront intervenir, dans un souci d'optimisation de l'exploitation, qu'une fois par an, au 1er janvier moyennant un préavis de 3 mois.

3- Obligations du GHRMSA dit 'l'abonné'

L'abonné s'engage :

- à consommer annuellement un minimum de 36 000MWh ;
- à prévenir m2A avant tout arrêt ou remise en service total ou partiel de son installation (réseau secondaire) ;
- à informer m2A de ses coupures relatives aux essais règlementaires sur les groupes électrogènes ;
- à signaler immédiatement toute anomalie qu'il constaterait dans la fourniture de chaleur ;
- à limiter le fonctionnement de sa cogénération à 2 mois calendaires entre novembre et mars inclus ;
- à établir une relation entre les astreintes respectives
    - n° astreinte m2A : 06.10.41.44.95
    - n° astreinte hôpital :cadre technique de garde 06 14 31 14 10

4- Obligations de m2A :

M2A s'engage :

- à transmettre le rapport de contrôle annuel des appareils de mesure au GHRMSA ;
- à obtenir l'autorisation de la part du GHRMSA avant toutes interventions sur les sous-stations afin de tenir compte des exigences en termes de sécurité (plan vigipirate notamment), ;
- à assurer une fourniture de chaleur à 95°C avec une tolérance de -10°C.Le chauffage urbain sera considéré comme défaillant en dessous de 85°C et se verra appliquer une pénalité par heure de défaillance selon les modalités définies à l'article 5 ci-après.
- A informer le GHRMSA sous deux jours ouvrés des surconsommations au-delà de 20 MW

RETOUR OJ

5- Pénalités

5.1 Pénalités à la charge de m2A

Les arrêts pour incident hors cas de force majeure feront l'objet d'une pénalité unique de 228€/heure limitée à 2,5% de la facturation de l'année précédente. Aucune pénalité ne sera appliquée pour les arrêts techniques ayant lieu entre le 15 juillet et le 10 septembre sous réserve d'un délai de prévenance de 60 jours.

La même pénalité horaire sera appliquée en cas de fourniture de chaleur inférieure à 85°C, celle-ci sera plafonnée à 2,5% de la facturation de l'année précédente.

La valeur thermique sera conforme aux relevés réalisés sur le thermomètre doté d'un enregistreur et d'un système d'alarme et de reporting situé en sortie d'échangeur au point de départ du réseau secondaire. Ce thermomètre fera l'objet d'un étalonnage annuel par m2A.

L'application de ces pénalités ne sera pas effective pendant la période dite 'de mise en service industrielle' d'une durée de 75 jours calendaires à compter de la mise en service des installations prévue début octobre 2018.

Ces pénalités ne pourront pas être cumulées.

5.2 Pénalités à la charge du GHRMSA

La constatation d'un appel de puissance supérieur à 22MW (soit une tolérance de 10% par rapport à la puissance souscrite) fera l'objet d'une facturation à un prix majoré soit 120% du tarif normal du MWh.

La pénalité sera alors appliquée en prenant comme point de départ du calcul de la majoration, le moment où l'appel de puissance aura dépassé les 20 MW.
Les augmentations d'appel de puissance qui n'entraineront pas de dépassement au-delà des 22MW ne feront donc pas l'objet d'une majoration.

6- Gestion des pannes – astreinte

Un protocole de gestion des pannes et de relation entre les astreintes GHRMSA et m2A sera établi avant la mise en service de l'installation.

7- Modalités de règlement

Par dérogation à l'article 19.3 du règlement de service, les factures seront réglées par le GHRMSA selon les règles et délais de la comptabilité publique des établissements publics hospitaliers.

RETOUR OJ

8- Sanctions

Par dérogation aux articles 21 et 22 du règlement de service, eu égard à l'activité du GHRMSA et en dehors des cas de force majeure ou des arrêts techniques prévus à l'article 8.3 du règlement de service, aucune suspension de fourniture de chaleur ne pourra être décidée par m2A.

Cet abonnement prend effet à compter de la mise en service des installations.

Fait en deux exemplaires originaux à Mulhouse, le ……..

Pour m2A,
Le Président,

Fabian JORDAN

Pour le GHRMSA,
Le Directeur,

Marc PENAUD

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-593C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

59 élus présents (104 en exercice, 12 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIVE AUX RESEAUX DE CHALEUR DE RIXHEIM ET DE RIXHEIM-RIEDISHEIM – PASSATION D'UN AVENANT (1500/1.2.3/593 C)

Par délibération du 25 septembre 2017, le conseil communautaire a approuvé le choix de confier au groupement RCUA-DALKIA la délégation de service public relative aux réseaux de chaleur historique de Rixheim ainsi que du nouveau réseau de Rixheim-Riedisheim. Dans ce cadre, pour l'exécution dudit contrat une société dédiée a été créée sous le nom commercial de VALORIM.

L'exécution du contrat, notifié le 20 novembre 2017, nécessite son adaptation ainsi que celle du règlement de service.

- Pour les abonnés du réseau historique, afin de maintenir une continuité des conditions contractuelles, il est proposé de maintenir la durée d'engagement du contrat d'abonnement à 5 ans à compter de la date de souscription en lieu et place d'un engagement calé sur la durée de la DSP. En outre, les pénalités pour résiliation anticipée ainsi que les frais de déraccordement anticipé seront pris en charge par m2A.
  Ce financement sera assuré dans le cadre du budget annexe des réseaux de chaleur.

- Pour l'ensemble des abonnés, des précisions relatives à la température maximale « aller » du fluide primaire sont apportées afin de préciser les conditions techniques d'exploitation des réseaux.

- Il pourra être facturé à tout nouvel abonné d'un poste de livraison existant des frais administratifs et d'exploitation à savoir 50 € en cas de changement de client et 100 € en cas de réouverture d'un compteur fermé.

RETOUR OJ

- Le comptage de l'import de chaleur en provenance de l'usine d'incinération, en limite géographique du périmètre de DSP, était initialement prévu physiquement par la mise en place d'une chambre de comptage. Ce comptage peut se faire par un calcul différentiel, au prorata du linéaire de réseau pour le calcul des pertes, entre le comptage réalisé à l'usine d'incinération et le comptage réalisé à l'entrée de la chaufferie d'appoint, ce qui évite l'installation d'un nouvel équipement.

- La collectivité a réalisé des travaux de raccordement de nouveaux clients non inclus dans le contrat de DSP et non pris en compte dans l'état des lieux avant le démarrage de la DSP en janvier 2018. Le coût de ces travaux doit être répercuté sur les valeurs d'amortissement prises en compte par le délégataire – élément intitulé Ri dans le contrat de DSP – pour qu'elles soient imputées sur les factures des abonnés et remboursées annuellement à m2A.

- Le contrat de DSP stipule une obligation de raccorder au réseau historique tout nouveau client le souhaitant. Compte tenu du nombre important de nouveaux abonnés, il est nécessaire de modifier ces règles de raccordement. En effet, sur ce réseau historique, la puissance en chaufferie correspond aujourd'hui à la somme des puissances souscrites. Ainsi, sans capacité résiduelle des installations existantes, les futurs raccordements nécessiteront des investissements conséquents, notamment de l'outil de production. Le contrat de DSP doit être ajusté en conséquence.

Compte tenu de l'impact financier minime des différents points listés ci-dessus, il est ainsi proposé que ces modifications fassent l'objet d'un avenant au contrat initial.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve ces propositions,
- autorise le Président ou son représentant à établir et à signer l'avenant au contrat de délégation de service public et toutes pièces nécessaires à sa mise en œuvre.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-590C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

59 élus présents (104 en exercice, 12 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

SIGNATURE DU PROTOCOLE m2A - SYNDICAT D'ELECTRICITE ET DE GAZ DU RHIN – ENEDIS - VILLE DE MULHOUSE EN VUE DE RENFORCER ET MODERNISER LES RESEAUX ELECTRIQUES (1500/8.8/590 C)

Depuis 2011, en qualité de partenaire du Plan Climat de m2A, ENEDIS (anciennement ERDF) et le Syndicat d'Electricité et de Gaz du Rhin (SEGR) se sont engagés à renforcer et moderniser les réseaux électriques sur le territoire de l'agglomération.

Cette modernisation des réseaux sur le territoire, nécessaire pour répondre aux enjeux énergétiques du territoire, se poursuit sur la période 2018-2020 et fait l'objet du présent protocole.

Sur cette période, ce programme de modernisation comprend deux axes majeurs :

- Le renforcement du transfert du réseau basse tension B1 en B2, afin d'en améliorer la capacité d'accueil, notamment dans le cadre de l'utilisation des appareils les plus modernes. Au 30 mai 2018, il reste encore sur le territoire de m2A plus de 23 kilomètres de réseau B1 dont plus de 22 kilomètres sur la seule ville de Mulhouse.
  Sur ce point, ENEDIS s'engage à y consacrer un montant de 8 000 000 € sur la période et le SEGR apportera annuellement la somme forfaitaire de 300 000 € dans le cadre de sa participation. Ce montant correspond à la prime à la départementalisation versée par le concessionnaire au SEGR suite à l'adhésion de la Ville de Mulhouse.

- La modernisation du réseau haute tension par le remplacement notamment des câbles à isolation papier, afin de renforcer sa fiabilité.

RETOUR OJ

ENEDIS s'engage à moderniser environ 32 kilomètres sur la période représentant un investissement de 4 000 000 €. Pour sa part, le SEGR y consacrera 200 000 € par an, sur la période.

Ce protocole n'entraîne pas de participation financière de m2A.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve les termes de ce protocole joint en annexe,
- charge le Président ou son représentant de signer ce protocole et toute pièce nécessaire à sa mise en œuvre.

PJ : 1 protocole

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Protocole entre Mulhouse Alsace Agglomération, la Ville de Mulhouse, le SEGR et Enedis pour l'accompagnement du Plan Climat de l'agglomération mulhousienne

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, Communauté d'Agglomération de l'agglomération mulhousienne, représentée par son Président Monsieur **Fabian JORDAN**, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil communautaire en date du …….. (à compléter par M2A) domicilié 2 rue Pierre et Marie Curie à Mulhouse (68100),

Désignée ci-après par l'appellation **« M2A »,**

Le Syndicat d'Electricité et de Gaz du Rhin, autorité organisatrice du service public de distribution d'électricité, représenté par son Président Monsieur **Jean-Marie BELLIARD**, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Comité Syndical en date du 18 septembre 2017, domicilié 11 rue 1er Cuirassiers à Colmar (68000),

Désigné ci-après par l'appellation **« le SEGR »,**

Enedis, société anonyme à directoire et à conseil de surveillance, au capital social de 270 037 000 euros, dont le siège social est sis 34 place des Corolles, Paris-la-Défense (92079), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 444 608 442, représentée par Monsieur **Bastien TOULEMONDE**, Directeur Régional Enedis d'Alsace Franche-Comté, agissant en vertu des délégations de pouvoirs qui lui ont été consenties le 18 décembre 2015 à effet du 1er janvier 2016 et faisant élection de domicile 57, rue Bersot à Besançon (25000),

Désignée ci-après par l'appellation **« Enedis »,**

Et en présence de :

La Ville de Mulhouse, représentée par sa Maire, Madame Michelle LUTZ.

RETOUR OJ

Préambule

Le Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET) est un projet territorial de développement durable dont la finalité première est la lutte contre le changement climatique.

Le plan d'action s'articule autour des 5 axes majeurs suivants :

- Acheter et consommer durablement
- Aménager et gérer le territoire pour les générations futures
- Construire et rénover
- Transformer durablement les modes de transport
- Informer et sensibiliser

Dans le cadre de ce plan climat, un important programme concerne le volet énergie et il vise notamment :

- L'aide au développement de la maîtrise de l'énergie (MDE), en relation avec le pôle bâtiment basse consommation, visant notamment les rénovations basse consommation, au bénéfice du client utilisateur,
- Le développement des énergies nouvelles et renouvelables (ENR),

Mulhouse Alsace Agglomération a souhaité que le présent protocole prenne également en compte le développement du niveau de performance du réseau public de distribution d'électricité.

Dans ce cadre, Enedis se propose en tant que partenaire du Plan Climat depuis le 14 mars 2011 de poursuivre son engagement, étant précisé que :

- **Le SEGR, autorité organisatrice du service public de la distribution d'électricité,** a signé, en date du 31 août 1998, un contrat de concession avec EDF. Le territoire de la concession regroupe l'ensemble des communes du département du Haut-Rhin desservies par Enedis, dont la Ville de Mulhouse depuis le 1er janvier 2009. Dans ce contexte, le SEGR souhaite contribuer au financement des travaux liés au développement du niveau de performance du réseau de distribution de la Ville de Mulhouse.

- **Enedis**, de par sa zone de desserte qui couvre 95% du territoire national, est un acteur incontournable de la MDE des collectivités, et notamment un partenaire de premier plan pour accompagner la construction par celles-ci de leur Plan Climat Energie Territorial. Dans ce contexte, elle souhaite poursuivre ses actions de progrès, en concertation avec le SEGR, la Ville de Mulhouse et M2A.

- Par ailleurs, **La Ville de Mulhouse** est un acteur et un partenaire majeur de la réussite du plan climat, dont elle favorise le déploiement par ses projets à court et moyen terme. Elle souhaite soutenir, par son implication dans leur mise en œuvre, les initiatives en faveur de l'accompagnement du plan climat.

Ceci étant exposé, il est convenu de ce qui suit.

RETOUR OJ

Article 1 - Objet du protocole

Le présent protocole a pour objet le renforcement et la modernisation des ouvrages en accompagnement du plan climat de Mulhouse Alsace Agglomération.

Il vise en particulier à :

- Accompagner la résorption à horizon 5 ans des ouvrages Basse tension de technologie B1, afin de permettre le déploiement du systéme communicant « Linky » incompatible avec la technologie B1 et de renforcer la capacité d'accueil des usages modernes et économes de l'électricité.
- Accompagner la résorption des ouvrages sous terrain à technologie « Câbles papier imprégné » afin de renforcer la fiabilité du réseau de distribution d'électricité au service des enjeux énergétiques des territoires.

Il définit les principes et les engagements d'Enedis, titulaire de la maîtrise d'ouvrage des travaux sur le réseau concédé sur le département du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, ainsi que les engagements du SEGR, autorité organisatrice du service public de la distribution publique d'électricité délégué à Enedis, dont est membre la Ville de Mulhouse, et ceux de M2A.

Ces principes et engagements concernent la modernisation en cours du réseau haute tension ainsi que celle du réseau basse tension, étant précisé que les travaux correspondants relèvent de la maitrise d'ouvrage du concessionnaire Enedis, en application du contrat de concession.

Article 2 - Engagements de M2A

Mulhouse Alsace Agglomération est composée de 39 communes de la région mulhousienne, représentant plus de 273 077 habitants ; la liste des communes de M2A est rappelée en annexe au présent protocole.

M2A s'engage à fournir les données du plan climatique nécessaires à la priorisation des zones à moderniser, notamment :

- projets d'éco-quartiers prévus
- projets prévus en matière d'infrastructures publiques de recharges de véhicules électriques

Afin de faciliter la programmation et la réalisation des opérations, M2A s'engage à sensibiliser les communes concernées sur l'intérêt de communiquer à Enedis leurs programmes pluriannuels de travaux sur la voirie et à faciliter la programmation des chantiers nécessaire aux finalités de la présente convention à des échéances de temps compatibles.

Article 3 - Engagements d'Enedis

3.1 - Modernisation du réseau basse tension

La tension de distribution BT sur les réseaux Enedis est le « B2 », soit :

- 400 V entre phases
- 230 V entre phase et neutre

Il existe sur quelques secteurs une desserte en niveau de tension « B1 », soit 220 V entre phases sans distribution du neutre.

Dans le domaine de la modernisation du réseau basse tension, Enedis s'est engagée à renforcer son programme de transfert du réseau B1 en B2, afin d'en améliorer la capacité d'accueil, notamment dans le cadre de l'utilisation des appareils les plus modernes.

RETOUR OJ

En outre Enedis s'est engagée à mettre en place une politique socialement responsable par l'amélioration des conditions de travail et d'emploi, de la prévention et de la qualification professionnelle des salariés des fournisseurs et des sous-traitants. Cette politique trouve son application dans la convention de coopération signée le 21 aout 2013 en partenariat avec la Maison de l'Emploi et de la Formation de l'agglomération mulhousienne.

Au cours des années 2011 à 2017, plus de 64 km de réseau B1 ont pu être résorbés. Ces résultats ont été facilités par la contribution du SEGR et de la Ville de Mulhouse.

Pour les années 2018 à 2020 Enedis s'engage à consacrer à ce programme une allocation de 8 000k€, le tableau ci-dessous, récapitule la chronique des investissements depuis 2011 et à venir.

Modernisation réseau B1 sur le territoire M2A	2011	2012	2013 - 2014	2015 - 2017	2018-2020
	2 140 k€	2 795 k€	5 600 k€	8000 k€	8000 k€

3.2 - Modernisation du réseau haute tension

Dans le domaine de la modernisation du réseau haute tension, Enedis a initié un effort important depuis 2011, notamment sur le remplacement des câbles à isolation papier afin de renforcer la fiabilité du réseau de distribution d'électricité au service des enjeux énergétiques des territoires.

Dans ce contexte, Enedis procédera à un diagnostic des ouvrages restants afin d'identifier les priorités et de coordonner son action avec les services de voiries concernés. A ces fins, Enedis s'engage à résorber environ 32 km (prix moyen estimé 125€/ mètre) sur les années 2018-2020 représentant un investissement de 4 000 k€. Le tableau ci-dessous récapitule la chronique des investissements depuis 2011 :

Suppression câbles papier sur le territoire M2A (en €)	2011	2012	2013 - 2014	2015 – 2017	2018-2020
	959 k€	1 616 k€	2 750 k€	4000 k€	4000 k€

Article 4 - Engagements du SEGR

Le SEGR souhaite concourir aux financements d'Enedis sur la modernisation des ouvrages électriques afin de participer au maintien du niveau de performance du réseau de distribution de la Ville de Mulhouse.

4.1 – Modernisation du réseau basse tension

Le SEGR s'engage à apporter annuellement la somme forfaitaire de 300 000 euros dans le cadre de sa participation financière aux travaux d'Enedis en matière de résorption du réseau B1 (cf. article 3.1). Ce montant correspond à la prime à la départementalisation versée par le concessionnaire au SEGR suite à l'adhésion de la Ville de Mulhouse.

4.2 – Modernisation du réseau 20 000 Volts

Suite à son adhésion au SEGR, un audit spécifique au réseau de la Ville de Mulhouse a été réalisé. Cet audit a mis en évidence un linéaire significatif de câbles à isolation papier et à imprégnation d'huile.
A ce titre Enedis et le SEGR ont convenu de remplacer progressivement dans le cadre du Plan de Renouvellement des Câbles (PRC) la technologie de ce réseau souterrain.
Afin d'accélérer le rythme de remplacement de ces câbles souterrains, le SEGR participera à ce programme à hauteur de 200 000 euros par an pour les exercices 2018 à 2020.

RETOUR OJ

4.3 - Engagements de la Ville de MULHOUSE

La Ville de Mulhouse s'engage à fournir les données nécessaires à la priorisation des zones à moderniser, en coordonnant ses équipes avec celles d'Enedis dans le cadre de ses programmes pluriannuels de travaux sur la voirie.

Afin de faciliter la programmation et la réalisation des opérations objet de la présente convention, la ville de Mulhouse s'engage à communiquer à Enedis ses programmes pluriannuels de travaux sur la voirie et à faciliter la programmation des chantiers nécessaire aux finalités de la présente convention à des échéances de temps compatibles.

Article 5 - Modalités de mise en œuvre du protocole

Avant la fin du mois de septembre de l'année n-1, dans le cadre de l'exercice de la Maitrise d'Ouvrage des travaux sur le réseau concédé, Enedis établi la liste des travaux à réaliser à moyen terme. En concertation avec la M2A, la ville de Mulhouse et le SEGR, la programmation annuelle des travaux est ensuite établie.

Article 6 - Coordination - Commission de suivi

Des réunions de concertation seront organisées par les trois parties suivant une périodicité bi annuelle pour faciliter l'application des dispositions du présent protocole.

Ces réunions ont notamment pour vocation :

- de manière générale, de se prononcer sur toute question relative au protocole,
- de fixer et éventuellement de faire évoluer les spécifications techniques du protocole,
- d'informer les partenaires des modifications ou améliorations apportées par l'un d'entre eux,
- d'examiner et de valider toute opportunité ou mesure permettant de contribuer significativement à la maîtrise du coût des travaux, à la facilitation du déroulement des chantiers ou à la satisfaction des riverains et des collectivités concernées.

Les parties s'efforceront de dégager des positions communes dans le respect des compétences de chacun.

Article 7 : Suivi et évaluation du protocole

Pendant la durée du présent protocole, les signataires établiront un bilan annuel qualitatif et quantitatif des engagements pris en commun. Ce bilan aura pour objet d'assurer le suivi des engagements réciproques et d'en faciliter l'application.

Il portera notamment sur :

- l'inventaire des travaux réalisés par rapport aux travaux programmés ;
- le montant des financements de chacune des parties au regard des prévisions.

Article 8- Communication

Le SEGR, M2A et Enedis organiseront des informations périodiques à l'ensemble des communes sur l'évolution et les résultats du présent protocole.

Article 9 - Règlement des différends

En cas de litige né de l'interprétation ou du respect des engagements mentionnés au présent protocole, les parties s'engagent à unir leurs efforts en vue d'une résolution amiable du litige, préalablement à la saisine de la juridiction compétente par la partie la plus diligente.

RETOUR OJ

Article 10 - Date de prise d'effet et durée du protocole

Les dispositions de ce protocole prennent effet au 1er janvier 2018.
Elles sont valables aux mêmes conditions pendant une durée de 3 ans, de 2018 à 2020.
Le protocole peut être dénoncé par l'une des parties avec un préavis de 2 mois.

Article 11- Annexes à la convention

Les annexes font partie intégrante du présent protocole. Toutefois, celui-ci a valeur prédominante sur ses annexes en cas de contradiction :

Annexe 1 : liste des communes de M2A dont celles concernées par une desserte B1 et un réseau en CPI
Annexe 2 : modalités de règlement

Article 12 - Formalités

Le présent protocole est dispensé de droit de timbre et de formalités d'enregistrement.

Fait à Mulhouse, en 4 exemplaires originaux, le

Pour M2A Le Président	**Pour Enedis** Le Directeur Régional Alsace Franche-Comté
Fabian JORDAN	**Bastien TOULEMONDE**
Pour le SEGR Le Président	Pour la **Ville de MULHOUSE** Le Maire
Jean-Marie BELLIARD	**Michelle LUTZ**

RETOUR OJ

Annexe 1 situation au 30/05/2018

COMMUNE	Longueur du réseau B1 (en m)	Longueur du réseau HTA en CPI (en mètres
BALDERSHEIM	0	1766
BANTZENHEIM	0	407
BATTENHEIM	0	382
BERRWILLER	0	0
BOLLWILLER	0	2285
BRUEBACH	0	0
BRUNSTATT	0	6971
CHALAMPE	0	78
DIETWILLER	0	1143
ESCHENTZWILLER	0	653
FELDKIRCH	0	1705
FLAXLANDEN	0	130
GALFINGUE	0	55
HABSHEIM	0	3066
HEIMSBRUNN	0	170
HOMBOURG	0	713
ILLZACH	725	18304
KINGERSHEIM	0	9507
LUTTERBACH	0	7004
MORSCHWILLER-LE-BAS	0	5306
MULHOUSE	22254	27949
NIFFER	0	419
OTTMARSHEIM	0	5620
PETIT-LANDAU	0	54
PFASTATT	0	7120
PULVERSHEIM	0	2039
REININGUE	0	0
RICHWILLER	209	5293
RIEDISHEIM	0	10875
RIXHEIM	0	13514
RUELISHEIM	0	369
SAUSHEIM	0	5107
STAFFELFELDEN	0	226
STEINBRUNN-LE-BAS	0	161
UNGERSHEIM	0	497
WITTELSHEIM	0	12023
WITTENHEIM	0	14272
ZILLISHEIM	0	703
ZIMMERSHEIM	0	311
TOTAL M2A	**23 188**	**166 198**

RETOUR OJ

Annexe 2

Modalités de versement des participations financières du SEGR

1. Participation financière au titre de la résorption du réseau B1

Le règlement de la participation annuelle du SEGR, soit 300 000 euros, fera l'objet d'un versement unique à Enedis sans présentation de facture, mais d'un état récapitulatif des chantiers réalisés (localisation, linéaire, montant des travaux).

2. Participation financière au titre du renouvellement des câbles à isolation papier imprégné

Le règlement de la participation annuelle du SEGR, soit 200 000 euros, fera l'objet d'un versement unique à Enedis sans présentation de facture, mais d'un état récapitulatif des chantiers réalisés (localisation, linéaire, montant des travaux).

Ces deux règlements seront effectués par mandat administratif au courant du dernier trimestre de chaque exercice et avant le 15 novembre de l'année

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-586C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

58 élus présents (104 en exercice, 11 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

SUBVENTION A L'ASSOCIATION TERRE DE LIENS POUR L'ACCOMPAGNEMENT AU DEVELOPPEMENT DE PROJETS AGRICOLES (042/7.5.6/586 C)

Depuis l'approbation de son Plan Climat, l'agglomération s'est engagée en faveur d'une agriculture durable. A cet effet, elle a développé de nombreuses actions à destination des producteurs, consommateurs et institutions. Depuis 2017 cette politique volontariste s'est renforcée en lançant un Projet Alimentaire Territorial (PAT).

L'un des axes de ce PAT consiste à développer l'autonomie alimentaire du territoire, qui se traduit par la volonté de maintenir les terres agricoles, de les dédier à de l'agriculture vivrière, et de développer une agriculture respectueuse de l'environnement, en priorité une agriculture biologique.

Pour cela l'agglomération a souhaité s'allier les conseils et expertise de l'association « Terre de liens » dans les domaines suivants :

- appui à une réflexion territoriale sur l'usage, la préservation des terres agricoles et l'investissement dans des projets novateurs, notamment dans le cadre du PAT,

- la veille, le repérage et l'appui à la réflexion des communes volontaires souhaitant s'investir sur un projet agricole en particulier vivrier,

- l'étude et l'accompagnement de projets d'agriculture biologique sur des pistes foncières identifiées.

RETOUR OJ

Pleinement satisfait du travail fourni, il est proposé de poursuivre la collaboration avec l'association « Terre de liens » et de lui verser, pour l'année 2018, une subvention de 6 000 euros (montant identique à celui versé en 2017).

Les crédits sont disponibles sur les lignes suivantes :

Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 833
Service gestionnaire et utilisateur 042
Ligne de crédit n° 5583

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le versement d'une subvention de 6 000 € à l'association Terre de Liens pour les missions citées ci-dessus,

- autorise M. le Président ou son représentant à signer toute pièce nécessaire à ce projet.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-588C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

58 élus présents (104 en exercice, 11 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

PROJET DE RECYCLERIE : CONVENTION DE FINANCEMENT (042/8.8/588C)

Dans le cadre du Programme Local de Prévention des déchets (PLP), m2A et le SIVOM se sont engagés à développer tous les axes de réduction des déchets et notamment d'étudier l'opportunité de la création d'une recyclerie sur le territoire.

Ainsi m2A et le SIVOM ont confié à l'association TriServices une étude qui a confirmé la faisabilité d'une recyclerie sur l'agglomération.

Lors du conseil d'agglomération du 11 décembre 2017, m2A a approuvé la participation de m2A à l'investissement du projet de recyclerie (Cité du réemploi), à hauteur de 500 000 €.

A cet effet la convention de financement jointe en annexe vient préciser notamment les modalités de versement de la participation de m2A comme suit :

phases	**euros**
50 % à la signature de la convention	250 000
30 % au démarrage des travaux	150 000
20 % à la fin des travaux sur production d'une attestation	100 000
	500 000

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget 2018 chap 204 – compte 20422 – LC 23888 « Fonds de concours recyclerie »

RETOUR OJ

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve la convention de financement ci-jointe
- autorise M. le Président ou son représentant à signer la convention et à mettre en œuvre les actions qui en découleront.

PJ : convention de financement

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

CONVENTION DE FINANCEMENT

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, dont le siège est 2, rue Pierre et Marie Curie – BP 90019 – 68948 Mulhouse Cedex 9, représentée par Monsieur Fabian JORDAN, Président, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Agglomération du 24 septembre 2018
ci-après désignée « m2A »

d'une part,

Et
TriServices dont le siège est 3 avenue de Suisse 68390 Sausheim, représenté par M. Pascal Schwartz, Président

TriServices fait partie du groupement d'entreprises solidaires Utilys qui regroupe :

- Envie : entreprise d'insertion dont l'activité est la rénovation et la revente d'électroménager
- Haute-Alsace Recyclage : entreprise d'insertion dont les activités sont la collecte et le traitement de déchets d'équipement électrique et électronique, la collecte d'autres déchets et des prestations de logistique
- Triservices : chantier d'insertion dont les activités sont la collecte et le traitement de déchets de bureaux, la destruction sécurisée de documents, la collecte et la revente de livres d'occasion.

TriServices porte le projet de la recyclerie : La Cité du Réemploi

d'autre part.

IL EST CONVENU CE QU'IL SUIT

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de versement de la participation forfaitaire de m2A au projet de création d'une recyclerie au 3 avenue de Suisse à Sausheim.

La maîtrise d'ouvrage de cette opération est assurée par TriServices.

RETOUR OJ

Article 2 : Descriptif du programme subventionné et des objectifs poursuivis

S'inscrivant pleinement dans une démarche d'économie circulaire à l'échelle d'un territoire, la recyclerie est un opérateur local de gestion des déchets qui concentre plusieurs fonctions en un même lieu :

- la collecte d'objets susceptibles d'être réemployés ou réutilisées (apport volontaire, en déchèterie, à domicile)
- la valorisation des objets collectés après transformation, réparation ou démantèlement afin d'extraire les matériaux et de les orienter vers une solution de recyclage
- la vente dans une boutique ouverte à une clientèle diversifiée
- la sensibilisation visant à mobiliser les acteurs du territoire sur la pratique du réemploi et plus globalement à un mode de consommation responsable

La recyclerie constitue pour Mulhouse Alsace Agglomération un projet majeur tant sur plan économique, environnemental que social. Elle s'inscrit également dans la politique de transition énergétique portée par l'agglomération.

Outre l'objectif de réduction des déchets et de réemploi en offrant une seconde vie aux objets, la recyclerie contribue :

- à créer une véritable dynamique territoriale en fédérant les acteurs du territoire
- à l'insertion par l'emploi
- à la création d'une activité économique pérenne.

Article 3 : Montant des participations et modalités de versement

Le plan de financement envisagé, pour un budget total de 2 328 000 euros HT, est le suivant :

	euros	**%**
ADEME	550 000	
FEDER (ITI)	500 000	
M2A	500 000	
Fonds propres et financeurs	778 000	
Montant total HT du projet	**2 328 000**	**100,0**

Article 4 : Modalités de versement de la participation forfaitaire

Le montant total de la participation forfaitaire à verser par m2A s'élève à

RETOUR OJ

500 000€.

Cette participation forfaitaire sera versée à Tri services conformément aux règles et délais de la comptabilité publique selon l'échéancier ci-dessous :

phases	euros
50% à la signature de la convention	250 000
30% au démarrage des travaux	150 000
20% à la fin des travaux sur production d'une attestation	100 000
Montant de la participation	**500 000**

Article 5 : Obligations de Tri services

M2A se réserve la possibilité de demander à tout moment l'ensemble des pièces justificatives (administratives, financières et techniques) et d'opérer tout contrôle sur place.

Article 6 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant.

Article 7 : Communication

Tri services fera mention du financement de m2A dans toute présentation qui pourra être faite de l'opération.

Article 8 : Comptable assignataire

Le comptable assignataire pour la dépense est le Trésorier de m2A.

Article 9 : Evolution des projets

Le montant maximal prévisionnel de la participation financière de m2A est établi sous les réserves suivantes :

- en cas de non-réalisation, de réalisation partielle ou de modification substantielle du projet pour lequel la participation est versée, m2A pourra exiger le reversement de tout ou partie de la somme versée au titre de la présente convention. Le reversement donnera lieu à l'émission d'un titre de recette par m2A ;

RETOUR OJ

- en cas de cofinancement réellement perçu supérieur aux montants indiqués dans la convention, m2A pourra diminuer sa participation à due concurrence.

Article 10 : Responsabilité

La participation apportée par m2A au titre du projet indiqué à l'article 2 de la présente convention ne saurait entraîner sa responsabilité lors de leur réalisation.

Article 11 : Durée

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et prend fin lorsque les parties ont satisfait à l'ensemble de leurs obligations.

Article 12 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Mulhouse en 2 exemplaires
Le 24 septembre 2018

Pour Mulhouse Alsace Agglomération
Le Président

Pour Tri Services
Le Président

RETOUR OJ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-553C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

58 élus présents (104 en exercice, 11 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

RAPPORT ANNUEL 2017 SUR « LE SERVICE PUBLIC DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS » (12/8.8/553C)

Mulhouse Alsace Agglomération est compétente en matière de collecte des déchets ménagers et assimilés.

Il appartient au Conseil d'Agglomération, conformément aux dispositions de l'article L. 2224-17-1 créé par la loi n°2015-992 du 17 août 2015, de prendre acte du rapport annuel sur le service public de prévention et de gestion des déchets.

Sur le territoire communautaire, le service public intercommunal d'élimination des déchets s'organise entre le SIVOM de la Région Mulhousienne, compétent pour la collecte sélective des déchets recyclables et le traitement – l'élimination des déchets non valorisables, et Mulhouse Alsace Agglomération, compétente pour la collecte des ordures ménagères.

L'année 2017 a été marquée :

- par la reprise du marché de collecte des 6 communes de l'ancienne Communauté de Communes de Porte de France Rhin Sud, suite à l'intégration de celles-ci à l'agglomération
- par le renouvellement du marché de collecte sur le secteur prestataire historique (18 communes) avec changement d'opérateur.

Désormais, le service Collecte et Transport de m2A gère la collecte sur 39 communes dont 174 050 habitants en régie et 99 027 habitants par deux prestataires privés.

RETOUR OJ

La collectivité et le SIVOM régissent un parc de près de 110 000 bacs, distribuent 1 902 576 sacs jaunes par an et possèdent 130 conteneurs enterrés et 606 conteneurs aériens.

Le Programme Local de Prévention des déchets initié en 2013 est arrivé au terme de ces 5 ans et son objectif de réduction des déchets de 7 % a été atteint (hors déchets des professionnels).

Le geste de tri des emballages hors verre (60,4 kg/habitant en moyenne), du verre (35,2 kg/habitant en moyenne) et les déchetteries (63 531 t de déchets ménagers collectés) continuent de remporter un vif succès.

L'année 2017 a été socialement riche ; elle a permis d'acter une réorganisation de la collecte en régie avec la fin du travail selon le principe du fini-quitte et une nouvelle durée du temps de travail applicable au 1er janvier 2018.

C'est aussi une année d'incubation de dossiers en partenariat avec le SIVOM, (poursuite de la conteneurisation avec collecte sélective en porte à porte sur 8 nouvelles communes – Zimmersheim, Eschentzwiller, Bruebach, Flaxlanden, Steinbrunn-le-Bas, Zillisheim, Heimsbrunn et Galfingue – avec effet en mars 2018, étude d'une recyclerie avec le partenaire ENVIE, harmonisation de la TEOM pour toutes les communes de l'agglomération, systématisation de la redevance spéciale sur toutes les communes de l'agglomération avec application dès le 1er trimestre 2018, étude d'une communauté de tri « YOYO » avec un démarrage à mi-année 2018, généralisation du dispositif Quali'tri initié fin 2017…).

Le rapport annuel est joint à la présente délibération.

Le Conseil d'Agglomération prend acte du rapport annuel 2017 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets, qui sera transmis aux communes membres et mis à la disposition du public.

PJ : 1 rapport annuel

Le Conseil d'agglomération prend acte du rapport annuel 2017 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets.

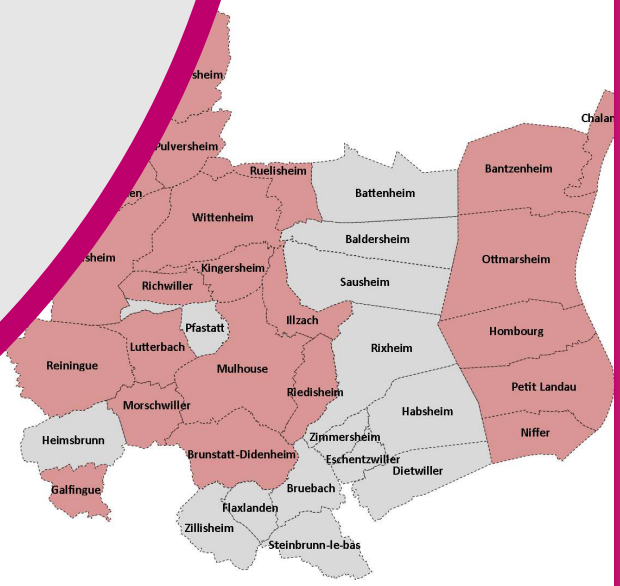
CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ

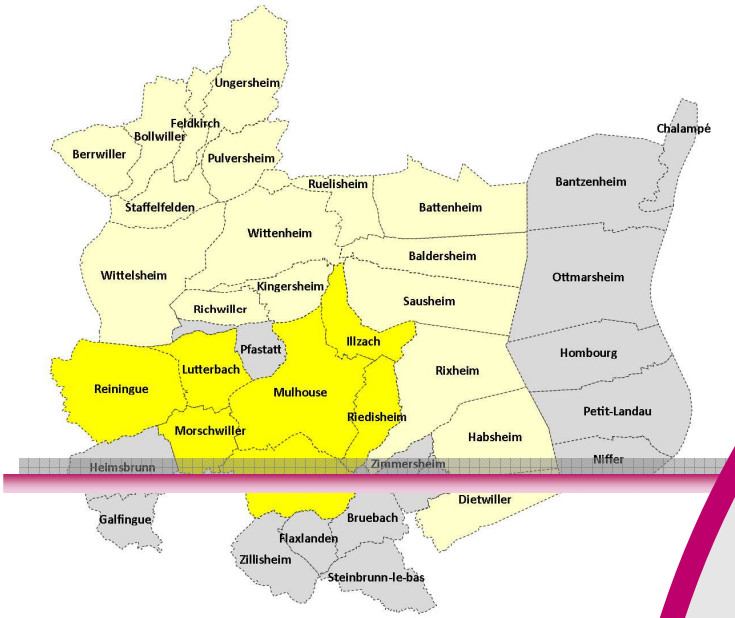
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION



Rapport annuel d'activité 2017

Sur le service public de prévention et de gestion des déchets

Service Collecte et Transport



MULHOUSE ALSACE AGGLO

RETOUR OJ

SOMMAIRE

PRESENTATION GENERALE DU SERVICE 2

Présentation des différentes compétences 2

Présentation du service « Collecte et Transport » du pôle « environnement et services urbains » 4

Organisation de la collecte 8

BILAN D'EXPLOITATION 15

A- Evolution de la Collecte 15

Données d'exploitation 16

ELEMENTS FINANCIERS 29

A- Dépenses de fonctionnement 29

B- Recettes de fonctionnement 29

EVOLUTION DE LA CONTENEURISATION ET DE LA COLLECTE SELECTIVE EN PORTE A PORTE 30

A- Années après années 30

B- La communication d'entretien du geste de tri et d'ajustement 31

COLLECTE ET ENVIRONNEMENT 34

A- Emission de gaz à effet de serre 34

B- Valorisation matière 34

C- Recyclage des bacs 34

PERSPECTIVES 35

A- L'optimisation des moyens 35

B- Poursuivre la conteneurisation 35

C- Programme Local de Prévention des déchets (PLP) 35

SYNTHESE 38

EN COMPLEMENT : 39

RETOUR OJ

PRESENTATION GENERALE DU SERVICE

Présentation des différentes compétences

Les compétences en matière de déchets sont réparties entre le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple de la région mulhousienne (SIVOM) et Mulhouse Alsace Agglomération (m2A).

Le SIVOM assure les compétences suivantes :

- la Collecte Sélective (CS) des déchets recyclables ou valorisables sur le périmètre de m2A y compris la gestion des déchetteries de ce territoire,
- le traitement et l'élimination des déchets sur le périmètre global regroupant m2A et la communauté de communes du Secteur d'Illfurth (CCSI) – *voir carte page suivante*

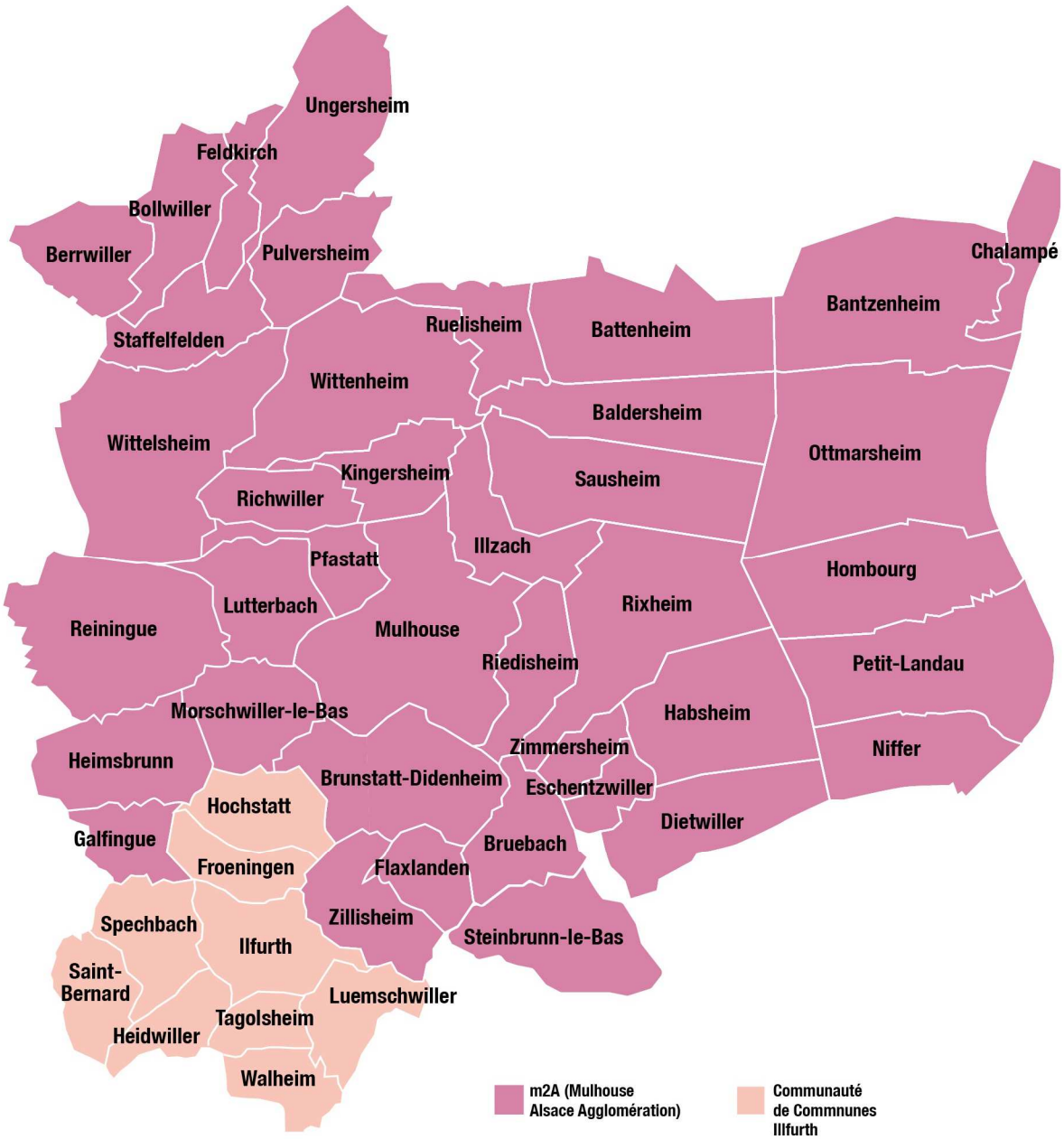
Pour m2A, le service « Collecte et Transport », entité du pôle « environnement et services urbains » de la 1ère direction assure les compétences suivantes :

- la collecte et le transport des Ordures Ménagères résiduelles (OMr) sur m2A,
- la collecte et le transport de la Collecte Sélective (CS) sur m2A (emballages, papiers, cartons et verre),
- la collecte en porte à porte et le transport des déchets verts sur 10 communes de m2A
- la collecte en porte à porte et le transport des bio-déchets de la commune de Wittelsheim,
- la collecte en porte à porte et le transport des Ordures Ménagères Encombrants (OME) sur 8 communes
- la sensibilisation des habitants à la propreté de leur agglomération.

L'ensemble de ces services est financé par la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) définie selon 13 zones de perception. En complément de la TEOM, la redevance spéciale est appliquée sur le territoire de m2A pour les déchets assimilés aux déchets ménagers produits par les professionnels et certaines administrations.

Le territoire n'est pas sujet à des variations saisonnières notables dans la production des déchets. Les terrains de camping et caravanage sont soumis aux mêmes règles et fréquences de collecte que les autres usagers.

Carte des communes et groupements de communes adhérant au traitement des résidus urbains



RETOUR OJ

Présentation du service « Collecte et Transport » du pôle « environnement et services urbains »



La collecte des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) en porte à porte ou en apport volontaire (AV) sur m2A est assurée, pour une partie du territoire, en régie, et, pour l'autre partie par des prestataires privés.

Le service collecte et Transport de m2A réalise l'ensemble de ses missions avec un effectif à l'état des emplois de **173 agents**, répartis dans différentes activités.

L'activité collecte

L'activité « collecte » réalise la collecte en porte à porte des OMr et de la CS.

33 conducteurs de bennes à ordures ménagères et **73 éboueurs** sont mobilisés pour assurer la mission.

24 bennes à ordures ménagères (BOM) et 5 véhicules légers de collecte constituent l'essentiel du parc matériel de l'activité.

Il existe trois spécificités de collecte :

- La première est assurée en régie. Il s'agit de la collecte en porte à porte des déchets verts (DV) sur le territoire de l'ancienne communauté de communes du Bassin Potassique (Berrwiller, Bollwiller, Feldkirch, Ungersheim, Staffefelden, Pulversheim, Ruelisheim, Wittenheim, Kingersheim et Richwiller). Elle concerne uniquement les habitations individuelles dotées de bacs verts de capacité 80 ou 140 litres. Cette collecte, saisonnière, s'effectue de début avril à début novembre, à fréquence hebdomadaire. Elle concerne 48 331 habitants de l'agglomération. Par contre, l'ensemble des habitants de l'agglomération peut porter ces déchets verts dans les déchetteries du territoire.

- La seconde est assurée par un prestataire privé. Il s'agit de la collecte de bio-déchets en porte à porte, en bacs, sur la commune de Wittelsheim (10 341 habitants en simple comptage). Elle concerne aussi bien les habitations individuelles que collectives, à fréquence hebdomadaire. Pour les autres habitants de l'agglomération, il n'y a pas de collecte séparative des bio-déchets.

Ils peuvent recourir au compostage individuel. A défaut, la collecte est assurée par l'intermédiaire des OMr

- La troisième est également assurée par un prestataire privé. Il s'agit de la collecte d'encombrants en porte à porte, sur les communes de Bruebach, Brunstatt-Didenheim (zone Brunstatt uniquement), Eschentzwiller, Flaxlanden, Riedisheim, Zimmersheim, Heimsbrunn et Galfingue soit 27 217 habitants (simple comptage). La fréquence est de 1 fois par mois sauf pour Galfingue où elle est de 1 fois par trimestre. Les communes de Battenheim, Baldersheim, Sausheim, Rixheim, Habsheim et Dietwiller (29 536 habitants) bénéficient également d'une collecte d'encombrants en porte à porte mais réservée uniquement aux personnes âgées, sur appel.

L'activité transport

L'activité transport effectue le transport et la vidange des bornes d'apports volontaires (AV), de bennes de déchèteries et de professionnels.

19 conducteurs assurent ces missions à l'aide de **13 véhicules poids lourds adaptés.**



Parallèlement à leurs tâches, les agents de cette activité participent activement aux opérations de déneigement et de salage en hiver.

L'activité bacs-sacs

L'activité « bacs-sacs » assure la distribution et la maintenance du parc de bacs à roulettes et des sacs destinés à la collecte des déchets. Elle assure également une mission de prospection relative à la redevance spéciale.

Une équipe de 5 agents est mobilisée pour cette mission.

Elle dispose d'un atelier de réparation et d'un magasin de pièces détachées.

Fin 2017, cette activité gérait un parc de près de **109 522 bacs**





RETOUR OJ

L'activité aménagement/quotidienneté

La mission d'information et d'accompagnement des habitants dans la gestion de leurs déchets ménagers est assurée par des agents de médiation :

- **19 brigadiers du tri et de la propreté**

Les agents de l'équipe renseignent les usagers sur le tri sélectif et le recyclage des déchets.

Ils assurent la permanence du numéro vert « collecte ». Ils enquêtent et répondent aux questions des habitants.

Ils effectuent des contrôles de respect des consignes de tri, vérifient que les habitants sortent les déchets ménagers les bons jours de collecte et, le cas échéant, procèdent à des verbalisations.

Ils participent activement au déploiement des bacs et de la collecte sélective en porte à porte sur la territoire, de la phase enquête et dimensionnement jusqu'à la phase de démarrage de la collecte.

Cette activité est également partie prenant pour donner un avis concernant les aménagements et les permis de construire tant pour l'accès des véhicules de collecte que pour les conditions de stockage et de présentation des bacs ou conteneurs.

Collecte et Transport en quelques chiffres :

173 agents et 37 véhicules lourds

- **116 agents à la Collecte, y compris l'encadrement**
- **23 agents au Transport y compris l'encadrement**
- **5 agents à l'activité bacs-sacs**
- **1 agent responsable de l'exploitation Collecte**
- **1 agent responsable de l'exploitation Transport**
- **1 agent responsable de la logistique et de la sécurité et qui supervise l'activité bacs/sacs**
- **1 agent responsable de l'activité quotidienneté et aménagements et qui supervise 14 brigadiers du tri et de la propreté et 2 encadrants sur son activité**
- **1 agent suivant les prestataires privés et qui supervise 5 brigadiers du tri et de la propreté sur son activité**
- **1 agent chargé de l'entretien des infrastructures assisté d'un agent technique**
- **1 responsable du service**

Répartition de la collecte entre régie et prestataire privé

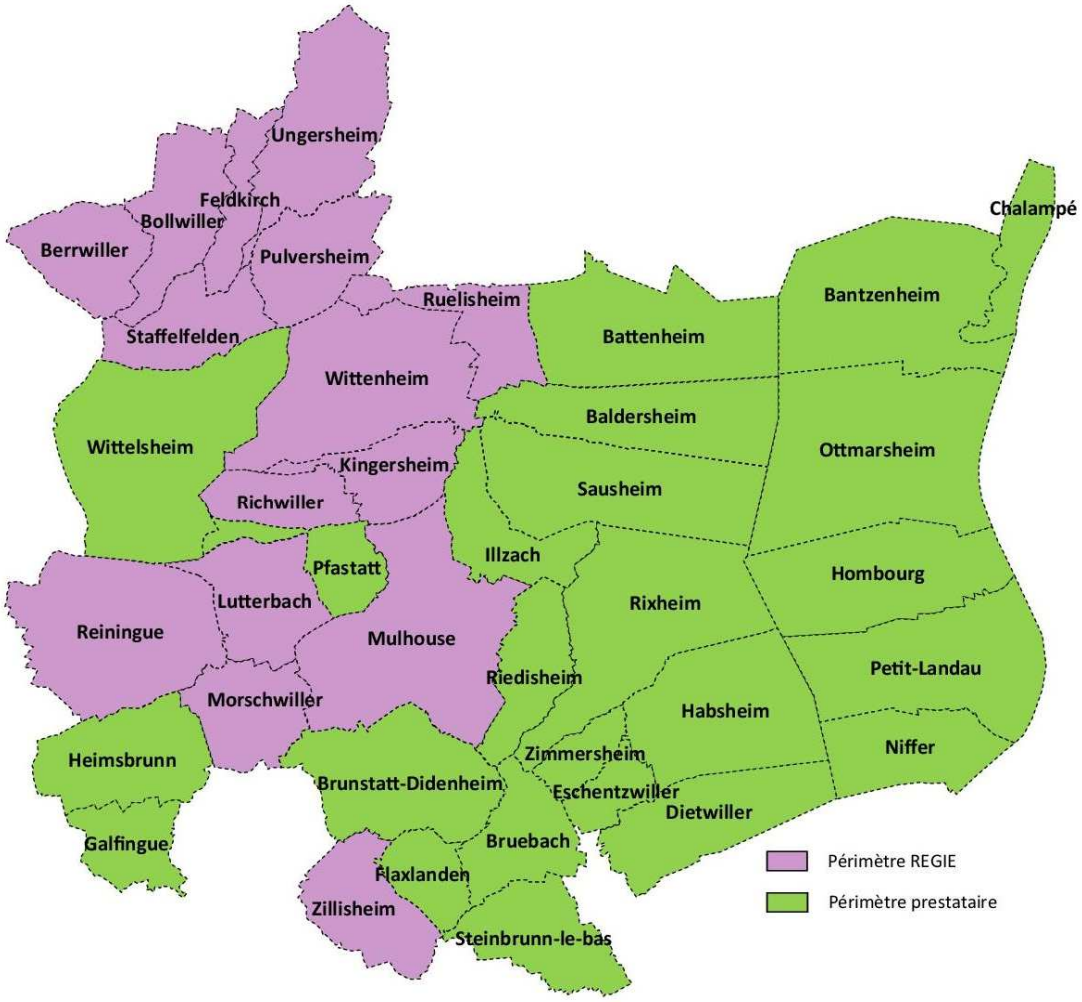
Le service Collecte et Transport de Mulhouse Alsace Agglomération assure en régie la collecte en porte à porte de plusieurs flux de déchets ménagers et assimilés au sein de **15 communes** du territoire, soit **174 050 habitants** (simple comptage).

Les **99 027 habitants des 24 autres communes** du territoire sont collectés en porte à porte par deux prestataires privés (SUEZ et VEOLIA), dans le cadre de marchés publics.

Sur l'ensemble du territoire m2A, les points d'apport volontaires des flux de collecte sélective sont collectés en régie. Par contre, les points d'apport volontaires des OMr sont collectés par un prestataire privé dans le cadre d'un marché public (VEOLIA en première partie d'année et SUEZ en second partie d'année).

Au global, m2A assure, en régie ou via un prestataire, la collecte des **273 077 habitants** (simple comptage) de l'agglomération.

Répartition du territoire entre la régie m2A et les prestataires



Répartition de la CS hors verre en Apport Volontaire ou en porte à porte

La collecte des OMr est assurée sans exception sur tout le territoire en porte à porte.

Concernant la CS hors verre, à l'issue de l'année 2017, la collecte en porte à porte concerne une majeure partie du territoire de m2A, soit **245 754 habitants** (simple comptage).

Le restant, soit **27 323 habitants** (simple comptage), dispose de points d'apport volontaire

Ces prochaines années, le développement de la CS hors verre en porte à porte est amené à se poursuivre.

Le verre est, quant à lui, collecté par l'intermédiaire de point d'apport volontaire pour la totalité des **273 077 habitants** (simple comptage) de l'agglomération

Répartition du territoire entre la collecte en apport volontaire ou en porte à porte



RETOUR OJ

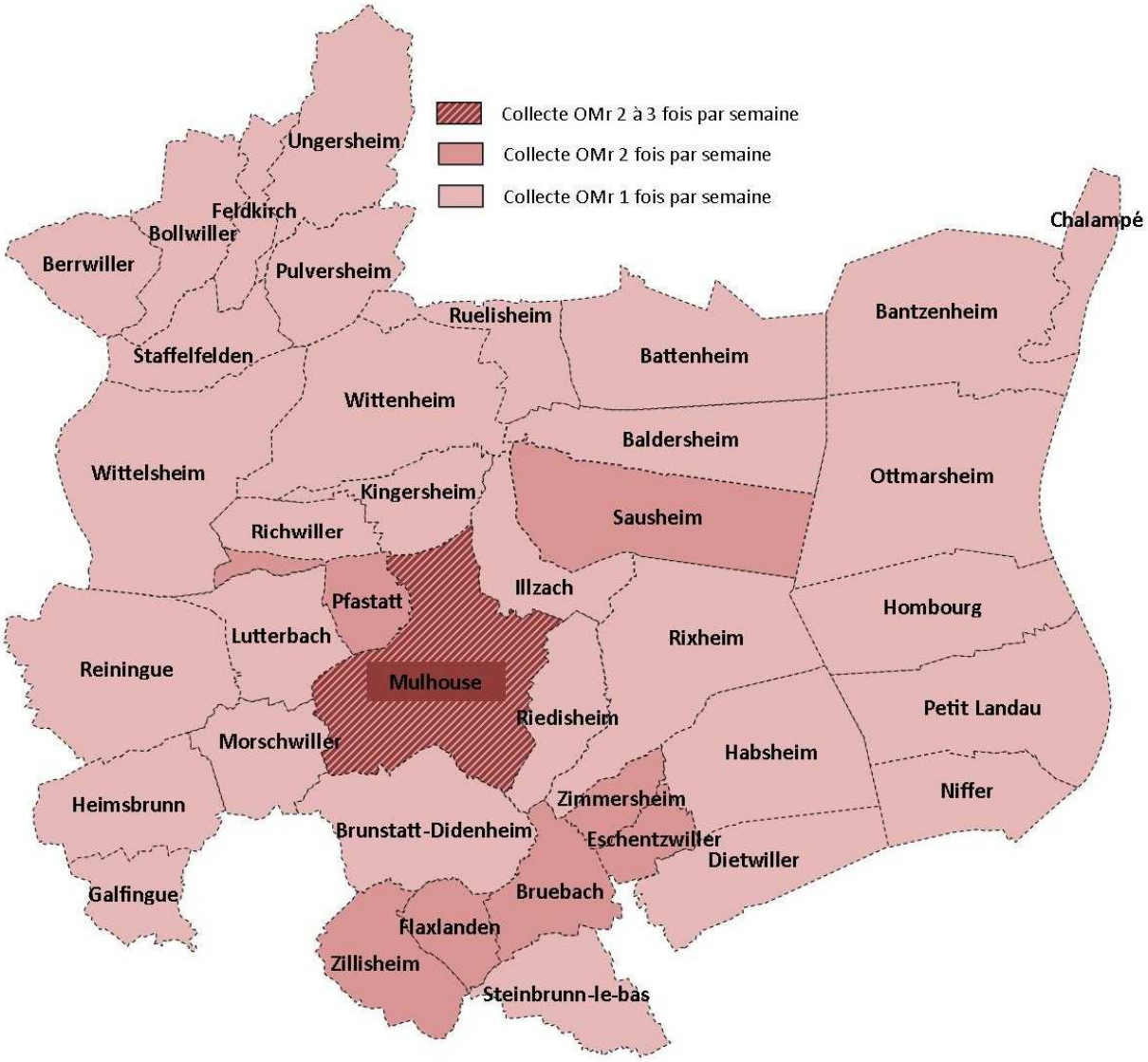
Fréquence de collecte sur le territoire

Les OMr

On retrouve 3 types de fréquence de collecte des OMr sur le territoire de m2A comme l'illustre la carte ci-dessous.

Les fréquences majoritairement développées sont de une ou deux fois par semaine (C1 ou C2) avec parfois des spécificités locales (logements collectifs, commerçants).

On notera la particularité du Centre-Ville de Mulhouse et du quartier des Coteaux dont la collecte des OMr s'effectue 3 fois par semaine (C3) en raison des difficultés de stockage des déchets dans les locaux d'habitation.

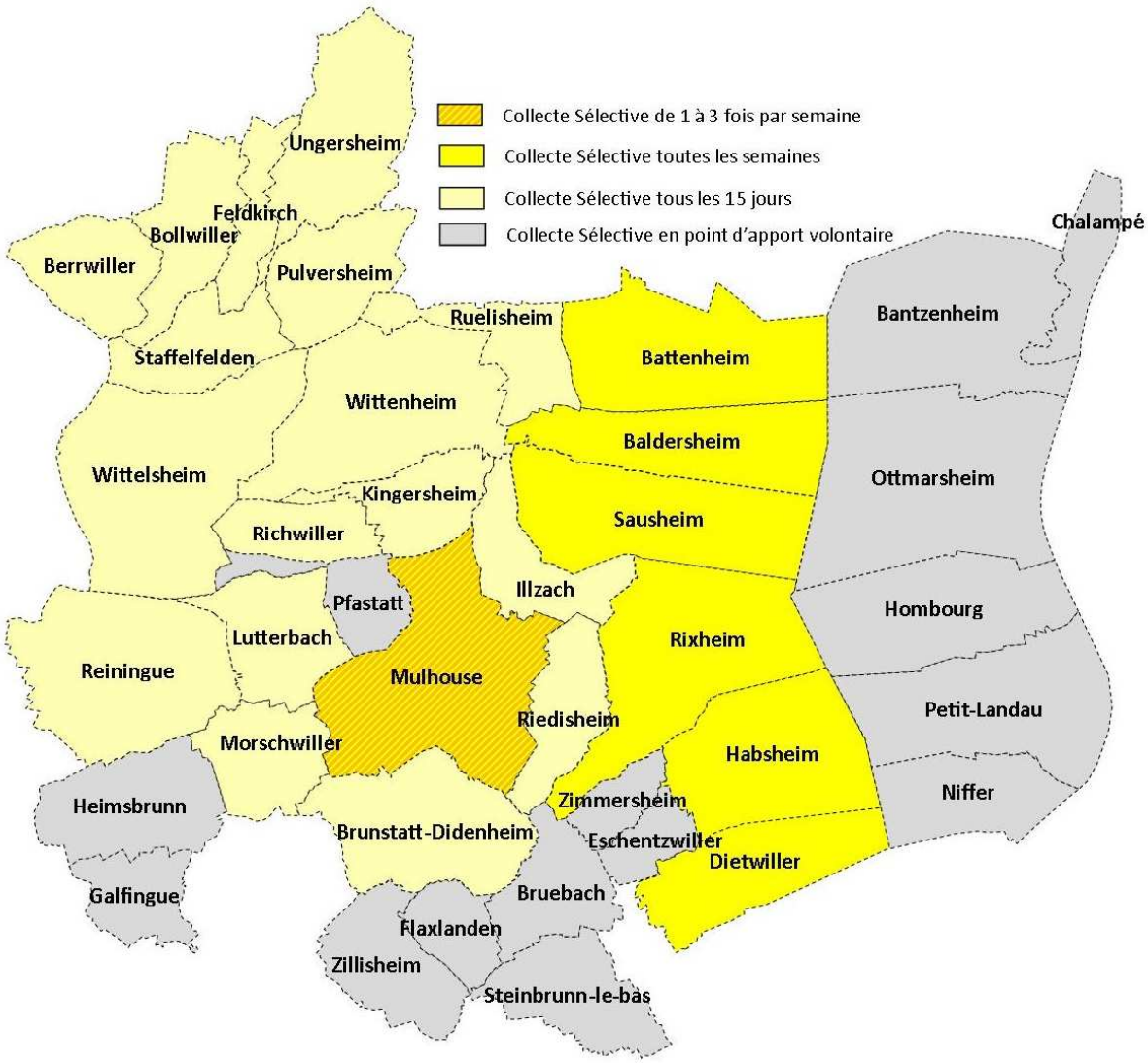


La CS

On retrouve 3 types de fréquence de la collecte en CS sur le territoire de m2A comme l'illustre la carte ci-dessous.

Les fréquences majoritairement développées sont d'une fois par semaine (C1) ou de une fois toutes les deux semaines (C0,5) avec parfois des spécificités locales (logements collectifs, commerces de bouche, résidence pour personnes agées…).

On notera également, pour la CS, la particularité du Centre-Ville de Mulhouse dont la collecte s'effectue 3 fois par semaine (C3) en raison des difficultés de stockage des déchets dans les locaux d'habitation.



L'Usine d'Incinération et de valorisation énergétique des déchets ménagers





Implantée à côté de la station d'épuration de l'agglomération mulhousienne, sur le ban communal de Sausheim (CD 39 route de Chalampé), sa construction a débuté en avril 1997 et s'est achevée en mai 1999.

D'une capacité nominale de 160 000 tonnes, elle est équipée d'un procédé d'incinération à lit fluidisé qui permet l'incinération conjointe des déchets ménagers, des déchets industriels banals, des déchets hospitaliers et des boues de la station d'épuration voisine, tout en respectant les normes les plus strictes en termes de rejets.

La combustion des déchets assure la production d'énergie, valorisée sous forme d'électricité et de vapeur.

Chaque année, l'usine produit 40 000 MWh d'électricité et 58 000 MWh de chaleur sous forme de vapeur. **En 2017, la performance énergétique de l'UIOM a été de 58,2%**

Le Sivom a confié l'exploitation de l'usine d'incinération au groupe SUEZ.

Grâce à cette usine, toutes les Ordures Ménagères résiduelles collectées sur l'agglomération font l'objet d'une opération de valorisation énergétique.

Centre de tri des emballages ménagers

L'ensemble des CS en apport volontaire et en porte-à-porte est trié au centre de tri d'Aspach-Michelbach appartenant à la société COVED, dans le cadre d'un marché de tri et de commercialisation des fibreux passé avec le SIVOM. Ce centre peut traiter jusqu'à 25 000 tonnes de déchets par an.

Les papiers/cartons et emballages de toutes natures ainsi triés repartent vers des filières de recyclage adaptées.

Il existe également un second centre de tri à Illzach (quai de Rotterdam – capacité d'accueil de 45 000 tonnes par an), faisant uniquement office de quai de transfert pour les déchets ménagers, et appartenant également à COVED.

L'objectif de ce second lieu de vidage est de diminuer les distances de déplacement des Bennes à Ordures Ménagères (BOM) lors des collectes sélectives.

Dans le cadre de l'extension des consignes de tri, le process du centre de tri d'Aspach-Michelbach a été modernisé en 2016.

L'année 2017 est la première année d'exploitation pleine du centre de tri avec les nouvelles consignes de tri.



Grâce à ces installations, les déchets issus de la Collecte Sélective sur l'agglomération font l'objet d'une opération de valorisation matière.

Centre de compostage des Déchets Verts

Les Déchets Verts (DV) sont valorisés par compostage par l'entreprise Anna Compost se situant sur le ban communal de Kingersheim.

Cette installation permet une opération de valorisation matière sur les déchets verts de l'agglomération collectés en porte à porte.



ANNA COMPOST
L'énergie de la nature

Centre de compostage des Bio-déchets

Les bio-déchets sont valorisés par compostage par l'entreprise COVED sur la plate-forme du SM4 située sur le ban communal d'Aspach-Michelbach.

Cette installation permet une opération de valorisation matière sur les bio-déchets collectés en porte à porte d'une des communes de l'agglomération.





BILAN D'EXPLOITATION

A- Evolution de la Collecte



L'année 2017 est une année qui a vu aboutir deux projets majeurs :

- La reprise du marché de collecte des 6 communes de l'ancienne Communauté de Communes de Porte de France Rhin Sud, suite à l'intégration de celles-ci à l'agglomération,
- Le renouvellement du marché de collecte sur le secteur prestataire historique (18 communes) avec changement d'opérateur.

L'année a également été marquée par le chantier de préparation d'évolution de l'organisation de la collecte avec application au 1er janvier 2018 à savoir :

- Mettre fin au principe du fini-quitte,
- Abaisser le temps de travail quotidien de 7h58' à 7h34'.

Pour se faire, plusieurs tournées ont subi des changements de jours de collecte, durant le 1er trimestre 2017.

Par ailleurs, 2017 a été une année de préparation à la poursuite de l'extension de la collecte sélective en porte à porte : 8 nouvelles communes basculeront au 1er trimestre 2018, Zimmersheim, Eschentzwiller, Bruebach, Flaxlanden, Steinbrunn-le-Bas, Zillisheim, Heimsbrunn et Galfingue.

Bilan global des tonnages de la collecte des Déchets Ménagers et Assimilés

La synthèse suivante présente les tonnages collectés pour les années 2016 et 2017 en porte à porte et en point d'apport volontaire, hors déchetteries ou plates-formes de collecte spécifiques sauf le verre où celui qui est collecté en déchetterie est comptabilisé.

Un comparatif est effectué sur l'évolution de l'activité entre ces deux années en distinguant la collecte en porte à porte (PàP) de l'apport volontaire.

Type de déchets	Mode de collecte	Périmètre m2A		Ecart 2016 2017	Ratio 2017
		2016	2017		
OM résiduelles	Porte à porte	62 983 t	62 804 t	-0,28 %	230,0 kg/hab.
	Apport volontaire	1 070 t	1 168 t	+9,16 %	4,3 kg/hab.
	Total porte à porte et apport volontaire	64 053 t	63 972 t	-0,13 %	234,3 kg/hab.
DV	Porte à porte	3113 t	2355 t	-24,35 %	8,6 kg/hab.
Bio-déchets	Porte à porte	836 t	756 t	-9,57 %	2,8 kg/hab.
Collecte Sélective hors verre hors apport en déchetterie	Porte à porte	13 173 t	14 798 t	+12,34 %	54,2 kg/hab.
	Apport volontaire	2 002 t	1 935 t	-3,35 %	7,1 kg/hab.
	Total porte à porte et apport volontaire	15 175 t	16 733 t	+10,27 %	61,3 kg/hab.
Verre	Apport volontaire y compris déchetteries	7 768 t	8 206 t	+5,64 %	30,1 kg/hab.
Encombrants	Porte à porte	277 t	253 t	-8,66 %	0,9 kg/hab.
TOTAL		**90 700 t**	**92 275 t**	**+1,15 %**	**337,9 kg/hab.**

Les ratios en kg/hab. sont calculés avec la population totale de m2A, et non pas uniquement sur les périmètres concernés par les flux de déchets.

Les évolutions significatives des tonnages en quelques chiffres :

- ✓ Les valeurs associées à la Collecte Sélective dénotent une augmentation importante du tonnage global collecté. Plus en détail, cette augmentation se fait à travers le porte à porte au détriment de l'apport volontaire. Cette variation résulte du déploiement toujours en cours de la collecte sélective en porte à porte à la place de l'apport volontaire

  Cela confirme que le geste de tri est mieux suivi lorsque le service est en porte à porte plutôt qu'en apport volontaire.

- ✓ **Le tonnage global des OMr a diminué au profit de la collecte sélective ce qui démontre l'intérêt du geste de tri.** La progression du tonnage sur les points d'apport volontaire résulte d'une augmentation de nombre de conteneurs enterrés OMr installés sur le territoire.

✓ La baisse du tonnage des déchets verts et des bio-déchets s'explique par des conditions météorologiques moins favorables à la pousse de la végétation.

A noter que les ordures ménagères résiduelles sont incinérées dans l'usine d'incinération des ordures ménagères de Sausheim qui, en 2017, atteignait le **taux de performance énergétique de 58,2%.**

Tous traitements confondus, en 2017, les ordures ménagères et assimilés de l'agglomération ont été **valorisées à 95,4%**, les 4,6% restant ayant été enfouies.

Répartition selon les périmètres régie et prestataires privés

La collecte des déchets ménagers et assimilés sur m2A s'effectue sur 2 périmètres, avec d'une part une collecte en régie par le personnel du service Collecte et Transport et d'autre part une collecte par des prestataires privés.

COLLECTE PERIMETRE REGIE

Type de déchets	Mode de collecte	Périmètre m2A		Ecart 2016 2017	Ratio 2017
		2016	2017		
OM résiduelles	Porte à porte	41 753 t	40 895 t	-2,05 %	235,0 kg/hab.
	Apport volontaire	1 070 t	1 168 t	+9,16 %	6,7 kg/hab.
	Total porte à porte et apport volontaire	42 823 t	42 063 t	-1,77 %	241,7 kg/hab.
DV	Porte à porte	3 113 t	2 355 t	-24,35 %	13,5 kg/hab.
Collecte Sélective hors verre hors apport en déchetterie	Porte à porte	9 314 t	10 138t	+8,85 %	58,2 kg/hab.
	Apport volontaire	773 t	617 t	-20,20 %	3,5 kg/hab.
	Total porte à porte et apport volontaire	10 086 t	10 755 t	+6,63 %	61,8 kg/hab.
Verre	Apport volontaire	4 678 t	4 723 t	+0,96 %	27,1 kg/hab.
TOTAL		**61 316 t**	**59 896 t**	**-1,33 %**	**344,1 kg/hab.**

Les évolutions significatives des tonnages en quelques chiffres :

- ✓ Les conclusions sont les mêmes que sur l'ensemble du périmètre m2A, pour les mêmes raisons.

COLLECTE PERIMETRE PRESTATAIRE

Type de déchets	Mode de collecte	Périmètre m2A		Ecart 2016 2017	Ratio 2017
		2016	2017		
OM résiduelles	Porte à porte	21 230 t	21 909 t	3,20 %	221,2 kg/hab.
Biodéchets	Porte à porte	836 t	756 t	-9,57 %	7,6 kg/hab.
Collecte Sélective hors verre hors apport en déchetterie	Porte à porte	3 859 t	4 660 t	+20,74 %	47,1 kg/hab.
	Apport volontaire	1 229 t	1 318 t	7,25 %	13,3 kg/hab.
	Total porte à porte et apport volontaire	5 089 t	5 978 t	+17,48 %	60,4 kg/hab.
Verre	Apport volontaire	3 090 t	3 483 t	+12,73 %	35,2 kg/hab.
Encombrants	Porte à porte	277 t	253 t	-8,66 %	2,6 kg/hab.
TOTAL		**29 384 t**	**32 379 t**	**+6,09 %**	**327,0 kg/hab.**

Les évolutions significatives des tonnages en quelques chiffres :

- ✓ Le périmètre collecté en OM résiduelles porte à porte s'est agrandi avec l'intégration des 6 communes de l'ancienne Communauté de Communes de Porte de France Rhin Sud. De fait, ce tonnage est en hausse.
- ✓ Le tonnage de collecte sélective est également en hausse, pour les mêmes raisons que sur le périmètre global m2A.

LA COLLECTE ENTERREE

La collecte enterrée des déchets ménagers et assimilés est un dispositif qui a démarré sur m2A en 2012.

En 5 ans, le nombre de points d'apport volontaire enterrés n'a cessé de croitre, notamment sur Mulhouse.

Ce développement est amené à se poursuivre dans les zones d'habitats les plus denses.

Fin 2017, on dénombrait sur m2A, 45 points d'apport volontaire enterrés répartis sur 8 communes. Cela représente **130 conteneurs enterrés** dont 44 pour les OMr, 47 pour la CS et 39 pour le verre.



OM résiduelles collectées en conteneurs enterrés	2016	2017	Ecart 2016/2017
	1 070 t	1 169 t	+9,25 %

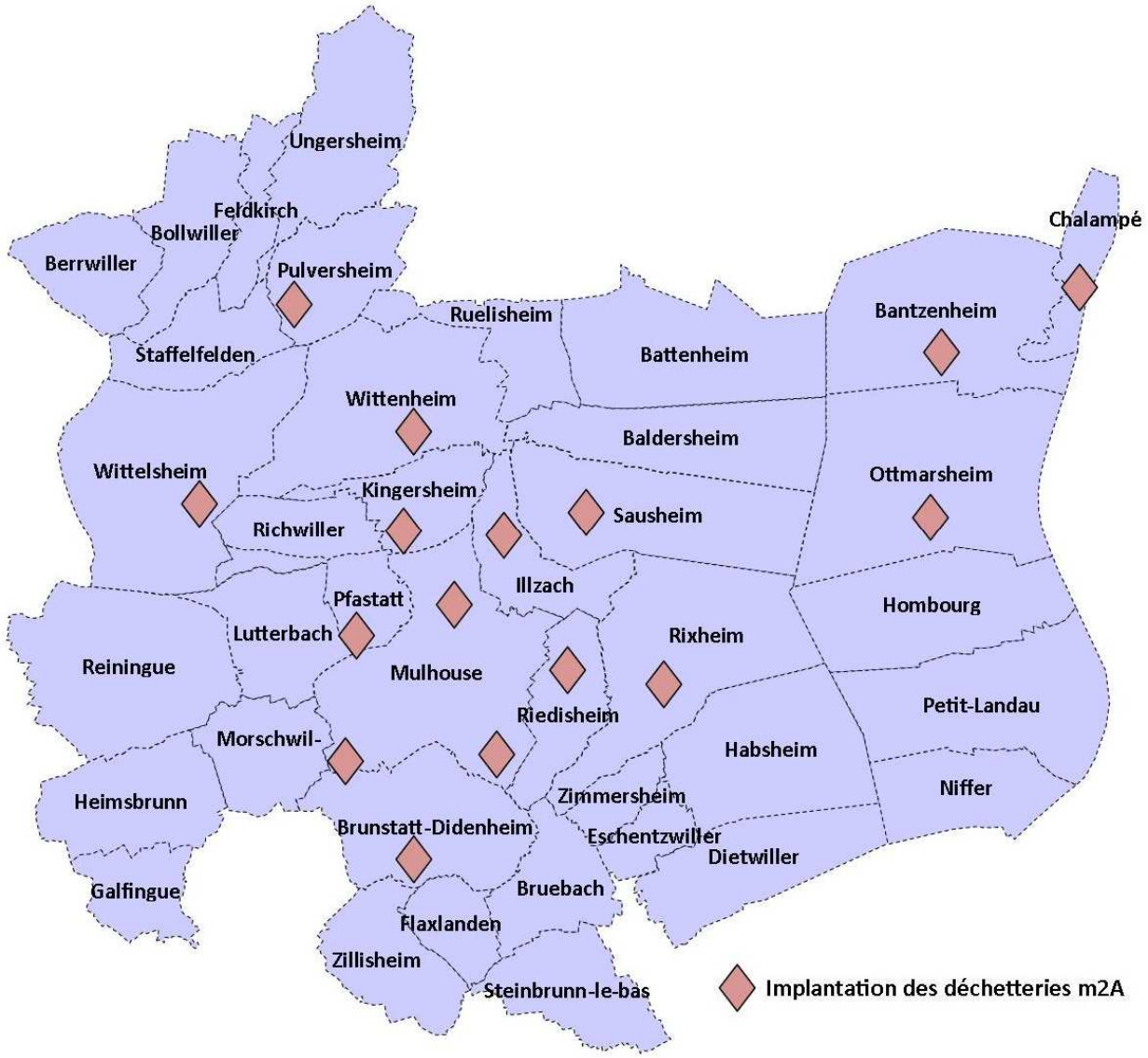
Les évolutions significatives en quelques chiffres

- ✓ **Entre 2016 et 2017, nous observons une hausse du tonnage des OMr collectées en conteneurs enterrés, hausse directement liée à la poursuite du déploiement de ce mode de collecte**

LE RESEAU DES DECHETERIES

Le SIVOM a la compétence déchèteries.

Le périmètre m2A compte **16 déchèteries** du SIVOM, 3 déchèteries s'étant ajoutées en 2017 avec l'intégration des 6 communes de l'ancienne Communauté de Communes de Porte de France Rhin Sud. L'ensemble des habitants du périmètre SIVOM ont accès librement aux 16 déchèteries de leur choix.



Les 16 déchèteries sont des lieux clos et gardés où les habitants du périmètre du SIVOM peuvent apporter leurs déchets recyclables et valorisables, sauf les OMr collectées exclusivement en porte à porte ou en conteneurs enterrés.

Elles constituent un élément important du dispositif de collecte sélective mis en place par le SIVOM dans le cadre du plan de gestion des déchets.

En 2017, pour tous les résidents du territoire, l'accès reste libre en nombre de passage, et en volume, sauf saturation ponctuelle des bennes. Il est à noter que cette liberté d'accès pour l'habitant est de plus en plus rare dans la gestion des déchèteries en France. Le SIVOM réfléchit à une évolution du mode d'accès.

Une fois triés, les matériaux sont orientés vers différentes filières pour être valorisés.

Au fur et à mesure de l'évolution de nos modes de consommation, de la nature des déchets que nous produisons, des évolutions techniques ou encore du respect de l'environnement, les déchèteries se sont adaptées pour accueillir de nouveaux types de déchets et offrir un maximum de services aux usagers.

LE BILAN D'ACTIVITE 2017 DES DECHETERIES INTERCOMMUNALES – PERIMETRE SIVOM





En 2017, **63 531 t** de déchets ménagers ont été collectées sur l'ensemble du réseau intercommunal de déchèteries soit **6,16%** de moins qu'en 2016.

- ✓ **58 105 t** de matériaux dits «occasionnels» (gravats, DV, métaux, bois, déchets spéciaux,..), valeur en baisse de **7,98%** par rapport à 2016.

- ✓ **5 426 t** de verre, de papier-cartons et de bouteilles plastique collectés dans toutes les déchèteries en parallèle des collectes sélectives, valeur en baisse de **5,5%** par rapport à 2016.

Les tonnages de déchets spéciaux hors Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE) que sont les Déchets Toxiques en Quantités Dispersées (DTQD), les batteries, les piles, les huiles de vidange, les lampes et tubes d'éclairage, les cartouches d'encre et les radiographies dirigés vers les filières spécifiques de traitement et de valorisation se sont élevés à **572 t (hausse de 9,16%)**.

Les encombrants non valorisables s'élèvent à **14 860 t** soit une baisse de **6,85%**.

LES SACS DE COLLECTE SELECTIVE (SACS JAUNES) :

La Collecte Sélective en porte à porte, hors périmètre équipé de bacs, s'effectue en sacs jaunes. Sur Mulhouse, des sacs jaunes subsistent encore pour les logements où le stockage d'un bac s'avère impossible.

La distribution de ces sacs est gratuite, elle s'effectue en Mairie ainsi que dans certaines déchèteries.

SACS JAUNES					
Nombre de cartons	**Reiningue**	**ex-CC Ile Napoléon**	**ex-CC Bassin Potassique**	**Mulhouse**	**Total**
2016	42	1 470	2 466	371	**4 349**
2017	0	2 501	3 009	588	**6 098**
ECART	**-42**	**+1 031**	**+ 543**	**+217**	**-1749**

Les évolutions significatives en quelques chiffres

- ✓ Entre 2016 et 2017, on note une hausse significative de distribution de sacs jaunes (Reiningue fait exception : la mise en place des bacs en 2016 explique la disparition complète des sacs dans cette communes). Cette hausse généralisée s'expliquent par l'application sur une année pleine de l'extension des consignes de tri, extension nécessitant plus de volume pour la gestion des déchets recyclables, et donc, plus de sacs.

- ✓ 6 098 cartons de rouleaux de sacs jaunes distribués, cela représente :
  1 902 576 sacs jaunes distribués sur m2A en 2017.

LES SACS DE COLLECTE DES OMR (SACS VERTS) :

m2A commercialise des sacs de collecte pour les OMr. Ils sont vendus aux usagers qui peuvent se les procurer par divers moyens :

- permanence de vente m2A chaque mercredi matin au Centre Technique Communautaire de Richwiller,
- vente dans diverses grandes surfaces de la région mulhousienne.

Nota : il existe un type de sacs spécifique, les 110 litres renforcés (110 LR) pouvant servir à l'évacuation de déchets lourds (gravats). Ceci est possible grâce à l'épaisseur du sac qui est nettement plus importante que les autres volumes (30, 50 et 100 litres).

SACS VERTS ET HOUSSE A BACS						
Nombre de cartons	**30 litres**	**50 litres**	**100 litres**	**110 litres renforcés**	**Total hors housses**	**Housses à bacs**
2016	268	678	366	1 208	**2 520**	10 800
2017	252	430	278	914	**1874**	7 610
ECART	**-16**	**-248**	**-88**	**-294**	**-646**	**-3 190**

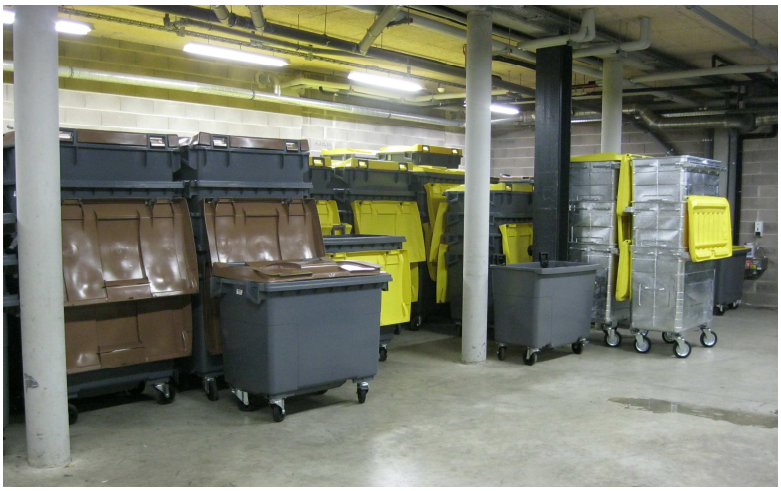
Les évolutions significatives en quelques chiffres

- ✓ La vente de sacs verts et de housses à bacs est globalement en baisse, pour tous les volumes, comme l'année, précédente. Cette variation est en corrélation avec la baisse du tonnage d'OMr collecté au profit de la Collecte Sélective.

- ✓ 1 874 cartons de rouleaux de sacs verts vendus, cela représente :
  288 200 sacs verts vendus sur m2A en 2017.

EVOLUTION DU PARC DES BACS

Avec l'intégration des 6 communes de l'ancienne Communauté de Communes de Porte de France Rhin Sud et la poursuite de la conteneurisation sur Mulhouse (adresses où le stockage de bac était complexe lors de la conteneurisation globale de 2013), le parc de bacs continue d'augmenter en 2017.



Nombre de bacs en place sur m2A				
Année	**Nombre de bacs à couvercle BRUNS OU BLEUS**	**Nombre de bacs à couvercle JAUNES**	**Nombre de bacs VERTS**	**Total**
2016	54 633	30 799	15 550	**100 982**
2017	58 139	31 648	15 721	**109 522**
ECART	**+3 506**	**+849**	**+171**	**8 540**

Les évolutions significatives en quelques mots

- ✓ L'évolution à la hausse s'est poursuivie avec, d'une part une progression de la conteneurisation sur Mulhouse, d'autre part, l'intégration des bacs de l'ancienne Communauté de Communes de Porte de France Rhin Sud.

INTERVENTION SUR LE PARC DES BACS

L'équipe bacs assure la maintenance du parc des bacs de m2A. Grâce à un stock constant de bacs complets (cuve+roue+couvercle) et de pièces détachées, les agents bacs peuvent intervenir aussi bien pour effectuer un remplacement de bac (suite à une demande de changement de volume par exemple), que pour remplacer un couvercle cassé.

Nombre d'interventions			
Type d'intervention	**2016**	**2017**	**Ecart**
Dotation/ajustement/remplacement	12 598	6 172	**-51,0 %**
Réparation	159	196	**+23,3 %**

Les évolutions significatives en quelques chiffres

- ✓ **La part dotation/ajustement/remplacement a été divisée par deux entre 2016 et 2017.** Cette baisse découle directement de l'opération de conteneurisation des nouvelles communes de 2016 qui avait fortement influencé cette valeur ; néanmoins, avec l'intégration des communes de l'ancienne communauté de communes de Porte de France, ce chiffre reste très élevé.

- ✓ L'activité de réparation est en augmentation, en corrélation avec l'augmentation du parc. Les réparations portent sur **moins de 0,18 %** du parc de bacs en place, valeur identique à l'année 2016.

LES CONTENEURS DE COLLECTE SELECTIVE (AERIENS ET ENTERRES)

La collecte sélective en porte à porte s'étend progressivement sur le territoire de m2A.

Là où ce service n'est pas encore en place, les usagers peuvent effectuer le geste de tri des déchets dans des points d'apport volontaire.

Spécificité du centre-ville plateau piéton Mulhousien, les deux modes de collecte cohabitent.

Pour les déchets d'emballage en verre, des conteneurs en point d'apport volontaire, généralement aériens, couvrent l'ensemble du territoire m2A, le tri en porte en porte n'existant pas.





Nombre de conteneurs (périmètre SIVOM y compris déchèteries) :

FLUX	Nombre et type de conteneur	
Verre	416 conteneurs aériens 39 conteneurs enterrés	**455 conteneurs**
Multi-matériaux, papier, plastique	190 conteneurs aériens 47 conteneurs enterrés	**237 conteneurs**
TOTAL	**606 conteneurs aériens** **86 conteneurs enterrés (*)**	**692 conteneurs**

(*) A noter que, sur le périmètre m2A, on dénombre 57 conteneurs enterrés supplémentaires qui sont consacrés aux OMr.

Les évolutions significatives en quelques chiffres

- ✓ **Le parc de conteneurs aériens se réduit progressivement avec la conteneurisation de nouvelles communes au profit des conteneurs enterrés.**

LES SITES D'INFORMATIONS DE LA COLLECTE POUR LES HABITANTS



Les habitants de m2A ont différentes possibilités pour s'informer sur les modalités de gestion des déchets ménagers et assimilés.

Comme le montre l'image ci-dessus (dernière page du guide du tri), deux possibilités principales sont à disposition :

1. Un numéro vert,
2. Un site internet.

Le numéro vert renseigne l'habitant sur toutes questions relatives à la gestion des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de m2A. Les Ambassadeurs du Tri assurent cette mission et répondent du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Sur le site internet, on y retrouve notamment le guide du tri et les calendriers de collecte.

A noter que le site internet a été entièrement remanié en 2016 à des fins de modernisation et d'amélioration de la convivialité.





ELEMENTS FINANCIERS

L'état des dépenses et recettes de fonctionnement présentées dans les tableaux ci-dessous correspondent à l'ensemble des activités de collecte et de traitement des déchets classées par articles comptables.

Par déchets, il faut comprendre les déchets ménagers et assimilés ainsi que les corbeilles de rues, les déchets sauvages…

A- Dépenses de fonctionnement

Article	Libellé	Montant CA 2016	Montant CA 2017
011	**Charges à caractère général**	**8 031 115 €**	**8 117 756 €**
60..	Achats et variation des stocks	2 688 090 €	2 979 606 €
61..	Services extérieurs	4 608 473 €	4 361 774 €
62..	Autres services extérieurs	715 025 €	762 125 €
63..	Impôts, taxes et versements assimilés	19 528 €	14 251 €
012	**Charges de personnel et assimilés**	**10 205 363 €**	**10 699 406 €**
64..	Charges de personnel et assimilés	10 205 363 €	10 699 406 €
65	**Autres charges de gestion courante**	**15 646 260 €**	**16 066 494 €**
655	Participations SIVOM pour le traitement et le tri sélectif	15 643 992 €	16 063 785 €
651	Redevances	2 268 €	2 709 €
66	**Charges financières**	**809 011 €**	**793 559 €**
67	**Charges exceptionnelles**	**7 211 €**	**3 355 €**
042/023	**Dotation aux amortissements et autofinancement**	**4 061 351 €**	**3 974 175 €**
Total général des dépenses de fonctionnement		**38 760 312 €**	**39 654 746 €**

B- Recettes de fonctionnement

Article	Libellé	Montant CA 2016	Montant CA 2017
Recettes issues de la TEOM			
7331	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	36 170 886 €	39 967 799 €
Autres recettes éventuelles			
70	Produit des services, du domaine et ventes diverses	2 589 426 €	2 686 947 €
704	Produit facturation travaux	1 661 524 €	1 705 540 €
706	Produit facturation prestations	927 902 €	981 407 €
Total général des recettes de fonctionnement		**38 760 312 €**	**39 654 746 €**

EVOLUTION DE LA CONTENEURISATION ET DE LA COLLECTE SELECTIVE EN PORTE A PORTE





A- Années après années

La conteneurisation du territoire de l'agglomération avec une collecte sélective en porte à porte, initiée en **2013** avec la ville de Mulhouse puis en **2014** avec la commune d'Illzach se poursuit.

En **2016**, 5 nouvelles communes ont rejoint le dispositif, à savoir, Riedisheim, Lutterbach, Brunstatt-Didenheim, Morschwiller-le-Bas et Reiningue.

2017 a permis d'amorcer une nouvelle phase de conteneurisation qui se concrétisera au premier trimestre **2018**. 8 nouvelles communes basculeront alors : Bruebach, Eschentzwiller, Flaxlanden, Zimmersheim, Heimsbrunn, Steinbrunn-le-Bas, Galfingue et Zillisheim.

Parallèlement, les conteneurs en apport volontaire sont retirés sauf exception, partout sur ces territoires. Seuls les conteneurs pour le verre sont maintenus.

A noter que, sur Mulhouse, la prospection des équipes pour compléter la conteneurisation se poursuit. A fin 2017, près de **89% des foyers de Mulhouse sont équipés de bacs à roulettes** contre moins de 80 % à la fin de l'année 2013.

L'objectif final reste la disparition complète des sacs pour **aboutir progressivement à 100 % de conteneurisation.**

B- La communication d'entretien du geste de tri et d'ajustement

La communication d'entretien et d'ajustement du geste de tri s'effectue sur toutes les communes de m2A où le tri sélectif en porte à porte est en vigueur.

Des contacts personnalisés sont entrepris suite à des signalements téléphoniques (numéro vert, Allo proximité), des signalements par courrier ou courriel mais aussi suite à des constats effectués par les brigadiers du tri et de la propreté lors de leurs missions sur le terrain, notamment à l'issue de contrôles qualitatifs.

Les opérations de contrôle qualité sont réalisées avant le passage du véhicule de ramassage. L'objectif est d'observer la qualité du tri dans les bacs à couvercle jaune où les sacs jaunes, puis d'expliquer à l'habitant les éventuelles erreurs qu'il a commis dans son geste de tri. Toutes les communes sont concernées, à tour de rôle.

Lorsqu'un brigadier du tri et de la propreté constate des erreurs de tri, un autocollant « erreur de tri » est apposé sur le couvercle du bac ou sur le sac jaune.



Si l'habitant ne récupère pas et ne retire pas ses déchets, le bac ou le sac sera alors collecté par la benne en tournée OMr, avec les bacs marrons.

Un contact avec l'habitant en question est organisé le jour même. Le cas échéant, une verbalisation peut être effectuée.

Les brigadiers du tri et le propreté effectuent également des opérations de communication et de sensibilisation en participant à des manifestations et en intervenant auprès des jeunes enfants à travers les Nouvelles Activités Périscolaires (NAP).

En toute fin 2017, le travail des brigadiers du tri et de la propreté a été renforcé par une équipe intervenant sur le secteur collecté par le prestataire Suez et géré par ce prestataire selon une nouvelle formule dénommée Quali'tri.

En fonction de la qualité du tri, un marquage du bac ou du sac est effectué selon trois catégories « parfait » / « presque parfait » / « attention » » avec des indications sur les erreurs rencontrées.



Lorsque le tri est parfait, un courrier de remerciement signé par l'élue est envoyé à l'adresse concernée.

A l'inverse, lorsque le tri est non conforme, des brigadiers du tri et de la propreté interviennent pour sensibiliser les personnes.

Sur les 3 jours de lancement de l'opération (dernières semaines de 2017), 191 adresses ont été contrôlés avec :

- 135 tris « parfait »
- 47 tris « presque parfait »
- 9 tris particulièrement « non conformes ».

A partir de 2018, le rythme de ces interventions sera de 4 jours sur une semaine chaque mois.

En quelques chiffres

7 251 appels traités au numéro vert **et 470 appels** traités sur la plate-forme AlloProx. Les appels traités au numéro vert ont été en diminution par rapport à 2016 (7 526 appels). Cette baisse s'explique par une année sans conteneurisation mais reste sur une valeur assez élevé du fait de changements de jours de collecte en début d'année 2017. Les appels AlloProx, qui ne concernent que Mulhouse, ont augmenté (383 appels en 2016).

18 388 points ont fait l'objet d'un contrôle qualité du tri sélectif contre 15 891 en 2016. Sur **1 037 points** (532 en 2016) qui comportaient des refus de tri, **495 contacts directs** ont pu être établis avec l'usager (322 en 2016).

En rappel des consignes de tri, **5 751 fascicules de tri** ont été distribués à l'habitant (5 794 en 2016).

Sur Mulhouse, il a été fouillé **5 047 sacs** (3 104 fouilles en 2016) prélevés sur **2 035 adresses** (1 336 adresses en 2016). **1 086 preuves** (577 en 2016) ont été trouvées et **813 procès-verbaux dressés** (397 en 2016). **79 PV ont été contestés** contre 9 en 2016, cette hausse s'expliquant par l'application d'un forfait d'enlèvement supplémentaire de 100€ sur un semestre.

A partir de 2018, des verbalisations de classe 2 (35€) ou de classe 3 (68€) selon les situations seront systématiquement appliquées au lieu de l'actuelle verbalisation en classe 1 (11€).

COLLECTE ET ENVIRONNEMENT

A- Emission de gaz à effet de serre

La collecte des déchets sur m2A (porte à porte et point d'apport volontaire confondus), pour l'année 2017, a représenté une émission de gaz à effet de serre de :

- 1 703 t Eq CO_2 (1 747 t Eq CO_2 en 2016 ; secteurs régie et prestataires y compris les véhicules légers de l'encadrement, des brigadiers du tri et de la propreté, de l'équipe bacs/sacs…)

La diminution de cet impact sur l'environnement passe, d'une part :

- par l'optimisation de la collecte en diminuant le nombre de kilomètres parcourus,
- par le renouvellement des véhicules avec des véhicules répondant aux dernières normes d'émission (norme EURO 6 pour les poids lourds)

B- Valorisation matière

Dans l'esprit de la directive 2006/12/CE du parlement Européen et du conseil du 5 avril 2006 relative aux déchets, notamment de son article 3 b) qui privilégie la valorisation matière à la valorisation énergétique, depuis juin 2016, les consignes de tri sur le territoire de m2A se sont élargies en intégrant désormais tous les emballages, quelle que soit leur nature.

Ainsi, une partie du flux de déchets qui partait jusqu'alors à l'incinération (valorisation énergétique) suit désormais une filière de valorisation matière (recyclage).

m2A fait partie du premier quart des français bénéficiant de ces consignes élargies.

C- Recyclage des bacs

Les bacs usagés font l'objet d'un recyclage à deux niveaux :

- Tout d'abord, l'équipe bac en récupère les pièces en bon état pour s'en servir en tant que pièce détachés,
- Ensuite, les bacs ou pièces trop usagés partent en filière de recyclage matière via l'entreprise Schroll qui les reprend.

PERSPECTIVES

A- L'optimisation des moyens

Après un travail de concertation s'étant étalé sur toute l'année 2017, 2018 verra se concrétiser une nouvelle organisation dans le travail de la collecte en porte à porte avec la fin du principe du fini-quitte et un réajustement du temps de travail à 7h34' plutôt qu'à 7h57'.

L'optimisation qui en découlera sera une baisse du nombre d'accidents de travail et de maladie (lutte contre l'absentéisme), une meilleure qualité de service et une ambiance de travail plus sereine (lutte contre les risques psychosociaux).

B- Poursuivre la conteneurisation

Après la préparation durant l'année 2017, l'année 2018 verra l'aboutissement d'une nouvelle phase de conteneurisation (mise en place de bacs et d'une collecte des recyclables en porte à porte) sur 8 nouvelles communes : Bruebach, Eschentzwiller, Flaxlanden, Zimmersheim, Heimsbrunn, Steinbrunn-le-Bas, Galfingue et Zillisheim.

C- Programme Local de Prévention des déchets (PLP)

L'avenir passe par une diminution de production de déchets.

Depuis 2013, m2A est engagé dans un programme local de prévention des déchets (PLP) dont l'objectif est de réduire les ordures ménagères et assimilés de 7% soit 24 kg/an/habitant d'ici 2017.

2017 est donc la cinquième et dernière année du déploiement de ce programme.

En décomptant les déchets des entreprises ramassées avec les ordures ménagères à travers la redevance spéciale, **fin 2017, la réduction du tonnage des déchets s'établit à 7,2%, soit une réduction conforme à l'objectif initial**.

Au final, le PLP s'est décliné sur 8 grands thèmes :

- Réduire les produits de cuisine et de jardin
- Réduire le gaspillage alimentaire
- Favoriser l'éco-consommation
- Donner une seconde vie aux produits
- Promouvoir le stop-pub
- Agir sur la toxicité des produits
- Sensibiliser à la prévention des déchets
- Développer et promouvoir l'éco-exemplarité

Le PLP s'est appuyé sur :

La mobilisation et la formation des acteurs - Le succès du PLP a reposé sur la mobilisation du territoire, m2A s'étant attaché à renforcer toujours plus son réseau de partenaires (environ une centaine) et à sensibiliser le plus grand nombre à la réduction des déchets.

Le site internet Jetermoins - Il a permis d'étendre la connaissance du PLP sur le territoire, notamment via les réseaux sociaux, qui deviennent la deuxième source d'apport de visiteurs après les recherches par moteur de recherche. En 2017, il a été renforcé par 17 nouvelles pages

Une communication ciblée - Sur la base de l'actualité de l'année, une communication à thématique mensuelle montrant *« tout ce qui ne doit pas se trouver dans les ordures ménagères en mélange »* a été menée sur les deux dernières années du PLP.

Le compostage - Il reste un des axes fort de la prévention des déchets. Malgré les estimations sur le taux relativement élevé d'équipement en composteur de la population, le nombre de composteurs vendu continue d'augmenter.

La sensibilisation – L'objectif de sensibilisation a toujours été un objectif central dans la réduction des déchets. La Semaine Européenne de Réduction des Déchets est un événement essentiel de cette sensibilisation. En 2017, elle s'est déroulée sur 15 jours avec 186 actions, 99 partenaires et 15 200 personnes sensibilisées.

En quelques chiffres

13 388 visites sur le site internet en baisse par rapport à 2016 (16 124 visites) mais avec une durée de cession plus longue (2'48" au lieu de 1'96" en 2016) et une hausse du nombre de pages consultées (45 538 pages en 2017 contre 43 800 pages en 2015).

2 691 composteurs vendus entre 2011 et 2017

273 animations en 2017

491 300 € de dépenses, en hausse constante depuis 2014 (378 859 €)

200 000 € de subvention annuelle de la part de l'ADEME

Rappel des engagements des acteurs m2A et SIVOM

m2A s'est engagé dans le PLP à la fin 2013, dans le cadre d'un accord-cadre signé en octobre 2012 avec l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie), sur la période 2013-2017.

Cette démarche engage la collectivité à réduire de **7%** les déchets ménagers et assimilés, soit une baisse de **-24 kg** par habitant ou **-6 000 t** au total à l'horizon 2017.



m2A s'engage pour contribuer à
- diminuer les déchets, limiter l'usage des matières premières, la production de gaz à effet de serre, accroître l'éducation à l'environnement,
- augmenter le pouvoir d'achat des habitants, les rendre consomm'acteurs et favoriser le lien social,
- promouvoir l'artisanat et le commerce local, le développement d'activités en lien avec la prévention, les filières courtes

Le SIVOM est partie prenante pour la mise en œuvre des actions suivantes :
- la réduction des déchets de cuisine et de jardin par le compostage individuel et collectif,
- la promotion du réemploi par l'étude de faisabilité d'une recyclerie,
- la sensibilisation sur la dangerosité des produits au niveau de leur utilisation et de leur collecte,
- la sensibilisation en milieu scolaire par un module spécifique.



SYNTHESE

L'année 2017 a été marquée :
- par la reprise du marché de collecte des 6 communes de l'ancienne Communauté de Communes de Porte de France Rhin Sud, suite à l'intégration de celles-ci à l'agglomération.
- par le renouvellement du marché de collecte sur le secteur prestataire historique (18 communes) avec changement d'opérateur.

Désormais, le service Collecte et Transport de m2A gère la collecte sur 39 communes dont 174 050 habitants en régie et 99 027 habitants par deux prestataires privés.

La collectivité et le SIVOM régissent un parc de près de 110 000 bacs, distribuent 1 902 576 sacs jaunes par an et possèdent 130 conteneurs enterrés et 606 conteneurs aériens.

Le Programme Local de Prévention des déchets initié en 2013 est arrivé au terme de ces 5 ans et son objectif de réduction des déchets de 7% a été atteint (hors déchets des professionnels), baisse de recettes entièrement compensée par une baisse équivalente des dépenses.

Malgré l'augmentation du périmètre et une hausse du coût des carburants, les dépenses de fonctionnement ont été contenues à 12,79 M€ contre 13,17 M€ en 2016. L'optimisation du coût des marchés prestataires et la modification de certains jours de collecte sont les éléments clés de cette réussite.

Les recettes, hors TEOM, se sont montées à 3,39 M€, en baisse par rapport à 2016 suite à la fin de mise à disposition d'agents de déchetteries au SIVOM et à la sortie de l'agglomération du SM4 pour le traitement des déchets de Wittelsheim.

Le geste de tri des emballages hors verre (60,4 kg/habitant en moyenne), du verre (35,2 kg/habitant en moyenne) et les déchetteries (63 531 t de déchets ménagers collectés) continuent de remporter un vif succès.

L'année 2017 a été socialement riche ; elle a permis d'acter une réorganisation de la collecte en régie avec la fin du travail selon le principe du fini-quitte et une nouvelle durée du temps de travail applicable au 1er janvier 2018.

C'est aussi une année d'incubation de dossiers en partenariat avec le SIVOM, (poursuite de la conteneurisation avec collecte sélective en porte à porte sur 8 nouvelles communes avec effet en mars 2018, étude d'une recyclerie avec le partenaire ENVIE, harmonisation de la TEOM pour toutes les communes de l'agglomération, systématisation de la redevance spéciale sur toutes les communes de l'agglomération avec application dès le 1er trimestre 2018, étude d'une communauté de tri « YOYO » avec un démarrage à mi-année 2018, généralisation du dispositif Quali'tri initié fin 2017…).

EN COMPLEMENT :

Les informations relatives aux missions d'éliminations des déchets sont disponibles sur le site du SIVOM de la région Mulhouse.
www.sivom-mulhouse.fr

Les informations relatives au programme local de protection des déchets sont disponibles sur le site du PLP des déchets de m2A :
https://jetermoins.mulhouse-alsace.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20180924-570C-2018-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 27/09/2018
Publication : 27/09/2018

CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 27 septembre 2018 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ISSUE DE LA FUSION
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMERATION
Séance du 24 septembre 2018

58 élus présents (104 en exercice, 11 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

BIODIVERSITE ET ENVIRONNEMENT - VERSEMENT DE SUBVENTIONS POUR 2018 (042/7.5/570C)

Dans le cadre du programme annuel approuvé par le Conseil d'agglomération le 26 mars 2018, le Comité d'agrément de m2A a étudié l'ensemble des projets prêts à démarrer, et propose au Conseil d'agglomération d'approuver le versement des subventions suivantes :

Proposition d'aides pour les opérations 2018

En investissement :

Action	montant total HT	**taux - montant aide m2A**	thème concerné
Mulhouse – actions de sensibilisation du public pour la biodiversité sur Mulhouse diagonales	5 000 €	**20 %-1 000 €**	biodiversité
Berrwiller – réalisation et pose d'un hôtel à hirondelles	3 000 €	**20 %-600 €**	biodiversité
ASAVE – opération de protection des hérissons	14 000 €	**20 %-2 800 €**	biodiversité
Rixheim – réalisation de panneaux pédagogiques sur la biodiversité de la zone humide renaturée du parcours de santé et sur le 0 phyto au	5 000 €	**20 %-1 000 €**	biodiversité

RETOUR OJ

cimetière			
Rixheim – construction et implantation d'hôtels à insectes et de nichoirs	2 500 €	**20 %-500 €**	biodiversité
Action	montant total HT	**taux - montant aide m2A**	thème concerné
Rixheim – construction et installation d'un hôtel à hirondelles	5 000 €	**20 %-1 000 €**	biodiversité
Ungersheim – création d'un parc résilient agrémenté d'un potager et d'arbres fruitiers	30 000 €	**10 %-3 000 €**	Cadre de vie, paysage et patrimoine identitaire
Kingersheim – aménagement du sentier du poumon vert	11 346 €	**10 %-1 135 €**	Cadre de vie, paysage et patrimoine identitaire
Panier du Mehlala – épicerie participative à Mulhouse	17 500 €	**20 %-3 500 €**	Agriculture durable
Les incroyables comestibles à Sausheim	7 500 €	**20 %-1 500 €**	Agriculture durable

Le montant total des aides d'investissement s'élève à 16 035 €, réparti comme suit dont les imputations sont inscrites au budget primitif 2018 :

Imputation Ch. 204 Art. 2041411 Fonct. 830 LC n° 12545

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le versement des aides listées précédemment, à condition que les maîtres d'ouvrage respectent le règlement de subvention de m2A,
- charge le Président ou son représentant de leur mise en œuvre.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RETOUR OJ